

ESSAI
SUR
L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME
A CAEN ET EN BASSE-NORMANDIE

DE L'ÉDIT DE NANTES A LA RÉVOLUTION
(1598-1791)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

J.-A. GALLAND

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ

ANCIEN ÉLÈVE DES FACULTÉS DES LETTRES DE PARIS ET DE CAEN



PARIS
GRASSART, LIBRAIRE-ÉDITEUR
2, RUE DE LA PAIX, 2

—
1898

ESSAI

SUR

L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME

A CAEN ET EN BASSE-NORMANDIE

DE L'ÉDIT DE NANTES A LA RÉVOLUTION (1598-1791)

ESSAI

SUR

L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME

A CAEN ET EN BASSE-NORMANDIE

DE L'ÉDIT DE NANTES A LA RÉVOLUTION

(1598-1791)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

J.-A. GALLAND

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ

ANCIEN-ÉLÈVE DES FACULTÉS DES LETTRES DE PARIS ET DE CAEN



PARIS

GRASSART, LIBRAIRE-ÉDITEUR

2, RUE DE LA PAIX, 2

—
1898

PRÉFACE

Plusieurs ouvrages ont déjà été consacrés à l'histoire du protestantisme en Normandie.

En 1844, parut l'Histoire des guerres de religion dans la Manche, par Delalande¹. L'auteur, « habitant une petite ville »², n'avait puisé qu'aux sources, imprimées ou manuscrites, qui étaient à sa portée. Mais il les indique avec précision, s'efforce de passer tous les faits « au creuset de la critique », et montre une impartialité très louable. Quelle que soit l'emphase de la forme, son livre peut encore être consulté avec fruit.

En 1869, M. Le Hardy, docteur en droit, donna, exclusivement d'après des documents imprimés³, une Histoire du Protestantisme en Normandie, depuis son origine jusqu'à l'Edit de Nantes⁴.

Autre fut la période étudiée par Fr. Waddington. Comme son ami, M. Ch. Read, entreprenait, vers 1859, la publication des Mémoires du réfugié normand Dumont de Bostaquet, il eut l'idée de rechercher, aux Archives nationales et de la Seine-Inférieure, ce qu'avaient pu devenir, après la Révocation, les religionnaires restés dans la province, et surtout en Haute-Normandie. Il consulta aussi, à Genève, la correspondance des pasteurs du Désert avec Antoine Court. Telles sont les sources principales de son Protestantisme en Normandie, de 1685 à 1797⁵.

¹ Paris et Valognes, XIV-353 pages, in-8°.

² Valognes.

³ On le lui a reproché dans la Revue des Quest. histor. (IX, 327).

⁴ Caen, 1869, XXIV-456 pages, in-8°.

⁵ Paris, 1862, VII-140 pages, in-8°.

La découverte, par MM. Ch. Read et Francis Waddington, de la plupart des premiers registres d'état civil protestant de Caen (années 1560 et suiv.)¹, amena M. S. Beaujour, notaire honoraire, à écrire un Essai sur l'Histoire de l'Eglise Réformée de Caen², depuis sa fondation jusqu'à nos jours. Rédigé d'après les sources locales (Archiv. du département, de la ville, de l'hôpital général, traditions de famille, etc...), l'ouvrage est empreint de la plus scrupuleuse modération : l'auteur, en terminant, exprime le vœu que ses concitoyens des deux cultes « continuent à se donner fraternellement la main, au-dessus des barrières qui les séparent »³.

Plus récemment, ont paru : La Révocation de l'Edit de Nantes à Rouen, par M. le pasteur Bianquis⁴ ; — Le comte de Montgomery, par M. Léon Marlet⁵ ; — un Essai sur l'Histoire du Protestantisme au Havre et dans les environs, par M. le pasteur Amphoux⁶ ; — une Histoire de l'Eglise protestante de Dieppe, par M. le pasteur Hardy⁷.

Le présent Essai traite de l'histoire du Protestantisme à Caen et en Basse-Normandie. Une Introduction, pour laquelle on s'est borné aux sources imprimées, résume la période du xvi^e siècle. C'est à l'Edit de Nantes que commence l'ouvrage proprement dit, pour se continuer jusqu'à la Révolution (1598-1791). Montrer combien la liberté religieuse, — octroyée d'abord, puis retirée par la royauté, — a eu peine à devenir, même pour des populations calmes et réfléchies, un dogme de droit public, voilà ce qu'on s'est proposé.

L'ouvrage se divise en six livres :

I. L'exécution de l'Edit de Nantes sous Henri IV et Louis XIII ;

II. Le Régime de l'Edit ;

¹ Ils les retrouvèrent, au mois de septembre 1859, dans un grenier de la ferme du Bostaquet, près Yvetot. Ces registres, aujourd'hui déposés aux Archives du Calvados (C. 1565 sqq.), provenaient de la succession des descendants de Pierre Lesueur de Colleville, gendre de Samuel Bochart, qui les avait eus en main comme pasteur de Caen. (V. Bull. de la Soc. de l'Hist. du Prot. Fr., IX, 7).

² Caen, 1877, IX-597 p., in-8°. — Apprécié par M. Fr. Puaux, dans le Bull. du Prot., XXVII, 330 sqq.

³ P. 524.

⁴ Rouen, 1885, in-8°.

⁵ Paris, 1890, in-8°.

⁶ Le Havre, 1894, in-8°.

⁷ Paris, 1897, in-16.

III. La Révocation (1661-85) ;

IV. Les suites de la Révocation (1685-1715) ;

V. La Persécution sous Louis XV ; les enlèvements d'enfants ;

VI. Le Retour à la tolérance et l'affranchissement définitif.

On entend ici par Basse-Normandie l'ancienne généralité de Caen, à laquelle correspondent aujourd'hui : le département de la Manche en entier ; les cantons d'Athis, Flers et Tinchebray (arr. de Domfront, Orne) ; les arrondissements de Caen¹, Bayeux, Vire, et le nord de celui de Falaise².

Cette généralité, qui avait pour extrême limite, à l'Est³, le cours inférieur de la Dives, englobait les cinq pays naturels de la Campagne de Caen, du Bocage, du Bessin, du Cotentin et de l'Avranchin.

Elle se divisait en neuf élections, subdivisées en cent sergenteries, et administrées chacune par un subdélégué, savoir : Caen, Bayeux, Carentan, Valognes, Saint-Lô, Coutances, Avranches, Mortain et Vire⁴.

Elle comprenait trois évêchés : Bayeux⁵, Coutances et Avranches, et deux grands bailliages : Caen et Coutances, qui se subdivisaient en plusieurs sous-bailliages ou vicomtés, savoir : Caen, Bayeux, Falaise, Vire et Torigny, plus la haute justice de Condé-sur-Noireau ; — Coutances, Carentan, Valognes, Avranches, Mortain, Saint-Lô, Périers, Saint-Sauveur-Lendelin et Saint-Sauveur-le-Vicomte. — Il y avait aussi des lieutenants de l'amirauté dans les principaux ports⁶.

¹ Moins quelques communes au sud-est.

² Voir la carte à la fin de l'ouvrage. — Falaise et la majeure partie de son arrond. actuel se rattachaient à la généralité d'Alençon. Néanmoins, nous donnerons quelques détails sur les églises protestantes de Falaise, Saint-Pierre-sur-Dives, Moulins et Maizières. Car ces églises formèrent, aux XVI^e et XVII^e siècles, avec celles de Condé, Athis, etc., situées dans la généralité de Caen, une même circonscription ecclésiastique : le colloque ou classe de Falaise. D'autre part, le sous-bailliage de Falaise était comme à cheval sur les deux généralités.

³ Comme aujourd'hui l'arrondissement de Caen.

⁴ Cette division fut plusieurs fois remaniée. De temps à autre, on groupait en une seule les deux élections de Saint-Lô et de Carentan. Sous Louis XVI, il y eut un subdélégué à Granville.

⁵ Jusqu'à la Révolution, Athis, Flers et Tinchebray, qui sont aujourd'hui du diocèse de Séez, dépendirent de l'évêché de Bayeux.

⁶ Hippeau, le Gouvernement de Normandie, et Dictionnaire topographique du Calvados, *Introd.*, *passim*.

N. B. — Pour l'emplacement des noms de lieux, voir, à la fin de l'ouvrage, l'index spécial et la carte.

BIBLIOGRAPHIE

A. — Sources manuscrites

I. ARCHIVES

départementales; — municipales et communales; — des greffes des tribunaux; — hospitalières; — des églises réformées; — particulières; — des affaires étrangères; — nationales).

1^o Archives départementales :

a) *Calvados*. — La source la plus abondante, c'est le fonds de l'intendance de Caen (série C). On y trouve des mémoires sur l'industrie et le commerce, et, sous la rubrique : *Protestants*, des pièces ou registres qui peuvent se grouper ainsi :

C. 1511 à 1548 : Objet général; régie des biens des religionnaires fugitifs; aliénations de biens;

C. 1549 à 1577, et 1590 à 1613 : Registres d'état civil de Caen, etc., ¹.

C. 1578 à 1589, et 1616-29 : Requêtes pour inhumations (Caen et Condé, ann. 1737-90);

C. 1631 à 1653 : Correspondances entre les intendants et les ministres au sujet des Nouvelles-Catholiques de Caen et de Saint Lô (ann. 1728-85);

Vient ensuite (série H) le fonds spécial, non inventorié, des *Nouv.-Cath.* de Caen. Il comprend : 1^o Une liasse de pièces diverses (ann. 1669 à 1790); — 2^o Quatorze registres tenus par les sœurs, registres presque tous numérotés ², savoir :

N^{os} 1 et 1 bis : Entrées (1658-1700);

N^o 2 : Inventaire des titres et contrats (1658-1759);

¹ Pour le détail de ces registres, voir l'Inventaire somm. des Arch. du Calv., série C, t. II; et Beaujour, p. 580.

² Nous les désignerons, au cours de l'ouvrage, par leurs numéros.

N° 3 : Fondations et élections de sœurs (1678-1789);

N° 4 : Abjurations et entrées (1682-1718);

Nos 6, 7 et 13 : Recettes et dépenses (1698-1789);

N° 10 : Règlements et remontrances sur les admissions : copies de lettres des ministres, des intendants, des évêques, etc. (1747-66);

N° 11 : Entrées et sorties (1747-67).

Outre ces documents, déjà utilisés par M. S. Beaujour, M. l'archiviste A. Bénét a mis à notre disposition, avec beaucoup d'obligeance, tout ce qu'il a pu trouver dans les autres séries, notamment les séries D (Université de Caen) et B (Baill. de Caen et de Falaise) ¹.

b) *Manche*. — Le fonds des *Protestants* (série G), non encore inventorié, comprend diverses pièces relatives aux églises de Saint-Lô, Sainte-Mère-Eglise, etc... Il faut y ajouter le fonds des *Nouv. Cath.* de Saint-Lô (série H), avec trois liasses de pièces diverses (ann. 1681-1793), et onze registres non numérotés, dont :

1 registre d'entrées et de sorties (ann. 1681-1733);

1 de délibérations (ann. 1681-1790);

1 de pensionnaires (ann. 1739-45);

8 de recettes et dépenses (ann. 1681-1792).

c) *Orne*. — Série C, 611 à 630 : Correspondances des intendants d'Alençon et de Caen sur les Nouvelles-Cath. (ann. 1740-78);

Série E : *Protestants* : Etat civil d'Athis (ann. 1676-79), et requêtes pour inhumations de Frèsne et Tinchebray (ann. 1739 à 1790).

d) *Seine-Inférieure*. — Séries D et G, *passim*.

2° Archives municipales et communales :

a) *Caen*. — Aux arch. munic. proprement dites, nous avons dépouillé les registres de délibérations du corps de ville, et deux liasses, non numérotées, de la série G G.

Aux bureaux de l'état civil, sont conservés huit volumes d'état civil protestant ², et de nombreux registres d'état civil catholique (abjurations, formules de baptêmes protestants après 1685, etc...).

b) *Saint-Lô*. — La mairie de Saint-Lô possède :

¹ Sans parler des Archives communales. — Parmi les personnes qui ont bien voulu faciliter nos recherches dans les dépôts publics, nous devons aussi remercier, en particulier : MM. les pasteurs N. Weiss, bibliothécaire de la *Soc. de l'Hist. du Prot. Franç.*, et Bourgeon, président du Consistoire de Caen; — M. de Mirandolle, directeur de la Banque Néerlandaise, et archiviste de l'église wallonne de Rotterdam; — MM. les archivistes Dolbet, de la Manche; Duval, de l'Orne; Legrand, des Archives Nationales; — MM. Bruel, archiviste, et de Renèmesnil, chef du bureau de l'état civil à la mairie de Caen; — MM. Dorléans, greffier du tribunal de Coutances; Goussiaume, commis-greffier à Bayeux; — M. Frédérique, bibliothécaire de la ville de Vire; — MM. les conservateurs de la Bibl. mun. de Caen; — MM. les instituteurs des cantons de Condé, Athis, Flers, Tinchebray, Harcourt.

² Pour le détail de ces registres, voir Beaujour, p. 580.

1° Des registres de délibérations du corps de ville, mais avec une lacune particulièrement fâcheuse, puisqu'elle va de 1677 à 1691 ;

2° Des registres d'état civil catholique ;

3° Des registres protestants ¹ dont voici le détail :

Baptêmes de mai 1592 à février 1651 ;

Inhumations de mai 1599 à décembre 1602, et de novembre 1607 à décembre 1667 ;

Mariages de juin 1593 à juin 1650 ;

Bapt., mar. et inhum. de 1670, 1676, 1678-84.

c) *Bayeux, Vire, Condé-sur-Noireau, Flers ; et communes diverses du Calvados, de l'Orne et de la Manche.* — Registres d'état civil catholique. — En outre, à Condé : liasse de correspondances relatives à l'Edit de tolérance (1787), et registres municipaux (ann. 1790 sqq.).

3° Archives des greffes des tribunaux :

Au greffe de Bayeux, nous avons dépouillé des registres d'état civil protestant du Bessin ² (églises de Vaucelles, Géfosse et Trévières, ann. 1675-85) ; — au greffe de Coutances : un registre d'état civil protestant de Cerisy-la-Salle (1673-79), et une liasse de minutes du bailliage de Saint-Sauveur-Lendelin (ann. 1686).

4° **Archives hospitalières de Caen, Bayeux et Saint-Lô** (Notes communiquées par M. Beaujour, et MM. Bénét et Dolbet, archivistes du Calvados et de la Manche.)

5° Archives des Eglises réformées :

Le premier registre du *consistoire* ³ de Caen commence en 1777. Ceux des autres églises de la région ne remontent pas au delà de 40 ou 50 ans.

Pour le Refuge, nous avons consulté, soit sur place, soit par correspondance, les archives des églises wallonnes de Rotterdam, Amsterdam et Leyde.

6° Archives particulières :

Signalons, tout d'abord, les archives du château d'Harcourt. En 1863, M. Hippeau avait commencé à en publier le contenu, sous ce titre : *le Gouvernement de Normandie* ; il n'eut pas le temps d'achever. Parmi les pièces restées inédites, il citait la correspondance du marquis de Beuvron et de Louvois au sujet des religionnaires normands (ann. 1685-1704). Ces lettres, si honorables pour le marquis de Beuvron, concernent surtout Rouen et Dieppe. Mais, avec la très gracieuse autorisation du regretté

¹ Des reg. prot. de Saint-Lô antérieurs à 1614, les uns sont originaux, les autres sont des copies faites en 1644, et paraphées par les ministres et anciens de l'Eglise.

² Déjà signalés par l'abbé Laffetay (*Dioc. de Bayeux*, I, 62), et M. Beaujour, p. 582

³ Nous dirions aujourd'hui : du conseil presbytéral.

M. le duc François d'Harcourt, nous avons pris copie, au château, d'autres documents intéressant la Basse-Normandie.

Ont aussi bien voulu nous communiquer :

M. Armand Gasté, professeur à l'Université de Caen : des copies, faites par lui, de pièces tirées d'archives privées, et relatives à un jeune *Nouveau-Cath.* de Caen (1753-54) ;

M. Jules Lefebvre, propriétaire à Berjou (Orne) : plusieurs documents, les uns, de famille, les autres, officiels (un de ses ancêtres fut syndic de Berjou sous l'intendant Foucault) ;

M. Ch. Blanchard, docteur en droit, avocat à Condé-sur-Noireau : 1° Divers papiers, tels que sermons manuscrits, venant de son grand-père, le pasteur Gourjon de Monchamps, qui desservit, à partir de 1786, les églises du Bocage (Condé, Athis, etc.) ; 2° les actes d'un colloque tenu, en 1745, par les réformés du Bocage, et qui ne figure pas dans les *Synodes du désert* de M. E. Hugues ¹ ;

M. Leboitteux, receveur municipal à Condé : les actes, également inédits, de deux autres colloques du Bocage (années 1776 et 1783) ² ;

M. Dolbet, archiviste de la Manche : deux ou trois lettres de Carue de Grandchamp, qui fut ministre à Saint Lô en 1660.

7° Archives des Affaires étrangères :

Nous n'y avons trouvé que deux lettres d'ordre général, écrites en 1733 par Plessart, régisseur des biens des religionnaires fugitifs.

8° Archives nationales :

La série TT, bien que fouillée en tous sens par les rédacteurs de la *France Protestante* et du *Bulletin du Protestantisme Français*, n'a pas livré ses derniers secrets. Il y a aussi à glaner dans les séries O¹, G⁷, G⁹, etc.

II. MANUSCRITS DES BIBLIOTHÈQUES

(Caen ; Vire ; Soc. de l'Hist. du Prot. Français ; Arsenal ; Nationale).

a) Bibliothèque de Caen :

— « Extraits des registres ayant appartenu à MM. de la R. P. R. » ³ (in-folio 144).

— Huet (Daniel). — Lettres originales :

(In-4° 203, 5 vol.) : A son neveu Charsigné (1687-1713) ;

(In 4° 204, 2 vol.) : A son ami le P. Martin, gardien des Cordeliers de Caen (1697-1717) ⁴ ;

¹ Voir nos *Pièces justifiées*, XXII.

² *Ibid.*, XXIV, XXV.

³ « Religion Prétendue Réformée ».

⁴ M. A. Gasté en a commencé la publication dans les *Annales de la Faculté des Lettres de Caen*.

(In-4° 205 à 211) : Lettres de Huet à divers, et de divers à Huet. (Copies de M. Baudement, d'après les originaux de la B. Nat.).

— Journal d'un bourgeois de Caen (1652-1738) (2 vol., in-f° 104) ¹.

— Journal de Simon Lemarchand (1610-60) (in-f° 78).

— Quens (collection de) ² :

(In-4° 154) : Recueil *Mézeray* (Souvenirs et jugements du P. André);

(In-4° 155) : Recueil *Jésuites* (sur les Jésuites de Caen);

(In-4° 156) : Recueil *Saurin* (sur l'Eglise en général, et en particulier le jansénisme).

— Registre d'abjurations de Saint-Etienne-le-Vieux (1637-65) (in-4° 103);

— Registres du conseil secret du Parlement de Normandie³, tomes XI à XXIX (in-f° 173).

— *Collection Mancel* ⁴, à l'Hôtel de ville de Caen :

(In-f° 15) : Documents sur le Protestantisme;

(In-4° 101) : Lettre de Huet à Bochart, du 10 mai 1667 (original).

b) *Biblioth. de Vire*. — Une lettre de Paul de Luynes, évêque de Bayeux⁵.

c) *Bibliothèque de la Soc. de l'Hist. du Prot. Français*. — Voici les manuscrits qu'elle possède sur la Normandie

1° Un volume de la collection Lutteroth;

2° Trois volumes in-4°, savoir :

I. Pièces concernant toute la province (1595-1667);

II. Ville de Caen (1608-85);

III. Eglises des Essarts, de Vaucelles-Bayeux, etc. (1656-1791).

3° Plusieurs volumes de lettres échangées entre les ministres du roi et de Gourgues, qui fut intendant à Limoges, puis à Caen (1686-89).

4° Des pièces diverses, non reliées, et notamment une lettre d'Antoine Court, du 25 avril 1751⁶.

5° Des manuscrits, d'ordre général, sur le Refuge, les églises du désert, etc.

d) *Bibliothèque de l'Arsenal* :

N° 5423 (Collection Conrart, tome XIV);

N°s 6594 et 6595 (Assemblée de Saumur, et Commissaires de l'Edit en Normandie, 1611-12).

N°s 10492 et 10566 (Arch. de la Bastille).

¹ Publié en partie par G. Mancel (Caen, 1818, in-8°).

² Charles de Quens (1725-1807), élève du P. André au collège des Jésuites de Caen, devint ensuite son secrétaire. Il consacra 50 années à copier ses notes, ou à rédiger les anecdotes qu'il recueillait de sa bouche. D'où plusieurs recueils manuscrits, déjà utilisés par M. Charma dans son livre sur le P. André.

³ Copies. — Les originaux, conservés au greffe de Rouen, ont servi à Floquet pour son histoire du Parlement de Normandie.

⁴ Collection léguée par M. Mancel, ancien bibliothécaire de la ville.

⁵ Voir *Pièce. justif.*, XIII.

⁶ *Ibid.*, XXIII.

M. le duc François d'Harcourt, nous avons pris copie, au château, d'autres documents intéressant la Basse-Normandie.

Ont aussi bien voulu nous communiquer :

M. Armand Gasté, professeur à l'Université de Caen : des copies, faites par lui, de pièces tirées d'archives privées, et relatives à un jeune *Nouveau-Cath.* de Caen (1753-54) ;

M. Jules Lefebvre, propriétaire à Berjou (Orne) : plusieurs documents, les uns, de famille, les autres, officiels (un de ses ancêtres fut syndic de Berjou sous l'intendant Foucault) ;

M. Ch. Blanchard, docteur en droit, avocat à Condé-sur-Noireau : 1° Divers papiers, tels que sermons manuscrits, venant de son grand-père, le pasteur Gourjon de Monchamps, qui desservit, à partir de 1786, les églises du Bocage (Condé, Athis, etc.) ; 2° les actes d'un colloque tenu, en 1745, par les réformés du Bocage, et qui ne figure pas dans les *Synodes du désert* de M. E. Hugues ¹ ;

M. Leboitteux, receveur municipal à Condé : les actes, également inédits, de deux autres colloques du Bocage (années 1776 et 1783) ² ;

M. Dolbet, archiviste de la Manche : deux ou trois lettres de Carue de Grandchamp, qui fut ministre à Saint Lô en 1660.

7° Archives des Affaires étrangères :

Nous n'y avons trouvé que deux lettres d'ordre général, écrites en 1733 par Plessart, régisseur des biens des religionnaires fugitifs.

8° Archives nationales :

La série TT, bien que fouillée en tous sens par les rédacteurs de la *France Protestante* et du *Bulletin du Protestantisme Français*, n'a pas livré ses derniers secrets. Il y a aussi à glaner dans les séries O¹, G⁷, G⁹, etc.

II. MANUSCRITS DES BIBLIOTHÈQUES

(Caen ; Vire ; Soc. de l'Hist. du Prot. Français ; Arsenal ; Nationale).

a) Bibliothèque de Caen :

— « Extraits des registres ayant appartenu à MM. de la R. P. R. » ³ (in-folio 144).

— Huet (Daniel). — Lettres originales :

(In-4° 203, 5 vol.) : A son neveu Charsigné (1687-1713) ;

(In 4° 204, 2 vol.) : A son ami le P. Martin, gardien des Cordeliers de Caen (1697-1717) ⁴ ;

¹ Voir nos *Pièces justifiées*, XXII.

² *Ibid.*, XXIV, XXV.

³ « Religion Prétendue Réformée ».

⁴ M. A. Gasté en a commencé la publication dans les *Annales de la Faculté des Lettres de Caen*.

(In-4° 205 à 211) : Lettres de Huet à divers, et de divers à Huet. (Copies de M. Baudement, d'après les originaux de la B. Nat.).

— Journal d'un bourgeois de Caen (1652-1738) (2 vol., in-f° 104) ¹.

— Journal de Simon Lemarchand (1610-60) (in-f° 78).

— Quens (collection de) ² :

(In-4° 154) : Recueil *Mézeray* (Souvenirs et jugements du P. André);

(In-4° 155) : Recueil *Jésuites* (sur les Jésuites de Caen);

(In-4° 156) : Recueil *Saurin* (sur l'Eglise en général, et en particulier le jansénisme).

— Registre d'abjurations de Saint-Etienne-le-Vieux (1637-65) (in-4° 103);

— Registres du conseil secret du Parlement de Normandie³, tomes XI à XXIX (in-f° 173).

— *Collection Mancel* ⁴, à l'Hôtel de ville de Caen :

(In-f° 15) : Documents sur le Protestantisme;

(In-4° 101) : Lettre de Huet à Bochart, du 10 mai 1667 (original).

b) *Biblioth. de Vire*. — Une lettre de Paul de Luynes, évêque de Bayeux ⁵.

c) *Bibliothèque de la Soc. de l'Hist. du Prot. Français*. — Voici les manuscrits qu'elle possède sur la Normandie

1° Un volume de la collection Lutteroth;

2° Trois volumes in-f°, savoir :

I. Pièces concernant toute la province (1595-1667);

II. Ville de Caen (1608-85);

III. Eglises des Essarts, de Vaucelles-Bayeux, etc. (1656-1791).

3° Plusieurs volumes de lettres échangées entre les ministres du roi et de Gourgues, qui fut intendant à Limoges, puis à Caen (1686-89).

4° Des pièces diverses, non reliées, et notamment une lettre d'Antoine Court, du 25 avril 1751 ⁶.

5° Des manuscrits, d'ordre général, sur le Refuge, les églises du désert, etc.

d) *Bibliothèque de l'Arsenal* :

N° 5423 (Collection Conrart, tome XIV);

N°s 6594 et 6595 (Assemblée de Saumur, et Commissaires de l'Edit en Normandie, 1611-12).

N°s 10492 et 10566 (Arch. de la Bastille).

¹ Publié en partie par G. Mancel (Caen, 1818, in-8°).

² Charles de Quens (1725-1807), élève du P. André au collège des Jésuites de Caen, devint ensuite son secrétaire. Il consacra 50 années à copier ses notes, ou à rédiger les anecdotes qu'il recueillait de sa bouche. D'où plusieurs recueils manuscrits, déjà utilisés par M. Charma dans son livre sur le P. André.

³ Copies. — Les originaux, conservés au greffe de Rouen, ont servi à Floquet pour son histoire du Parlement de Normandie.

⁴ Collection léguée par M. Mancel, ancien bibliothécaire de la ville.

⁵ Voir *Piéc. justif.*, XIII.

⁶ *Ibid.*, XXIII.

e) *Bibliothèque nationale* :

Fr. 3930 (Lettres de Bochart, de Huet, etc.);

Fr. 4046 (Pièces diverses concernant les Protestants français, 1598-1613);

Fr. 14560 (Registre d'abjurations du couvent des Capucins de Caen, 1629-1755);

Fr. 15188 à 15190 (Correspondance de Huet);

Fr. 22207 (Mémoire sur la généralité de Caen, dressé en 1698 par l'intendant Foucault) ¹;

N. acq. fr., 2488 et 2489 (Papiers divers de S. Bochart).

B. — Sources imprimées

(Originaux. — Ouvrages de seconde main. — Périodiques).

I. — ORIGINAUX.*Accord (L') parfait* de la nature, de la raison, de la révélation et de la politique, par un gentilhomme de Normandie. — Cologne, 1753.**Aymon.** Synodes nationaux ². — La Haye, 1710, 2 vol. in-4°.**Bayle (P.).** Dictionnaire historique et critique, 4^e éd. — Amsterdam, 1730, 4 vol. in-fol.

— Œuvres diverses. — La Haye, 1737, 4 vol. in-fol.

Beaurepaire (E. de). Journal des choses mémorables arrivées à Caen (xvii^e et xviii^e siècles). Caen, 1890, in-8°.**Benoist (Elie).** Histoire de la Révocation de l'Edit de Nantes. — Delft, 1693, 5 vol. in-4°.**Béziers (abbé).** Histoire sommaire de la ville de Bayeux. — Caen, 1773, in-8°.**Bochart (Samuel).** Actes de la conférence tenue à Caen entre S. Bochart et Fr. Véron. — Saumur, 1630, 2 vol. in-8°.

— Sermons sur la Genèse. — Amsterdam, 1705-11, 3 vol. in-12.

— *Opera omnia*. — *Lugd. Bat.*, 1692, 3 vol. in-fol. ³.¹ Il existe de nombreuses copies de ce mémoire, notamment aux Archives étrangères (*France*, MDCCLXII); — aux Arch. Nationales (H. 4766 ²); — à Caen (Biblioth. de la ville, mss., in-f° 50, tome II; et Coll. Mancel, n° 168).² Les frères Haag en ont publié une réédition dans la *France Prot.*, tome X.³ Cette édition, qui ne se trouve pas à la Bibl. de Caen, nous a été obligeamment prêtée, avec quelques autres imprimés rares, par M. Emile Lesens, le regretté bibliophile rouennais.

- Cahiers des Etats de Normandie* sous Henri III, Henri IV, Louis XIII et Louis XIV. — Rouen, 1876-88, 7 vol. in-8°. (Société de l'Hist. de Norm.)
- Chapelain** (Lettres de **Jean**), 1632-72. — Paris, 1880-83, 2 vol. in-4°. (Doc. inéd.).
- Chauffepié**. Nouveau dictionnaire historique et critique. — Amsterdam, 1750-56, 4 vol. in fol.
- Clément (P.)**. Lettres, instructions et mémoires de Colbert (tom. II). — Paris, 1863, gr. in-8°.
- Correspondance administrative* sous le règne de Louis XIV. — Paris, 1850-53, 4 vol. in-4°. (Doc. inéd.).
- Correspondance* des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces (1683-1708), publiée par M. de Boislisle. — Paris, 1874-83, 2 vol. in-4°.
- Dénonciation* à Mgr de Rochechouart, évêque de Bayeux, de la doctrine des Jésuites de Caen ; — et au Parlement de Normandie « de la conduite que les Jésuites ont tenue depuis leur entrée dans cette province ». — (Deux plaquettes anonymes, impr. en 1762).
- Du Bosc (P.)**. Sermons sur divers textes de l'Ecriture sainte. — Rotterdam, 1687-1701, 4 vol. in-8°.
- Sermons sur l'épître aux Ephésiens. — Rotterdam, 1699, 3 vol. in-8°.
- Dumont de Bostaquet**. Mémoires inédits. — Paris, 1864, in-8°.
- Duplessis-Mornay**. Mémoires. — Amsterdam, 1652, in-4° (tome I).
- Mémoires et correspondance. — Paris, 1824-25, 12 vol. in-8°.
- Edits, déclarations et arrêts* concernans la religion P. Réformée (1662-1751). — Paris, 1885, in-16.
- Filleau (J.)**. Décisions catholiques. — Poitiers, 1668, in-fol.
- Formigny de la Londe (de)**. Documents inédits pour servir à l'histoire de l'ancienne Académie de Caen. — Caen, 1854, in-8°.
- Foucault**. Mémoires. — Paris, 1862, in-4° (Doc. inéd.).
- Guillebert (Jean)**. Sermons sur divers textes de l'Ecriture Sainte. — Amsterdam, 1687, in-8°. (Bibl. de la Soc. de l'H. du P., n° 9761).
- Guyot**. Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, tome LIII. — Paris, 1782, in-8°.
- Hallaei**² *opuscula miscellanea*. — Cadomi, 1675, in-12.
- Hermant** (l'abbé). Histoire du diocèse de Bayeux. — Caen, 1705, in-4°.
- Hippeau (C.)**. Le gouvernement de Normandie aux XVII^e et XVIII^e siècles. — Caen, 1863-69, 9 vol. gr. in-8°.
- Houard**. Dictionnaire de la coutume de Normandie (tome III, art. *Protestants*). — Rouen, 1781, in-4°.
- Huet (Daniel)**. Origines de la ville de Caen, 2^e édit. — Rouen, 1706, in-8°.

¹ Nous citerons ce recueil d'après les numéros des pièces qui y sont contenues.

² Antoine Halley, qui fut professeur de belles-lettres à l'Université de Caen.

- Huetiana*, ou pensées diverses de M. Huet, evesque d'Avranches. — Paris, 1722, in-12.
- Huetii Commentarius* (traduit par Ch. Nisard sous ce titre : Mémoires de Daniel Huet. — Paris, 1853, in-8°).
- Hugues (E.)**. Les synodes du désert. — Paris, 1885, 3 vol. in-4°.
- Isambert**. Anciennes lois françaises, tomes XIV sqq.
- Jurieu**. Lettres pastorales, 3^e année. — Rotterdam, 1688.
- La Ferrière** (comte **H. de**). La Normandie à l'étranger. — Caen, 1873, in-8°.
- Le Cointe** (l'abbé). Vie du P. Eudes ¹. — Caen, 1880, 2 vol. in-8°.
- Le Gendre** (**Phil.**) ². La vie de Pierre Du Bosc, ministre du Saint Evangile. — Rotterdam, 1694, in-8°.
- Lettres missives d'Henri IV*. — Paris, 1843-76, 9 vol. in-4° (Doc. inéd.).
- Mancel (G.)**. Journal d'un bourgeois de Caen. — Caen, 1848, in-8°.
- Masseville** (**Louis de**). Histoire sommaire de Normandie. — Rouen, 1698-1704, 6 vol. in-12.
- Mavidal (J.) et E. Laurent**. Archives parlementaires, 1^{re} série, tomes I à III (Cahiers des bailliages aux Etats-Généraux de 1789). — Paris, 1867-69, 3 vol. gr. in-8°.
- Mémoires* pour servir à l'état historique et géographique du diocèse de Bayeux ³, par Michel Béziers. — (Publiés par M. G. Le Hardy). — Rouen et Paris, 1894-96, 3 vol. in-8°. (Soc. de l'Hist. de Norm.).
- Menagiana*, ou les bons-mots de M. Ménage. — Paris, 1729, 4 vol. in-12.
- Mercure français*. Documents concernant la Normandie (1605-44). Rouen, 1883, in-8°. (Soc. de l'Hist. de Norm.).
- Paulmier de Grentemesnil (Jacques de)**. *Exercitationes in optimos fere auctores Graecos*. — Leyde, 1668, in-4°. (Bibl. Nat., Inventaire, Z. 2977). — *Graeciae antiquae descriptio*. — Leyde, 1678, in-4°. (Bibl. Nat., Inv. J. 6063).
- Plaquettes* diverses du xviii^e siècle : factums des réformés pour leurs temples, narrés de conférences, etc. (Bibl. N., Ld 176. — Bibl. du Prot. Fr., de Caen, de Valognes. — Collection Mancel, à la mairie de Caen. — Collection de M. E. Lesens, à Rouen).
- Rabaut (Paul)**. Ses lettres à Ant. Court (1739-55) et à divers (1744-94). — Paris, 1884-92, 4 vol. in-8°.
- Ravaissou (F.)**. Archives de la Bastille, tomes VII à XI. — Paris, 1874-80, 5 vol. in-8°.
- Saint-Simon**. Mémoires. — Paris 1829-31, 21 vol. in-8° *passim*.
- Sarravii (Cl.)** ⁴. *Epistolae*. — Arausione, 1654, in-8°.

¹ C'est la publication d'un manuscrit du P. Martine, eudiste (1669-1745).

² Ministre de Rouen, puis de Rotterdam; gendre de Du Bosc.

³ Sans date, mais assurément postérieurs à l'expulsion des Jésuites (1762).

⁴ Claude Sarrau, dont les *lettres* furent imprimées à Orange en 1654.

- Segrais.** Mémoires-anecdotes. — Paris, 1755, in-12.
- Tilladet** (abbé **de**). Dissertations... contenues en plusieurs lettres écrites par des personnes savantes de ce temps. — Paris, 1712, 2 vol. in-12.
- Toustain de Billy (R.)**. Histoire ecclésiastique du diocèse de Coutances, tome III. — Rouen, 1886, in-8°. (Soc. de l'Hist. de Norm.).
- Mémoires sur l'histoire du Cotentin, 1^{re} partie. — Saint-Lô, 1864, in-8°.

II. — OUVRAGES DE SECONDE MAIN

- Agnew** (the Rev. **Dav.**). Protestant exiles from France. — Third edition, 1886. -- 2 vol. in-fol.
- Anquez (L.)**. Histoire des assemblées politiques des réformés de France (1573-1622). — Paris, 1859, in-8°.
- De l'état civil des réformés de France. — Paris, 1868, in-8°.
- Baird** (le Dr **Ch.**). Histoire des réfugiés huguenots en Amérique. (Trad. Meyer et Richemond). — Toulouse, 1886, in-8°.
- Beaujour (S.)**. Essai sur l'histoire de l'Eglise Réformée de Caen. — Caen, 1877, in-8°.
- Berthault (E.)**. J. Saurin et la prédication protestante jusqu'à la fin du règne de Louis XIV. — Paris, 1875, in-8°.
- Bourchenin (D.)**. Etude sur les Académies protestantes en France, aux xvi^e et xvii^e siècles. — Paris 1882, in-8°.
- Bourgoin (A.)**. Valentin Conrart et son temps. — Paris, 1883, in-8°.
- Brédif**. Segrais, sa vie et ses œuvres. — Paris, 1863, in-8°.
- Carel (P.)**. Histoire de la ville de Caen sous Charles IX, Henri III et Henri IV. — Caen, 1887, in-8°.
- Etude historique sur le barreau de Caen. — Caen, 1889, in-12.
- Charma (A.)** et **G. Mancel**. Le P. André, jésuite. — Caen, 1844-56, 2 vol. in-8°.
- Coquerel (Ch.)**. Histoire des Eglises du Désert (1715-89). — Paris, 1841, 2 vol. in-8°.
- Dareste**. Histoire de France, tomes IV à VI. — Paris, 1866-68, in-8°.
- Delalande (A.)**. Histoire des guerres de religion dans la Manche. — Paris et Valognes, 1844, in-8°.
- Delorme (R.)**. Essai sur la vie et les œuvres de Moisant de Brieux. — (Mém. de l'Acad. de Caen, 1872. — Tiré à part en 1875).
- Douen (O.)**. Les premiers pasteurs du Désert (1685-1700). — Paris, 1879, 2 vol. in-8°.
- Dumaine** (l'abbé **L.-V.**). Tinchebray et sa région au Bocage normand (tom. I). — Paris, 1883, in-8°.
- Dupont (G.)**. Histoire du Cotentin et de ses îles. — Caen, 1870-83. 4 vol. in-8°.

Encyclopédie des sciences religieuses, publiée par F. Lichtenberger. — Paris, 1876-82, 13 v. gr. in-8°.

Fabre (l'abbé). *Les ennemis de Chapelain*. — Paris, 1888, in-8°.

Félice (le pasteur **Paul de**). *Mer (Loir-et-Cher) et son Eglise réformée*. — Paris, 1885, in-8° ¹.

— *Les protestants d'autrefois*. — Paris, 1896, in-12.

Floquet (A.). *Histoire du Parlement de Normandie*. — Rouen, 1840-42, 7 vol. in-8°.

France protestante (la). 1^{re} éd., par les frères Haag. (Paris, 1858, 10 vol. in-8°). — 2^e éd., commencée en 1877 par Bordier.

Frère. *Manuel du bibliographe normand*. — Rouen, 1860, 2 vol. gr. in-8°.

Goube (J.). *Histoire du duché de Normandie*. — Rouen, 1815, 3 vol. in-8°.

Guyot (H.). *Groningue, lieu de refuge; notes sur les réfugiés*. — Groningue, 1814, in-8°.

Hippeau (C.). *Monographie de l'abbaye de Saint-Etienne de Caen*. (Publiée en 1855 dans les *Mém. de la Soc. des Antiq. de Norm.*, t. XXI).

— *Les écrivains normands au xvii^e siècle*. — Caen et Paris, 1858, in-12.

— *Dictionnaire topographique du Calvados*. — Paris, 1883, in 4°.

Huet (l'abbé). *Histoire de Condé-sur-Noireau*. — Caen, 1883, in-8°.

Hugues (E.). *A. Court; histoire de la restauration du protestantisme en France au xviii^e siècle*. — Paris, 1872, 2 vol. in-8°.

La Ferrière (comte **H. de**). *Histoire de Flers*. — Caen, 1855, in-8°.

— *Histoire du canton d'Athis*. — Caen, 1858, in-8°.

Laffetay (l'abbé **J.**). *Histoire du diocèse de Bayeux aux xvii^e et xviii^e siècles*. — Bayeux et Caen, 1855-76, 2 vol. in-8°.

Laforge (**G.**). *Pierre Du Bosc*. — Montauban, 1883, in-8°.

Lange (J.). *Ephémérides normandes*. — Caen, 1832-33, 2 vol. in-8°.

La Rue (abbé **de**). *Essais historiques sur la ville de Caen*. — Caen, 1820, 2 vol. in-8°.

— *Nouveaux Essais historiques sur la ville de Caen*. — Caen, 1842, 2 vol. in-8°.

La Sicotière (L. de). *Louis de Frotté et les insurrections normandes (tome I)*. — Paris, 1889, in-8°.

Lelièvre (Matth.). *Histoire du méthodisme dans les îles de la Manche*. — Paris, 1885, in 8°.

Lemontey (P.). *Histoire de la Régence et de la minorité de Louis XV*. — Paris, 1832, in-8°.

Marie (Ch.). *Notice sur les trois Brébeuf*. — Paris et Caen, 1875, in-8°.

Maury (L.). *Le Réveil religieux dans l'Eglise réformée*. — Paris, 1892, in 8° (tome I).

¹ Il y est question, deux ou trois fois, de l'Eglise réformée de Caen, et l'on y trouve d'intéressants détails sur l'ancienne *Discipline* des protestants de France. Avant nous, M. le vicomte d'Avenel (*Richelieu et la monarchie absolue*, III, 411 sqq.), a mis à profit cette excellente monographie.

- Michelet.** Histoire de France, t. XIII. (Louis XIV et la Révocation). — Paris, 1860, in-8°.
- Nouvelle biographie générale*, publiée par le Dr Hoefer. — Paris, Didot, 1857-66, 23 vol. in-8°, *passim*.
- Pascal (P.).** Elie Benoist et l'Eglise réformée d'Alençon. — Paris, 1892, in-8°.
- Paumier** (le pasteur). Eloge historique de S. Bochart. — Paris, 1840, in-8°.
- Pluquet (Adrien).** Bibliographie du département de la Manche. — Caen, 1873, in-8°.
- Pluquet (Fréd.).** Essai historique sur la ville de Bayeux. — Caen, 1829, in-8°.
- Pontaumont (de).** Histoire de la ville de Carentan. — Paris, 1863, in-8°.
- Puiseux (L.).** Les Jésuites à Caen. — Caen, 1846, in-8°.
- Ranke (Léop. de).** Histoire de France, principalement pendant le xvi^e et le xvii^e siècles. (Trad. Porchat et Miot). — Paris, 1856-89, 6 vol. in-8°.
- Rébelliau (A.).** Bossuet historien du protestantisme, 2^e éd. — Paris, 1892, in-8°.
- Reuss (Ed.).** Samuel Bochart¹. (Art. de la *Revue de théologie et de philosophie chrétienne*, de T. Colani, t. VIII). — Strasbourg, 1854.
- Rulhières.** Eclaircissements historiques sur les causes de la Révocation de l'Edit de Nantes. — 1788, in-8°.
- Sainte-Beuve.** Causeries du Lundi, tome II. (Art. sur Huet).
- Sayous (A.).** Histoire de la littérature française à l'étranger, depuis le commencement du xvii^e siècle. — Paris, 1853, 2 vol. in-8°.
- Schickler** (baron F. de). Les Eglises du Refuge en Angleterre. — Paris, 1892, 3 vol. in-8°.
- Smith (Ed.).** Recherches sur la vie et les ouvrages de S. Bochart. — Caen, 1833, in-8°.
- Souvenir* du 3^e centenaire de l'église wallonne de Rotterdam. — Rotterdam, 1890, in-8°.
- Travers (Em.).** Notice sur quelques temples de Basse-Normandie. — Caen, 1893, in-8°.
- Trébutien (G. S.).** Caen, son histoire, ses monuments. — Caen, in-8° (3^e éd.).
- Vinet (A.).** Histoire de la prédication parmi les réformés de France au xvii^e siècle. — Paris, 1860, in-8°.
- Waddington (Fr.).** Le protestantisme en Normandie (1685-1797). — Paris, 1862, in-8°.
- Weiss (Ch.).** Histoire des Réfugiés. — Paris, 1853, 2 vol. in-8°.

¹ C'est — nous le croyons du moins — la seule étude critique qui ait été faite en France sur Samuel Bochart.

- Zeller (B.).** Henri IV et Marie de Médicis. — La minorité de Louis XIII.
— Le connétable de Luynes, etc. — Paris, 1877-92.

III. PÉRIODIQUES.

- Annuaire* du département de la Manche (ann. 1829 sqq.).
Bulletin et Annales de la Faculté des lettres de Caen (ann. 1885 sqq.).
Bulletin (ann. 1860 sqq.) et *Mémoires* (ann. 1824 sqq.) de la Société des
Antiquaires de Normandie.
Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français (ann. 1852 sqq.).
Bulletin de la Société de l'histoire de Normandie (ann. 1880).
Bulletin de la Société jersiaise (ann. 1873 sqq.).
Bulletin de la Commission pour l'histoire des églises wallonnes (ann. 1885
sqq.).
Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Caen (ann.
1754 sqq.).
Proceedings of the huguenot Society of London (ann. 1885 sqq.); — of
America (ann. 1886 sqq.).
Revue historique, des Questions historiques, des Deux-Mondes, *passim*.
-

INTRODUCTION¹

DES ORIGINES DE LA RÉFORME A L'ÉDIT DE NANTES

SOMMAIRE :

- I. Commencements de la Réforme en Basse-Normandie ; persécutions sous François I^{er} et Henri II ; fondation des Eglises de Caen, Saint-Lô, etc.**
- II. Première guerre de religion ; Montgomery et Matignon ; paix d'Amboise. En 1563, la ville de Caen appartient presque tout entière à la Réforme.**
- III. Naissance du parti des « politiques » en Basse-Normandie. A Caen, la paix se maintient entre protestants et catholiques, même pendant la Ligue.**

¹ Outre quelques-uns des imprimés, originaux ou de seconde main, mentionnés dans notre *Bibliographie*, voici ceux que nous avons spécialement consultés pour cette introduction :

1^o **OUVRAGES GÉNÉRAUX** : *Histoire ecclésiastique*, éd. Baum et Cunitz, 1883-89. — *Joannis Calvini opera*, éd. Baum, Cunitz et Reuss ; t. XX. — *Lettres de Catherine de Médicis*, publiées par M. de La Ferrière, 1880-95 (Doc. inéd.). — *Jacobi Thuani* (de Thou) *Historiarum sui temporis libri CXXXVIII* ; Genevæ, 1626.

2^o **OUVRAGES LOCAUX** : De Bras : *Recherches et antiquitez de la ville de Caen* (1588), rééd. en 1833. — Caen, in-8° ;

D'Estaintot (vicomte) : *La Ligue en Normandie*. — Paris, 1862, in-8° ;

Lair (J.) : *Histoire du Parlement de Normandie* de 1589 à 1594. — Caen, 1861, in-8° ;

Marlet (L.) : *Le comte de Montgomery*. — Paris, 1890, in-8° ;

Tollemers (l'abbé) : *Journal manuscrit d'un sire de Gouberville* et de Mesnil-Auval, gentilhomme campagnard au Cotentin, 1553-62. — Valognes, 1873, in-12. — Ce journal, dont l'abbé Tollemers avait donné les principaux passages, et auquel M. H. Baudrillart a consacré un excellent article (*Rev. des D.-M.*, 1878, III, 150 sqq.), a été intégralement publié, en 1892, par M. E. de Beaurepaire. (*Mém. des Antiq. de Norm.*, t. XXXI).

IV. Avènement d'Henri IV ; le Parlement et les catholiques de Caen le reconnaissent et le soutiennent, mais le pressent d'abjurer.

V. Insécurité du culte réformé, à Caen et en Basse-Normandie, dans les premières années du règne d'Henri IV ; nécessité de l'Edit de Nantes.

I

Comment la Réforme put-elle pénétrer et se propager dans la partie occidentale d'une province où la circonspection se transmet comme un héritage, où l'on ne change rien qu'avec lenteur et après mûre réflexion, répugnant d'instinct à toute nouveauté non justifiée ?

Afin de l'expliquer, De Bras, le seul historien caennais pour cette période, invoque cependant le besoin de nouveauté : « Toutes choses nouvelles, dit-il, plaisent » ; il ajoute que les ministres prêchaient « une trop grande liberté » pour ne pas faire de nombreux prosélytes ; il allègue la lourdeur des impôts, qui, vers la fin du règne d'Henri II, aurait obligé beaucoup de curés et vicaires des environs de Caen à abandonner leurs paroisses « pour crainte d'estre emprisonnez ¹ ». Mais De Bras n'aime pas le calvinisme ; il le qualifie d'erreur « detestable », et, de son propre aveu, n'en peut parler sans « quelque véhémence ² ». C'est donc bien la vérité qui lui échappe malgré lui, lorsqu'il convient que plusieurs se firent protestants « parce qu'ils n'esperoyent plus de reformation aux abus des ecclésiastiques ³ ».

Dès 1494, le chapitre de Rouen avait conjuré l'archevêque Robert de Croixmare de couper court au trafic des indulgences, et d'interdire la Normandie aux quêteurs ⁴.

Mais le mal qui engendrait tous les autres, c'était l'usage de donner les bénéfices *en commende*, c'est-à-dire à des titulaires non résidents. Des trois évêques qui, de 1519 à 1551, se succèdent à Coutances, un seul, René de la Trémouille, fait apparition dans son diocèse, et ce n'est que pour un jour ⁵ ! A Bayeux, Trivulce et d'Hu-

¹ Recherches, p. 240.

² *Ibid.*, p. 132, 276.

³ *Ibid.*, 249.

⁴ Floquet, *Parl. de Norm.*, II, 225.

⁵ Le 6 octobre 1527. (Dupont, *le Cotentin*, III, 249)

nières (1544-44) n'occupent le siège épiscopal que par procureurs¹.

Imitant cet exemple, les curés se font remplacer par des vicaires ; souvent même, ils louent leur cure à un laïque qui la fait desservir comme bon lui semble². Eux se contentent de percevoir les revenus, et « celui-là seul ne possède qu'un bénéfice, qui n'en peut avoir davantage³ ».

Les simples prêtres, ayant la peine sans le profit, en sont réduits, pour vivre, à des métiers indignes de leur profession : « besongner » au jardin du seigneur, faire ses provisions, porter ses lettres. Quelques-uns tiennent des cabarets. Aucun ne prêche ni ne catéchise. Eglises et presbytères tombent en ruines. Le désordre va sans cesse croissant, malgré les statuts synodaux que promulguent de loin les évêques ; statuts excellents, mais qui demeurent lettre morte, puisque personne n'en surveille l'exécution⁴.

Sur les commencements du protestantisme à Caen, De Bras, d'après ses souvenirs⁵, Floquet⁶, d'après les registres du Parlement de Rouen, citent quelques faits qui n'ont rien de spécial : moines et religieuses quittant leurs monastères, images de saints abattues pendant la nuit, etc... Il se pourrait que l'Université de Caen ait fourni à la nouvelle doctrine quelques-uns de ses premiers prédicateurs. Si elle prononça, en 1531, la condamnation de Nicolas Roussin, gardien des Cordeliers, qui avait fait profession publique de luthéranisme⁷, il ne s'ensuit pas qu'elle fût unanime dans son orthodoxie. L'hébreu était enseigné dans un de ses collèges⁸, et l'Eglise réformée de Caen, à peine organisée (1538), allait être desservie par deux anciens régent⁹.

Quant à Saint-Lô, contrairement à l'assertion de Toustain de Billy, nous ne croyons pas que la Réforme y ait été introduite par « un certain religieux apostat nommé Soler¹⁰ ».

¹ Abbé Hermant, *Dioc. de Bayeux*, 402, 409.

² *Journal de Gouberville*, p. 53. (Ed. Beaurepaire).

³ Toustain de Billy, *Mém. sur l'hist. du Cotentin*, p. 76.

⁴ Abbé Tollemer, p. 532-533. — Abbé Hermant, 398-402. — Dupont, *le Cotentin*, III, 130, 323, 324.

⁵ P. 203 et 241 de ses *Recherches*, qu'il écrivit en 1588.

⁶ II, 228. — En 1549, « d'aucuns mal sentans de la foy » abattent des images dans l'église Saint-Nicolas de Caen. (*Bull. du Prot.*, XLV, 520).

⁷ Abbé de la Rue, *Essais*, II, 341, 342.

⁸ Au collège Du Bois. (Huet, *Orig.*, p. 281).

⁹ Vincent Le Bas, sieur du Val, et Pierre Pinson. Ils prêchèrent aux *Grandes Ecoles*, sur l'emplacement qu'occupe aujourd'hui le Palais de l'Université, rue de la Chaîne. (Beaujour, 24, 94).

¹⁰ Voir notre Appendice, I, à la fin de l'ouvrage.

Quoi qu'il en soit, dès le 25 août 1530, Bucer écrivait à Luther que l'on commençait à décrier certains quartiers de la Normandie en les appelant « la petite Allemagne ¹ ».

C'est à partir de 1538 ² que François I^{er}, n'ayant plus à ménager les luthériens allemands, persécuta par système les dissidents de son royaume. A Caen, l'inquisiteur Laurentin instruisit, en 1539, contre plusieurs personnes de religion suspecte. Le 12 sept. 1540, des lettres-patentes prescrivirent l'ouverture de « grands-jours » à Bayeux, pour « exterminer », du Bessin et du Cotentin, « cette malheureuse secte luthériane ³ ».

Nouvelles et plus cruelles rigueurs sous Henri II : désormais, tous les tribunaux, laïques comme ecclésiastiques, connaîtraient des causes d'hérésie ⁴. Contre les coupables, une seule peine, la mort, et quelle mort ! la question extraordinaire, la mutilation de la langue, le bâcher, où l'on « surhaussait » plusieurs fois la victime, pour qu'elle fût longuement et lentement brûlée. Ainsi périrent Denis Le Vayr, de Fontenay-le-Pesnel, et Paul Rabec, de Montpinchon : l'un, ancien prêtre ; l'autre, ancien cordelier (1554-56) ⁵.

Mais, selon le mot de Tavannes, « un mort en gâtait mille vivants ». En 1554, le chapitre de Coutances écrivit à l'archevêque de Rouen que, dans beaucoup de paroisses, des prédicants, venus de Genève, avaient pris la place des « vrais pasteurs ⁶ ». Grâce à ces missionnaires ⁷, envoyés par Calvin sous l'humble habit de colporteur ou porte-balle, ce fut « au temps le plus apre de la persécution ⁸ » que furent *dressées* — c'est-à-dire, organisées en consistoires — les premières Eglises de Basse-Normandie : *Saint-Lô* et *Bayeux* (1555), *Caen* (1558), etc. Il n'y avait alors « quasi bonne ville ni bon bourg » qui n'eût la sienne, « dressée à l'exemple de Rouen ⁹ ». L'Eglise de Saint-Lô se fit représenter, avec celle de Rouen, au premier synode national (Paris, 25 mai 1559, ¹⁰.

¹ *Bull. du Prot.*, XXXVI, 300.

² Trêve de Nice, conclue avec Charles-Quint.

³ Floquet, II, 237 sqq.

⁴ Edit de Châteaubriant (1551).

⁵ *France Prot.*, 1^{re} éd., VII, 59, et VIII, 360. — *Bull. du Prot.*, XXXIV, 8 sqq.; et XXXIX, 78 sqq.

⁶ Delalande, 24.

⁷ Tel fut Venable, débarqué au Havre en 1557. (Beaujour, 23).

⁸ Lett. d'A. Court. (Voir nos *Pièces justifiées*, XXIII).

⁹ *Hist. ecclési.*, I, parag. 220.

¹⁰ *Encycl. des sc. relig.*, V, 54 sqq.

Déjà les réformés s'enhardissaient jusqu'à résister par les armes. Au mois de janvier 1559, deux conseillers et deux avocats du Roi, que le Parlement de Normandie avait délégués pour informer sur la religion, se virent assaillis, à Caen et à Saint-Lô, par nombre de gens « armez et embastonnez ¹ ». Henri II allait en venir aux dernières extrémités, lorsque le coup de lance de Montgomery l'arrêta (30 juin-10 juillet 1559).

Le règne si troublé de François II favorisa l'adhésion, au protestantisme, d'une grande partie de la noblesse normande, qui y voyait un moyen d'opposition à la royauté. Au Bocage, Payen, sieur de la Poupelière, près Athis, fit sonner, en pleine nuit, la cloche² de sa chapelle, pour rassembler les gens du pays autour du prédicant jersiais Berthelot³. A Condé-sur-Noireau⁴, Pierre Dupont, sieur de la Garancière, bailli vicomtal, gagna à la Réforme le peuple de cette ville, dont il était « l'oracle ⁵ ». Dans le Bessin, les Bricqueville-Colombières ; dans le Cotentin, les Sainte-Marie d'Agneaux (ou d'Aigneaux), les Aux-Epaules⁶, de Sainte-Marie-du-Mont, se déclarèrent aussi calvinistes, entraînant la plupart de leurs paysans. Alors sans doute se « dressèrent » les églises rurales des environs de Caen et de Saint-Lô⁷.

¹ Floquet, II, 281.

² Cette cloche historique, appelée *la Suzanne*, a été replacée, en 1883, après de nombreuses pérégrinations, dans la chapelle du château de la Poupelière, par les soins de M. Velay, qui était devenu propriétaire du château. Elle date de 1503, et mesure 0^m46 sur 0^m40. (*Bull. du Prot.*, XL, 592 n.).

³ La Ferrière, *Athis*, 31, 32.

⁴ Et. Lecourt, auquel fut intenté, en 1533, un procès d'hérésie, était curé de Condé-sur-Sarthe, près Alençon, et non de Condé-sur-Noireau, comme l'imprime par erreur Floquet (II, 228). — Voir *Bull. du Prot.*, XXXVI, 299 sqq.

⁵ L'abbé Huet, *Condé*, 101.

⁶ C'est Robert Aux-Epaules qui dirigeait à Amboise, en 1560, les conjurés de Normandie. (Delalande, 25).

⁷ Savoir, pour la campagne de Caen : Allemagne, Avenay, Baron, Bernières-sur-Mer, Beuville, Boulon, Camilly, Chicheboville, Colomby, Courseulles, Cresserons, Lasseon, Lion-sur-Mer, Maizières, Manneville, Noyers, Périers, Ranville, Saint-Sylvain, Saint-Vaast, Sainte-Honorine du Fay, Tilly-sur-Seulles, Ussy, Verrières (Beaujour, 95, 141, 186); — pour la région de Saint-Lô et Coutances : Le Chefresne, Groucy, Cerisy, etc.

Ces églises du Cotentin se retrouvent au siècle suivant. Mais, au xvi^e, il y en eut sans doute bien davantage. En 1585-88, la vicomté de Coutances renfermait encore 700 protestants, habitant Blainville, Bricqueville-sur-Mer, Camberton, Cametours, Camprond, Carantilly, Cérences, Cerisy-la-Salle, Chanteloup, Le Chefresne, Contrières, Dangy, Saint-Denis-le-Gast, Saint-Denis-le-Vêtu, Donville, Hambye, Herenguer ville, Hocquigny, Hyenville, Le Loreur, Le Lorey, Marigny, Saint-Martin-de-Bonfossé, Le Mesnil-Garnier, Montabot, Montaigu-les-Bois, Montcuit, Montmartin, Montpinchon, Moyon,

Lorsque Coligny présenta, aux notables de Fontainebleau août 1560, une requête pour obtenir la liberté du culte en certains lieux déterminés, il se fit fort de trouver, dans la seule Normandie, 50.000 signatures ¹. Dès 1560, les réformés caennais tenaient leurs prêches publiquement, et de jour, en quatre quartiers différents de leur ville ². Au mois d'août 1561, un ministre écrivit à Calvin qu'il avait présidé, à Guibray, près Falaise, une réunion de 5 à 6.000 personnes ³. — Cette soif de la prédication protestante n'était pas moindre dans le Cotentin. Le lundi de Pâques 1562, à Saint-Clement, au bord des Veys, « force peuple s'assembla, tant du Bessin que du Cotentin, pour ouyr le sermon qui se fist sur les huit heures jusques a neuf, en la cour du presbitaire, et s'i trouva M. de Sainte-Marye du Mont, sa femme et plusieurs autres gentilshommes et damoyelles ⁴ ». En un même dimanche de « Pentecouste » 17 mai 1562, le sire de Gouberville, quittant son manoir de Russy, allait écouter deux sermons : l'un à Estreham, l'autre « a Bayeux, au temple de Saint-Malo ⁵ », par « le sieur de Villiez, ministre ». Le lendemain, « dès le point du jour », il se remettait en route pour entendre, à Carentan, le ministre Des Moulins ⁶.

II

L'édit de janvier 1562, dû à la haute sagesse de l'hôpital, avait rendu légales ces assemblées. Mais, à la date du 27 mars, Gouberville

Orval, Percy, Quettreville, Saint-Planchers, Saint-Romphaire, Roncey, Saint-Samson-de-Bonfossé, Saint-Martin-de-Cenilly, Saussey, Savigny, Tossy, Tourville, Trelly, Saint-Ursin. (Voir *Bull. du Prot.*, XXXVI, 246 sqq., notre Index des noms de lieux, et notre carte). — Ajoutons qu'en 1612 les commissaires de l'Édit donnèrent, aux réformés de Basse-Normandie, près de trois cents cimetières de campagne. (Voir ci-après, pages 22, 23).

¹ Floquet, II, 318. — Ranke observe (II, 262-263) que de toutes les provinces au nord de la Loire, c'est la Normandie qui comptait alors le plus de protestants. Il attribue à l'influence des Guise l'échec relatif du calvinisme en Champagne et dans une partie de la Picardie.

² « In Armoricano quoque tractu, Protestantium numerus mirum in modum excrevit, ita ut jam publice conciones haberentur. Cadomii praecepit. » (*Thuani Historiae*, I, 776. — Beaujour, p. 28, d'après les reg. prot. de Caen).

³ *Bull. du Prot.*, XXVIII, 455.

⁴ *Journal de Gouberville*, p. 660.

⁵ Une église de ce nom se trouve à Bayeux. Les réformés l'avaient sans doute désaffectée.

⁶ *Journal de Gouberville*, p. 783.

ville écrit : « Le prothonotayre de Sasne... me conta comme M. de Guyse avoyt, aynsi qu'on disoyt, tué un ministre de l'Eglise réformée ¹. » Avec le massacre de Vassy 1^{er} mars, dont l'écho retentissait ainsi jusqu'au fond du Cotentin, allait s'ouvrir la désastreuse période des guerres de religion. Du même coup, les réformés de Basse-Normandie trouvèrent un chef dans Montgomery.

Né d'une très ancienne famille normande, Gabriel de Montgomery avait d'abord été fervent catholique. En avril 1558, il avait accepté de châtier par le fer et le feu, au nom du roi, les protestants de Saint-Lô. Devenu « celui qui tua a joster le roy Henry », déchu de toutes ses charges, et réduit à l'inaction, il lut, médita, inclina peu à peu vers la Réforme. Le massacre du 1^{er} mars leva ses derniers scrupules : il prit part à la cène à Saint-Lô, et fit prêcher dans son château de Ducé ². Il aimait fort ses aises et le jeu ; mais, « quand il avoit une fois le cul sur la selle, c'estoit le plus vigilant et soigneux capitaine qu'on eust sceu voir, au reste si brave et si vaillant qu'il assailloit tout, faible ou fort, qui se presentast devant luy ³ ».

Tout différent était le chef des catholiques, Jacques de Goyon, comte de Matignon, lieutenant-général du gouverneur en Basse-Normandie : « un très fin et trinquat Normand, et qui battoit froid d'autant que l'autre battoit chaud ⁴ ».

La première guerre civile éclata, et, tout d'abord, on put croire que les protestants l'emporteraient. Dès le mois d'avril 1562, les plus fanatiques s'étaient rués sur les églises et les abbayes. « Ravagemens », démolitions, « abattemens » d'images et d'autels, « bruslemens » de chartes et de titres, s'étendirent à toute la province.

L'effet immédiat de ces déplorables saccagements ⁵ fut de suspendre presque partout l'exercice du culte catholique. « En la vicomté

¹ Abbé Tollemer, p. 719. — Le ministre de Vassy, Léonard Morel, fut seulement blessé. — Un récit du sanglant épisode avait été imprimé à Caen, peut-être par les soins de Th. de Bèze, dès le milieu de mars. (*Bull. du Prot. Fr.*, XLVI, 48, 51).

² Marlet, p. 1 à 20. — En 1561, l'église de Ducé s'était adressée à la Compagnie de Genève pour avoir un pasteur (*Bull. du Prot.*, XLVI, 448).

³ Brantôme, *Grands capit. Fr.* (Ed. de la Soc. de l'Hist. de Fr.), IV, 359.

⁴ *Ibid.*, V, 159. — L'autre, c'est Biron ; mais le mot peut s'appliquer à Montgomery.

⁵ A Caen, ils eurent lieu sous la direction du ministre Jean Cousin. De Bras, qui en fut le témoin oculaire, en a donné le détail (*Recherches*, 252 sqq.). Sur les pillages faits dans le Cotentin, voir *Revue des Arch. de la Manche*, ann. 1890, p. 13, 22, 43, 67.

de Vire ¹ ne se disoit plus aucune messe, mais chantaient seulement les psaumes de Marot, et se faisaient prêcher par les ministres des *Hussenots* ². » A Caen, le culte réformé régna sans partage pendant plus d'une année (mai 1562-juin 1563), et les ravageurs d'églises reçurent un salaire à l'Hôtel de Ville, « comme s'il se fût agi d'un travail d'intérêt général ³ ».

A l'exception du château de Caen, gardé par le duc de Bouillon, Montgomery occupait toute la Basse-Normandie. Sur les instances de Matignon, Catherine de Médicis ordonna au duc d'Etampes, gouverneur de Bretagne, de franchir le Couesnon ⁴. Menacé par des forces supérieures, Montgomery dut abandonner Vire et Saint-Lô à la sauvage cruauté des Bretons; il courut se jeter dans Rouen, assiégé par l'armée royale ⁵.

Mais Coligny, après la défaite de Dreux (19 décembre), s'était dirigé vers la Basse-Normandie, pour y recevoir d'Elisabeth, moyennant, hélas! la cession du Havre, quelque argent et du canon. Ces secours lui permirent de prendre le château de Caen (2 mars 1563) ⁶. Peu après, Colombières rentra à Bayeux, et Montgomery à Vire ⁷; selon de Bras, de barbares représailles furent exercées sur plusieurs prêtres et religieux ⁸.

Pour suspendre « ces infinis meurtres, vengeances, pilleries ⁹ », Catherine signa l'édit d'Amboise (19 mars 1563); puis catholiques et huguenots allèrent ensemble, aux cris de *Vive France!* chasser du Havre les Anglais (20 juillet) ¹⁰. Réconciliation trop peu durable, et beau jour sans lendemain!

Le 13 mai, la reine-mère avait écrit à Matignon : « J'ay esté bien aise d'entendre que vous avés commencé a si bien establir ladite pacification en tout le bas pays de Normandye, que les habitans des villes commencent à se racomoder les ungs avec les aultres ¹¹. »

¹ Vers cette époque, les réformés de Vire avaient pour ministre un certain Guillaume Furege. (*Bull. du Prot.*, XLVI, 454).

² *Inventaire imp.* des Arch. de la Manche, A. 692.

³ Beaujour, 42, et 51-56.

⁴ La Ferrière, *Norm. à l'étr.*, 7; et *Lett. de Cath. de Méd.*, I, 312, 386.

⁵ Toust. de Billy, *Mém. sur le Cotentin*, 84. — Marlet, 31-44.

⁶ La Ferrière, *Norm. à l'étr.*, 83, 85, 100, 103. — B. Zeller, *Charles IX et Fr. de Guise* (Paris, 1887); p. 96, 97, 140.

⁷ Valognes fut aussi pris et repris (Voir Delalande, 32; et *Annuaire de la Manche*, ann. 1890, p. 35 sq.).

⁸ *Recherches*, 267, 268.

⁹ Préambule de l'Edit d'Amboise.

¹⁰ Marlet, 58, 59.

¹¹ *Lett. de Cath.*, II, 33, 34.

Mais, quand on en vint aux détails, surgirent les difficultés. L'article 5 de l'édit prescrivait de rendre aux « gens ecclésiastiques » leurs églises, pour y célébrer le service divin « sans moleste n'empeschement quelconque ¹ ». Qu'allait faire la ville de Caen, où la grande majorité des habitants était ralliée « appertement » au calvinisme, où la noblesse et le peuple, « unis et accordés en l'observance de ladite religion », réclamaient du roi un gouverneur huguenot ²? De 1563 à 1568, la moyenne annuelle des baptêmes bénis par les pasteurs s'élève à 375 ³. En supposant 1.000 habitants pour 30 baptêmes ⁴, on obtient un total d'au moins 12.500 réformés ⁵, parmi lesquels : quatre échevins de la ville (sur six); — dix conseillers au présidial, dont François Malherbe, sieur d'Igny, père du poète ⁶; — des avocats, des officiers de finances, des médecins, des principaux et régents de collège, des imprimeurs ⁷; en somme, beaucoup de bourgeois éclairés. Ils étaient les maîtres absolus de l'Université. Lorsque Théodore de Bèze vint à Caen avec l'armée de Coligny (mars 1563) ⁸, le Consistoire de l'église insista près de lui pour obtenir, comme troisième pasteur, le célèbre hébraïsant Chevalier ⁹; il écrivit même à la Compagnie des pasteurs de Genève trois lettres pressantes, qui furent contresignées par le lieutenant-général de

¹ Isambert, XIV, 137.

² De Bras, 249. — Beaujour, 65-67, d'après les reg. du corps de ville.

³ Beaujour, 97.

⁴ Cette proportion, déjà admise par M. le pasteur Dupin de Saint-André, le savant historien du Protestantisme en Touraine (*Bull. du Prot.*, XI, 24), se trouve confirmée, au siècle suivant, pour la Basse-Normandie, par des chiffres provenant d'autres sources. (Voir ci-après, pages 4 et 61).

⁵ En 1565, avec 537 bapt. (Beauj., 97), on aurait 17.900 réf. (sur 20.000 hab.).

⁶ Les reg. prot. de Caen ont permis d'établir (*Bull. du Prot.*, IX, 259; XI, 239, et XXII, 93 sqq.) que le père de Malherbe se fit calviniste non pas, comme le prétend Racan, « un peu avant que de mourir », c'est-à-dire vers 1606, mais dès 1558 ou 1559. — C'était même un huguenot violent, puisqu'il dirigea le sac de l'abbaye de Troarn en 1562. (Voir les art. de MM. A. Gasté, *Mém. de l'Acad. de Caen*, ann. 1890, p. 3 sqq., et A. Bénét, *Rev. de l'Enseig. second.*, 7^e année, p. 301 sqq.).

⁷ Beaujour, 97-103. — A Caen, Pierre Philippe imprime, en 1564, un *Nouveau Testament*. — A Saint-Lô, Thomas Bouchard et Jacques Lebas font paraître : en 1564, un *Traité de la peste*, par le pasteur de la Faye; en 1565, un *Kalendarier historial*. (*Bull. du Prot.*, XLIV, 335).

⁸ Il prêcha, dit-on, dans l'église Saint-Jean, et célébra quatre baptêmes. (Beaujour, 58).

⁹ Né à Vire en 1522, élève de Vatable, puis de Trémellius, Chevalier (ou Le Chevallier) était venu à Genève pour y enseigner l'hébreu. Il signe pour la première fois sur les registres de Caen le 1^{er} nov. 1566. (*Fr. Prot.*, 2^e éd., IV, 308. — Beaujour, 93).

Brunville et le savant helléniste caennais Robert Constantin (octobre 1563) : « Nous avons besoin, disait-il, d'estre secourus et aidez de quelques hommes doctes..., pour estancher notre soif [de la Parole de Dieu], et redresser notre *Université*... La Basse-Normandie est trop éloignée de Genève pour qu'on y envoie étudier ceux qui se dédient au ministère, et l'Université de Caen est le seul lieu où il se peult dresser escholle pour les retirer ¹. »

Ecoutons enfin ce langage tout calviniste tenu dans un document municipal. Une épidémie de peste avait fondu sur Caen ; le corps de ville décida (4 nov. 1563) qu'aux *prêches* et sermons publics le peuple serait exhorté de prier Dieu qu'il voulût bien « retirer son ire » (sa colère) ².

Trois mois s'étaient écoulés depuis l'édit d'Amboise, sans que le culte catholique fût rétabli à Caen. Catherine de Médicis s'en plaignit par l'intermédiaire de Montmorency. Les échevins répondirent (4 juillet 1563) : « *Depuis votre lettre écrite*, le service s'est commencé à dire selon la forme de l'Eglise Romaine *en aucunes églises* de cette ville ; et y a bonne espérance que tout se réduira de bien en mieux. » Le 12 août, ils firent constater aux commissaires de l'édit que l'exercice des deux cultes se faisait maintenant « sans nulle contrainte ni émotion ». Néanmoins, le 8 mars 1564, un avocat fut insulté en allant à la messe, et menacé de mort s'il y retournait.

Du 24 au 27 août 1563, Charles IX et sa mère avaient visité Caen ; ils accueillirent avec beaucoup de froideur les hommages de cette ville si imprégnée de « huguenotterie » ³.

Une réaction catholique allait bientôt se produire ⁴. Forts de l'appui de la cour, les prêtres ramenèrent d'autant plus aisément, au bercail, la plupart de leurs ouailles, qu'à dater de 1568 ils eurent seuls la jouissance du culte public à l'intérieur de la ville.

¹ *Bull. du Prot.*, XVIII, 27 sqq. — *Joan. Calv. op.*, XX, 250 sqq.

² Beaujour, 81, 82.

³ *Id.*, 55, 72-79, et 82.

⁴ Dès 1564, l'Université de Caen supplie le roi de « faire vyder » des Grandes Ecoles « les ministres et autres » de la religion. (*Invent. imp. des Arch. du Calv.*, D, *Univ.*, I, 207).

III

Mais, entre les fanatiques des deux communions, prenait déjà place un tiers parti.

On a remarqué¹ qu'à cette date la Basse Normandie jouissait d'un bien-être relatif, et plus grand qu'aucune autre province. Par intérêt bien entendu, par aversion instinctive pour les opinions extrêmes, bon nombre de ses habitants furent *politiques*² avant l'heure. Ils avaient pour chef le gouverneur même de la province, Robert de la Marck, duc de Bouillon, que sa modération rendait également suspect aux deux factions rivales³. Pourtant, c'était un « brave et vaillant seigneur, et sage et bien avisé », en qui « les sentiments de justice et d'équité étaient naturels ». « Huguenot, mais prudent, il ne voulait rien entreprendre contre le service du Roy⁴. »

Après le chef, les soldats. François et Symonnet, les deux frères du sire de Gouberville, avaient refusé de s'enrôler sous Montgomery, et suivi les drapeaux de Bouillon⁵. Toustain de Billy cite le seigneur de Sainte-Marie d'Aigneaux comme étant « d'un naturel doux, et tel que les emportements et les violences ne luy plaisaient point »⁶. Un obscur tabellion du Cotentin, Jehan France, adressait à Gouberville ces nobles paroles dignes de l'Hôpital : « Qui m'en croyra, on fera ung Dieu tout nouveau, qui ne sera ne papiste ne huguenot »⁷. Gouberville lui-même eût bien voulu ne pas se prononcer ouvertement. Vivre en paix, pour faire valoir ses domaines, voilà ce qu'il désirait avant tout, et bien d'autres avec lui, car il nous montre les villes et les campagnes organisant, dans le Cotentin, une sorte de garde na-

¹ M. Baudrillart, art. sur Gouberville (*Rev. des D.-M.*, 1878, III, 153, 159).

² Ceux que l'histoire appelle ainsi n'apparaissent que vers la fin du règne de Charles IX.

³ C'est ainsi que de Bras (p. 262), suivi par M. Beaujour (p. 45), reproche à Bouillon d'avoir fait apporter au château de Caen, en 1562, les reliquaires de cette ville et de Bayeux, sous prétexte de les garder, en réalité, pour les faire fondre et avoir de quoi payer ses soldats. Mais Bouillon avait demandé à la cour l'autorisation nécessaire. (La Ferrière, *Norm. à l'étr.*, p. 5, 6). — Matignon paya aussi ses troupes sur le clergé. (Delalande, 24, 65).

⁴ Marlet, 26, 27, et Delalande, 15, d'après Brantôme et de Thou.

⁵ Baudrillart, art. cité, p. 178, 179.

⁶ *Mém. sur le Cotentin*, 80.

⁷ *Journal de Gouberville*, 91.

tionale, pour se préserver des désordres, d'où qu'ils viennent ¹. Ainsi naissait, en Basse-Normandie, ce *parti national*, qui, recruté parmi les modérés des deux religions, devait triompher, avec Henri IV, trente ans plus tard.

A Caen, lorsque la deuxième guerre commença, une assemblée de magistrats et de notables se tint à l'hôtel de ville, sous la présidence du futur historien De Bras (3 octobre 1567). On y voyait siéger, à côté de trois ecclésiastiques, les trois ministres de l'Eglise Réformée. Défense fut faite à tous les habitants, sous peine de la vie, de s'offenser, injurier ou provoquer, ou de se troubler mutuellement dans l'exercice de leurs cultes; prêtres et ministres durent prêcher la concorde; l'on interdit le port des armes. Ce pacte fut observé de part et d'autre, et, le 9 avril 1568, Caen accueillit, par des feux de joie, la nouvelle de la paix de Longjumeau ².

A la Saint-Barthélemy, Matignon, par son énergie et sa vigilance, épargna aux réformés de Saint-Lô et d'Alençon les odieux massacres qui, trois semaines après, allaient ensanglanter les rues de Rouen ³. Que se passa-t-il à Caen? On ne le sait pas au juste; mais il est probable que les réformés de cette ville ⁴ échappèrent aussi à la boucherie. Dès le 27 août, Matignon avait fait publier, dans tout le bailliage de Caen, une proclamation interdisant à toutes personnes, vu « l'émotion ⁵ advenue » à Paris, « de se quereller aucune chose par voie de fait » ⁶. Un siècle plus tard, les réformés caennais conservaient encore le reconnaissant souvenir de ce grand service rendu à leurs ancêtres ⁷.

Si désireux qu'ils fussent de rester neutres, les échevins de Caen ne purent éviter les « rançonnements et requisitions » ⁸ que provoqua la dernière lutte de Montgomery et de Matignon.

¹ Baudrillart, art. cité, 153, 159.

² Beaujour, 86-88.

³ Abbé Béziers, *Bayeux*, xxxix. — Floquet, III, 124-134.

⁴ Ils tenaient alors leurs réunions au village de Venois, près Caen; ils y célébraient le culte jusqu'au 31 août. (Beaujour, 110-112).

⁵ Emotion que Charles IX présenta tout d'abord (24 août) comme une simple querelle survenue entre les Guise et les Châtillon. Le 26, il assumait toute la responsabilité du massacre. Le 28, il promit toute sûreté aux protestants, mais interdit leurs assemblées. (*Lettres de Cath. de Médicis*, IV, xcii, xciii).

⁶ La Ferrière, *Norm. à l'étr.*, 206, 207.

⁷ Compliment du ministre Du Bosc au petit-fils du maréchal de Matignon, 7 fév. 1675. (Legendre, *Vie de Du Bosc*, 344, 345. — Voir aussi E. Benoist, IV, 272).

⁸ Beaujour, 115, 117.

L'assassinat de Coligny, la quasi-captivité du prince de Condé et d'Henri de Navarre, avaient fait de Montgomery le généralissime des protestants. Réfugié à Jersey après la Saint-Barthélemy, il débarqua, non loin de Montmartin-sur-Mer, le 11 mars 1574. Douze jours après, il tenait « en sujétion », pour la seconde fois, toute la Basse-Normandie. Déjà il se proposait de gagner la Loire et de rejoindre La Noue. Maignon eut ordre de prendre, mort ou vif, « ce malheureux conte de Montgommery » qui était « cause de tant de maux ». On sait le reste : la brillante défense de Colombières à Saint-Lô (27 avril-10 juin), et ce siège épique de Domfront, où Montgomery, mal retranché dans un donjon en ruines, tint tête, quinze jours durant, avec quarante hommes, à toute l'armée catholique (9-25 mai). Tant de courage ne put le sauver de la torture et de l'échafaud (26 juin 1574) ¹.

Un mois auparavant, Henri III avait succédé à Charles IX. Il crut devoir se rapprocher des protestants, et la paix de Beaulieu, qu'il leur accorda (1576), servit de prétexte à la constitution de la Ligue.

Néanmoins, toutes les villes de Basse-Normandie, sauf Avranches, restèrent d'abord royalistes². A Caen, catholiques et réformés continuèrent de vivre en assez bon accord. Une contestation étant survenue entre eux à propos des cimetières et des jours chômables, le lieutenant-général d'O, qui avait remplacé Maignon, les exhorta à « se contenir selon les édits et ordonnances » (9 février 1580). Le 7 mai suivant, il écrivit aux échevins : « Je vous recommande et mets sous votre protection ceulx de la Religion prétendue réformée ³... C'est le soulagement de tout le pays que nous puissions vivre doucement les uns envers les autres... ⁴ » Ce fut sans opposition de la part des catholiques que le jeune jurisconsulte huguenot Jean Hotman, fils du fameux pamphlétaire, vint donner, à l'Université de Caen, des leçons publiques de droit (nov. 1583) ⁵. En 1568, les protestants avaient proposé, pour le poste de lieutenant-général du bailiage, le très catholique De Bras; cette charge s'étant trouvée vacante en 1584, les échevins catholiques présentèrent leur « confrère » Pierre Beaulart, sieur de Maizet, « homme fort propre pour ladite

¹ *Lett. de Cath.*, IV, 238, 298 sqq., et V, 3-5. — Marlet, 149-181, *passim*.

² Lair, *Parl. de Norm.*, 14-17 et 44.

³ L'édit de Beaulieu (mai 1576) est le premier document officiel où apparaisse cette expression.

⁴ Beaujour, 119-122.

⁵ De Schickler, *Egl. du Refuge*, I, 244.

charge, *encore qu'il [fit] profession de la rel. prêt. réf.* » (1^{er} juin 1584) ¹.

Lorsqu'Henri III revint à la Ligue par les traités de Joinville et de Nemours, l'édit de juillet 1585, rendu en conséquence, déclencha la plus sanglante des guerres de religion. C'est dans le midi que se portèrent les grands coups ; Paul de Colombières, le fils du défenseur de Saint-Lô, combattit à Coutras aux côtés d'Henri de Navarre (28 oct. 1587) ². Cependant « ceux de la nouvelle religion, en Basse-Normandie, se visitaient fort, et semblait qu'ils avaient la volonté de monter bientôt à cheval » (juillet 1587) ³. Les magistrats de Caen redoublèrent de vigilance ; ils bouchèrent celles de leurs portes qui n'étaient pas à pont-levis, désarmèrent les huguenots suspects, organisèrent des rondes ; un corps de garde se tint en permanence à l'hôtel de ville ⁴. Aussi la paix de la rue ne fut que rarement troublée ⁵. Un des échevins, chargé d'une mission, à Rouen, près du duc d'Epemon, gouverneur de Normandie, rapporta qu'il lui avait entendu dire : « Le monde est bien brouillé ici ; *je voudrais être à Caen* » (février 1588). — Aux états de Blois, le roi accueillit, avec « tout plein de belles paroles », les députés de sa « bonne ville ⁶ ».

L'assassinat d'Henri de Guise exaspéra et grossit le parti ligueur. Rouen, Bayeux, Falaise abandonnèrent Henri III ⁷, et, le 17 février 1589, les échevins rouennais écrivirent à ceux de Caen : « Nous nous sommes unis... avec les autres villes de France pour la conservation de [l'Eglise], à quoi la charité chrétienne et l'amour de la patrie nous font désirer vous voir conjoints ⁸. » Mais, à défaut d'autres motifs, une rivalité séculaire eût empêché les Caennais de se laisser mener par les Rouennais ⁹. Donc, chacun des échevins fit serment

¹ Beaujour, 88, 123.

² Toust. de Billy, *le Cotentin*, p. 121.

³ Dupont, *le Cotentin*, III, 547.

⁴ « L'Hostel commun » de Caen était alors une bastille d'apparence féodale, « de très-ancienne et admirable structure », qui se dressait, flanquée de quatre tours, sur le pont Saint-Pierre, et reliait entre elles les murailles de la ville. Cette forteresse fut rasée vers 1750. (Puisseux, *les Jésuites*, 21).

⁵ Beaujour, 127-131.

⁶ Carel, *Hist. de Caen*, 171, 187.

⁷ Lair, 68.

⁸ Carel, 202.

⁹ Aux Etats de Blois, Hanivel, député de Rouen, dit fort haut que Caen, petite ville taillable, ne devait pas s'élever au rang des grandes et bonnes villes telles que Rouen. Mais Lafosse, député de Caen, « accoustra Hanivel et son Rouen sans esplinger, ne voulant en rien céder la ville à la sienne ni en courage ni en vertu ». (Carel, 188, 189).

« de ne ventiler que lesdites lettres eussent été reçues, ni le contenu en icelles ». Sans y répondre, on les mit aux archives, après en avoir envoyé copie au roi ¹.

Une telle fidélité méritait récompense. Des lettres-patentes de février 1589 transférèrent de Rouen à Caen le Parlement, la Cour des Aides et la Chambre des Comptes de Normandie. Mais les ligueurs de Rouen faisaient bonne garde, et les routes n'étaient pas sûres. C'est seulement le 26 juin que le Parlement royaliste, composé du premier président Groulart et d'une dizaine de magistrats, put ouvrir à Caen ses audiences. Il était en pleine activité, lorsqu'il apprit l'assassinat d'Henri III (1^{er} août 1589) ².

IV

Un roi protestant montait sur le trône par droit de naissance. Des deux principes, la légitimité et l'orthodoxie, lequel devait l'emporter ? Grave question, qui tourmentait les consciences catholiques, et divisait jusqu'aux familles ! Des deux frères de Vicques, l'ainé allait suivre Henri IV, l'autre, diriger les ligueurs du Bessin et de l'Avranchin. Longaunay fils, lieutenant-général de Saint-Lô, inclinait vers l'Union ; son père se fera tuer à Ivry ³.

Autour de Caen, s'était nouée une véritable ceinture de places rebelles. Sans doute, le duc de Montpensier avait écrasé, entre Argentan et Falaise, l'insurrection démagogique des *Gauthiers* (avril 1589) ⁴ ; mais Brissac tenait toujours dans Falaise, et le jeune de Vicques dans Bayeux. Vers la Haute-Normandie, Lisieux et Honfleur avaient fait défection. Si Vire demeurait fidèle, Coutances restaurait ses murailles sous prétexte de protéger sa cathédrale, en réalité, pour donner à la Ligue une forteresse de plus ⁵.

A Caen même, régnait l'indécision et le trouble. Décimés par les édits proscripteurs de Charles IX et d'Henri III, les huguenots s'étaient renforcés de plusieurs « reffugiés » Rouennais ou Parisiens ⁶. Plus hardis sous un prince de leur religion, ils refusaient de tendre

¹ Carel, 203. — Beaujour, 132.

² Beaujour, 131-134.

³ Delalande, 149.

⁴ D'Estaintot, 22 sqq. — Montpensier venait de remplacer d'Epernon comme gouverneur de Normandie.

⁵ Delalande, 151-153.

⁶ *Inv. imp.* des Arch. du Calv., C. 1571 sqq.

à la Fête-Dieu, malgré « les édits sur la matière¹ ». D'autre part, une minorité bruyante de ligueurs s'affichait par les cris, sans cesse répétés, de : « Vive l'Union ! Courage, catholiques ! armez-vous contre le roi hérétique ! » Du haut de la chaire, des curés, de « pestilents moines », proféraient les plus séditeuses paroles. Le gouverneur de « la ville et château », Gaspard de la Vêrune, refusait de les punir, et se disait résolu à profiter de l'exemple de Rouen².

Quant aux catholiques modérés, échevins et magistrats, ils n'acceptaient pas sans réserves le nouveau roi. A une première lettre d'Henri IV, reçue le 5 août, et contenant la promesse de « n'innover en rien sur le fait de la religion catholique », les échevins répondirent seulement le 12, en ces termes : « Nous vous remercions très-humblement de ce qu'il vous a plu nous déclarer votre bonne et sainte intention [au sujet] de *notre* religion catholique, ... et vous supplions la vouloir embrasser avec vos sujets³. » Thomas de Verdun, avocat-général au Parlement, disait bien haut que si, dans un délai de six mois, Henri IV ne s'était pas converti, « lui Thomas ne lui serait plus serviteur⁴ ».

Le 18 août, arriva la déclaration de Saint-Cloud, datée du 4 ; le roi se soumettrait aux décisions d'un concile général, et n'autoriserait le culte réformé que dans les lieux où il était actuellement pratiqué. Sur cette déclaration, le Parlement, après avoir longuement délibéré, reconnut Henri IV comme roi de France et de Navarre (19 août)⁵.

Dès lors, le président Groulart n'hésita plus sur la conduite à suivre. Il « procéda vigoureusement à l'encontre » des factieux. Son attitude énergique rendit confiance aux « bons sujets » de Caen, à ces bourgeois paisibles qui étaient le plus grand nombre, mais n'osaient s'affirmer. Il maintint dans le devoir, par d'habiles flatteries, le gouverneur La Vêrune, dont les intentions étaient à bon droit suspectes. Le roi protestant lui dut de conserver une ville redevenue en majorité catholique, qui allait être sa base d'opérations en Nor-

¹ Beaujour, 155.

² D'Estaintot, 48, 49, 85, 152. — Lair, 85-102, *passim*.

³ Beaujour, 145, 146. — Encore les « *bons édiles* » réclamaient, en retour de cette fidélité conditionnelle, l'octroi de nombreux privilèges. (*Ibid.*, 147-149). — On voit qu'il y a de l'exagération dans cette phrase de L. Puiseux : « Caen n'avait point hésité à reconnaître Henri IV dès son avènement. » (*Jésuites*, p. 10).

⁴ Lair, 59.

⁵ Beaujour, 147.

mandie, son arsenal et son grenier d'abondance ¹. Après la prise de Falaise (7 janvier 1590), ce fut encore Groulart qui, au nom du Parlement, contraignit tous les « hobereaux casaniers » à rejoindre l'armée royale, préparant ainsi, dans la mesure de ses moyens, la belle victoire d'Ivry ².

Tandis qu'Henri IV guerroyait en Haute-Normandie, ses lieutenants réduisaient les ligueurs du Cotentin et de l'Avranchin. Au Val de Saire, du Tourps, sieur de Théville, un vrai bandit, les tint longtemps en échec (1590-92) ³. Près d'Avranches, le baron de Canisy tomba sur les rebelles « de telle furie, qu'il les coucha tous à plat » (5 avril 1590) ⁴. De ce côté, il fallait fermer la route à Mercœur, duc de Bretagne ; Gabriel II de Montgomery se saisit de Pontorson, dont il fut nommé « gouverneur pour le Roy » (juin-août 1590). Le 2 février 1591, Avranches se rendit au duc de Montpensier, malgré la vive résistance des deux Péricard, le gouverneur et l'évêque ⁵.

Ne verrait-on pas la fin de toutes ces guerres ? Dès 1562, le sire de Gouberville en faisait ressortir les tristes conséquences : meubles et coffres déménagés à la hâte au son du tocsin, bêtes grasses retirées des herbages, transactions suspendues, etc... ⁶ A Caen, en 1574, le bureau des pauvres comptait 20.000 nécessiteux ⁷. En 1585, il fut établi que le diocèse de Coutances avait perdu plus de 12.000 habitants, et celui d'Avranches 15.000. La famine, la peste, une épidémie particulière, dite *colique du Poitou*, décimaient les paysans, qui se jetaient, de désespoir, sur les arquebuses et les piques des soldats, aimant mieux mourir tout d'un coup ⁸. Qu'on juge de la situation sept ans plus tard ! Tout le monde pille, même les seigneurs fidèles au roi ; les régiments du jeune Montgomery mangent « jusqu'aux os » l'élection de Falaise ⁹. Le moindre gentilhomme fait le tyran sur ses terres. Chaque forteresse est un

¹ Caen expédie à Henri IV : après Arques (sept.-oct. 1589), du blé, de l'avoine, du cidre, des munitions de guerre ; après Ivry (mars-nov. 1590), 18 pièces de canon, quatre navires, des draps, du linge, des effets de campement. (*Lettres d'Henri IV*, III, 368. — Abbé de la Rue, *Nouv. Essais*, II, 396. — Lair, *passim*).

² Lair, 22-24 et 69-88. — Beaujour, 151-152.

³ Delalande, 178-186. — La Saire coule au nord du Cotentin.

⁴ *Lettres d'Henri IV*, III, 186.

⁵ Delalande, 163-169. — D'Estaintot, 155-157.

⁶ Abbé Tollemer, 728, 741, 748.

⁷ Y compris les paysans des environs. (Beaujour, 115, 116).

⁸ Lair, 25, 28.

⁹ D'Estaintot, 96.

repaire de coupe-jarrets, et l'on ne peut voyager sans escorte, car les routes sont infestées « d'un nombre horrible de voleurs ¹ ».

Les politiques de Basse-Normandie n'avaient pas attendu l'apparition de la *Ménippée* pour plaider la cause de la concorde et réproucher les excès de la Ligue ². Déjà avaient paru les virulentes *Messéniennes* de deux poètes virois : Robert et Antoine Le Chevalier d'Agneaux. A Caen, s'imprimait presque chaque jour quelque nouveau pamphlet royaliste dédié à Groulart : le *Doux Satiric*, le *Francophile*, etc... ³.

Sacrifiant sa foi à la paix du royaume, Henri IV abjura le 25 juillet 1593.

Quelques mois après, Sully traitait avec Villars de la reddition de Rouen, où Groulart et ses collègues rentrèrent en triomphe le 19 avril 1594 ⁴.

V

Si l'abjuration du roi désarmait la Ligue et réconciliait entre eux les catholiques, elle autorisait les protestants à réclamer, pour la liberté de leur religion, une loi « claire, nette, et absolue ⁵ ». Or, même en Basse-Normandie, la nécessité d'une telle loi se faisait impérieusement sentir.

Après avoir célébré leur culte en ville pendant dix ans de suite (1558-68), les réformés caennais s'étaient vus forcés de l'interrompre, une première fois, sous le coup de l'édit de Saint-Maur, le 3 octobre 1568 ⁶. Vint la paix de Saint-Germain. Elle réservait le culte public aux villes qui le possédaient le 8 août 1570. L'église de Caen, ne remplissant pas cette condition, dut demander asile aux seigneurs

¹ Floquet, III, 600-601.

² La Basse-Normandie n'envoya que deux députés aux Etats de la Ligue : Péricard, évêque d'Avranches, et le curé de Baron. (D'Estaintot, 275).

³ Lair, 174 sqq.

⁴ *Ibid.*, 215.

⁵ Préambule de l'Edit de Nantes.

⁶ Dix-sept pasteurs normands se retirèrent alors à Jersey; savoir, pour la Basse-Normandie : Mathieu de la Faye, de *Saint-Lô*; Jehan Quesnel, de *Coutances*; Pierre Loyseleur, de *Bayeux*; Raymond La Montaine, de *Carentan*; Guillaume Bonhomme, du *Val-de-Saire* (Nord du Cotentin); Pierre de Chaumont, de *Sainte-Marie-du-Mont*; Estienne Lair, de *Colleville*; Pierre Bence, de *Courseulles*; Ursin Bayeux, de *Colomby*. (De Schickler, II, 384-387).

voisins ; du 10 sept. 1570 au 31 août 1572, elle se « recueillit » à Chicheboville, à Avenay, à Venoix ¹.

La Saint-Barthélemy amena une deuxième interruption, qui dura quatre ans. Gautier de la Benserie, ministre de Caen ², s'était réfugié à Londres, puis à Oxford, où il enseignait la théologie. Après la paix de Beaulieu (mai 1576), le Consistoire de Caen lui écrit de revenir « en toute hâte » reprendre la direction de l'église ³.

A peine l'exercice du culte avait-il recommencé dans la ville, que survint, avec un nouvel édit prohibitif (février 1577), une troisième interruption. La paix de Bergerac ou de Poitiers (oct. 1577) autorisa de nouveau les assemblées ; mais l'église de Caen dut redevenir itinérante ; du 27 oct. 1577 au 4 août 1585, elle fut « recueillie » par les seigneurs de Secqueville-en-Bessin, Fontaine-Etoupefour, Verrières et Biéville ⁴.

Après le traité de Nemours (7 juillet 1585), nouvelle et quatrième interruption de plus de quatre années ⁵.

Rassurés par l'avènement d'Henri IV, les réformés de Caen avaient essayé, en janvier 1590, de rouvrir leur culte dans la ville ; l'opposition du Parlement les rejeta hors des murs. Ayant trouvé asile à Allemagne, village voisin de Caen, ils y étaient réunis le Dimanche 26 janvier 1592, lorsqu'ils furent assaillis par des bandes ligueuses venues d'Honfleur, sous la conduite du commandeur Crillon. La plupart furent tués ou blessés, d'autres emmenés prisonniers. Le 26 octobre suivant, Beauvoir, ambassadeur à Londres, écrivait que « plusieurs pauvres Caennais » étaient encore détenus à Honfleur, « dans une

¹ Beaujour, 88, 89, 135, 136.

² Consacré à Venoix le 1^{er} avril 1571. (Beauj., 136). — En 1572, Londres reçut 41 ministres, dont 9 de Normandie ; et les Iles Normandes, 42, savoir : de Caen, Vincent Le Bas, sieur du Val, Gilles Gautier, sieur de la Benserie, et l'hébraïsant Le Chevalier. Ce dernier s'était tenu caché quelque temps chez un « povre laboureur » ; il mourut au mois d'octobre 1572 à Guernesey. (*Fr. Prot.*, 2^e éd., V, 1152-53). — Pour les autres ministres normands réfugiés à cette date, voir Beaujour, 112, et Schickler, I, 198-200.

³ Schickler, I, 220.

⁴ Beaujour, 138, 139. — Pendant cette période, la moyenne annuelle des baptêmes tombe à 148, après avoir été de 375 vers 1563 (*Ibid.*, 141). — Selon l'abbé Laffetay (*Dioc. de Bayeux*, I, 56), le consistoire de Caen aurait demandé au roi, en 1578, la permission d'ériger un temple dans cette ville. Nous ne savons où l'abbé Laffetay a puisé ce renseignement, qui doit être erroné, puisque l'édit de 1577 n'autorisait pas le culte réformé à Caen.

⁵ Beaujour, 139, 140.

cruelle prison, pour avoir esté contraints de chercher l'exercice de leur religion à trois milles loin de la ville de Caen ¹ ».

Les fidèles échappés aux Ligueurs s'étaient réfugiés dans une maison « assez grande et forte », près de l'abbaye de Saint-Etienne ² ; le propriétaire leur dit d'aller « se pourvoir ailleurs ». Le gouverneur La Vérune, auquel ils demandèrent « quelque autre retraite sûre », les renvoya au duc de Montpensier ³. Vers la fin de 1592, ils prirent à bail, comme lieu de réunion, un jardin appelé *la Carrière*, situé hors des murs ⁴, près la porte de ville donnant accès sur le Bourg-l'Abbé. Un propriétaire voulait encore les évincer; La Vérune les maintint en possession (février 1596) ⁵. Mais, quelques semaines après (28 mars), des fanatiques se ruèrent sur le local, et brûlèrent tout ce qui s'y trouvait ⁶.

De semblables vexations étaient signalées sur d'autres points. A Bayeux, les réformés, sur arrêt du conseil obtenu par l'évêque, avaient dû évacuer les faubourgs de la ville, pour se « recueillir » au village de Vaucelles ⁷. A Colombières, on les forçait de contribuer aux réparations de l'église catholique. A Condé-sur-Noireau, leur exercice était depuis longtemps suspendu, sans qu'ils pussent le faire rétablir. A Falaise, on en avait jeté plusieurs en prison, parce qu'ils s'étaient rassemblés « pour prier Dieu ». Un sieur du Bordage, parti de Vitré pour faire baptiser, à Pontorson, un enfant de Montgomery, trouvait, au retour, la route barrée par 3.000 paysans, qu'avait fanatisés le Parlement de Rennes ⁸. « On ne s'aperçoit point, écrivait en 1592 l'ambassadeur de Beauvoir, que ceux de la religion ayent davantage de liberté que du vivant du feu

¹ Beaujour, 158, 174. — La Ferrière, *Norm. à l'étr.*, 322. — Le bruit de cette agression s'étant répandu au loin, les catholiques de Mer (Loir-et-Cher) voulaient bien souffrir que les réformés fissent l'exercice de leur religion dans l'enceinte de leurs murailles, « pour empêcher que les ligueurs d'Orléans ne leur en fissent autant qu'on avait fait à ceux de Caen ». (Félice, *Mer*, 37).

² Aujourd'hui blanchisserie Loison, rue du Carel. Une pierre de cette blanchisserie porte encore l'inscription suivante : IN DOMINO CONFIDO. (Ma confiance est dans le Seigneur). (Beaujour, 174).

³ La Ferrière, *Norm. à l'étr.*, 323.

⁴ C'est à peu près l'emplacement actuel de l'hôtel de la Barque, rue Saint-Martin. (Beaujour, 175).

⁵ *Ibid.*

⁶ E. Benoist, I, 207.

⁷ Abbé Laffetay, I, 59.

⁸ E. Benoist, I, 201 sqq.

roy¹ ». Et c'était l'un d'eux, Olivier Le Révérend de Bougy, qui avait déjoué, cette même année, l'attaque des Ligueurs sur Caen²!

Aussi accusaient-ils Henri IV d'ingratitude. Résolus à chercher « le remède en eux-mêmes », ils s'étaient « remis en distinction » ; ils tenaient des assemblées politiques, comme au lendemain de la Saint-Barthélemy. Peu de jours avant l'abjuration, Duplessis-Mornay écrivait à La Benserie³, ministre de Caen (14 juin 1593) : « Vous avés assés entendu ce qui s'est passé ces jours en court... Nous avons a craindre l'ire de Dieu,... et, pour appaiser celle des hommes, nous sommes reduits a parler de changement de religion... Préparés tant l'election des personnages⁴ que les instructions dont vous aurés à les charger⁵. »

Mais, pour établir la paix religieuse, Henri IV n'avait pas seulement à vaincre l'opposition des anciens ligueurs ; il devait, en outre, ménager les scrupules de son conseil et de ses Parlements⁶. Enfin, après de longs pourparlers, il put signer l'Edit qui constitue son plus beau titre de gloire, cette charte qui mettait la France hors de pair, et enseignait à toute l'Europe le respect des droits de la conscience. (Avril 1598).

En Basse-Normandie, et surtout à Caen, le mouvement vers la Réforme avait été, tout d'abord, presque unanime. Puis une réaction catholique avait eu lieu. Mais, dès le début des guerres de religion, était né un tiers parti, ami du « tranquille repos ». Alors que la discorde déchirait les villes du voisinage, les habitants de Caen s'étaient, en général, mutuellement traités comme « frères, amis et concitoyens⁷ ». « A part la religion, dira plus tard Jacques de Cahaignes, recteur de l'Université, ils n'avaient eu qu'un esprit et qu'une âme⁸. » La seule agression sanglante qui se fût produite contre les réformés était venue des Ligueurs de Haute-Normandie. Catholiques et pro-

¹ La Ferrière, *Norm. à l'étr.*, 323.

² *France Prot.*, 1^{re} éd., VI, 562-563.

³ La Benserie, et non *La Beurière*, comme l'imprime à tort l'éditeur des Mémoires de D. Mornay.

⁴ Pour l'assemblée qui devait avoir lieu le 10 juillet.

⁵ *Mém. de Dupl. Mornay*, V, 457.

⁶ Groulart refusa, jusqu'en 1597, l'entrée du Parlement de Rouen à un conseiller protestant nommé Moynet. (Lair, 199).

⁷ Expressions tirées de l'Edit de Nantes, préamb., et art. 2.

⁸ *Jacobi Cahagnesii oratio de unitate, habita ad cives Cadomenses, V Non. Martii anno 1609.* (Caen, Le Bas, 1609, in-8° de 14 pages).

testants venaient de combattre pendant quatre ans, sous le même drapeau, pour le triomphe du roi légitime. On pouvait espérer qu'en cette ville éprise d'ordre et de paix, l'Edit de Nantes serait exécuté sans trop de peine, et que les idées de tolérance dont il s'inspirait finiraient par se répandre dans tout le bas pays normand.

LIVRE PREMIER

L'EXÉCUTION DE L'ÉDIT DE NANTES SOUS
HENRI IV ET LOUIS XIII

CHAPITRE PREMIER

LES COMMISSAIRES DE L'ÉDIT EN 1600

Vers le milieu de l'année 1599, des commissaires, agréés par les réformés ¹, furent délégués, à raison de deux par province, (un pour chaque religion), afin d'assurer l'exécution de l'Edit de Nantes. Le roi leur prescrivit d'aller « premièrement aux principales villes », d'y convoquer les officiers du lieu, « voire les ecclésiastiques, nobles et échevins », et de déterminer, d'après l'Edit, les lieux de culte protestant. Les ordonnances qu'ils rendraient seraient exécutoires par provision, « nonobstant toute appellation contraire ². »

Les commissaires de Normandie furent Le Camus de Jamberville, président au Grand Conseil, et Le Roy d'Heudreville, maître des requêtes ³. Ils avaient l'ordre de « s'acheminer » le plus promptement possible ; mais ce ne fut qu'au mois de mai 1600 qu'ils arrivèrent à Caen, accompagnés du maréchal de Fervaques, lieutenant-général de Basse-Normandie. En prévision de leur venue, le synode de la province avait tenu, dans cette ville, une courte session (26-28 avril) ⁴.

Des guerres et persécutions religieuses, la Basse-Normandie protes-

¹ Anquez, *Ass. polit.*, 191.

² *Id.*, 193, et « Instruction baillée » aux commissaires de Normandie en 1599. (Bibl. du Prot., mss. Norm. I, f^{os} 5 sqq).

³ Floquet, IV, 139. — C'est Le Camus de Jamberville qui apporta au Parlement de Rouen, le 16 juin 1599, le texte de l'Edit de Nantes. (Anquez, *Ass. polit.*, 179).

⁴ Arch. Nat. TT. 317 A.

tante sortait fort éprouvée. Sur 700 fidèles environ répartis, vers 1585, dans 50 ou 60 localités de la vicomté de Coutances, 450 avaient abjuré, et 42 s'étaient retirés aux îles anglo-normandes, à la suite des édits de Nemours et d'Union (1585-88) ¹. A Caen, les réformés ne représentaient plus que le tiers de 20.000 habitants, soit 7.000 en chiffre rond ²; ce qui correspond, à peu près, à une moyenne annuelle de 229 baptêmes, pour la période de 1600-11 ³. Des quelque vingt ou trente églises rurales qui entouraient la ville vers 1560 ⁴, quatre seulement avaient échappé au naufrage : *Bernières, Lasson, Saint-Sylvain et Saint-Vaast* ⁵.

On sait que l'Edit de Nantes, localisant, pour ainsi parler, la liberté du culte, la réservait :

1° Aux seigneurs ayant plein fief de haubert (art. 7 et 8) ;

2° Aux « villes et lieux » qui en avaient joui l'année 1577, ou en 1596 et 1597 (art. 9 et 10) ;

3° A deux localités par bailliage ou sénéchaussée (art. 11).

D'où cette expression si souvent employée dans les registres d'état civil protestant de 1598-1685 : « *Eglise qui se recueille à...* » ou « *recueillie à... suivant l'Edit.* »

Pour vérifier les droits de l'Eglise de Caen, les commissaires de l'Edit appelèrent aux enquêtes « MM. les magistrats et officiers d'alors », savoir : Jean Vauquelin de la Fresnaye, président au présidial ⁶; les conseillers Rouxel, Malherbe et Anzeray; des Ifs, lieutenants,

¹ *Bull. du Prot.*, XXXVI, 246 sqq.

² Beaujour, 199, d'après une délibér. munic. de 1608.

³ *Id.*, 186. — En supposant 1.000 habitants pour 30 baptêmes, on obtient le chiffre de 7.633.

⁴ Voir Introd., I.

⁵ Il nous est impossible de donner, pour toute la Basse-Normandie, le chiffre exact des églises qui subsistaient vers 1600. En général, des listes d'églises accompagnent les actes des synodes. Mais nous n'avons pu retrouver les actes d'aucun des dix synodes provinciaux qui, d'après une note conservée aux Arch. Nat. (TT. 317 A), se tinrent en Normandie de 1595 à 1603. — La liste présentée, en 1603, au synode national de Gap (*Fr. Prot.*, 1^{re} éd. X, 273), est assurément incomplète, puisqu'elle n'attribue à la Basse-Normandie que 18 églises, et qu'on en comptait encore 27 en 1669 (Voir ci-après, II, 1).

Quant aux opérations des commissaires de 1600, elles ne nous sont connues que par deux séries de documents postérieurs, savoir : 1° les *factums* présentés par les réformés, de 1665 à 1668, pour la défense de leurs droits d'exercice (Bibl. du Prot., mss. Norm., et Bibl. Nat. L^a 176, Rec. Thoisy); — 2° les *avis* des commissaires de 1668 sur ces droits (Arch. Nat. TT., *passim*). Encore n'avons-nous, pour la Basse-Normandie, ni tous les *factums*, ni tous les *avis* de 1668.

⁶ Né en 1536. — C'est l'auteur des *Foresteries* et *Idyllies*, des *Satires*, de l'*Art Poétique*, etc.

nant criminel; de la Court, vicomté « audit lieu », *tous catholiques*. « Lesquels estans comparus... déclarèrent que lesdits Prétendus Réformés faisaient leur exercice au faubourg l'Abbé », dans le jardin de la Carrière, depuis 1592; « mesme l'avaient toujours fait de 1596 à 1599 ¹, et le faisaient encore paisiblement. Sur quoy lesdits commissaires ordonnèrent que lesdits Prét. Réf. continueraient leur exercice audit faubourg » (13 mai 1600). — Ils confirmèrent de même l'église de Saint-Lô (18 mai) ².

Quant aux lieux de bailliage, furent désignés, selon le vœu du synode du 26 avril : *Gavray* et *Carentan* pour le bailliage du Cotentin, *Bayeux* et *Falaise* pour celui de Caen. Mais les réformés de Falaise durent continuer de se réunir au faubourg de Guibray, et ceux de Bayeux au village de Vaucelles³.

A Vire, le droit d'exercice était contesté. D'après le lieutenant du bailliage, toute la ville, en 1562 et 1563, avait été protestante; mais il ne subsistait, « de la religion », que huit ou dix familles, tenant leurs assemblées dans une maison particulière. D'après le curé, il y avait plus de trente ans que le culte réformé était suspendu. Fervagues se rendit à Vire le 19 mai, « pour savoir la vérité du fait ». Les témoins qu'il entendit lui affirmèrent, « moyennant serment juré, estre bien mémoratifs qu'ès années 1561 et 1567 il se faisait presche public dans la maison du sieur du Mesnil-Robert », et qu'en 1577 les réformés s'étaient transportés aux faubourgs. En conséquence, les commissaires autorisèrent la célébration du culte protestant au faubourg de la Cabine⁴.

Restaient les églises des bourgs et villages.

Les unes, comme *Lasson* et *Bernières* (près Caen), *Sainte-Mère-Eglise*, *Groucy* (près Saint-Lô), et *Condé-sur-Noireau*, avaient un exercice acquis *par possession* en 1577, 1596 et 1597. Les réformés de Condé avaient commencé par se réunir, en 1571, « au droit » d'un seigneur nommé Radulph, à cause d'un quart de fief qu'il possédait dans la paroisse de Proussy, sur le fief de Purée. Ce droit étant devenu caduc avec l'édit de 1577 qui exigeait un tiers de fief, ils s'étaient dès lors assemblés « de leur chef, à droit réel ». Après des

¹ Pendant les années 1596 et 1597, années requises par l'Edit, baptêmes et mariages se suivent à Caen sans interruption. (Arch. du Calv., C. 1571 sqq.).

² Bibl. Nat. Rec. Thoisy, IV, 204, et LXI, 194. — Beaujour, 170, 175, 176.

³ Bibl. du Prot., mss. Norm. I, 8, et III, 56 sqq. — Bibl. Nat. Rec. Thoisy, IV, 184. — Arch. Nat. TT. 317 A et B.

⁴ *Bull. du Prot.*, XXXII, 306-310.

interruptions forcées, leur ministre avait célébré 55 baptêmes en 25 Dimanches de l'année 1596, et 60 baptêmes en 33 Dimanches de l'année 1597¹.

Les autres existaient à *droit personnel* ou de *fief*, comme *Glatigny* (près La Haye-du-Puits), domaine des Magneville; *Cerisy-la-Salle*, domaine des Richer ou Richier; *Ducé* et *Pontorson*, domaines des Montgomery.

A l'exception de Groucy et de Sainte-Mère-Eglise, il ne semble pas que ces communautés se soient fait représenter devant les commissaires de 1600. Ce furent les délégués de Saint-Lô qui portèrent la parole au nom de leurs frères du Cotentin, et les commissaires, après avoir rendu leur décision pour Saint-Lô, « renvoyèrent le surplus » devant le lieutenant-général du bailliage².

Il en fut de même pour les champs de sépulture. Les réformés de Caen demandaient un troisième cimetière; les commissaires répondirent qu'il y serait pourvu par Vauquelin de la Fresnaye, président au présidial³.

En somme, cette mission, très brièvement expédiée (13-19 mai), laissait non résolues bien des questions litigieuses. Les juges locaux, chargés de délivrer les cimetières, ne voulurent donner que des emplacements peu convenables, ou situés à une trop grande distance des habitations⁴. Dès 1603, les députés-généraux des réformés⁵ représentèrent à Henri IV que ses officiers de Normandie avaient suspendu, en plusieurs lieux, sur simple requête des curés ou seigneurs catholiques, l'exercice du culte protestant⁶.

Malheureusement, les réformés compromettaient leur cause, en la défendant avec des vivacités de langage peu compatibles avec l'esprit de l'Edit. Ils appelaient le pape l'*Antechrist*, et le synode national de Gap proclama (1603) que c'était « leur croyance et confession commune⁷ ». En 1601, le P. Feu-Ardent, fougueux cordelier, avait publié les « 666⁸ contradictions des ministres » et les « *Entremangeries mi-*

¹ Bibl. Nat., Rec. Thoisy, IV, 148, 194, 204, 206. — Arch. Nat. TT. 238, 246, 276, 313 et 330.

² Bibl. Nat. Rec. Thoisy, IV, 204.

³ Bibl. du Prot. mss. Norm. II, f^{os} 5 et 18. — Beaujour, 119, 158, 176.

⁴ E. Benoist, I, 440-441.

⁵ Institués le 31 mai 1601 pour résider en permanence à la cour. (Anquez, *Ass. polit.*, 169-187).

⁶ *Id.*, 393.

⁷ *France Prot.*, 1^{re} édit., X, 266.

⁸ D'après l'Apocalypse, le chiffre 666 est celui de l'Antechrist. On sait que

nistralles ¹ »; un protestant de Carentan, Jean Brouault, lui opposa tout aussitôt ses propres « *Illusions et fumées* », qu'il terminait par ce discourtois anagramme :

O FRANÇOIS FEU-ARDENT, qui retournera bien
Ton nom, i trouvera : O GAFFARD TU N'ES RIEN ².

Tout cela ne faisait qu'exaspérer les catholiques violents. Dans certains endroits de la province, ils marquaient les maisons protestantes, « pour esmouvoir le peuple a sedition » (1602) ³. Daniel d'Amours et Artus de Magneville, seigneurs de Fontenay et de La Haye-du-Puits, avaient été inhumés dans les églises de ces deux villages; comme ils étaient suspects d'hérésie, le clergé cria à la *pollution*, et frappa d'interdit les deux sanctuaires (1604-1605) ⁴. Le 19 décembre 1595, les États de Normandie, réunis à Rouen, avaient supplié Henri IV « de ne permettre qu'en ladite province il fût fait exercice d'autre religion que de la romaine. » Revenant à la charge le 2 septembre 1598, ils le conjurèrent d'arrêter le cours de l'erreur; s'il avait fait expédier « quelque édit, par importunité ou autrement, préjudiciable à la créance de la majorité », il voudrait bien « le révoquer, casser et annuler ⁵. » On sait que le Parlement de Rouen fit attendre jusqu'en 1609 l'enregistrement de l'Édit de Nantes; et s'il s'empressa, dès 1599, de s'adjoindre une chambre de l'Édit ⁶, c'est qu'il craignait de voir les réformés, désertant ses audiences, porter leurs affaires au Parlement de Paris.

Devenu le fils aîné de l'Église, Henri IV était obligé de transiger

Duplessis-Mornay prétendait le retrouver dans le nom du pape Paul V. (E. Benoist, II, 43).

¹ Ce livre, selon M. Rébelliau (p. 85 n.), est comme une préface de l'histoire des Variations.

² Un exemplaire des *Illusions et fumées* est à la collection Mancel, à Caen (n° 1801). — Brouault voulait réformer l'orthographe de son temps. « Si l'auteur de ce livre, dit-il, use d'une orthographe non accoutumée..., c'est afin d'acheminer les meilleurs esprits à la réformation de la façon d'escrire du vulgaire, qui empesche les estrangers mesmes de bien lire et prononcer les escrits de France. » (*Illusions, Avertissement*). — L'ouvrage est dédié à Gabriel II de Montgomery, « gouverneur des villes et chastau de Pontorson. » — Sur les détails de la polémique entre Brouault et Feu-Ardent, voir *Fr. Prot.*, 2^e édit., III, 216-220.

³ Bibl. de l'Arsenal, mss. n° 6594, f° 88 v°.

⁴ Floquet, IV, 244 sqq. — Bibl. Caen, mss., Reg. sec., XI, 287 v°.

⁵ *Cahiers des Etats de Norm.*, I, 66, 104, 105.

⁶ Cette chambre se composait de douze conseillers, dont un protestant. On créa, en outre, trois charges de conseillers réformés, qui furent placés dans les autres chambres. (E. Benoist, I, 236, 237. *Mercurie fr.* p. 23).

avec ces résistances. Les Parlements et le clergé firent si bien qu'ils l'amènèrent à restreindre, en beaucoup d'articles, le texte primitif de l'Édit ¹. « J'auray tel soin, écrivait-il au pape (nov. 1599), que la religion catholique en reçoive le principal et le plus assuré fruit ². » D'après ses instructions, les commissaires délégués en Normandie (1600) avaient dû « commencer » par s'informer des lieux où le culte romain ne se faisait pas en toute liberté, et rendre responsable de la sécurité du curé tout seigneur protestant, patron d'une paroisse catholique ³. « Mon principal désir, disait-il au premier président Groulard, est de voir ung chacun réuni à la religion catholique... Je feray tant avec le Saint-Père que les choses s'y disposeront ⁴. » Il poussait à la conversion de ses anciens coreligionnaires. Henri Robert Aux-Epaules, de Sainte-Marie-du-Mont, gouverneur de Valognes, avait figuré, avec Gabriel II de Montgomery, parmi les 13 députés de la Normandie protestante, à l'assemblée politique de 1595 ⁵. Or, ce fut lui qui, secrètement gagné par Du Perron, attira, en 1600, Duplessis-Mornay à la fameuse conférence de Fontainebleau; après quoi, il fit une abjuration retentissante, affectant de se fouetter « par les rues et églises de Paris..., pour pénitence et détestation de son hérésie ⁶. »

De toutes les concessions d'Henri IV à la papauté et aux anciens ligueurs, la plus grave fut, sans contredit, le rappel des Jésuites (1^{er} sept. 1603).

En prenant cette mesure, que désapprouvèrent Sully, l'Université et les Parlements, il espérait se garantir contre la redoutable compagnie; il comptait « régler et retrancher sa puissance, la tenir de court et en devoir ⁷. » Les Jésuites n'auraient de collègues que dans quatre villes ⁸. Ils devaient être tous Français, obéir aux lois de l'État, se soumettre aux juridictions diocésaines. « Mais ces entraves qu'ils semblaient accepter, on les vit les élargir peu à peu, les ronger

¹ Anquez, *Ass. polit.*, 169-194.

² *Rev. des quest. Hist.* XLVIII, 472.

³ Bibl. du Prot. mss., Norm. I, f^{os} 5 sqq. — Art. 3 de l'Édit de Nantes.

⁴ Floquet, IV, 149.

⁵ Bibl. Prot. mss. Norm. I, f^o 1.

⁶ L'Estoile, cité par le *Bull. du Prot.*, XL, 350 et 427. — Il se produisait aussi des abjurations en sens contraire. Le 11 mars 1601, l'Eglise réformée de Caen reçut celle de Simon Palory de Richelieu, ancien prieur et provincial de l'ordre de Sainte-Croix, devenu, en 1603, pasteur de Dinan et de Saint-Malo. (*Bull. du Prot.*, XLII, 664, et XLIII, 52).

⁷ *Rev. des D. M.*, 1884, II, 918.

⁸ Paris, La Flèche, Lyon et Dijon.

patiemment, les briser enfin. » « Pareils au flot qui monte », ils envahirent bientôt tout le royaume.

Plusieurs villes, telles que Rouen, les demandèrent et les obtinrent sans peine. D'autres, « moins ferventes », s'en défendirent tant qu'elles purent, et ne les laissèrent entrer que par exprès commandement d'un prince habilement circonvenu ¹. A Caen, cette résistance fut d'autant plus significative, qu'elle réunit, dans un même cri de protestation, catholiques et réformés.

¹ Puiseux, *les Jésuites à Caen*, p. 8, 9.

CHAPITRE DEUXIÈME

LES JÉSUITES A CAEN ET L'EMPLACEMENT DU TEMPLE (1603-1609)

D. Huet, grand ami des Jésuites ¹, a donné ², de leur établissement dans sa ville natale, un récit ³ qui est tout à leur avantage. Selon lui, cet établissement aurait été désiré par tous les Caennais, et même par l'Université ! Mais les registres de la Ville (1603-1608) ⁴ montrent qu'il en fut tout autrement.

¹ Il fut leur élève à Caen, au collège du Mont ; il mourut à Paris dans leur maison professe, et leur légua sa riche bibliothèque. (Saint Simon, *Mém.* XVIII, 340).

² *Origines de Caen*, p. 231 sqq.

³ Il en a sans doute puisé les éléments dans une *histoire* inédite des Jésuites de Caen, par le P. de la Ducquerie. (Abbé de la Rue, *Essais*, I, 239). — Le 20 sept. 1692, il écrit au P. Martin : « Les Jésuites qui m'ont instruit, *sans défiance et sans dissimulation*, de l'histoire de leur fondation, m'ont remercié de ce que j'en ay écrit. » (Bibl. de Caen, mss. in-4° 204, p. 72).

⁴ Arch. mun. de Caen, vol. XL à XLII. La plupart des pièces qui y sont contenues furent publiées pour la première fois, en 1762, sous ce titre : « *Recueil de pièces... pour prouver que les Jésuites sont coupables de toutes sortes d'excès.* » La même année, on s'en servit pour écrire une « *Dénonciation au Parlement de Normandie de la conduite des Jésuites depuis leur entrée dans la province.* »

D'après les mêmes sources officielles, le récit de l'établissement des Jésuites à Caen a été refait, en 1820, par l'abbé de la Rue (*Essais hist. sur Caen*, I, 239-250) ; — en 1846, par L. Puiseux (*Les Jésuites à Caen*) ; — en 1877, par M. S. Beaujour (p. 183-207), qui semble avoir ignoré l'existence des publications antérieures.

Nous résumons surtout l'opuscule de Puiseux, qui est le plus complet sur la matière ; mais nous avons collationné, sur l'original, les textes principaux.

C'est à Rouen qu'Henri IV avait signé les lettres de rappel du 1^{er} septembre 1603. Quelques jours après, il vint à Caen, où il séjourna du 11 au 18 septembre. Les autorités lui adressèrent, selon l'usage, de pompeuses harangues. Vauquelin de la Fresnaye, président au présidial, déclara que la ville avait toujours eu « les yeux et les cœurs » tournés vers son roi, « comme l'éguille de la boussole se tourne vers l'Etoile du Nord ». Devant l'Hôtel de Ville était représenté le mont Etna vomissant des flammes, « et ce, pour figurer l'ardeur du courage dont ceux de Caen ont esté toujours poussez au service du Roy ¹ ».

Henri IV connaissait de longue date cette fidélité. Il savait que, de toutes les villes normandes, Caen était presque la seule à s'être déclarée contre la Ligue. S'il conçut dès ce moment, comme le prétend Huet, le projet de lui donner un collège de Jésuites, il dut prévoir de telles résistances, qu'il ne laissa rien paraître de ses intentions.

Mais le gouverneur qu'il installa dans la ville en 1603 ², Gigault de Bellefonds, était des mieux « intentionnés » pour les Pères. Ancien lieutenant du duc de Mayenne, gendre d'Henri Robert-aux-Epaules, le fougueux néo-catholique de 1600 ³, Bellefonds intrigua si bien, qu'un régent de l'Université, Pasquier Savary, fut secrètement expédié à Paris dès le mois de mars 1604, pour demander à Henri IV, « au nom du général des habitants », un collège de Jésuites.

Or, Savary était à peine en chemin, que les officiers municipaux, instruits du but de son voyage, s'empressèrent de le désavouer. Henri IV, tenant compte, cette première fois, des répugnances d'une ville « fidèle et considérable », éconduisit son prétendu mandataire ⁴.

Les partisans de la Compagnie ne se tinrent pas pour battus. En 1606, Bellefonds fit venir à Caen un Jésuite très remuant, le Père Gontier, dont les prédications et controverses *réchauffèrent vivement*, dit Huet, l'ardeur, assurément fort tiède, des Caennais.

¹ Carel, *Hist. de Caen*, p. 285 sqq.

² Selon le P. Jouvency, suivi par Huet et par Puiseux (p. 12), le P. Coton, le propre confesseur du roi, serait venu lui-même à Caen, en 1604, pour prêcher le Carême et préparer les esprits. Mais les registres municipaux ne font pas mention de sa venue. (V. Abbé de la Rue, *Essais*, I, 242).

³ *Mém.* de Groulart, collection Petitot, XLIX, 422; et Ch. Marie, *Les trois Brébeuf*, 194-195.

⁴ Abbé de la Rue, I, 241. — Puiseux, 13, 14. — Cette même manœuvre des Jésuites, qui avait échoué à Caen, leur réussit à Reims en 1606. (Puiseux, 15, 16).

Au mois de septembre 1607, on crut être maître du terrain, et Henri IV, cédant aux instances de son confesseur, le P. Coton, permit aux Jésuites de s'installer à Caen, selon « le vœu général » du gouverneur et des habitants, qui l'en avaient « supplié et requis ¹ ».

Requête et supplications imaginaires ! Le 23 décembre suivant, le roi écrit aux maire et échevins une lettre sèche, impérieuse, qui donne la mesure de l'opposition à vaincre : « *Nous avons résolu*, dit-il, d'établir ung college de Peres Jesuistes en nostre ville de Caen, et vous avons bien voulu advertir de ceste nostre intention, afin que... vous apportiez... tout ce qu'il vous sera possible à ce que ledict establissement soit faict le *plus tost que faire se pourra*. *C'est nostre vollonté*, à laquelle vous ne fauldrez de satisfaire. Car tel est nostre bon plaisir ² ».

Au bout de six semaines, employées sans doute à recruter de nouveaux adhérents, le maire, Jacques Blondel, appela les notables à l'Hôtel de Ville, le 8 février 1608, pour le lendemain 9. Mais au lieu d'être publique et par écrit, la convocation avait été faite par avis verbal et à domicile. Et l'on était si peu sûr de cette assemblée triée sur le volet, qu'elle fut réunie dès le 8, à deux heures de l'après-midi. Aussi ne comprit-elle qu'un petit nombre de personnes : Novince d'Aubigny, commissaire du roi, les maire et échevins, des ecclésiastiques, des membres de l'Université, des magistrats ; soit 48 délibérants, au lieu de 200 qui avaient été invités ³.

D'Aubigny représenta qu'on avait intérêt à se hâter, « Sa Majesté étant importunée » des habitants de Falaise, qui demandaient « ledict collège ». Les échevins firent remarquer que la ville avait déjà le collège des Arts et le collège du Mont. Un bourgeois, Gilles Quesnot, dit naïvement « que si c'estoit le bon plaisir de S. M., lesdicts Peres Jesuistes seraient mieux à Falaise ». Bref, on adopta la décision suivante : « Les Peres Jesuistes seront receus en ladicte ville..., *si ladicte ville peut porter ce qu'ils requèreront pour leur esta-*

¹ Puiseux, 18, 67.

² Orig., Reg. XLI de la Ville, f° 281. (*Lett. d'Henri IV*, VIII, 957). Le texte publié par L. Puiseux (p. 19), d'après le *Recueil de pièces* de 1762 (p. 89-90), est un peu différent : « Nos amés et féaux, dit le roi, nous avons résolu, pour le bien et utilité des habitans de notre ville de Caen, d'establir ung college de peres Jesuistes en ladite ville, et vous en avons bien voulu donner avis, afin que, contribuant avec nous à ce bon œuvre, vous apportiez tout ce qui sera de vous à leur establissement... Et à ce ne faites faulte, car tel est notre plaisir ». — Mais ce texte est celui d'une lettre adressée, le même jour (23 déc. 1607), aux officiers du présidial de Caen (Orig., Reg. XLI de la ville, folio 281). — Les deux lettres sont sous le même folio.

³ Puiseux, p. 20-23.

blissement ¹. » Cette clause autorisait à tout remettre en question. D'ailleurs, le vote avait été rendu, à la simple majorité, par une assemblée peu nombreuse, clandestine et irrégulière.

Le P. Coton n'en remercia pas moins les maire et échevins. « Si la divine Providence, écrivit-il (11 mars 1608), ordonne que nous vous servions un jour de plus près, j'espère que nostre Société aura quelque moyen de recognoistre l'honneur que vous luy faictes de *la désirer...* [et] de l'avoir *si affectueusement* acceptée de la main du Roy... Monsieur de Bellefons sollicitera la verification des patentes..., et le P. Gontier, qui est presentement a Dieppe, ne manquera soudain après Pasques de vous aller remercier de vive voix sur les lieux ². »

Les choses n'étaient pas aussi avancées qu'affectait de le croire le P. Coton. L'Université ne cessait de protester, auprès du Parlement, contre l'établissement projeté; les officiers municipaux semblaient vouloir recourir à la force d'inertie ³. Henri IV, perdant patience, leur écrivit qu'il envoyait à Caen deux Jésuites pour « terminer l'affaire » (10 octobre 1608) ⁴.

Cette fois, ce fut vraiment une assemblée générale que le nouveau maire, Jean Vauquelin de la Fresnaye, président au présidial, convoqua « tant en public et à son de trompe, qu'en particulier et nommément », pour le mardi 4 novembre 1608 ⁵. L'objet de la réunion passionnait à tel point, que *trois mille* habitants, sur 20.000, répondirent à l'appel. Comme l'Hôtel de Ville n'eût pu contenir pareille foule, on s'assembla dans la salle des procureurs du présidial ⁶.

Après lecture des pièces, lettres et procès-verbaux de 1604-1608, où l'official de Bayeux lui-même, Ambroise Le Gauffre, constata de la *subreption*, le maire recueillit les avis particuliers, et la plupart furent très fortement motivés.

Claude Collin, principal du collège du Mont, qu'il était question de déposséder au profit de la Compagnie, fit valoir l'état florissant de ce collège, où étudiaient plus de 800 écoliers, tant de Normandie que de Champagne et de Bourgogne. — D'autres se demandèrent qui supporterait les frais du nouvel établissement. Le corps de ville ?

¹ *Recueil de pièces*, 76 sqq. — Puiseux, 27, 29.

² Orig. Reg. XLII de la ville, f° 1. — Puiseux, 30, 31. — Beauj., 193.

³ Beaujour, 194, 195.

⁴ *Lettres d'Henri IV*, VII, 612, 613.

⁵ C'est donc à tort que la plupart des dictionnaires biographiques font mourir en 1606 Jean Vauquelin de la Fresnaye.

⁶ *Rec. de pièces*, 96-129. — Puiseux, 64, 65.

Mais il était « destitué de tous moyens. » Les particuliers ? Mais ceux de la Rel. Prét. Réf. (et ils formaient le tiers de la population), refuseraient à coup sûr de payer !

C'est ce que vint confirmer, au nom de ses coreligionnaires, Michel Le Révérend de Bougy ¹. « Par les edictz de S. M. et articles secrets, dit-il, nous sommes exempts de toutes contributions aux frais qui se pourraient faire en chose qui soit contre notre conscience. Et nous n'attendons, ni pour nous, ni pour nos enfants, aucune instruction desdicts Jesuistes, ni aucun bien quelconque ! ². »

En somme, sur *soixante-dix* opinants, *deux* seulement, le curé de Saint-Pierre ³ et le commissaire du roi, se prononcèrent nettement pour le projet. Et lorsqu'on demanda « s'il y avait aucun en ladicte assemblée qui voulait donner autre avis, tout le peuple présent s'écria : au Roy ! au Roy ! »

Séance tenante, trois notables, dont le réformé Michel de Bougy, furent désignés « pour supplier S. M. vouloir décharger ladicte ville de l'establisement desdicts Peres ⁴. »

Mais Henri IV n'écoutait plus ses anciens amis, ayant les oreilles « bouchées de Coton ⁵. » Il venait de rouvrir la France aux Jésuites étrangers ⁶. « Hier, dit-il aux Caennais, vous demandiez les Pères, et aujourd'hui vous n'en voulez plus ! ⁷. » Prenant pour base « le procès-verbal d'une assemblée clandestine, et rejetant celui où *toute la ville* avait manifesté son vœu dans les formes légales », il signa, le 6 décembre 1608, de nouvelles lettres-patentes qui enjoignaient « de recevoir les Jésuites ⁸. »

¹ Fils d'Olivier de Bougy, le fidèle lieutenant d'Henri IV (Voir Introd., V).

² Puiseux, 72-78.

³ Selon M. Beaujour (p. 198), « le curé de Saint-Pierre, assisté de Savary,.... déclara, *au nom de l'Université*, n'apporter aucun obstacle à la réception des Jésuites. » — Mais cette déclaration n'émanait que d'une fraction de l'Université, à laquelle les Pères s'étaient fait agréer (25 oct. 1608), d'une façon « irrégulière et subreptice. » (Puiseux, 55-61, 69, 97).

⁴ Puiseux, 80, 81.

⁵ E. Benoist, I, 410, 411.

⁶ *Lettres d'Henri IV*, VII, 514-515.

⁷ Les Jésuites lui représentèrent que « ce refus n'était fondé que sur la crainte qu'avoient les habitants... d'estre taxez pour leur bastir une maison. » Or, le collège du Mont « ayant esté achepté des deniers royaux », le roi ne pouvait-il pas le leur donner ? — Oui, ce collège avait été acheté avec les deniers d'un octroi concédé par les rois, mais concédé « pour stipendier les professeurs de l'Université ! » Donc, ces deniers et le collège appartenaient à l'Université ! — Néanmoins, « le *regia pecunia* fut entendu comme les Jesuistes vouloient le faire entendre. » (Arch. Calv. D. 477).

⁸ Abbé de la Rue, I, 249. — Puiseux, 96, 97.

Dès le lendemain (7 déc.), le P. Coton adressa aux maire et échevins une missive « triomphante et bouffonne » : « Nostre Société, disait-il, naïant pas encore le bien d'estre recogneüe de vous, ce n'est merveille si aucuns l'ont appréhendée... Nous ayants essayé vous en ferés le mesme jugement que tout le surplus, je ne diray pas du Royaume, mais de toute la chrestienté... Les Cannibales, les Margalats, Topinambos, Pernambuques, Braziliens, Anthropophages,... nous voient parmi eux sans reproche... Ce sont les principaux motifs qui ont porté Sa Maïesté à vous faire entendre si expressément sa volonté ¹. »

Force fut aux Caennais d'obéir, et les Jésuites prirent possession du collège du Mont, malgré la résistance acharnée du principal, Claude Collin (5 janvier-30 août 1609) ².

Dans la grande assemblée du 4 novembre précédent, deux catholiques, Jean de Lalande et Jean de la Court, avaient fait ressortir « la grande amitié et concorde » qui unissait, depuis longtemps, les Caennais des deux cultes. Qu'advierait-il de cette « tranquillité », si les Jésuites, établis à demeure dans la ville, se portaient à « émouvoir le peuple... jusques à sedicion au préjudice du service de S. M., repos et bienveillance desdits habitants ? ³ »

Les menées antérieures du P. Gontier ne justifiaient que trop ces craintes.

D'origine italienne, le P. Gontier (ou Gonteri) était tout l'opposé du P. Coton. Privé des qualités du courtisan, il régnait sur la populace parisienne, qu'il enlevait par son éloquence de tribun, « sa faconde sonore et sauvage. » En chaire, et devant le roi même, avec la même hardiesse qu'il flétrissait les désordres de la cour, il « cornait » la guerre civile, et traitait les huguenots de « vermine » et de « cainaille ⁴. »

A Caen, en 1606, il avait fait grand tapage de quelques conversions ; par exemple, de celle du père de Huet, qu'il avait célébrée en vers grecs, latins et français, gravés sur le marbre et placardés dans l'église Saint-Jean ⁵.

Une de ces conversions le mit aux prises (mars 1606) avec plu-

¹ Orig. Reg. XLII de la Ville, f° 131. — Publié par Puiseux, 94-96, et Beaupour, 205-206.

² Puiseux, 97, 98.

³ *Ibid.*, 76.

⁴ Puiseux, 16 et 46-54.

⁵ *Mém.* de Huet, p. 2, 3.

sieurs ministres de Basse-Normandie. Il s'agissait d'une « genti-femme » de Saint-Pierre-Eglise en Cotentin, Jeanne de Couvert. Depuis plus de quinze mois, elle « vacillait en sa créance. » Comme pour lever ses derniers doutes, elle alla trouver à Caen les ministres La Ben-serie et Le Bouvier ; elle y fit même venir Benjamin Basnage ¹, « soy-disant son pasteur. » D'accord avec le sieur de Sainte-Marie du Mont, elle arrangea une conférence où les trois ministres batailleraient contre le P. Gontier, assisté d'un jacobin ².

La conférence eut lieu le 29 mars, devant 30 ou 40 gentilshommes. Lorsque Gontier en eut publié le compte rendu, les ministres lui reprochèrent d'avoir « chevillé » de calomnies son récit, « véritable estable d'Augias. » Ils y opposèrent un « *simple et véritable discours* ³. »

Gontier, voulant avoir le dernier mot, rédigea, ou fit rédiger, sous le pseudonyme de « sieur Almanach, dit de Billy », le « *Dialogue de quelques ministres de Normandie* ⁴. » Il suppose que les trois pasteurs, réunis dans la maison de La Benserie, s'entretiennent de la conférence. « Dieu soit loué ! s'écrie Le Bouvier ; nous sommes sains et gaillards comme gardons ! Mais, hélas ! depuis le rappel de ces Jesuistes, on ne parle partout que de fondations de leurs collèges, et des escholliers à milliers qui accourent à leurs escholles... O caillou de David qui as brizé le front de notre pureté évangélique ! » — « Je le sçavoys bien, observe La Benserie, que nous tomberions en cest abyme de mesadventure. Vous vouliez, M. Basnage, dévorer le P. Gonteri, ce lion rugissant, l'esclandre de notre Eglise de Caen ! C'estoit vouloir escheler le ciel ! Vous avez trouvé forme à votre pied ! Vous avez esté estrillé à estrilles d'estrivières ! » — « A vrai dire, répond Basnage, il m'estona tout à coup, et me rompit cette belle audace dont j'avais accoustumé d'user. »

Survient le ministre Samuel Bayeux ⁵, « tout panthoys et horz d'haleine. » « Qu'est cecy, Messieurs, s'écrie-t-il ; quel mauvais bruit court par tout ce Costantin ? On dit qu'une femme nous a defaitz tres tous !... Il m'a pris envie, depuis ces disputes, de quitter épouse, enfants et mesnage, et de me mettre a l'estude comme font ces

¹ Benjamin Basnage (1580-1652), ministre de Sainte-Mère-Eglise et de Carentan, fils de Nicolas, le premier auteur connu de cette illustre famille.

² *France Prot.*, 2^e édit. I, 926-927 et IV, 861-862.

³ Mairie de Caen, Coll. Mancel, n^o 794.

⁴ *Ibid.* n^o 795.

⁵ Ministre de Lasson, puis de Basly, près Caen.

Jesuites. Tandis que, par notre ministère marital, nous remplissons la province de ministreaux comme un marets de grenouilles, ils nagent sur les livres la nuit comme le jour. Nous achetons de la vaisselle, des berceaux et des cotillons; eux se procurent de bons auteurs pour en remplir leur cabinet. Advouons ingénument qu'après ceste volée de moyennes defroquez qui avoyent étudié aux escholes de ces Antechrists de docteurs catholiques, nous n'avons plus eu de savans personnages... Nous sommes tous pauvres garçons. Nostre mine est esventée; nostre manteau est descousu; on nous voit à nud, on se garde de nous comme de vieux renards... Nostre religion se seche en l'avril de son âge. Adieu, religion, tu es fondue, comme pretendue. *Sit tibi terra levis ! 1* »

L'année suivante (1607), en même temps qu'il publiait à Paris sa très peu « *fraternelle correction* » au ministre Du Moulin, Gontier faisait imprimer à Caen « *la vraie procédure pour terminer le différend en matière de religion* » ; vraie, c'est possible, mais « fort mauvaise pour s'accorder, dit l'Estoile, quand on met tout d'un côté et rien de l'autre 2 ».

De tels écrits, répandus à foison, ne tardèrent pas à porter leurs fruits. On le vit bien, lorsqu'il fallut déterminer, à Caen, l'emplacement du temple.

Ballottés, depuis trente ans, de lieu de culte en lieu de culte, les protestants de Caen aspiraient à célébrer en paix leurs cérémonies dans un édifice qui fût bien à eux. S'étant vu confirmer, par les commissaires de 1600, la possession du jardin de la Carrière, situé près la porte de ville qui s'ouvrait sur le Bourg-l'Abbé, ils l'acquirent du propriétaire, non sans difficulté, car c'était un zélé catholique, et le contrat d'achat fut dressé le 25 avril 1608 3.

Maîtres incontestés de ce terrain, ils voulurent y bâtir un temple. — « Il n'est pas à propos, objectèrent les catholiques, de souffrir un bastiment en cette place, car elle est trop près des murailles de la ville, et, en temps de guerre, l'ennemi pourrait occuper l'édifice 4. » — « Mauvais prétexte ! répondirent les protestants ; car il y a plusieurs rues et divers rangs de maisons sans comparaison plus proches des murailles, et haut eslevés ! 5 » — La vraie raison, c'est

¹ Dialogue, *passim*.

² Puiseux, p. 48, 49.

³ Huet, *Orig.*, 247. — Beaujour, 176.

⁴ Factum pour les réformés de Caen, 1665. (Bibl. Nat. L^d 176, n° 396).

⁵ Bibl. du Pr., mss. Norm., II, f° 12 v° et 13.

qu'il déplaisait « que les huguenots fussent si voisins, qu'on entendait leur chant de dedans la ville ; et la curiosité attirant plusieurs catholiques à leurs assemblées, on craignait leur exemple et leurs sollicitations ¹ ». Cette opposition était dirigée par l'ami des Jésuites, le gouverneur Bellefonds ².

Les réformés se portèrent demandeurs devant le Conseil du Roi, et voici quelques passages de l'*Inventaire servant d'avertissement* que l'avocat Chappuzeau présenta pour eux le 23 mars 1609, c'est-à-dire moins de quatre mois après l'installation définitive, à Caen, de la Société de Jésus.

« Encore que [les demandeurs] soient fondez en vos editz de pacification, et en ordonnances rendues par MM. les commissaires..., néanmoins les deffendeurs, comme jaloux du repos public et de la paix et union qui a esté entretenue par vos sujets de ladite ville de l'une et de l'autre relligion depuis 1592..., s'opposent à la construction du bastiment que les demandeurs désirent faire *pour se jeter a couvert et garantir contre la pluye et orage* ³, affin qu'avec moins d'interruption ils puissent s'assembler pour servir a Dieu... Toutes fois et quantes que semblables causes se sont présentées a juger en vostre Conseil, V. M. a tousiours benignement interprété son Edict en faveur de ceux de ladite religion... Etant d'ailleurs très juste que tout ainsi qu'en consequence du mesme Edict la messe a esté restablie en toutes les villes possédées par ceux de ladite relligion, sans qu'aucung d'eux ait voulu gloser sur l'interpretation, au semblable les deffendeurs acquiescent à la volonté de V. M. ⁴ »

Que fit Henri IV ? Il ordonna au maréchal de Fervaques (juin 1609) de se rendre à Caen, et d'assigner aux réformés, dans les faubourgs, « *un autre lieu propre et commode !* »

Fervaques, sans s'inquiéter des convenances des réformés, agit « avec toute la circonspection imaginable, afin que... l'*agreement de la ville* se rencontrast sans répugnance avec l'autorité du souverain ⁵ ». Douze commissaires (six pour chaque religion), se réunirent sous sa présidence le 18 juin. Les catholiques offraient, dans le Bourg-l'Abbé, rue de Bretagne, un jardin trois fois plus grand que celui de la Carrière, de façon à fournir à la fois, et le terrain du

¹ Huet, *Orig.*, 248.

² *Mém. des Antiq. de Norm.*, XXI, 278.

³ Ainsi, depuis 1592, les réformés tenaient leurs réunions en plein air !

⁴ Bibl. du Pr., mss. Norm. II, f^o 1 à 29.

⁵ Factum de 1665. (Bibl. Nat. L^d 176, n^o 396).

temple, et le nouveau cimetière réclamé ¹. Fervaques appuya cette proposition. Après avoir consulté leurs commettants, les réformés répondirent par un refus. L'affaire fut renvoyée au roi, qui ratifia l'avis de Fervaques (29 juin 1609), et les réformés durent accepter, en échange de *la Carrière*, le terrain proposé, qui était beaucoup plus éloigné de la ville ².

Ainsi, Henri IV avait fait violence à la grande majorité des catholiques caennais pour établir les Jésuites au cœur même de leur cité, et il souffrait qu'on empêchât les protestants de se fixer à demeure dans un immeuble situé à proximité, mais hors des murailles, et occupé par eux depuis près de vingt années !

Mais ne l'oublions pas : avant de venir à Caen résoudre, contrairement aux vœux des réformés, la question du temple, Fervaques avait dû passer par Rouen (20 mai), où le Parlement se refusait toujours à enregistrer l'Edit. Et ce fut seulement le 5 août 1609 que les magistrats cédèrent, sous la menace d'une interdiction et d'un coup de force ³.

Henri IV avait bien plus de peine à faire accepter, à certains catholiques, l'esprit de l'Edit de Nantes, qu'à persuader les réformés de ne pas se montrer trop exigeants sur les détails de son application. Vainement avait-il rappelé les Jésuites, et donné à l'ancien parti ligueur « la plus utile protection » ; il resta toujours des exaltés pour l'accuser d'être resté huguenot dans l'âme. On peut même dire qu'il paya de sa vie son grand acte de tolérance ⁴.

¹ Voir le chap. précédent, p. 6.

² Factum de 1665 (Bibl. Nat. L⁴ 176, n° 396). — Arch. Calv. C. 1518. — Beaujour, 177-180.

³ Floquet, IV, 255 sqq.

⁴ Ravailiac allégua, pour ses deux principaux motifs, que le roi n'avait pas ramené les huguenots à l'unité catholique, et qu'il voulait faire la guerre au pape, c'est-à-dire à Dieu même. (Ranke, II, 352. — Voir aussi B. Zeller, *Henri IV et Marie de Méd.*, Paris, 1877; p. 310, 311.

CHAPITRE TROISIÈME

NOUVEAUX COMMISSAIRES DE L'ÉDIT; NOUVELLES DIFFICULTÉS (1611-1616)

Quelques jours après l'attentat de Ravailiac, Duplessis-Mornay écrivait (26 mai 1610) : « J'eus hier nouvelles de Rouen et Caen que tout s'y est très bien comporté ; et les exemples de ces grandes villes font impression aux moindres. » Mais presque aussitôt (3 juin), il signalait au député-général Villarnould, son gendre, « une grieve plainte » des réformés du Cotentin : « Le baron de Saint-Poix, rencontrant quatre povres gens venant du presche de Grousi ¹, leur dict *qu'il fallait qu'ils mourussent, et que le roi estoit mort* ; qu'ils se missent à genoux, et dissent leur *in-manus*. L'ung d'eux, plus hardi, n'en voulleut rien faire, auquel il donna sur le champ les estrivières ². »

La meilleure garantie des réformés était, en effet, la personne même du prince qui avait signé l'Edit. Lui mort, ils eurent lieu de tout craindre. Une minorité, une régente italienne, qui avait sans cesse « le nonce du pape pendu aux oreilles » ; les Jésuites prépondérants au conseil, et Sully disgracié ; « un ascendant presque invincible que la cour d'Espagne avait pris sur la France ; » tout convenait le parti protestant à se méfier, à se tenir sur ses gardes ³.

Une assemblée politique s'était ouverte à Saumur le 27 mai 1611.

¹ Groucy, près Saint-Lô.

² *Mém.* de Dupl. Morn. XI, 54, 62.

³ E. Benoist, t. II, préf. — B. Zeller, *la minor. de Louis XIII; Marie de Médicis et Sully*. Paris, 1892 ; p. 33, 216, 274.

On sait qu'elle donna le triste spectacle des querelles de Sully et de Bouillon; et les députés durent se séparer (12 sept.), sans avoir obtenu autre chose qu'une subvention plus forte du roi aux pasteurs, et la promesse qu'on enverrait, dans les provinces, de nouveaux commissaires ¹.

A en croire Richelieu, les cahiers de Saumur étaient composés de telle sorte qu'un gouvernement, même tout huguenot, n'eût pu y faire droit. Selon Duplessis-Mornay, qui présida l'assemblée, ils étaient « accommodés aux affaires du temps ². » Richelieu a raison, et Duplessis-Mornay n'a pas tort. Sans doute, il était chimérique de demander, en 1611, le rétablissement du texte primitif de l'Edit, du texte de 1598. Mais la non-concession des champs de sépulture, l'interruption du culte en plusieurs localités, les entraves mises à la construction des temples, l'interdiction de certains grades ou emplois, étaient-ce des griefs imaginaires? On en jugera par les opérations des commissaires de 1612 en Basse-Normandie.

Ces nouveaux *commissaires de l'Edit* étaient le catholique Renard, maître des requêtes de l'Hôtel, et le protestant baron de Courtomer ³, conseiller d'Etat. Aux termes de leur commission, signée le 3 octobre 1611, ils furent chargés de se transporter dans la province, « pour empescher toutes les divisions et desordres... a l'occasion de la diference de religion ⁴. » Or, la principale cause de ces « désordres », c'est que l'Edit n'était pas exécuté.

Malgré les articles 22 et 27, l'Université de Caen refusait de recevoir les réformés à certains de ses « degrez et offices. » Les commissaires décidèrent (25 janv. 1612) qu'ils seraient admis « aux degrez des Facultés de droit civil et canon », et qu'ils pourraient occuper « les offices et places de bedeaux de l'Université..., sans estre reffusez soubz pretexte de ladite relligion. ⁵ »

Des contestations plus compliquées s'étaient produites à propos des cimetières et des lieux de culte. Pour les régler, les commissaires se rendirent successivement à Falaise, à Caen, à Bayeux, à Saint-Lô, à

¹ Anquez, *Ass. polit.*, 228 sqq. — B. Zeller, *Marie de Médicis et Sully*, p. 279-305.

² Anquez, *Ass. pol.*, 237.

³ Ancien lieutenant d'Henri IV, Jean Antoine de Saint-Simon, baron, et, après 1620, marquis de Courtomer, représenta la Normandie à toutes les assemblées politiques de 1597-1611. Il fut l'un des députés chargés de présenter à la régente les cahiers de Saumur (*France Prot.*, 1^{re} édit., IX, 105-106).

⁴ Bibl. du Prot., mss. Norm., I, f° 26.

⁵ Bibl. de l'Arsenal, mss. 6595, f° 103; — et Bibl. Nat., mss. fr. 4046, f° 74.

Carentan, à Valognes. Ils citèrent devant eux les délégués des paroisses de chaque vicomté, et siégèrent tous les jours (7 janvier-7 mars 1612) ¹.

Dans certains villages de la campagne de Caen, les réformés se trouvaient en majorité. Périers, d'après eux, n'avait qu'une seule famille catholique. A Beuville ², ils formaient les deux tiers de la population. A Courseulles, ils étaient plus de soixante familles. Malgré l'opposition des curés, on décida qu'ils continueraient à avoir, dans chacun des cimetières paroissiaux de ces villages, un « coin » réservé ³.

Partout ailleurs ⁴, on leur concéda des cimetières particuliers, d'une ou plusieurs perches « en quarré », choisis, de préférence, dans des terrains vagues et en friche, et « tenant des deux costés entre deux chemins. »

¹ Ils avaient commencé leur tournée par Alençon. Le 17 mars, on les retrouve à Pont-Audemer. (Bibl. Arsenal, mss. 6595).

² L'église de Beuville avait été abattue (probablement vers 1562) par les protestants. Lorsque le seigneur du lieu la fit reconstruire (1665), il ne lui donna que 30 pieds de long sur 20 de large, vu le petit nombre de catholiques qui habitaient la paroisse. (*Mém. pour serv. à l'hist. du dioc. de Bayeux*, III, 261, 262).

³ Bibl. Arsenal, *ibid.*, f^os 81-89. — Il en fut de même au Fresne-Camilly.

⁴ Par exemple : à Thury-Harcourt, Villers-Canivet, Tournebu, Ernes, Bray-la-Campagne, Escures, Vendœuvre, Maizières, Saint-Pierre-sur-Dives, Vieux-Fumé, Ouilley-le-Tesson, Ecajoul, Ronfeugeraï, Taillebois, Berjou, La Carneille (*vicomté de Falaise*);

A Bourguébus-la-Hogue, Argences, Frénouville, Rocquancourt, Cagny, Saint-Aignan-de-Cramesnil, Saint-André et Saint-Martin-de-Fontenay, Saint-Sylvain (*vicomté de Saint-Sylvain*);

A Venoix, Verson, Carpiquet, Saint-Contest, Saint-Gabriel, Bretteville-l'Orgueilleuse, Lasson, Rots, Audrieu, Carcagny, Creully, Authie, Cairon, Rosel, Cully, Sainte-Croix-Grand-Tonne, Tilly-sur-Seulles, Le Mesnil-Patry, Cheux, Putot-en-Bessin, Colomby-sur-Thaon, Anguerny, Anisy, Mathieu, Basly, Bénv, Reviers, Douvres, Bernières, Luc, Cresserons, Plumetot, Lion-sur-Mer, Colombelles, Touffréville, Bavent, Hérouvillotte, Mondeville, Démouville, Fontenay-le-Marmion, Fresnay-le-Crotteur (aujourd'hui : *le Vieux*); Fresney-le-Puceux, Chicheboville, Soliers, Hubert-Folie, Bretteville-sur-Laize, Feuguerolles, Mutrécy, Avenay, Bougy, Evrecy, Fontaine-Etoupefour, Mondrainville, Grainville, Noyers, Villers-Bogage (*vicomté de Caen*);

A Asnelles, Ryes, Tracy-sur-Mer, Saint-Laurent-sur-Mer, Vaucelles (près Bayeux), Saint-Vigor-le-Grand, La Cambe, Gêfosse, Criqueville, Planquery, Noron, Cabagnolles, Maisons, Formigny, Cormolain, Montiquet, Surrain, Mosles, Aignerville, Cussy, Tour, Campigny, Vaubadon, Saon, Rubercy, Trévières, Castilly, Lison, Arganchy, Saint-Martin-de-Blagny, Cottun, Bernesq, Saint-Vaast, Cardonville, Isigny, Englesqueville, Grandcamp (*vicomté de Bayeux*);

A Rmpan, Couvains, La Barre-de-Semilly, Saint-Ebremond-de-Bonfossé, Gourfaleur, Saint-Samson, Sainte-Suzanne, La Mancellière, Carantilly, Canisy, Le Lorey, Marigny, Bérigny, Hauteville-la-Guichard, Hebecrevon, Saint-

Soit, au total, 280 environ ¹, dont 140 pour la seule campagne de Caen.

Restent en dehors les vicomtés de Vire, Coutances, Avranches et Mortain, dont il n'est pas question dans le manuscrit de l'Arsenal ². On peut donc affirmer que, quatorze ans après l'Edit de Nantes, dans plus de 300 localités de Basse-Normandie, les réformés attendaient encore les cimetières auxquels ils avaient droit ³.

Seraient-ils plus heureux maintenant que les commissaires avaient prononcé ? Sans doute, quelques sentences furent suivies d'un commencement d'exécution. Celle relative à Brix avait été publiée à Valognes le 8 mars. Un « sergent royal en la vicomté » assigna, au 12 avril suivant, « les manans et le vicaire de Brix, pour estre presents a voir mesurer,... en une place vulgairement appelée le puits de Hault,... quatre perches de terre en quarré par l'arpenteur royal,... pour lesdites perches servir de cymetière... à ceux de la religion ⁴. »

Mais que de villages où les réformés, en dépit de toutes les décisions et sentences, n'auraient jamais eu de champs de sépulture, sans la libéralité de quelques-uns de leurs frères ! Ainsi, le cimetière de Géfosse fut donné par Judith Aux-Epaules, dame de La Haie-du-Puits ⁵ ; ceux de Campigny, de Vaussieu et Cottun (Bessin), par les seigneurs de Campigny, de Vaussieu et de Saint-Lou ⁶ ; celui de Mathieu, près Caen, par « le nommé Marot ⁷. »

Georges-Montcocq, Le Mesnil-Amey, Villiers-Fossard, Saint-Romphaire, Le Mesnil-Rouxelin (*vicomté de Saint-Lô*) :

A Sainte-Mère-Eglise, Hiesville, Foucarville, Sainte-Marie-du-Mont (*vicomté de Carentan*) ;

A Bretteville-sur-Ay, Saint-Germain-sur-Ay, La Haye-du-Puits, Saint-Symphorien, Saint-Rémy-des-Landes, Saint-Nicolas-de-Pierrepont, Fresville, Quettehou, Saint-Waast-la-Hougue, Brix, Anneville-sur-Saire, Montfarville, Bricquebec, Barfleur, Saint-Marcouf, Saint-Sauveur-le-Vicomte, Morville, Le Vicel, La Pernelle (*vicomté de Valognes*). — (Bibl. Arsenal, *ibid.*, fol. 60 à 141).

¹ Les noms de paroisses étant, pour la plupart, étrangement défigurés dans le manuscrit, nous n'avons identifié que ceux correspondant aux chefs-lieux actuels de commune.

² Peut-être les commissaires n'allèrent-ils pas jusqu'au bout de leur mission. — Parmi les cimetières protestants du Cotentin non mentionnés dans le mss. de l'Arsenal, citons ceux d'Herenguerville (Mém. de 1698 sur la généralité, f° 247, B. Nat.), de la Chapelle-Enjager, d'Orglandes (village de Marteauville), de Sottevast (château de Chivré). (Delalande, p. 7 ; E. Travers, 22).

³ Art. 28 et 29 de l'Edit.

⁴ Arch. de la Manche, G (*Réformés*).

⁵ Greffe de Coutances ; baill. de Périers ; extrait d'une minute d'audience du 25 mai 1686.

⁶ Greffe de Bayeux, Reg. prot. de Vaucelles, année 1676, *passim*.

⁷ En 1685, le curé de Mathieu écrit que le cimetière protestant du lieu a été

Il en était des lieux de culte comme des cimetières. Si les réformés de Groucy, près Saint-Lô, avaient eu leur temple dès 1600, c'est qu'un terrain de trois vergées leur avait été donné par le seigneur du lieu¹. La même année (27 novembre), un sieur Poisson avait fieffé au consistoire de Saint-Lô, pour le même usage, un quartier de terre lui appartenant « proche le carrefour de l'Hostel-Dieu, rue de la Neufve-Rue². »

Mais à Bernières, à Sainte-Mère-Eglise, à Sainte-Marie-du-Mont, on contestait encore le droit d'exercice. Par sentence des commissaires (18 Février 1612), les réformés de Bernières furent autorisés à continuer de se réunir sur le fief de la Luzerne, qui appartenait à un seigneur protestant³. — Ceux de Sainte-Mère-Eglise furent maintenus en leur possession « en tel lieu qu'ils aviseroient bon estre, pourveu que ce fust à telle distance de l'Eglise et du manoir presbytéral que le service divin des catholiques n'en pust estre troublé⁴ »; toutefois ils durent attendre, pour construire un temple, que le baron de Courtomer⁵ eût disposé d'un terrain en leur faveur (1620). — Pour Sainte-Marie-du-Mont, les réformés de Carentan demandaient, « à droit de saisine et de possession », le rétablissement du culte, interrompu depuis l'abjuration d'Henri Robert Aux-Epaules (1600). Vu l'opposition de Bellefonds et de Longaunay, gendres du nouveau converti, Françoise de Mouchy, veuve de Nicolas Aux-Epaules, déclara devant le bailli de Carentan qu'elle ferait prêcher au manoir seigneurial de Sainte-Marie, lieu de sa résidence (Sept. 1612)⁶.

Pour Caen, tout n'avait pas été réglé par la décision royale du 29 juin 1609⁷. En échange du jardin de *la Carrière*, les réformés avaient reçu un terrain d'un acre ou quatre vergées, situé « au faubourg du

donné, il y a 45 ans, par « le nommé Marot. » (Arch. de Mathieu, GG⁴). — Ce Marot était sans doute de la famille du poète Clément, dont le père, Jean, naquit à Mathieu vers le milieu du xvi^e siècle.

¹ Arch. Nat. TT. 276.

² Arch. Manche, G (*Réformés*). — Au mois de mai 1645, on voit l'Hôtel-Dieu de Saint-Lô contester aux protestants, sans succès, il est vrai, la possession de ce terrain, « où se fait l'exercice de la R. P. R. audit Saint-Lô. » (*Ibid.*).

³ Arch. Nat. TT. 330.

⁴ Bibl. Nat. Rec. Thoisy, IV, 204.

⁵ Celui qui fut commissaire en 1612. — Le 29 juin 1620, devant le tabellion de Sainte-Mère-Eglise, il donne « en pur don gratuit,... pour ceux de la R. P. R. », une pièce de terre et jardin audit lieu,... du contien de 25 perches ou viron,... pour faire construire et edifier sur icelle une maison propre et commode pour l'exercice de la religion, et y faire ung cymetière. » (Arch. Manche, G, *Réf.*).

⁶ Bibl. Nat. mss fr. 4046, f^o 74.

⁷ Voir le chap. préc.

Bourg-l'Abbé dudit Caen, entre les rues de Bretagne et de Bayeux ¹. » Ce terrain appartenait à divers particuliers ². Les échevins, à qui il incombait d'en faire l'acquisition, parlementèrent pendant deux ans pour être autorisés à prélever, sur les deniers d'octroi, la somme nécessaire. Survint enfin, le 24 mars 1611, un arrêt du conseil les obligeant à s'exécuter dans le délai d'un mois. L'achat eut lieu le 20 avril suivant, pour la somme de 2100 livres, y compris 30 livres de « febves » dont la pièce de terre était alors « labourée ³. »

Le 25 janvier 1612, les commissaires de l'Édit ⁴ confirmèrent aux protestants la propriété de ce terrain. Ils condamnèrent « tous possesseurs des héritages voisins... à reparer et reedifier les murs servant de closture » ; la municipalité, à « faire élargir de six pieds, d'icy a Pasque prochaine », l'avenue du terrain vers la rue de Bayeux ⁵. Déjà les réformés caennais s'étaient mis à l'œuvre ; ils inaugurèrent leur temple le 9 septembre 1612 ⁶.

Certains lieux de culte étaient à une trop grande distance des fidèles. Il en résultait des voyages très longs, très pénibles, quelquefois mortels pour les petits enfants apportés au baptême. On s'en était plaint à l'Assemblée de Saumur ⁷.

Le 23 janvier 1612, les « ministre et anciens » de Lasson, près Caen, vinrent représenter aux commissaires que l'église établie en ce village recueillait les fidèles de paroisses assez éloignées, telles que Amblie, Anguerny, Basly, Béný, Banville, Courseulles, Cresserons ⁸. Et comme il ne restait plus, « audit Lasson, personne quelconque faisant profession de la R. P. R. », ils demandaient à transférer leur exercice à Basly, village plus central et presque tout hugue-

¹ Arch. Calv. C. 1518 ; Beaujour, 179-183. — Le « Plan de la ville de Caen dédié à Monseigneur le Duc de Montausier, par Bignon, graveur » (Paris, 1672), indique le « Presche » entre la rue de Bretagne et le milieu de la « rue au Presche », nom alors porté par la section de la rue de Bayeux comprise entre l'extrémité de la rue Bicoquet et le carrefour de la Petite-Boucherie. (E. Travers, p. 8).

² Les sieurs Moulin, Ruette et Asselin (catholiques).

³ Trente livres, et non 300, comme l'imprime par erreur M. Beaujour (p. 183). Cette récolte à venir fut comprise dans la vente, pour ne pas retarder l'entrée en jouissance.

⁴ Ils siégèrent à Caen du 16 Janvier au 6 Février, « à l'Hostel où pendait pour enseigne l'image Saint-Martin. »

⁵ Bibl. Arsenal, mss. 6595, f^{os} 102 v^o, 103.

⁶ Beaujour, 184.

⁷ Anquez, *Ass. polit.*, 410.

⁸ Arch. Calv. C. 1654-80, *passim*. (Reg. de Basly).

not¹. Sans s'arrêter à l'opposition du seigneur du lieu, les commissaires autorisèrent la construction d'un temple à Basly (8 février 1612), « à la charge de faire ledit bastiment et exercice sur la terre et fief appartenant au roy². »

Les réformés de Bayeux, obligés de « se recueillir » à une lieue de cette ville, au village de Vaucelles, sollicitaient la faveur de célébrer leur culte au faubourg Saint-Patrice. Les commissaires ayant émis un avis favorable³, une vergée de terre fut achetée dans ce faubourg, le 1^{er} mars 1612, pour douze livres tournois⁴. Un arrêt du conseil, rendu le 11 septembre suivant sur le rapport des commissaires, permit d'y élever un temple, « à la charge de ne point faire la porte d'entrée dudit bastiment par dedans la place du faubourg⁵. » Mais on avait compté sans l'évêque de Bayeux, qui assigna les réformés (10 juillet 1613) « pour voir dire que l'exercice serait continué à Vaucelles⁶. » A peine est-il besoin d'ajouter qu'il finit par avoir gain de cause⁷.

Malgré tout leur bon vouloir, les commissaires de 1612 n'avaient pas rendu d'ordonnances beaucoup plus décisives que ceux de 1600. Au reste, leur mission était bien moins de faire exécuter l'Edit de Nantes, que d'entraver le fonctionnement des conseils provinciaux institués par l'Assemblée de Saumur pour veiller à l'exécution de ce même Edit⁸.

Les conseils provinciaux devaient opérer parallèlement aux synodes, sans leur rendre compte⁹. Celui de Normandie avait été établi à Caen, le 14 mars 1612, par le synode de Pont-Audemer, où avaient siégé, pour la circonstance, des seigneurs bas-normands n'ayant qualité ni de ministres, ni d'anciens. Sur rapport des commissaires, un arrêt du Conseil (11 sept. 1612) cassa, révoqua et annula « l'establisement de personnes en ladite ville de Caen fait

¹ Abbé Laffetay, I, 58.

² Bibl. Nat. Rec. Thoisy, IV, 148.

³ *Ibid.*, 184.

⁴ Abbé Laffetay, I, 60.

⁵ Bibl. Nat. mss. fr. 4.046, f^{os} 74 v^o, 75.

⁶ *Ibid.*, Rec. Thoisy, IV, 184.

⁷ C'est ce qui résulte des donations faites par divers particuliers, en 1616 et années suivantes, « à l'église réformée de Bayeux recueillie à Vaucelles. » (Arch. hosp. de Bayeux, B. 118).

⁸ E. Benoist, II, 58-61 et 92.

⁹ « Sera escrit au synode de Normandie pour faire rayer [de ses actes] l'article par lequel il est ordonné au conseil de la province de rendre raison audit synode. » (Actes de l'Assemblée de Saumur, 1611. — Bibl. Arsenal, mss. 6594, f^o 154 v^o).

par ledit synode) », et défendit à tous réformés « de leur envoyer et adresser aucuns paquetz ou missives, ny les recevoir d'eux, a peine d'estre punis comme infracteurs des eedictz ¹ ».

Mais la royauté était faible ; le conseil provincial de Caen continua de se réunir. C'est ce qui résulte de cette lettre de Duplessis-Mornay (29 avril 1613) : « Le synode de Normandie s'est tenu ces jours à *Foix* (?)...². Désire ladite province avoir communication avec la nostre. On s'y plainct de ce que les députés généraulx adressent tousjours leurs lettres au conseil de Rouen, *au lieu qu'il est establi à Caen* ³. »

Est-ce à dire que la masse des réformés normands poursuivait, sans couleur de liberté religieuse, je ne sais quel rêve d'indépendance politique ? Non, selon toute apparence. Car ce même synode de 1613, selon Duplessis-Mornay, prie les députés-généraux « de remercier très humblement Leurs Majestés de leurs bienfaits, en attente de mieulx... Aussi y a esté résolu d'exhorter ceulx du conseil de la province d'user de la *tolerance* a eulx accordée *en telle modestie* que L.L. M.M. aient subject de la leur continuer... *On n'y a parlé d'aucune autre affaire politique* ⁴. »

Un an après (11 avril 1614), Duplessis-Mornay encourage les églises de Normandie à rester en dehors des « factions et partialités » du moment ⁵.

Par malheur, il y eut ailleurs des brouillons qui, sourds à la voix de la sagesse, s'allièrent au prince de Condé (1615) ⁶, et se laissèrent « glisser » dans des troubles purement politiques. On sait qu'après s'être servi des églises pour obtenir ce qu'il désirait, c'est-à-dire de l'argent et des places, Condé les abandonna au traité de Loudun (1616). Elles demeurèrent exposées, sans défense, au ressentiment d'un prince qui venait d'entrer en majorité, et dont l'éducation avait été toute catholique. Ce ressentiment allait éclater lors de l'affaire du Béarn, et les réformés de Basse-Normandie en subir le contre-coup.

¹ Bibl. Nat. mss. fr. 4046, f^{os} 75 v^o, 76.

² Nous ne pouvons identifier ce nom, qui n'est porté par aucune commune de Normandie.

³ Mém. de Dupl. Mornay, XII, 198.

⁴ *Ibid.*

⁵ Mém. de messire Philippe de Mornay (éd. de 1652), I, 593.

⁶ Les mariages espagnols étaient le prétexte de cette alliance. Après leur célébration (18 oct.), le prince se montra disposé à la paix. Sur sa demande, l'Assemblée de Grenoble lui adjoignit trois négociateurs, dont un gentilhomme normand fort peu connu : *Bertheville* (ou *Bertreville*, ou *Berteville*), qui avait déjà représenté la province aux Assemblées de 1599, 1608 et 1611. Le 3 janvier 1616, Bertheville adressa au roi un discours où il le suppliait d'épargner le sang de ses sujets. (*Bull. du Prot.*, XIV, 51-52, et *France Prot.*, 2^e édit., II, 441).

CHAPITRE QUATRIÈME

LA BASSE-NORMANDIE ET LA PRISE D'ARMES DE 1621 — MONTCHRÉTIEN

Le 25 juin 1617, un arrêt du Conseil prescrivit le rétablissement du culte catholique dans le Béarn, et la restitution des biens ecclésiastiques qui y avaient été confisqués. La question s'était posée dès 1598 ; Louis XIII la tranchait par voie d'autorité. Au Nord comme au Sud de la France, les réformés s'en émurent. « Si les indemnités à régler touchaient plus particulièrement les ministres Béarnais, l'indépendance du Béarn était, pour le parti tout entier, une force et une garantie qu'il ne pouvait se résigner à perdre. Il se crut opprimé, menacé dans son existence, et à la veille d'une persécution ¹. »

A l'Assemblée de Loudun, qui se réunit le 25 septembre 1619, et compta 83 membres, la Basse-Normandie eut six représentants : les seigneurs de Colombières et de la Haye-du-Puits, les barons de Courtomer et de Magneville ; Benjamin Basnage, ministre de Carentan, et Alain, ancien de Saint-Lô. Colombières fut envoyé dans le Béarn pour apaiser les esprits ; quant à Basnage, il fit partie de la députation qui porta au roi le cahier général ².

Les réformés croyaient pouvoir mettre à profit la querelle de Louis XIII et de Marie de Médicis. Mais, après la prise du château de Caen (juillet 1620) ³ et la victoire des Ponts-de-Cé, le roi se recon-

¹ Dareste, *Hist. de Fr.* V, 56.

² *Fr. Prot.*, 1^{re} éd. VI, 203-208.

³ Sur cet épisode, voir l'intéressant récit de L. Puiseux (*Mém. des Antiq.*, XXII, 27 sqq.).

cilia avec sa mère, et alla faire exécuter par la force, dans le Béarn, l'arrêt de main levée (oct. 1620). L'Assemblée, qui s'était transportée de Loudun à La Rochelle (23 déc. 1620), reçut sommation de se dissoudre (6 mars 1621). Elle apprit qu'on se proposait d'exécuter, en effigie, quelques-uns de ses membres, et que Louis XIII entraînait en campagne. Alors fut voté (10 mai) le fameux *règlement général de milice et de finances* ; toutes les églises étaient appelées aux armes, la France protestante divisée en huit départements militaires ¹, les pouvoirs essentiels centralisés aux mains d'un comité de salut public ².

On a tout dit sur le caractère révolutionnaire de pareilles décisions. Mais, comme l'observe Ranke ³, dominait à la cour, au moment de l'expédition du Béarn, une faction puissante, qui semblait avoir juré la ruine des réformés. En Languedoc, en Guyenne, « aussi bien qu'ès autres provinces », on excitait contre eux les défiances et les haines, on les menaçait d'une rupture prochaine des édits ⁴. Lorsque Louis XIII, marchant sur Saint-Jean-d'Angely, traversa Saumur, il y communia avec une ferveur « qui aurait fait croire qu'on était à la veille d'une nouvelle croisade des Albigeois ⁵. »

Si tous les réformés ne s'étaient pas sentis sous le coup d'un grand péril, on s'expliquerait difficilement la part très active que prirent les députés de Normandie aux actes de l'Assemblée de La Rochelle. Courtomer en fut cinq fois président ⁶. Benjamin Basnage, élu vice-président le 25 avril 1621, avait à signer, comme tel, les commissions des gens de guerre. S'il exprima le désir d'être affranchi de cette obligation, peu compatible avec son caractère de pasteur, il ne refusa point d'accompagner Corcelles, La Chapellière et La Milletière, que l'Assemblée avait chargés « d'avertir les païs estrangers de la persécution. » Parti le 1^{er} juin 1621, il parcourut l'Angleterre et l'Ecosse, y recueillit des subsides considérables, et ne revint qu'après la conclusion de la paix ⁷.

La Basse-Normandie, d'ailleurs, ne manquait pas de griefs parti-

¹ Le premier département, dont faisait partie la Normandie, fut confié à Bouillon.

² Anquez, *Ass. pol.* 328-349.

³ III, 96, 103, 104.

⁴ Lettre de Bouillon au roi, 20 janv. 1621 (*Rev. des D.-M.*, 1877, I, 169-170).

⁵ B. Zeller ; le *connétable de Luynes*, Paris, 1879, in-8° (p. 68).

⁶ *Fr. Prot.*, 1^{re} éd. IX, 106.

⁷ *France Prot.*, 2^e éd., I, 923-924. C'est seulement en 1631 qu'il fut autorisé à rentrer dans son église de Carentan (*Ibid.*).

culiers. A Vire, le lieutenant du bailli avait permis aux réformés (8 juillet 1617) de bâtir un temple « au lieu et place du Mont-Gautier », dans l'un des faubourgs. Déjà les matériaux étaient préparés, lorsque le procureur du roi fit opposition, sous prétexte que le terrain était du domaine de l'église ¹. — A Fresne, après de longues chicanes, un accord était intervenu, pour la construction du temple, avec le seigneur du lieu (27 avril 1615) ². Mais l'édifice était à peine terminé, qu'il fut abattu dans une émeute ; des coups de mousquet furent tirés de part et d'autre ; la maréchaussée poursuivit les réformés de retraite en retraite, et ils auraient fini par succomber, sans une pluie diluvienne où ils virent « une protection marquée du ciel ³. » — A ceux de Condé-sur-Noireau, Nicolas de Pellevé, seigneur de Flers et Condé, venait d'interdire l'exercice sur ses domaines ; ils avaient dû se retirer au hameau des Iles, paroisse de Proussy (1621) ⁴.

De Rouen, de toutes les parties de la province, on se rendait à l'assemblée de La Rochelle ⁵. Malgré les défenses, ce n'étaient partout que réunions nocturnes sous prétexte de festins, allées et venues mystérieuses, ports d'armes, levées de soldats, perceptions illicites de deniers. « Que l'on tienne bonne garde preste et au plus tost ! lisait-on sur les placards catholiques ; l'on dort, et le huguenot veille ! ⁶ »

Il importait à Louis XIII de désarmer les protestants du Nord et du Centre, afin d'isoler ceux du Midi. En Normandie, le Parlement et le duc de Longueville ⁷, gouverneur de la province, s'entendirent pour que le bon ordre ne fût pas troublé pendant cette opération ⁸.

A Caen, tout se passa « assez doucement... Il y a, dit le *Mercure*, beaucoup de gens de ceste religion en ceste ville-là, où les troubles

¹ Bibl. du Prot. mss, Pap. Norm.

² Bibl. Nat. Rec. Thoisy, IV, 196. — *Mém.* pour servir à l'hist. du dioc. de Bayeux, II, 438.

³ Abbé Dumaine, *Tinchebray*, I, 353. — Au rétablissement de la paix, les protestants de Fresne se « recueillirent » au hameau de la Torrière, près du lieu appelé Fontaine-Fleurie (*Ibid.*).

⁴ Abbé Béziers, *Nouv. Rech. sur la France*, I, 241-243. — La Ferrière, *hist. de Flers*, 77, et *d'Athis*, 63. — *Mercure Franç.*, 174 n. — Le temple de Condé, aux Iles, ne put être bâti qu'en 1629 (*Ibid.*).

⁵ Le 15 juillet 1622, des galères marseillaises capturèrent, devant La Rochelle, un vaisseau portant 15 seigneurs normands. (Delalande, 224).

⁶ Floquet, IV, 385-386.

⁷ Né en 1595, mort en 1663. C'est celui qui épousa, en 1642, Anne-Geneviève, sœur du grand Condé.

⁸ Floquet, IV, 387.

de la Ligue leur ont donné l'entrée aux capitaineries et autres charges ». D'accord avec le lieutenant-général et la municipalité, le marquis de Mauny¹, gouverneur de « la ville et chasteau », fit venir le ministre « La Frénée² », le capitaine de Maizet, quelques autres des principaux religionnaires (23 mai). Il leur dit « qu'il n'avait point voulu les surprendre, se promettant d'eux une entière obéissance aux volontés du Roy, et que ce désarmement avoit esté déjà fait a Dieppe, Rouen, Le Havre ». Après s'être consultés, les réformés consentirent à déposer leurs armes chez leurs capitaines, qui se chargeraient de les faire porter au château. Quelques-uns montraient de la négligence ou de la « morrosité » ; ils durent obéir dans les 24 heures, « à peine de saisie desdites armes » (23-27 mai)³.

Une pareille mesure les avait « consternés ». « Au milieu des plus grands troubles, disaient-ils à Mauny, l'on estoit point entré jusques à cette défiance⁴ ». Et voilà qu'au même instant (27 mai), le roi leur ordonnait à tous de signer, au greffe de chaque bailliage, qu'ils désavouaient les actes de La Rochelle ! La plupart des ministres, « ne voulant signer un tel désaveu », se retirèrent en Angleterre, en Hollande « et autres païs estrangers⁵ ». A Caen, Jean de Baillehache demeura seul ; du 23 mai 1621 au 30 janvier 1622, les signatures de ses collègues, Massys et Le Bouvier de La Fresnaye, ne figurent pas sur les registres d'état civil⁶. Sortirent également du royaume les deux ministres de Saint-Lô : Marc Maurice et Joachim Soler⁷ ; en leur absence, qui dura deux ans (20 juin 1621 — 17 mai 1623), l'intérim fut rempli, à Saint-Lô, par Jérémie Chartier, ministre de Groucy, et Jean Tapin du Manoir, ministre des Essarts⁸. Pour toute la Normandie, le nombre de ces ministres « déserteurs » fut de dix-huit⁹.

¹ Louis de la Marck, marquis de Mauny (ou Mosny).

² Le Bouvier, sieur de la Fresnaye.

³ *Mercuré fr.*, 172-174. — Arch. mun. de Caen, Reg. de la ville, XLIX, f^{os} 37, 38.

⁴ *Merc. fr.*, 173.

⁵ *France Prot.* 2^e édit. III, 792. — *Bullet. des Antiq. de Norm.* VII, 433.

⁶ Arch. mun. de Caen, Reg. d'état civil prot., ann. 1621-22.

⁷ Soler gagna Jersey, où il desservit la paroisse de Saint-Clément. (Delalande, 259-261). Sur ce Soler, voir l'Appendice, I.

⁸ Arch. mun. St-Lô, état civ. prot., ann. 1621-23. — A cette époque, le ministre Drelincourt fut aussi chargé, par le consistoire de Paris, de visiter les églises normandes privées de pasteurs. (*France Prot.*, 2^e édit. III, 792).

⁹ Bibl. Caen, mss. in-f^o 90 : extr. d'un arrêt du Conseil du 21 mars 1634 sur le procès intenté aux ministres de Normandie par Guillaume Cachérat. — Sus-

La séparation s'était faite d'accord avec les troupeaux ; et même, une notable partie des fidèles voulut accompagner les pasteurs en leur « esloignement ». L'exode fut assez sensible pour que l'autorité se préoccupât d'y couper court. A Caen, le marquis de Mauny, prévenu que « plusieurs s'en allaient et faisaient emporter leurs biens par la mer », publia qu'il serait interdit de sortir du port d'Ouistreham sans congé spécial (28 juin 1621) ¹. De son côté, le premier président de Rouen, Faucon de Ris, écrivit aux officiers du bailliage de Caen (1^{er} août) : « L'intérêt de S. M. est plutost de retenir ses subjects en leur devoir *par clemence et douceur*, que par crainte et chastiment... Ses lois et ses armes ne s'aigrissent que contre ceux qui, soubz pretexte de religion, participent aulx assemblées illícites ². »

Mais, « en ces temps fascheux, les réformés avoyent sujet de se donner l'allarme de la Populace, qui passe souvent dans les voyes de fait. Les brocards et les injures dont on les poursuivait dans les rues, le bruslement du temple de Charenton ³, la sedition arrivée à Tours, le meurtre du ministre de Vitrey en Bretagne, et le desarmement universel, leur donnoyent assez sujet de crainte ⁴ ». Qu'attendait-on pour les égorger en masse, sinon le succès heureux de quelque bataille ou de quelque siège ? ⁵.

Pour comble d'anxiété, le seul chef militaire qui, en Basse-Normandie, eût pu les défendre et les diriger, déposait les armes sans coup férir.

Depuis longtemps, ils avaient perdu, dans cette province, leurs places de sûreté : Carentan, par la capitulation de Sainte-Marie-d'Agneaux en 1597 ⁶ ; Valognes, par l'abjuration de Robert Aux-Epaules (1600). Vainement les assemblées de 1615-1616 avaient demandé qu'elles fussent rendues ⁷. Restait Pontorson, la place par-

pendu de ses fonctions pastorales par le synode provincial pour avoir quitté, sans congé régulier, son église de Pont-Audemer, Cachérat reprochait à ses collègues de lui en avoir donné l'exemple en 1621. (*Fr. Prot.*, 2^e édit., III, 429 sqq).

¹ Beaujour, 214. — Sur les réfugiés de Normandie en 1621, voir Schickler, I, 391.

² Bibl. du Prot., mss. Norm., I, 30, et II, 29.

³ 28 sept. 1621. Voir, sur cet épisode, le dramatique récit de l'ambassadeur vénitien (B. Zeller, *Luynes*, 116-119).

⁴ « Défense des ministres de Normandie contre les fausses allégations et calomnies de Guillaume Cachérat », p. 30. (Bibl. nat. L^d 176, n^o 114).

⁵ Elie Benoist, II, 356-357.

⁶ Dupont, *le Cotentin*, III, 637.

⁷ Anquez, *Ass. polit.*, 435, 436.

tielière de Gabriel II de Montgomery, que Brouault saluait, en 1600, comme « le principal et le plus sûr appui » des réformés du Cotentin, par « le rocher non esbranlé de sa ferme foi à l'Évangile ¹. » En 1616, une assemblée avait félicité Montgomery « de son affection à la gloire de Dieu et au bien des Eglises. » Il pouvait lever plus de 2.000 hommes, et ses lieutenants, Vimont-Bras-de-fer, Pierrepont, La Selle, La Forest, désolaient sans cesse le comté de Mortain ². Mais il était *pécunieux*, et le roi le décida, sans trop de peine, à livrer, pour 100.000 écus, ses châteaux de Pontorson et de Ducey, qui furent confiés à un catholique, le sieur de Blainville (sept. 1621 — février 1622) ³. Pourvu, en échange, du gouvernement d'Argentan, Montgomery se montra fidèle sujet. Écrivant, le 25 septembre 1622, à son ami Pierre d'Harcourt, marquis de Beuvron, dont le fils venait d'être tué sous Montpellier, il faisait ressortir que ce jeune homme avait « signalé sa fin au lieu et au lieu d'honneur, à la face de son Roy ⁴. »

Malgré les mesures de précaution prises par la royauté, les Rochelois ne renoncèrent pas à tout espoir de provoquer une diversion en Basse-Normandie. Au mois de juillet 1621, le navire de guerre *la Religion*, commandé par Josué Ferrand, de Saint-Martin-de-Ré, débarqua à Guernesey deux membres de l'Assemblée, qui devaient se rendre dans le Cotentin pour essayer de surprendre Cherbourg avec des gens de guerre recrutés sur place. Un coup de main analogue, tenté par Soubise l'année suivante, échoua par suite d'une tempête ⁵.

Déjouant la surveillance du duc de Longueville, un émissaire des Rochelois, Montchrétien, réussit à passer, et il lui était réservé de terminer, en aventurier, à quelques lieues de Falaise, sa ville natale, une carrière « bigarrée », où le métallurgiste coudoie l'homme de guerre, et le poète dramatique l'économiste de génie.

Au dire de ses ennemis, Montchrétien n'aurait été qu'un « ban-

¹ « *Illusions et fumées* », dédicace (Coll. Mancel, à Caen, n° 1801).

² Arch. Manche, A. 597.

³ *Fr. Prot.*, 1^{re} édit. VII, 480-484, — Delalande, 217-218. — *Mém. des Antiq.*, IV, 128. — Dupont, IV, 23.

⁴ Arch. du ch. d'Harcourt, 80. — Louis XIII, pour donner satisfaction à ses sujets de Bretagne, fit démanteler Pontorson (octobre 1623), et y interdit le culte protestant. Mais, « ayant considéré que dans tout le diocèse d'Avranches il n'y avait aucun autre exercice de possession ou de bailliage », il autorisa les réformés de Pontorson, par arrêt du 12 déc. 1626, à se « recueillir » au village de Cormeray. (*Cah. des Etats sous Louis XIII*, II, 252 n. — Bibl. nat., Rec. Thoisy, IV, 206. — Arch., Nat. T.T. 246).

⁵ Dupont, IV, 27, 29.

dolier »; bretteur et faux monnayeur, « grandement ardent à se vouloir faire riche », et sans cesse occupé à « ourdir des mechaincetes » ¹. Mieux vaut essayer de le juger d'après ses propres écrits. Or, son dernier livre, l'*Economie politique* ², écrit six ans avant sa mort, est une réprobation formelle de l'esprit d'anarchie. Montchrétien eut si peu le tempérament d'un sectaire, qu'on s'est longtemps demandé s'il fut catholique ou protestant ³. Chrétien avant tout, il aspirait à la pacification religieuse, et s'il employa des procédés violents, c'est qu'à son époque on n'en connaissait pas d'autres. A voir l'extérieur de sa vie, c'est un brouillon; à voir son œuvre, c'est un homme d'ordre et de paix. Il prit les armes pour défendre les huguenots laborieux et bons commerçants contre les favoris frivoles et cupides ⁴.

Il avait reçu, de l'Assemblée de La Rochelle (juillet 1621), cent commissions pour lever, parmi ses compatriotes de Basse-Normandie, quelques compagnies de cheveau-légers. A son appel, accoururent de hardis chefs de bandes des deux religions, et la forêt d'Andaine servit de refuge à 5 ou 6.000 hommes. Déjà il avait enlevé Domfront par surprise, et il marchait contre le duc de Longueville, lorsqu'il se vit attaqué à l'improviste, dans le village des Tourailles, par Turgot, seigneur du lieu. Il fut tué d'un coup de pistolet, après avoir vendu chèrement sa vie (7 oct. 1621). Les juges de Domfront firent le procès à son cadavre, qui fut traîné sur la claie, rompu et brûlé (12 octobre) ⁵.

Cette mort, dit Malherbe, donna « échec et mat aux rebelles ». Ils se dissipèrent comme par enchantement. Plusieurs avaient été faits prisonniers, dont quatre réformés, qui se réclamèrent de la Chambre de l'Edit. Mais, ayant trempé « aux desseins et factions de La Rochelle », ils furent déferés à la justice ordinaire comme criminels de lèse-majesté, et périrent par la main du bourreau (Déc. 1621) ⁶.

L'année suivante, Mansfeld entra en Lorraine. L'Assemblée de

¹ *Mercur* fr. 161-189, *passim*.

² Récemment réédité par M. Funck-Brunatano. Montchrétien s'y révèle le premier de nos économistes d'Etat.

³ La question semble aujourd'hui résolue. Montchrétien serait né catholique, et il aurait changé de religion pour épouser « une dame de la Rel. prêt. Réf. » (Voir *Revue d'Hist. littéraire de la France*, année 1894, p. 96 et 232).

⁴ Voir, sur Montchrétien, les études de MM. A. Joly (*Mém. Ac. Caen*, 1865, p. 344 sqq.), et G. Lanson (*Rev. des D.-M.*, 1891, V, 369 sqq.).

⁵ *France Prot.*, 1^{re} éd., VII, 463 sqq.

⁶ Bibl. Caen, mss., Reg., secr., XIX, 210 v^o, 211. — Floquet, IV, 399.

La Rochelle lui fit présenter ses « compliments », et écrivit à Bouillon (9 août 1622) de l'inviter à se diriger sur la Loire, d'où il appellerait à lui les réformés Normands. Mais le duc de Nevers, en rejetant Mansfeld sur le Hainaut ¹, fit avorter ce projet d'action commune entre les protestants du Midi et ceux du Nord-Ouest.

Bientôt après (9 octobre 1622), la paix de Montpellier interdisait toutes assemblées politiques, et ne maintenait comme places de sûreté que La Rochelle et Montauban.

¹ Anquez, *Ass. pol.*, 382-383.

CHAPITRE CINQUIÈME

LA GUERRE DE PLUME ; DUELS THÉOLOGIQUES (1612-31) : SAMUEL BOCHART
ET FRANÇOIS VÉRON

Si les horreurs de la guerre civile sont à peu près épargnées à la Basse-Normandie, en revanche, elle n'échappe ni aux agitations de la rue, ni aux polémiques religieuses.

On a beau publier, à son de trompe, des défenses « de s'attaquer,... provoquer, offenser l'un l'autre, de fait ou de parole, au préjudice des édicts ¹ » ; chaque religion a ses fanatiques, également prompts à troubler l'ordre. A Caen, un Dimanche de novembre 1621, dans l'église des Jésuites, un imprimeur s'élance sur le prêtre au moment de l'élévation, et lui arrache le calice des mains. Le 7 Juillet 1628, sur le passage d'une procession, la femme d'un sieur Poullain, passementier, coupe la corde qui supporte la toile tendue devant son « huis », larde cette toile à coups de couteau, et s'écrie, à la vue du Saint-Sacrement : « Voilà Saint-Jean-le-Blanc ² ! » A Saint-Lô, la nuit de Noël 1628, des réformés noircissent l'eau des bénitiers de l'église Notre-Dame, et pendent à l'une des croix de la ville un pour-ceau mort ³. — D'autre part, il n'est pas de jour où des curés ne suscitent, à ceux de la religion, quelque tracasserie nouvelle ⁴.

¹ Art. 2 et 17 de l'Edit de Nantes.

² Bibl. de Caen, mss. Journal de Simon Lemarchand, f° 126. — La locution *Saint-Jean-le-Blanc* était un sobriquet servant à désigner l'hostie.

³ Extrait d'un arrêt du conseil du 13 mars 1643. (Arch. Manche, G. *Réf.*).

⁴ Floquet, IV, 381.

La mode est aux tournois théologiques : prêtres et moines échan- gent avec les ministres des « cartels de deffy. » On se rencontre devant témoins, comme en champ clos, et, après avoir bien disputé sur les dogmes, on publie, de part et d'autre, les « actes de la conférence. »

Ces actes ou « narrés » sont, en général, de courtes brochures, des « bagatelles et fariboles », comme dit l'Estoile ; mais il en est aussi qui remplissent d'épais volumes. Rarissimes aujourd'hui pour la plupart, ils intéressent plus par la forme que par le fond. C'est une littérature indigeste, bourrée de textes sacrés et profanes, et toute farcie du jargon de l'école, mais pittoresque et singulièrement vivante. Dans ces pages imprimées à la hâte et pleines de fautes, on sent respirer et frémir les passions du temps.

Des ministres de Basse-Normandie, c'est peut-être Benjamin Basnage qui alla le plus souvent sur le terrain. « Il eut, dit Bayle, une infinité de disputes avec les controversistes ¹. » On a vu ² sa rencontre avec le P. Gontier (1606). Une controverse qu'il soutint, en janvier 1612, au château de Sainte-Marie-du-Mont ³, contre le récollet Jean-Marie L'Escrivain ⁴, lui fournit l'occasion de son livre « *De l'Estat visible et invisible de l'Eglise* ⁵. » « Je fis voir, dit-il, à un moine récollet, que c'estoit injustice et absurdité de nous demander une Eglise aussi visible qu'une ville en un lieu élevé. » Voici quelques passages du préambule : « Ceux qui se disent rechercher la vérité le plus souvent s'en esloignent, parce qu'ils ne veulent sçavoir que pour estre creuz sçavons, faisans servir le don de Dieu de marche-pied à leur ambition... De cecy sans doute le peu de succez de tant d'escrits et de conferences au faict de la religion... Car si on se pouvoit resoudre n'avoir d'autre but que de sortir des différens où nous sommes de si longtemps plonger, et, prenant la parole de Dieu pour regle, faire choquer en charité cause contre-cause, raison contre raison,... il est a presumer qu'il en sortirait assez de lumières pour faire juger aux plus simples que jusques icy on leur a caché les erreurs en la doctrine de la Papauté... La misere de ce temps nous esloigne

¹ Bayle, *Dict.*, I, 466.

² Voir ci-dessus, chap. II.

³ Sous les auspices de M^{me} de Longaunay, fille d'Henri Robert Aux-Epaules.

⁴ *Mém. des Antiq.*, XIV, 208.

⁵ « *De l'Estat visible et invisible de l'Eglise, et de la parfaite satisfaction de Jésus-Christ contre la fable du Purgatoire, sur l'occasion d'une conférence avec un moine récollet.* » — (La Rochelle, 1612, in-8°).

de ce contentement, veu que les escrits servent d'allumettes a la division des cœurs. Car quand on se persuade avoir le droit de son costé, employant pour le maintenir tout ce que la passion peut fournir de defense, tout ce que la subtilité peut inventer de bricole et de ruse, quel profit en peut-il revenir, qu'un mépris proche d'athéisme ? »

Le P. L'Escrivain consacra deux volumes (1613) ¹ à la « confutation » du livre de Basnage. Il prend pour texte ces mots de la Genèse² : *Benjamin lupus rapax*, et les applique au ministre : « Ayant descouvert, dit-il, en ce pays, un loup qui hurloit plus fort que les autres, après l'avoir faict fuir l'année passée en la rencontre de Sainte-Marie, voyant qu'il hurlait de nouveau, j'ay jugé expedient de lui donner une nouvelle chasse... Pour ne le laisser eschapper, voicy que je commence avec les armes de la religion a l'espouvanter ; je suivray puis avec les filets de l'Eglise, et avec le feu du Purgatoire... ³. »

En 1619, une controverse analogue mit aux prises, à Condé-sur-Noireau, le ministre Blanchard et le curé Matrouillet, qui était surnommé « le marteau des huguenots ». Elle donna lieu à trois écrits :

1° « *Les impertinences et impudences ministrales...*, de M. Jean Blanchard ⁴ » ;

2° La « *Réponse au livre injurieux d'Isaac Matrouillet*, par M. X. Y. Z. ⁵ » ;

3° La « *Férule classique*, de M^e Isaac Matrouillet, prestre, curé de Condé-sur-Noireau, principal et régent du collège audict lieu... ⁶ »

Voici comment s'engagea l'affaire ⁷ :

¹ « Confutation du livre de Basnage... par Jean-Marie Lescrivain » ; Coutances, 1613. — Dédié à l'évêque de cette ville, Nicolas de Briroy. — La biblioth. de Valognes possède un exemplaire de l'ouvrage.

² Gen. XLIX, 27.

³ *Confutation*, dédicace. — Quelques années plus tard (1622), L'Escrivain terminait en ces termes un pamphlet contre les pasteurs de Metz : « Ainsi se sont convertis et changez les coqs des prétendus en poulles, lesquelles si elles continuent a pondre des bourdes, ils auront beaucoup d'œufs a Pasques. »

⁴ Caen, 1619, in-12 de 62 p. Coll. Mancel, n° 1810.

⁵ Citée par l'abbé Béziers (*Nouv. Rech.*, I, 244).

⁶ Dédiée à Louis de Pellevé, comte de Flers, châtelain de Condé. Caen, 1619, in-12 de 136 p. (Coll. Mancel, n° 729). — MM. l'abbé Huet (*Hist. de Condé*, 106-109), et La Ferrière (*Athis*, 61, 62) ont publié quelques extraits des *Impertinences ministrales* ; mais ils ne semblent pas avoir eu connaissance de la *Férule classique*.

⁷ Un moine converti au protestantisme, Julien Fabri, y fut aussi mêlé. Matrouillet écrivit contre lui « les cassades des ministres et apostats de ce temps, touchant les abjurations de Julien Fabri, prétendu religieux de plusieurs et divers ordres. » (Morin-Lavallée, *Bibliographie vironaise*, p. 12).

Un chirurgien catholique, nommé Roullin, feignant de vouloir embrasser le protestantisme, « requit, pour n'estre blasmé d'avoir trop légèrement quitté la foy de ses majeurs, d'estre premier eclerci » sur trois propositions : l'infaillibilité de l'Eglise, l'Eucharistie, les vœux monastiques. L'éclaircissement reçu, il se déclara « fort résolu de ne jamais adhérer à la charlatanerie ministrale ». — « Vous demandés instruction, et faites bien, lui répliqua Blanchard ; car il paroist que vous avez esté en mauvaise eschole ; cette instruction, vous la voulez de la pure parole de Dieu ; il est à croire que, la traduction vous étant interdite, et n'ayant pu venir à bout des langues originères, vous n'avez pu prendre instruction de vous-mesme ».

Matrouillet intervient alors, « tant pour le contentement des catholiques, que pour aider à ces pauvres lethargiques, qui s'endorment aux doux chatouillemens d'un cajol ministre, comme Samson au sein de sa Dalila, et les navigans mal advisez au chant des Serenes ».

« D'autant, dit-il, que M^e Blanchard nous reproche notre profession régentère, j'ay le droit de prendre en main la fêrule, pour luy en donner bien serré sur les doigts, comme à un écolier qui n'a pas bien appris sa leçon. Vous me proclamez *saisi d'une ignorance idiote, brutal en mes conclusions, bouffi, insolent* ; mais vous crachez contre le ciel, et votre crachat vous retombe sur le nez. D'ailleurs, j'ai endossé le halecret de patience. — Vous qui faites si estrangement de l'habile homme, qu'êtes-vous, sinon un petit ministre qui n'a qu'à penser le long des semaines à une demi-heure de presche à déclamer le Dimanche ? ¹ — Que sont vos sacrements ? des roseaux vuides, ou boettes d'apothicaires, bien timbrées au dehors, et pleines de vent ou d'araignées au dedans : happelourdes en bon françois. — Vous nous accusez d'avoir altéré et mutilé l'Ecriture ! C'est vous qui, comme harpyes, avec vos bibles chatrées et apocrisées, la déchirez et prophanez ! Ni le More ne peut changer sa peau, ni le leopard ses taches : il en est ainsi de l'heresie ; on l'ecorchera plutost que de la blanchir, quelque nitre ou savon, quelque lessive qu'on luy applique. — Huguenots ! l'arrest de l'Eglise catholique vous foudroie, et vous tranche jusqu'au vif avec son razoir acéré ! ² »

Le ton de la polémique ne fut guère plus courtois entre le

¹ En réalité, chaque sermon durait une grande heure, et il y avait trois services par semaine. (Voir ci-après, II, 2).

² La Fêrule classique, *passim*.

P. Archange, gardien des Capucins de Coutances, et Joachim Soler, ministre de Saint-Lô. Flanqués chacun d'une demi-douzaine « d'assistants », ils avaient disputé, au château de Canisy, le 23 août 1624, « sur la prétendue sainteté à salut des enfants devant le baptême ou dès le ventre de leurs mères ». A en croire le « narré » du P. Archange, Soler parut « le plus furieux en injures et le plus chétif logicien qui eût, de longtemps, entré en conférence ». Le ministre lui reprochait d'avoir mené, en Angleterre, une vie peu canonique, « vestu d'escarlatte et l'espée au costé ». — Du moins, réplique le moine, je ne suis pas, comme vous, un astre tombé du ciel de l'Eglise et de son épiscopat, un frère Prêcheur ayant quitté son cloître ¹ pour se lier à une femme, par un abominable et détestable sacrilège ². »

A la rescousse vient un Franciscain de Valognes, le Fr. Maillard. « Si j'escrivois, dit-il, contre un autre ministre, qui eust succé l'heresie des mamelles de sa mère, j'aurais plus de retenue ; mais, agissant contre un tel ministre que Soler, qui est un renégat de l'Eglise, je le traite avec la sévérité que son heresie et sa malice méritent » — « Vous êtes devenu, lui dit-il, *progenies viperarum*, vipereau vénéneux, qui rongez, mordez, désentraillez votre Mere la Vraye Eglise. Vous voilà assis dans la chaire de pestilence, chaire de ministre, chaire mortifère comme la peste. Vos insultations fréquentes et bravades importunes sont le péché ordinaire de vostre nation Espagnolle ³, pleine de rodomontades, de vent et de vanterie. Vous dites que le P. Archange a des ergots ? Oui, il vous a frappé d'un *ergo* si furieusement que vous estes demeuré muet. Manquant de raisons comme un fondeur de cloches qui a perdu son métal, vous lui crachez au nez une belle distinction, pleine d'absurdez, et capable de faire rire les hennetons, si la risibilité n'estoit point la propriété de l'homme. Ignorant a triple estage, reconnaissez votre asnerie ! ⁴ ».

La conférence de Samuel Bochart et de François Véron, à Caen, doit nous arrêter davantage, car elle eut lieu dans une ville plus importante, et entre personnages plus connus (1628).

Samuel Bochart était pasteur à Caen depuis le mois de juin 1624 ⁵.

¹ Voir l'appendice, I.

² Delalande, 258-262. — Pluquet, *Bibliogr.*, 309.

³ Soler était d'origine espagnole.

⁴ Extraits des *Menaces divines et corrections spirituelles*, par le Fr. Maillard ; Coutances, 1625, in-12 de 452 pages. — Cet ouvrage nous a été obligeamment prêté par M. Dolbet, archiviste de la Manche.

⁵ Beaujour, 296.

Bien qu'il n'eût encore rien publié, il avait déjà un certain renom de théologien et d'orientaliste. Quant à l'ancien Jésuite Véron ¹, c'était, en matière de controverse, un novateur. Dès 1617, il avait pris l'initiative d'une « méthode nouvelle » pour combattre les calvinistes, non plus par la tradition ou les Pères, mais sur leur propre terrain, « par la seule Ecriture sainte ². » Il a eu de l'influence sur les controversistes allemands, et, de ses nombreux ouvrages ³, quelques-uns ont été réimprimés en ce siècle ⁴. — Il faut avouer, cependant, que ses procédés sentaient quelque peu le lutteur forain. Muni de lettres-patentes du roi (19 mars 1622), qui l'autorisaient « à avoir conférences avec les ministres et autres de la R. P. R., nonobstant les Edits », il parcourait les provinces « les plus infectées d'hérésie », excitant, disait-il, les doutes « par milliers ⁵. » De ses conversions, il étalait des listes fastueuses, grossies à dessein ⁶. Il se faisait fort de réfuter « les livres et presches des ministres passez, presents et futurs ⁷. » A qui lui montrerait, dans la *Confession de foi* calviniste, un seul article prouvé par l'Ecriture en termes exprès, il promettait « une pistole ⁸. »

A peine arrivé à Caen (26 août 1628), où l'avait appelé l'évêque de Bayeux ⁹, il se prodigua, se multiplia. On le vit partout à la fois,

¹ Né à Paris vers 1575, il se fit Jésuite, puis reprit sa liberté en 1620. — Mort en 1649 curé de Charenton, (*Encycl. des sc. relig.*, XII. 326).

² Mais les réformés lui reprochaient, à lui et à ses disciples, d'exiger « la lettre toute nue », et de rejeter les conséquences nécessaires, encore qu'elles fussent « plus claires que le jour. » (*Mém. de Dupl. Morn.*, X, 370-371. — E. Benoist, III, 50).

³ Telle, sa « *Méthode nouvelle, facile et solide, de convaincre de nullité la R. P. R...* » (Paris, 1623), dont un exemplaire se trouve à la Bibliothèque de Caen.

⁴ Rébelliau, p. 11, 12, 13.

⁵ *Méthode nouvelle*, par Fr. Véron, *dédicace*.

⁶ En 1631, Véron présenta au roi « *Les Conversions de 350 personnes de la R. P. R. en l'église cath... en la ville de Caën et aux environs..., tout le reste de la compagnie des errans restant fort douteux ou esbranlé en sa fausse religion.* » (Paris, 1631, in-12 de 46 p.; Bibl. du Prot., 5677). — Plusieurs attestations sont jointes à ce petit livre. L'une d'elles, émanant des Capucins de Caen, certifie qu'à la date du 8 mars 1631, deux cents hérétiques ont reçu l'absolution dans le couvent « depuis que M. Véron est venu ». Or, la Bibl. Nat. possède (mss. fr. 14560) un registre de ceux qui reçurent « l'absolution de l'hérésie » aux capucins de Caen, de 1629 à 1664. Véron, il est vrai, était arrivé à Caen le 26 août 1628. Mais, du 14 août 1629 au 8 mars 1631, les Capucins n'inscrivent que quarante noms environ.

⁷ Extrait du titre de la *Méthode* de Véron.

⁸ Préface de la brochure de Véron, intitulée : « *Les Conversions de 350 personnes* ».

⁹ *Actes de la conférence*, par Véron, *dédicace*.

dans les rues, les marchés, les grandes et petites écoles, même dans les églises. « Il avait avec lui, raconte Bochart, son valet, lequel faisait le ministre, et luy venait opposer cinq ou six passages hors de propos... Sur quoy le procès était faict et parfaict au pauvre ministre. Et notre docteur s'en retournait, non moins chargé de lauriers que Don Quixote de la Manche ¹. »

Ayant bien escarmouché, il fit tenir à Bochart, avec une copie de ses « patentes », un cartel de défi.

Ce n'était guère le moment pour une dispute religieuse à grand spectacle : le siège de La Rochelle touchait à sa fin ², et, même à Caen, passionnait tous les esprits. Mais Véron fit si bien, qu'il emporta le consentement des autorités. Alors Bochart, qui avait vu à l'œuvre « l'infatigable clabaudeur ³, » posa ses conditions. Les pourparlers durèrent bien quinze jours. Véron allait partout répétant que les réformés hésitaient à faire champion de leur cause « un jeune ministreau nouveau venu ⁴. »

La conférence s'ouvrit enfin le 22 septembre, en présence du duc de Longueville, dans une salle du château, par crainte des agitations populaires. Bochart avait pour *second* son collègue Jean de Baillehache ; Véron, le doyen du Saint-Sépulcre de Caen, Isaac Leconte ⁵. Il ne devait y avoir que trente-deux auditeurs (seize pour chaque religion) ; mais le nombre des catholiques ne tarda pas à grossir, « jusque-là qu'il s'en trouva par centaines ⁶. » Quant aux réformés, sauf leurs seize représentants, ils durent rester à la porte, réduits à questionner ceux qui sortaient ⁷.

Du 22 septembre au 3 octobre, pendant neuf jours entiers, matin et soir, on battit « tout le grand pais des controverses ⁸. » A propos du culte des images, S. Bochart, pour défendre la traduction de Genève (*image taillée*), contre celle de la Vulgate (tu ne te feras point

¹ *Actes de la conf.*, par Bochart, *préface*.

² On était au mois d'août, et La Rochelle capitula le 29 octobre.

³ Le mot est de Guy-Patin. — En 1618, Bochart avait été secrétaire, à Rouen, d'une conférence entre Véron et le pasteur Maximilien de l'Angle. (Paumier, p. 8).

⁴ *Actes de la conf.*, par Bochart, *préface*. — Né en 1599, Bochart avait alors 29 ans.

⁵ A propos de ces *seconds*, « M. de Bincourt, qui était catholique, et qui aimait à rire, dit aux huguenots : On ne peut pas dire que votre savant soit plus savant que notre savant, mais, en récompense, notre ignorant est dix fois plus ignorant que votre ignorant ». (Ségrais, *Mém. anecd.*, 131).

⁶ *Actes de la conf.*, par Bochart, *préface*.

⁷ Ségrais, *Mém. anecd.*, 131.

⁸ Bayle, *Dict.*, I, 586.

d'idole), cita du latin, du grec, de l'hébreu, de l'arabe, du syriaque ; il invoqua l'Écriture, les Pères Grecs et Latins, les Jésuites eux-mêmes. — La question de la Cène, ce que Véron appelait le *gros point*, ne remplit pas moins de quatre séances. Elle fut discutée, avec force répliques et *dupliques*, à l'aide de syllogismes en forme, malgré le dédain de Véron pour les « quinquaiïeries logiques ¹. »

Chacun des adversaires s'attribuait la victoire ; encore tout chauds de la lutte, ils en publièrent le récit détaillé ². « Je l'ay fait voir tel qu'il est, dit Véron, pesant en esprit, sans théologie, sans grâce de parler ; je le dirais Allemand ³. » — « On ne nous met plus en teste, réplique Bochart, ni des Vigors ⁴, ni des d'Espences ⁵, ni des Du Perrons... En leur place s'est eslevé une bande de gens qui n'ont rien à perdre, et que leur incapacité rend subjects au désadveu... C'est le vray accomplissement du songe de Chilpéric... Nous ne voyons plus rien qu'un misérable Véron, duquel la faiblesse est telle qu'a le vaincre il y a du deshonneur... J'ay estimé nécessaire de *respondre au fol selqn sa folie* ⁶, de peur qu'il ne s'estimast estre sage..., luy qui a dans la teste plus de souphre que de cervelle ⁷. » — La conclusion du livre est tout aussi méprisante : « Qu'il sache que je suis résolu de ne me plus remuer pour un si chétif subject. Je ne suis point homme qui aime à courre le faquin. Ma charge et mes inclinations m'appellent à choses meilleures, et serais comptable à Dieu du temps que j'aurais si mal employé ⁸. »

Les amis de Bochart le félicitèrent sur le même ton. « Vous mites un frein, lui dit Rivet, à son impudente sophistiquerie ⁹. » Pierre du Moulin ¹⁰ lui écrivit de Sedan (juillet 1630) : « J'eusse désiré que

¹ *Actes de la conf.*, par Bochart, *passim*.

² « *Actes de la conférence... tenue à Caen, neuf jours durant, par Fr. Véron.* » (Caen, M. Yvon, 1629, in-16 de 250 pages). Dédié à l'évêque de Bayeux. — « *Actes de la conférence...*, par S. Bochart. » (Saumur, 1630, in-8° de 1543 pages). « Dédié à M. M. de l'Eglise Réformée de Caen. » — Si le compte rendu de Bochart est bien plus étendu, c'est qu'il ajouta « beaucoup de choses que l'humeur turbulente de son antagoniste avait empêché qu'on ne mit en ordre sur le champ. » (Bayle, Dict., I, 586).

³ *Actes de la conf.*, par Véron, *préface*.

⁴ Simon Vigor, curé de Saint-Paul à Paris (1515-75).

⁵ Claude d'Espence, docteur en Sorbonne, ami du cardinal de Lorraine (1511-71).

⁶ Réminiscence des *Proverbes*, XXVI, 5.

⁷ *Actes*, par Bochart, *préface* et *dédicace*.

⁸ *Ibid.*, p. 1543.

⁹ Bayle, Diction., I, 586, note B.

¹⁰ Sa sœur, Esther du Moulin, était la mère de Bochart.

vous eussies eu un antagoniste qui eust quelque sens commun. Il vous est advenu ce que saint Paul dit luy estre advenu à Ephese, ou il dit avoir combattu avec les bestes ¹. »

Véron n'était pas homme à oublier ces injures. Revenu à Caen en 1630 comme prédicateur des controverses, il chargea un « écolier » en théologie de se rendre au temple du Bourg-l'Abbé, et d'y noter, « à la vue d'un chacun », tout ce que Bochart prêcherait contre la religion catholique ². Il prétendit prouver que le ministre, dans ses *Actes de la conférence*, s'était rendu coupable de lèse-majesté. « Bochart, dit-il, a appelé l'Eglise romaine *la paillardie* ; or, le roi de France est fils aîné de l'Eglise ³. » Sur ses instances, le lieutenant du présidial somma Bochart de venir s'avouer vaincu à la barre de justice, pour ce qui s'était passé à la conférence. « Comme si, disait à ce propos le premier président Faucon de Ris, les points de notre religion se pouvaient traiter par chicaneries ! » Bochart s'abstint de comparaitre. Condamné par défaut, il en appela au Parlement, qui décréta d'ajournement personnel le lieutenant de Caen. Ce singulier magistrat refusa d'obéir, et engagea le peuple dans sa querelle ⁴. Un dimanche, Bochart se rendait au temple ; 1000 à 1200 maçons, cuisiniers, charpentiers, se mirent à le suivre « avec huées, injures et opprobres », et lui jetèrent de la boue jusque dans le temple, où ils commirent plusieurs « insolences », sans que « ceux de la justice » fissent autre chose que se tenir « les bras croisez ⁵. » Il fallut que le Parlement, « pour accommoder cela », députât à Caen le conseiller Baudry de Biville et l'avocat-général Pierre Le Guerchois. D'accord avec cette cour, le duc de Longueville écrivit aux sept évêques de la province de ne plus confier, à l'avenir, vu son « humeur turbulente », aucune mission à Véron (mars 1631) ⁶.

On n'en avait pas fini avec l'ancien Jésuite. Comme les réformés tenaient à Caen leur synode provincial, il émit la prétention d'y entrer, et de croiser le fer avec quelque ministre (17 juin 1631) ⁷. Mais le commissaire royal Du Candal lui barra la porte. « Le synode, dit-il, est autorisé pour traiter d'affaires ecclésiastiques, et non pour

¹ Bibl. N., mss. N. acq. fr. 2489, f° 85.

² *Les conversions de 350 personnes*, par Véron ; p. 44.

³ *Réponse au libelle diffamatoire du sieur Bochart*. (Bibl. de Caen).

⁴ Floquet, IV, 407.

⁵ *Les conversions...*, par Véron ; p. 44.

⁶ Floquet, IV, 407.

⁷ Il avait rédigé, pour la circonstance, des « Remontrances au synode et complaints pacifiques ».

s'occuper de disputes. Vous savez les défenses qui vous ont été faites ; ayez à vous contenir et comporter avec modestie et sans aigreur. » L'après-midi de ce même jour, Du Candal exhorta les ministres à éviter, dans leurs sermons ou écrits, tous termes « rudes et piquants ¹. »

Ces avertissements étaient conformes aux instructions de Richelieu. Persuadé que les duels théologiques ne produisaient aucun résultat efficace, et ne pouvaient entraîner que de « périlleuses conséquences, ² » c'est par d'autres moyens qu'il essaya de ramener les huguenots à l'unité catholique, après avoir définitivement brisé l'organisation politique et militaire qui garantissait leur liberté religieuse.

¹ Procès-verbal du syn. de 1631, par Du Candal. (Bibl. du Prot., mss. pap. Norm.).

² *Lettres et papiers d'État*, III, 395. (Doc. inéd.).

CHAPITRE SIXIÈME

LA PRISE DE LA ROCHELLE; SON CONTRE-COUP EN BASSE-NORMANDIE

Le 9 décembre 1627, un président du Parlement de Normandie haranguait en ces termes les Etats de la province : « Dieu ayant choisy notre Roy pour remettre son culte et son service dans le païs de Béarn..., devons-nous pas espérer qu'il luy réserve la prise de La Rochelle pour comble de sa gloire?... Qui ne sçait que de la prise de ceste place dépend le repos et la tranquillité de cest Estat ? ¹ »

Ainsi pensait sans doute la majorité des catholiques normands. Les municipalités donnèrent à Louis XIII tout ce qu'il demandait pour la guerre en Aunis. Le 26 janvier 1626, la ville de Caen fournit à l'ingénieur royal Carlo dix vaisseaux de fort tonnage ; le 12 novembre 1627, elle expédia 250 paires de souliers et autant d'habits de bure, destinés à l'armée de siège ².

Pour les réformés, il s'agissait de conserver ou de perdre à jamais leur dernière place de refuge. L'Angleterre offrait de les secourir ; si intéressée que fût cette assistance, ils se résignèrent à l'accepter (avril 1627).

Trois flottes anglaises avaient pris la mer, se dirigeant vers l'île de Ré, « la rivière de Bordeaux » et la Normandie. Le Parlement de Rouen jeta l'embargo, dans tous les ports de la province, sur les navires anglais ³ ; le duc de Longueville visita les points faibles de la côte ⁴,

¹ *Cahiers des Etats de Norm.* sous Louis XIII, 344-345.

² Beaujour, 214, 215.

³ Masseville, VI, 113-115.

⁴ Bibl. Caen, mss., Reg. secr., XX, f° 40.

et Richelieu lui envoya, comme renfort, les 2.000 hommes du régiment de Navarre ¹. Des troupes furent même réunies à Coutances et au Havre, en vue d'un coup de main sur Jersey et Guernesey ².

Louis XIII était, avec Richelieu, au camp devant La Rochelle, lorsqu'il en partit soudain (10 février 1628), pour rentrer à Paris. C'est qu'il y avait quelque agitation parmi les « huguenots » de Normandie, Picardie et Champagne; les uns multipliaient les assemblées, « conférences et pratiques secrètes », les autres se hâtaient d'aller rejoindre les Rochelois ³.

Vers la fin de juin 1628, un ancien page de la chambre du roi, Grossetier-Béraut, sortit de La Rochelle pour renouveler, en Basse-Normandie, la tentative de Montchrétien. Débarqué dans le Cotentin, il prit langue avec plusieurs seigneurs protestants : La Forest, gendre de Montgomery, les sieurs de Tracy et Bricqueville de Pienne. Par son château d'Isigny, Bricqueville commandait « le havre de Vire », ou baie des Veys. Il fut entendu qu'on y faciliterait la descente de deux vaisseaux anglais, et que les « huguenots » les plus déterminés de la région, réunis à ceux du Maine « et autres lieux », feraient « des courses » vers la capitale. Informé du complot « par celui qui recevoit les paquets envoyés de part et d'autre », Matignon ⁴, lieutenant de Basse-Normandie, se rendit au château de Bricqueville, et fit prisonnier ce seigneur avec 40 gentilshommes. Grossetier, arrêté à La Haye-du-Puits comme il revenait d'Angleterre, fut trouvé porteur de trois commissions de Charles I^{er} l'autorisant à lever 800 chevaux. On pardonna à Bricqueville à cause de son fils, qui venait d'être tué à l'armée royale devant La Rochelle; mais Grossetier fut décapité à Poitiers le 24 novembre 1628 ⁵.

Redoublant de vigilance, Longueville enjoignit à tous les gentilshommes catholiques du pays de se tenir prêts à marcher « au premier mandement ⁶ ». A Caen, on désarma de nouveau les réformés,

¹ Delalande, 293.

² Dupont, IV, 507.

³ *Merc. franç.*, p. 220 n.; Floquet, IV, 400. — En janvier 1628, Longueville fait dénombrer, même par villages, les réformés normands. (Arch. de Juvigny, GG. 1).

⁴ C'est le fils du maréchal.

⁵ *Mercur. fr.*, 226-229. — Delalande a montré (p. 321) que le rédacteur du *Mercur* avait confondu la ville de Vire avec la rivière de ce nom. Selon Masseville (VI, 117), le débarquement des Anglais devait avoir lieu en deux points opposés de la presqu'île : à Isigny et à Regnéville.

⁶ La Ferrière, *hist. de Flers*, 97.

et l'on prit les noms des principaux chefs de famille (juillet-août) ¹. — Il y eut néanmoins, dans cette ville, quelques « émotions » auxquelles les magistrats « remédièrent, dit le Mercure ², par la punition exemplaire » des perturbateurs. Le 6 juillet, Robert Le Hulle, bourgeois de Saint-Jean, *ancien* de l'Eglise réformée, fut condamné aux galères pour avoir voulu envoyer des soldats à La Rochelle, avec argent, armes et bagages. Semblable condamnation frappa le ministre Fouace, « qui se tenait chez Le Hulle », et fut trouvé porteur d'un livre composé par lui-même, où se lisaient plusieurs blasphèmes contre Dieu et le roi. On fustigea un nommé Coltée pour avoir dit que « ses cousins les Anglais ne permettraient pas que La Rochelle fust prise ³. »

Cette confiance devait être déçue. Une dernière flotte anglaise vint se briser contre la digue (30 septembre), et La Rochelle capitula (29 octobre).

Les catholiques normands en témoignèrent une vive allégresse. C'était la défaite de l'Angleterre, « cy-devant mauvaise beste, maintenant bridée ⁴ »; c'était aussi la fin des guerres religieuses. A Rouen, on sonna la cloche d'argent du Gros-Horloge; elle ne s'était pas fait entendre depuis la reprise d'Amiens sur les Espagnols ⁵. A Caen, le dimanche 5 novembre 1628, tout le clergé se rendit en procession à l'église Saint-Pierre, avec le duc de Longueville, pour y chanter un *Te Deum*. Près de l'église se dressait un tas de cent fagots auxquels le duc mit le feu; « et en même temps charge à tous les bourgeois de faire des feux chacun devant sa maison à peine de 50 livres d'amende ⁶. » Le lendemain, aux Cordeliers, « MM. de l'Université » chantèrent un autre *Te Deum*, en présence des Jésuites et de leurs nombreux élèves. Les « resjouissances » se prolongèrent pendant huit jours ⁷.

L'événement était trop considérable pour que les curés n'en fissent pas mention sur les registres d'état civil. « Le 7^e jour de

¹ Arch. mun. Caen, Reg. de la ville, LIII, f^{os} 74 v^o, 77. — Beaujour, 215. (Les réformés de Caen ne recouvrèrent leurs armes qu'en 1635. *Soc. hist. de Norm.*, Mélanges, 1891, p. 109).

² *Merc.* fr., 228.

³ Bibl. Caen, mss., Journal de Simon Lemarchand, f^o 126. — Beauj. 216.

⁴ Ranke, III, 182.

⁵ Floquet, IV, 404.

⁶ De ce passage du journal de Lemarchand, il semble résulter que l'on força même les réformés à faire des feux de joie.

⁷ Bibl. Caen, mss., Journal de S. Lemarchand, f^{os} 140 v^o, 141.

novembre 1628, écrit celui d'Isigny, Louis XIII entra victorieux dans sa ville de La Rochelle, en chassa l'hérésie, et *pardonna* aux rebelles après un long siège de trois ou quatre ans ¹. »

Un *pardon*, voilà bien le caractère de l'édit d'Alais, ou de *grâce* (28 juin 1629). Pour les dissidents, la liberté de conscience n'est plus appuyée sur des garanties spéciales ; c'est une *faveur* que le roi daigne leur laisser. Ils ne sont plus défendus que par sa « bonne volonté » ; elle leur reste seule « pour azille et pour défense ². »

Alors ils s'attachent désespérément, en dépit d'elle-même, à la royauté. Benjamin Basnage, le belliqueux député de 1621, ouvre le synode provincial de Saint-Lô (1634) par « d'ardentes prières à Dieu pour la santé et prospérité » du monarque ³. En 1637, il qualifie « d'impie témérité » toute critique de l'autorité souveraine ⁴.

Protestations inutiles ! car déjà commencent les chicanes.

Le 6 août 1629, Du Moulin écrivait à son neveu Samuel Bochart : « Vous estes entré en charge en un temps auquel il sera besoin de *zèle au double* et d'une sainte magnanimité. Ce vous sera un grand honneur d'*estre mis a la bresche et au plus fort de la meslée*... Dieu, qui a donné aux arbres qui sont au sommet des rochers des racines plus fortes, pource qu'ils sont plus exposez a l'*impétuosité des vents*, vous donnera aussi de la force selon la mesure *des combats auxquels il vous veut exposer* ⁵. »

Au mois d'août 1631, Bochart se voit intenter un procès, par les curés de Caen, à propos des inhumations protestantes. L'affaire est portée au Parlement, qui ordonne aux réformés caennais d'inhumer « leurs corps morts avec convoy de vingt personnes seulement et six flambeaux, à savoir depuis la Saint-Michel jusqu'à Pasques à cinq heures de relevée, et depuis Pasques jusqu'à la Saint-Michel à sept heures du soir, ... pour éviter aux scandales, troubles et séditions qui en pourraient survenir. » (Arrêt du 22 Déc. 1631) ⁶.

¹ Cité dans le rapport de l'archiviste du Calvados, ann. 1888-89, p. 26.

² Discours du Comm. royal au syn. prov. de St-Lô, 1634 (Bibl. du Prot., mss., copie de M. E. Lesens).

³ Bibl. du Prot., *ibid.*

⁴ Disc. au syn. nat. d'Alençon, 1637 ; *France pr.*, 2^e édit I, 925. — Des seigneurs protestants de Basse-Normandie, le seul peut-être qui ait pris part, après 1629, aux complots de la noblesse, fut Gédéon de Magneville, baron de La-Haye-du-Puits, dit *le baron Judion*. Arrêté au mois d'août 1631 comme complice de Monsieur, frère du roi, il fut enfermé pour deux ans au château de Caen. (*Fr. prot.* 1^{re} édit. VII, 166. — *Mém. des Antiq.* II, 219 sqq.).

⁵ *L'anti-barbore*, ou du *langage incogneu*, (dédicace).

⁶ Bibl. Caen, mss. Reg. sec. XII, f^{os} 72, 77. — Arch. mun. Caen, GG.

Les ministres et anciens de Saint-Lô ont ouvert des écoles dans cette ville ; le promoteur de l'évêque de Coutances les accuse, devant la chambre de l'Edit, d'insinuer, sous prétexte d'alphabet et « d'art d'écriture », « de mauvaises et sinistres créances » contre la religion catholique. Malgré les efforts de leur avocat Henri Basnage, les réformés sont condamnés à fermer leurs écoles ; ils pourront continuer de montrer à lire et à écrire, mais « en leurs maisons particulières, sans dogmatiser ni catéchiser. » (Mars 1637) ¹.

A partir de 1631, le roi cesse de subventionner les académies protestantes et les ministres ². — Défense est faite aux ministres de prêcher hors de leur résidence. C'est ainsi qu'un arrêt du conseil (13 mars 1643) interdit à ceux de Saint-Lô de desservir la paroisse toute voisine de Groucy ³. L'exercice est supprimé au Quesnay et à Montfarville (arr. de Valognes), vers 1634 ou 1635, par suite de l'abjuration des descendants du seigneur du Quesnay, qui réunissait sur ses terres les fidèles ⁴. Disparaît aussi l'église de Neuville-sous-Port, « détruite, dit Pluquet, bien avant la Révocation ⁵. »

Après 1629, les protestants de Condé sont inquiétés par le marquis de Thury, seigneur haut-justicier du terrain où ils ont leur temple ⁶. — En 1633, ceux de Vire se voient interdire le culte dans la ville, et sont forcés de « se recueillir » au hameau de la Galonnière ⁷.

Les synodes essaient-ils de réclamer ? on leur impose silence. Celui de Caen (Juin 1631) voudrait « ouvrir des propositions d'affaires » concernant l'exécution de l'Edit de Nantes ; le commissaire royal Du Candal le lui défend « en termes exprès » ; désormais, les plaintes des églises ne pourront plus arriver au roi que par l'organe des députés-généraux ⁸.

¹ Filleau, *Déc. cath.*, 630.

² Pour dédommager les églises des dîmes qu'elles étaient obligées de payer aux curés, Henri IV les avait gratifiées, en 1598, d'une somme annuelle de 45.000 écus, dont 2.675 pour celles de Normandie (Aymon, I, 252). Cette somme ne fut pas toujours assignée sur les plus clairs deniers du roi, et les assemblées politiques durent, plus d'une fois, en réclamer le montant. Une augmentation annuelle de 15.000 écus avait été accordée le 24 juillet 1611. Mais, en 1631, il fut signifié aux fidèles que ce serait à eux seuls de payer leurs ministres, et on continua néanmoins de les astreindre à la dime. (Anquez, *Ass. polit.*, p. 111 sqq.).

³ *Encycl. des sc. rel.* V, 76, 77. — Arch. Manche, G. Réf.

⁴ Delalande, 266.

⁵ *Essai hist. sur Bayeux*, 348. — Neuville-sous-Port (en Bessin), commune réunie à celle de Huppain en 1824. (Hippeau, *Dict. du Calv.*, 206).

⁶ *Mém. pour l'hist. du dioc. de Bayeux*, II, 424.

⁷ Arch. Nat. TT. 288 A. — Abbé Laffetay, I, 66.

⁸ Procès-verbal de Du Candal. (Bibl. du Prot., mss. Pap. Norm.).

Sous Henri IV, le synode de Normandie se réunissait deux fois par an ¹. A partir de l'Edit d'Alais, il ne tient plus qu'une seule session, le plus souvent en été.

Et pourtant, cet édit a maintenu les réformés « en l'exercice libre et tranquille » de leur culte. Mais c'est « en attendant que la grâce et la miséricorde de Dieu, touchant leurs cœurs et éclairant leurs esprits, les réunisse tous au giron de l'Eglise, et tarisse la source de ces funestes divisions ². »

On a remarqué ³ que « la guerre contre l'organisation politique et militaire des protestants était liée à un mouvement d'opinion qui tendait à l'unité de croyance. » La contre-réforme catholique de Richelieu allait accélérer ce mouvement.

En Basse-Normandie, le clergé, tant séculier que régulier, souffrait toujours du relâchement de la discipline. A Caen, l'avocat général Gilles Anzeray, chargé par le Parlement d'une enquête sur les Bénédictins de Saint-Etienne, déclara que « par l'inspection des personnes et habits d'aucuns desdits religieux il y avait grande apparence de croire le bruit commun qui estoit en ceste ville, de leur vye déréglée et mauvais déportements, dont il sortoit... un prétexte ou occasion d'excuse aux desvoies de l'Eglise catholique... de ne se réduire et convertir. » En conséquence, ordre fut donné aux moines de couper leurs moustaches, de porter leurs barbes avec décence, de ne laisser entrer à l'abbaye que « les femmes antiennes employées à blanchir le linge » (1599) ⁴. — Mêmes désordres dans le Cotentin. Lorsque Léonor de Matignon prit, en 1625, l'évêché de Coutances, son diocèse, vrai « champ de paresseux », était couvert de ronces et d'épines. » Pauvres, les prêtres se faisaient, comme au temps de Gouberville, marchands ou journaliers; riches, ils consommaient leurs bénéfices en jeux, chasses et festins ⁵.

A partir de 1629, l'Eglise catholique, sous l'impulsion de Richelieu, se prit d'une nouvelle ardeur réformatrice. La Rochelle avait à peine succombé, que de toutes parts surgirent des instituts religieux. Caen, Rouen et les autres villes normandes se couvrirent « d'une blanche

¹ Deux sessions furent tenues en 1596 : l'une à Caen (27-29 mars), l'autre à Rouen (11-14 déc.). — En 1603, les deux sessions eurent lieu à Caen (Juin-Sept.). (Arch. Nat. TT. 317 A).

² Edit de grâce.

³ M. Fagniez (*Rev. des Quest. Histor.* XLVIII, 507 sqq.).

⁴ *Mém. des Antiq.* XXI, 203.

⁵ Dupont, IV, 74.

parure » de couvents. A Saint-Lô, le procureur du roi Jean Dubois ¹ multiplia les bonnes œuvres : fondation d'un collège (1609), avec bourses pour les écoliers pauvres ; installation des Religieux Pénitents de Saint-François (1630). Il fit donner la cure de Notre-Dame à un savant controversiste, Nicolas Bourgoing, devenu plus tard évêque de Coutances ².

Le but à atteindre, c'était la conversion des calvinistes. Par lettres-patentes de décembre 1642, le P. Eudes ³, supérieur de l'Oratoire de Caen, fut autorisé à ouvrir, dans cette ville, le premier séminaire des *Eudistes*, ou prêtres de Jésus et de Marie : vrais missionnaires à l'intérieur ⁴.

S'il faut en croire le biographe du P. Eudes ⁵, Richelieu, quelques semaines auparavant (oct. ou nov. 1642), avait entretenu ce religieux de ses idées sur ce qu'on appelait déjà le *grand dessein*. Le simple peuple n'étant attaché à la « secte huguenote » que par haine de l'Eglise catholique, et par mépris pour la vie déréglée de certains prêtres, il nommerait « de bons évêques pleins de zèle », qui poursuivraient la réforme du clergé. Quant aux ministres « et autres principaux de ce party, la plupart y tenant... par des vues d'intérêt, il scauroit bien les en détacher par des intérêts plus considérables. » Libre à eux, après cela, de « rectifier leurs intentions, et d'abjurer en vue de Dieu et de leur salut ⁶. »

Richelieu a pu avoir cet entretien avec le P. Eudes, mais non, sans doute, dans les dernières semaines de sa vie ⁷. Quoi qu'il en soit, mis-

¹ Il figure, en 1624, parmi les six assistants du P. Archange, dans la dispute contre le ministre Soler (Delalande, 257).

² Toust. de Billy, *Mém. sur le Cotentin*, 128-137.

³ Né à Ri (canton de Putanges, *Orne*), le 14 nov. 1601, mort à Caen le 19 août 1680, le P. Eudes était le frère de l'historien Mézeray. Entré à l'Oratoire en 1623 par les soins du cardinal de Bérulle, il en sortit au mois de mars 1643, après avoir fondé, à Caen, la congrégation des Eudistes, qui eut bientôt des succursales dans tout l'Ouest et à Paris. (Huet, *Orig.*, p. 239).

⁴ Abbé Lecointe, I, 124. — Le séminaire des Eudistes est aujourd'hui l'Hôtel de Ville de Caen.

⁵ Le P. Martine, eudiste (1669-1745), dont l'abbé Lecointe a publié le manuscrit, rédigé d'après des sources de provenance eudiste, et contemporaines du P. Eudes (Abbé Lecointe, I, 3, *Préf.*)

⁶ Abbé Lecointe, I, 113-121.

⁷ D'après le P. Martine (*ibid.*), le P. Eudes faisait une mission à St-Lô (sept. 1642), lorsqu'il fut mandé au Palais-Cardinal, Or Richelieu, Perpignan pris et Cinq-Mars arrêté, n'était rentré à Paris que le 17 octobre, et déjà fort malade. Est-il croyable qu'il ait attendu si tard (il mourut le 4 déc.) pour faire connaître son plan de réunion des calvinistes à l'Eglise, et entreprendre de l'exécuter ?

Avec plus de vraisemblance, E. Benoist (II, 510-516) fait remonter à l'année

sions pour le peuple, aux ministres *un pont d'or*, telle fut bien la double méthode de conversion qu'il employa.

Le P. Eudes avait commencé de bonne heure ses missions. Dès septembre 1636, on le voit exhortant les réformés du Fresne-Camilly, près Caen ¹. En 1641, il prêcha la controverse à Caen même, dans la grande église Saint-Etienne, toute voisine du temple du Bourg-l'Abbé. En septembre 1642, il se rendit à Saint-Lô, où « la vigne du Seigneur était presque en friche ». Il ramenait toutes ses discussions à ces trois points : « Y a-t-il une Eglise à laquelle Jésus-Christ ait confié un pouvoir infaillible en matière de foi ? — Quelle est cette Eglise ? — Quelle est sa doctrine ? ». Selon son biographe, il donnait des instructions « si solides et si touchantes », que beaucoup d'hérétiques « se sentirent ébranlés ² ». Mais Huet, critiquant son naturel trop « hardy et ardent », estime qu'il ne sut pas toujours modérer son zèle, et qu'il était plus propre à toucher par la terreur qu'à attirer par la douceur ³. — Le P. Eudes avait toute la rudesse d'un janséniste ⁴.

Pleins de bonhomie et de cordialité, les Capucins semblaient devoir mieux réussir. « Ils faisaient luire, dans des esprits assombris par une foi tout intérieure, la lumière d'une religion qui rit à l'imagination et aux yeux ⁵. » C'est ainsi que le P. Archange, celui-là même qui avait disputé, en 1624, avec le ministre Soler, prêcha quelques missions parmi les protestants de Flers et de Condé ⁶.

On a la liste de ceux qui reçurent « l'absolution de l'hérésie » au couvent des Capucins de Caen, de 1629 à 1664 ⁷. Entre 1629 et 1634, le registre paraît être sans lacunes. Si l'on additionne les absolutions inscrites pendant ces cinq années, on obtient le total approximatif de cent, savoir : 10 pour les quatre derniers mois de 1629, 19 en

1631 ces projets de réunion. Il est vrai qu'il ajoute que le cardinal y revint vers la fin de sa vie.

¹ On peut-être de Fresne, près Tinchebray. (La Ferrière, *hist. d'Athis*, 88).

² Abbé Lecointe, I, 60 à 114, *passim*. — Abbé Laffetay, I, 76.

³ *Orig. de Caen*, 429-431. — En 1644, le P. Eudes, appelé au lit de mort d'un protestant caennais, trouve dans la maison deux diacres de l'Eglise réformée. « Sans aucun doute, leur dit-il, vous sçavez votre religion. Combien y a-t-il de personnes en J.-C. ? » — Belle question ! vous nous prenez pour des enfants ! — N'importe ; dites-moi ce que vous en pensez. — Eh bien ! il y en a deux. — En vérité ! MM., vous estes bien propres à instruire les autres, vous qui ne sçavez pas les premiers éléments de votre catéchisme ! » (Abbé Lecointe, I, 167).

⁴ Il fut suspecté de jansénisme (Ravaisson, VIII, 4).

⁵ Fagniez, *Rev. des Quest. hist.*, XLVIII, 514, 515.

⁶ Pluquet, *Bibliogr.*, p. 10.

⁷ Bibl. Nat. mss. fr. 14.560.

1630, 36 en 1631, 10 en 1632 ; soit une moyenne de 20 par an. Et tous les convertis ne sont pas caennais ; plusieurs viennent de paroisses fort éloignées, comme Sainte-Honorine-la-Chardonne et Saint-Pierre-du-Regard, près Condé-sur-Noireau ; Lengronne (diocèse de Coutances), etc... De ceux qui reçoivent l'absolution en 1634, aucun ne sait signer.

Vers la même époque, treize personnes seulement, dont Rachel Belot, « ci-devant servante du sieur Bochart, ministre », abjurent à Caen, dans la paroisse de Saint-Etienne-le-Vieux, de 1637 à 1644 ; soit deux abjurations à peine par an ¹. Chez les Religieux Pénitents de Saint-Lô ², la moyenne est encore moins forte : une par an, de 1630 à 1638 ³.

En somme, à part quelques abjurations notables, comme celle de l'avocat de Montbray ⁴, ou celle des Bricqueville de la Luzerne ⁵, les missionnaires obtenaient peu de succès.

Peut-être aurait-on plus facilement raison du corps des réformés, si l'on pouvait en détacher les ministres. Tous les moyens de séduction furent essayés. Dès 1628, l'assemblée du clergé imposa, sur tous les ecclésiastiques du royaume, une taxe de 32.823 livres, pour l'entretien et pension des pasteurs convertis ⁶. Au synode national de

¹ Reg. d'abjur. de Saint-Etienne ; Bibl. Caen, mss., in-4°, 103.

² « Mémoire des personnes qui ont esté converties de l'heresie... par les Peres Religieux Penitents de Saint-François, à Saint-Lô », 1629-61. (Arch. Manche, H.).

³ Les moines faisaient grand bruit de ces conversions, et en profitaient pour invectiver publiquement les ministres. A une soi-disant protestante, qui lui a demandé de l'éclairer sur ses « scrupules », Bochart répond (28 février 1641) : « Si vous avés desjà resolu de nous quitter, en vain nous travaillerions..., et toute notre résistance ne servirait qu'a... donner esclat a votre revolte, *et quelque moine en ferait en chaire un sujet de déclamations ou mon nom seroit eschaffaudé à l'ordinaire* devant un peuple qui me condamne sans m'avoir ouy. » (Bibl. Nat., mss., N. acq. fr., 2489, f° 105).

⁴ Député en 1620 au syn. nat. d'Alais ; converti à Condé-sur-Noireau, en 1630, par le curé Leboucher. (*Fr. Prot.*, 1^{re} éd., X, 305. — Abbé Laffetay, I, p. 37 des Pièces. Just.).

⁵ Branche cadette de la famille de Bricqueville ; paraît avoir abjuré dès 1628. — Mais la branche aînée, celle des Colombières, demeura protestante. Le 10 nov. 1659, Gilles de Bricqueville-Colombières, arrière-petit-fils du défenseur de Saint-Lô, épouse au temple de Basly Anne Le Moutonnier. — Devenue veuve, Anne Le Moutonnier se remarie, à Basly (15 mai 1672), avec Nicolas de Rambouillet, conseiller du roi, beau-frère de M^{me} de la Sablière. (Arch. Calv., C. 1554 ; *Fr. Prot.*, 1^{re} éd., VIII, 359, et 2^e éd., III, 166). — De ces Rambouillet, qui n'eurent rien de commun avec les d'Angennes, est descendu le célèbre explorateur anglais Layard, président de la *Huguenot Society* de Londres, décédé en 1894. (*Bull. du Prot.*, XLIII, 447).

⁶ Arch. Seine-Inf., G. 5779.

1631, plusieurs membres étaient secrètement ralliés à un projet de réunion qui fut éventé trop tôt ¹. En 1642, Richelieu disait au P. Eudes que plus de 30 ministres lui avaient donné leur parole d'abjurer moyennant finance ². Ainsi se laissèrent acheter : Benjamin, ministre de Falaise, et Guillaume Cacherat, de Pont-Audemer : ce dernier reçut du clergé une pension de 600 livres ³.

Richelieu était donc entré dans la voie qui conduisit Louis XIV à la Révocation. Mais il avait été trop habile politique pour ne pas s'arrêter à temps. Sous son ministère, les faits de persécution furent rares. Si désirable qu'il estimât l'unité de croyance, il ne voulait pas la poursuivre « par des moyens dommageables ou dangereux pour l'Etat ⁴. »

Telle fut aussi, on le sait, la ligne de conduite de Mazarin. Les réformés eurent donc quelques années de tranquillité relative. Tout en continuant à vivre d'une vie très distincte et très personnelle, ils allaient prendre leur large part de l'activité provinciale et nationale.

¹ M. Fagniez, *art. cité*, p. 518.

² Abbé Lecointe, I, 119.

³ *France Prot.*, 2^e éd., II, 260, et III, 429-431.

⁴ Ranke, III, 351.

LIVRE DEUXIÈME

LE RÉGIME DE L'ÉDIT

CHAPITRE PREMIER

LES ÉGLISES DE BASSE-NORMANDIE; LES « FORTES » ET LES « FAIBLES ». — TRAITEMENT DES MINISTRES.

Avant de montrer les réformés de Basse-Normandie vivant au milieu de leurs concitoyens catholiques sous le régime de l'Edit de Nantes — ou plutôt, de l'Edit d'Alais, — il convient de les étudier en eux-mêmes ¹.

Sauf quelques différences locales, leur « discipline » était celle de toute la France protestante. Aucune église ne pouvait prétendre « principauté » ou « domination » sur les autres; aucun ministre, « supériorité » sur ses collègues. Les laïques administraient avec les pasteurs. A la tête de chaque église était le *consistoire* ², composé d'un ou de plusieurs ministres, et de quelques *anciens* ou *diacres* choisis parmi les fidèles. Chaque consistoire déléguait au *colloque* ³ de sa

¹ Pour ce chapitre et le suivant, nos sources principales sont :

1° Divers registres d'état civil protestant ;

2° Les synodes provinciaux de 1631, 1634, 1655, 1660, 1669, 1674 et 1675 (Bibl. du Prot. mss. Norm.). — M. de La Ferrière a publié quelques actes des synodes de 1655, 1669 et 1675 (*Athis*, 77 sqq.) ;

3° Un *registre du Consistoire* de Basly, ann. 1654-80 (Arch. Calv. C. 1561), déjà utilisé par M. d'Avenel (*Richelieu*, III, ch. des cultes), d'après l'Inv. impr. des Arch. du Calvados ;

4° Un *registre du Consistoire* de Saint-Pierre-sur-Dives, ann. 1669-84. (Arch. Calv. B, Baill. de Falaise).

Ce sont les deux seuls registres de délibér. de Consistoire, au xviii^e siècle, que nous connaissions pour la Basse-Normandie.

² C'est le conseil presbytéral d'aujourd'hui.

³ Au colloque répond maintenant le consistoire.

classe un ministre et un ancien. Il délégua aussi un ministre et un ancien au *synode provincial* ¹, qui, à son tour, envoyait au *synode national* ² un nombre variable de députés ³.

La Normandie formait, à elle seule, l'une des seize provinces de la France protestante ⁴. Elle se divisait en six *colloques* ; savoir, pour la Basse-Normandie :

1° *Caen* (Campagne de Caen et Bessin) ;

2° *Falaise* (Campagne de Caen et Bocage) ;

3° *Le Cotentin*.

Il est difficile de dresser une liste exacte des églises de chaque colloque. Sans doute, leur nombre avait été fixé d'une façon immuable en 1598. Mais les mouvements de la population amenèrent les synodes à instituer, surtout dans les campagnes, autour d'un même lieu d'exercice, des *quartiers* ou *annexes* que desservaient un ou plusieurs pasteurs. Tels furent, pour l'église des Veys, les quartiers de Gêfosse, Cricqueville et Beaumont. De 1667 à 1679, les réformés d'Athis eurent deux ministres : l'un à la Vallée, hameau de Sainte-Honorine-la-Chardonne, l'autre à la Gauteraye, hameau de Ronfegerai ⁵.

D'autre part, on était quelquefois obligé de grouper ensemble deux églises : Sainte-Mère-Eglise et Carentan, Trévières et Colombières, les Essarts et Saint-Vaast, Bernières et Basly. En 1655, le synode de Condé décida que Tapin du Manoir, ministre des Essarts, irait desservir Trévières et Colombières, « après que l'Eglise des Essarts par sa jonction avec l'Eglise de Saint-Vaast serait pourvue d'un pasteur ⁶ ». Jusqu'en 1676, l'église de Bernières dut se rattacher à celle de Basly, parce que son seigneur, Moisant de Brioux, lui refusait, on ne sait pourquoi, un ministre spécial ⁷. En 1684, le procureur du roi au

¹ En 1607, le syn. nat. de La Rochelle blâma la Normandie d'avoir composé son synode provincial avec les députés du colloque, au lieu de faire désigner, par chaque église, un ministre et un ancien. (Aymon, I, 327)

² Un seul syn. national, celui d'Alençon (1637), fut tenu en Normandie.

³ Ces députés représentaient, les uns la Haute, les autres la Basse-Normandie. En 1644, le syn. nat. de Charenton écarta une proposition de Benjamin Basnage tendant à les faire nommer sans distinguer entre les deux parties de la province (Aymon, II, 688).

⁴ *Ibid.*, I, 291, 306.

⁵ Actes du syn. de 1674 (Bibl. du Prot. mss. Lutteroth, *Norm.*). — Arch. du Calv. C. 1630. — Arch. Orne, E. *Prot.* (reg. d'Athis). — L'église d'Athis eut encore d'autres quartiers : *La Selle, les Ventès*, etc.

⁶ Syn. de 1655. (Bibl. du Protest., mss. Lutt., *Norm.*).

⁷ « Vu que M. de Brioux ne veut point entendre... à l'établissement d'un ministre en l'église de Bernières..., la Compagnie a résolu d'écrire à MM. du Con-

bailliage de Caen demandait ironiquement « si Bernières estoit l'anexe de Basli, ou si Basli estoit l'anexe de Bernières ¹. »

Quoi qu'il en soit, voici quelles étaient, vers 1669, les 27 principales églises ², avec leur population approximative ³ :

I. Colloque de Caen : Huit églises (ou groupes d'églises) :

1^o *Caen* : 4.000 fidèles environ, vers 1664 ⁴, y compris quelques villages voisins, comme Beuville ⁵. — L'église de Caen était alors « une des plus considérables de Normandie, et même de tout le royaume ⁶. » En 1667, on y trouve quatre ministres exerçant à la fois : Samuel Bochart et Pierre Du Bosc, Etienne Morin et Jean Guillebert ⁷.

2^o *Basly* et *Bernières* : moyenne annuelle, 30 baptêmes, de 1655 à 1664 ; soit 1.000 fidèles, habitant Basly, Bernières, Courseulles, Bény-

sistoire de Caen pour les prier de luy représenter. . . l'intérêt qu'il doit avoir de ne laisser pas tomber l'Eglise recueillie en sa maison. » (Consist. de Basly, 27 sept. 1672 ; Arch. Calv. C. 1561). Il s'agit sans doute du poète J. Moisant de Brieux.

¹ Arch. Calv. B., Baill. Caen, *Police*, Nov. 1684.

² D'après les synodes de 1669 et ann. suiv. (Bibl. du Prot.). — A comparer avec la liste des églises composant aujourd'hui le *consistoire* de Caen (V. Appendice, VI).

³ Pour évaluer avec précision les mouvements de la population protestante, en Basse-Norm., de l'Edit de Nantes aux approches de la Révocation, il faudrait posséder, sans lacunes, tous les registres de baptêmes des églises. Or, c'est seulement pour Caen qu'ils offrent une série ininterrompue. (Beaujour, 580, 582). — Ceux de Saint-Lô ne sont complets que pour 1599-1650, 1670, 1676 et 1678-85. — Quant aux églises rurales, leurs registres, en général, ne sont régulièrement tenus qu'à partir de la déclaration du 2 Avril 1666. (Anquez, *Et. civil*, 15-16). Et nous n'avons pu nous les procurer tous.

Mais nous puiserons quelques indications complémentaires dans un mémoire dressé par l'intendant de Gourgues en 1686, et qui donne, avec beaucoup d'exactitude, la population protestante de chaque doyenné en octobre 1685. (*Bull. du Prot.*, XLV, 80, 81). — Il est clair que ces chiffres de 1685 sont des *minima*, par rapport à 1669.

⁴ En supposant toujours 1.000 habitants par 30 baptêmes, on obtient, à Caen, pour la période de 1659-68 (*moyenne annuelle* : 119 baptêmes, Beauj. p. 305), le total de 3.966 ; total confirmé par le ministre Du Bosc, qui, en 1664, évaluait à près de 4.000 les fidèles de son église (Legendre, *Vie de Du Bosc*, 366). — On doit donc rejeter, comme trop faible, le chiffre de 3.000, donné pour 1662 par l'abbé Laffetay (I, 61, 62), d'après un mémoire de l'abbé Béziers.

⁵ Un ancien de Beuville figurait au consistoire de Caen. (Arch. mun. de Caen ; état civil prot., Janvier 1668 et Mai 1680).

⁶ Elie Benoist, IV, 397.

⁷ Nous aurons à revenir sur Bochart, Du Bosc et Morin — Jean Guillebert fut consacré par Du Bosc, le 16 déc. 1666, à Caen, dans le temple du Bourg l'Abbé. (Arch. mun. Caen. Etat civil prot., à cette date).

sur-Mer, Banville, Amblie, Camilly, Anguerny, Douvres, Cresserons, Plumetot. — Jusqu'en 1672, l'église de Basly eut deux pasteurs : Pierre Bayeux et Benjamin Binet ¹ ;

3° *Saint-Vaast* ² : moyenne annuelle, 6 baptêmes, de 1668 à 1677 ³ ; soit 200 fidèles environ, habitant Vendes, Audrieu, Mondrainville, Grainville, et surtout Noyers ⁴ ;

4° *Vaucelles*, où restaient, en 1685, 394 fidèles ⁵, habitant Vaucelles, Bayeux, Campigny, Agy, Crépon, Esquay, Tour, Cottun, etc... ⁶.

5° *Les Essarts*, où se recueillaient les fidèles de Littry, Cormolain, etc... ⁷ ;

6° *Trévières*, où restaient, en 1685, 472 fidèles ⁸, habitant Trévières, Vaubadon, La Cambe, Aignerville, Bernesq, Le Molay, Mestry, Castilly, Saint-Martin-de-Blagny, Vierville, etc... ⁹ ;

7° *Colombières*, « où se rassemblait, dit Pluquet ¹⁰, toute la noblesse protestante du Bessin ; »

8° *Les Veys, Géfosse, Cricqueville et Beaumont*, avec Saint-Clément, Maisy, Cardonville, Osmanville, Englesqueville, etc... ; soit 400 réformés environ, pour une moyenne annuelle de 12 baptêmes, de 1676 à 1678 ¹¹.

¹ Arch. Calv., C. 1549 à 1554.

² C'est cette église de Saint-Vaast (près Tilly-sur-Seulles), et non celle de Saint-Waast-la-Hougue, comme l'imprime par erreur l'*Annuaire de la Manche* (Ann. 1871-72, p. 42), que desservait, en 1620, le ministre Etienne Lesage (*Fr. Prot.*, 1^{re} édit., X, 315). — Les synodes du xviii^e siècle ne font aucune mention d'une église à Saint-Waast-la-Hougue.

³ Arch. Calv., C. 1590-1594.

⁴ Le 31 janv. 1685, le ministre Jacques Tirel déclare au présidial de Caen qu'il n'y a, dans Saint-Vaast, aucune famille protestante, mais que Noyers en contient seize. (Arch. Calv., B. Baill. Caen, *Police*, 31 janv. 1685).

⁵ Doyennés de Vaucelles, Campigny et Bayeux. (*Bull. du Prot.*, XLV, 80).

⁶ Greffe de Bayeux, Reg. prot. de Vaucelles.

⁷ Bibl. du Prot., mss. Norm. III, 36, 37. — Où se trouvait l'église des Essarts ? Le Calvados compte au moins quinze fermes ou hameaux de ce nom, dont huit dans l'arrondissement de Bayeux. (Hippeau, *Dict. du Calv.*, 107). Entre ces huit, nous optons pour les Essarts de *La Bazoque*, car : 1° La Bazoque est située entre Littry et Cormolain, qui faisaient partie de l'église des Essarts ; — 2° en 1612, ce furent les catholiques de la Bazoque qui comparurent, pour cette église des Essarts, devant les commissaires de l'Edit. (Bibl. du Prot., mss. Norm. III, 38).

⁸ *Bull. du Prot.*, XLV, 80.

⁹ Greffe de Bayeux, Reg. prot. de Trévières, 1676-85.

¹⁰ *Essai histor. sur Bayeux*, p. 347.

¹¹ Greffe de Bayeux, Reg. prot. de Géfosse-Cricqueville. — Selon Pluquet (*ibid.*), le troupeau de Géfosse aurait été beaucoup plus nombreux (1.200 âmes) ; mais nos calculs ne portent que sur les trois dernières années de l'église de Géfosse, qui fut supprimée en 1681.

II. Colloque de Falaise. Huit églises :

1° *Falaise*, avec Guibray, Martigny, Eraines, etc... ; — moyenne annuelle, 6 baptêmes, de 1642 à 1679 ; soit environ 200 fidèles ¹ ;

2° *Saint-Pierre-sur-Dives*, avec Favières, Thiéville, Condé-sur-Ifs, Hiéville, Berville, Bretteville-sur-Dives, Bray, Fierville et Magny-la-Campagne ; — soit 120 fidèles environ, pour une moyenne annuelle de 4 baptêmes, de 1673 à 1681 ² ;

3° *Saint-Sylvain, Moulines et Maizières*, avec Bretteville-sur-Laize, Acqueville, Conteville, Bellengreville, Saint-Aignan-de-Cramesnil, Bourguébus, Argences et Vieux-Fumé ; — soit 300 fidèles environ, de 1669 à 1679, pour une moyenne annuelle de 9 baptêmes ³ ;

4° *Condé-sur-Noireau*, avec une population approximative de 900 réformés, pour 28 baptêmes en 1678 ⁴ ;

5° *Athis-Sainte-Honorine*, avec Berjou, Taillebois, le Mesnil-Hubert, Montilly. — Moyenne annuelle : 21 baptêmes, de 1676 à 1679 ⁵ ;

6° *Athis-Ronçogerais*, avec La Carneille, Aubusson, Caligny, Cerisy, Saint-Georges-des-Groseillers, Flers, etc... — Moyenne annuelle : 32 baptêmes, de 1667 à 1673 ⁶ ;

Soit, au total, 53 baptêmes ; ce qui supposerait 47 à 4800 réformés pour tout le groupe d'Athis, vers 1667-69.

7° *Fresne* : moyenne annuelle, 22 baptêmes, de 1668 à 1670 ; soit 700 fidèles, habitant Fresne, Montsecret, Saint-Pierre-d'Entremont, Tinchebray, Landisacq, Saint-Quentin-les-Chardonnets ⁷ ;

8° *Vire*. — (En 1685, le doyenné de Vire renfermait encore 82 réformés) ⁸.

¹ Arch. Calv. B. Baill. de Falaise, Reg. prot. de Falaise.

² *Ibid.*, Reg. prot. de Saint-Pierre-sur-Dives. — Les réformés de Saint-Pierre s'assemblaient à Hermonville, hameau d'Hiéville.

³ Arch. Calv. C. 1600 à 1609.

⁴ *Ibid.* C. 1613. — La même année (1678), le curé de Condé célèbre 100 baptêmes, ce qui supposerait 3.300 habitants catholiques. (Arch. mun. de Condé, état civil cath.) — De 1671 à 1680, l'église réformée de Condé fut desservie par Samuel de Brais, frère d'un professeur de théologie de Saumur. (Arch. Nat. TT. 267. — E. Benoist, IV, 622).

⁵ Arch. de l'Orne, E. *Prot.*. (Reg. d'Athis).

⁶ Arch. Calv. C. 1630.

⁷ Arch. Calv., série I (reg. de Fresne), et Bibl. du Prot., mss. Norm. III, 129 sqq.

⁸ *Bull. du Prot.*, XLV, 80. — L'abbé Laffetay (I, 66) commet donc une erreur, lorsqu'il prétend que, *longtemps* avant la Révocation, il ne restait plus un seul protestant à Vire et aux environs. L'église réformée de Vire est encore représentée au synode de 1674. (Bibl. Prot. mss. Lutteroth. *Norm.*).

III. Colloque du Cotentin : Onze églises :

1° *Carentan* ;

2° *Sainte-Mère-Eglise*, avec 250 à 300 fidèles. (Moyenne annuelle : 8 baptêmes, de 1669 à 1679) ¹ ;

3° *Glatigny* et *La Haye-du-Puits* ;

4° *Saint-Lô* : moyenne annuelle, 51 baptêmes, de 1641 à 1650 ² ; soit 1700 fidèles ³, avec deux ou trois pasteurs ; savoir, de 1672 à 1678 : Michel Carue, sieur de Grandchamp ⁴ ; Jean Lebouvier, sieur de la Fresnaye ⁵ ; et Pierre d'Arthenay ;

5° *Groucy* ;

6° *Le Chefresne*, Montabot, Percy, Montbray, etc... (354 fidèles en 1685) ⁶ ;

7° *Gavray*, avec Bricqueville-sur-Mer, Cérances, etc... (284 fidèles en 1685) ⁷ ;

8° *Cerisy-la-Salle* : moyenne annuelle, 10 baptêmes, de 1674 à 1678 ; soit 300 fidèles ⁸, habitant Cerisy, Coutances, Carantilly, Marigny, Hauteville-la-Guichard, Dangy, Savigny, Cambernon, Saint-Martin-de-Cenilly, Hambye, Le Lorey ⁹ ;

9° *Cormeray* (et *Pontorson*) ;

10° *Ducé* ;

11° *Fontenay* (et *Chasseguay*).

Ces trois derniers groupes étaient situés dans le diocèse d'Avranches, où résidaient, en 1685, 193 fidèles ¹⁰.

Si l'on additionne les chiffres donnés ci-dessus, on a le total approximatif de 13.700 réformés, pour 22 églises ou groupes d'églises.

¹ Arch. Nat. TT. 317 A.

² Arch. mun. de Saint-Lô, Reg. d'état civil prot. — Ces registres, à partir de 1650, ne sont plus continus.

³ En 1685, les doyennés de Saint-Lô, de Couvains et du Hommet renfermaient encore 1.116 protestants, dont 878 pour le doyenné de Saint-Lô (*Bull. du Pr.*, XLV, 80, 81).

⁴ Michel *Carue* de Grandchamp, et non Michel *Carvé*, comme l'imprime à tort la *Fr. Pr.* (2^e éd., V, 381), était fils d'un avocat de Caen. Après avoir passé ses thèses à Sedan, il devint ministre à Saint-Lô (1631) et y mourut en 1678.

⁵ Probablement le fils de celui qui fut pasteur à Caen de 1602 à 1627.

⁶ Population protestante des doyennés de Percy et de Montbray. (*Bull. du Pr.*, XLV, 81). — Le Chefresne se trouve entre ces deux localités.

⁷ Popul. protestante des doyennés de Gavray et de Cérances (*Bull. du Pr.*, XLV, 81).

⁸ En 1685, il restait 242 réformés dans les doyennés de Coutances et de Cenilly (*Ibid.*).

⁹ Greffe de Coutances, reg. prot. de Cerisy.

¹⁰ *Bull. du Prot.*, XLV, 81.

Il en reste six sur la population desquels nous n'avons aucun renseignement. Mais peut-être ne serons-nous pas éloignés de la vérité en attribuant à toute la Basse-Normandie protestante, vers la date de 1669, de 15 à 20.000 fidèles ¹.

— A défaut d'actes de colloques ², essayons de déterminer, d'après les actes des synodes provinciaux, les rapports des églises entre elles, surtout au point de vue financier.

Si les affaires de finances tiennent, au synode provincial ³, la plus grande place, c'est que, depuis 1631, les églises n'ont plus à compter que sur elles-mêmes, le pouvoir royal ayant supprimé toute subvention aux ministres et aux académies protestantes.

Dès lors, les frais d'entretien des Académies ont été répartis entre les différentes provinces, et le synode national de Charenton (1631) a décidé qu'on leur réserverait le *quint denier* de toutes les collectes faites au temple ⁴. Mais ces deniers ne sont payés qu'avec « nonchalance ». En 1660, l'arriéré est de 1875 livres pour la Haute, et de 5359 pour la Basse-Normandie. Vu la « faiblesse » de celle-ci, il faut que la Haute-Normandie prenne désormais à sa charge « trois parts des cinq faisant le tout ⁵. » En 1675, l'Académie de Saumur demande aux églises de Caen et de Rouen « quelque nouvelle assistance »; le synode répond : « Ayez à chercher en vous-mêmes ce secours ! ⁶ »

¹ Au mois d'octobre 1685, le chiffre total était de 9223 (*Ibid.*).

² Rien n'est plus rare que les actes ou procès-verbaux de colloques (Félice, *Mer*, 74). Pour la Basse-Normandie, nous n'en avons trouvé qu'un seul, et des plus brefs. C'est le procès-verbal du colloque tenu à Caen, le 4 mars 1676, pour « l'examen et la réception du sieur Jemblin, natif de cette ville », candidat aux fonctions de ministre à Bernières. Il porte la signature du commissaire royal, François Moisant de Brieux, sieur de la Luzerne, seigneur de Bernières (Arch. Nat. TT. 317 A).

³ Le synode provincial de Normandie se tenait, chaque année, dans une église différente, et, le plus souvent, au temple. Toutes les églises étaient obligées, sous peine de censure, de s'y faire représenter. La session durait de 6 à 8 jours. Elle s'ouvrait par une prédication appropriée. Puis on élisait « à basse voix » le *bureau*, qui siégeait « à la table », et se composait d'un *modérateur* ou président, d'un modérateur-adjoint (tous deux choisis parmi les ministres), et de deux secrétaires : l'un pasteur, l'autre *ancien*. Depuis 1623, un commissaire royal, de la religion réformée, assistait aux délibérations du synode, pour les limiter aux matières purement ecclésiastiques, et en dresser procès-verbal. Ce commissaire fut presque toujours un conseiller au Parlement de Rouen : Claude Sarrau en 1634 et 1635, Nicolas Le Pigné en 1658, Samuel Lesueur de Colleville, petit-fils de Samuel Bochart, en 1669 et 1674 (Arch. Nat. TT. 261 et 313, et Bibl. du Pr. mss. Norm. *passim*).

⁴ Bourchenin, 307. — Félice, *Mer*, 79.

⁵ Synode de 1660; Bibl. du Pr. mss. Norm. I, 41-45.

⁶ Bibl. Prot. mss. Lutteroth.

Comment les églises de Basse-Normandie pourraient-elles contribuer aux dépenses d'autrui, puisqu'elles ne parviennent même pas à garantir la subsistance de leurs propres pasteurs !

Lorsqu'une église « adresse vocation » à un ministre ¹, le synode provincial l'invite à voter, pour son entretien, « une subvention convenable et suffisante ². » Alors intervient, entre l'église et le ministre, un « traité ³ » proportionné aux ressources de l'une et aux demandes de l'autre. Ce traité, véritable contrat qui lie le pasteur à son troupeau, ne saurait être rompu sans l'assentiment du Consistoire, du colloque et du synode provincial ⁴. L'église de Carentan est, pour Benjamin Basnage, « comme une épouse » dont il ne se séparera que « par la mort », et tous les appels que lui adressera l'église de Rouen seront vains ⁵. Ni les lettres pressantes de Pellisson et de Turenne, ni les instances, trois fois renouvelées ⁶, du consistoire de Paris-Charenton, ne pourront arracher Du Bosc à son église de Caen ⁷.

Les subventions varient selon la « force » des églises. A Caen, où les rentes du consistoire dépassent 2000 livres ⁸, chaque ministre reçoit 900 livres par an ⁹. Mais, à la campagne, bien rares sont ceux qui trouvent à traiter à raison de 500 livres. A Corméray, les gages du pasteur sont de 40 écus par « quartier », ou 160 écus par an : soit 480 livres ¹⁰ ; — à Basly, à Bernières, de 400 livres ¹¹ ; — à La Haye-du-Puits, de 255 livres ¹² ; — à Saint-Vaast, de 200 livres ¹³ (douze cents francs de notre monnaie ! ¹⁴).

¹ La demande est faite par le seigneur ou le consistoire du lieu, selon que l'exercice est *personnel* ou *réel*. Ainsi, vers 1630, l'un des fils de Gabriel II de Montgomery obtient, du synode de l'Ile-de-France, le ministre Giron pour son église de Ducé (Défense contre Cachérat, Bibl. Nat. Ld 176, n° 114).

² Synode de 1655; Bibl. du Pr. mss. Lutteroth, *Norm.*).

³ Au synode de 1669, Haupais, ministre de Fresne, se plaint de ce que son église ne le « satisfait » pas selon le « traité » fait avec elle (*Ibid.*).

⁴ *Fr. prot.*, 1^{re} éd. X, 296. — Félice, *Mer*, 102.

⁵ Bayle, *Dict.* I, 466.

⁶ En 1658, 1670 et 1679.

⁷ Legendre, *Du Bosc*, p. 7, 78 et 101.

⁸ Beaujour, p. 325.

⁹ « 9 oct. 1684 : Payé à M. Du Bosc pour ce *quartier* de Saint-Michel de sa subvention : 225 livres ; à M. Morin, 225 livres, etc... » (Extrait du Reg. du receveur de l'église de Caen. Arch. Calv. B. Baill. de Caen, *Police*, à la date ci-dessus).

¹⁰ Bibl. Nat. Rec. Thoisy, IV, 206.

¹¹ Arch. Calv. C. 1561 (Reg. de Basly, ann. 1657 et 1676).

¹² Lettre du ministre Derodon (1666) au synode de Saint-Lô (Arch. Manche, G, *Réf.*).

¹³ Déclar. du ministre Tirel, 15 nov. 1684 (Arch. Calv. B. Baill. Caen, *Police*).

¹⁴ M. de Félice (*Mer*, 103) estime qu'il faut multiplier par 6 pour avoir la valeur actuelle.

Les voilà, ces « bonnes et grasses pensions » dont parlent certains moines du temps ¹! Le plus pauvre curé de campagne, même réduit à la portion congrue, touche de 3 à 400 livres y compris son casuel ², et il n'a pas de charges de famille. Les ministres ne prélèvent aucun droit pour les mariages ou baptêmes, et presque tous ont femme et enfants ³!

Au moins, sont-ils régulièrement payés ?

Deux sources de revenus fournissent à leurs traitements : les *contributions* des fidèles, et les *rentes* léguées aux consistoires.

A Caen, les contributions sont « entièrement libres et volontaires ⁴ »; en général, chaque fidèle un peu aisé s'impose pour une somme égale à sa capitation envers l'Etat ⁵. Il faut empêcher que la charge commune ne devienne trop lourde; aussi les fidèles, non plus que les ministres, ne peuvent « se départir » de leur église sans autorisation. Le 21 décembre 1678, les époux Lefanu, appelés à Caen par « l'éducation de M. leur fils », demandent à quitter Basly ; le consistoire le leur permet, « aux conditions de la discipline ⁶. » En 1634, deux nobles de Colombières, La Chesnaye et Titieux, représentent au synode qu'étant « en procès criminel » avec le seigneur de la paroisse, ils ne peuvent « avec seureté se trouver ès presches qui se font en la maison dudit sieur ». Liberté leur est donnée de s'inscrire à l'église de Trévières, *après qu'ils auront payé ce qu'ils doivent pour Colombières* ⁷.

Mais, soit mauvaise volonté, soit plutôt impuissance réelle, les fidèles négligent « leur devoir ». Les plaintes des ministres sont particulièrement vives, depuis qu'une déclaration royale (2 avril 1666) a interdit aux collecteurs des tailles de lever les deniers des « affaires particulières » des réformés ⁸. Au synode de 1674, Jean Tirel, ministre du Chefresne, déclare qu'il lui est dû, par son église, plus de 1.500 livres, « ce qui l'oblige d'en poursuivre avec regret son détachement ». On décide que Lemoine, de Gavray, ira « inciter » les fidèles du

¹ Le Fr. Maillard, *Menaces divines*, 1625. (Avertissement).

² C'est le témoignage d'un évêque. (Feillet, *la Misère au temps de la Fronde*, p. 235 n.).

³ A en juger par la Basse-Norm., le tableau que trace M. d'Avenel de la condition des pasteurs (*Richetieu*, III, 408-410) est singulièrement embelli!

⁴ Déclaration des ministres et anciens de Caen, du 8 oct. 1681. (Arch. Nat. TT. 317 A. — *Bull. du Prot.*, XLII, 216. — Voir aussi Félice, *Mer*, 47).

⁵ Beaujour, 483.

⁶ Arch. Calv. C. 1561.

⁷ Bibl. du Prot., mss., copie E. Lesens (Synode de Saint-Lô, 1634).

⁸ Elie Benoist, t. V, *Pièce. just.*, p. 19.

Chefresne. Mais Lemoine souffre aussi de « l'ingratitude » de son église, « laquelle il a si longtemps servie ». Donc, Jacques Misson ¹, de Sainte-Mère-Eglise, ira enjoindre à ceux de Gavray de « satisfaire M. Lemoine ». — Cartault, à Trévières, n'est pas plus heureux. On lui avait d'abord promis 600 livres. Depuis, il a dû se contenter de 500 livres, dont il ne touche presque rien ². Chargé de régler cette affaire, Du Bosc, ministre de Caen, se transporte à Trévières le 31 mars 1675. Après avoir « fait le prêche », il déclare que le dimanche suivant, fête des Rameaux, sera « nommé publiquement » dans l'assemblée, avec menace d'être suspendu de la Sainte Cène, qui-conque ne fait pas « son devoir » envers le pasteur Cartault ³.

Voyons si les ministres trouvent des ressources plus assurées dans les dons, rentes et legs constitués à leur profit.

L'usage de « faire du bien aux Eglises de Dieu », par donation ou testament, a été pratiqué dès le xvi^e siècle. La plus ancienne des rentes de Caen remonte au 12 mars 1572 ⁴. Jusqu'à la Révocation, et malgré tant d'arrêts ou édits restrictifs ⁵, les églises auront de généreux bienfaiteurs ⁶. Le plus souvent, ce sont des nobles du pays : Philippe et Robert de Héricy de Marcelet (*Saint-Vaast et Caen*) ; — Jacques de Baillehache de Biéville (*Caen*) ; — Jacques Osmont, écuyer (*Saint-Sylvain*) ; — Pierre de la Rivière de Crèvecœur, Meslin de Campigny, Béchevel de la Motte-Blagny, la dame de Crouay (*Vau-celles-Bayeux*) ; — D'Allain d'Amonlaville, Pierre de Méhérenc (*Géfosse*) ⁷ ; — Anne Cornet, écuyer, sieur de Bellefontaine (*Saint-Lô*). — Quant au chiffre des rentes, il peut varier de 6 livres à 300 livres ⁸.

¹ Il publia, en 1670, sous ce titre : « *l'Eglise en son deuil et sa beauté* », un sermon qui eut de nombreuses éditions. (*Fr. prot.*, 1^{re} édit. VII, 426). — Il fut le père de Maximilien Misson, si connu plus tard, dans le Refuge, par son *Théâtre des Cévennes*.

² Syn. de 1674, Bibl. Pr. mss. Lutteroth.

³ Arch. Hosp. de Bayeux, B. 114.

⁴ Beaujour, 326.

⁵ Arrêt du Parlement (27 juin 1668) annulant une donation très régulière, faite, 12 ans auparavant, aux réformés de Falaise (Beauj., 246). — Déclaration du 2 avril 1666, défendant d'instituer les anciens comme héritiers ou légataires universels « en ladite qualité », etc...

⁶ C'est ainsi que deux rentes sont léguées au consistoire de Saint-Sylvain en janvier et mars 1685.

⁷ Paroisses des donateurs du Bessin : Aignerville, Argouges-sur-Mosles, Barbeville, Bazenville, Campigny, Colombières, Cottun, Crouay, Isigny, Le Breuil, Longueville, Les Oubeaux, Mosles, Rubercy, Surraïn, etc... (Arch. Hosp. de Bayeux, B. 4).

⁸ Arch. Manche, G, *Réf.* — Arch. Hosp. de Bayeux, B, *passim*. — Voir aussi

C'est presque toujours pour « l'entretien du Saint-Ministère » qu'elles sont créées. Par testament du 18 juillet 1594, Jacques Thesart, seigneur de Lasson, lègue une rente de cent écus destinée, moitié à entretenir le ministre de Lasson, moitié à la « nourriture » d'un ou deux « proposants ¹ ». A Saint-Lô, Jeanne Brumoy constitue une rente « pour y faire subsister le ministère, en reconnaissance des bonnes consolations et instructions » qu'elle en a reçues ².

Tant que vit le donateur, la rente est, en général, fidèlement servie. Mais il peut arriver que ses héritiers, même protestants, soient moins scrupuleux. Que sera-ce, si les hasards des transmissions de propriété font passer le capital en des mains catholiques? Une rente a été léguée au consistoire de Bayeux par Roulland Yver; le curé de Surrain, qui succède à Yver, refuse naturellement d'en payer les arrérages (1647) ³. En 1633 et 1637, André de Beaurepaire, sieur de Bordeaux, et sa veuve, Anne de Gonnet, ont légué au consistoire de Vire deux rentes, montant ensemble à 86 livres. Depuis, il y a eu des « exécutions » sur la terre de Bordeaux; le 27 juin 1673, elle est vendue à Roland Le Roy, seigneur de la Bretagne, sous condition de payer aux réformés 1218 livres, capital des 86 livres de rente. Mais La Bretagne est un fervent catholique; il prétend consacrer les 1218 livres à la restauration d'une chapelle construite en 1519 par les seigneurs de Bordeaux, et désaffectée depuis par leurs héritiers protestants ⁴.

Ainsi, il en est des rentes comme des contributions volontaires; elles ne sont guère mieux payées.

Alors les ministres qui n'ont aucune fortune personnelle se posent cette question angoissante : comment vivre, nous et notre famille ? Quelques-uns cherchent des occupations supplémentaires. A Saint-Sylvain, Lemoine se fait maître d'école (1645), en dépit des défenses

un « Etat des rentes, biens et revenus » ayant appartenu aux dix consistoires de Caen, Basly, Saint-Vaast, Saint-Sylvain, Moulines, Bayeux, Trévières, Gêfosse, Sainte-Mère-Eglise et Gavray; — état publié sous forme d'affiche, en 1688, par les soins de l'intendant de Gourgues. (Bibl. Nat. L⁴ 176, n° 583). — M. Beaujour en a donné quelques extraits, (p. 325-327), d'après un exemplaire conservé aux Arch. de l'Hôp. Gén. de Caen.

¹ Beaujour, 307-308. — On appelait *proposants* les jeunes étudiants en théologie.

² Arch. Manche, G, *Réf.* — Voir aussi Arch. Hosp. Bayeux, B. 118.

³ Arch. Hosp. Bayeux, B. 13, 93, 118.

⁴ Arch. Nat. TT. 288 A. — Les réformés de Vire se pourvurent devant les commissaires de l'Edit, et leur bon droit était si évident, que l'intendant Méliand ne put s'empêcher de leur donner raison (1677). (*Ibid.*).

du Parlement ¹. A Sainte-Mère-Eglise, Jacques Misson prend des pensionnaires; moyennant 250 livres par an, il fait l'éducation du jeune Adolphe de Béringham, dont la mère demeure à Paris, place Royale, à l'Hôtel du Grand Henri ². — Mais, à Saint-Vaast, Jacques Tirel est obligé de tendre la main; « quelques particuliers luy ont fait quelques gratifications vollontairement pour aider à sa subsistance, assavoir les deux sieurs de Chantelou, qui luy ont donné quelquefois deux escus, quelquefois jusques à dix livres ³ ». Derodon, pasteur de La Haye-du-Puits, déjà créancier, sur une famille Boscroger, d'une somme de 1600 livres dont il ne peut se faire payer, en a encore perdu 323 dans un compromis avec son église (1662), et plus de 200 à la suite de divers mauvais paiements qu'il lui fallait accepter « ou n'avoir rien ». « La faiblesse de mon église est telle, écrit-il, que depuis quelques années elle n'a pas contribué la sixième partie de ma subvention, ce qui m'oblige à vous supplier... de la mettre au nombre des églises *assistées* par la province ⁴ ».

De bonne heure, en effet, la situation des « petites églises des champs » avait préoccupé le synode provincial. En 1653, modérant « la rigueur pratiquée jusqu'alors », il résolut de ne plus obliger à « un attachement perpétuel » les pasteurs de ces troupeaux ⁵. En 1660, il exhorta les chefs de famille à « se hausser » davantage pour l'entretien du ministère ⁶. Il décida (1673) que les enfants des fidèles décédés dans une petite église continueraient, pendant sept ans, d'y payer leurs contributions ⁷.

On fit plus, et, par un remarquable esprit de solidarité, les églises *fortes* s'imposèrent pour les *faibles*. Non contentes de leur faire l'avance des *frais généraux* ⁸, elles les assistèrent de leurs propres deniers. Le synode de 1669 vota une somme de 1600 livres destinée à dix églises nécessiteuses, et dont Rouen et Dieppe fournirent cha-

¹ Elie Benoist, III, 35, 36. — La contestation relative aux écoles de Saint-Sylvain durait encore en 1685. (*Mém. pour l'hist. du diocèse de Bayeux*, III, 148).

² *Bull. du Prot.*, XXXVI, 646 sqq.

³ Déclaration de Tirel au procureur du bailliage de Caen, 15 nov. 1684. — (Arch. Calv. B. Baill. de Caen, *Police*, à cette date).

⁴ Lettres de Derodon aux synodes de Saint-Lô, 1666, et de Rouen, 1670. (Arch. Manche, G, *Réf.*).

⁵ Bibl. Prot., mss. Lutteroth (*Norm.*).

⁶ *Ibid.*, mss. Norm. I, 38 v°.

⁷ Actes du synode de 1674 : « En exécution de l'acte du dernier synode », etc... (Bibl. du Prot., mss. Lutteroth).

⁸ *Ibid.*, synode de 1675, art. 7.

cune les 37/100; Caen, les 46/100; Alençon, les 5/100; Saint-Lô, les 3/100, etc. ¹.

Cette assistance était donnée sans préjudice des secours particuliers. En 1669, on alloue 281 livres aux réformés de Pontorson pour l'incendie de leur temple, et 400 livres au ministre Derodon; en 1674, on vote une pension de 150 livres pour la « subsistance » de la « demoiselle Lemarchand », veuve du pasteur de Condé, etc. ².

En somme, il était bien difficile aux églises de vivre avec leurs seules ressources ³. Mais elles n'étaient pas responsables d'une situation que le pouvoir royal avait faite en 1631, et rendait chaque jour plus critique. De leurs difficultés financières, on ne saurait conclure, avec M. de La Ferrière ⁴, que le protestantisme fût alors « en pleine décadence », et qu'il y eût « tiédeur chez ses adeptes ». Le ministre Derodon, de La Haye-du-Puits, semble avoir épuisé la coupe de l'infortune; ruiné, mal payé de son troupeau, il s'est, de plus, démis la cuisse. « Le mal est devenu incurable, écrit-il, par l'ignorance des médecins et chirurgiens, qui assuroient hardiment que ce n'étoit qu'une contusion. J'ai apelé des gens plus habiles; l'os est disloqué à la hanche; il est impossible de le remettre à cause de mon âge. Outre ce mal sans remède, Dieu m'a affligé d'une fièvre quarte... Mais j'ay grand sujet de joie et de consolation en ce qu'il a plu à Dieu me fortifier en sorte que pour la susdite dislocation notre exercice public ne fut interrompu que six semaines, et depuis la première attaque de ma fièvre... *je n'ai pas manqué une seule fois à faire le préche* » ⁵.

Auxiliaires des ministres, les *anciens* furent aussi assidus à remplir les fonctions du consistoire.

¹ *Ibid.*, syn. de 1669.

² *Ibid.*, syn. de 1669 et 1674.

³ Dès 1561, les ministres se plaignent de « l'ingratitude » des fidèles. (*Fr. Prot.*, 1^{re} édit., X, 48).

⁴ En 1858, M. de La Ferrière, s'appuyant sur les actes du synode de 1675, écrivait (*Hist. d'Athis*, 92) : « Au moment de la Révocation, le protestantisme était donc en pleine décadence; la tiédeur de ses adeptes,... la pauvreté toujours croissante des églises, en sont les signes bien évidents ». — En 1883, M. l'abbé Dumaine a reproduit presque textuellement cette phrase dans son histoire de *Tinchebray* (I, 356).

⁵ Lettre du 17 avril 1670 au synode de Rouen. (Arch. Manche, G, *Réf.*).

CHAPITRE DEUXIÈME

LA VIE INTÉRIEURE. — CENSURES DU CONSISTOIRE. — LE CULTE

Le consistoire était comme le sénat de chaque église réformée ¹. Il administrait les revenus, assistait les pauvres, faisait rédiger les actes de l'état civil; il veillait à la pureté des mœurs, et maintenait l'union entre les fidèles; il réglait l'ordre des services religieux.

Ses membres laïques, *anciens* et *diacres*, avaient un mandat de durée variable (2 ou 3 ans) ², mais indéfiniment renouvelable ³. Nommés, au xvi^e siècle, par acclamation, au xvii^e, ils se renouvelèrent eux-mêmes, sous réserve du consentement des fidèles. Lorsqu'une vacance, par décès ou autrement, se produisait parmi eux, ils « jetaient les yeux » sur l'ensemble du troupeau, et choisissaient un candidat, dont le nom était prononcé au temple trois dimanches de suite. Agréé, le nouvel élu prenait devant l'église, le 4^e dimanche, l'engagement d'observer les devoirs de sa charge; puis il signait la

¹ On lit dans l'avis de l'intendant Chamillart sur le droit d'exercice à Bernières : « Il n'y a point de consistoire aux lieux d'exercice personnel » (ou de fief). (Arch. Nat. TT. 330). — Mais, au synode de 1674, Fontenay et Ducé, églises « à droit de fief », furent représentées par des *anciens*. (Bibl. Prot., mss. Lutteroth). — Il y avait aussi des anciens à Cerisy, autre église de fief. (Greffé de Coutances, Reg. de Cerisy).

² Félice, *Mer*, 60.

³ A Caen, Guillaume Morin; à Basly, Jacques Lesens, exercent plus de vingt ans de suite les fonctions d'*ancien* ou *diacre*. (Arch. mun. Caen, Etat civil prot., ann. 1658 sqq. — Arch. Calv., C. 1561-63).

Confession de foi et la *Discipline*, et recevait du pasteur l'imposition des mains ¹.

Publique avait été son installation; publique était aussi sa déposition, en cas d'indignité notoire ou flagrante. Ainsi fut flétri, à Basly, le 9 mai 1677, un ancien qui avait détourné l'argent « à lui baillé pour les pauvres ² ».

Ce suffrage populaire, si limité qu'il fût, excitait la verve railleuse des controversistes catholiques. Le P. Gontier, en 1606, s'en donne à cœur-joie contre « ces MM. les beurriers, bouviers, cardeurs et autres gens de qualité » qui composent les consistoires ³. En 1619, le curé Matrouillet qualifie ainsi les anciens et diacres de Condé-sur-Noireau : « Des personnes mechaniques, tirées de la lie du peuple; des imbéciles et ignorans, qui, de la laine, de l'ecarde, de la syringue, estans elevez à ces charges mystérieuses, se voudraient faire reverer... comme Peres conscripts ⁴ ». L'abbé Marcel ⁵, curé de Basly, a entendu, dans le temple de ce village, « le charpentier Josias » lire un « préche » ou sermon imprimé. Il souligne les « bévues » du brave homme : *repaitre* (pour repartir), *insectes* (pour incestes), *criature* (pour créature), *troupiaux* (pour troupeaux), *vécý* (pour voici), la *mé* (pour la mer). « Qu'on vienne après cela, s'écrie-t-il plaisamment, nous reprocher notre *langage inconnu* ⁶ ! »

Mais, parmi les anciens et diacres, figuraient aussi des réformés notables, bourgeois ou nobles : à *Caen*, les Vicquemand, les Carbonnel, les Jemblin, les Beulart de Maizet, les Bonnel de Cantebrun; à *Saint-Lô*, Jean Dieu de Beauregard et Samson de Cahanel ⁷; à

¹ De Félice, *Mer*, 60, 61. — Arch. Calv. C. 1574, et B. Baill. Falaise, (Reg. de Saint-Pierre-sur-Dives, 2 avril 1673).

² Arch. Calv. C. 1561.

³ *Dialogue de quelques ministres*; Coll. Mancel, n° 795.

⁴ *La Férule classique*, p. 122.

⁵ Marcel (Guillaume), né près de Bayeux, fut d'abord oratorien; il enseigna la rhétorique à Rouen, puis aux collèges des Grassins et de Lisieux. Il avait composé, en latin, le panégyrique du maréchal de Gassion; le recteur de Paris lui défendit de prononcer, dans la catholique Sorbonne, cet éloge funèbre d'un huguenot. Revenu en Normandie, Marcel obtint la cure de Basly (1660), fut principal du collège de Bayeux, et fit partie de l'Académie de Caen, réorganisée par Segrain. Il mourut à Basly le 10 avril 1702, à l'âge de 87 ans. Il a laissé divers écrits : poésies, harangues, etc... (Béziers, *Hist. de Bayeux*, p. 230. — Bayle, *Dict.* II, 754, n. B. — Arch. de Basly, GG. ³).

⁶ « *La sûreté catholique* », par Marcel. (Coll. Mancel, n° 1776). — « *Le langage incogneu* » est le titre d'un traité de Du Moulin contre la messe.

⁷ Arch. Calv. C. 1566 et E, 515. — Arch. mun. de Saint-Lô et de Caen, Etat civil prot., *passim*.

Basly, Jacques Lesens, écuyer, seigneur de Lion-sur-Mer ¹ ; à *Saint-Pierre-sur-Dives*, Marin Costard, écuyer, sieur de Vaurecent ² ; à *Saint-Sylvain*, Philippe Daumesnil, écuyer, sieur de Bretteville ³.

Leur nombre variait selon l'importance de l'Eglise. A Fresne, à Basly, il était de six ⁴ ; à Caen, de neuf au moins, chaque quartier de la ville ayant son représentant ⁵.

Il semble que les *anciens* étaient plus spécialement chargés de l'ordre intérieur, et les *diacres*, du soin des pauvres ; mais cette distinction n'a rien d'absolu ⁶.

En l'absence du pasteur, les uns et les autres pouvaient être chargés de célébrer le culte ⁷. En outre, ils devaient exercer trois fonctions permanentes : celles de *secrétaire*, de *receveur* ou *trésorier*, et de *lecteur*.

Le *secrétaire* rédigeait, sur un registre spécial, les procès-verbaux des séances du consistoire. En général, le consistoire s'assemblait le dimanche, « après le prêche », sous la présidence du pasteur, ou de l'un des pasteurs. Pour les délibérations importantes, il « se fortifiait » des « chefs de famille ⁸ ».

Les églises *fortes* avaient deux *receveurs* ⁹, l'un, pour les fonds destinés aux frais du culte ¹⁰ ; l'autre, pour les deniers des pauvres.

Avec les fonds destinés au culte, étaient payés : le ou les ministres, le chantre chargé de diriger le chant des psaumes ¹¹, et l'avertisseur ou concierge ¹². — On accusait parfois les pasteurs de prélever leur

¹ Arch. Calv. C. 1561 et 1563.

² *Ibid.* B. Baill. de Falaise (Reg. de Saint-Pierre-sur-Dives, 2 avril 1673).

³ *Ibid.* C. 1599.

⁴ *Ibid.* série I, et C. 1561.

⁵ *Ibid.* C. 1566 et 1574, et Arch. mun. Caen, Etat civil prot.

⁶ Félice, *Mer*, 63. — De 1658 à 1684, l'église de Caen a pour lecteur le *diacre* Guillaume Morin.

⁷ Sauf l'administration des sacrements (Baptême et Cène), exclusivement réservée aux pasteurs.

⁸ A Basly, on convoquait les chefs de famille lorsque le traitement des pasteurs venait en discussion. Il y avait alors 15 à 20 délibérants, au lieu de 6 ou 7. (Arch. Calv. C. 1561).

⁹ A Caen, de 1644 à 1684, les « receveurs des deniers du consistoire » furent : Thomas Carbonnel, Guillaume Platement, Bonnel de Cantebrun, Desjardins-Loysel, Michel Carbonnel et Isaac Hamon. — A Basly, Jacques Lesens fut trésorier de 1657 à 1679. — La petite église de Saint-Vaast n'avait pas de trésorier particulier ; la recette de son « bien et revenu » était faite par le receveur du consistoire de Caen (Arch. Calv. B. Baill. de Caen, *Police* ; ann. 1682-85).

¹⁰ Fonds alimentés par les rentes et contributions.

¹¹ Les temples du xvii^e siècle n'avaient pas d'orgue.

¹² Le concierge de Caen, Tenneguy Richard, recevait 32 livres par an. (Arch. Calv., B. Baill. Caen, *Police*, 13 sept. 1684).

traitement sur la caisse des pauvres ; au synode national de 1637 Benjamin Basnage s'éleva avec force contre cette calomnie ¹.

Les deniers des pauvres se composaient des aumônes versées par les fidèles à chaque service, soit dans les bourses qu'on leur présentait, soit dans les « boîtes » fixées au mur, près de la porte. A Saint-Vaast, la collecte se montait à 60 ou 70 sols par mois ². Le consistoire de Basly-Bernières avait environ 27 pauvres. Tous les trois mois, chacun d'eux recevait, en moyenne, une somme de 20 sols. En 1660, la distribution fut de 30 sols par tête, vu « la grande nécessité et la rigueur du temps ³ ».

Chaque église secourait ses pauvres et ses malades, mais non ceux des autres. L'église de Caen s'était plainte de ce que certains pasteurs délivraient, aux pauvres de leurs églises, des attestations « pour aller mandier à d'autres » ; le synode de 1660 les avertit de ne plus « pécher aussi manifestement » contre la discipline ⁴. — Un réformé de Rouen, Jacques Laurens, s'étant trouvé malade à la foire de Guibray, avait été apporté à Caen. Les fidèles de cette ville le soignèrent et lui fournirent des remèdes ; puis, au synode de 1669, ils présentèrent aux délégués de Rouen la note des frais de maladie. Les Rouennais ayant répondu que Laurens demeurait à Dieppe depuis quelques années, les Dieppois promirent de « faire leur devoir », s'il se trouvait que Laurens fût de leur église ⁵.

— La fonction de *lecteur* ne consistait pas seulement à lire la Bible au temple, mais à faire les annonces de mariages, à tenir les registres de l'état civil, à garder la clef du coffre où on les déposait ⁶. Au 31 décembre de chaque année, ministres et anciens apposaient leurs signatures sur le registre, le certifiant « véritable en son contenu ⁷ ».

Les actes de décès sont, en général, fort laconiques, et jamais les

¹ *France Prot.*, 2^e éd. I, 925.

² A Saint-Vaast, « pour la subsistance des pauvres, à chaque assemblée l'on place une boîte à la porte, où chacun met ce qu'il veut. Cette collecte se monte à 60 ou 70 sols par mois ». (Arch. Calv., Baill. Caen, *Police*, 1682-85).

³ Arch. Calv. C. 1561.

⁴ Bibl. Prot. mss. Norm. I, 39 v^o.

⁵ *Ibid.*, mss. Lutteroth.

⁶ Bibl. Caen, mss., in-f^o 144. — A Géfosse, le lecteur gardait aussi « le drapeau de corps noir » qui servait aux inhumations, et il se chargeait de creuser les fosses (Greffes de Coutances, Baill. de Saint-Sauveur-Lendelin ; affaire Guilbert de Secqueville, mai 1686). — A Basly, il tenait l'école paroissiale (Arch. Calv. C. 1561).

⁷ Arch. Calv., I (Reg. de Fresne). — Greffe de Coutances (Reg. de Cerisy),

pasteurs ne les signent. C'est que, en principe, il n'y avait, aux enterrements, aucun service religieux : ni exhortations, ni prières. Ainsi l'exigeaient, « pour prévenir toute superstition », la discipline et les synodes nationaux ¹. Les pasteurs ne figuraient au convoi qu'à titre de parents ou amis du défunt. Lorsqu'on inhuma à Caen, au cimetière du Bourg-l'Abbé, Jacques Moisant de Brieux (21 mai 1674), ce fut en présence de « M. Pierre Du Bosc, ministre, *son beau-frère* ². » A Cerisy-la-Salle, le 6 mars 1674, Jacques Richier de Colombières, ministre du lieu, se trouve au nombre des seigneurs qui assistent à l'enterrement de Jean le Thrésor ; mais on prend bien soin, sur le registre, de ne pas lui donner son titre de pasteur ³. Aussi les catholiques reprochaient-ils aux réformés d'enfouir leurs morts comme « des chiens ⁴ ».

A la différence des enterrements, il fallait, pour les baptêmes et les mariages, « quelque forme de prédication ».

Tout mariage était précédé de trois annonces que le lecteur publiait, au temple, pendant trois dimanches de suite. Les fiançailles s'étaient faites devant un ministre, et l'on tenait rigoureusement la main à ce qu'elles fussent suivies d'effet. En 1620, le synode de Normandie décida que Jean de Baillehache de Beaumont ⁵ ne serait pas reçu au Saint Ministère, tant qu'il n'aurait pas accompli une promesse de mariage faite à la fille de Josué Gondouin, maître voyeur de Caen ⁶.

Au lieu que le mariage était célébré immédiatement avant le sermon ⁷, le baptême se faisait aussitôt après, au premier service qui suivait la naissance de l'enfant. Quelquefois, mais très rarement, il avait lieu au domicile des père et mère ⁸. En général, les

¹ Aymon, I, 198, 217, 262, etc... — La « superstition », c'est la croyance au purgatoire. — Défense aussi d'inhumer dans les temples. (Syn. Norm., 1655, Bibl. Prot., mss. Lutteroth).

² Arch. mun. Caen, Etat civil prot., à cette date.

³ Greffe de Coutances. (Reg. de Cerisy).

⁴ P. Pascal, *E. Benoist*, p. 103. — La règle, toutefois, n'était pas rigoureusement observée. Au syn. nat. de Saumur (1596), un député de Norm. demande « qu'il soit fait quelque remontrance aux enterrements ». Au syn. nat. de Charenton (1631), les Normands déclarent que cet usage s'est introduit en quelques lieux de leur province. (Félice, *Prot. d'autrefois*, 250, 251).

⁵ Ministre à Caen de 1620 à 1661.

⁶ Extrait des « Remontrances » de Fr. Véron au syn. de Caen, 1631. (Bibl. de Caen). — Voir aussi Félice, *Prot. d'autrefois*, 195, 196.

⁷ Arch. Calv. C. 1574.

⁸ En 1606, le pasteur De la Banque, de Saint-Lô, baptise à Moyon le fils d'un nommé Le Bailly. (Arch. mun. Saint-Lô, Reg. prot.).

ministres s'abstenaient de baptiser leurs propres enfants ou filleuls¹.

Défense était faite aux chefs de famille de prendre pour parrains des « personnes incognües », et surtout des catholiques. Si le parrain était d'une autre église, il devait produire une attestation de « sa vie et mœurs² ».

En 1562, le synode national avait prescrit de ne choisir les prénoms des enfants que dans l'Ancien Testament³. Au xvii^e siècle, cette règle était encore observée. On nommait les garçons : Abraham, Abdias, Adam, Amos, Benjamin, David, Ézéchias, Ézéchiël, Gédéon, Isaac, Israël, Jérémie, Joachim, Osée, Samuel ; — les filles : Abigail, Eve, Jahel, Judith, Rachel, Sara, Thabita, etc...⁴.

En parcourant les actes de baptême, on constate que les naissances illégitimes sont fort rares. A Basly, dans l'espace de 26 ans (1654-80), le lecteur n'enregistre que *deux* enfants naturels⁵.

C'est que le consistoire veille, avec un soin jaloux, à maintenir la pureté des mœurs. La *Discipline* lui confère le droit de censure, et il l'exerce sur tous, même sur ses propres membres.

Pour une faute légère, on envoie un ancien « parler » en particulier au délinquant. Si la faute est plus grave, le coupable est « approché⁶ » du consistoire, et censuré. S'il récidive, l'assemblée, « contristée de son opiniâstreté et endurcissement », décide que le pasteur le « nommera publiquement » en chaire, comme « rebelle », afin de lui faire « sentir davantage » ses torts. Après cette « publication », faite trois dimanches de suite, vient la suspension de la Cène, que l'on notifie d'abord en particulier, puis devant tous. La peine la plus dure est l'excommunication : c'est ce qu'on appelle « venir à l'extrémité contre le coupable, et le retrancher de l'Église comme un membre pourry !⁷ ».

Mais aucun châtiment n'est sans appel, et l'on peut toujours se racheter au moyen d'une « reconnaissance publique⁸ » de l'infraction

¹ Reg. prot., *passim*.

² Arch. Calv. C. 1561.

³ *France Prot.*, 1^{re} éd., X, 60.

⁴ Reg. prot., *passim*. Il y a cependant des exceptions. Ainsi, le 7 juin 1665, au temple de Caen, *Anthoine* Drelincourt, fils du pasteur de Paris, nommé *Anthoine* le fils de *Pierre* Robillard et d'*Adrienne* Salles. (Arch. mun. Caen, Reg. prot., à cette date).

⁵ La formule est : « né hors mariage », ou « fils (ou) fille de..... qu'elle dit avoir eu de..... » (Arch. Calv. C. 1550, 1554).

⁶ C'est-à-dire, mandé devant le consistoire.

⁷ Arch. Calv. C. 1561.

⁸ *Pièce. justif.*, I.

commise. Un sieur Fourneaux, de Caen, a été suspendu de la Cène par le consistoire. Confirmé au colloque et au synode provincial, le jugement est réformé par le synode national d'Alençon, qui limite au prochain jour de Pâques la durée de la suspension, le coupable ayant « reconnu son offense ». (1637) ¹.

En quoi consistait cette « offense » ? Fourneaux avait marié sa fille à « un homme papiste ». Ces unions mixtes étaient assez fréquentes, à en juger par les censures des synodes et consistoires et les actes de l'état civil ². Aussi s'efforçait-on de les prévenir, en interdisant aux fidèles de fréquenter les cérémonies catholiques. « La moindre adhérence aux services des superstitieux est criminelle ! s'écrie Du Bosc, ministre de Caen. N'allons donc jamais dans leurs temples ; ce sont des maisons ennemies de notre Père et de notre Époux ! ³ ». — Assister à la messe, y conduire son fils ou sa fille, se prosterner « devant ce qu'on appelle le Saint Sacrement », ou mettre « de la feullye » sur son passage ; figurer et signer à un mariage « du party romain », prendre part même à un festin « papiste », voilà autant de « crimes » qui sont châtiés avec rigueur ⁴.

Par contre, on exige des réformés une assiduité scrupuleuse aux cérémonies de leur culte. A Basly, tel fidèle est averti « de hanter un peu davantage les prédications ⁵ ». A Saint-Pierre-sur-Dives, un sieur de Vaugoust a été suspendu de la Cène à cause de son « mespris pour les saintes assemblées ». Lorsqu'il vient faire amende honorable, promettant de mieux travailler, désormais, « à l'ouvrage de son salut », le consistoire lui remontre « la grandeur du crime » qu'il a commis en négligeant « le bien que Dieu luy accordoit de se pouvoir trouver dans sa maison pour luy rendre ses hommages. » (25 juin 1677) ⁶.

Quelquefois le consistoire se fait tribunal de paix. A Saint-Pierre-sur-Dives, deux nobles, les sieurs de Mitois et de Saint-Georges, sont censurés (25 février 1680) pour s'être traités, en public, « d'une

¹ Aymon, II, 560.

² A Saint-Lô, le 20 nov. 1636, Jean Lapie, catholique, et Suzanne Gervaise, « de la religion », présentent au temple leur fille Marie. D'autres baptêmes de ce genre ont lieu en 1637 et en 1638. (Arch. mun. de Saint-Lô, Reg. prot.). — Mais il est clair que les pères et mères devaient prendre l'engagement d'élever leurs enfants dans la religion réformée.

³ *Sermons sur div. textes*, IV, 740.

⁴ Arch. Calv. C. 1561.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Pièces justifiées*, II.

manière fort outrageante ». Une dame Pingault se plaint de ce que le sieur de Lompré, ancien de l'Eglise, lui retient plusieurs meubles ; Lompré répond qu'il les rendra, quand la dame lui aura payé 134 livres qu'elle lui doit ; on exhorte « l'un et l'autre à se faire justice » (10 avril 1678) ¹. — A Basly, deux époux se sont séparés ; on essaie « de les remettre ensemble ² ».

Le consistoire intervient même dans la vie privée. A Basly, une jeune fille est « approchée » pour avoir été « désobéissante à sa mère ³ ». Tout fidèle convaincu de « paillardise » est suspendu de la Cène, en particulier ou en public, selon « la qualité du scandale ⁴ ».

La « mondanité des habits », les « modes indecentes et malhonnêtes », la « piafe », tous les « divertissemens criminels et scandaleux, comme jeux de hasard, bals, danses publiques et comedyes ⁵ », sont l'objet de fréquentes censures. A Basly, défense de danser aux « espousailles » et aux « festes des paroisses » ; ce sont « plaisirs licencieux ». « Eglise de Caen, s'écrie Du Bosc, quitte ce faste et ce luxe qui a maintenant passé toutes les bornes de la modestie, et qui est plus propre aux Jesabels impudiques du siècle qu'aux chastes epouzes de Jésus-Christ ; quitte cet orgueil et cette vanité... qui, dans des carrosses dorez et dans des chars magnifiques, te roulent en perdition ⁶ ».

Se donner avant tout au service de Dieu, fuir les appâts de la volupté et du monde, tel était le devoir de tout bon réformé, dût-il « se faire siffler comme un ridicule, montrer au doigt comme un hypocondriaque, et courir comme un loup garou ⁷ ». Jacques Moissant de Brieux, le poète aimable et de bonne compagnie qui fonda l'Académie de Caen, exprime, dans son testament, la volonté que sa fille soit élevée avec « la simplicité, la douceur et la modestie d'une véritable chrétienne, sans vanité, braverie, comédie, bal, romans, mouches, ny gorge ouverte ⁸ ». Le comte d'Harcourt, étant descendu à Caen, pendant la Fronde, chez les demoiselles de Bougy, voulut leur « donner le bal ». Comme elles firent « difficulté de recevoir cet honneur, dans la crainte d'en être reprises », il s'adressa au consis-

¹ Arch. Calv, B., Baill. Falaise, Reg. de Saint-Pierre-sur-Dives.

² Arch. Calv. C. 1561.

³ *Ibid.*

⁴ Syn. de 1669, Bibl. Prot., mss. Lutteroth.

⁵ Syn. de 1675 : *ibid.*

⁶ *Serm. sur div. textes*, III, 690-691.

⁷ Du Bosc ; *Serm. sur l'ép. aux Ephés.* II, 330.

⁸ *Bull. de la Soc. de l'Hist. de Norm.* II, 428-429.

toire. Grande fut sa colère en essayant un refus. « C'est me traiter en Guisart ! s'écria-t-il ; j'agirai de même, et je ferai périr ces ministres ! » Mais Du Bosc et Bochart allèrent droit à lui, et réussirent à le convaincre qu'ils avaient fait leur devoir « selon la discipline ». — En 1675, le duc de Roquelaure¹, de passage à Caen, voulut aussi faire danser « le petit troupeau ». Il dut rencontrer les mêmes résistances, car, devenu, peu de temps après, gouverneur de Guyenne, il écrivait à Du Bosc (17 sept. 1676) : « Vous savez que je n'oublierai rien pour désabuser ceux de votre religion des méchantes maximes qu'on leur veut persuader, de n'aller point au bal ni à la comédie ; je n'aurai pas plus de peine à leur faire souffrir les peines du Consistoire en Guyenne qu'en Normandie² ».

Cette discipline, qui paraît aujourd'hui si dure, si tyrannique, mais qui eul, au xvii^e siècle, l'avantage de tremper les caractères pour la lutte, se complétait par la pratique d'un culte austère et grave.

Au temple de Caen, rien ne parle à l'imagination. Peu ou point d'ornements ; l'aspect général est sévère. L'architecte a adopté la forme quasi-circulaire, à dix côtés, avec tribune intérieure soutenue par des piliers de pierre³. Libre aux catholiques de railler, sous le nom irrévérencieux, mais expressif, de *godiveau*, cette construction lourde et sans grâce⁴ ; les réformés savent qu'une voûte ronde propage mieux la voix⁵ : condition essentielle pour un culte qui tient

¹ Né en 1617, mort en 1683 ; célèbre par son caractère jovial.

² Legendre, *vie de Du Bosc*, 5, 6, 411, 413, 420.

³ *Bull. du Prot.*, XXXIX, 570. — Les temples de Charenton, de Lyon et de Mer avaient aussi une tribune intérieure. (*Ibid.*, V, 39, — et Félice, *Mer*, 41).

⁴ Voir, à la fin de ce volume, la gravure, déjà publiée par M. Beaujour (p. 184), et le *Bull. du Prot.* (XXXIX, 571). Comparer avec celle du *Grand-Temple* de La Rochelle (*Bull. du Prot.*, XLIV, 368). — M. de Félice possède, du temple de Caen, une aquarelle de l'époque, et un peu différente de notre gravure (*Prot. d'autrefois*, 16) ; mais ce sont des dissemblances de détail.

⁵ Aussi la forme polygonale fut-elle, au xvii^e siècle, le plus souvent adoptée, en France, comme en Hollande et en Suède. Le temple de Rouen, à Quevilly, avait 12 côtés ; ceux de Montauban et de La Rochelle (*Grand-Temple*), 6 et 8 côtés. — La forme rectangulaire (Charenton, Mer) semble avoir été plus rarement employée. (E, Travers, 11. — Félice, *Mer*, 40, 41 ; et *Prot. d'autr.*, 11. — *Bull. du Prot.*, *passim*).

Selon E. Benoist, qui y prêcha plusieurs fois (Reg. prot. de Caen, *passim*), le temple de Caen était, en France, le seul qui eût, comme les églises catholiques, un clocher surmonté d'une croix et d'un coq. (*Hist. de l'E. de N.*, IV, 54).

Des autres temples de Basse-Normandie, nous n'avons rien, ni descriptions, ni gravures. De celui de Saint-Lô, on ne connaît que l'emplacement. Situé « Neufve-Rue » (aujourd'hui, rue Houssin-Dumanoir), il occupait le côté droit de

presque tout entier dans la lecture et la prédication de la « Parole de Dieu », chaque sermon durant une grande heure ¹.

A Caen, comme dans toute la France protestante, on célébrait alors au moins trois services par semaine. Le premier (et le principal) avait lieu le Dimanche matin, à neuf ou dix heures ; le second, à trois heures de « l'après-dinée » ; le troisième se faisait d'ordinaire le Jeudi ².

Ministres et fidèles gardaient leurs chapeaux ; ils ne se découvraient que pour la prière et le chant ³. Ménage entendit une fois Du Bosc au temple de Caen. Il goûta fort son éloquence, mais trouva étrange que ce prédicateur eût, en chaire, son chapeau sur la tête. « Après tout, se dit-il, Montaigne observe qu'il n'y a rien de plus ridicule que le bonnet carré de nos prêtres ⁴. »

Outre les services ordinaires de la semaine, il y avait les services préparatoires à la *communion* et les *jeûnes*.

La *communion* était comme le symbole de l'entrée dans l'église. Pour y être admis, le jeune catéchumène devait avoir douze ans révolus, — subir, sur les matières du catéchisme, un double examen, l'un en particulier, l'autre « publiquement, par deux Dimanches », — et signer « la protestation de demeurer ferme en la foy ⁵ ».

Avant chaque communion, les fidèles de Caen entendaient quatre « actions » ou « prédications de catéchisme », données, à raison d'une par semaine, pendant le mois qui précédait la Cène ⁶. Dans l'inter-

la cour de l'Hôtel de la Poste ; mais aucune dénomination particulière n'en rappelle aujourd'hui le souvenir. (E. Travers, 23).

A Carentan, les réformés s'assemblaient dans des chambres (Arch. Nat. TT. 317 A) ; — à Saint-Vaast, dans une simple grange, longue de 20 pieds, donnée en 1645 par un membre de la famille Massieu (E. Travers, 16).

¹ Félice, *Mer*, 52. — Chaque sermon imprimé de Du Bosc tient environ 40 pages in-8°. — Des inscriptions tirées de l'Ecriture étaient gravées sur la porte des temples ; à Caen : *Craignez Dieu, honorez le Roy* ; à Colombières : *Cherchez l'Eternel tandis qu'il se trouve ; invoquez-le tandis qu'il est près*. (Bull. du Prot., XXXIX, 619. — Abbé Laffetay, I, 63).

² Félice, *Prot. d'autr.*, 90 sqq. — Arch. mun. de Caen, Reg. prot., *passim*.

³ A partir de 1677, on chanta, dans les églises, les « Psaumes retouchez » de Conrart ; recueil terminé, après la mort de Conrart (1675), par un bas-normand, Jacques de Paulmier de Vendeuvre (*Fr. Prot.*, 2^e éd., IV, 579).

⁴ *Menagiana*, II, 90. — Les Anglais réfugiés en France ne pouvaient, paraît-il, se faire à cet usage. (Félice, *Prot. d'autr.*, 62).

⁵ Arch. Calv. B., Reg. de Saint-Pierre-sur-Dives, ann. 1672 et 1675. — Félice, *Prot. d'autr.*, 116.

⁶ Arch. mun. Caen, Reg. prot., ann. 1676-80, *passim*. — Ces *actions de catéchisme*, où l'on interrogeait même les grandes personnes, avaient pour but de rappeler les doctrines fondamentales de la foi chrétienne. (Félice, *Prot. d'autr.*, 109, 113).

valle, on pouvait s'édifier à domicile en lisant certains traités spéciaux, comme : « *Le Voyage de Béthel, pour participer dignement à la Sainte Cène du Seigneur* », par Jean de Fauquemberge, ministre à Dieppe; — ou : « *La Journée Sainte, pour exciter l'âme à la dévotion en la communion...* », par Charles Duvernoy¹; — ou encore : le « *Catéchisme aux fins de préparer dignement à la Sainte Cène* », par Baillehache de Beaumont, ministre de Caen. Ce dernier ouvrage est divisé en quatre « catéchismes », par demandes et réponses. Le premier explique en détail le « sinbolle des apostres »; le second a pour titre « la loy », ou les dix commandements; le troisième traite de la prière, et surtout de l'oraison dominicale; le quatrième, de la Parole de Dieu et des sacrements (baptême et Cène)².

A Caen, la table sainte était dressée, non pas aux jours de fête, comme maintenant, mais tous les trois mois, aux deux premiers Dimanches de Janvier, Avril, Juillet et Octobre³; — donc, huit fois par an.

Aucun fidèle n'y était reçu s'il ne présentait au pasteur une *marque* ou *méreau*, sorte de médaille en plomb qui lui était remise par un *ancien* la veille ou le matin du Dimanche « jour de Cène ». Ce méreau attestait qu'il n'avait pas été suspendu de la communion par le Consistoire⁴.

Il y avait deux tables au temple de Caen : l'une, vers la rue de Bretagne, l'autre, vers la rue de Bayeux. Deux pasteurs se plaçaient à la première, parce que « le peuple » y était plus nombreux; un seul suffisait pour la seconde⁵. Les hommes s'approchaient en bon ordre, et, après eux, les femmes. Un gentilhomme caennais fut censuré, au synode de la province, pour avoir troublé le culte en exigeant que sa femme le suivit, à la Cène, « devant tout le reste des hommes⁶ ».

Pendant la cérémonie, les anciens assistaient les ministres. Deux

¹ Livres figurant parmi ceux qui furent saisis, à la Révocation, chez le comte de Courtomer. (Arch. Manche, G, *Réf.*).

² Bibl. Caen, mss., in-4° 24, 465 pages. Impr. à Rotterdam en 1719. (*Fr. Prot.*, 2^e éd., I, 719).

³ Arch. mun. de Caen, Reg. prot., *passim*. — L'usage de ne faire la Cène que le dimanche ne paraît pas avoir été général en Basse-Normandie. Le 28 mars 1673, le consistoire de Basly prie De la Croix, ministre à Saint-Sylvain, de venir « donner un prêche » à Bernières le mardi de Pâques, et d'y célébrer la Cène ce même jour. (Arch. Calv. C. 1561).

⁴ Félice, *Mer*, 46, 47. — Factum pour les ministres et anciens de Caen, 1685. (Bibl. du Pr., mss. Norm. II, 169).

⁵ Factum, *ibid.*

⁶ Aymon, I, 43.

d'entre eux versaient le vin dans les coupes, mais seulement quelques gouttes, pour chaque fidèle ¹.

Afin de ne pas distraire les communians, on ne bénissait ni baptême ni mariage, et on ne faisait aucune annonce. Morrisse, pasteur des Veys, avait marié en un jour de Cène ; le synode de Saint-Lô (1634) lui défendit de récidiver, « à peine de suspension ². »

Plus solennels encore étaient les *jeûnes*, actes d'humiliation extraordinaire prescrits de temps à autre par les synodes. Ils avaient lieu soit le Dimanche, soit un jour sous semaine. La règle était de se priver de « toute nourriture », pour témoigner à Dieu que l'on se reconnaissait « indigne de vivre ³. » Le curé Marcel, assistant à un jeûne des réformés de Basly (6 Oct. 1660), fut frappé de les voir porter, sans fléchir, « le faix d'un long jour sans pain ⁴ ». Au temple, de neuf heures à trois heures, on entendait comme une trilogie de sermons, unis entre eux, sans interruption, par des lectures de la Bible, alternant avec des chants de psaumes ⁵. Un jour de jeûne, à Caen, Du Bosc prêcha sur *les larmes de Saint-Pierre* (1658) : « Comme vous voyez dans la nature, dit-il, que les éclairs et les tonnerres sont ordinairement suivis de la pluie, de même aussi, après *ces deux actions précédentes* qui ont fait briller à vos yeux les éclairs des enseignements, et tonner à vos oreilles les foudres des jugements du Seigneur, il faut maintenant qu'une pluie de vraies larmes vienne detremper nos cœurs, de ces larmes qui sont comme la sueur d'une âme angoissée... Pleurons ces débauches... qui ont effacé le titre de *réformateurs* de dessus le front de plusieurs, pour y graver celui d'yvrognes et de dissolus ⁶ ! »

Réformateurs, les calvinistes prétendaient l'être, et des mœurs et du culte. Dans un siècle d'ardente piété, ils voulaient faire « l'édification » de leur prochain, et c'est par la porte étroite qu'ils s'efforçaient de gagner le ciel. Voici en quels termes Du Bosc dévoile à la maréchale de Turenne les scrupules intimes de sa conscience : « Après avoir prié, ou lu, ou médité, si l'on pense à se divertir à quelque chose, on est tout étonné que durant ce tems-là le monde et la chair viennent reprendre leur place, et rétablir quelques-unes de

¹ Factum de 1685.

² Bibl. du Prot., Pap. Norm.

³ Bibl. Caen, mss., *Catéchisme de Baillehache*, p. 463.

⁴ *La seureté catholique*, par l'abbé Marcel. (Coll. Mancel, à Caen, n° 1776).

⁵ Félice, *Prot. d'autr.*, 166-171. — Arch. mun. Caen, Reg. prot., 1^{er} nov. 1682.

⁶ *Sermons sur div. textes*, I, 4, 25, 47.

leurs affections que l'on croyait bien délogées ». Préoccupé de ne point chercher « sa gloire », « la dernière des idoles à qui l'on se résout de renoncer », Du Bosc voudrait résister même à la « déman-gaison d'écrire », pour « l'immoler aux pieds du Christ » ; il se plaint que l'amour des lettres vienne à toute heure « traverser » celui de sa « sanctification ». — « Toutes choses sont pures à ceux qui sont purs, lui répond M^{me} de Turenne ; tant que nous sommes en ce monde, il n'y a pas moyen de spiritualiser notre vie comme celle des anges ; il faut que dans celle des plus saints il y ait toujours de l'animal et du terrestre ». (Juillet-Août 1664) ¹.

¹ Legendre, *Vie de Du Bosc*, p. 381-392. — Charlotte de Caumont-Laforce avait épousé Turenne en juin 1651. Lorsqu'elle mourut (1666), Du Bosc écrivit : « Elle était un vray miracle de foy et de dévotion en ce siècle corrompu... L'Eglise de Dieu la considérait comme un de ses plus fermes appuis ». (*Ibid.* 394-396). — On sait que Turenne n'abjura le protestantisme qu'après la mort de sa femme.

CHAPITRE TROISIÈME

L'INSTRUCTION CHEZ LES MINISTRES ET LES FIDÈLES. — RELATIONS UNIVERSITAIRES ET DE FAMILLE AVEC L'ANGLETERRE ET LA HOLLANDE

Trois sermons d'une heure par semaine, — et dont il fallait souvent renouveler la matière ¹, — sans compter les « actions de catéchisme » et les prédications de jeûne, telle était la tâche qui s'imposait aux ministres, outre la correspondance, les visites pastorales, l'instruction des enfants, etc. « D'ordinaire, écrit l'abbé Marcel, on n'en met guère [à ces fonctions] qui n'ayent quelque capacité, quelque sorte d'attache à l'étude, et quelque médiocre talent de prescher...; au lieu que dans le grand nombre qu'il faut qu'il y ait nécessairement de prestres et de curez, et dans la manière dont quelques-uns se poussent aux bénéfices, il est malaisé qu'il ne s'en trouve qui manquent d'une partie de ces bonnes qualités ² ».

En vue du recrutement du « Saint-Ministère », les églises devaient faire choix « d'escoliers déjà avancez aux bonnes lettres et de bonne esperance », les envoyer aux Universités en qualité de *propounds*, « pour y être preparez et façonnez », et les y « entretenir »,

¹ En 1634, Jacques Lohier, ministre de Dieppe, fut traduit devant le synode provincial, « parce qu'il ne faisait qu'un certain nombre de sermons qu'il recommençait de temps à autre sur les mêmes textes, et répétait dans les mêmes mots ». (*Fr. Prot.*, 1^{re} édit., VII, 111).

² *Histoire de la suppression du presche de Bastly*, par l'abbé Marcel, p. 15. (Bibl. Nat. L^a 176, n° 397).

s'ils étaient pauvres ¹. C'est ainsi que Du Bosc, qui n'était point riche, étudia aux frais du Consistoire de Caen ².

Les prêtres ou moines convertis ³, s'ils aspiraient à devenir pasteurs, étaient astreints aux mêmes études que les autres proposants. En 1617, la province de Normandie réclame Joachim Soler, ancien frère prêcheur, pour l'entretenir jusqu'à ce qu'il soit capable d'être reçu au ministère ⁴.

Tout d'abord, les proposants désireux de parfaire leur instruction avaient pu se rendre aux Universités de Hollande, de Suisse ou d'Angleterre. Des liens étroits unissaient, en effet, les églises calvinistes de France à leurs sœurs de l'étranger. Elles s'avertissaient mutuellement « de la convocation et tenue » de leurs synodes, et les décisions ultra-calvinistes de Dordrecht avaient été déclarées exécutoires en France par le synode d'Alais (1620). Il était naturel que le gouvernement de Louis XIII prit ombrage de ces relations ; un édit de 1622 interdit les églises françaises à tout proposant qui aurait étudié hors du royaume. Et l'interdiction fut maintenue après la prise de La Rochelle, malgré les plaintes des synodes nationaux de 1644 et de 1659 ⁵.

A défaut des universités étrangères, les académies protestantes de Sedan, Saumur, Montauban et Nîmes donnèrent aux proposants un enseignement substantiel, qui comprenait les langues anciennes, la théologie, la philosophie, la jurisprudence, même les mathématiques ⁶.

Ses études terminées, le futur ministre se présentait devant le Synode de la province qui l'avait entretenu. Une commission de pasteurs était nommée pour l'examiner. Il devait commenter un texte de l'Écriture, répondre à des questions de philosophie et de théologie, traduire de l'hébreu en latin un passage de l'Ancien Testament, et du grec en français un passage du Nouveau. Refusé, il

¹ Bourchenin, 342-350, *passim*.

² Bayle, *Œuvr. div.*, I, 112.

³ En 1655, le synode provincial alloue successivement, à « deux cappucins convertis », 60 et 190 livres. (Bibl. du Prot., mss Lutteroth, *Norm.*).

⁴ Aymon, II, 120. — Sur Soler, voir l'Appendice, I.

⁵ Bourchenin, p. 403. — Cependant, sous Louis XIV, quelques proposants de Basse-Normandie fréquentent encore les Universités de Hollande. A Leyde, étudié, vers 1648, Etienne Morin, futur ministre de Caen. (*France Prot.*, 1^{re} éd., VII, 507). — A Groningue, sont inscrits : en 1664, Robert Moisant de Brioux, futur ministre de Senlis ; — en 1667, Jean du Mesnil-Jemblin, futur ministre de Saint-Pierre-sur-Dives. (Guyot, *Groningue*, p. 43, 44).

⁶ Bourchenin, *passim*.

retournait sur les bancs de l'Académie ; reçu, il écoutait une admonestation sur la grandeur du ministère, et signait la *Discipline*. Puis il rejoignait l'église qui lui avait adressé vocation. Deux pasteurs, délégués par le synode, venaient le consacrer ; l'un lui imposait les mains, l'autre lui donnait « la main d'association ». Mais il n'était définitivement installé qu'après avoir fait, devant son futur troupeau, trois prédications d'essai ¹.

Cette préparation minutieuse était exigée pour les petites églises de la campagne comme pour celles des villes. Sur la liste des jeunes réformés de Basse-Normandie qui passèrent leurs thèses à Sedan, figure, à côté de Samuel Bochart, l'obscur étudiant Luc Pouquet, plus tard pasteur de Cormeray-Pontorson ².

Même en fonctions, le ministre continuait de cultiver les langues anciennes. En 1664, Du Bosc écrit à la maréchale de Turenne : « Il me semble que si je n'étudie du grec et du latin, j'oublierai le peu que je sais, *je deviendrai incapable de ma charge* ³. » Jean Tapin, sieur du Manoir, ministre des Essarts, correspond longuement avec Samuel Bochart sur le sens de certains passages controversés de l'Ecriture ⁴.

L'instruction était presque aussi nécessaire aux fidèles qu'aux ministres. En effet, chaque réformé devait se livrer à une étude personnelle de la Bible, pour apprendre à justifier sa foi. Du Bosc écrivait à Conrart ⁵ : « Je sais que les mystères de Canaan ne vous sont pas moins connus que les beautés de notre langage. » A Caen, une de ses paroissiennes, M^{lle} de Saint-Contest, l'entretenait souvent de questions religieuses, et Conrart souhaitait de pouvoir recueillir « quelques miettes » tombant de leur « table ». M^{lle} de la Suze ⁶

¹ Aymon, I, 357. — *Encycl. des sc. rel.*, XII, 183. — Syn. de 1634, 1669 (Bibl. Prot. mss. Norm.). — Le 26 juin 1672, Etienne Morin, de Caen, et Pierre de la Croix, de Saint-Sylvain, installent pasteur à Saint-Pierre-sur-Dives Jean du Mesnil-Jemblin, proposant de l'église de Caen. (Arch. Calv., B. reg. de Saint-Pierre-sur-Dives.)

² *France Prot.*, 2^e édit., V, 381. — Luc Pouquet avait même étudié à Groningue en 1621. (Guyot, *Gron.*, 41.)

³ Legendre, *vie de Du Bosc*, 38.

⁴ *S. Bocharti op. omnia*, I, 880-1038. — Tapin du Manoir mourut la même année que Bochart (1667), après 47 ans de ministère. (Syn. de 1669, Bibl. Prot. mss. Lutteroth.)

⁵ La collection Conrart, t. XIV (Bibl. Arsenal, mss), contient des copies de pièces inédites de Du Bosc : sermons, opinions diverses, etc.

⁶ Fille d'Henriette de Coligny, comtesse de la Suze, qui se fit catholique en 1653, et a laissé quelques poésies.

avait consulté Du Bosc sur un verset de l'épître aux Galates ; le ministre répond par une dissertation de 22 pages, cite les principaux théologiens (Caméron, Amyraut), donne sa propre opinion, et ajoute : « *A vous, mademoiselle, de prononcer sur l'interprétation que je vous présente* ¹ ». — « L'expérience fait voir, écrit en 1664 un moine augustin de Saint-Lô, que le commun des catholiques est ordinairement très peu instruit des veritez de la foi. De là il arrive que les religionnaires... proposent cent difficultez contre nos creances ² ».

Dès le xvi^e siècle, les synodes nationaux avaient décidé que chaque église aurait son *école* ; chaque province, un ou plusieurs *collèges*, — sans parler des académies.

Des écoles protestantes de Basse-Normandie, la seule dont nous sachions quelque chose est celle de Basly. Elle était tenue, en 1659, moyennant une rétribution mensuelle de 40 sols, par l'*ancien* faisant fonctions de lecteur : Josias Manson ³. Les registres d'état civil prouvent que, dans cette église de campagne, les illettrés ne dépassaient guère le tiers de la population. En 1668, 58 personnes signent les actes plus ou moins correctement ; 37 seulement sont réduites à apposer leur « merc », c'est-à-dire un signe quelconque, rond, parafe ou croix. En 1669, la proportion est de 61 contre 38 ⁴.

Les réformés avaient un collège en Normandie. Peut-être même en eurent-ils deux vers 1620 : l'un à Saint-Lô, l'autre à Quevilly, près Rouen ⁵. Ce qui est certain, c'est que, aux synodes provinciaux réunis sous Louis XIV, un seul collège est mentionné, celui de Quevilly. En 1655, l'Eglise de Rouen, à la demande du synode, y adjoignit une imprimerie ⁶. Parmi les « régens » qui professèrent à Quevilly, on cite deux Caennais, les frères Jean et Salomon Bourget ⁷.

Quant au collège protestant de Caen, dont parle Weiss ⁸, nous n'en avons trouvé nulle trace. Le besoin ne s'en faisait pas sentir ; l'Université de la ville, devenue plus tolérante depuis 1612, admettait

¹ Legendre, *Du Bosc*, 37, 457, 492, 517-539.

² *Avertissement* en tête de la *Conférence sur la messe entre un cotholique et un religionnaire*, par le P. de Boissy. — Paris, 1664. (Bibl. de Valognes.)

³ Arch. Calv. C. 1561.

⁴ *Ibid.* C. 1550 et 1551.

⁵ Bourchenin, p. 66, 67. — D'après un *Essai sur l'histoire de Condé*, publié en 1785, les réformés auraient eu aussi, dans cette ville, « un collège bien accrédité ». (*Essai*, p. 18 n. — Abbé Laffetay, I, 230.)

⁶ Bibl. Prot. mss. Lutheroth (*Norm.*).

⁷ *Fr. Prot.*, 2^e édit., II, 1126.

⁸ *Hist. des Réfugiés*, I, 49.

dans ses établissements, sans « différence ni distinction » de religion, tous les écoliers du pays. En 1616, l'Assemblée générale de Loudun demanda que les jeunes protestants fussent reçus dans toutes les universités, « comme il se faisait à Caen ¹. » Jacques Moisant de Brieux et son fils Pierre ; Michel Néel de la Bouillonnière, plus tard gendre de Du Bosc ² ; Samuel Lesueur de Colleville, petit-fils de Bochart ³ ; Dumont de Bostaquet, l'auteur des *Mémoires* ⁴, firent leurs humanités à Caen, au collège du Bois.

De même pour l'enseignement supérieur. C'est au « collège des droits » de Caen que prirent leurs licences :

Le 18 juin 1636 : Henry Basnage de Viquemont et de Franquesnay, né à Saint-Cosme-Damien, diocèse de Coutances, fils du pasteur Benjamin, et plus tard grand jurisconsulte ⁵ ;

Le 17 novembre 1671 : Samuel Lesueur de Colleville, alors âgé de 20 ans ;

Le 11 décembre 1674 : Nicolas Le Cavelier, de la paroisse de Saint-Pierre de Caen (âgé de 20 ans) ⁶.

D'autres jeunes réformés, Pierre de Cahaigues et Nicolas de Barbery de Saint-Contest, avaient reçu de l'Université, en 1646 et 1647, des lettres testimoniales d'études ⁷.

Les Anglais et les Hollandais venaient chercher, à Caen, le supplément de connaissances que les Normands (au moins les laïques) ⁸ allaient demander à la Hollande et à l'Angleterre. « De Hollande, écrit Bochart à Huet (23 décemb. 1666), viennent icy sans cesse des escoliers pour y apprendre la langue ou pour leurs études, ou pour y prendre leurs degrez ⁹. »

¹ Bibl. du Prot. mss. Norm., II, 49 v^o.

² *Mém. Acad. Caen*, ann. 1872, p. 13.

³ S. Boch. *op. omnia*, I, 36.

⁴ *Mém. de Bost.*, p. 5.

⁵ Arch. Calv. D. Univ. Fac. de droit, Récept. aux actes, 1613-37. — Sur le registre, le nom de Basnage est accompagné de l'épithète *honestus*, simple formule de politesse, comme *studiosus*. En 1860, l'avocat général près la cour de Caen, chargé du discours de rentrée, prit comme sujet : *Henri Basnage*. Il loua dignement son héros (*Bull. du Prot.*, IX, 373-374), mais eut le tort d'attacher trop d'importance à l'épithète *honestus*.

⁶ Arch. Calv., *ibid.*, Reg. de 1664-79.

⁷ *Ibid.* D. 85.

⁸ En 1648, Abraham Huard, de Caen, prend le doctorat en physique à Oxford, (Agnew, I, 147). — Etudiant : à Groningue, en 1663, Jean Guérard, de Saint-Lô (Guyot, 43) ; — à Leyde, le médecin Etienne de Cahaigues et le poète Jacques Moisant de Brieux. (V. ci-après, pages 101, 117).

⁹ Abbé Tilladet, I, 220.

Les registres des facultés de médecine et de droit en nomment quelques-uns ¹, reçus licenciés ou docteurs à Caen. Selon toute apparence, la grande majorité de ces jeunes étudiants appartenait au protestantisme.

A leur suite, vinrent des familles entières d'étrangers. Caen reçut, de Hollande, les Beverslhuys, les Lange, les Vanderoot (ou Vanherout) ². Suzanne, Marguerite et Jeanne de Beverslhuys épousèrent : l'une, Samuel Bochart ³ ; l'autre, Jean Lemièrre, écuyer, seigneur de Basly ⁴ ; la troisième, David Besnard, écuyer, seigneur d'Amonlaville (ou d'Omonville) ⁵.

La première révolution anglaise jeta, sur les côtes normandes, beaucoup de réfugiés royalistes ou parlementaires. « N'avons-nous pas vu, disait à ce propos Du Bosc en 1655, nos rues pleines de pros-crits ⁶ ? » Tels furent : le ministre Philippe Lecouteur, qui desservit l'église de Caen de 1652 à 1661 ⁷ ; Stannhurst, habile dialecticien, qui

¹ Bien qu'il ne soit pas toujours aisé de les reconnaître sous le vêtement latin qui affuble leurs noms, citons, entre autres :

A la Faculté de médecine : 1^o *Anglais et Ecossais* — 1648 : Jean Dolman, de Londres (*Dolmanus Londiniensis*) ; Jean Fennell, de Kilkenny (*Kilkeniensis*) ; Arnold de Sallanova, de Dorchester (*Dorceetrensis*). — 1651 : Thomas Vane, du Kent (*Kantianus*) ; Alexandre Seyton, d'Ecosse (*Setoneus-Scotus*).

2^o *Hollandais* — 1648 : Adrien Bogaart, de Rotterdam (*Bogardus Rotterodamensis*) ; Nicolas Bogaart, de Delft (*Delpho-Batavus*). — 1649 : Chrétien *Utenbogardus* (?), d'Utrecht (*Ultrajectinus*) ; Victor Nicolaï, d'Amsterdam. — 1653 : Jean Stienberg, de Groningue (*Groningo-Frisius*). (Arch. Calv. Univ. D. 85.)

A la Faculté de droit, passent la licence ou le doctorat : le 15 sept. 1663, Van Rhee, de Flessingue (*Flessingo-Zelandus*) ; — le 28 mars 1665, Guillaume Nieuport, de Schiedam ; — le 26 nov. 1667, Jacob Vasooster et Adolphe Westernyk, de Zélande ; — le 1^{er} février 1668, Elouard *Neuhusius* (?), d'Alkmaar ; — le 26 août 1671, Jean Strick van Liuschoten, d'Utrecht, et Johann van Vrùberghe, de Middelbourg. (*Ibid.*, Fac. de droit, Récept. aux actes, ann. 1662 à 1679.)

² Arch. Calv., et Arch. mun. Caen, Reg. prot., *passim*.

³ Bayle, *Euv. div.*, I, 112.

⁴ Arch. mun. Caen, Reg. prot., 11 mars 1680 (date de la mort de Marg. de Beverslhuys).

⁵ Arch. Calv. C. 1609. — C'est par erreur que l'Inventaire sommaire des Arch. du Calv. (Série C, II, 57) imprime Jeanne de *Theverslings* (pour Beverslhuys).

⁶ *Serm. sur div. textes*, III, 696.

⁷ Il était fils d'un receveur général de Jersey. Son frère Jacques, doyen des églises jersiaises, épousa, en 1662, Geneviève de Langle, fille du ministre de Rouen (Beaujour, 294, 295). — Les registres d'état civil attestent le passage, à Caen, d'autres ministres venus du dehors. Le 28 octobre 1665 et le 3 janvier 1666, Polier et Du Gué, « ministres de l'Evangile au pais de Suisse », célèbrent chacun deux baptêmes au temple du Bourg-l'Abbé. (Arch. mun. de Caen, Reg. prot.)

enseigna la philosophie à l'Université de cette ville¹ ; tel surtout le presbytérien Denzil Hollis. Chassé de la Chambre des Communes par Cromwell, il avait passé la mer au mois d'août 1647, et trouvé asile à Sainte-Mère-Eglise. La Restauration de 1660 le fit lord et ambassadeur d'Angleterre en France ; à ce titre, il négocia la paix de Bréda. Le 14 septembre 1666, il épousait en troisièmes noces Esther Le Lou, fille de Gédéon, seigneur de Colombières en Basse-Normandie, et veuve de Jacques Richer, seigneur de Cambernon².

De ces familles, qu'on pourrait appeler anglo-normandes, l'une des plus marquantes fut celle des Lebas. Jean Lebas, de Caen, fils de Jean Lebas et de Marie Paisan, avait épousé Anne Samborne, fille aînée de Richard Samborne³, marchand anglais établi à Caen. De ce mariage sortirent cinq enfants : Jean, Jacques, Richard, Michel et Marie⁴. — Richard Lebas, né le 30 décembre 1629, marié à Killiana Godfricht, devint, en 1669, maréchal des cérémonies du roi d'Angleterre Charles II⁵. Le 29 juin 1673, on baptise à Caen une de ses filles, Jacqueline-Charlotte Lebas. Les parrain et marraine sont le ministre Guillebeft et Anne de Baillehache, représentant le duc de Monmouth et sa sœur, « suivant les ordres signés de leur main et cachetés du sceau de leurs armes⁶. »

¹ Huet, *Commentarius*, p. 196.

² Agnew, I, 43. — Guizot, *Etudes biogr. sur la Révol. d'Angleterre*, p. 16, 17, 45.

³ En déc. 1629, on annonce à Caen le mariage de Marguerite Samborne, autre fille de Richard, avec Pierre de Cahaigues. — En 1650, une autre Marguerite Samborne épouse Jacques de Paulmier de Grentemesnil. (Arch. mun. Caen, Reg. prot., à ces dates). — Le 24 mai 1676, est baptisée à Trévières une fille de Jacob Hue, écuyer, sieur de Montaigu, et de Marie Samborne, demeurant à Tessy. (Greffé de Bayeux, reg. prot. de Trévières).

⁴ Baird, *Réfugiés en Amér.*, 327.

⁵ C'est ce qui résulte du document suivant : « Aujourd'hui, 14^e jour de sept. 1681, le Roy étant à Fontainebleau, voulant favorablement traiter le sieur Lebas, Français habitué à Londres depuis douze ans en qualité de maréchal des cérémonies du roy d'Angleterre... » (*Bull. du Prot.*, XL, 402).

⁶ Arch. mun. Caen, Reg. prot., à cette date.

CHAPITRE QUATRIÈME

NOBLESSE ET BOURGEOISIE : MINISTRES, MILITAIRES, MAGISTRATS, AVOCATS
ET MÉDECINS

Mêlées ou non de sang étranger, les familles nobles protestantes de Basse-Normandie étaient, au xvii^e siècle, nombreuses, et, pour la plupart, assez anciennes.

En 1666, sur l'ordre de Louis XIV, l'intendant de Caen, Chamillart¹, fit la *recherche* des nobles de sa généralité. Sur 877 familles qui prouvèrent leur gentilhommerie, 74 étaient de la religion réformée, soit une proportion d'un onzième. Elles habitaient surtout la campagne de Caen, le Bessin, le Cotentin et l'Avranchin. Nous citerons seulement les plus connues :

1^o Furent trouvés dans Monfaut² en 1463 : les *de Héricy* (de Saint-Manvieu), — *Boussel de Parfouru* (de Villers-Bocage), — *de Bricqueville-Colombières*, — *de Méhérenc* (de la Cambe), *de Montgomery*, — *de Chivré de Marancieu*, ou *Marancé*, ou *Maransé* (de Sottevast), — *de Pierrepont* (de Saint-Marcouf), — *Richier*, ou *Richer*, *de Colombières*, ou *Coulombières* (de Cerisy);

¹ Avocat-général au Grand-Conseil, puis procureur-général près la commission qui jugea Fouquet; intendant de Caen de 1666 à 1675. — C'est le père du contrôleur-général.

² Raymond de Montfaut (ou Montfaut), général des Monnaies, commissaire départi par le roi, en 1463, pour rechercher en Normandie les usurpateurs de noblesse. (E. de Magny, *Nobiliaire de Normandie*, Paris, 1862, tome I. Introd., p. II).

2° Prouvèrent leurs quatre degrés sans anoblissement connu : l'orientaliste *Samuel Bochart*, et les familles de la *Bazonnière* (de Vouilly), — *Beaudenis de Montataire* (de La Meauffe), — *Baudart* (de Colomby-sur-Thaon), — *Daumesnil de Bretteville* (de Saint-Aignan et Saint-Sylvain), — *Osmont* (de Boulon), — *Radulph de la Roche et de la Rivière* (de Clécy et Proussy) ;

3° Avaient été anoblis avant le 1^{er} janvier 1611 : les de *Cahaignes de Verrières* (de Caen), — *Néel de la Bouillonnière* (de Caen), — *Baillehache* (de Biéville), — *Hue* (de Carpiquet), — *Mesnager* (de Cagny), — *Le Fanu* (de Cresserons), — *Lesens* (de Lion-sur-Mer), — *Legrand* (d'Anguerny), — *de Fourré* (de Flers et Montsecret), — *Jacques de Paulmier, sieur de Grentemesnil* (anobli en 1595), — *Thomas et Jacques Le Révérend de Bougy* (anoblis en 1594) ¹.

On a dit ² que la petite noblesse, suivant l'exemple donné par la grande, s'était convertie « presque tout entière » à la religion dominante, sous les règnes de Louis XIII et de Louis XIV. Pour ce qui concerne la Basse-Normandie, les registres d'état civil, même en laissant de côté l'église de Caen, suffisent à réfuter cette assertion.

A *Fresne*, le 20 juillet 1670, Gabriel de Chalon, écuyer, seigneur des Essars, épouse Judith de Froté (ou Frotté), fille de feu messire Benjamin de Frotté ³, « vivant chevalier », seigneur de Couterne et de Vieux-Pont, et de noble dame Suzanne Derefuge ⁴ ;

A *Basly*, Henri Daniel, écuyer, seigneur et patron de Martragny, épouse, le 29 octobre 1679, Marie de Héricy ⁵ ;

A *Saint-Vaast*, en 1679, inhumation de Michel de Cheux, écuyer, seigneur de Noyers ; — le 20 septembre 1682, baptême du fils de François de Boussel de Parfouru ; — le 7 janvier 1685, mariage d'Ezéchiel de Pierres, écuyer, sieur de la Boyvinière, de Saint-Lô, et d'Adrienne Hélyes de la Catherie ⁶ ;

A *Vaucelles*, le 8 août 1677, première annonce du mariage de Jacques du Bousquet, écuyer, seigneur de Vienne, et de Marie, fille de « M^e Henry Basnage, écuyer, sieur de Franquesnay, avocat au

¹ *Bull. du Prot. Fr.*, XXXVII, 537-548. — Voir aussi la « Recherche de la noblesse de la généralité de Caen, en 1666 et années suivantes », tome I, *passim*. (Caen, 1887, in-8°).

² Weiss, *Réfugiés*, I, 51.

³ C'est un des ancêtres de Louis de Frotté, le fameux chef royaliste. (Voir l'Appendice, III).

⁴ *Bibl. du Prot.*, mss. Norm., III, 138.

⁵ Arch. Calv. C. 1560.

⁶ *Ibid.* C. 1595, 1596, 1598.

Parlement de Normandie », et de Marie Cognard ; — le 18 décembre 1678, baptême de leur fils, Pierre du Bousquet, présenté par M^{lle} de Crouay ; — le 3 juin 1680, première annonce du mariage d'Henry Hue, écuyer, sieur de Tournetot et de Carpiquet, et d'Elisabeth du Vivier de Beaumont ¹ ;

A *Trévières*, le 30 juillet 1676, Gédéon d'Espinoze, écuyer, sieur de Courtaunay ², de la paroisse des *Oubeaux*, épouse Françoise Osber du Manoir, de *Longueville* ; — le 3 avril 1683, Jacques de Méhérenc de la Conseillère, de *la Cambe*, et sa femme Anne d'Allain, font baptiser leur fils, nommé Jacques par Jacques du Haussey, écuyer, sieur de Lignerolles, de *Cahagnolles* ³ ;

A *Saint-Sylvain*, le 21 juillet 1677, Abraham de la Mothe, écuyer, sieur des Fresnes, épouse Esther le Cloustier, fille de Pierre le Cloustier, seigneur et patron de *Maizières* ⁴ ;

A *Saint-Pierre-sur-Dives*, en novembre 1679, Pierre Daumesnil, écuyer, sieur de Boisdaune, de *Saint-Aignan-de-Cramesnil*, fait publier son mariage avec Marie Costard, de *la Chapelle-Hautegrue* ; — à la même église, on annonce (oct. 1682) le mariage de Louis de Chalons, écuyer, sieur de Gromesnil, et d'Anne de Chalons ⁵ ;

A *Falaise*, le 11 juin 1684, baptême d'Henry, fils d'Abraham de Henaut, écuyer, sieur de Cantelou, et d'Henriette de Belle, de la paroisse de *Clécy* ⁶ ;

A *Saint-Lô*, le dernier baptême qui ait pu être célébré par un ministre est celui d'une enfant noble : Anna, fille de « messire Louis de Pierrepont, seigneur de Saint-Marcouf, marquis des Biars, et de noble dame Marguerite de Varinière » (4 octob. 1685) ⁷.

— Attachés à la Réforme, la plupart de ces nobles recherchèrent naturellement la carrière pastorale.

A Cerisy-la-Salle, Jacques Richier, écuyer, sieur de Coulombières, desservait l'église « recueillie » chez son frère, Gédéon Richier, seigneur et patron du lieu ⁸. « Il s'était consacré au ministère, dit

¹ Greffe de Bayeux. Reg. de Vaucelles.

² En 1655 et 1665, Philippe et Gédéon d'Espinoze de Courtaunay donnent des rentes au consistoire de Trévières. (Arch. hosp. de Bayeux, B. 4 et 56).

³ Greffe de Bayeux. Reg. de Trévières.

⁴ Arch. Calv. C. 1607.

⁵ *Ibid.* B. Baill. Falaise, Reg. de Saint-Pierre-sur-Dives.

⁶ *Ibid.* Reg. de Falaise.

⁷ Arch. mun. de Saint-Lô, Reg. prot.

⁸ Greffe de Coutances, Reg. de Cerisy, 1673-79. — De Gédéon Richier et de « noble dame » Louise Puchot, naquit Jacques Richier, baptisé par son oncle le 23 sept. 1674. (*Ibid.*).

E. Benoist, avec un zèle sans ambition, et il avait reçu de Dieu le don d'une modestie, d'une douceur... qui l'ont toujours fait considérer comme un véritable ministre de l'Evangile¹. »

Jean de Baillehache, sieur de Beaumont, ministre à Caen de 1620 à 1661, eut un fils, Jean, qui fut aussi pasteur, et desservit l'église des Veys, près Isigny².

La famille Basnage, « si féconde en auteurs célèbres », dit Bayle³, fut anoblie au mois de juillet 1652, par lettres-patentes du roi⁴, dans la personne de Benjamin Basnage. Benjamin, que toutes les églises tenaient en haute estime⁵ pour l'énergie de son caractère et l'ardeur de son dévouement à la cause protestante, mourut vers la fin de l'année 1652, laissant deux fils, Antoine et Henri. Antoine (1610-91) épousa Gabrielle de Méhérenc, et fut pasteur de Bayeux-Vaucelles en même temps que son fils, Samuel Basnage de Flottemanville, qui devait se signaler, dans le Refuge, par des ouvrages d'une érudition solide. Henri Basnage de Franquesnay, le distingué commentateur de la Coutume de Normandie, fut le père du grand Jacques Basnage⁶.

La famille Bochart portait « d'azur au croissant d'or surmonté d'une étoile de même ». D'après une généalogie manuscrite conservée à la Bibliothèque de Caen, le premier ancêtre connu de cette famille fut Guillaume Bochart, écuyer, seigneur de Vézelay en Bourgogne, et gentilhomme de Charles VII. Aux xv^e et xvi^e siècles, des Bochart de Noroy, de Champigny, du Mesnillet, occupèrent à Paris diverses charges de judicature⁷. Mathieu Bochart, cousin de Samuel, ministre à Alençon, mort en 1662, eut deux filles qui se marièrent noblement : Marie, avec Jacques de Baillehache, chevalier, seigneur de Biéville (Janv. 1668)⁸; Anne, avec Philippe Daumesnil, écuyer, sieur de

¹ E. Ben., IV, 386.

² Beaujour, 294. — C'est par erreur que M. de la Ferrière (*Athis*, 98) fait de Baillehache fils un ministre *du Vey*, près Clécy.

Le 4 avril 1678, Marie, fille de Jean de Baillehache fils, épouse à Trévières Mathieu Le Trésor, écuyer, sieur de la Rocque. (Greffé de Bayeux, reg. de Trévières).

³ Bayle, *Dict.*, I, 467 A.

⁴ Bianquis : *la Révocation de l'Edit de Nantes à Rouen*. (Rouen, 1885); p. 6.

⁵ Le syn. nat. de 1637 l'élut son modérateur; celui de 1644 le chargea de régler quelques différends entre pasteurs et consistoires. (Aymon, II, 705).

⁶ *France Prot.*, 2^e éd., I, 926.

⁷ *Ibid.*, 2^e éd., II, 648, 649. — Un Jean Bochart, seigneur de Champigny (sans doute catholique), fut intendant de Caen de 1659 à 1661. (Voir Appendice, V). — Samuel (l'orientaliste), dont le nom a été quelquefois écrit Bochart, signe invariablement Bochart sur les registres protestants de Caen.

⁸ Arch. mun. de Caen, Reg. prot.

Bretteville, qui portait « de gueules à la fleur de lis d'argent ». (Juillet 1671) ¹.

Samuel Bochart naquit à Rouen, le 10 mai 1599, du ministre René Bochart (mort en 1654), et d'Esther Du Moulin, sœur du fameux Pierre Du Moulin. Sa femme, Suzanne de Beverslhuys, « de bonne maison, et fort riche ², dit Bayle, avait témoigné ne point vouloir d'autre mari, se sentant assez de disposition à vivre ministriale-ment ³ ». De leur union naquit une fille unique, Esther Bochart, mariée à Caen, en 1649, avec Pierre Lesueur de Colleville. D'où sortit, le 2 avril 1651, Samuel Lesueur, marié à Caen (1^{er} sept. 1678), avec Françoise de Chambrelan ⁴. Françoise-Anne Lesueur, née en 1683 des précédents, fut unie à Jean Dericq, sieur de Saint-Aubin-de-Crétot. (*Seine-Inférieure*, c. de *Caudebec*) ⁵.

Des ministres qui n'étaient que roturiers trouvaient sans peine à se marier dans de nobles familles. Ainsi, Jean Cartault, ministre de Trévières, épousa, le 25 mai 1675, Esther de Livrée, fille de feu Gédéon de Livrée, écuyer, sieur de Lessey ⁶. Pierre Bayeux, ministre de Falaise, puis de Basly (1654-72), s'unit, le 2 octobre 1633, à Marie de Bousset de Parfouru ⁷.

Pierre du Bosc ⁸ naquit à Bayeux, le 21 février 1623, de Guillaume Du Bosc, avocat au Parlement de Normandie, et de Marie L'Hostellier. Consacré pasteur à Caen, le 17 décembre 1645, par son collègue

¹ Arch. Calv. C. 1593. — *Fr. Prot.*, 2^e éd., V, 152.

² Enrichi par son mariage, Bochart put prêter, le 10 juillet 1637, par contrat devant tabellions, une somme de 4.200 livres aux échevins de Caen. (Arch. mun. Caen, CC, comptab., octroi). — En outre, il acheta, pour 16.050 livres, le 3 mai 1640, une maison située à Caen, paroisse Saint-Pierre, « avec issue sur les rues Exmoisine [*Saint-Jean*] et Neuve-Rue » (auj. rue *Neuve-Saint-Jean*, n° 17). (*Communiqué par M. A. Bénét*). — C'est à une autre rue de la ville que son nom a été donné le 10 juin 1833. (Beaujour, 301, 302). — Sa maison de la *Neuve-Rue* n'existe plus.

³ Bayle, *Œuv. div.*, I, 112.

⁴ Beaujour, 298, 301.

⁵ *Bull. des Egl. wallonnes*, VI, 143 note. — Le temple actuel de Saint-Aubin-de-Crétot a été construit, au commencement de ce siècle, par les soins d'un marquis Lesueur de Colleville (*Ibid.*).

⁶ Arch. Calv. C. 1593.

⁷ Il était fils de Samuel Bayeux, aussi pasteur de Basly. Il mourut dans ce village et y fut inhumé, le 7 nov. 1675, en présence de Jean de Magneville, écuyer, son gendre, et de Daniel Baudart, écuyer, son cousin. Il eut un frère, Jean Bayeux, avocat à Caen, marié, le 10 janvier 1647, à Madeleine Lesens, également de famille noble. (Bibl. Caen, mss. in-f° 144. — Arch. Calv. C. 1549 et 1557).

⁸ Sur son nom de famille, v. l'Appendice, II.

Samuel Bochart, il fut recherché, comme lui, par un très bon parti, et « ne balançait point à prendre la demoiselle au mot ¹ ». C'était Marie Moisant, fille de Guillaume Moisant de Brieux, et sœur du poète Jacques Moisant. Du Bosc l'épousa le 4 août 1650; l'ayant perdue en 1656, il se remaria l'année suivante avec Anne de Cahaignes, fille d'Etienne de Cahaignes, professeur de médecine à Caen. Une de ses filles, Judith, épousa Philippe Le Gendre, ministre à Rouen; une autre, Anne, fut unie à Michel Néel, écuyer, sieur de la Bouillonnière et de Fontenay ².

— Les nobles qui ne se sentaient pas la vocation pastorale embrassaient surtout la profession des armes. Au mois de mars 1627, fut publié à Caen le mariage d'Isaac de Madaillan de Montataire et de Jeanne, fille de Tanneguy de Varignière, « capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances du Roi ³ ». Jean-Antoine de Saint-Simon, marquis de Courtomer, qui représenta si souvent sa province aux assemblées politiques, et fut commissaire de l'Edit en 1612, avait été tué, en 1629, au siège de Bois-le-Duc. Son fils aîné, Cyrus-Antoine, mestre de camp d'un régiment d'infanterie, seconda Gassion dans la répression des Nu-Pieds, et périt en 1639 à l'attaque des faubourgs d'Avranches ⁴.

La carrière la plus brillante fut celle du lieutenant-général *Jean Le Révérend de Bougy*. Né, en 1617, d'une famille où la fidélité au roi était héréditaire, il débuta comme cadet au régiment des gardes. Cornette, puis capitaine de cheveau-légers, il combattit à Rocroy sous Gassion, qui, en mourant près de Lens (1647), lui légua son épée comme au plus digne. Maréchal de camp au début de la Fronde, il resta fidèle à Mazarin. « Faites cas de M. de Bougy, écrivait le cardinal au comte d'Harcourt (15 février 1649), car il est capable de vous servir fort bien, et il est entièrement à moy ». Lieutenant dévoué du comte, Bougy décida du succès aux combats de Quillebeuf et de la Bouille (février-mars 1649). Lorsque, en septembre 1651, la cour dut quitter Paris et se retirer vers la Loire, ce fut à Bougy qu'Anne d'Autriche fit appel pour commander les troupes d'escorte et de défense du jeune roi. Il accourut de Flandre, où il guerroyait, et entra tout botté dans l'appartement de la reine, qui s'écria : « Voilà

¹ Bayle. *Œuv. div.* I, 112.

² Legendre, p. 15, et Arch. mun. Caen (Reg. prot.).

³ Arch. mun. de Caen. *Ibid.*

⁴ *Fr. Prot.*, 1^{re} édit., IX, 106-107. — Furent aussi commissaires de l'Edit : le 2^e fils de Jean-Antoine, Léonor, en 1668; et son petit-fils Claude en 1681.

Bougy, je n'ai plus de peur ! » Il força le passage de la Loire à La Charité, et fit ouvrir à Louis XIV la place de Bourges. Le 4 juillet 1632, on le retrouve à la Porte-Saint-Antoine. Nommé lieutenant-général à la « supplication » de Mazarin (31 août 1632), il alla combattre la Fronde en Guyenne, où il épousa la fille d'un mestre de camp, Marie de la Chaussade de Callonge (1634). En Catalogne, au siège de Capdequiers, il monta le premier sur la brèche, et, quoique blessé d'un coup de mousquet, « ne laissa pas d'y tenir ferme jusqu'à ce que la ville fût prise ». Il mourut dans la force de l'âge (déc. 1637), après avoir refusé, dit Bayle, « de trahir son Dieu pour un bâton de maréchal de France ¹ ».

Sous le gouvernement personnel de Louis XIV, les réformés purent encore devenir officiers supérieurs. Louis de Canaye, écuyer, sieur de Brasnay, « gentilhomme ordinaire de la chambre de Mgr le Prince », marié, en 1663, avec une Caennaise, Françoise Lesueur, était major au régiment de Condé, lorsqu'il fit baptiser à Caen sa fille Adrienne (22 novembre 1674) ². Jean-Jacques Le Révérend de Bougy, marquis de Callonges, fils du lieutenant-général, et marié à Elisabeth de Bar, était, en 1683, « mestre de camp du régiment colonel-général de la cavallerie de France ³ ».

Mais les grades d'officier général ne s'obtenaient plus guère qu'au prix d'une abjuration. Jean de Montgomery, 3^e fils de Gabriel II, avait fait les guerres de dévolution et de Hollande avec une compagnie de cheveu-légers levée par lui-même, Il dut se faire catholique en 1685, puisqu'on le retrouve maréchal de camp onze ans après ⁴. Jacques de Paulmier, écuyer, seigneur de Vendeuvre et de Bray, commandait, en 1673, le régiment de la Chaux-Cavalerie; douze ans après, il abjura aux mains de Daniel Huet, et devint brigadier ⁵.

Aussi, aux approches de la Révocation, les jeunes gens de petite noblesse ou de bonne bourgeoisie tendaient-ils à s'éloigner d'une carrière où ils ne pouvaient plus espérer d'avancement. Si le fils du ministre Du Bosc parvint au grade de lieutenant sous Schomberg ⁶,

¹ Bayle, *Dict.*, IV, 49-50. — Chéruel, *Lett. de Mazarin*, III, 296 et V, 197. — Floquet, V, 305, 326. — *Fr. Prot.*, 1^{re} édit., VI, 562-563. — *Bull. du Prot.*, XLIV, 194, 195.

² Arch. mun. de Caen. Reg. prot.

³ *Ibid.*

⁴ *Fr. Prot.*, 1^{re} édit., VII, 484.

⁵ Reg. prot. de Caen, et *Fr. Prot.*, 1^{re} édit., VI, 560.

⁶ Legendre, p. 15, 414, 415. — Du Bosc perdit ce fils en 1676.

si François Moisant, écuyer, sieur de la Luzerne et de Bernières¹, fils du poète Jacques Moisant de Brieux, était capitaine au régiment de Crussol en 1674, cela s'explique sans doute par les relations personnelles de Du Bosc avec le maréchal de Schomberg, et de Moisant de Brieux avec Montausier².

Mais, vers 1675-85, c'est sur leurs terres, et loin des séductions de la cour, que vivent de préférence les petits gentilshommes protestants. Presque tous patrons de leurs villages, ils protègent et groupent autour d'eux les paysans de leur religion, qu'ils vont représenter aux consistoires, colloques et synodes.

— Dans les villes, nobles et bourgeois réformés s'étaient longtemps partagé les principales charges de justice et de finances.

Jean Lesueur, écuyer, sieur de Cormelles, près Caen, eut deux fils, Philippe et Pierre, qui furent l'un et l'autre conseillers au Parlement de Normandie. Philippe, sieur de Petiville, mort à Caen en 1637, passait pour « une des meilleures têtes » de la Chambre de l'Edit³. Pierre Lesueur de Colleville⁴ résigna sa charge en 1678, au profit de son fils Samuel⁵. Guillaume de la Bazoge, seigneur et patron de Chéreville (Avranchin), était aussi conseiller à Rouen, lors de son mariage avec Marie Dericq (1631)⁶.

Tanneguy de Varignon, sieur de Blainville⁷, était lieutenant du bailliage de Caen en 1644, et Thomas Le Picard mourut, en 1667, conseiller au présidial de cette ville⁸. Pierre Besnard, écuyer, sieur de Renémesnil, était, en 1671, lieutenant général du vicomte de Saint-Sylvain⁹.

A Saint-Lô, on remarque : plusieurs « conseillers assesseurs et certificateurs des décrets » (Adam et Michel Samson des Maizerets, Michel Lalouel, Jean Dieu de Beauregard ; Pierre Bu Bois, sieur de Saint-Georges ; Michel Fauchon, sieur de Hauteffollie) ; — un lieutenant criminel du bailliage : Jean Le Rôl, écuyer, sieur de la Bar-

¹ Sa sœur, Catherine, épouse en 1676 Henri de Granges, lieutenant au régiment de cavalerie de Schomberg. (*Bull. de l'Hist. de Norm.*, II, 430).

² Le comte de Crussol était gendre de Montausier.

³ Legendre, *Du Bosc*, p. 6.

⁴ C'est lui qui devint gendre de S. Bochart.

⁵ *Fr. Prot.*, 1^{re} édit., VII, 46.

⁶ *Bull. des égl. wall.*, VI, 135, note.

⁷ Il appartenait à une vieille famille, anoblie en 1588, et dont les membres furent seigneurs de Putot, de Grey, de Blainville, d'Aprémont et de Languersy. (*Bull. du Prot.*, XLII, 334, 335).

⁸ Arch. mun. de Caen, Reg. prot.

⁹ Arch. Calv. G. 1602.

rière; — un « procureur du roy en l'élection de Saint-Lô et Carentan » : Etienne Hardy, sieur de la Coudraye¹; — un procureur au bailliage : Philippe Leheup, etc.².

— Officiers de finances : Jacques du Bourget, écuyer, seigneur et patron de Chaulieu, « président des trésoriers de France à Caen » (1627); — Thoby de Barberie, seigneur de Saint-Contest³, et Jean du Bousquet, écuyer, « trésoriers provinciaux de l'extraordinaire des guerres en Normandie » (1628 et 1634), etc.⁴.

On sait que toutes ces fonctions furent successivement interdites aux réformés. Toutefois, c'est seulement à la veille de la Révocation (juillet-août 1685) qu'ils se virent fermer les carrières d'avocat, de médecin, de chirurgien⁵.

En Basse-Normandie, la liste des avocats ne peut être que fort longue. Citons, entre autres :

A *Caen* : Carue de Grandchamp⁶; Jean et Samuel Bayeux⁷; Michel Cairen, sieur de la Vulgueux; Philippe Hodierne; Jacques Le Quéru, sieur de Vallompré; Pierre Lesueur, sieur de Canon; Jean Morin, Jean Leneveu, Augustin Osmont, Nicolas Bertrand, Jean Quénot; Guillaume Bonnel, sieur de Valjoly; Jacques Lanieppe; Denis de Varignon⁸; — à *Saint-Lô* : David Le Crosnier, sieur de Costenville; Jean Duprey, sieur de la Seigneurie; Michel et Jean Gohier; Jacques Lenepveu; Jacques Chartier; Jean Dubois; Michel Rouxelin, sieur de Launay; Pierre Leheup, sieur des Costils; David Le Tellier de la Potherie, Louis Saint de la Hardière⁹; — à *Bayeux* : Gilles Fumée,

¹ Il figure, en 1624, avec Adam Samson des Maizerets, parmi les six tenants du ministre Soler contre le P. Archange. (Delalande, 257).

² Arch. mun. de Saint-Lô, Reg. prot., *passim*.

³ De ce Thoby Barberie (ou Barbeyre) et de sa femme, Jeanne Le Révérend de Bougy, naquirent : 1^o M^{lle} de Saint-Contest, dont il a déjà été question (v. *supra* II, 3), et ses sœurs, M^{mes} de Mesnage-Cagny et de Tilly; — 2^o Michel Barberie de Saint-Contest, conseiller au Parlement de Rouen en 1657; père de Dominique, qui fut conseiller d'Etat et diplomate; grand-père de François-Dominique, qui fut intendant de Caen en 1740. (*Bull. du Prot.*, XLII, 298 n. — *Mém. pour l'hist. du dioc. de Bayeux*, III, 179).

⁴ Arch. mun. Caen, Reg. prot.

⁵ *Edits*, 211, 229, 237.

⁶ Père de Michel, qui fut ministre à Saint-Lô (1631-78).

⁷ Frère et fils du ministre de Basly, Pierre Bayeux. — Samuel Bayeux, né à Caen en 1635, épouse en 1661 Jeanne Bonnel de Valjoly. (Bibl. Caen, mss. in-f^o 144, et Arch. Calv. C. 1549).

⁸ Reg. de Caen, *passim*. — P. Carel, *Études sur le barreau de Caen*, 1889, *passim*.

⁹ Reg. de Saint-Lô, *passim*.

sieur de Pouligny; Pierre du Mesnil, Anthoine Longuet, les frères Jacques et Gilles Sanson¹. En 1665, l'évêque de Bayeux se plaint qu'il y ait, dans sa ville épiscopale, « pluralité » d'avocats protestants; « or, dit-il, dans les juridictions subalternes, les avocats sont souvent employés à faire fonctions de juges² ».

Des médecins protestants de Caen, plusieurs enseignèrent à l'Université comme professeurs royaux; — tels : Jacques et Etienne de Cahaignes, Corneille de Vicquemand, Mathieu Maheust de Vaucouleurs.

Jacques de Cahaignes devint recteur. Il publia, en 1609, une « centurie » d'éloges consacrés à ses concitoyens; — et ce n'était qu'une première centurie³! — Il traduisit en français, sous ce titre : « *Traité du Vin et du Cidre*⁴ », le *De Vino et Pomaceo* de son confrère et compatriote Julien de Paulmier. — Il avait envoyé son parent Etienne, sieur de Torteval, étudier la médecine à Leyde, avec une lettre de recommandation pour Scaliger⁵, qui soutenait alors, dans cette ville, « l'honneur du nom français ». La lettre était accompagnée d'une belle bourse en broderie d'or, de fabrication caennaise. Lorsque Scaliger mourut (1609), Etienne de Cahaignes fut l'un des deux Français qui tinrent, avec deux Hollandais, les coins du drap mortuaire. Il rapporta en France, de l'illustre érudit, un portrait qu'il avait peint d'après nature, et qu'il offrit à Samuel Bochart⁶.

Corneille de Vicquemand, proposé par la ville, en 1652, pour une place de docteur-régent à la Faculté de Médecine⁷, entra, la même année, à l'Académie fondée par son coreligionnaire Jacques Moisant de Brieux. Il mourut à Caen le 2 janvier 1676⁸.

Mathieu Maheust de Vaucouleurs (1630-1700)⁹ obtint sa chaire « sans dispute... Il ne négligeait pas, dit Huet, l'étude de ces nouvelles découvertes que la sagacité des médecins modernes a faites

¹ Greffe de Bayeux, Reg. de Vaucelles et Trévières, *passim*. — Arch. hosp. de Bayeux, B. 117.

² Requête de l'évêque, du 2 juin 1665. (Arch. Nat. TT. 317 A.).

³ *Elogiorum civium Cadomensium centuria prima*, Cadom, 1609.

⁴ Traduction réimprimée, en 1896, par les soins de M. E. Travers.

⁵ Joseph-Juste (1540-1609), 10^e fils de Jules-César Scaliger.

⁶ Huet, *Orig.*, 360, 361; et *Lettre au P. Martin* (Ann. de la Fac. des Lett. de Caen, 1888, p. 93).

⁷ Beaujour, 218.

⁸ « 2 janvier 1676, décès du sieur de Vieman, fameux médecin de Caen, âgé de 70 ans ». (Note du curé, Arch. de Saint-Gabriel, GG 2). — Vicquemand fut inhumé le 3 janv. au cimetière du Bourg-l'Abbé. (Arch. mun. Caen, Reg. prot.).

⁹ Baptisé à Caen, le 6 oct. 1639, par le ministre Buillechache (*Ibid.*).

dans la nature. » Il donna une dissertation sur le lait, commenta les aphorismes d'Hippocrate, etc.¹.

Exercèrent l'art médical, sans l'enseigner :

A *Saint-Lô* : David Samson, Pierre du Hamel, Isaac Lucas; Jacques Chatrefou, sieur des Foulleries; David d'Arthenay, sieur de la Hoguette²; — à *Caen* : François Lamy et son fils Jean; Pierre Hauton³; Jacques Legrand, écuyer, sieur de Vienne; François de la Rue; Nicolas Postel, Jean Tillaye, Jean Baril, Jean Costil, Jacques Cauvin⁴. En 1665, sur 17 médecins de Caen, cinq appartenaient au protestantisme⁵.

Sous leur direction⁶, opéraient un certain nombre de chirurgiens : à *Saint-Lô* : Samuel Blouet, Jacob Lemonnier; — à *Caen* : Abraham Bochart, Thomas Bayeux, Pierre et Hilaire Maingot, Pierre de Gron, Nicolas Thierry, Michel Quesnel, Pierre Lebourgeois, Nicolas Osmont; Abraham et Thomas Sautel, « chirurgiens jurés en l'Université⁷ ».

¹ Huet, *Orig.*, 407.

² Arch. mun. Saint-Lô, Reg. prot.

³ Un Charles Hauton était aussi médecin à Falaise. (Arch. Calv., Reg. pr. de Falaise).

⁴ Arch. mun. de Caen, Reg. prot.

⁵ *Bull. du Prot.*, XXXIX, 572.

⁶ Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, la chirurgie fut sous la dépendance de la médecine.

⁷ Arch. mun. de Caen et de Saint-Lô, Reg. prot.

CHAPITRE CINQUIÈME

INDUSTRIELS ET COMMERÇANTS ; LES MASSIEU

Exclus peu à peu, sous Louis XIV. des professions libérales, les réformés n'eurent, pour la plupart, d'autres moyens d'existence que l'industrie et le commerce. Ils y appliquèrent cette énergie morale, cette probité stricte, qu'entretenait une discipline religieuse très ferme ; cette faculté de comprendre et de s'assimiler tous les progrès, que fécondait l'esprit de libre examen.

A Caen, ville de fonctionnaires et de savants, fleurirent les industries intellectuelles : papeterie ¹, parcheminerie et librairie. Les registres protestants fournissent les noms de plusieurs libraires : Jacques Lecornu, Jean Le Cavelier, Jacques Lebourgeois ². Papetiers et libraires figuraient parmi les « officiers » de l'Université. Jean Le Cavelier fut nommé, en 1651, à l'un des deux offices de libraire, en remplacement de Richard Samborne ³. En 1656, l'office de papetier était occupé par un autre réformé : Gilles Thierry ; un prêtre, Robert Beaussieu, professeur à la Faculté de théologie, l'accusa d'avoir dissimulé sa religion, et « déclara tout hautement » qu'il ne devait

¹ Les papetiers s'approvisionnaient aux moulins à papier de Champdubout, Saint-Germain-de-Tallevende, Vengeons, Beauficel, Brouains et Tinchebray (*Élections de Vire et Mortain*). Le papier le meilleur était celui de Vire, parce qu'on y employait la paille du Cotentin, qui lui donnait « plus d'éclat et d'étoffe ». (Bibl. Nat. mss fr. 22.207 : *Mém. de 1698 sur la génér. de Caen*, f° 337. — Arch. Calv. C. 2899).

² Arch. mun. de Caen, Reg. prot., *passim*.

³ Arch. Calv. Univ. D. 85.

pas conserver son office ¹. Il est probable que Thierry resta en fonctions, car l'évêque de Bayeux revient à la charge contre lui dans une requête du 2 juin 1665 ². « Ceux de la R. P. R., répondent les réformés (3 juillet), ont toujours ³ esté admis aux offices de l'Université... La charge de bedeau ou porte-masse a été possédée par le feu sieur Moysant, celle d'orloger par le feu sieur de Saint-Contest, celle de parcheminier par le feu sieur Lemoutonnier, celle de clavier ⁴ par le feu sieur Abelin, celle de papetier par le feu sieur Morice, marchand, celle de relieur par le feu sieur Samborne, tous de la R. P. R. Et mesme le sieur de Bellefontaine, décédé depuis peu, et beau-père dudit Thierry, a possédé jusqu'à sa mort l'office de parcheminier ; si bien que disputer aujourd'hui les offices à ceux de la R. P. R., c'est vouloir remuer les bornes postées par les anciens, et cela sans aucune sorte de raison ⁵ ».

— Mais le prélat va plus loin ; à l'en croire, les réformés « *opprimement* » les catholiques dans tous les corps de métiers. « Ils se sont tellement rendus maîtres, dit-il, du métier d'orfèvre, qu'il ne se trouve plus de catholiques auxquels les prêtres se puissent adresser pour les choses dont l'Église a besoin touchant l'orfèvrerie ⁶ ». — « S'il n'y a plus de catholiques de ce métier-là, répondent les réformés, c'est que la mort les a emportés. Nous sommes prêts à en recevoir autant qu'on nous en présentera, selon les statuts du métier ⁷ ».

A ce moment, l'influence de Colbert dominait ; le conseil du Roi donna raison aux protestants. La cour des monnaies de Caen avait défendu à Abraham Poulain et à Philippe Davoye ⁸ de se faire recevoir orfèvres ; cette prohibition fut levée le 22 avril 1672 ⁹.

¹ Arch. Calv. Univ. D. 67.

² Arch. Nat. TT. 317 A.

³ Au moins depuis 1612.

⁴ Clavier ou *Clavigier*, c'est-à-dire : porte-clefs.

⁵ Bibl. du Prot., mss. Norm., II, 49, et Arch. Calv. D. 67.

⁶ Arch. Nat. TT. 317 A.

⁷ Bibl. Pr., mss. Norm. II, 49.

⁸ Autres orfèvres et horlogers protestants :

A Caen : Pierre Poulain (ou Poullain), Pierre Le Mercier, Jean Agace (ou Agasse), Pierre Tirel, Jacques Angot :

A Saint-Lô : Isaac Hue, Jacques du Fresne, Jacques Malherbe, David, Pierre et Jean Saint ; Pierre Lalouel, sieur de Champeaux. (Ce dernier est qualifié : « monnoyer en la monnoye de Saint-Lô » ; titre porté aussi par plusieurs avocats, Jacques Lenepveu, David Letellier, etc.).

A Coutances : Gédéon Saint, ancien de l'église de Cerisy ;

A Bayeux : les trois frères Michel, Gabriel et Nicolas Desmares. (Reg. d'état civil prot., *passim*.).

⁹ Beaujour, 243.

Un arrêt plus général (28 juin 1665) ¹ avait décidé que les réformés continueraient d'être admis à tous les métiers. C'est ainsi qu'en Basse-Normandie ils furent, non seulement papetiers, libraires et horlogers, mais poêliers et dinandiers, tanneurs, surtout drapiers, teinturiers et toiliers.

A Villedieu, la « poèlerie et dinanderie » occupait près de 2.000 personnes ², en y comprenant les habitants des paroisses voisines, et notamment du Chefresne, village tout protestant.

A Caen, dans le quartier Saint-Étienne, travaillaient, sur les bords de l'Odon, de nombreux tanneurs. Dès le x^e siècle, ils donnèrent, à cette partie de la ville, le nom de leur profession ³. Vers 1685, la plupart étaient de la religion réformée ⁴. Quelques-uns contractèrent de nobles alliances ; ainsi, le 9 mai 1677, Philippe de Launay, marchand tanneur à Caen, épouse à Saint-Sylvain Madeleine Osmond, fille de Jacob Osmond, écuyer, sieur du Parc, et de Charlotte de Mombray ⁵.

La tannerie de Saint-Lô était « une des meilleures du royaume ⁶ » ; on y travaillait surtout le cuir de vache, pour fabriquer l'*empeigne* ou dessus du soulier ⁷. Au xvi^e siècle, elle occupe beaucoup de réformés ⁸.

Dès le xvi^e siècle, la ville de Caen avait été renommée pour ses draps et ses toiles ; elle y employait près de 8.000 ouvriers. Son marché du Lundi était comme une foire où l'on venait de toute la Normandie, et même de Bretagne. En 1594, les droits sur la ferme de la draperie s'y élevèrent à plus de 5.000 écus ⁹.

Sous Louis XIII, ce mouvement industriel se ralentit, au grand profit des Anglais et Hollandais. Les États de Normandie accablèrent le roi de leurs doléances. « Interdisez aux étrangers, sire, disaient-ils, d'apporter en ce royaume aucune marchandise manufacturée,

¹ Arch. Nat. AD. xvii, 26.

² Weiss, *Réfugiés*, I, 165. — Arch. Calv. C. 268-269.

³ Abbé de la Rue, *Essais*, II, 313.

⁴ « Maîtres tenneurs » protestants à Saint-Etienne de Caen : Pierre Leconte, David Richard, Pierre Corbel, Jacques Roulin. (Arch. mun. de Caen, Reg. d'abj. de Saint-Etienne, ann. 1685).

⁵ Arch. Calv. C. 1607.

⁶ *Ibid.* C. 2925.

⁷ *Mém.* de 1698, f° 28.

⁸ Jean Saint, Cyprien Le Capelain, Estienne Bosquet, Jacques Le Tassey, Philippe Hardel (Reg. de Saint-Lô).

⁹ Abbé de la Rue, *Essais*, II, 344-346.

afin que vos pauvres subjects... puissent, de la sueur de leurs bras, tirer moyen de vivre et de payer vos tailles ¹ ».

L'ouvrier hollandais fabriquait un drap égal à ceux de France avec un tiers moins de laine, et faisait plus de besogne en un jour qu'un Français en une semaine.² Il importait donc de lui dérober ses procédés. On sait tous les efforts de Colbert pour attirer en France les ouvriers étrangers. Le 20 août 1668, les maîtres drapiers de Caen décidèrent de recevoir parmi eux « tous maîtres drapiers des pays étrangers » qui voudraient s'établir dans la ville ³.

Mieux valait encore essayer d'étudier par soi-même les manufactures de Hollande. Pour cette tâche délicate, « la conformité de leur religion ⁴ » désignait tout naturellement les réformés. Deux Caennais s'en acquittèrent à souhait : Jean et Pierre Massieu, chefs d'une grande famille industrielle qui devait parvenir à la noblesse sous Louis XVI, et s'allier, en 1785, au célèbre Oberkampf ⁵.

Jean, fils de Noël Massieu, réussit à surprendre, en Hollande ⁶, le secret de la fabrication des draps fins de laine d'Espagne, que la France alors ignorait. De retour en Normandie, il épousa Marthe Lespingueur, qui lui donna (12 avril 1622) un fils, Pierre Massieu. Marié le 15 janvier 1651 à Esther Mallet, de Caen, Pierre Massieu en eut six enfants, dont l'un, Michel, continua la dynastie ⁷.

Pierre Massieu avait acquis, lui aussi, en Hollande, « une intelligence particulière » de l'industrie des draps fins. En 1652, il ouvrit à Caen, sur les bords de l'Orne, une manufacture de ces sortes de draps ⁸. Selon toute apparence, l'établissement ne fit que végéter jusqu'au ministère de Colbert, puisqu'on voit Pierre Massieu, en Février 1665, s'efforcer de le relever, de concert avec Jemblin, autre négociant protestant. Vainement le lieutenant-général de la ville avait sollicité les marchands catholiques d'entreprendre cette fabrication ; il les en avait trouvés « tout éloignés, n'ayant pas l'industrie et la facilité de ces deux particuliers ⁹ ».

¹ *Cah. des Etats sous Louis XIII*, ann. 1629-34, *passim*.

² Levasseur, *Hist. des classes ouv. en France*, Paris, 1859. — T. II, p. 209.

³ Arch. Calv. G. 2357.

⁴ *Corr. admin. sous Louis XIV*, III, 700.

⁵ *France Prot.*, 1^{re} édit., VII, 309-312.

⁶ Les Cadeau, drapiers de Sedan, s'inspirèrent aussi des procédés hollandais, mais, seulement après 1546. (*Bull. du Prot.*, XLV, 351).

⁷ *France Prot.*, 1^{re} éd., VII, 309 sqq ; — et Arch. mun. Caen, Reg. prot.

⁸ Arch. Calv. G. 2852 et 2858.

⁹ *Corresp. admin. sous Louis XIV*, III, 700-701.

Au mois de Novembre 1665, la manufacture était remise sur pied ; on avait fait venir des ouvriers de Hollande ; à chaque métier, travaillaient un compagnon Hollandais et un Français. Mais Massieu n'était pas riche ; il avait dû, pour couvrir ses frais de premier établissement, occuper une partie de ses métiers à faire des tirtaines et autres petites étoffes d'un débit plus facile que les draps. « Donnez-moi, disait-il à Colbert, mille livres par métier, sans intérêts, pendant huit années, comme cela se fait en Hollande, et j'offre d'avoir dix métiers toujours travaillants, dont chacun fournira deux pièces de drap par mois ¹ ».

En pareil cas, Colbert n'épargnait pas l'argent. Il vint sans doute en aide à Massieu, car, un an plus tard (19 Nov. 1666), l'intendant Chamillart écrit au contrôleur-général : « Massieu a donné toute l'application que vous souhaitez à son établissement, dans la vue de satisfaire aux ordres du roy, et de faire quelque chose qui vous fust agréable ² ».

D'après un mémoire du 20 Avril 1673 ³, Caen était l'une des cinq villes ⁴ possédant une manufacture de draps fins établie par le roi. Pierre Massieu rivalisait avec Van Robais. Il avait joint à son usine une teinturerie et des moulins à foulon, alimentés par les eaux de l'Orne. Il employait, pour ses draps fins, des laines espagnoles dites *primes Ségovie* ⁵ ou de l'*Escorial*. En 1675, il monta ces draps à 3.600 fils. Il avait alors 15 à 16 métiers, dont chacun occupait de 20 à 25 personnes : dégraisseurs, foulons, apprêteurs, fileurs, écardeurs, tisserands et tondeurs ; soit, au total, près de 400 ouvriers. Après de longues recherches, il avait trouvé une certaine combinaison des portées et des fils, qui constituait « la partie essentielle de son secret ». Un autre de ses procédés consistait à teindre en noir à froid, ce qui rendait « la couleur et l'usage » de la marchandise « beaucoup meilleurs qu'à l'ordinaire ». Ses draps, vendus 18 à 19 livres l'aune, s'exportaient à Paris, Lyon, Bordeaux, en Hollande, en Angleterre, même à Cadix et dans la Nouvelle-Espagne. Ils étaient si beaux que Louis XIV voulut en être vêtu ⁶.

¹ *Corr. admin.*, III, 702-703.

² *Ibid.*, III, 773.

³ P. Clément, *Lettres, instr. et mém. de Colbert*, II, 676.

⁴ Les quatre autres furent Sedan, Abbeville, Dieppe et Carcassonne.

⁵ La *laine prime*, c'est la plus fine du mouton, celle qui couvre le dos et le cou. — Ségovie, ville de la Vieille-Castille, à 78 kil. N.-O. de Madrid.

⁶ Arch. Calv. C. 278, 2852, 2858. — *Corr. admin.*, III, 700. — *Fr. Prot.* 1^{re} édit. VII, 309.

D'autres industries similaires se groupèrent autour de celle des Massieu ¹. Colbert ayant défendu de tuer les agneaux et de saisir les moutons à propos de la taille, cette mesure produisit « un effet admirable » pour la production de la laine ². Chaque année, il s'en recueillait, dans toute la généralité de Caen, pour plus de 200.000 livres. La meilleure, la plus estimée après celle d'Espagne, parce que le ver ne s'y mettait jamais, c'était la laine du Cotentin. Elle se vendait aux marchés hebdomadaires de Montebourg, et surtout à la foire annuelle de la Pernelle ³, près Saint-Waast-la-Hougue, « dans une grande brière », au mois de Juin, le jour de la Saint-Jean. A défaut de laines normandes, on faisait venir celles du Berry ⁴.

Ces laines servaient à tisser les draps communs : serges, frocs et revêches. On employait les serges pour habiller la bourgeoisie, l'armée, les ordres religieux, ou faire des tours de lit, des rideaux et des garnitures de meubles. Les frocs et revêches, fabriqués avec le *grossier* ou *pignon* que le *peigneur* faisait sortir de la laine destinée aux serges, étaient vendus aux paysans de la province ⁵.

A Caen, l'établissement des serges de Londres se fit « avec tout le succès imaginable ». Le fabricant Daumesnil obtint du roi surséance à propos d'un arrêt, à condition d'en fournir cent pièces ⁶. — A Saint-Lô, les maîtres *sergés* ou *sargiers* protestants ⁷ produisirent, en *blanc* et en *gris*, en *fort* et en *ras*, meilleur et plus fin que les fabricants Anglais d'Aup-tonne ⁸ (ou plutôt : Hampton).

De nombreux teinturiers, réunis en communautés puissantes, teignaient les tissus « en grand et en petit teint ⁹ ». Saint-Lô, vers

¹ Massieu fabriquait aussi des pinchinats, avec la laine du pays. (Arch. Calv. C. 2858).

² *Corr. admin.* III, 772, 775, 848.

³ Le seigneur de la Pernelle était protestant, Le 17 mai 1682, Anthoine du Vivier, écuyer, « de la Pernelle en Cotentin », fils d'Etienne, *sieur du lieu*, et de Marie de Mehérenc, épouse à Trévières Suzanne d'Allain. (Greffe de Bayeux, Reg. prot. de Trévières).

⁴ Arch. Calv. C. 2852.

⁵ *Ibid.* C. 278 et 2852.

⁶ *Corr. admin.* III, 772. — En 1700, il restait encore, à Caen, 21 peigneurs protestants : Jean Perrotte, Jean Quesnel, etc. (*Mém.* dressé par l'insp. des manuf. en 1700; Arch. Calv. C. 1514).

⁷ Nicolas Vautier, Abraham Boquet, Pierre Potté, Paul Goré, Etienne Bourdon, David Rihoucy, Jacques Trouvé; Jean Leneveu, dit Lesperelles; Pierre Mauger, Jacques de Cantepie, Etienne Boudier, Pierre Lepigault. (*Mém.* de 1700, et Reg. prot. de Saint-Lô).

⁸ *Corr. admin.*, III, 770-771. — Les statuts des sergers de Saint-Lô furent homologués par arrêt du conseil du 8 octobre 1666. (Arch. Calv. C. 2801).

⁹ *Ibid.* C. 278.

1666, n'eut pas moins de 40 à 45 maîtres de ce métier, presque tous protestants ¹. A Caen, ceux de la religion étaient les seuls qui connussent « en perfection » la teinture ².

Le fin lin de Hollande et le chanvre du Maine servirent à la confection des toiles, ouvrées et communes ³. Dès le xv^e siècle, la famille Grain fabriquait à Caen les toiles unies. Elle trouva le moyen d'y figurer des *grains d'orge*, et en prit le nom. Les Graindorge perfectionnèrent, de génération en génération, l'art du toilier. Ils en arrivèrent à reproduire, sur leurs belles nappes de *haute lisse*, des fleurs, des vases, des oiseaux, et jusqu'aux écussons des familles. On offrait ce linge de table aux ambassadeurs et aux princes ⁴.

A Coutances, d'après l'intendant Foucault ⁵, qui reproduit le rapport de son subdélégué ⁶, il se débita, chaque année, jusqu'en 1663, pour 7 à 800.000 livres de toiles. « Les jours de marché, on avait de la peine à se tourner, par le grand embarras qu'il y avait ». Mais, en 1663, le sieur Richer (ou Richier), « gentilhomme très zélé de la R. P. R. », établit, au bourg voisin de Cerisy, dont il était seigneur, un marché qui se tenait tous les samedis, et qui « ruina » celui de la ville épiscopale. Malgré les ordonnances de l'intendant Chamillart, « le petit troupeau, par obstination et entêtement », continua le trafic de ses toiles « de méchante fabrique, falsifiées et décriées », blanchies, non à la lessive, mais à la chaux ou à la craie. Bientôt il ne se vendit plus, à Coutances, « pour un sol de toile » ⁷. — Mais ce témoignage du subdélégué semble sujet à caution. Si les toiles de Cerisy étaient de si mauvaise qualité, comment auraient-elles fait tant de tort à celles de Coutances ?

¹ Arch. mun. de Saint-Lô, délib. du corps de ville, 20 février 1746. — Teinturiers protestants à Saint-Lô : Dieu de Bellefontaine et son gendre David Le Heup. (Arch. Calv. C. 1514, *Mém.* de 1700).

² Témoignage rendu, en 1700, à Olivier Eudekain et à Louis Malherbe, teinturiers protestants de Caen, par l'insp. des manuf. (*Ibid.*).

³ Arch. Calv. C. 278.

⁴ Abbé de la Rue, *Essais*, II, 345. — Dans un de ses manuscrits (Bibl. Caen, in-4^o 215, II, f^o 2), cet auteur affirme que les Graindorge étaient protestants. Ils figurent, en effet, à plusieurs reprises, sur les reg. prot. de Caen, notamment en déc. 1627 et en janvier 1642. (Arch. mun. de Caen).

⁵ *Mém.* de 1698 sur la génér. (f^{os} 169-172 et 200-210).

⁶ Arch. Calv. C. 281.

⁷ Weiss (*Réfugiés*, I, 113) reproduit d'une façon très inexacte ce passage du *Mémoire* de 1698. « La population protestante de Coutances, dit-il, émigra tout entière [à la Révocation], et les belles manufactures de toiles qu'elle possédait furent transférées, soit dans la ville voisine de Cerisy, soit à Jersey, Guernsey », etc.

Dans beaucoup de localités, de petits fabricants travaillaient chacun pour leur compte. Bayeux et Trévières eurent des métiers de bas d'estame, où l'on produisit avec autant de perfection qu'en Angleterre. L'intendant d'Alençon écrivit à Colbert, en 1667, qu'il se proposait d'aller les étudier sur place, pour les introduire dans sa généralité¹.

Condé-sur-Noireau, Flers, Athis et Tinchebray fabriquaient les toiles communes, les droguets de pur fil, croisés et unis, et les serges façon de Caen. Dans les paroisses « circonvoisines » de Caligny, Cerisy, Fresne et Montsecret, on travaillait aux tirtaines, dont la chaîne était de fil et la trame « de laine toute de la moindre » ; étoffe grossière qui s'expédiait en Bretagne pour habiller les paysans. Si modeste qu'elle fût, cette fabrication faisait vivre beaucoup de pauvres gens, qui n'avaient pour toute fortune que les fils tendus sur leur métier. Elle leur permettait de payer les droits et la taille. Elle était surveillée par les bureaux de Fresne et de Saint-Pierre-d'Entremont².

Grâce aux réformés, qui y résidaient en grand nombre³, les bourgs et paroisses du Bocage furent comme autant de ruches actives où l'on entendait, du matin au soir, courir la navette et bourdonner les métiers.

C'est aussi par les réformés que se firent les échanges. Sur leurs registres d'état-civil de Caen, la mention « marchand bourgeois » se rencontre très souvent⁴, surtout à partir de 1664. L'un de ces marchands, Jemblin, sieur du Mesnil, acquit, à l'entrée de la rue Pémagnie, l'hôtel de *Houllefort*, ou de *Hamars*, ancienne demeure des seigneurs de Houllefort⁵. Lorsque Colbert voulut préparer ses ordonnances

¹ *Corr. admin.*, III, 775, 794.

² Arch. Calv. C. 290 et 2852.

³ *A Condé* : Pierre et Jacob Manson, Jacques Vauloger, Nicolas Halbout. — *A Athis-Sainte-Honorine* : les Brisset, Chauffrey, Collin, De la Ferté, Hardy, Lebailly, Lehugeur, Lemarchand, Vardon. — *A Fresne et à Montsecret* : les Désert, Gallier, Onfroy, Potel, Sorel. — *A Tinchebray* : les Duchemin, etc. (*Mém.* de 1700, et Reg. d'Athis et de Fresne).

⁴ *Marchands protestants à Caen* : les Artur, Azire, Bacon de Précourt, de Baillehache, Barberie, de Bellefontaine, Bence, de Bocquemare, Bouet, Brisset, Buisson, Busnel, Carbonnel, Daniel, Denis-Saint-Vast, Gérard, Girard, Guillebert, Hallée, Hamon, Hellouin de Complaire, Jemblin, Julien, Lamy, Le Cavelier, Le Cesne, Legendre, Lemarchand, Lemarinier, Lenoble, Lepage, Letrésar, Massieu, Mauger de la Marre, Mercier, Michel, Osmont, Pagny, Paisant, Tillaye, Vincent.

⁵ Huet, *Orig.*, 142. — Le 13 février 1661, ce Jemblin du Mesnil (Jacques) est parrain à Caen (Arch. mun., Reg. prot.). — C'est sans doute lui qui entreprit, avec Pierre Massieu, la fabrication des draps fins.

commerciales ou industrielles, il appela souvent les négociants de Caen dans son conseil, et ce furent eux qui formèrent la première compagnie de la Nouvelle-France ¹.

Quelques-uns allaient se fixer en Angleterre ou en Hollande. Ainsi, des trois fils du marchand Thomas Carbonnel, l'un (Jean) fut secrétaire du roi et membre de l'Académie fondée par Moisant de Brioux ; le second (Michel) continua à Caen le commerce paternel ; le troisième (Guillaume) créa une nouvelle maison à Londres ².

D'autre part, d'importants établissements étaient dirigés, à Caen, par des négociants anglais, tel : « le sieur Blascher », qui reçut, dans son hôtel de la rue des Quais, Charles II de passage à Caen (sept. 1649) ³ ; tel encore Guillaume Blaschford ⁴, qui avait épousé Jeanne Toullier, fille d'un échevin ; le 27 novembre 1638, le corps municipal attesta qu'il habitait la ville depuis 25 ou 30 ans, et qu'il y avait exercé son commerce « en toute candeur et loyauté ⁵ ».

Elie Benoist observe ⁶ que les étrangers protestants avaient plus de confiance en des marchands français de leur religion qu'en des catholiques. « La plupart des négociants de Caen, écrit à Colbert le lieutenant-général de cette ville, font profession de la R. P. R., et comme ils ont plus d'accès et d'habitude en Angleterre et en Hollande, ils font tout le commerce des draps et autres marchandises qui viennent de ces pays-là ⁷ ». Non contents d'y acheter, ils y vendaient les draps, serges et toiles de Caen et de Saint-Lô, les lingettes fabriquées dans les élections de Vire et de Falaise, et apportées par charrois à Caen ⁸. Ils centralisaient, entre leurs mains, tout le trafic maritime de leur cité ⁹.

¹ Abbé de la Rue, *Essais*, II, 347.

² Agnew, I, 198.

³ Beaurepaire, 30.

⁴ Son nom revient à plusieurs reprises sur les registres protestants. Un de ses fils, Guillaume Blaschford, dit le *jeune*, épousa à Caen (1640) Madeleine Dericq, et en eut plusieurs enfants. (*Bull. des égl. wall.*, VI, 137 n.).

⁵ Arch. mun. de Caen, Reg. de la ville, LVIII, f° 36 v°.

⁶ III, 140.

⁷ *Corresp. admin.*, III, 700.

⁸ *Mém.* de 1698, f° 5. (Bibl. Nat. mss. fr. 22207).

⁹ Weiss, *Réfugiés*, I, 32, 39.

CHAPITRE SIXIÈME

LES PROTESTANTS ET LA FONDATION DE L'ACADÉMIE DE CAEN (1652)

Dans les quelques professions qui leur restaient accessibles, les réformés bas-normands s'efforcèrent presque tous de se comporter en gens de conscience et d'honneur. Mais ils ne vécurent pas, comme d'orgueilleux puritains, à l'écart de leurs concitoyens catholiques. En général, ils furent austères sans être moroses. Aussi attachés à leur foi, aussi sévères pour eux-mêmes que les premiers huguenots leurs ancêtres, ils eurent quelque chose de moins rigide et de moins tendu.

Une évolution s'était d'ailleurs produite, dans la première moitié du siècle, au sein du protestantisme français. Si l'Académie de Sedan, véritable citadelle de l'orthodoxie calviniste, conservait intact le dogme de la prédestination absolue, l'Académie de Saumur s'inspirait d'Arminius, et professait, avec Caméron et Amyraut, des opinions plus douces¹. Malgré l'opposition de Benjamin Basnage, le synode national d'Alençon décida, en 1637, que ces doctrines n'avaient rien de contraire à l'Écriture sagement interprétée. C'est

¹ Caméron avait formulé, en 1618 (*De gratia et libero arbitrio*), son système de l'*Universalisme hypothétique*, d'après lequel la volonté générale de Dieu est que tous les hommes soient sauvés. Amyraut (*De la prédestination*, 1634) corrigea ce système par deux restrictions : « A cette invitation universelle de Dieu, dit-il, la créature ne peut obéir, à cause du péché, obstacle invincible à la naissance de la foi. Et cette foi est l'œuvre gratuite de Dieu, qui la donne à ceux-là seuls qu'en vertu d'un décret divin il a prédestinés au salut ». (Rébelliau, 25, 26).

qu'elles comptaient déjà de nombreux partisans : Claude, Daillé, le ministre de Caen Du Bosc ¹.

Moins inflexible dans son dogme, le calvinisme français tendait à vivre en meilleure intelligence avec les autres sectes protestantes. Quelques luthériens de Bourgogne avaient demandé à pouvoir communier dans les temples réformés ; le synode national de 1631 les y autorisa sans conditions ². — Après le drame sanglant de Whitehall, Charles II et les anglicans réfugiés en France traitaient les réformés de ce pays en complices des « parricides » d'Angleterre. Pour dissiper d'aussi injustes préventions, Bochart ³ et Du Bosc, avec Daillé ⁴, firent plus que désavouer les indépendants ; ils déclarèrent n'être pas hostiles au principe de la hiérarchie anglicane. « Nous condamnons, écrivit Du Bosc (1660), l'abus de l'épiscopat. Nous en détestons l'orgueil, le faste, la tyrannie... Mais nous reconnaissons qu'il a d'insignes avantages qui ne se peuvent rencontrer dans la discipline presbytérienne ⁵ ».

Même avec le catholicisme, les polémiques se faisaient plus rares ; elles étaient plus courtoises que sous Henri IV et Louis XIII. La période de trente ans qui suit la prise de La Rochelle n'offre, à notre connaissance, pour la Basse-Normandie, qu'une seule dispute publique : celle du capucin Louis François et du ministre Giron, à Ducé (24 sept. 1654) ⁶. Lorsque le protestant Blondel, brisant, aux mains de ses coreligionnaires, une arme dont ils avaient usé et abusé, osa le premier qualifier de légendaire l'histoire de la papesse Jeanne, Samuel Bochart écrivit à Claude Sarrau ⁷ qu'il se ralliait à cette manière de voir, ainsi que son oncle Pierre Du Moulin (janv. 1648) ⁸. Dans la préface de l'*Hierozoïcon* (1663), il observe qu'il lui arrivera

¹ *Bull. du Prot.*, XIII, 41 sqq. — *Fr. Prot.*, 2^e éd., I, 185-188.

² Cité par S. Bochart dans sa *Réponse au Jésuite de la Barre*, 1661. (Coll. Mancel, n° 799).

³ « *Lettre de M. Bochart à M. Morley, chapelain du roy d'Angleterre*, 1650 ». (Voir note thèse latine).

⁴ *Réplique à Adam et à Cottibry*, 2^e part., p. 259 sqq.

⁵ Lettre au révérend jersiais Daniel Brévint. (Legendre, *Du Bosc*, 21 sqq.). — Brévint étant devenu, à la Restauration de 1660, chapelain de Charles II, Du Bosc lui écrivit : « Vous me serez aussi cher sous le surplis de l'Angleterre que sous la robe de France..., et je vous embrasserai d'aussi bon cœur dans la chapelle de la Savoye [à Londres], que je l'ai jamais fait dans le temple du Bourg-l'Abbé [à Caen] ». (Schickler, II, 223).

⁶ Coll. Mancel, n° 776. — Sur cette accalmie en général, voir Rébelliau, 13, 14.

⁷ Conseiller au Parlement de Rouen, puis à celui de Paris.

⁸ *Cl. Sarrauii epistolae*, p. 224-227.

plus d'une fois de défendre la Vulgate contre les exégètes ses coreligionnaires ¹.

Du Bosc, assurément, reste fidèle à la doctrine protestante de la justification par la foi. Il prêchait la grâce avec tant de force, qu'on le mit, dit Legendre, « au rang des saint Paul et des saint Augustin ² ». « Ce que nous sommes sauvez, dit-il, c'est par grâce... Je veux que nous nous trompions dans ce sentiment. Mais que cette erreur est innocente ! qu'elle est sainte !... Mon crime donc c'est que je donne trop à mon Dieu !... Heureuse faute dont je ne me repentirai jamais ! ³ » — Toutefois, il s'empresse d'ajouter que la foi, sans les œuvres, est stérile. « On s'élève ici, dit-il, terriblement contre nous ; on nous accuse, on nous condamne... Vous le savez, chrétiens qui vivez dans notre communion, vous savez avec quel soin nous vous recommandons les bonnes œuvres. Si elles ne justifient pas devant Dieu, ce sont des conditions et des moyens sans lesquels il n'y a pas de salut à espérer ⁴ ».

Non qu'il n'échappât encore aux pasteurs d'attaquer, dans leurs sermons, la religion catholique ou ses ministres. Du Bosc, par exemple, accuse les moines de faire de la prédication « une farce », de « s'essorer en des pensées extravagantes, en des expressions bouffonnes..., en des convulsions volontaires de bras et de corps, qui sentent plutôt la salle d'escrime que la chaire de l'Eglise ⁵ ». Il félicite ses auditeurs d'être nés « hors de l'idolâtrie ⁶ ». Il appelle l'hostie « un objet de scandale et de mépris, qui ne peut se défendre seulement de la vermine ⁷ ». Mais de telles intempérances de langage sont exceptionnelles chez lui. En général, sa prédication, comme l'a remarqué Vinet ⁸, est empreinte de modération et d'urbanité ; il donne peu de place à la controverse acerbe et directe ; c'est avec « douceur » qu'il entend traiter les matières de religion.

¹ *Vulgatum tueor contra nostros interpretes.*

² Legendre, *Du Bosc*, 161.

³ *Serm. sur div. text.*, I, 92-97.

⁴ *Serm. sur Eph.*, II, 689-691.

⁵ *Serm. sur div. textes*, IV, 788.

⁶ *Ibid.*, IV, 738.

⁷ *Ibid.*, I, 32, 33 (*Les larmes de saint Pierre*). — On voit que le fanatisme huguenot n'était pas complètement éteint. En voici un autre exemple, pris dans le peuple. En 1645, le jour de la Fête-Dieu, un réformé d'Ecrammeville, Jean Dollebec, donna des coups d'épée dans une croix de bois dressée sur le bord d'une route, et dit aux passants, « par un étrange mespris, qu'ils eussent à regarder si la croix saignoit ». (*Lettre du lieut. crim. de Bayeux à Séguier*, 6 juillet 1645. La Ferrière, *Norm. à l'étr.*, 375).

⁸ P. 410.

Ainsi, en Basse-Normandie, sous le ministère de Mazarin, les pasteurs semblaient plutôt disposés à suspendre les hostilités ¹.

Cette trêve, le duc de Longueville, gouverneur de la province, la faisait respecter par les catholiques violents. Sur son invitation, le Parlement recommanda aux magistrats inférieurs de ne plus « molester » ceux de la religion. En 1647, M. de Torp, « avocat de S. M. » au siège présidial de Caen, inquiétait Bochart et ses collègues « touchant leurs petites escholes » ; l'avocat-général Pierre Le Guerchois lui écrivit de se borner à tenir la main aux édits ². Si néanmoins survenait quelque sentence vexatoire, Longueville en faisait différer l'exécution jusqu'à ce qu'il eût pris lui-même connaissance du litige. C'est ainsi que Du Bosc, condamné à 50 livres d'amende, au présidial de Caen (23 novembre 1650), « pour s'estre qualifié ministre de la parole de Dieu » dans son contrat de mariage avec Marie Moisant, bénéficia d'un sursis de trois mois ³. En 1658, il allait être traduit en justice pour son sermon sur « les larmes de saint Pierre ⁴ » ; Longueville fit cesser ce que Legendre appelle « la persécution des bigots ⁵ ».

Dans l'effusion d'une gratitude sans bornes, ce fut au duc que les réformés de Basse-Normandie, d'accord avec leurs concitoyens catholiques, attribuèrent tout l'honneur du repos dont jouit leur province pendant la Fronde ⁶ :

Provincia cladem

Communem evasit, servata a principe tanto,

écrivait, en 1652, l'humaniste catholique Antoine Halley ⁷. Et voici en quels termes le pasteur Du Bosc complimenta, après la fin des troubles, la très remuante duchesse de Longueville : « Mgr le duc a été le Noé qui a sauvé notre arche ; vous êtes cette agréable colombe qui est venue nous annoncer que le déluge était passé ⁸. »

¹ Le champ reste libre pour les querelles de l'Université et des jésuites de Caen (1644). (Voir Pascal, 12^e et 13^e Provinciales, sur le P. Erade Bile et le professeur Dupré).

² Bibl. Prot. mss. Norm., I, 39, 41.

³ *Ibid.*, mss. Norm. III, 99, et Papiers Norm.

⁴ Pour avoir appelé l'hostie *un objet de scandale*.

⁵ Legendre, *Du Bosc*, 17.

⁶ Il est vrai que Longueville avait refusé, en 1651, de suivre son frère dans la Fronde espagnole. Mais, grâce à la vigilance de Mazarin, la Basse-Normandie était pacifiée depuis février 1650. (Chéruel, *Minorité de Louis XIV*, IV, 24, 25).

⁷ Antonii Hallaei *opusc. misc.*, p. 128.

⁸ Legendre, *Du Bosc*, 331.

Epargnée par la guerre civile, la ville de Caen se livrait alors aux douceurs des distractions intellectuelles. Les joûtes poétiques de ses « palinods » attiraient de nombreux lutteurs, et l'on faisait des vers « jusque dans ses boutiques ¹ ». Ce fut aux « bons esprits » de son Université que Mme de Longueville remit, en dernier ressort, le jugement du célèbre procès des Uranistes et des Jobistes, qui troublait plus la cour, à cette époque, « que ne l'avaient fait les dernières guerres ». L'Université répondit aux vœux secrets de la duchesse; elle se prononça pour Voiture et *Uranie* (25 décembre 1649) ².

A l'exemple de Paris, les dames les plus distinguées de la ville tenaient de véritables salons littéraires, où l'aristocratie de l'esprit coudoyait celle de la naissance ³. Tout en s'évertuant à faire des portraits, mode répandue à Caen par la nouvelle abbesse de Sainte-Trinité ⁴, tout en improvisant madrigaux, bouts-rimés, devises symboliques, on causait des intrigues de M^{me} de Longueville, on applaudissait aux succès des écrivains normands établis à Paris, on se disait que la France allait avoir enfin son Iliade, grâce à Chapelain.

Si la sévère discipline des réformés leur commandait de fuir les plaisirs faciles, bal ou comédie, elle ne pouvait leur interdire les relations de société, les innocentes jouissances de l'esprit. Au nombre des Caennais qui rimèrent sur Job et Uranie, figure le protestant Thomas Le Picard, conseiller au présidial ⁵. A côté des salons présidés par M^{mes} de Grosmesnil et de Banneville, s'ouvrirent ceux de M^{lle} de Saint-Contest et de M^{me} de Tilly, sa sœur ⁶, huguenotes déterminées l'une et l'autre, qui suivirent plus tard Du Bosc dans le Refuge. M^{lle} de Saint-Contest faisait ses délices de Socrate, de Platon et d'Aristote, un peu malgré Du Bosc, pour qui « la vraie philosophie des dames » était « la connaissance des œuvres de Dieu, répandues dans tout l'Univers ⁷ ». Une autre jeune protestante, M^{lle} de la Luzerne ⁸, élevée par le poète Moisant de Brieux, partageait son

¹ Brédif, *Segrais*, p. 5.

² A. Hallaei *opusc. misc.*, 287-301.

³ Delorme, *Moisant de Brieux*, p. 29-37.

⁴ Marie-Eléonore de Rohan, fille du duc de Montbazou, abbesse de Sainte-Trinité de Caen en 1651, puis de Malenoué en 1664.

⁵ A. Hallaei *op. misc.*, 294.

⁶ Filles de Tobie Barberie de Saint-Contest.

⁷ Legendre, *Du Bosc*, 477 sqq.

⁸ Fille de Louis Thioult, seigneur de la Luzerne, de qui Moisant de Brieux avait acheté, en 1637, la terre de la Luzerne. (*Bull. du Prot.*, XLII, 298 n.).

temps entre la poésie et l'érudition ; elle rimait des énigmes, lisait en italien les sonnets de Pétrarque, discutait avec Moisant sur les mots composés de Ronsard, et déchiffrait les vieux manuscrits. A une de ses cousines, morte de douleur en apprenant la fin prématurée d'un frère tué à l'ennemi, les littérateurs de Caen composèrent un *tumulus* poétique, selon la mode du temps, et Chapelain regretta de n'avoir pu y jeter « quelques fleurs » (1639 ¹).

Le milieu était favorable à la formation d'une société savante. Ce fut un protestant qui en prit l'initiative, et Moisant de Brieux fut le Conrart de l'*Académie de Caen*, cette sœur cadette de l'Académie française, la première en date de nos Académies de province (1632) ².

Jacques Moisant de Brieux était né à Caen le 15 mai 1611 ³, d'un ancien négociant, Guillaume Moisant, et de Marthe Soyer. Il prit le nom de *Brieux* d'une terre que son père possédait. Comme Daniel Huet et l'historien Mézeray, il eut pour premier maître Antoine Halley ⁴, qui éveilla en lui le goût des vers. Puis il suivit les cours de l'Académie protestante de Sedan, où il fut le condisciple et l'ami du marquis de Salles, qui devait abjurer plus tard et devenir le duc de Montausier ⁵. De Sedan, Jacques Moisant se rendit à Leyde, où Heinsius et Isaac Vossius l'admirent « dans le sanctuaire des Muses plus intimes ». Reçu avocat, il acheta une charge de conseiller au Parlement de Metz (1633), mais ne tarda pas à s'en démettre (1635), pour revenir habiter la Basse-Normandie, et partager son temps entre sa chère ville natale et sa maison de campagne de Bernières-sur-Mer ⁶.

Riche de 20.000 livres de rente ⁷, il possédait et occupait, à Caen, près du Pont-Saint-Pierre, le bel hôtel d'Ecoville, ou du *Grand-*

¹ Pontaumont, *Carentan*, 58, 59, 85, 375, 426. — *Lettres de Chapelain*, II, 8, 9.

² D'après une communication de M. Turquan au congrès des sociétés savantes (mai 1891), vinrent, après l'Acad. de Caen (1632), celles de Bordeaux (1662), Nîmes (1682), Toulouse (1694), etc.

³ Et non en 1614, comme l'imprime M. Delorme. (Voir *Bull. Soc. Hist. Norm.*, II, 424).

⁴ Professeur de belles-lettres à Caen, auteur d'agréables poésies latines.

⁵ Montausier était né en 1610, et Moisant en 1611.

⁶ Cette maison s'élevait alors « seule à perte de vue » (Delorme, 50). Elle existe encore, mais entourée de jardins et de villas, et le bourg de Bernières a une rue *Moisant de Brieux*.

⁷ Il avait sa fortune personnelle, et sa femme lui apporta en dot 100.000 livres tournois. Cette femme, Catherine Van der Thomb, originaire d'Hondschoote en Flandre, était plus jeune que lui de dix années. Il l'épousa le 4 août 1634. (*Bull. de la Soc. de l'Hist. de Norm.*, II, 424 sqq., et *Bull. du Prot.*, XLII, 297. — Segrais, *Mém.*, 17).

Cheval ¹. Neuf domestiques l'y servaient; il ne les oublia pas dans son testament, et les mit à l'abri du besoin. Chéri des siens, et le leur rendant au centuple, il vivait, avant tout, de la vie de famille, si douce à ceux de sa religion. Mais, outre son beau-frère, le ministre Du Bose; sa sœur, M^{me} de Marcellet; ses cousines, M^{mes} de Tilly, Mesnage de Cagny et M^{lle} de Saint-Contest, il recevait volontiers ses concitoyens des deux cultes. On trouvait chez lui l'hospitalité la plus large et la plus cordiale.

Ayant peu de goût pour la controverse religieuse, il aimait mieux mettre en lumière ce qui rapproche que ce qui divise. Avant de publier ses *Méditations morales et chrétiennes* (1666), il en confia la révision au protestant Valentin Conrart et à deux ecclésiastiques caennais ses amis, lesquels « prirent garde de plus près, dit-il, si je n'avançois rien... qui ne s'ajustast pleinement avec cette discrétion et cette douceur que j'ai toujours tant aimée, et qui, ce me semble, est si fort de l'esprit du vrai christianisme ². »

Cet homme si aimable et si tolérant était bien fait pour grouper autour de lui, dans une intimité grave et douce, les « honnêtes gens » des deux religions.

De temps immémorial, le carrefour Saint-Pierre avait servi de rendez-vous aux lettrés caennais. Le lundi, ils se réunissaient en plus grand nombre; c'était le jour où arrivait *la Gazette*, déposée chez un libraire du voisinage, le protestant Jacques Lebourgeois ³. On en profitait pour aller feuilleter et examiner, chez ce libraire, les ouvrages récemment parus. Mais le va-et-vient des clients troublait les lecteurs. « Nous trouvâmes, dit Moisant, que nous pouvions avoir, avec plus de commodité, ce même divertissement en quelque-une de nos maisons. La mienne fut choisie pour cela, à cause de sa situation... dans une place où, comme en un centre, l'on se vient rendre de tous côtés ⁴. »

¹ Bâti, en 1598, par des artistes italiens, et occupé aujourd'hui par la Bourse du Commerce, ce monument était appelé *Hôtel du Grand-Cheval* à cause d'une image de pierre en bas-relief qui ornait sa façade, et représentait le *Fidèle et le Véritable* de l'Apocalypse monté sur un cheval. (Puisieux, *Jésuites*, 21).

² *Méditations*, préface, cité par Delorme, p. 8. — Segrais disait de ces méditations : « Elles ne sont pas seulement propres pour les calvinistes, mais encore pour nous, parce qu'il n'y a rien qui regarde les points de controverse ». (*Mém.*, p. 18).

³ Il habitait, près du Pont Saint-Pierre, pour 112 livres par an, une maison qu'il tenait à bail de Moisant de Brieux. (Arch. Calv. B. Baill. Caen, *Police*, à la date du 14 décembre 1685).

⁴ Delorme, 67.

On voit en quels termes modestes Moisant raconte l'origine de son Académie. Huet dit aussi qu'elle ne fut, dans ses commencements, « qu'un pur effet du hasard ». Mais il ajoute que la ville de Caen est « redevable » à Moisant d'avoir avancé, par cette fondation, « dans l'étude des bonnes lettres ¹. »

Mis en relations, par Montausier, avec l'hôtel de Rambouillet, ami de Conrart et de Chapelain, Moisant de Brieux fut naturellement conduit à transformer, en une société permanente et régulière, une réunion fortuite de savants et de lettrés ².

« Nous communiquâmes, dit-il, à M^r notre gouverneur, à notre intendant, à notre lieutenant-général, le dessein que nous avions formé, qu'ils approuvèrent tous. Après quoy, nous commençâmes le lundy suivant à nous assembler, et nous résolûmes de le faire à pareil jour de la semaine, depuis quatre heures jusqu'à sept heures du soir... La première partie de ce temps seroit donnée à l'entretien des nouvelles; l'autre, à la résolution de difficultés trouvées dans les bons auteurs; la dernière, à la lecture des ouvrages composés, soit par quelqu'un de la compagnie, soit par quelqu'un du dehors... On n'y parleroit de religion qu'autant que le permettoient les principes du christianisme dont nous convenons tous. »

La malveillance et l'envie diffamèrent néanmoins la société naissante. On dit que ses membres parlaient sans cesse grec et latin, et qu'ils passaient des journées à disputer sur un mot. On pressa le duc de Longueville de la dissoudre, ou de la transférer chez un catholique. « Mais, dit Moisant, quantité d'esprits, enfin éclairés de la vérité des choses, eurent pour nous d'autres sentiments... Il leur en prit comme à ces amants qui, dégoûtés de leurs maîtresses par les rapports qu'on leur en fait, se résolvent enfin à n'en croire que leurs propres yeux,... et s'accusent de trop de crédulité ³. »

Moisant de Brieux s'était tout d'abord adjoinct son maître Antoine Halley, les médecins Prémont-Graindorge et Corneille de Vicque-

¹ *Origines*, p. 171 et 392. — Certains dictionnaires biographiques, par exemple celui de Dezobry et Bachelet (art. *Huet*), attribuent à Huet la fondation de « l'Académie de Caen, en 1662 ». Il serait plus exact de dire que Huet fonda *une Académie* à Caen. La société de Moisant ne s'occupant que de littérature et d'érudition, il entreprit, en 1662, d'assembler chez lui ceux qui voudraient parler de sciences pures. Mais cette *Académie* caennaise des *sciences* ne compta jamais plus de 8 à 10 membres, et elle disparut après le départ de Huet pour Paris. (*Mém. de Huet*, 143. — Formigny, p. 15, 25).

² Delorme, 62, 63, 68.

³ *Ibid.*, 69-71.

mand, et l'érudit Jacques de Paulmier de Grentemesnil : ce furent les cinq membres *fondeurs* (1652). Bochart et Huet entrèrent dans la compagnie après leur retour de Suède; Ménage, Segrais, Boisrobert tinrent à honneur d'y être associés. On élut aussi quelques magistrats de la ville, et l'Académie ne tarda pas à faire « quelque bruit dans le monde ¹. »

Elle était déjà prospère, lorsque Montausier, successeur de Longueville au gouvernement de Normandie ², fit son entrée solennelle à Caen (14 sept. 1663) ³. Les bons offices de Chapelain avaient réveillé, « après un somme de trente années », l'amitié des deux anciens condisciples de Sedan ⁴. Logé dans les plus beaux appartements de l'hôtel d'Ecoville, que décoraient les portraits de tous les « illustres » de l'époque, avec des quatrains composés par Moisant, le duc y fut, en quelque sorte, pendant quinze jours, l'hôte des Muses. Aux diners d'apparat qui lui furent servis, avec des mets achetés « jusqu'en Portugal », et où cependant l'on mangea « plus de cerneaux que d'autres choses », il discuta des ouvrages de l'esprit en connaisseur, et paya, d'une façon remarquable, « sa dette d'académicien ⁵. »

Moisant de Brieux ne négligea rien pour conserver à sa compagnie ce protecteur puissant, vrai Mécène des gens de lettres au xvii^e siècle. Tous les événements de la vie du duc prirent place dans ses vers; il dédia à la duchesse ses *Méditations morales*, à la comtesse de Crussol ⁶ ses *Pièces en prose et en vers* ⁷. Montausier continua de recevoir « fort agréablement » les vers de Moisant, et il resta son ami jusqu'à la fin, « avec une constance dont les courtisans ne sont guère capables ⁸. » Lorsqu'il le perdit ⁹, il écrivit à Huet (13 juin 1674) : « La mort du pauvre Monsieur de Brieux m'a causé une douleur sensible; il me semble, en voyant mourir mes vieux amis les uns après les autres, qu'on m'arrache tantôt un bras et tantôt une jambe...;

¹ Delorme, 381.

² En mai 1663. (*Lettres de Chapelain*, II, 303 note).

³ Beaurepaire, 34. — Montausier vint à Caen en 1663, et non en 1662, comme l'imprimant par erreur MM. Brédif (97, 98) et Delorme (83).

⁴ *Lettres de Chapelain*, II, 703.

⁵ Huet, *Mém.*, 152. — Segrais, *Mém.*, 60. — Delorme, 55. — Brédif, 97, 98.

⁶ Fille de Montausier.

⁷ Delorme, 61, 62.

⁸ *Lettres de Chapelain*, II, 220, 703.

⁹ Moisant de Brieux mourut (de la pierre) le 20 mai 1674 (Arch. mun. Caen, Reg. prot.), et non en juin, comme le dit M. Delorme (p. 90).

mais il faut se soumettre à la volonté de Dieu et songer à suivre les autres ¹. »

Après la mort de Moisant, Huet et Montausier voulurent que l'Académie gardât le caractère de société libre qu'il lui avait imprimé dès l'origine. Ni l'un ni l'autre n'étaient d'avis qu'elle fût constituée par lettres-patentes du roi. « La conséquence serait grande et c'est une chimère », disait Montausier en 1676 ². Aussi, la compagnie put-elle grandir en toute franchise et liberté, aux applaudissements de Bayle et de Chapelain. « Caen, dit le premier, est la ville de France qui produit le plus de beaux esprits ³. » — C'est, dit le second, une pépinière féconde d'honnêtes gens, *un autre Paris* pour l'exquise politesse et le profond savoir... Son académie est un corps que je ne regarde jamais qu'avec respect, et dont la bienveillance est un des principaux ornements de ma vie ⁴. »

De ces louanges, on sait ce que vaut l'aune. Elles ne coûtaient guère à Bayle, qui appelle aussi Dijon *la vraie république des lettres* ⁵. Elles coûtaient encore moins à Chapelain, qui espérait bien être payé de retour, et pratiquait la maxime *laudari a laudato* ⁶. Il n'en est pas moins vrai que la réputation des érudits Caennais courut bien au delà des limites de leur province. Le 25 mai 1679, Huet écrit à Etienne Morin : « On trouva une inscription en Bourgogne il y a quelques années ; on l'envoya à l'Académie de Caen pour savoir son avis ⁷. »

Une grande part de cette renommée doit revenir aux protestants. Sur trente académiciens environ, on en compta toujours au moins dix de la religion. Trois figurent parmi les cinq membres fondateurs : Moisant de Brieux, Corneille de Vicquemand, Paulmier de Grentemesnil. C'était Moisant qui, sans titre officiel de président ou de directeur, faisait les convocations ; en son absence, ce soin revenait à Paulmier ⁸.

Les réformés se signalaient par leur assiduité aux séances. Vers la

¹ Bibl. Caen, mss. in-4°. 206, II, 32.

² Formigny, p. 26.

³ *Œuvres diverses*, I (Lett. à sa famille, 56).

⁴ *Lettres*, II, 42, 117, 703.

⁵ Jacquet : *La vie littéraire dans une ville de province sous Louis XIV.* Paris, 1886, — p. 58, 59.

⁶ L'abbé Fabre, *les ennemis de Chapelain*, p. 9.

⁷ Abbé Tilladet, I. 346.

⁸ Et. Morin, *Vita Palmerii* (en tête de la *Graeciae antiquae descriptio*, par Paulmier).

Quasimodo de 1661, Prémont-Graindorge écrit à Huet qu'il n'a pas osé lire à l'Académie une pièce latine sur « Son'Eminence défunte » ; « car nous n'étions, dit-il, que *trois catholiques* contre *huit religieux*, qui n'auraient pas supporté « le dernier asile de l'hérésie » (*ultimum haeresis asilum*)¹. »

Ils donnèrent à la société des orateurs, comme Pierre Du Bosc ; des orientalistes, comme Samuel Bochart, Etienne Morin et Etienne Lemoine² ; des érudits, comme Jacques de Paulmier de Grentemesnil³ ; sans compter les poètes et versificateurs⁴.

¹ Formigny, p. 23.

² Et. Lemoine était ministre à Rouen : il fut membre non résident de l'Académie, ainsi que le célèbre humaniste protestant Tanneguy Lefèvre.

³ Citons, en outre, Thomas Le Révérend de Bougy, frère du lieut. général Jean de Bougy (1611-72) ; à seize ans, il publia une traduction de l'*Octavius* de Minucius Félix, apologiste chrétien du III^e siècle, (Huet, *Orig.*, 383-389).

⁴ Moisant de Brioux, Jean de Carbonnel, Philippe Lesueur de Retiville, Jean Lemièrre de Basly, etc... (Delorme, p. 382 ; Formigny, p. 14).

CHAPITRE SEPTIÈME

L'ÉLOQUENCE, L'ORIENTALISME ET L'ÉRUDITION : PIERRE DU BOS, SAMUEL
BOCHART, JACQUES DE PAULMIER DE GRENTMESNIL

I. Pierre Du Bosc

Pierre Du Bosc eut tous les avantages physiques utiles, sinon nécessaires, à l'orateur. Robuste, vigoureux, d'une taille majestueuse, son geste était bien composé, sa voix agréable et forte ¹. « Ce fut, dit Bayle, le plus grand prédicateur de son temps parmi ceux de la religion ². » « Les ennemis de la vérité, dit Legendre ³, couraient à ses sermons. » Ménage, l'ayant entendu au temple du Bourg-l'Abbé, trouva qu'il prêchait « fort bien ⁴ », et l'on verra plus loin ⁵ l'effet qu'il produisit, un jour d'audience, sur Louis XIV en personne.

Au jugement de Huet ⁶, la lecture de ses sermons ⁷ prouverait « que son action et sa bonne mine, dont ils étaient soutenus dans le récit, avaient fait la principale partie de leur mérite. »

¹ E. Benoist, IV, 99.

² *Dict.*, I, 619-621.

³ *Du Bosc*, p. 6.

⁴ *Menagiana*, II, 90.

⁵ Liv. III, ch. 3.

⁶ *Orig.*, p. 440.

⁷ On a de Du Bosc : 58 *sermons sur div. textes*, et 47 *sermons sur l'épître aux Ephésiens* (Rotterdam, 1687-1701). — Quelques-uns seulement furent publiés à Caen ou à Quevilly : la *doctrine de la Grâce* (1661), les *Estoiles du ciel de l'Eglise* (1663), la *censure et la condamnation des tièdes* (1670).

Il est vrai, les prédicateurs réformés de cette époque, tenus avant tout d'expliquer l'Écriture, subissent certaines servitudes que ne connaissent point les prédicateurs catholiques. Bossuet va d'instinct à tout ce qu'il y a de plus beau dans le christianisme : la Providence, la mort, l'aumône, la justice ; et le sujet ainsi conçu trouve son expression dans le texte ; l'orateur calviniste doit faire « une exégèse développée de ce texte ; il l'épèle, le presse, le pressure ; c'est tout son plan ¹ ». « Les eaux qui se perdent sans retour » suggèrent à Bossuet une image saisissante de la fuite irréparable des années ; Du Bosc y voit les eaux du péché, qui nous éloignent de la loi divine. Cette manière est peut-être plus théologique ; mais l'autre est plus poétique et plus humaine ².

Pour accentuer encore ce caractère scripturaire de la prédication protestante, le synode national de 1601 décida que les ministres, au lieu de changer de matière chaque jour, prendraient pour texte tel ou tel chapitre de l'Écriture, dont ils expliqueraient tous les versets l'un après l'autre ³. Bochart commenta en chaire le livre presque entier de la Genèse ; Du Bosc consacra près de 50 sermons à l'épître aux Éphésiens.

Ce respect du texte sacré s'attachait même à sa forme extérieure. Au lieu que l'orateur catholique pouvait traduire en français la Vulgate, et fondre sa traduction dans son propre texte, l'orateur réformé devait s'en tenir, même sous Louis XIV ⁴, à la version française d'Olivétan, la plus ancienne et la plus vénérable, mais de forme aride, inculte, surannée. Il était donc obligé de juxtaposer deux français très différents ⁵. Le fameux passage de Bossuet « *Nous mourons tous....* » devient, chez Du Bosc : « Certainement nous mourons, et nous sommes semblables aux eaux qui s'écoulent par la terre ⁶. »

Néanmoins, les sermons de Du Bosc « font époque », dit Vinet. Car tout en expliquant littéralement son texte, il s'efforce d'en dégager les applications pratiques. « Il combine, mieux que ses devanciers, le dogme et la morale ». Ayant beaucoup d'érudition, il en profite « pour fortifier son raisonnement, et multiplier les aspects de sa pensée ; mais il n'en fait pas un usage indiscret ⁷. »

¹ Vinet, p. 5.

² Sayous, II, 81.

³ Aymon, I, 236. — Félice, *Prot. d'autrefois*, 103.

⁴ Synode nat. de 1659 (*Fr. prot.*, 1^{re} édit., X, 362).

⁵ Berthault, 64, 118.

⁶ Sayous, II, 81, 82.

⁷ Vinet, p. 392, 393.

Non qu'il ait pu s'affranchir complètement des traditions du moyen âge. Prenons, par exemple, son sermon sur « les Estoiles du ciel de l'Eglise ¹ » (1663). — Les étoiles, ce sont les ministres. Mais ceux de l'Ancien Testament ne se peuvent comparer qu'à des « chandeles » éclairant un lieu particulier; les ministres de la Nouvelle-Alliance éclairent tout l'univers. — Les étoiles vivifient le monde, de même les pasteurs leur troupeau. Elles sont portées par le ciel, « où elles ont leur siège et leur domicile »; les pasteurs sont dans la main du Christ. — Mais le Christ ne retient que les étoiles brillantes; il laisse « filer » les autres (c'est-à-dire, les ministres *apostats*). — « Pour rester dans sa main, dit l'orateur en terminant, éclairons par nos actions comme par nos discours.. O Christ, attache-nous au ciel de la grâce, afin que nous allions luire, comme les étoiles, à perpétuité! »

Ces développements tirés d'un mot, et non d'une idée, cette comparaison poursuivie jusqu'au bout avec une monotonie toute scolastique, faut-il en faire un crime à Du Bosc? Non, car on les retrouve, sept ans plus tard, dans la bouche de Mascaron, célébrant *le cœur* d'Henriette d'Angleterre.

N'insistons pas non plus sur des locutions vieilles, comme : « *Ce que nous sommes sauvez, c'est par grâce* ² »; — sur des images singulières ou triviales, comme : « Saint Pierre nous présente un *lavoir* dans ses larmes ³... Saint Paul tâche d'enlever les Ephésiens au péché par *les deux anses* du devoir et de l'intérêt ⁴ ». Si Du Bosc n'a pas ces qualités plus spécialement littéraires qui plaisent à la lecture, et garantissent la durée de l'éloquence ⁵, c'est qu'il lui a manqué, comme à tous ses collègues, de prêcher à la cour, devant la société la plus polie qui fut jamais.

A défaut d'autres mérites, il a le sentiment de la phrase oratoire, du nombre et de l'harmonie ⁶. Voici une période bien conduite : « Et quand même on verrait [le corps de l'Eglise] abattu dans la poudre de la terre et couché dans le sépulcre, quand la pierre serait roulée sur son tombeau, et que le sceau y serait posé, pour rendre sa mort

¹ Sur Apocal., I, 16. — Prêché le 10 juin 1663 au synode de Quevilly. Imprimé à Quevilly la même année. (In-12 de 75 p.). La Bibl. de Caen en a un exemplaire.

² *Serm. sur div. textes*, I, 92.

³ *Ibid.*, I, 5.

⁴ *Serm. sur Eph.* II, 19.

⁵ Berthault, 96.

⁶ Vinet, 451.

assurée et sa délivrance impossible, il ne faudrait pas perdre espérance. Ne crains donc point, petit troupeau ¹ ».

Dans les occasions solennelles, aux jours de jeûne, par exemple, l'émotion du pasteur se traduit en véhémentes apostrophes. « Vous entendez le chant du coq, dit-il aux fidèles de Caen, mais vous avez le cœur plus dur et plus insensible que saint Pierre... La vieillesse qui s'achemine tous les jours affaiblit vos corps, mais elle n'affaiblit point vos vices; elle blanchit vos cheveux, mais elle ne vous fait rien perdre de la noirceur de vos âmes! ² »

En somme, Du Bosc a eu de belles parties de l'orateur, et le jugement de Huet n'est certes pas équitable.

II. Samuel Bochart

Quant à Samuel Bochart, même de son vivant, sa réputation oratoire semble avoir été médiocre. Chargé, en 1663, de haranguer, au nom des réformés de Caen, Montausier à l'Hôtel d'Ecoville, il commença ainsi : « Mgr, tous les peuples du Nord... » ; puis, il pâlit, se troubla, resta court ³. Il n'avait pas, comme Du Bosc, ces moyens extérieurs qui séduisent et captivent. Sa taille ne dépassait pas la moyenne; ses yeux, selon Etienne Morin ⁴, étaient beaux, son front large et proéminent, mais son visage, selon Segrais ⁵, était « tout boutonné et couperosé ». Cela venait sans doute de l'activité dévorante qui lui brûlait le sang. Car il évitait avec soin toute perte de ce temps « qui ne se peut rappeler ⁶ ». S'il avait à sortir, il marchait vite, en homme toujours pressé ⁷. Il lui arrivait, après quelques instants de sommeil,

¹ *Serm. sur Eph.*, II, 239.

² *Serm. sur div. textes*, I, 41, 42.

³ *Mém.* de l'Ac. de Caen, 1878, p. 422-423. — Comme Montausier portait brodés sur son manteau les insignes de l'ordre du Saint-Esprit, on dit que le *Saint-Esprit* avait ôté le *Verbe* au ministre, et un oratorien de Caen, le P. Mauduit, fit circuler ces vers :

La langue de Bochart, ce prétendu prophète
Est au mensonge si bien faite,
... Qu'un jour, pour saluer une haute Puissance,
Voulant dire la vérité,
Il demeura dans le silence (*Ibid.*).

⁴ *S. Boch. op. omnia*, I, 36 (éd. de 1692). En tête de cette édition se trouve un portrait de Bochart.

⁵ *Mém. Anecd.*, 153, 154.

⁶ *Lettre de Bochart à Giraud*, (V. *Pièce. Just.*, IV).

⁷ *S. Boch. op. omnia*, I, 36.

de se remettre au travail à deux heures du matin ¹. Ce fut avant tout un homme d'étude et de cabinet, un prodigieux érudit.

Vers l'époque où il parut, l'exégèse protestante se réduisait encore, en Allemagne, « aux étroites conceptions du scolasticisme théologique ». Mais Golius et Louis de Dieu en Hollande, Hottinger en Suisse, Briand Walton, Greaves et Pocock en Angleterre, commençaient à frayer « des routes nouvelles ». Les uns essayaient de donner, aux études bibliques, une direction plus indépendante ; les autres publiaient des livres de philologie ².

La philologie ! On l'adorait alors, on en faisait la base de tout savoir. Après avoir consacré tant de veilles aux Grecs et aux Romains, on s'était tourné vers l'Orient, qui venait d'ouvrir « ses portes mystérieuses ». Le champ était inconnu et attrayant : Bochart s'y lança à corps perdu ³.

Initié par son père, dès sa plus tendre enfance, aux études linguistiques, il apprit le grec à Paris sous Thomas Dempster ⁴, l'hébreu à Sedan et à Saumur. Obligé de quitter Saumur après l'occupation de cette ville par Louis XIII, il se rendit à Oxford, puis à Leyde (1621), où Erpenius ⁵ venait de créer l'enseignement de l'arabe. Bientôt il fut en état de composer un dictionnaire arabe qui contenait l'explication de plus de 30.000 mots ⁶. Il étudia aussi le chaldéen et le syriaque. Il avait cinquante ans, qu'il prenait encore, du juif Job Ludolf, des leçons d'éthiopien ⁷.

Cet immense savoir, Bochart l'appliqua surtout à l'étude de la Genèse, qu'il entreprit de commenter, pour son troupeau, dans une longue série de sermons ⁸. La mort le surprit (1667) au milieu de l'avant-dernier chapitre (le 49^e) ⁹.

¹ *Lettre de Bochart à Huet*. (Bibl. Nat. mss. fr. 15.189, f° 208 v°).

² E. Reuss, *S. Bochart, passim*.

³ *Ibid.*

⁴ Erudit écossais, qui mena une vie errante (1579-1625).

⁵ Thomas van Erpe (1584-1624).

⁶ *Actes de la conférence*, par Bochart, p. 144. — S'il ne fit pas imprimer ce dictionnaire, ce fut sans doute à cause de la publication du lexique arabe-latin de Golius (1655).

⁷ *France Prot.*, 2^e éd., II, 649-650. — E. Smith, 7. — Reuss, *passim*. — Ludolf, publiant, en 1661, son dict. éthiopien, put y joindre un vocabulaire des dialectes sémitiques élaboré par Bochart. (Reuss, 144).

⁸ Les trois petits volumes imprimés à Amsterdam en 1705 ne comprennent que 20 sermons, relatifs aux deux premiers chapitres de la Genèse. — Bochart y prodigue les explications « scientifiques ». Il enseigne que la terre est « *en repos, au beau milieu du monde* », que les cieux se divisent en trois étages : l'air, les sphères célestes et le ciel empyrée. Il n'ose déterminer si le ciel des

Dès le deuxième (vers. 9-14), il avait été arrêté par la question de l'emplacement du Paradis terrestre, si souvent discutée au XVII^e siècle. Il y consacra un traité spécial resté inachevé¹. De même, ce fut à propos de la nomenclature des petits-fils de Noé (chap. X) qu'il écrivit sa *Geographia sacra* (1646).

Cet ouvrage fut accueilli par les louanges les plus enthousiastes², et Daniel Huet, alors tout jeune³, en ressentit une impulsion décisive. Il résolut d'aller trouver l'auteur, pour chercher à se lier avec lui, et « s'approprier quelque chose de ses richesses ». « Bochart m'accueillit, dit-il, avec courtoisie et bonté⁴. » Orphelin de père et de mère dès l'enfance, Huet avait affaire à des tuteurs négligents ou rapaces⁵; non content de l'aider de ses conseils, Bochart lui ouvrit sa bourse toute grande⁶. Pour ne pas laisser suspecter « la pureté de sa foi », Huet le voyait presque toujours la nuit, et sans témoins. « Mon intimité avec lui était entière, écrit-il, et toute la direction de mes études réglée sur ses avis⁷. » Sans doute, l'austère ministre ne put l'éloigner absolument des « dissipations » et des « élégances »; traducteur de *Daphnis et Chloé*, Huet continua de faire des vers très libres imités d'Ovide, et de peindre « la liberté de l'amour à la manière ancienne⁸ »; mais ce fut seulement à titre de distraction. A la suite de Bochart, il s'était « enfoncé » dans le grec et l'hébreu; désormais, l'érudition allait remplir le meilleur de son temps. « Tel qui n'a fait

étoiles est d'une matière solide comme les métaux, ou liquide et perméable comme l'air; mais il croit à l'influence occulte des planètes sur les hommes, et affirme que « nos os se remplissent de mouëlle, quand la lune est pleine ». — L'homme a « des sutures à la tête, pour en évaporer les humeurs grossières qui seraient à charge au cerveau ». (Tome II, 20, 106-110, 153, 230, 235, 275). — La mémoire est au derrière de la tête, d'où vient que la matière du cerveau est plus dure. — Dieu a soufflé l'âme par les narines, et non par la bouche, « parce que le nez est plus pur... », etc. (III, 148, 357, 364).

L'étude de la nature, comme dit Reuss (p. 143), était encore dans l'enfance.

¹ *Boch. op. omnia*, I, 4 (*Note de la page précédente*).

² Reuss, 137. — La Bibl. de Caen possède (in-f° 11) le mss. de Bochart *de loco paradisi terrestres*. — C'est de mémoire, et d'après les idées de son maître, qu'E. Morin rédigea la dissertation sur le Paradis qui se trouve en tête des *Op. omnia* (I, 9-28).

³ Il n'y manqua que le suffrage de l'envieux Saumaise.

⁴ Né en 1630, il avait 16 ans.

⁵ *Mém.*, 26-28.

⁶ Sainte-Beuve, *Causeries du Lundi*, II, 167.

⁷ Voir, aux *Pièces Just.*, V, une lettre où Huet écrit à Bochart : « Je ne vous ay point encore rendu l'argent que vous me fistes la grace de me prester... ».

⁸ *Mém.*, 26-28.

⁹ *Lettres de Chapelain*, II, 161. — Il ne faut pas oublier que Huet ne fut ordonné prêtre qu'en 1676, à l'âge de 45 ans.

toute sa vie que des madrigaux, écrit l'abbé d'Olivet, aurait été un savant de premier ordre, s'il avait eu de bonne heure un Bochart sous les yeux ¹. »

Huet s'était tellement attaché à son maître, qu'il n'hésita pas à faire avec lui le voyage de Suède. Eprise de tout ce qui venait de France, parlant six langues, et passionnée pour l'étude au point d'en oublier le boire et le manger, Christine brûlait de connaître l'auteur de la *Géographie sacrée*. Après l'avoir mandé par son bibliothécaire Isaac Vossius, elle lui avait écrit elle-même, de sa main royale (1650) ². Retardé par divers empêchements, Bochart s'était enfin embarqué au Havre (avril 1652), sur un navire de guerre hollandais. Huet le rejoignit à Amsterdam, et tous deux s'acheminèrent vers la Suède par la Westphalie et le Danemark. Ils arrivèrent à Stockholm au commencement de juin 1652 ³.

Une déception les y attendait. Depuis quelques mois, régnait sur l'esprit de Christine le fameux Pierre Michon, dit *Bourdelot*, abbé, médecin et surtout charlatan. Pour mieux asseoir son crédit, il s'était ingénié à lui faire prendre en grippe la science et les savants ⁴. Bochart comptait sur de doctes entretiens; s'il faut en croire Ménage, on l'invita à jouer de la flûte, et on lui mit en main la raquette ⁵. Après bien des efforts, il avait réussi à prendre jour pour la lecture du *Phaleg* ⁶; mais, le matin même, Bourdelot administra une médecine à la reine. Dix ans plus tard, Chapelain, écrivant à Huet, lui rappelait encore ces méfaits du « tiracleur prélat ⁷ ».

La riche bibliothèque de Christine consola de leur déconvenue les deux pauvres érudits. Bochart y découvrit treize manuscrits arabes, et la reine lui en offrit quelques-uns, notamment le traité d'Al-Kasvini sur les *Merveilles des choses créées* ⁸.

De son côté, Huet avait copié plusieurs manuscrits grecs,

¹ *Huetiana*, Introd., p. VI.

² Bochart ne s'attendait pas à cet excès d'honneur; transporté de joie, il montra « la lettre sacrée » à ses amis, et toute la ville de Caen, gouverneur en tête, voulut voir l'écriture d'une reine dont la renommée emplissait l'Occident. (*Boch. op. omnia*, I, 855-858).

³ Huet, *Mém.*, 48, et *Iter Suecicum*. — Bibl. Nat. mss. fr. 15.189, f^o 198 sqq.; et fr. 3.930, f^o 200.

⁴ *Rev. des D.-M.*, 1888, V, 799 sqq.

⁵ Bayle, sans doute avec raison, traite de « sots contes et sornettes » ces dires de Ménage. (*Dict.*, I, 586-587).

⁶ Première partie de la *Géographie sacrée*.

⁷ Huet, *Mém.*, 66, 67. — *Lett. de Chap.*, II, 232.

⁸ Ce mss est à la Bibl. de Caen.

entr'autres, celui d'Origène sur saint Mathieu. Pressé de revoir sa Normandie, il se remit en route dès le mois de septembre 1652. Bochart ne demandait qu'à le suivre, mais la reine cria « au Normand ! » Pour mieux le retenir, elle dora sa captivité, et le logea dans son propre palais ¹.

Au printemps de 1653, Bochart obtint enfin son congé. Parti de Stockholm vers le 1^{er} juin, il signe de nouveau sur les registres de Caen à la date du 3 août ².

Les manuscrits de Christine et le *Grand livre de la vie des animaux*, par Al-Demiri, que lui avait prêté le cardinal Mazarin ³, lui permirent d'achever l'*Hierozoïcon* ⁴, ou histoire des animaux dont il est parlé dans l'Ecriture Sainte (1663).

Selon Bayle, il avait projeté d'écrire aussi sur les végétaux et les pierres précieuses de la Bible ⁵. Ses œuvres complètes renferment de savantes dissertations consacrées à ces matières. C'est ainsi qu'il a traité de main de maître la question de la manne ⁶.

Mais il ne se confina pas dans l'Ecriture Sainte au point d'écarter toute discussion purement profane. Son grand savoir philologique le faisait consulter, comme un oracle, par les archéologues, les littérateurs et les grammairiens. La fable d'Achille tué d'un coup de flèche au talon, celle du voyage d'Enée en Italie, les unions incestueuses des Perses, le système monétaire des Grecs et des Romains, la question de savoir si les Gaulois et les Francs n'étaient qu'un même peuple, voilà autant de matières sur lesquelles il eut à se prononcer ⁷.

Si vaste qu'elle fût, sa science n'était rien, auprès d'une modestie plus estimable encore ⁸. Sur les *marbotins* ou *marobotins* (monnaie

¹ *Corresp. de Huet et de Bochart*, 1652. (Bibl. Caen, mss. in-4° 206, t. II, 460, 463).

² *Bull. du Prot.*, III, 358-359. — Beaujour, 297.

³ *Boch. op. omnia*, I, 1252. — Al-Demiri, auteur arabe des xiv^e et xv^e siècles. — *Le grand livre de la vie des animaux* resta, on ne sait comment, dans la Bibl. de Bochart. Il est aujourd'hui à la Bibl. de Caen, ainsi que diverses notes manuscrites ayant servi à la composition de la *Géogr. sacrée* et de l'*Hierozoïcon*. (*Variorum excerpta arabum*, etc.).

⁴ Cet ouvrage est écrit en latin, comme la *Géogr. sacrée*.

⁵ Bayle, *Dict.*, I, 586.

⁶ Reuss, 148.

⁷ *Op. omnia*, I, *passim*.

⁸ Bayle, *Dict.*, I, 586. — « Etre aussi modeste que savant, dit ailleurs Bayle (*Œuv. div.*, I, 304), c'est avoir associé deux qualités presque incompatibles... Ceux qui peuvent les marier font un coup plus difficile que celui de Nerva, qui fit sentir aux Romains la liberté républicaine sous le gouvernement d'un empereur. »

d'or d'Espagne aux XII^e et XIII^e siècles), il disait ingénument ne rien savoir¹. Un conseiller au présidial de Toulouse avait prié Chapelain de lui demander son avis sur le sens d'une *ectype*² arabe; il répondit qu'il n'était pas aussi fort en arabe « qu'aux autres langues », et Chapelain prisait plus cette « candeur » qu'il n'aurait fait l'explication elle-même³.

Les contemporains ont renchéri en éloges sur Samuel Bochart. Chapelain n'espérait « devenir sçavant que par luy⁴. » Tanneguy Lefèvre l'appelle « la plus vive lumière des lettres sacrées et profanes »; Vossius, Gassendi : « le plus docte de tous les hommes savants⁵. » Huet dit que « son siècle, et même les siècles passés, ont eu peu de personnes dont le savoir pût être comparé au sien⁶. »

Il est certain qu'avec les seules ressources de sa science philologique, Bochart a éclairci des faits que la théologie de son époque tendait plutôt à voiler.

Jusqu'à lui, on n'avait vu que des généalogies de familles dans la liste des descendants de Noé. Il prouve que ce tableau renferme les généalogies des peuples qui se sont répandus sur la terre après la confusion de Babel. Puis il s'efforce de déterminer la valeur géographique ou ethnographique de chaque nom fourni par son texte, et refait la carte du monde connu au temps de Moïse. Tel est l'objet de son *Phaleg*, première partie de la *Géographie sacrée*⁷.

Après les Hébreux, les Phéniciens ont été, selon Bochart, le peuple le plus ancien du monde. En conséquence, il leur consacre la deuxième partie de son ouvrage, ou *Chanaan*⁸. Avant lui, aucun savant moderne ne s'était occupé de cette nation⁹.

Faute de documents originaux, il recueille avec soin et commente tous les textes que l'antiquité grecque et latine lui fournit sur les colonies des Phéniciens; puis il met en relief l'affinité étroite des langues phénicienne et hébraïque. En faisant cette démonstration,

¹ Bibl. Nat. mss. N. acq. fr. 2488, f^o 113.

² Inscription en relief.

³ *Lett. de Chap.*, II, 147, 162.

⁴ *Ibid.* II, 42.

⁵ *France Prot.*, 2^e éd., II, 652.

⁶ *Orig.*, 427.

⁷ Dédié à Saint-Clair-Turgot, conseiller d'Etat. — *Phaleg* vient de l'hébreu *palag*, qui signifie *dispersion* (Smith, 49).

⁸ Dédié à Claude Sarrau.

⁹ Van den Berg, *Petite hist. anc. des peuples de l'Orient*. Paris, 1883; p. 225.

il avait contre lui le préjugé orthodoxe ; mais la science moderne l'a justifié¹.

Le passage le plus connu² du *Chanaan* est celui où il rétablit et traduisit onze vers en langue punique intercalés par Plaute dans le *Poenulus*, et que les copistes avaient défigurés en un galimatias indéchiffrable pour tout autre philologue³.

Si, sur d'autres points, la *Géographie sacrée* est dépassée depuis longtemps, les exégètes citent encore aujourd'hui l'*Hierozoïcon*, ouvrage que Cuvier tenait en haute estime, et qui est demeuré classique pour l'histoire de la zoologie dans l'antiquité.

L'*Hierozoïcon* est la nomenclature raisonnée de tous les noms d'animaux que Moïse a dû insérer dans ses lois pour des motifs religieux, ou que la poésie hébraïque a dépeints pour les mettre dans ses tableaux. Chaque chapitre est une véritable dissertation. L'auteur s'efforce tout d'abord d'identifier le nom hébreu de l'animal avec des noms plus modernes ; il rapporte et discute les témoignages des écrivains arabes, grecs et latins ; puis il expose les mœurs de l'animal, et le rôle qu'il a joué dans la mythologie, les arts et l'histoire. C'est ainsi que les bœufs lui fournissent l'occasion de rappeler le veau d'or et l'idolâtrie d'Israël, etc.

Sans avoir voyagé en Orient, ni visité les musées de la capitale, il arrive à des résultats presque tous vérifiés aujourd'hui. Ainsi, il réduit à néant plus d'un être fabuleux introduit par l'exégèse. Dans le cheval *unicorne*, le *monoceros* des Septante et de la Vulgate, il reconnaît une sorte d'antilope ou de buffle, et fait justice de la légendaire *licorne*. Il prouve que le *Béhémoth* et le *Léviathan* de Job⁴, grossièrement interprétés jusqu'à lui, ne sont autres que l'hippopotame et le crocodile⁵.

On lui a cependant reproché de s'être laissé aveugler par « l'orthodoxie exégétique » de l'époque ; d'avoir, sacrifiant l'esprit à la lettre, méconnu la poésie biblique, et transformé les images en dogmes⁶, — ce qui l'engagea dans une correspondance curieuse avec Saint-Amand, l'auteur du *Moïse sauvé*⁷ ; — d'avoir tout subordonné au

¹ Reuss, 146.

² Liv. II, ch. 6 (S. Boch. *op. omnia*, I, 720-722).

³ Smith, 15. — *Lett. de Chapetaïn*, II, 222.

⁴ Job, ch. XL.

⁵ *France Prot.*, 2^e éd., II, 656. — Reuss, 147, 148.

⁶ Voir ses dissertations sur le *serpent du Paradis terrestre*, le *poids de la chevelure d'Absalon*, etc.

⁷ *Boch. op. omnia*, I, 1183-1227. — Ch. Livet, *Œuv. compl. de Saint-Amand*, éd. de 1855, t. II, p. 331.

peuple de Dieu, les langues comme les mythologies ¹; par suite, d'avoir abusé des étymologies et des conjectures ². Mais, comme l'observe E. Reuss, les erreurs et les préjugés où il tomba, et qui étaient, pour la plupart, ceux de ses contemporains, montrent les obstacles qu'il avait à vaincre pour ouvrir à la théologie une carrière nouvelle. Si la vive lumière dont il a brillé aux yeux de son siècle doit s'affaiblir avec le temps, ce sera « en raison des progrès qu'il aura concouru lui-même à préparer ³. »

III. Autres orientalistes caennais : Etienne Morin, Etienne Lemoine

Samuel Bochart eut un élève distingué dans Etienne Morin.

Né à Caen le 1^{er} janvier 1625, du marchand Isaac Morin et de Suzanne de Rue, E. Morin avait étudié à Sedan et à Leyde. De retour en France (1649), il fut successivement pasteur à Saint-Sylvain, à Saint-Pierre-sur-Dives et à Caen (1664) ⁴. Collègue de Bochart, il logea dans une aile de sa maison, et partagea tous ses travaux. Plus tard, dans le Refuge, il écrivit sa biographie avec une sorte de piété filiale ⁵.

Ayant poussé très loin l'étude de l'hébreu, qu'il considérait, lui aussi, comme la langue primitive et sacrée, celle que les bienheureux parleraient dans le ciel, il possédait à fond les antiquités judaïques. Questionné par Huet sur un passage des Machabées ⁶ où il est dit que les Spartiates et les Juifs étaient frères, il s'efforce de prouver que les Spartiates descendirent des Edoniens, peuplade thrace issue des Iduméens, c'est-à-dire d'Esau. — Pourquoi, lui demanda un jour Moisant de Brioux, semait-on du sel sur les ruines des villes qu'on avait détruites ? — C'était, répond Morin, pour témoigner qu'on les condamnait à une perpétuelle malédiction, « n'y ayant rien

¹ Ce fut aussi l'erreur de Huet, et de ce qu'on appelle l'école *historique*. (Voir M. Bréal, *Mélanges de mythologie et de linguistique*, p. 23).

² Cette critique lui fut faite, dès le xvii^e siècle, par D. Huet (Tilladet, I, 40 et 166-170), et par le célèbre oratorien Richard Simon, qui ne veut voir en lui qu'un « pur grammairien ». Il n'en est pas moins vrai que R. Simon a tiré grand profit des œuvres de Bochart, pour sa propre *Histoire critique du Vieux Testament*. (Reuss, 141).

³ *Ibid.*, *passim* et 156.

⁴ *France Prot.*, 1^{re} éd., VII, 507-508.

⁵ Cette biographie se trouve en tête des *Bocharti opera omnia*.

⁶ XII, 21.

qui rende les terres plus infertiles que le sel. Il est dit dans l'Écriture que Dieu convertit Sodome et Gomorrhe en un étang salé ».

L'Académie de Caen l'avait chargé de rechercher les causes qui purent amener les Gentils à dire que les chrétiens adoraient la tête d'un âne. — « La même accusation, répond Morin, fut dirigée contre les Juifs. Et comme ceux-ci étaient confondus avec les chrétiens, la question se réduit à examiner comment les Juifs purent prêter le flanc à une si *impertinente* calomnie ». Rejetant alors les conjectures d'Erasmus, de Tanneguy Lefèvre et même de Bochart, Morin hasarde la sienne. « Puisque les Juifs, dit-il, étaient accusés d'adorer la tête d'un âne et de la poser dans le *saint des saints*, il faut qu'un des objets que l'on y gardait ait donné lieu à une confusion. Et cet objet ne peut être que l'urne où l'on serrait la manne, urne dite *chomer* en hébreu, le mot *chamor* signifiant *âne* ¹. »

— Etienne Lemoine, autre orientaliste de l'Académie de Caen, naquit dans cette ville au mois d'octobre 1624. Pasteur à Géfosse, puis à Rouen, il accepta des Etats de Hollande, en 1676, une chaire de théologie à l'Université de Leyde; mais il continua de correspondre, jusqu'à sa mort (1698), avec ses anciens confrères de Caen ².

Il avait entrepris, dit Bayle, l'une des œuvres les plus difficiles que pût alors se proposer un homme « savant dans les saintes lettres » : le rétablissement des œuvres de Josèphe ³. S'il n'eut pas le temps d'achever ce travail, il publia, en 1685, ses *Varia sacra*. Dans une première dissertation, consacrée à saint Polycarpe, il fixe le jour de son supplice, réfute la fable de la colombe sortant de son flanc sur le bûcher, et suppose que le *Peregrinus* de Lucien fut composé pour insulter à ce martyr. — Une lettre de saint Hippolyte à Severa, mère de l'empereur Philippe, lui permet de conjecturer que cet empereur dut être chrétien. — Il montre que si les Hébreux, comme les païens, inscrivaient dans leurs sanctuaires, sur des murs ou sur des colonnes, une « infinité » de faits historiques, c'était pour mieux en conserver le souvenir par la sainteté des lieux ⁴.

¹ « *Dissertationes octo* » (1683), analysées par Bayle dans sa *Nouv. Républ. des Lettres*. (Œuv. div., I, 94-97).

² *France Prot.*, 1^{re} édit., VI, 544.

³ Bayle, *Œuv. div.*, I, 251, et IV, 575. — Huetiana, 94, 95.

⁴ *Varia sacra*, Leyde, 1685, 2 vol. in-4^o, — analysés par Bayle (*Œuv. div.*, I, 250-253, et 301-304). — Les *Origines* de Huet (p. 404) donnent par erreur le titre : *Adversaria sacra*.

IV. Jacques de Paulmier de Grentemesnil.

Lisant les textes sacrés dans l'original, les réformés approfondirent l'étude du grec comme celle de l'hébreu.

Jean de Baillehache de Beaumont, ministre de Géfosse et des Veys, s'était attaché au géographe grec Denis le Périégète¹. Il en causa plus d'une fois avec Huet, qui avait trouvé, à Stockholm, un scholiaste inédit sur ce géographe ; mais il ne fit rien imprimer².

Jacques *de* (ou *Le*) Paulmier³ de Grentemesnil a une tout autre envergure. Né « par accident », près du monastère de Sainte-Barbe-en-Auge, le 15 décembre 1587, du médecin caennais Julien de Paulmier⁴, il fut à la fois gentilhomme et helléniste, soldat et lettré. « Il est encore plus beau, disait Chapelain, à un homme de sa naissance de cultiver le champ des Muses, qu'à ceux qui ne sont pas de sa profession, et qui n'ont d'autre moyen de s'acquérir du lustre que celui des bonnes lettres⁵. »

On aurait peine à trouver un type plus accompli de guerrier chevaleresque. Il prolonge jusqu'à 83 ans⁶ sa verte vieillesse et ne succombera qu'aux atteintes de la pierre, après deux opérations vaillamment supportées⁷. Déjà septuagénaire, il demande à un jeune noble réparation d'une offense, se rencontre avec lui et le désarme⁸. Défenseur généreux des opprimés et des faibles, il combat huit ans (1620-28), sous Maurice de Nassau, pour la cause de l'indépendance hollandaise⁹. En février 1640, il ose solliciter de Richelieu quelque adoucissement

¹ Auteur d'une *Périégèse*, ou description de la terre, en 1186 hexamètres. (1^{er} siècle de J.-C.).

² Bibl. Caen, mss. in-4° 204, p. 181 — et Bibl. Nat. mss fr. 3930, f°s 29, 30.

³ Huet (*Orig.* 383) écrit : *Le* Paulmier, mais les reg. prot. de Caen donnent invariablement : *de* Paulmier. (Il est vrai que l'ancien régime négligeait l'orthographe des noms propres).

⁴ Ce médecin réussit à guérir Charles IX d'une insomnie persistante, et fit sa fortune en vendant aux Parisiens, comme remède contre les palpitations du cœur, la boisson favorite des Normands, boisson dont il vante les bienfaits dans son traité *de vino et pomaceo*. (Pluquet, *Bibliogr.*, 279. — *Fr. Pr.*, 1^{re} éd., VI, 557).

⁵ *Lett. de Chapelain*, II, 116. — Montausier se défendait de n'aimer que les « bonnes lettres ». A Huet, qui le félicitait de ses goûts d'érudit, il répond, en 1688, que son véritable métier est celui de la guerre. (Abbé Fabre, *Les enn. de Chap.*, p. 531, 532).

⁶ Il mourut le 1^{er} octobre 1670.

⁷ *Fr. Prot.*, 1^{re} éd., VI, 558-560.

⁸ Huet, *Mém.* 31.

⁹ *Exercitationes*, p. 610.

aux rigueurs exercées en Normandie contre les *Nu-Pieds*¹. Un seigneur des environs de Falaise a tendu une embuscade à un pauvre curé de village ; Paulmier l'apprend, il part avec un seul domestique, et ces deux hommes tiennent en échec toute la valetaille du hobereau². Selon Et. Morin, son biographe³, il était l'ennemi déclaré du mensonge et de la dissimulation. Chapelain ne l'appelle jamais que « le vertueux gentilhomme » ; ses amis le considérèrent « comme un nouveau Caton. »

D'autre part, il avait appris philosophie, droit, médecine, mathématiques, musique, grec, latin, italien, espagnol, allemand, anglais. « Personne, dit Moisant de Brieux, ne le quittait sans être meilleur et plus savant. »

Une anecdote racontée par lui-même prouve qu'il eut cette curiosité scientifique qui recherche toujours l'explication naturelle. Pendant le siège de Bréda par Spinola (1625), Maurice de Nassau avait établi son camp à Rosendaël. Une tempête s'y abattit, et déracina plusieurs arbres. Quelques jours après, les compagnons d'armes de Paulmier constatèrent avec stupeur qu'un chêne reprenait vie, bien qu'ayant toutes ses racines au vent. Aussitôt, chacun de crier au miracle ; les plus superstitieux lèvent déjà sur l'arbre des lambeaux d'écorce, pour s'en faire des reliques ou des amulettes. Survient de Paulmier ; il examine le chêne, la façon dont il est tombé, le terrain où reposent les branches, et démontre hardiment (*audacter*) que le phénomène n'a rien de merveilleux⁴.

« La réputation dont il jouissait, écrit Huet, me fit rechercher son amitié, bien qu'il approchât de la vieillesse et que je fusse à peine sorti du collège... Dès la première visite que je lui rendis dans sa maison de campagne⁵, il *s'expectora* avec moi, et me communiqua tous les ouvrages qu'il tenait en réserve dans son cabinet. *La reconnaissance m'oblige de rendre témoignage du profit que je retirerai de ce commerce*⁶. »

¹ C'est alors qu'il composa le *Philopatris*, ou le *Normand pour son pays*, ouvrage resté manuscrit. Voir sa corresp. avec Claude Sarrau sur les *Nu-pieds* (*Cl. Sarraui epist.*, p. 121 sqq.), ann. 1640-41.

² *France Prot.*, 1^{re} éd., VI, 558-560.

³ Etienne Morin avait épousé Hélène de Paulmier, nièce de Jacques. En 1675, il écrivit, de son oncle par alliance, une biographie (*Vita Palmerii*), qui se trouve en tête de la *Graeciae antiquae descriptio*, par Jacques de Paulmier.

⁴ *Exercitationes*, p. 598.

⁵ A Vendeuvre (*arr. de Falaise*).

⁶ Huetiana. 254.

Helléniste avant tout ¹, sachant du grec autant et plus qu'homme de France, Paulmier avait résolu de décrire tout l'ancien monde hellénique : Grèce, Macédoine, Thrace, Illyrie, Asie Mineure. Le volume qu'Étienne Morin publia après sa mort, en 1678, sur les instances de Jacques Gronovius, sous ce titre : *Graeciae antiquae descriptio* ², ne concerne que l'Illyrie, l'Épire, l'Acarnanie, l'Étolie, la Locride et la Phocide. — Un autre académicien de Caen, le catholique Thouroude, poursuivant la même tâche, avait voyagé sur les lieux pour mieux rectifier les erreurs courantes. Aussi faisait-il peu de cas du livre de son confrère. « Si l'on excepte, écrit-il à Huet, quelques pages sur les Hellènes, les Pélasges et les Doriens ³, où M. de Grentemesnil raisonne mieux que Saumaise, l'ouvrage est rempli de tant de choses médiocres, qu'il serait difficile d'en tirer aucun profit ⁴. » Apparemment, Thouroude n'eût pas manqué de mieux réussir ; mais « sa trop grande exactitude le trompa, et, voulant trop bien faire, il ne fit rien ⁵. »

Loin de se borner aux géographes, de Paulmier, dès sa jeunesse, s'était occupé de tous les écrivains grecs. En 1639, il avait envoyé à Ménage ses notes sur Diogène Laërte ⁶. C'était à lui que John Selden avait eu recours pour combler les lacunes des marbres d'Arundel ⁷. Comme la description de l'ancienne Grèce trainait en longueur, Huet décida son vénérable ami à donner au public, en attendant, ses *Commentaires sur les auteurs grecs* ⁸.

Les *Exercitationes in optimos fere autores graecos* parurent à Leyde en 1668 ⁹. Presque tous les grands prosateurs y figurent : philosophes et orateurs, géographes et historiens. Si les poètes ne sont représentés que par Aristophane et Théocrite, c'est que, dit Paulmier, « l'âge et la maladie m'interdisent les longs espoirs ¹⁰. »

¹ *Lettres de Chapelain*, II, 117, 332.

² In-4° de 684 pages.

³ *Graeciae antiq. descr.*, p. 2-13.

⁴ Bibl. de Caen mss., in-4° 206, p. 479 sqq.

⁵ Huet, *Orig.*, 439. — Thouroude mourut en 1689.

⁶ *Exercitationes*, p. 448. — Schrevelius, philologue hollandais, rééditant le lexique du grammairien alexandrin Hésychius, utilisa aussi les remarques de Paulmier, avec celles de Scaliger et de Saumaise. (Abbé Fabre, 464).

⁷ Inscriptions rapportées de Paros, en 1627, par le comte d'Arundel, antiquaire. — La dissertation de Paulmier, retardée par une attaque de gravelle, n'arriva à Londres qu'après la mort de John Selden. (*Exercit.*, p. 680-714).

⁸ Huet, *Mém.* 31.

⁹ In-4° de 819 pages.

¹⁰ *Spem nos vetant inchoare longam.* (*Exercit.*, 715).

Les observations qu'il présente sont des plus variées. Ici, il cherche à identifier avec la *salamandre* antique le *mouron* des Normands, le *sourd* des Manceaux, le *mirtil* des Poitevins, la *pluvine* des Dauphinois ¹. Ailleurs, les anguilles du lac Copais lui servent à préciser la date des Acharniens ². Il conteste qu'Aristophane ait écrit les *Nuées* à l'instigation d'Anytus et de Mélitus ³. Il consacre plus de dix pages, avec figures explicatives, à la question si controversée des trirèmes ⁴.

Où son livre est le plus neuf, c'est lorsqu'il fait ressortir, longtemps avant Louis de Beaufort, le caractère légendaire de certains faits de l'histoire romaine aux premiers siècles.

Samuel Bochart l'avait précédé dans cette voie, en prouvant, contre Virgile et Segrais, traducteur du poète latin, qu'Enée ne mit jamais les pieds en Italie ⁵. Mais si l'on peut plaider, en faveur de Virgile, les circonstances atténuantes de la poésie, l'historien a d'autres devoirs, et de Paulmier, ce loyal soldat, ne saurait admettre que, sous aucun prétexte, il farde la vérité.

C'est à Tite-Live qu'il en veut le plus, Tite-Live, dont les brillants récits cachent les défaites de Rome, et qui, en bon Padouan, détestait les Gaulois Cisalpins. Or, de Paulmier a le cœur assez large pour comprendre, dans un même amour patriotique, non seulement les Celtes, mais les Cisalpins, voire les Galates ⁶. L'auteur des *Décades* est donc pour lui comme un ennemi national.

Rencontrant dans Plutarque les belles légendes qui dissimulent la rançon payée par Rome aux Gaulois, il écarte le biographe grec et pousse à son inspirateur, Tite-Live, le vrai coupable. Une réfutation récente, œuvre du philologue *Rualdus* ⁷, ne suffit pas ; nouveau *tritaire*, Paulmier accourt de la réserve pour combattre, au premier rang, l'historien romain ⁸. « Polybe, dit-il, Trogue-Pompée et Suétone

¹ *Exercit.*, 613. — Abbé Tilladet, II, 420. — Cette question avait été discutée à l'Académie de Caen.

² *Exercit.*, 723.

³ *Ibid.*, 729.

⁴ *Ibid.*, 170 sqq.

⁵ *Boch. op. omnia*, I, 1151-76. — Bayle, *Œuv. div.*, I, 91-92. — De Beaufort, *Dissertation sur l'incertitude des cinq premiers siècles de Rome*, rééd. de 1866, p. 151.

⁶ « Certains critiques, dit-il, refusent d'*adjuger* aux Gaulois les Galates ; ils devraient en rougir ! Oui, nous autres Gaulois (*nobis Gallis*), nous pouvons revendiquer cette race si belliqueuse ! » (*Exerc.*, p. 147-148).

⁷ Jean Ruault (1570-1636), auteur d'une vie de Plutarque.

⁸ « *Ego tanquam triarius e subsidiis in primam aciem contra Livium advolabo* ». (*Exerc.*, 187).

conviennent que les Romains se rachetèrent à prix d'or. Polybe était l'ami des Scipions ; eût-il parlé de la sorte, si la défaite et la honte des Romains n'avaient été admises, de son temps, comme des faits indiscutés ? — Aussi bien, on peut retourner contre Tite-Live ses propres armes : voici qu'oubliant son *mensonge* il fait parler ainsi les Samnites : « Nous avons pour voisins les Gaulois, qui se vantent, non sans fondement, d'avoir vendu aux Romains leur retraite ». Et de Paulmier termine par cette virulente invective : « Es-tu bien étrillé, Tite-Live ? Va te faire pendre maintenant, artisan de faussetés, vil flatteur des Romains, ennemi des Gaulois nos pères !¹ » C'est la *furie française* appliquée à l'érudition.

Personne, avant lui (nous le croyons du moins), n'avait élevé de doutes sur la réalité du supplice de Régulus. Discutant le passage d'Appien où ce supplice est donné comme historique, il énumère tous les écrivains latins qui confirment Appien : Cicéron, Horace, Silius Italicus. « Et pourtant, dit-il, je ne puis m'incliner devant de telles autorités. — Tu ris de pitié, ou tu t'indignes, lecteur ? Suis, je t'en prie, mon raisonnement². D'abord, Polybe garde le silence sur ce prétendu supplice ; c'est qu'apparemment il craignait de blesser les Romains en combattant une tradition aussi répandue. D'autre part, Diodore de Sicile raconte que la veuve et les fils de Régulus infligèrent à deux généraux Carthaginois prisonniers, confiés à leur garde, les plus cruels traitements. C'est que Régulus était mort en captivité, et que sa veuve se vengea sur les deux Carthaginois de ce qu'elle ne pouvait plus espérer l'échange des captifs. Citée pour ce fait devant le Sénat, et voulant donner à sa cruauté une apparence de justice, elle inventa les paupières coupées et le coffre à pointes. Cette fable, confiée à la loquacité des commères ses voisines, se répandit vite, grandit en chemin, et le peuple de Rome y crut d'autant plus facilement qu'il détestait les Carthaginois³. — J'espère ne pas m'être trop écarté de la vraisemblance ; puisses-tu donc, lecteur, bannir⁴ désormais du domaine de l'histoire le coffre et les paupières de Régulus !⁵. »

¹ « *Vopulet ergo fabricator talis mendacii seu assertor T. Livius Romanorum adulator...* » (p. 190).

² « *Risum forte tuum vel indignationem movebo. Sed audi, quaeso...* »

³ « *Alias mulieres, ejus affines loquaces... Rumor increbuit, et in majus traditus est, et propter Carthaginensium odium facile creditus, vires acquisivit eundo.*

⁴ *Exulare.*

⁵ *Exercit.*, p. 151-153.

Lorsque, en 1738, Louis de Beaufort revint sur la question, il rendit pleine justice à son prédécesseur. « Je ne suis pas le premier, dit-il, qui ait entrepris de démontrer la fausseté de ce fait ; le fameux *M. de Grentemesnil* m'a fourni une partie des armes dont je me suis servi¹. »

Critique littéraire, de Paulmier est moins original, et son goût n'est pas irréprochable. Avec presque tous les poètes normands, avec Malherbe, Corneille, Brébeuf, avec Moisant de Brieux, qui prend pour cible Enée, cette « discrète et vénérable personne », ce héros « porte-père² », il préférerait à tout l'or de Virgile le clinquant de Lucain. « Virgile, dit-il, excelle par la douceur et l'harmonie ; mais personne n'a surpassé Lucain en sublime. Virgile est un grand fleuve qui roule tranquillement ses eaux dans une plaine gazonnée ;... Lucain, comme un fleuve rapide, tombe avec impétuosité, mais porte l'or et l'abondance... », etc.³.

V. Poètes et versificateurs

Les membres protestants de l'Académie de Caen ne dédaignèrent pas de faire eux-mêmes des vers. Leur muse parla français, latin, voire toutes les langues, comme celle de Paulmier, inépuisable auteur de sonnets français, d'idylles italiennes, de madrigaux espagnols et de poèmes grecs⁴.

Bochart n'avait pas quatorze ans, lorsqu'il composa, à la louange de son maître Thomas Dempster, 44 vers grecs, que celui-ci plaça en tête de ses *Antiquités romaines*⁵.

¹ *Dissert. sur les cinq prem. siècles*, p. 298. (Rééd. de 1866).

² *Mém.* de l'Acad. de Caen, 1872, p. 313-331, *passim*.

³ *Jacobi Palmerii a Grentemesnil pro Lucano apologia* ; analysée par Chaufepié. (*Dictionn.*, lettre P, 83-84) ; — utilisée, grâce à l'intermédiaire de Chapelain, par Spanheim, précepteur du prince palatin, dans son édition de Lucain. (*Abbé Fabre*, p. 457) ; — publiée en 1728 dans l'édition du même auteur par le P. Oudin (Oudendorp).

⁴ Huet, *Mém.*, 31. — En grec, de Paulmier fit un dialogue sur la naissance du Dauphin.

⁵ Smith, 7. — Voir les *lusus poetici* de Bochart au tome I de ses *opera omnia*. — C'est par erreur que Bordier (*Fr. Prot.*, 2^e éd., III, 664) lui attribue deux poèmes sacrés : la *Prise de Sodome* et le *Sacrifice d'Abraham*. Ces deux poèmes, qui sont en mss. à la Bibl. de Caen (in-8^o 24 et 25), furent composés, en rhétorique, au collège du Bois, par son petit-fils, Samuel Lesueur de Colleville.

C'est aussi par erreur que les frères Haag (*Fr. Prot.*, 1^{re} édit., VII, 36),

Du Bosc fit tenir à Conrart, en 1664, une paraphrase en vers du Psaume XLII. « J'ai quitté sans regret, disait-il,

les plaisirs de la terre.
 Ses richesses de boue, et ses honneurs de verre ;
 Mais je regrette, ô Dieu, tes parvis glorieux !¹ »

Citons encore *Jean de Carbonnel*, qui « signala, dit Huet, en diverses rencontres, dans le public », ses dispositions heureuses pour la poésie française²; *Jean Lemièrre de Basly*, qui publia, en 1664, les *Seria et Joci*, recueil d'épigrammes³; *Philippe Lesueur de Petiville*, auteur d'un poème latin sur Du Bosc⁴, etc...

Poète français, improvisateur de quatrains et de bouts-rimés, Moisant de Brieux eut quelque réputation; il répondit un jour, par un madrigal, à un baiser de M^{me} de Grosmesnil⁵. Mais, s'il procède visiblement de Voiture et de La Mesnardière, il marche bien loin derrière eux⁶.

En latin, il est plus sûr de sa langue. Pour son *Gallus Gallinaceus*, il fut jugé digne, par la reine Christine, d'un collier d'or : faveur rare, qu'obtinrent seuls en France, avec lui, Ménage, Balzac et Saumaise⁷. A en croire Chapelain, ce poème valait « une Iliade⁸ »; Antoine Halley le mit au nombre des constellations célestes⁹, et Bayle pro-

attribuent à Samuel Lesueur de Colleville une *Dissertation sur différents points de grammaire grecque* et des *Extraits d'observations de plusieurs auteurs sur la langue grecque*. S. Lesueur n'a pas du tout la même écriture que l'auteur de ces opuscules. Mais ils faisaient partie de sa collection, et son fils Guillaume les donna, en 1732, avec la Bibl. de Bochart, à l'Université de Caen, d'où ils ont passé à la Bibl. mun. de cette ville. (mss. in-8°, 19, 22, 36).

¹ Legendre, *Du Bosc*, 588. Voir *ibid.* (595) les vers de Du Bosc sur l'abjuration et la mort de Turenne. — Le fameux rondeau sur *La Fontaine*, cité *ibid.* (p. 597), n'est pas de Du Bosc, mais de Maucroix.

² *Orig.*, p. 410. — Jean de Carbonnel, écuyer, conseiller et secrétaire du roi, marié, en 1665, à Basly et non à Charenton, avec Marie de Baillehache, fut élu, à la mort de Moisant de Brieux, secrétaire de l'Acad. de Caen (*Orig.*, *ibid.* — *Fr. Prot.*, 2^e éd., III, 748; — Reg. de Basly et de Caen, ann. 1665). — Quelques vers de Jean de Carbonnel, sur de Paulmier « au lit de mort », se lisent en tête de la *Graeciae antiquae descriptio*.

³ Huet, *Orig.*, 390. — La Ferrière, *Norm. à l'étr.*, 394 note.

⁴ Legendre, *Du Bosc*, 600-606.

⁵ *Mém. Ac. Caen*, 1872, p. 60.

⁶ *Ibid.* 21, 22.

⁷ *Ibid.* 48.

⁸ *Lettres de Chap.*, II, 754.

⁹ Hallaei *Opusc.*, 365.

clama l'auteur « le plus grand poète latin qui fût en France¹. » Ce sont là des exagérations polies.

En réalité, comme l'observe très justement M. E. de Beaurepaire, Moisant de Brieux eut surtout « un tempérament de critique et d'érudit². » S'il se recommande aujourd'hui à la postérité, c'est par ses *Origines de quelques coutumes anciennes et de plusieurs façons de parler triviales*; ouvrage précieux, qui marquera dans l'histoire des proverbes français³.

On peut en dire autant des autres académiciens protestants de Caen. Leur véritable originalité, ce fut l'érudition, ce que Huet et Chapelain appellent « les bonnes lettres ». Grâce à eux, l'Athènes normande connut alors une vie intellectuelle très intense, et brilla d'un éclat qui n'avait presque rien d'emprunté. Si Huet et Segrain allèrent chercher à la cour la consécration de leur mérite, ni Bochart, ni Paulmier de Grentemesnil ne s'y montrèrent. Outre qu'ils auraient importuné les regards du Grand Roi⁴, l'air de Paris n'était pas indispensable à leurs travaux de cabinet⁵.

Un témoignage postérieur, et des moins suspects, montre quelle place ils tenaient dans l'Académie fondée par Moisant de Brieux.

¹ *Mém. Ac. Caen*, 1872, p. 91.

² *Ibid.* 22.

³ Dédié à Montausier (Caen, 1672). — L'Académie de Caen l'a réédité en 1872, à la suite du travail de M. Delorme sur Moisant de Brieux.

⁴ En 1663, malgré les généreuses instances de Chapelain, Louis XIV refuse une pension à Samuel Bochart, qui vient de publier l'*Hierozoïcon*. (*Lett. de Chapelain*, II, 316). — « Quant aux grâces qui dépendaient de moi seul, je résolus... de ne leur en faire aucune ». (*Mém. de Louis XIV*).

⁵ Non que les académiciens de Caen n'aient rien dû à la capitale, à ses érudits, à ses bibliothèques. Comme les journaux étaient rares à cette époque, et les livres savants d'une acquisition difficile, « les hommes de science sentaient davantage le besoin de se rapprocher et de se secourir mutuellement ». (Rébeliau, 118, 119). — Dans la préface du *Chanaan*, Bochart remercie son ami Cl. Sarrau de l'avoir mis en relation avec les frères Du Puy, et de lui avoir envoyé, de la Bibliothèque Royale, certains ouvrages rares. — Le 20 juillet 1671, son confrère Thouroude écrit à Huet : « Je suis dans un lieu [Caen] où il manque beaucoup de choses, *On n'a presque pas de livres ici...* » *Bibl. Caen*, mss. in-4° 206, II, 478).

Il va sans dire que, pour le « beau langage », les Caennais se règlent sur « la cour et la ville ». — « Doit-on dire *flairer* ou *sentir* ? écrit à Chapelain Moisant de Brieux. — *Flairer* est propre, répond Chapelain, mais n'est guère usité parmi nous ; *sentir*, quoique moins propre, l'a tout à fait emporté sur luy ». (*Lett. de Chap.*, II, 144, 152). — Du Bosc demande à Conrart son avis sur la prononciation du mot *catéchisme*. « Des gens, dit-il, qui s'imaginent n'être point provinciaux..., maintenaient fortement qu'il fallait toujours dire *catéchime* ». (Legendre, 492).

Lorsque, en 1703, l'intendant Foucault entreprit de la reconstituer, les Jésuites de Trévoux, sans même nommer « les catholiques célèbres » qui en avaient fait partie, souhaitèrent que la nouvelle société fit revivre la mémoire des *Bochart*, des *Grentemesnil*, des *Morin* ¹. Et l'on a vu que Daniel Huet, quel que soit son amour-propre, ne fait pas difficulté de reconnaître qu'il s'est formé à l'école de ces grands érudits.

¹ Formigny, 50.

CHAPITRE HUITIÈME

BONNES RELATIONS DES PROTESTANTS AVEC LES CATHOLIQUES VERS 1661. LEUR FIDÉLITÉ AU ROI ET A LA PATRIE.

Vers le moment où s'ouvrit le règne personnel de Louis XIV, un examen superficiel eût pu faire croire, en Basse-Normandie, au triomphe des idées de tolérance.

Rulhière observe avec raison¹ que si la renaissance des lettres, dans les premières années du xvi^e siècle, avait causé les malheurs du schisme, les lettres elles-mêmes, en se perfectionnant, adoucissaient les mœurs. L'Université de Caen s'ouvrait aux étudiants de tout culte comme de toute nation, et l'Académie de cette ville était née, à l'exemple de l'Académie française, de rapports amicaux entre catholiques et réformés.

Savants et lettrés des deux religions communiquaient ensemble et avec ceux du dehors, sans être gênés par la diversité des croyances. En 1658, Pellisson² avait reçu, par l'intermédiaire de Du Bosc, son ancien condisciple de Montauban, les poésies du curé Bardou³; il répond au ministre que « ces beaux et galans ouvrages » lui ont fait passer « une après-dinée la plus agréable du monde », et qu'il se réjouit de pouvoir espérer l'amitié de l'auteur⁴. — Voici en quels termes Bochart rend compte à Huet (15 octobre 1666) de ses « com-

¹ *Eclairciss.*, 1^{re} partie, p. 35.

² Il n'abjura qu'en 1670.

³ Membre de l'Académie de Caen.

⁴ Legendre, p. 9.

munications » avec le Jésuite Parvilliers, arabisant et mathématicien. « Il me vint voir avant-hier, et la douceur de son entretien me fit passer deux ou trois heures avec beaucoup de plaisir... Il me paroist fort bon homme et n'a rien de caché ¹. » — Conrart oubliait les douleurs de la goutte en lisant « les divines paraphrases de Madame de Caen ² » ; il recevait ses visites, et la tenait pour une de ses « héroïnes », dont la bienveillance « luy estoit chère au dernier point » (1662-63) ³. — Ami de Moisant de Brieux, Montausier l'était aussi de Paulmier de Grentemesnil ; il voulut être présent à ses derniers moments ⁴. Ce protestant converti ne connut jamais l'ardeur intolérante du néophyte ; gouverneur de Normandie, il rendit à ses anciens coreligionnaires toutes sortes de bons offices ⁵.

Dans les rapports de Chapelain avec les académiciens protestants de Caen, on retrouve cette douceur, cette exquise bonté, ces habitudes de politesse et de tact, cet esprit de conciliation, qui caractérisent son excellente nature. A-t-il essuyé un refus en voulant faire inscrire Bochart sur la liste des pensions du Roi ? « Je ne vous puis assés dire, écrit-il à Huet, combien j'en suis mortifié... Mais je ne croy pas devoir laisser [M^r Bochart] dans une espérance qui n'a plus de fondement... Ce qui me fait vous prier de l'éclaircir de ce succès... Le secret que vous aurés gardé touchant cela adoucira cette amertume, et rendra ce desplaisir d'autant plus petit que le sujet en aura esté moins connu » (17 juillet 1663) ⁶. — Bochart avait envoyé son *Hierozoïcon* à l'abbé de Bourzeys ⁷ ; ce prêtre, en le remerciant, crut devoir faire des vœux pour sa conversion. Bochart s'en plaignit à Chapelain, qui lui répond (21 sept. 1663) : « Si la délicatesse de votre créance vous a fait trouver un peu dur qu'il vous eust souhaitté de la sienne, je vous prie de vous mettre un moment à sa place... C'estoit toujours un bien, selon luy, qu'il vous souhaittoit... ; il estoit malaisé que, dans sa profession d'abbé, il vous peust tenir

¹ Bibl. N. mss. fr. 15.189, f° 208 v°.

² Marie-Eléonore de Rohan, abbesse de Sainte-Trinité, dont les « *Sept psaumes de la pénitence en forme de paraphrase* » dénotent une profonde connaissance des Livres saints. (Huet, *Orig.*, 432).

³ *Lett. de Chapelain*, II, 177, 199, 237, 317.

⁴ *Vita Palmerii*.

⁵ En 1664, il intercède pour Du Bosc exilé à Châlons. En 1674, il écrit « le plus obligeamment du monde » pour Et. Lemoine mis en prison à Rouen. (Bayle, *Œuv. div.*, IV, 581).

⁶ *Lett. de Chap.*, II, 316.

⁷ Ou *Bourzeis*, littérateur et théologien (1606-72), membre de l'Académie française et de l'Acad. des inscriptions.

d'autre langage... Rien n'empêchera que vous ne demeuriez amis, d'autant plus qu'il a esté un volontaire trompette de vos louanges en un lieu d'où il croyoit que vous pourriez tirer quelque chose de plus que l'honneur ¹. » — Huet, pensant faire « une malice agréable » à Moisant de Brieux, lui avait présenté son *Élégie sur l'amour* comme « une pièce antique » trouvée en Hongrie. Moisant l'avait cru sur parole; désabusé plus tard, il témoigna quelque dépit d'avoir « donné dans le panneau. » Chapelain réussit à l'apaiser; mais il écrivit aussi à Huet de ne plus réveiller ce différend, dont un « silence réciproque » serait « le seul bon lénitif » (1661-62) ². — En revanche, Moisant de Brieux et Paulmier de Grentemesnil reçurent les doléances du pauvre poète, si durement « stapané » pour sa Pucelle, ouvrage « innocent, sinon bon ». Mais que lui importaient, après tout, les « traits envenimés » de ce « frippon » de Despréaux, et « la vilaine envie des poetastres affamés »? « La philosophie et le christianisme, écrit-il à de Paulmier, m'y ont endurci l'esprit... Cette déclaration m'estoit nécessaire auprès d'un philosophe et d'un chrestien comme vous ³. »

A Caen, toute divergence de religion s'arrêtait au seuil de l'Académie. Bayle constate que les collègues de Samuel Bochart au ministère, Morin, Lemoine et Du Bosc, y furent admis, « sans que le nom de ministre, si odieux parmi les docteurs catholiques du second rang, fit aucune peur aux sçavans du premier ordre qui formaient cette belle société ⁴. »

Huet vécut dans les meilleurs termes avec les pasteurs académiciens, et la querelle qui, vers la fin de 1666, rompit son intimité avec Bochart ⁵, semble avoir été un fait isolé. Ses discussions avec Etienne Morin sur les origines de la langue hébraïque, avec Etienne Lemoine sur les chiffres arabes, furent toujours exemptes d'aigreur ⁶. Il proclame Etienne Lemoine « très bon-homme, plein de candeur, désintéressé, ennemy de la médisance, fidèle et officieux amy ». « Notre liaison, dit-il, fut cimentée par des services réciproques, et la communauté d'études et de pays ⁷. » Même après 1683, il resta en corres-

¹ *Lett. de Chap.*, II, 329.

² *Ibid.*, II, 161, 183, 191.

³ *Ibid.*, II, 387, 388, 755.

⁴ *Euv. div.*, I, 94.

⁵ Voir ci-après, III, 1.

⁶ Huet, *Mém.*, 118, et *Orig.*, 407, 408. — Tilladet, I, 284-370.

⁷ *Mém.*, 116-117; *Orig.*, 404.

pondance avec lui, comme avec Etienne Morin et d'autres réfugiés caennais ¹.

Ces amitiés protestantes de Huet franchirent en effet le cercle, nécessairement restreint, de l'Académie de Caen. En 1673, il assure le réformé Cahaïgnes de Verrières de l'affectueuse vénération que lui inspirait son oncle, le médecin Etienne de Cahaïgnes ². A propos de Jean de Baillehache, ministre des Veys, il écrira en 1712 : « Nous étions fort bons amis ³. »

Les réformés ne négligeaient rien pour se faire bien voir de leurs concitoyens catholiques. Pierre de Colleville, gendre de Bochart, était seigneur et patron de Cormelles, près Caen. L'abbé Bardou aspirait à cette cure ; ce fût grâce à Bochart qu'il l'obtint ⁴. — Moisant de Brieux, par son testament (15 mars 1673), légua dix aulnes de froc par an aux pauvres de Bernières, « tant de la religion que catholiques », et vingt livres aux pauvres de Caen, « lesquelles seraient mises... entre les mains de M. le curé de Saint-Pierre ⁵. » — En 1676, à Bayeux, un incendie avait dévoré la tour de l'Horloge et une partie du toit de la cathédrale ; une protestante, M^{lle} de Cróuay, offrit le bois nécessaire à la réfection de la charpente ; ce qui lui valut un remerciement en vers par l'abbé Marcel, curé de Basly. Lorsque l'évêque François de Nesmond fit sa première entrée à Bayeux (1662), il fut escorté par la noblesse protestante et complimenté par les ministres ⁶.

D'autre part, on voyait des prêtres recourir à l'assistance des hérétiques, pour se faire défendre en justice, ou soigner en cas de maladie. A Caen, les médecins protestants comptaient, en 1665, plusieurs ecclésiastiques dans leur clientèle ⁷. — L'abbé de Saint-Martin ⁸ avait un procès. Le clerc de son procureur, trouvant dans ses qualités « *protonotaire du Saint-Siège* », et ne sachant ce que cela voulait dire, écrivit « *propriétaire*. » L'avocat fit exprès de conserver la bévue, et lut à l'audience : « M. de Saint-Martin, docteur en théologie et propriétaire du Saint-Siège apostolique. » Un orthodoxe ne se fût pas

¹ V. ci-ap. IV, 3.

² Bibl. Caen, mss., in-4° 205, p. 311.

³ *Ibid.*, in-4° 203, IV, 93.

⁴ Huet, *Orig.*, 427. — Il est vrai que le curé paya le pasteur d'ingratitude. (*Ibid.*).

⁵ *Bull. de la Soc. de l'Hist. de Norm.*, II, 427.

⁶ Pluquet, *Hist. de Bayeux*, 346-348.

⁷ Bibl. Prot. mss. Norm., II, 50.

⁸ C'est le héros de la fameuse Mandarinade. (Huet, *Orig.*, 435-437).

permis cette plaisanterie, et Ménage observe, en effet, que le défenseur de l'abbé était « huguenot ¹ ».

Condé-sur-Noireau, vers 1674, avait un curé nommé Robert *Levaillant*, « yrai ministre de paix et de charité », et un pasteur nommé *Galand* ². Jamais ces deux hommes ne donnèrent « le scandale de la discorde ³. »

Le peuple même, si accessible d'ordinaire, en tous pays, aux passions violentes, paraissait devenu tolérant. On a souvent reproduit cette phrase de Segrais sur Caen : « Il y avait longtemps, avant la Révocation, que les catholiques et les huguenots vivaient ici dans une si grande intelligence qu'ils mangeaient, buvaient, jouaient, se divertissaient ensemble et se quittaient librement, les uns pour aller à la messe, les autres pour aller au prêche, sans aucun scandale ni d'une part ni de l'autre ⁴. » Les termes généraux employés par Segrais permettent de croire que cette « grande intelligence » ne se limitait pas aux classes supérieures de la société. En 1658, Du Bosc disait aux réformés de Caen : « Ne pensez-vous pas à cette heureuse liberté dont vous jouissez parmi vos concitoyens, qui, par un esprit modéré..., vous laissent sortir sans trouble toutes les fois que vous voulez sacrifier à votre Dieu en ce lieu-cy ⁵, et y viennent même souvent s'égayer avec vous à la lumière de l'Evangile de Jésus-Christ ? ⁶. »

Par ses qualités aimables autant que brillantes, Du Bosc contribuait à entretenir la bonne harmonie. Ministre austère ⁷, qui eût aimé « une vie particulière et un peu obscure ⁸ », il savait tous les usages du monde, et tous les raffinements de la politesse. On a vu qu'il était en relations avec les réformés les plus célèbres : Conrart, Pellisson, Schomberg ⁹, le maréchal et M^{me} de Turenne. Pour la

¹ *Menagiana*, II, 336.

² D'où le facile jeu de mots : *vaillant* curé, *galant* ministre. — En 1676, un Jacques Galand était pasteur à Athis. (Reg. d'Athis, Arch. Orne, E. Prot.).

³ Lange, I, 197.

⁴ *Mém.-anecd.*, p. 132. — Cité par Rulhière (*Eclaire.*, 1^{re} part., 34), — Floquet (VI, 10), — Beaujour (208), etc.

⁵ Le temple du Bourg-l'Abbé.

⁶ *Serm. sur div. textes*, I, 43, 44.

⁷ Voir son portrait, « gravé à Paris par E. Desrochers, rue du Foin, près la rue Saint-Jacques », et reproduit, en 1890, dans la brochure intitulée : *Souvenir du 3^e centenaire de l'Egl. wall. de Rotterdam* (p. 10). — L'expression du visage est plutôt sévère. — On lit au bas du portrait : « Ministre à Caen et ensuite à Chalon ». C'est une erreur, qui vient de ce que Du Bosc passa six mois en exil à Châlons-sur-Marne (1664).

⁸ Legendre, *Du Bosc*, 392.

⁹ En 1675, il félicite Schomberg de sa promotion au maréchalat (*Ibid.*, 416).

haute société catholique, son commerce était aussi des plus attrayants. Le duc de Longueville l'honorait d'une « bienveillance particulière ¹ ». Le duc de Roquelaure, qui avait fait sa connaissance à Caen en 1675, lui envoyait, de Guyenne, des livres, des « essences » de Montpellier, et autres « semblables galanteries ² ». Faisant visite un jour chez M^{me} de la Luzerne, Du Bosc y trouva la duchesse d'Arpajon, née d'Harcourt, future dame d'honneur de la Dauphine ³; elle lui témoigna « fort obligeamment, dit Legendre, qu'elle n'était point marrie de cette rencontre ⁴ ». Dans une conférence qu'ils eurent ensemble en 1665, l'évêque de Bayeux, François de Nesmond, le traita « fort honnêtement », et lui demanda son amitié ⁵. L'année précédente, Du Bosc avait reçu toutes sortes « d'honnêteté » de l'évêque de Châlons ⁶. Il mangeait à sa table deux fois par semaine. Le prélat, l'ayant promené à travers les somptueux appartements de son palais, lui demanda malicieusement si cette magnificence lui paraissait fort apostolique. Du Bosc fit une réponse « sage et galante » : « Vous êtes, dit-il, comte et évêque de Châlons; je ne vois rien dans votre maison qui soit au-dessus de la magnificence convenable à un pair de France ⁷. »

Ce fut presque toujours lui qui « complimenta », au nom de son troupeau, les personnages officiels. Il s'acquittait fort bien de ces missions d'apparat, qui mettaient en relief son port majestueux, la distinction de ses manières, l'élégance souveraine de son langage.

A tous les représentants de l'autorité royale, à Montausier, au marquis de Matignon ⁸, il attestait le royalisme de ses coreligionnaires. Lui-même professa toujours des sentiments très monarchiques, et, tant qu'on le laissa à la tête de son troupeau, il ne cessa de lui prêcher l'obéissance au roi. « Ces gouvernements, dit-il, où plusieurs partagent la suprême puissance, ne sont proprement que des nuages, des ombres, des apparences de souveraineté, qui se dissipent beaucoup plus facilement que les monarchies... Un monarque dans son royaume *est comme Dieu*; il n'a ni supérieur ni égal. Lui seul

¹ *Ibid.*, 17.

² *Ibid.*, 85, 86.

³ Saint-Simon, *Mém.*, I, 391.

⁴ Legendre, 98.

⁵ *Ibid.*, 47.

⁶ Félix Vialart de Hesse (1603-80), un des prélats les plus recommandables de ce temps, par ses vertus et sa charité.

⁷ Legendre, 37.

⁸ *Ibid.*, 336, 344, 345.

est plus grand que tous. Il rassemble en sa personne toute la majesté de l'Etat. Il anime tout d'un regard, et peut tout détruire et renverser d'un souffle ¹. » — Après la théorie du pouvoir absolu, l'éloge de Louis XIV, éloge pompeux, mais sans bassesse, et contenant une part de vérité. « Que nous sommes heureux, s'écrie-t-il, de vivre sous un prince pour le service duquel notre inclination s'accorde si agréablement avec notre devoir!... Car c'est un héros, mais un héros de premier ordre, dans la paix, la guerre, le cabinet; *sage et judicieux* dans le conseil, *infatigable dans le travail*, invincible dans les combats, savant dans tous les beaux-arts, *agissant par lui-même en toutes choses*... O roi, vivez éternellement! ² »

Bochart pense et sent de même. En 1650, il avait formulé, d'après l'Ecriture sainte, la doctrine du droit divin des rois ³. Dans une lettre au jésuite caennais de la Barre (1661), il s'efforce de démontrer que l'attachement des réformés à leur culte est une garantie de leur dévouement monarchique. « Si nous estions assez lasches, écrit-il, que de trahir les sentiments de nos consciences, [le roi] aurait de grands sujets de se défier de nous, n'y ayant guères d'apparence que ceux-là soient fidèles à leur prince qui ne l'ont pas esté à Dieu mesme! ⁴ »

Dociles à la voix de leurs ministres, les réformés de Basse-Normandie pratiquèrent, comme un devoir religieux, l'amour envers le roi, et, par suite, envers la France.

Quelques-uns n'auraient pu y manquer sans démentir une très pure origine : tel, Jean Le Brunet de Saint-Maurice, de *Sainte-Mère-Eglise*, reconnu comme écuyer en 1666, et dont la grand'mère, Marie Du Chemin, aussi protestante, « estoit de la race de Jeanne d'Arc la Pucelle d'Orléans ⁵ ».

C'était l'un d'eux, le lieutenant-général de Bougy, qu'Anne d'Autriche avait choisi, au plus fort de la Fronde (1651), pour commander les troupes chargées de protéger Louis XIV encore enfant ⁶. A Caen, après la Fronde, ils continuèrent de donner l'exemple de la fidélité, dans une ville dont Louis XIV disait, en renouvelant ses privilèges

¹ *Les deux souverains*, 1674. (*Serm. sur div. textes*, IV, 107-110).

² Cité par Vinet, 379.

³ *Lettre de Bochart au chapelain Morley*. (Voir notre thèse latine).

⁴ *Réponse au P. de la Barre*, p. 40. (Coll. Mancel, n° 799). — Le lieutenant-général de Bougy fit une réponse analogue à Mazarin, qui lui offrait, moyennant abjuration, le bâton de maréchal. (Voir Bayle, *Dict.*, IV, 50).

⁵ Par les Du Lis, qui descendaient d'un frère de Jeanne. (*Fr. Prot.*, 2^e édit., III, 309 et V, 627).

⁶ Voir ci-dessus, p. 97-98.

(1674) : « Etant maritime et frontière du côté de l'Angleterre..., elle s'est toujours fait remarquer entre les autres par le zèle et l'affection de ses habitants ¹. »

Cette même année 1674, éclatait la conspiration du chevalier de Rohan, qui avait projeté de livrer aux Espagnols la place de Quillebeuf². Lorsqu'il eut été pris et décapité (27 novembre), le clergé ne se priva pas d'incriminer, auprès de Louis XIV, les intentions des protestants normands³. La flotte hollandaise de Tromp, qui menaçait longtemps le littoral, semblait justifier toutes les défiances. Mais les mesures de précaution que prit la cour ⁴ ne servirent, dit E. Benoist, qu'à « donner du lustre à la fidélité des réformez ». Montausier, gouverneur de la province, les marquis de Beuvron et de Matignon, lieutenants en Haute et Basse-Normandie, se portèrent garants de leur innocence. Matignon écrivit même au conseil en leur faveur. Il le fit sans en être sollicité, et ne s'en prévalut jamais auprès d'eux. Bref, les imputations du clergé furent reconnues mal fondées⁵.

Il est vrai, Rohan compta parmi ses complices une Rouennaise née protestante, M^{me} de Vilars, fille de Claude Sarrau. Mais cette dame s'était faite catholique, et elle déclara que sa condamnation à mort était « un juste châtement de Dieu, parce qu'elle avait été longtemps dans une fausse religion ⁶ ».

Antoine de Pellevé, comte de Flers, fut aussi impliqué dans le complot et mené à la Bastille ; mais on dut le relâcher, « faute de preuves suffisantes ⁷ ». D'ailleurs, quoi qu'en dise Foucault⁸, ce sei-

¹ Arch. Calv. C. 1097.

² Ravaisson, VII, 422.

³ Quelques gentilshommes protestants des environs de Pont-Audemer et de Quillebeuf furent signalés comme « malintentionnés ». (*Id.*, VII, 413).

⁴ Ordre fut donné de surveiller tout particulièrement les réformés, et le duc de Roquelaure fut envoyé sur les lieux pour « assurer les côtes » et prendre le commandement des troupes.

⁵ Elie Benoist, IV, 271-273.

⁶ Ravaisson, VII, 429, 479.

⁷ *Mémoires* de Foucault, 250.

⁸ On lit dans ses *Mém.* (*ibid.*) : « Au mois de mars 1689, M. de Louvois m'a renvoyé un mémoire qui lui avait été adressé sur la conduite de MM. le comte de Flers et de la Forest frères, surtout par rapport à la religion. Je lui ai mandé qu'ils étaient tous trois fort zélés pour la religion prétendue réformée. »

Ce comte de Flers, c'est Antoine de Pellevé. (La Ferrière, *Flers*, 108 sqq.). D'après Foucault sans doute, M. Ravaisson écrit (IX, 174 n.) : « Antoine de Pellevé, comte de Flers, et son fils, Louis de Pellevé, ... étaient protestants. » — Mais Antoine et Louis de Pellevé figurent à plusieurs reprises, comme par- rains, sur les registres catholiques de Flers. En outre, Antoine est inhumé, en

gneur n'était pas, ne fut jamais « de la religion prétendue réformée ».

En 1673, le curé de Saint-Sylvain accuse De la Croix, ministre du lieu, d'avoir, dans une prédication de jeûne, « demandé à Dieu sa protection contre les ennemis [du calvinisme], a l'occasion de la destruction de la holande (*sic*) causée par Louis 14^e1 ». — Mais, en 1675, le synode provincial de Caen, « considérant les grands travaux et les périls auxquels le bien de l'Estat et le courage héroïque de S. M. l'exposent présentement », exhorte les églises « a redoubler incessamment leurs vœux... pour la prospérité de ses armes et la conservation de sa personne sacrée² ».

C'est surtout à propos de la Basse-Normandie que se pose cette question : Comment la Révocation fut-elle possible ?

1701, dans l'église de Chanu, près Tinchebray. (Arch. de Flers, ann. 1655-98, *passim* ; La Ferrière, *Flers*, 119).

¹ Arch. de Saint-Sylvain, 5 mars 1673.

² Bibl. Prot., mss. Lutt., *Norm.*

LIVRE TROISIÈME

LA RÉVOCATION (1661-85)

CHAPITRE PREMIER

LE RÉVEIL DU ZÈLE CATHOLIQUE

Les bonnes relations qui unissaient, en Basse-Normandie, catholiques et réformés, ne doivent pas faire illusion. Elles étaient l'effet du tempérament local, d'une longue cohabitation sociale, de l'adoucissement général des mœurs, sans avoir pour fondement solide le respect mutuel des opinions. Malgré soixante ans, et plus, du régime de l'Edit de Nantes, il s'en fallait que la tolérance, — alors à peu près inconnue, ne l'oublions pas, du reste de l'Europe, — fût, en France, acceptée de tous. On estimait, on aimait les personnes ; on ne se résignait pas à supporter les doctrines. On ne vivait en paix qu'à la condition de ne point discuter les matières de foi.

Or, depuis la fin de la Fronde, depuis surtout que Louis XIV exerçait par lui-même le pouvoir, on s'était remis à les discuter. Et ces questions ne laissaient personne indifférent. Il ne semblait pas que l'unité politique pût être complète ni durable, sans l'unité religieuse. Une seule religion comme un seul maître, telle était toujours la devise du plus grand nombre. Dans un royaume où toute organisation indépendante avait été, ou allait être brisée par le pouvoir central, la société protestante, avec sa foi, sa constitution ecclésiastique, ses mœurs particulières, semblait aux catholiques une irritante anomalie ¹. Il se trouvait même des calvinistes pour caresser la chimère de l'unité de croyance. Elie Benoist estimait qu'un Etat

¹ Ranke, V, 226, 227.

est « défiguré » par la différence des religions ¹. En 1631, le synode national de Charenton avait exprimé le vœu que tous les sujets du royaume fussent un jour réunis « sous une même foy ² ».

Pouvait-on réaliser cette réunion par un accord entre théologiens ? En 1681, Etienne Lemoine, se joignant à André Dacier ³, à Samuel Puffendorf ⁴ et au marquis de Feuquières ⁵, supplia Huet d'y travailler. « Un dessein comme celui-là, lui disait-il, est fort digne de vous, de votre modération, de votre capacité ⁶. » A l'exemple de Richelieu, Mazarin, en 1659, avait essayé de rallier quelques ministres à un arrangement qui devait être proposé au synode national ⁷. Louis XIV fit une tentative analogue en 1670 ; il laissait entrevoir que les prêtres auraient la liberté de se marier, qu'on supprimerait une partie des couvents, qu'un patriarche serait institué en France ⁸. Mais qu'importaient les concessions sur la discipline, si chaque religion, se croyant en possession de la vérité, maintenait intégralement ses dogmes essentiels ? Comment espérer de réussir, là où échouèrent Leibnitz et Bossuet ?

Une fusion étant impossible, il fallait que l'un des deux partis s'efforçât d'absorber l'autre. Et l'absorption, à vues humaines, ne pouvait se faire qu'au profit du catholicisme, religion de la majorité et du roi.

Depuis la conversion d'Henri IV, les huguenots, dit Bayle ⁹, avaient toujours été en décroissant. Evaluée à 7.000 âmes en 1608, à 5.000 entre 1629 et 1638 ¹⁰, la population protestante de Caen, de l'aveu même de Du Bosc, était tombée au-dessous de 4.000 en 1664 ¹¹. Les baptêmes diminuaient en proportion. A Caen, de 1600 à 1611, leur moyenne annuelle était de 229 ; elle n'est plus que de 133 entre 1639

¹ E. Ben., I, 310, 311.

² *France Prot.*, 1^{re} éd., X, 341.

³ Il est vrai qu'A. Dacier abjura, ainsi que sa femme, en 1685.

⁴ Célèbre publiciste allemand (1632-94).

⁵ Ambassadeur en Suède de 1672 à 1682.

⁶ Tilladet, II, 273 sqq. — Bibl. Nat. mss. fr. 15.189, f^o 295. — Avant de s'engager dans « une telle carrière », Huet sonda les sentiments des ministres de Charenton ; mais il les trouva « entièrement opposez à ce pieux dessein, parce qu'ils prévoyaient la prochaine extinction de leur parti en France ». (*Huetiana*, 48).

⁷ E. Benoist, III, 309.

⁸ Ranke, V, 146. — Sur ces projets de réunion, voir aussi Rébelliau, p. 21.

⁹ *Euc. div.*, II, 90.

¹⁰ Pendant cette période, la moyenne annuelle des baptêmes, au temple de Caen, est de 150 (Beaujour, 305) ; ce qui donne 5.000 habitants, en supposant toujours 1.000 hab. pour 30 bapt.

¹¹ Legendre, *Du Bosc*, 366.

et 1648, de 128 entre 1649 et 1658, de 119 entre 1659 et 1668¹. — A Saint-Lô, cette moyenne avait été de 61 entre 1600 et 1611; elle tombe à 51 entre 1642 et 1650². — Les pertes devaient être encore plus sensibles dans les églises de campagne, composées de disséminés.

Cette diminution, des causes purement humaines l'expliquaient en grande partie : l'appât des séductions vulgaires, faveurs, pensions ou places; la crainte des vexations; les mariages mixtes. « O perfidie, ô trahison, ô apostasie épouvantable ! s'écrie Du Bosc en 1658. Il ne faut qu'un misérable mariage pour faire tourner le dos à ce divin et céleste Epoux,... qu'un office tant soit peu considérable pour faire quitter ce souverain Roy des Roys,... qu'une petite espérance de s'enrichir parmi les hommes, pour en détourner plusieurs de ce Dieu bienheureux !... Comme Judas, ils préfèrent trente deniers à tous les trésors de sa grâce, la possession d'une terre à toutes les félicités de son ciel !³. »

Mais restaient les plus fermes, les plus déterminés. Comment en venir à bout ?

Le clergé tiendrait-il à honneur de ne pas sortir du terrain religieux ? Continuant de se réformer, ferait-il son possible pour opposer, aux ministres, des prédicateurs plus actifs et plus instruits ?

Malgré les efforts de Richelieu, la contre-réforme catholique était loin d'avoir produit tous les résultats souhaités. En Normandie, des chanoines non résidents possédaient encore la majorité des cures. Le 14 octobre 1645, le Parlement leur avait ordonné de rejoindre ces cures dans le délai d'un mois, à peine de saisie des fruits. « Le rabbi des Juifs, s'était écrié l'avocat-général Le Guerchois, réside sur sa synagogue ; le ministre de la R. P. R., sur le lieu ou les environs de son prêche ; et, en ce point, l'on pourrait faire reproche que les enfants de ténèbres seraient plus sages que les enfants de lumière !... MM. les chanoines, si vous voyez des prêches dressés aux frontispices de vos églises, pensez et dites que vos défauts de résidence en sont la seule cause... Et nous vous disons qu'un jour vous en répondrez devant Dieu !⁴ »

Un redoublement de zèle s'imposait aux évêques. A Bayeux, la répression des abus fut poursuivie avec vigueur par François de

¹ Beaujour, 186, 305.

² Arch. mun. de Saint-Lô, Reg. prot.

³ *Serm. sur div. textes*, I, 29-31.

⁴ Floquet, VI, 15-21.

Nesmond, dont le long épiscopat coïncide exactement, à quelques mois près (1662-1715), avec le règne personnel de Louis XIV.

Né à Paris en 1629, François de Nesmond avait la rigide vertu de son oncle, le premier président Guillaume de Lamoignon. Saint Simon l'appelle « un vrai saint pour la charité et l'innocence parfaite des mœurs. » On riait, à la cour, de sa « bonhomie » et de son « esprit très borné » ; mais ce fut « un vrai pasteur, toujours résident, tout occupé de ses fonctions jusqu'à la fin de sa vie ¹. »

A peine installé (1662) ², il promulgua des statuts de réforme qui parlent d'eux-mêmes. « Les curés devront résider dans leurs paroisses. Ils observeront *la modestie cléricale*, porteront la soutane, se feront tonsurer, n'auront ni justaucorps ni perruque. Ils fuiront les noces et les festins. Ils ne souffriront dans les églises aucune peinture indécente ; ils s'abstiendront de faire paître dans les cimetières leurs chevaux et bestiaux ³. » — Des chanoines avaient été pris en flagrant délit d'immoralité ; l'évêque, passant outre aux réclamations du chapitre, les cita devant l'officialité, son propre tribunal (1664-71) ⁴.

Il s'occupa aussi du recrutement du clergé. Réduits jusqu'alors à se mettre au service des curés des paroisses, pour en recevoir des leçons de latin et de théologie, les jeunes clercs étudièrent désormais aux Eudistes de Caen, au séminaire de Bayeux ⁵, à l'école pratique de la Délivrande. — Les prêtres en fonctions furent astreints à faire des retraites et à suivre les conférences théologiques de Cambremer, Barbery, Cuverville, Cully et Vire, instituées en 1650 par l'abbé Georges, du Val-Richer ⁶.

Est-il besoin d'en faire la remarque ? On n'attendit pas l'effet de ces mesures pour reprendre la lutte contre l'hérésie. Dans toute la province, s'était rallumé le feu des controverses ⁷, duels inégaux, où prêtres et moines étaient toujours certains d'avoir l'appui des autorités locales. En 1660, à Saint-Lô, le ministre Michel Carue de

¹ Saint-Simon, *Mém*, XII, 150-153. — Abbé Laffetay, I, 2-9. — Le nom de Nesmond a été donné à une rue de Bayeux.

² Il fut nommé en 1659, en remplacement de l'évêque Servien ; mais il ne prit possession qu'en 1662.

³ Abbé Hermant, 523-534.

⁴ Abbé Laffetay, I, 43-46.

⁵ Fondé en 1669.

⁶ Abbé Laffetay, I, 17-37. — Le Val-Richer, près Cambremer, arr. de Pont-l'Évêque.

⁷ Dès 1655, le syn. prov. de Condé se préoccupe de répondre aux livres de controverse populaire publiés par le clergé catholique « pour esblouir les simples ». (La Ferr., *Athis*, 78).

Grandchamp fut défié par le P. de Boissy, moine augustin. Il s'agissait, selon l'usage, d'éclairer sur ses doutes une prétendue protestante, M^{lle} de Lobel. Prévoyant que la discussion ne cheminerait pas « de droit pied », Grandchamp répondit : « On veut que je tienne une demoiselle de religion contraire pour une personne voulant estre esclarcie des difficultés qui la troublent!... Que MM. les moines confessent vérité, si tout cela n'est pas un artifice de leur boutique !¹ » Mais une sentence du bailliage le contraignit à disputer quand même (1661)². — Le ton était redevenu âpre et violent. Provoqué, au mois d'octobre 1663, par l'abbé Turquetil, prêtre-missionnaire, le ministre Lemarchand, d'Athis, l'avait comparé « à ces circoncellions³ de l'antiquité qui couraient de costé et d'autre pour harceler les fidèles, et dont la fureur et l'insolence ne put estre réprimée que par l'autorité des lois impériales. » — « Ce ramage injurieux, réplique l'abbé, est l'idiome naturel des écrivains de votre party. Votre bouche est pleine d'exécration ; il n'y a que venin d'aspic sur vos lèvres !⁴ »

Un argument revient sans cesse, à cette époque, sous la plume des controversistes catholiques : c'est le décret du synode national de 1631 en faveur des luthériens. Au mois de juillet 1661, le Jésuite de la Barre écrivit à S. Bochart : « Vous avez admis les luthériens à votre communion ; pourquoi faites-vous difficulté de vous ranger à la nôtre, puisque nous avons la même créance qu'eux en ce qui concerne la présence réelle ? » — « Le ciel n'est pas si éloigné de la terre, répond Bochart, que la créance luthérienne l'est de la romaine ! S'il y a, entre les luthériens et nous, quelques différends particuliers, comme il arrive quelquefois entre les soldats qui sont sous un mesme général, cela doit-il empescher que nous ne les considérions comme estant d'un mesme party ?⁵ »

¹ Arch. part., mss. Dolbet.

² Arch. Manche, G. *Réf.* — La conférence terminée, le P. de Boissy en publia les actes. (Paris, 1662, in-8°. — *France Prot.*, 2^e éd., III, 802).

³ Branche des Donatistes.

⁴ Extraits de « la Difformité de l'Egl. Prét. Réf. », par l'abbé Turquetil. Caen. 1664. (Coll. Mancel, 2043). — Sur cette dispute, voir aussi La Ferrière (*Athis*, 89), et l'abbé Huet (*Condé*, 114).

⁵ « Réponse de M. Bochart à la lettre de M. de la Barre, jésuite », p. 10. (Coll. Mancel, 799). — Le décret de 1631 sur les luthériens est encore invoqué : au mois d'oct. 1661, par l'abbé Marcel, curé de Basly (*Sûreté catholique*, préamb. Coll. Mancel, 1776) ; — en 1665, par l'évêque de Bayeux contre Du Bosc. (Legendre, 47) ; — et par Bossuet dans l'*Histoire des variations*. (Rébelliau, 28).

Le fond du débat, c'était la grosse question de l'Eucharistie. Soulevée entre Bochart et Huet, elle ne manqua pas de les brouiller (1666-67).

On sait qu'en 1652, sur les conseils de son ami, Huet avait pris copie, à Stockholm, d'un manuscrit grec d'Origène. Ce manuscrit contenait, avec des commentaires sur saint Mathieu, un texte que les théologiens calvinistes regardaient comme décisif contre la transsubstantiation¹. Or, Huet avait précisément oublié de copier ce passage. Comme il préparait une édition complète des œuvres d'Origène, Bochart lui fit remarquer son omission. Huet, « ce roi des opiniâtres », soutint que sa copie était conforme à l'original. Bochart se fit envoyer de Suède, par Vossius, le passage en question ; et la lecture d'un autre manuscrit d'Origène à la Bibliothèque Royale convainquit enfin Huet de son erreur².

Tout semblait devoir s'arrêter là ; car, le 17 septembre 1666, Bochart écrit à Huet : « Votre amitié grossit plus les objects que toutes ces grandes lunettes qu'on a trouvées depuis cinquante ans³. » Le 15 octobre, il lui parle de son *Origène*, « qui doit estre bien avancé.... Tous ceux, dit-il, qui aiment les lettres.... l'attendent avec grande impatience, et moi plus que le commun, pour l'intérêt que je prends a tout ce qui vous regarde⁴. »

Quelques semaines plus tard, Huet se trouvait à Rouen. Des réformés lui dirent qu'on « l'attendait » sur le passage d'Origène, et qu'on savait de quelle sorte il l'avait « habillé⁵. » Il s'en prit à Bochart et l'accusa d'indiscrétion. « Je ne puis du tout comprendre, répliqua le ministre, pourquoi vous renouvez ce procès. Je témoigne vous croire en ce que vous dites, que l'omission n'est venue que d'inadvertence. Et vous proteste que je l'ay dit à tous ceux qui m'en ont parlé... Ce n'est pas moi qui ai répandu dans le public ce différend⁶. » — Et comme Huet a ouvert une discussion sur la présence réelle : « Vos raisons, lui dit Bochart, sont si faibles, que le cardinal Du Perron ne vous croirait pas⁷... Je ne puis, ajoute-t-il, préférer

¹ Voici la traduction qu'en donne Bochart : « Et la viande sanctifiée par la parole de Dieu et par la prière va au ventre et de là se jette au retrait, selon ce qu'elle a de matériel. » (Tilladet, I, 203).

² *Ibid.*, I, 206, 218 ; — et Huet, *Mém.*, 97.

³ Bibl. du Prot., mss de S. Bochart.

⁴ Bibl. Nat. mss. fr. 15.189, f° 208 v°.

⁵ Tilladet, I, 134.

⁶ *Ibid.*, I, 200, 201, 220.

⁷ *Ibid.*, I, 239.

les intérêts de mon amy à ceux de ma religion. Je suis votre amy, mais seulement jusqu'aux autels¹. » (23 déc. 1666).

Quatre mois se passèrent sans que Huet répondit. Mais les choses avaient fini par s'ébruiter : Bochart, poussé par les « intérêts » du protestantisme, s'était sans doute montré moins discret. Toujours est-il que, le 10 mai 1667, Huet commença contre lui une longue et mordante diatribe. « Nos différens, dit-il, que vous me mandiez... avoir tenus cachez, sont devenus publics parmi ceux de votre party... Vous en avez fait une affaire publique et de religion !...² » — Puis, à propos de l'Eucharistie : « Avez-vous bien songé, dit-il, qu'en vous rendant si difficile à mes raisons, vous me ferez devenir difficile à vos conjectures ?... Que deviendront tant de colonies de Phéniciens que vous avez embarquées sans biscuit, c'est-à-dire sans preuves, et à qui j'aurais souhaité bon voyage, non pour l'amour que je leur portais, mais pour vous faire plaisir ?³ » — Viennent enfin les gros mots : « Au lieu d'étudier les mœurs des Arabes, vous auriez dû étudier la civilité française... Vous m'crivez avec une liberté allemande et même gothique, une rusticité indigne de vous et de moy... Vous avez ramassé tout ce que vous avez cru estre le plus injurieux pour me le jeter au nez !...⁴ »

Cette lettre touchait à sa fin⁵, lorsque Huet se rencontra avec Bochart, le 16 mai 1667, à l'Académie de Caen. Une discussion s'engagea entre eux à propos de quelques médailles espagnoles⁶, et les derniers incidents la firent dégénérer en dispute⁷. Or, Bochart avait

¹ Tilladet, I, 216. — *Jusqu'aux autels*, $\mu\acute{\epsilon}\chi\alpha\iota\ \tau\omicron\upsilon\ \beta\omicron\omega\mu\omicron\tau\upsilon$, mot de Périclès, d'après Plutarque.

² Tilladet, I, 1 sqq. Le mss. original de cette lettre est à Caen (Coll. Mancel, in-4° de 43 pages). — Huet, dans ses *Mémoires* (p. 97), prétend que Bochart écrivit à tous ses coreligionnaires, *dans toute l'Europe*, qu'il avait *falsifié* Origène. C'est une exagération évidente. — Mais Conrart estime « qu'il eût suffi », pour Bochart, d'avertir Huet « *en particulier* » de l'omission qu'il avait faite. (G. Lanson, *Choix de lettres du XVII^e siècle*, éd. class. Hachette, Paris, 1890, — p. 126).

³ Tilladet, I, 36.

⁴ C'est le texte du mss. (Coll. Mancel). L'abbé Tilladet imprime : « *pour me le reprocher* ». (I, 186).

⁵ Huet, *Mém.*, 157.

⁶ Selon le past. Paumier (S. Bochart, 35), suivi par M. Beaujour (299), la discussion était fort calme, et eut lieu avec Bouteroue. — C'est une erreur qui vient d'Etienne Morin. Or, Morin n'assistait pas à la séance, et il écrit de mémoire, 25 ans après l'événement. (*Boch. op. omnia*, I, 1, 2, 36). C'est Huet lui-même qui nous apprend que la dispute s'engagea entre lui et Bochart (*Mém.* 156).

⁷ C'est sans doute ce qui fait écrire à l'abbé Bosquain, curé de Saint-Gabriel : « Le lundi 16 mai 1667, Bouchard (sic), fameux ministre de Caen, est mort de

68 ans; les charges de son ministère, sa « débauche »¹ quotidienne d'étude, les angoisses que lui causait sa fille, minée par une maladie de langueur, avaient altéré sa santé. Soudain, un tremblement le saisit; ce cri sortit de sa bouche : « Mon Dieu, aie pitié de moi ! » ; puis il se renversa sur sa chaise, foudroyé par une attaque d'apoplexie².

Tel était le ressentiment de Huet, que cette fin tragique, où il était pour quelque chose³, ne put l'apaiser, et que le sage Conrart⁴ dut le rappeler aux convenances par une lettre « pleine de dignité, et fort belle⁵ », dont voici la conclusion : « Puisque la mort a imposé silence [à Bochart], je crois que vous l'imposerez aussi à vous-même, et que vous donnerez à la mémoire de ce grand personnage la paix que vous ne lui avez pu donner pendant sa vie. » (21 août 1667)⁶.

Cette animosité de Huet envers un vieillard malade, son ancien bienfaiteur et maître, — et quel maître ! — ne s'explique pas seulement par son humeur intraitable, mais aussi, et surtout, par la surexcitation, alors générale, du zèle catholique. Selon le mot de Rulhières, tout, dans le royaume, était devenu apôtre et missionnaire⁷. L'intendant Chamillart se mêla un jour de discuter avec Du Bosc sur l'Eucharistie; il est vrai « qu'il n'y trouva pas son compte », et dut appeler à la rescousse les théologaux de Coutances et de Bayeux⁸. — Brébeuf, le traducteur de la Pharsale, composa une *Défense de l'Eglise Romaine*, qui fut publiée, après sa mort (1661), par son frère, le curé de Venoix. Au début, se lit une complainte de l'Eglise sur « ses enfants rebelles » :

Revenez donc enfin; revenez, mes enfants!

C'est trop que votre erreur ait subsisté cent ans ..

mort subite dans la maison de M. de Brioux, *en disputant de la foy* ». (Arch. de Saint-Gabriel, GG. 2). — Bochart fut inhumé à Cormelles, dans un bosquet attenant à la maison de son gendre, Pierre Lesueur de Colleville. (Beaujour, 299).

¹ Le mot est de Guy-Patin. (Lettre à Huet, Bibl. Caen, mss. in-4° 211, II, 11).

² *Boch. op. omnia*, I, 35, 36.

³ Il écrit le 29 juillet 1712 à son neveu Charsigné : « La mort de M. Bochart ne lui fut pas causée par notre dispute, *du moins en partie*. Il estoit déjà attaqué d'un mal dangereux... » (*Mém.* de l'Acad. de Caen, 1855, p. 342 n.).

⁴ Huet lui avait envoyé une copie de sa dernière lettre à Bochart.

⁵ Brédif, *Segravis*, 102.

⁶ Voir cette lettre dans Bourgoïn (*Val. Conrart*, 58), et G. Lanson (*Choix de lettres du XVII^e siècle*, p. 125-127). — Ce n'est pas à l'Académie *scientifique* de Huet, comme le croit M. Lanson (p. 125 n.), mais à l'Académie *littéraire* de Moisant de Brioux, qu'eut lieu la dispute du 16 mai 1667 entre Huet et Bochart.

⁷ *Eclairciss.*, 1^{re} partie, p. 177.

⁸ Legendre, *Du Bosc*, 46.

Puis l'auteur argumente en faveur de la présence réelle, du culte des saints, etc...¹ — Vers la même époque, parurent : « *la Puissance des rois chrétiens contre leurs sujets herétiques* », par Ch. Gautier, de Saint-Lô (1666) ; « *l'hérésie aux abois* », par Julien de Bellefontaine² ; les *Hust*³, satire virulente, œuvre d'un sieur des Isles-Le-Bas, de la Carneille⁴.

Les Jésuites de Caen ne négligeaient aucun moyen d'entretenir cette ferveur. En 1672, ils célébrèrent par de grandes fêtes la canonisation de François de Borgia, leur troisième général. Diverses acquisitions avaient fait de leur maison « une des plus délicieuses » qu'ils eussent en France⁵. Les élèves y affluaient ; l'un des plus célèbres fut le P. Tellier (ou Letellier)⁶. Ils étaient répartis en trois *congrégations* qui plus tard se continuaient dans la vie : les *écoliers*, les *artisans*, les *messieurs*⁷. Chacune avait sa chapelle au collège du Mont, et l'on y recevait des abjurations de calvinistes⁸.

Tout le diocèse rivalisait d'enthousiasme pour les œuvres de prosélytisme. En 1671, les « officiers et bourgeois » de Condé-sur-Noireau obtinrent de l'évêque Nesmond la permission de former dans leur bourg, à la chapelle Saint-Sauveur, une confrérie du Saint-Sacrement, pour y « augmenter la religion », et convertir les hérétiques qui y étaient « en très-grand nombre⁹ ». Encouragées par le prélat, d'autres paroisses célébrèrent un jubilé (1673), priant Dieu qu'il délivrât l'Eglise de la « persécution » des infidèles et qu'il extirpât l'hérésie¹⁰.

L'âme de la jeune fille étant supposée la plus malléable, on avait ouvert à Paris, dès l'époque de Richelieu, des instituts spéciaux de *Nouvelles-Catholiques* (1632-34)¹¹. C'est aussi à Paris que fut organisé, vers 1650, celui dont les maisons de Normandie allaient être comme les succursales. Il eut pour fondatrice Marie Lumagne, veuve de

¹ Ch. Marie, *les trois Brébeuf*, p. 16-19 et 72-76.

² Pluquet, *Bibliogr.* 25, 146.

³ Sobriquet donné aux réformés.

⁴ La Ferrière, *Athis*, 90.

⁵ Huet, *Orig.*, 234-237. — L'ancien jardin des Jésuites de Caen est devenu celui de la Préfecture.

⁶ Né à Vire en 1648.

⁷ Abbé Laffetay, I, 231-244.

⁸ Arch. mun. Caen, état civil cath., 19^e Reg. de Saint-Pierre, *passim*.

⁹ Laffetay, I, 206. — Le 31 mai 1675, abjure à Condé un bourgeois notable : Lecomte, sieur des Longsprès. (Arch. mun. Condé, Etat civil cath.).

¹⁰ Extrait d'un formulaire d'abjur. du 29 mars 1673. (Arch. de Caen, GG. 2).

¹¹ *Encycl. des sc. relig.*, XII, 772 sqq.

François de Polaillon ¹. Auxiliaire dévouée, avec M^{me} Legras, de saint Vincent de Paul dans ses entreprises charitables, M^{me} de Polaillon croyait faire œuvre pie en cherchant à sauver les jeunes protestantes. Elle intitula l'ordre nouveau : *Union chrétienne pour la Propagation de la foy* ².

Cet ordre était en quelque sorte « laïque » ; les sœurs ne prononçaient pas de vœux, elles ne furent jamais cloîtrées ³.

Après Paris et Sedan, leur troisième établissement fut celui de Caen (1^{er} novenibre 1658) ⁴. Elles avaient été appelées dans cette ville par Servien, évêque de Bayeux, qui leur fit don de 14.000 livres, et les logea provisoirement dans la *Neuve-Rue*, près de l'*Evêché* ⁵. En 1671, elles acquirent, pour 5.800 livres, un autre immeuble, situé rue Guilbert. Des lettres-patentes du Roi (août 1674) stipulèrent qu'elles seraient au nombre de sept ou huit « agrégées », pourraient faire bâtir une chapelle ⁶, auraient le droit d'acquérir toutes terres et maisons. Les 14.000 livres de l'évêque Servien seraient remises aux Eudistes de Caen, si l'hérésie venait à « s'éteindre entièrement ⁷. »

Outre cette somme, les sœurs touchèrent des rentes constituées sur divers particuliers, le clergé de Bayeux, l'Hôtel-de-Ville de Paris ; et, à partir du 23 avril 1671, une pension annuelle de 1.000 livres sur le trésor royal ⁸.

¹ Arch. Seine-Inf., D. 473.

² La maison-mère fut d'abord « à Charonne, proche Paris », puis à Saint-Chaumont, près la porte Saint-Denis. (Arch. Calv. H. N. Cath., reg. 1 bis).

³ Arch. Calv. H. N. Cath., *ibid.* — Le 16 avril 1676, le supérieur des Nouv. Cath. de Caen, recevant trois *prétendantes*, fait la cérémonie de leurs « promesses et association ». (Feuille détachée, reg. des *vestures* ; Arch. Calv. H. N. Cath.).

Plus tard, une double tendance se manifesta chez les sœurs. Les unes voulaient, comme à l'origine, s'en tenir aux « promesses », et rester « filles séculières » ; les autres, prononcer des « vœux » et entrer en religion. On lit dans une délibér. du 7 juin 1717 : « Si depuis il a été jugé à propos d'adjuster la cérémonie des vœux, feu M. Levachet, notre instituteur, et nos premières mères, laissèrent les sœurs dans une entière liberté de demeurer aux premiers termes de leur engagement ». (Même feuille, *ibid.*).

⁴ Huet. *Orig.*, 243. — D'après A. Floquet (*Etud. sur Bossuet*, Paris, 1855, p. 441), l'*Union chrétienne* de Metz aurait été fondée en 1657. Donc, celle de Caen viendrait seulement la quatrième. — Celle d'Alençon s'ouvrit en 1666 : celle de Rouen en 1667, celle de Saint-Lô en 1681. (Arch. de l'Orne, C. 607 ; de la Seine-Inf., D. 489 ; de la Manche, H. N. Cath.).

⁵ Hôtel où descendaient, à Caen, les évêques de Bayeux.

⁶ Cette chapelle, construite à neuf, fut ouverte le 7 juin 1677, malgré l'opposition du curé de Saint-Jean. (Arch. Calv., H. N. Cath., reg. 1 bis et 2).

⁷ Arch. Calv. H. N. Cath., *liasse*, et Beaujour, 367.

⁸ Arch. Calv. H. N. Cath., reg. 1 bis et 2. — Certaines donations spéciales

Le couvent avait à sa tête une *supérieure* dont les pouvoirs étaient renouvelés tous les trois ans, et qui recevait les conseils d'un *supérieur*, ecclésiastique désigné par l'évêque. La première supérieure, M^{lle} de Gaspy, ne fut pas élue par ses compagnes; elle venait de la maison-mère de Paris (1658). Et il en fut ainsi jusqu'en 1698, pour mieux assurer, à Caen, l'observation des règles de l'Institut ¹.

Ces règles avaient été formulées par un ami de saint Vincent de Paul, l'abbé Le Vachet. En voici la substance :

« Les sœurs s'inspireront de cette parole de Jésus-Christ : *Apprenez de moi que je suis doux et humble de cœur* ². — Elles seront vêtues de laine noire ou grise; elles se coifferont en noir, et « de manière que leurs cheveux ne paraissent point ». Elles devront savoir bien lire et bien écrire, connaître à fond l'orthographe ³ et l'arithmétique. Elles s'instruiront des ouvrages convenables à leur sexe, et principalement de ceux qui servent à l'ornement de l'Eglise ⁴. — Pour les jeunes Nouvelles-Catholiques, l'âge d'entrée sera de douze ans au

permettaient : 1° de dire des messes pour les bienfaiteurs de l'œuvre; 2° de recevoir tous les ans, au couvent, pour une retraite de cinq jours à Noël ou à la Pentecôte, plusieurs « pauvres femmes ou filles » de la ville et des environs. (*Ibid.*, reg. 1 bis).

¹ *Ibid.*, reg. 1 bis et 3.

² Matthieu, XI, 29.

³ Il y a loin de la théorie à la pratique. Quelques lettres citées au cours de cet ouvrage montreront que l'instruction des sœurs, en Basse-Normandie, laissait beaucoup à désirer. (V. *Pièce. just.*, XII). — Citons, en attendant, plusieurs extraits de leurs registres de recettes et dépenses :

A Saint-Lô : « Janvier 1753 : Payé pour un *quochont* (cochon) : 23 livres. — Janvier 1755 : Payé en pois *hariquod* : 23 livres » (Arch. Manche, H. N. Cath., Reg., ann. 1749-84).

A Caen : « Mai 1724 : Payé pour *etemer* une *castrolle*. — Juillet 1724 : Payé pour la *fouache* du caresme. — Mars 1725 : Payé pour des *pouches* et un *careux* pour la lessive ». — (Arch. Calv., H. N. Cath., Reg., ann. 1724-33).

Etemer est pour étamer, *castrolle* pour casserole; *fouache* pour fouace (sorte de petit pain); *pouches* pour poches; *careux* pour charrier (drap grossier qui reçoit la cendre dans le cuvier). — Telle est encore aujourd'hui, à Caen, la prononciation des gens du peuple.

⁴ En 1658, leur bibliothèque de Caen contenait, entre autres ouvrages : a) *Livres catholiques* : l'Introduction à la vie dévote, par Saint-François de Sales; — l'Imitation de Jésus-Christ; — le catéchisme du cardinal Bellarmine; — la voye de J.-C., par le P. Le Vachet; — les œuvres de Sainte-Thérèse; — b) *Ouvrages de controverse* : « Deux lettres du Jésuite de la Barre au sieur Bochart ministre »; — l'Eucharistie défendue, ou M. Claude réfuté par lui-même; — un petit Nouveau Testament, « tout marqué d'un crayon dans les passages qui sont contre la prêt. religion »; — c) « *Ouvrages hérétiques entièrement* » : les Psaumes de Marot; — la Discipline des Eglises réformées de France, etc. — (Arch. Calv. H. N. Cath., Reg. 2).

moins. On leur témoignera « beaucoup d'affection », on leur enseignera la pratique des vertus chrétiennes. — Si, dans le nombre, il se trouve quelque « rebelle », la supérieure, avant d'en venir aux « corrections » ¹, la pressera « avec beaucoup de charité » de « se faire violence » ; en cas d'endurcissement opiniâtre, elle l'exclura de la communauté. — Une fois la semaine, un ecclésiastique fera la controverse aux Nouvelles-Catholiques ; elles lui soumettront individuellement leurs doutes, mais ne pourront disputer sur la religion, soit entre elles, soit avec les personnes du dehors » ².

Les débuts de la maison de Caen furent modestes : 3 entrées en 1658, 12 en 1659, 3 en 1660, 6 en 1661. Les jeunes filles, âgées de 20 ans en moyenne, étaient d'assez basse condition, car les dames pieuses qui les amenaient, femmes de magistrats ou de hauts fonctionnaires ³, s'engageaient à les reprendre à la sortie comme « demoiselles suivantes ». Au bout de deux ou trois mois, la supérieure les conduisait au curé de Saint-Julienⁿ, qui leur faisait répéter « mot à mot, et d'article en article », la profession de foi catholique ⁴.

En dehors de ce couvent, à quoi aboutirent les premiers essais de propagande ? On a, pour Caen, les registres d'abjurations de Saint-Pierre et de Saint-Etienne. La paroisse Saint-Pierre était la plus nombreuse, et renfermait beaucoup de protestants. Or, de 1654 à 1663, le curé inscrit seulement 38 personnes, qui déclarent abjurer sans avoir été « contraintes ni violentées », mais par la connaissance qu'elles ont eue de la « nullité » de la R. P. R., et « de l'impossibilité du salut hors de l'Eglise Romaine ». Toutes ne sont pas de Caen : une vient de Saint-Lô, une autre de Jersey, une autre de « Malicorne, près le Mans » ⁵. Pendant la même période de dix années, le curé de Saint-Etienne n'enregistre que neuf abjurations ⁶.

C'était là une lenteur désespérante. Pour accélérer les choses, l'épiscopat fit appel au bras séculier. François de Nesmond, ce prélat réformateur, y eut recours, hélas ! comme presque tous ses col-

¹ Elles consistent à séparer la « rebelle » de ses compagnes, à la priver de récréation.

² Arch. Seine-Inf. D. 474.

³ Six de ces jeunes protestantes entrèrent à la prière de « M^{me} la gouvernante », femme de La Croisette, l'ancien page du duc de Longueville, gouverneur de Caen depuis 1650. La Croisette avait fait un don de 700 livres au couvent. (Arch. Calv. H. N. Cath., reg. 1 et 1 bis).

⁴ *Ibid.*, reg. 1 et 4.

⁵ Arch. mun. de Caen, Etat civ. cath., 19^e reg. de Saint-Pierre.

⁶ Bibl. Caen, mss. in-4^o 103.

lègues. On voudrait le voir en compagnie de ces évêques de Metz et de Châlons, qui n'admettaient que trois moyens de ramener les calvinistes : l'instruction, la prière et l'exemple ¹.

¹ Legendre, *Du Boss*, 83, 113.

CHAPITRE DEUXIÈME

PROCÈS INTENTÉS AUX TEMPLS PAR LE CLERGÉ (1665-68)

Avant même que les troubles de la Fronde fussent terminés, l'assemblée du clergé de 1651 avait adjuré Anne d'Autriche d'extirper l'hérésie par d'autres procédés que la persuasion ¹. En 1657, aux Etats de Normandie, l'archevêque de Rouen, Harlay, renouvela ces instances. Sans doute, il ne songe pas à faire revivre, dans « l'âme magnanime » du roi, les « cruelles ordonnances de sang » rendues au xvi^e siècle. Il n'ignore point qu'on établit la religion « en mourant pour les hommes, et non en les faisant mourir ». Mais « serait-il juste que celle qui, dans les Saints Pères, est appelée la *servante*, jouist paisiblement des avantages qui, de droit, n'appartiennent qu'à la libre ² ? »

Selon le vœu des évêques, une ordonnance royale du 18 juillet 1656 décida que des commissaires seraient envoyés dans les provinces pour « remettre toutes choses en l'ordre où elles *devaient* être », sans que les réformés pussent rien « prétendre au delà » de l'Edit ³. Quoique rendue sous Mazarin ⁴, on peut la considérer comme inaugurant cette longue série de déclarations et d'arrêts qui payèrent les

¹ A Maury, *Rev. des D. M.*, 1879, V, 281.

² *Cah. des Et. de Norm. sous Louis XIII et Louis XIV*, III, 400, 401.

³ *France Prot.*, 1^{re} éd., X, 356.

⁴ Dès 1657, Bochart est poursuivi au Conseil pour un livre sur l'*invocation des saints et le culte des images*. (E. Benoist, III, 242).

dons gratuits du clergé ¹, et qui, s'aggravant d'année en année, supprimèrent en détail, sous prétexte de l'interpréter, la charte perpétuelle et irrévocable que Louis XIV lui-même s'était engagé à maintenir ²; tyrannie d'autant plus odieuse qu'elle allait s'exercer « à l'ombre des lois, et avec les couleurs de la justice ³ ! »

En 1659, les réformés avaient été avisés qu'ils tenaient, pour la dernière fois, leur synode national. En 1660, l'assemblée du clergé invita les évêques à signaler toutes leurs « usurpations, » et réclama du roi l'envoi des commissaires déjà promis ⁴. — Cette même année 1660, le synode provincial de Dieppe constatait des symptômes significatifs : ecclésiastiques parcourant la province pour faire le compte des temples et des fidèles ; chicanes, pour le droit d'exercice, à Saint-Pierre-sur-Dives, à Athis, à Saint-Lô ⁵.

« Serait-il bien possible, écrit Bayle, que les huguenots, qui [allaient] toujours en décroissant, eussent néanmoins multiplié si prodigieusement le nombre de leurs églises ?... Est-il bien croyable que les moines, prêtres et prélats, que les Parlements... eussent souffert tant d'usurpations ⁶ ? »

Ménagées par Mazarin pendant la Fronde, la plupart des Eglises avaient négligé de prendre les mesures de précaution indiquées par le synode national de 1644 : conserver précieusement les actes des commissaires de 1600, et, en général, toutes pièces prouvant la jouissance du droit d'exercice aux années légales (1576, 1577, 1596 et 1597) ⁷. En beaucoup d'endroits, ces titres avaient disparu, par insouciance ou malveillance. Des registres de baptêmes et de mariages avaient été dérobés aux réformés du Chefresne en 1656, à ceux de Cormeray en 1663 ⁸. Un seigneur de Cordé, bon catholique, croyant faire à Dieu « un sacrifice agréable », s'était emparé des papiers de l'église des Essarts pour les jeter au feu ; il ne restait aux membres de

¹ Ce fait, déjà indiqué par Rulhière (*Eclairc.*, 1^{re} part., 46, 47), a été définitivement mis en relief par MM. Anquez, A. Maury, F. Puaux et N. Weiss. — Sur la part prépondérante du clergé dans les chicanes juridiques qui préparèrent la Révocation, voir aussi Rébelliau, p. 18, 355, 359.

² Décl. du 21 mai 1652, confirmant celle du 8 juillet 1643. (*Fr. Prot.*, 1^{re} éd., X, 355-357).

³ Montesquieu.

⁴ Beaujour, 222, 223.

⁵ Bibl. Prot., mss. Norm., I, 35-48; et E. Benoist, III, 337.

⁶ *Œuv. div.*, II, 90.

⁷ *Fr. Prot.*, 1^{re} éd., X, 357-358.

⁸ Arch. Nat. TT. 313. — E. Benoist, III, 567.

ce consistoire que deux petits registres, qu'ils pouvaient « justement nommer

Reliquias Troja ex ardente receptas ¹. »

Et un arrêt du conseil avait paru (1662), exigeant des preuves écrites, à l'exclusion de toutes autres ² !

Du moins, les réformés de Basse-Normandie eurent quelque loisir pour se préparer à bien soutenir leurs droits. Si les commissaires du Languedoc « travaillèrent » dès 1661 ³, ceux de la généralité de Caen n'entrèrent en fonctions que le 29 novembre 1664 ⁴. Le commissaire catholique était l'intendant Du Gué, très bon homme, intègre et plein de modération ⁵ ; le collègue réformé qu'il se donna fut l'érudit Jacques de Paulmier de Grentemesnil. Tous deux exercèrent leur commission avec le plus parfait accord ⁶. Il est vrai qu'elle ne dura qu'un an.

C'est le 2 juin 1665 que l'évêque Nesmond, assisté de ses syndics, fulmina sa requête contre « les usurpations » des réformés. Dix griefs y étaient articulés. Mais « le premier chef de la plainte » concernait « cette grande multiplicité de prêches » ⁷ érigés, « de jour en jour », dans le diocèse, « à discrétion et sans aucun titre légitime ⁸. »

Les réformés ne tardèrent pas à sentir combien il était dangereux, pour eux, d'avoir « un prélat et des curez pour parties ». A Caen, les ministres ne purent plus sortir de leurs maisons, ni marcher par les rues, sans être poursuivis et chargés d'injures par le menu peuple. Trois semaines après la requête de l'évêque, le 26 juin, « quantité de gens turbulents, jusqu'au nombre de 200, ... croyant qu'on pouvait tout entreprendre, ... coururent en foule au temple du Bourg-l'Abbé, en voulurent enfoncer les portes, menacèrent de l'abattre et de l'esbouler ⁹. »

¹ Bibl. Prot., mss. Norm., III, 27.

² E. Benoist, III, p. 109 des *Pièces justifiées*.

³ *Ibid.* III, 409, 413.

⁴ *Vita Palmerii*, par E. Morin.

⁵ *Ibid.*, et S. Boch. op. omnia, I, 855-856.

⁶ *Conjunctissime et unanimiter (Vita Palmerii)*.

⁷ « Ils affectent de se servir du terme de *prêche*, observaient les réformés, ne faisant cependant jamais difficulté de dire : les *temples* des païens ». (Bibl. Pr. mss. Norm., II, 44).

⁸ Arch. Nat. TT. 317 A.

⁹ *Bull. du Prot.*, XXXIX, 575.

C'était sur ce temple que le clergé portait tout son effort ¹. A l'évêque de Bayeux, qui avait dirigé sous main, dès 1662, une première attaque ², s'étaient joints d'autres assaillants, les Bénédictins de Saint-Etienne (juillet 1665). Ils réclamaient la démolition de l'édifice, « attendu, disaient-ils, que le lieu sur lequel il est basti est de fonds, tenure et mouvance de la seigneurie que nous avons sur le Bourg-l'Abbé. » Mais Du Bosc, après de patientes négociations, obtint leur désistement (13 Février 1668) ³.

Restait l'instance du clergé de Bayeux. Voyons quels moyens développèrent ses syndics.

De ces moyens, les uns étaient tout forgés : il n'y avait qu'à les prendre dans le fameux livre du P. Meynier : *l'Exécution de l'Edit de Nantes* (1662) ⁴. Les autres, ce furent toutes les « bagatelles » que les syndics, « vrais solliciteurs de procès en Bas-Normands », comme dit Bayle ⁵, surent inventer selon les lieux, pour faire « franchir le pas » aux églises attaquées ⁶.

L'Edit de Nantes admettait trois sortes de droits d'exercice public : le droit *personnel*, ou de fief (art. 7 et 8) ; le droit *réel*, ou de possession (art. 9 et 10) ; le droit de *bailliage* (art. 11).

Or, l'Eglise de Caen, comme celles de *Basly*, *Condé-sur-Noireau*, *Saint-Lô*, etc..., existait à droit réel. Le culte s'y était trouvé « établi et fait publiquement » en 1596 et 1597. — « Distinguons ! objectaient les syndics, fidèles disciples du P. Meynier. Autre chose est *établi*, autre chose, *fait publiquement* ⁷. Pour qu'un exercice des Prét. Réformés

¹ Nous avons déjà raconté, en 1890 (*Bull. du Prot.*, XXXIX, 569 sqq.), l'histoire des deux procès du temple de Caen. On voulut bien remarquer, dans la *Revue hist.* (XLV, 179), que cette étude mettait « en lumière la méthode adoptée sous Louis XIV pour détruire par avance l'Edit de Nantes, en l'interprétant dans le sens le plus étroit de la lettre ». Aujourd'hui, nous étendons le cadre aux autres temples de Basse-Normandie, pour montrer quels arguments furent employés, selon que l'exercice était réel, personnel ou de bailliage.

² Beaujour, 269-270.

³ *Bull. du Prot.*, XXXIX, 576, 577 ; — et avis de Chamillart sur le temple de Caen. (Arch. Nat. TT. 317 A).

⁴ Analysé par E. Benoist (III, 483-516), et mentionné à plusieurs reprises, ainsi qu'un ouvrage analogue de l'avocat Bernard (*Maximes à observer au jugement des partages*, 1663), dans les *factums* que produisirent, pour leur défense, les réformés de Basse-Normandie.

⁵ *Ce qu'est la France toute catholique...* (*Euv. div.*, II, 341).

⁶ Nous citons les arguments des deux parties : 1° d'après les avis motivés des commissaires de 1668 (Arch. Nat. TT. *passim.*) ; 2° d'après les *factums* des réformés. (Bibl. Prot., mss. *Norm.*, et Bibl. Nat., Rec. Thoisy, R. P. R., IV et LXI).

⁷ Dès 1599, l'assemblée de Châtellerault se plaignait à Henri IV qu'on eût

soit *établi*, il faut qu'il l'ait été *selon leurs formes*, c'est-à-dire, par deux ministres délégués d'un synode ¹. — *Formes* imaginaires ! répliquaient les protestants. Vous confondez avec la réception de nos ministres ! Jamais il ne se trouvera, dans notre discipline, que la députation de deux pasteurs par un synode soit exigée pour fonder une église ; cet établissement se fait par la seule pratique du culte ² ! — A l'appui de votre droit d'exercice, ajoutaient les syndics, vous produisez des registres de baptêmes et mariages de 1596-97 ; mais on peut baptiser en des lieux où il n'y a point d'église. — Et les mariages, peuvent-ils être bénis ailleurs qu'au temple ? — Vous présentez des quittances de loyer du jardin de *la Carrière* ³ ; mais ces quittances sont sous-seing privé. — Comme si des quittances avaient « accoutumé » d'être en d'autres formes ! — Cette *carrière*, où vous dites avoir fait le prêche de 1592 à 1611, ne pouvait être qu'un lieu de refuge, dissimulant des assemblées clandestines et illicites ! — C'est jouer sur les mots ! car cette prétendue *carrière* était alors un jardin plein et uni. Le jardin des *Tuileries* sert-il aujourd'hui à faire des *tuiles* ⁴ ? »

Pour *Saint-Lô*, les réformés présentaient l'original du synode de 1596. « C'est une pièce fausse, dirent les syndics de Coutances : car la signature du scribe paraît d'une écriture plus noire et plus fraîche ! — Mais, objecta Du Bosc, n'y a-t-il pas des encres fort différentes quoique du même temps ? D'ailleurs, nous sommes prêts à justifier le caractère du scribe et la couleur de son encre par quatre pièces authentiques, plus vieilles que le synode lui-même ! ⁵ — Authentiques ou non, peu importe ; car on ne peut ajouter foi à vos prétendus synodes ; vous avez appelé *églises* tous les lieux où il y avait quelques huguenots, même ceux où vous auriez pu « souhaiter qu'il y en eût ! ⁶ » Et quant aux ordonnances des commissaires de 1600, que vous alléguez aussi, on sait que, dans la plupart des cas, elles furent *nulles et obreptices* ⁷. »

ajouté au texte primitif de l'art. 9 les mots : *fait publiquement*, susceptibles, disait-elle, de plusieurs interprétations. (Anquez, *Ass. polit.*, 188).

¹ En 1855, cette assertion fantaisiste était encore prise au sérieux par l'abbé Lafetay : « *Ils décidèrent*, dit-il, que les lieux d'assemblée seraient fixés dans un synode, que le ministre élu y serait conduit par deux autres ministres... » (*Dioc. de Bayeux*, I, 55).

² Bibl. Nat., Rec. Thoisy, LXI, 194.

³ Lieu de culte des réformés de Caen, de 1592 à 1611 (Voir ci-dessus, *Introd.* V; et *Liv. I*, ch. I et 2).

⁴ *Bull. du Prot.*, XXXIX, 578, 579.

⁵ Legendre, *Du Bosc*, 103-106.

⁶ Avis de Chamillart sur Le Chefresne (*Arch. Nat.* TT 313).

⁷ *Bull. du Prot.*, XXXIX, 579.

Les syndics avaient naturellement beau jeu contre les *annexes* ou *quartiers*. Ils demandaient la suppression de *Sainte-Mère-Eglise*, comme étant qualifié de *quartier* au synode de 1596¹. Jacques Tirel, qui avait desservi tantôt les *Essarts*, tantôt *Colombières*, tantôt les deux églises réunies, était « un ministre voltigeant². » A propos des *Veys* (ou *Veys*), église « recueillie aux quartiers de *Geffosse* et de *Cricqueville* », on observait que le territoire des *Veys* était recouvert « deux fois par jours de trois à quatre brasses d'eau par le flux et le reflux de la mer³ » ; comment fonder une église durable sur ce sable mouvant ?⁴ — Le temple de *Groucy* devait être démoli, parce que, dans l'ordonnance des commissaires de 1600, il était question du ministre de Saint-Lô et Groucy, et qu'un ministre ne peut exercer en deux endroits⁵.

Un argument commode, c'était d'insinuer que l'exercice, d'abord à droit de fief, avait été converti en droit réel par usurpation. On le produisit contre la plupart des églises rurales⁶, « pour s'épargner la confusion de demeurer sans raisons⁷. » Il suffisait que l'on trouvât dans les registres cette expression : « exercice fait *sous l'autorité* du sieur de.... », pour prétendre que l'église avait d'abord existé à droit de fief. « Comme si ce droit, répondaient les réformés, eût pu s'établir par un simple mot !⁸ » — L'abbé Marcel résumait ainsi l'histoire de la fondation du « prêche » de *Basly*. Les réformés de Bernières et autres paroisses maritimes avaient d'abord célébré le culte au château du seigneur de Lasson. Ce seigneur s'étant fait catholique, ils obtinrent⁹ de transférer leur exercice à *Basly*, « à peu près de la même sorte.... dont la domination de Philippe s'était établie dans la Grèce, c'est-à-dire, faute de personne qui dit non ». Or, d'un exercice particulier dont le droit même demeurerait éteint par la conversion du seigneur du fief, il ne leur était nullement permis de faire, dans un

¹ Bibl. Nat., Rec. Thoisy, IV, 204.

² Bibl. Prot., mss. Norm., III, 48 v°.

³ Les *Veys* sont des grèves sablonneuses et marécageuses, qui tiennent la place d'anciennes baies, et que traversent, avant de se jeter dans la mer, l'Aure, la Vire, la Taute et la Douve.

⁴ Arch. Nat. TT. 238.

⁵ *Ibid.*, TT. 276.

⁶ Notamment contre *Basly*, Bernières, Condé-sur-Noireau, Colombières, les Essarts, Groucy, Cormeray. — Le temple de Bernières se trouvait dans la cour de François Moisant, sieur de la Luzerne.

⁷ Bibl. Pr., mss. Norm., III, 43 v°.

⁸ *Ibid.*, III, 48.

⁹ Par sentence des commissaires de 1612 (V. *supra*, p. 25, 26).

autre lieu, un exercice public et commun¹. — L'Eglise de *Condé*, après s'être assemblée, en 1571, au droit du seigneur Radulf (ou Radulph), avait continué ses exercices, à partir de 1577, à titre de droit réel ; elle prouvait son existence aux années 1596 et 1597. Ecoutons la réponse des syndics : « C'est par affectation et contre vérité qu'ils appellent ce prêche [ou temple] l'église de Condé-sur-Noireau, gros bourg où l'on ne fait aucun exercice de la R. P. R. ; en réalité, ce prêche est situé sur le fief de Purée². Ils surprisent, par collusion avec le juge de Thury-Harcourt, une sentence du 2 octobre 1629 leur permettant de le construire. L'exercice était personnel ; ils en firent un exercice réel, contre cette maxime du droit qui ne permet pas de changer la cause de la possession³. »

L'article 7 de l'Edit autorisait l'*exercice personnel* dans tout fief de haubert⁴, « encore que le droit de fief de haubert fût controversé ». Ce texte si large, les syndics le restreignaient par trois exigences inattendues. Il fallait que le fief relevât immédiatement du roi ; qu'il fût de haubert lors de l'Edit ; qu'il eût été, alors et depuis, possédé sans interruption par des seigneurs réformés. — « Le sieur de *Glatigny*, disaient-ils, reconnaît lui-même n'avoir commencé l'exercice en sa maison qu'en 1654 ; on doit donc lui interdire de continuer⁵. — Le sieur Richer fait prêcher, par un de ses frères, à son château de *Cerisy* ; mais le fief de Cerisy relève du sieur de Montpinçon, et non immédiatement du roi. En 1598, le seigneur de Cerisy n'était pas de ceux *ayant* un fief de haubert ; il a été jugé que ce mot *ayant* était une condition du temps présent, excluant ceux qui, dans la suite, pourraient faire ériger leurs fiefs en fiefs de haubert⁶. — « Vétille honteuse ! répliquait Du Bosc ; pure chicane, que l'on sifflerait dans les moindres écoles de la grammaire ! Les lois ne vaudraient donc que pour ceux qui vivent l'an et le jour où elles sont faites !⁷ »

Pour prouver que son fief de *Ducé* relevait du roi, le sieur de

¹ Bibl. Nat. L^d 176, n° 397. (*Histoire de la suppression du presche de Bastly*).

² Au hameau des Iles, à 2 kil. N.-O. de Condé (V. *sup.* p. 30). Comme si les réformés de Condé s'y étaient réfugiés de leur plein gré !

³ Arch. Nat. TT. 313.

⁴ Le *fief de haubert*, très-commun en Normandie, était aussi appelé *plein fief de haubert* ou *de chevalier*. Le possesseur de ce fief était tenu de fournir un homme d'armes (Chéruel, *Dict. des inst.*, I, 423.)

⁵ *Ibid.* TT. 317 B.

⁶ Arch. Nat. TT. 321.

⁷ Legendre, *Du Bosc*, p. 116.

Montgomery produisait plusieurs « adveus¹ » de ce fief devant la chambre des comptes de Rouen. — « Ces aveux, objectaient les syndics, n'ont pas été bien et dûment vérifiés². — Mais ne suffit-il pas, répondait Montgomery, qu'ils aient été reçus par la chambre ? — Il y est question de deux chapelles ; or, « par une profanation sans exemple », le prêche se fait dans l'une de ces chapelles, « fondée de Saint-Germain », et joignant le château de Ducé. — Erreur ! le prêche est dans l'enclos du château et n'y touche pas ; il a été construit tout de neuf il y a soixante ans !³ »

Pour le clergé de Bayeux, il n'y avait de légitimement établis que les exercices de bailliage. A ce titre, il daignait faire grâce à *Trévières*⁴. Car c'était bien Trévières qui, d'après l'édit de 1577, avait été désigné comme premier lieu du bailliage de Caen⁵. Les réformés invoquaient ce droit de bailliage pour leur prêche de Vaucelles-Bayeux ? Usurpation manifeste, passible d'une forte amende ! — « Etes-vous donc procureurs du roi ? » répliquaient les réformés. Est-ce un crime punissable, à nous qui vivons aujourd'hui, de prier Dieu dans un temple qui a été accordé à nos devanciers il y a plus de 67 ans ? Pour prouver que Trévières est lieu de bailliage, vous rapportez la copie d'une ordonnance rendue par Matignon le 10 janvier 1579. Or, cette copie a été faite, non par des greffiers, sur l'original, mais par des personnes privées, « sur une prétendue copie d'original prétendu ! » Cet original serait du 10 janvier 1579, et la copie porte la date du 11 ! Dès 1577, Matignon était maréchal de France ; on ne lui donne point cette qualité dans la pièce, mais celle de lieutenant du roi, qu'il n'avait plus depuis 1578 ! Quant à nous, voici nos preuves relativement à Vaucelles. C'est d'abord un colloque de 1598, où nos pères, usant de la liberté que leur laissait l'article 11 de l'Edit, désignèrent Vaucelles comme lieu de bailliage. C'est ensuite l'ordonnance par laquelle les commissaires de 1600 confirmèrent ce choix. Et l'évêque de Bayeux ne leur aurait pas dû dire que Trévières était déjà

¹ *L'aveu*, c'était l'acte par lequel un vassal énumérait les terres et droits qu'il tenait de son seigneur (Chéruel, I, 54).

² Devant les commissaires de la généralité d'Alençon, les syndics du diocèse de Sées employèrent la même arme contre Pierre le Cloustier, écuyer, seigneur de Mézières ou Maizières, près Saint-Pierre-sur-Dives. (Arch. Nat. TT. 236).

³ *Ibid.* TT. 314.

⁴ Requête de l'évêque de Bayeux, 2 juin 1665 (*Ibid.*, TT. 317 A). — « Seize prêches n'étaient que de possession ; Trévières seul était de bailliage, c'est-à-dire le seul dont l'érection eût été légalement autorisée ». (Abbé Laffetay, I, 70. — Voir aussi les *Mém. pour l'hist. du dioc. de Bayeux*, I, 101).

⁵ Le second était Falaise.

lieu de bailliage ! — Le droit des réformés de Trévières était si peu fondé sur l'article 11 de l'Edit, qu'ils se firent maintenir en leur exercice, à *droit réel*, par les commissaires de 1612¹. »

Le clergé de Coutances n'épargnait même pas les exercices de bailliage du Cotentin : *Gavray* et *Carentan*. Contre Gavray, ses syndics alléguèrent, sans donner aucune preuve, que le terrain du prêche était « soubz une seigneurie ecclésiastique². » Contre Carentan, ils firent valoir que la ville ne renfermait presque plus de réformés. — « Oubliez-vous donc, leur dit-on, que l'article 11 de l'Edit accorda les exercices de bailliage pour tous les réformés du ressort qui voudraient en profiter ? — Soit ; mais la ville de Carentan est située « entre deux rivières, sur le bord de la mer qui regarde les costes d'Angleterre ; ceux de lad. religion l'ont réclamée jadis comme place de sûreté ; en des temps fâcheux, des descentes pourroient y estre faites³. » (La même insinuation servit contre Bernières, prétendu « port sur le bord de la mer », et Caen, « ville maritime »).

De ces églises, qualifiées presque toutes d'usurpées depuis l'Edit, la plupart prouvaient qu'elles remontaient au milieu du xvi^e siècle. Caen avait eu le culte public dès 1558⁴ ; Groucy, dès 1561⁵ ; les réformés du Chefresne produisaient une pièce du 25 septembre 1613, attestant que leur exercice avait commencé dès 1553 !⁶ « Nous avons une possession de 130 ans, disaient les réformés de Basly ; or, celle de 40 ans suffit pour acquérir la prescription même contre l'Eglise, suivant l'article 521 de la Coutume de Normandie⁷. » — « Vous ne pouvez l'invoquer, répliquaient les syndics ; car la prescription autorisée par le droit est fondée sur la bonne foy ; ce qui ne peut avoir lieu à l'égard de la R. P. R., qui s'est introduite dans le siècle dernier contre la volonté du Roy et contre l'unité de la Religion catholique, que nos roys font serment de maintenir dans leur royaume⁸. Et quant à votre Edit de Nantes, *c'est un édit provisoire*, jusqu'à ce que les sujets du Roy puissent tous adorer Dieu en une mesme forme de religion !⁹. »

¹ Bibl. du Prot., mss. Norm., III, 60, 61. — Bibl. Nat. Rec. Thoisy, IV, 184.

² Arch. Nat. TT. 317 B.

³ *Ibid.* TT. 317 A, et E. Benoist, IV, 197.

⁴ Voir l'Introd., I.

⁵ Arch. Nat. TT. 276.

⁶ *Ibid.*, TT. 313.

⁷ Bibl. Nat. Rec. Thoisy, IV, 148.

⁸ Arch. Nat. TT. 317 A (n° 36).

⁹ *Ibid.*, TT. 317 A (*Avis des comm. sur Carentan*). C'était une interprétation abu-

Le moyen de répliquer à ces raisons-là ? Elles tenaient lieu de toutes les subtilités du casuiste, de toutes les arguties du procureur.

On pouvait espérer quelque justice de l'intendant Du Gué. Mais, au moment où il allait rendre sa décision, il fut promu à la généralité de Lyon (janvier 1666)¹. Chamillart, son successeur à Caen, était l'homme du clergé ; il ne songeait qu'à « ensevelir la synagogue avec honneur ». Il recommença les informations, et voulut se rendre maître des titres originaux des consistoires ; Du Bosc fit en sorte qu'on ne lui remit que des copies collationnées². A de Paulmier succéda, en qualité de commissaire réformé, Léonor-Antoine de Courtomer. Ce n'est pas sans raison qu'il est signalé par E. Benoist comme ayant fait « son devoir³. » Il se prononça pour le maintien de toutes les églises, que Chamillart condamnait en bloc, sauf Trévières. Les commissaires s'étaient « partagés » ; ils durent tout renvoyer au Conseil, avec leurs avis respectifs (17 décembre 1668)⁴.

Bien que porté à confirmer, en toutes circonstances, l'avis du commissaire catholique, le conseil du roi ne voulait pas s'exposer au reproche de ratifier des sentences trop manifestement injustes ; aussi laissa-t-il trainer, jusqu'en 1679, le jugement des « partages »⁵.

sive du préambule de l'Edit de Nantes : « Et s'il n'a plu (à Dieu) permettre que ce soit pour encore en une mesme forme et religion... »

¹ Lettre de Bochart à Cappel. (*Boch. op. omnia.*, I, 855).

² Legendre, *Du Bosc*, 46, 47.

³ E. Ben., III, 415.

⁴ L'avis de Chamillart sur l'église de Caen (A. N. TT. 317 A) tient 22 pages in-folio. — Lui-même avoue reproduire les moyens des syndics. Dans une lettre au ministre Châteauneuf, relative aux procès des temples (8 nov. 1671), il parle des « prétendues contraventions » à l'Edit commises par les réformés. Ce terme, dont on abusait tant, fut-il jamais employé plus à propos ?

⁵ E. Benoist, III, 409-410, et IV, 595. — La guerre de Hollande fit aussi diversion.

CHAPITRE TROISIÈME

LA DÉCLARATION DE 1666-69 ET LA SUPPRESSION DES CHAMBRES DE L'ÉDIT.
DU BOSQ HARANGUE LOUIS XIV (27 NOV. 1668)

Les chicanes ne se limitaient pas aux droits d'exercice. « Nous avons deux fois plus d'affaires qu'à l'ordinaire, écrivait Bochart à Du Bosc le 15 sept. 1664, et parmi cela des afflictions qui ne se peuvent exprimer, de nous voir ainsi malmenez sans en avoir donné nul sujet¹. »

Comme les sentences particulières se transformaient en arrêts généraux², ceux-ci allaient devenir des déclarations royales. Le

¹ Legendre, *Du Bosc*, 379. — Citons seulement, à titre d'exemple, quelques vexations relatives aux cimetières et aux enterrements.

Au mois de juillet 1662, un prémontré d'Ardenne réussit, en justice, à faire retirer aux réformés de Coulombs leur cimetière, « comme étant une partie de celui des catholiques ». (Arch. de Coulombs, GG. 8). — Le 18 oct. 1669, il faut transporter à Beuville un réformé décédé à Bavent, le curé de Bavent « n'ayant voulu souffrir » qu'il soit inhumé au cimetière protestant de ce village. (Arch. mun. Caen, Etat civil prot., à cette date). — « L'insolence populaire » profane ces lieux de repos, brisant les portes, arrachant gonds et serrures. — Un arrêt du Parlement a défendu d'enterrer les réformés aux heures des offices catholiques; les curés en profitent pour faire sonner la cloche de vêpres ou de complies, dès qu'ils apprennent la mise en marche d'un convoi protestant. Quoique ces inhumations se fassent « au petit jour, à petit bruit et à petit nombre », les assistants peuvent compter sur « des gresles de pierres », tant à la ville qu'à la campagne. (Bibl. Prot., mss. *Norm.*, II, 150. — Elie Benoist, III, 337-338).

² Pierre de Baillehache, fils de l'ancien ministre de Caen, a perdu sa fille. Selon l'usage de la noblesse, il fait couvrir le cercueil d'un drap blanc, orné de branches de romarin, et soutenu, aux quatre coins, par des jeunes filles de qua-

2 avril 1666, Louis XIV érigea en loi de l'Etat, — véritable loi organique, comprenant *soixante* articles¹, — toutes les restrictions de détail apportées jusqu'alors à l'Edit par ses officiers de justice.

Dans le préambule, il proteste de son respect pour cet édit. Mais Henri IV n'avait pu prévoir tous les cas, et plusieurs décisions locales sont intervenues. Comme la connaissance n'en a pas été publique, il en est résulté mille procès. Pour y couper court, « et, dit Louis XIV, *nourrir paix et amitié entre tous nos sujets*, nous avons rédigé cette déclaration, *sur les instantes supplications de l'assemblée du clergé...* »².

— « Voilà, s'écrièrent les réformés normands, le plus rude coup qui ait été frappé contre nous depuis la Réformation ! Le préambule montre que c'est une surprise du clergé... Il nous hait avec une animosité excessive ; il a voulu descharger tout ce qu'il avait sur le cœur ! Appelons-en au roi, puisque cette déclaration infirme plusieurs articles de l'Edit, qu'il déclare vouloir observer ! »³.

Toutes les églises du royaume avaient envoyé à Paris des députés. Celles de Normandie se firent représenter par Pierre Du Bosc. Ses collègues, connaissant son talent, le chargèrent de rédiger des remontrances sur la loi de 1666.

Comme il y travaillait, le bruit courut qu'on projetait aussi de supprimer les chambres de l'Edit de Paris et de Rouen. Cette fois, l'attaque était directe, et ne se dissimulait plus sous le voile de l'interprétation. « Le nom seul de *Chambre de l'Edit*, remarque E. Benoist,⁴ avait quelque chose de vénérable. Ces chambres étaient comme des colonnes qu'on ne pouvait renverser sans ébranler l'Edit lui-même ».

A tout prix, il fallait se faire entendre du roi. Une audience fut obtenue, et Du Bosc agréé pour porter la parole. Il se rendit aux Tuileries, le 27 novembre 1668, avec M. de Ruvigny, député-général.

lité. Les curés de Caen s'en plaignent comme d'une « entreprise » qui a fait « scandale », et le Parlement de Rouen saisit ce prétexte pour interdire à *tous les réformés du ressort* d'user « d'aucune pompe à leurs cérémonies ». (20 février 1664). (E. Benoist, III, 173. — Filleau, 313).

¹ On peut les grouper ainsi : exercice du culte, — ministres, — consistoires, colloques et synodes, — mariages, — éducation des enfants, — inhumations et cimetières, — imprimeries protestantes, — interdiction de certaines charges, — respect dû au Saint-Sacrement, — contribution aux réparations des églises. (E. Benoist, V. *Pièce. justif.*, p. 16 sqq.).

² *Ibid.*

³ Bibl. Prot., mss. Norm., I, 59 sqq.

⁴ IV, 101.

Il était convenu qu'il parlerait debout, « faveur singulière », toujours refusée aux députés des synodes nationaux. Louis XIV était seul dans son cabinet, « debout, sans chapeau, le dos appuyé contre une fenêtre ». Du Bosc, après quatre profondes révérences, s'avança jusqu'auprès de « sa personne sacrée ».

« Sire, dit-il en substance, nous bénissons Dieu de ce qu'il nous permet d'approcher V. M... Ce grand Dieu, dont vous êtes l'image, n'a jamais appelé les hommes à luy que pour leur faire du bien... La douloureuse nouvelle de la suppression des chambres de l'Edit nous cause des angoisses inconcevables... Ruiner un tribunal si nécessaire, ce serait infailliblement retomber dans le mal que la prudence et la justice d'Henri le Grand avaient voulu prévenir... Si, pendant que les chambres de l'Edit subsistaient, [les Parlements] frappaient de si rudes coups, que sera-ce quand il n'y aura plus rien auprès d'eux pour retenir leur bras ? L'Edit est maintenant regardé par ceux de notre religion comme une digue faite pour leur sûreté. Mais quand ils verront faire à cette digue une si large ouverture, ils ne concevront plus rien qu'une chute de torrents et qu'une inondation générale... Chacun d'eux tâchera sans doute à se sauver par la fuite, ce qui dépeuplerait votre royaume de plus d'un million de personnes, dont la retraite ferait un insigne préjudice au négoce, aux manufactures, en toutes façons au bien de l'Etat... Sire, écoutez nos gémissements et nos plaintes. Ecoutez les derniers soupirs de notre liberté mourante ! »

« Rarement, dit Vinet¹, orateur avait parlé dans des conditions plus défavorables. Il fallait intéresser, par une harangue officielle, un prince distrait, fort peu instruit de la question, prévenu d'ailleurs par ses conducteurs spirituels ». Et cependant, Louis XIV avait prêté une oreille attentive. « On m'a proposé cette affaire, dit-il, comme pouvant servir à la réformation de la justice »². — Du Bosc, après en avoir demandé la permission, répondit que le grand préjudice serait dans l'infraction faite à l'Edit ; car, à la différence des chambres mi-parties, celles de l'Edit étaient établies à titre perpétuel, sans condition. — « En êtes-vous bien sûr ? dit le roi. — Oui, Sire ; j'ai lu l'Edit depuis peu. Permettez-moi d'ajouter que vous êtes un bon roi. Je n'en

¹ P. 366.

² Rulhière allègue, en effet, que les chambres de l'Edit portaient « quelque trouble dans le cours ordinaire de la justice » ; il observe que leur suppression coïncida avec le retrait du droit de *committimus*, que les protestations de Bosuet ne purent empêcher. (*Eclairc.*, 1^{re} part., 67-70).

doute point, ayant eu l'honneur de voir et d'entretenir V. M. Mais vos intentions ne sont pas suivies ¹. » — « Ah ! j'y penserai donc, dit le roi. Oui, je vous promets que j'y penserai » — L'entretien finit sur ces mots, et Du Bosc sortit du cabinet, « en marchant toujours en arrière ». Lorsqu'il fut près de la porte, il fit une nouvelle révérence, et Louis XIV répondit par une gracieuse « inclination de tête. »

Un moment après, le roi passa dans la chambre de la reine, où la cour était assemblée. « Madame, lui dit-il, je viens d'entendre l'homme de mon royaume qui parle le mieux. Il est certain que je n'avais jamais ouï si bien parler. — Qui est-ce ? dit la reine. — C'est un ministre. — De Paris ? — Non, c'est Du Bosc, ministre à Caen ². »

L'opinion des courtisans se réglait sur celle du maître ; Du Bosc fut le héros du jour. Admis à une leçon du Dauphin, en même temps que le P. Rapin, jésuite, il écouta le jeune prince traduire les *Fables* de Phèdre et les *Métamorphoses* d'Ovide, et passa toute la matinée en compagnie du duc de Montausier³.

La suppression qu'on redoutait n'en fut pas moins accomplie au mois de janvier 1669. Mais, « pour pallier ce coup », une déclaration du 1^{er} février suivant atténua sur plusieurs points ⁴ celle d'avril 1666.

C'est Du Bosc qui l'avait obtenue, « avec beaucoup de peine ⁵. » Aussi le synode de Caen (mai 1669), « singulièrement édifié de son zèle », loua Dieu de ce que, par la bouche de l'éloquent ministre, le roi avait daigné écouter « les plaintes » des églises. Du Bosc fut prié de retourner le plus tôt possible à Paris, et d'y continuer sa commission ⁶.

¹ « Si quelques-uns nous travaillent, disait Du Bosc en 1663, c'est contre l'intention de ce prince, qui nous regarde comme ses plus fidèles sujets ». (Serm. sur *les Etoiles du ciel de l'Eglise*, p. 69).

² Nous avons résumé, d'après Legendre (p. 48-64) et E. Benoist (IV, 100-104), l'entrevue de Louis XIV et de Du Bosc. Rapprochons de ces deux auteurs protestants un témoignage catholique : « Mardi 27 nov. 1668, harangue a été faite au Roy pour demander à S. M. la conservation des chambres de l'Edit... en faveur de ceux de la R. P. R. » Suit le discours manuscrit de Du Bosc. (Bibl. Caen, mss., in-fol. 104 ; *Journal d'un bourgeois de Caen*, à cette date).

³ A. Floquet : *Bossuet précepteur du Dauphin*, 1884 (p. 136, 137).

⁴ Notamment l'exercice du culte, le droit d'imprimer des livres protestants, la tenue des colloques, l'éducation des enfants. (*Edits*, p. 14 sqq.)

⁵ Legendre, *Du Bosc*, 72.

⁶ Syn. de 1669. (Bibl. Prot., mss. Lutteroth, *Norm.*.)

Délégué de la Normandie pour « les affaires générales », il ne fit pas moins de quinze voyages en douze ans (1669-81) ¹. Véritable *député-général* sans en porter le titre ², les réformés des Cévennes, comme ceux de Caen, eurent en lui un infatigable avocat. A peine remis d'une grave maladie, on le voit courir à Paris (juillet 1679) pour intercéder en faveur de deux receveurs généraux du Languedoc dépossédés de leurs emplois ³. Chaque violation de l'Edit provoqua de sa part une protestation respectueuse, mais ferme. Dans cette lutte contre l'impossible, rien ne put déjouer la vigilance de son activité, ni rebuter la patience de son dévouement.

Il avait produit sur Louis XIV une impression profonde. A la cour, on le pressa plusieurs fois de se convertir; on l'assurait que le prince en aurait « une joie extraordinaire ⁴. » Dans les premiers mois de 1679, il assistait au dîner du Roi, debout derrière Monsieur. Louis XIV jeta les yeux sur lui, et dit tout bas à son frère qu'il était là. Monsieur se leva aussitôt, et se retourna pour le voir; Madame en fit autant; ce qui lui attira les regards de tout le monde ⁵.

Il importait au clergé de tenir à distance un homme qui parlait si bien. Lorsque le consistoire de Charenton, adressant à Du Bosc une deuxième vocation (1670), députa Claude au synode de Rouen pour l'obtenir de sa province, l'archevêque de Paris, Harlay, alla trois fois en une même semaine aux Tuileries ⁶. On fit désormais bonne garde autour du prince; « il n'y eut point de moyen, dit Legendre, d'en rapprocher ⁷. »

Réduites à procéder par voie détournée, les églises résolurent de présenter une requête générale de leurs griefs (juin 1669). Ce fut encore Du Bosc que l'on choisit pour la dresser. Il ne manqua pas de

¹ Celui de 1674 coûta 605 livres à la province (Syn. de 1674, *ibid.*). — De 1669 à 1681, la chaire du temple de Caen est très souvent occupée par des ministres des églises voisines, « pour l'absence de M. Du Bosc étant à Paris ». (Arch. mun. Caen, Etat civil prot.).

² Ruvinny ne l'était que de nom; il estimait que le seul remède était de « prier Dieu ». (Legendre, 79). Sur la faiblesse morale de ce personnage, voir *Bull. du Prot.*, XLII, 46 sqq.

³ Legendre, 88, 99.

⁴ *Ibid.*, 89, 90.

⁵ *Ibid.*, 99. — Après la Révocation, Louis XIV refuse de disposer des biens laissés en France par Du Bosc, avant de savoir ce que sont devenus ses enfants (*Ibid.*, 158).

⁶ *Ibid.*, 78.

⁷ *Ibid.*, 64.

lui donner ce « tour de panégyrique » sans lequel rien ne pouvait être bien reçu au conseil ; il mit en relief les qualités de Louis XIV, mais « d'une manière qui semblait plutôt tirée du sujet même, qu'affectée pour faire sa cour ». Puis il énuméra les plaintes, et conclut ainsi : « Les expériences du passé font trembler pour l'avenir ! ¹ »

Telle était cette requête, qui « fit tant de bruit, et si peu d'effet ² », par le mauvais vouloir des ministres du roi : les uns, hypocrites et doncereux ; les autres, brutaux et grossiers. Letellier, quelques années plus tard, prodiguait les politesses à Du Bosc ; il le faisait entrer dans son cabinet, l'invitait à s'asseoir, à se couvrir, et lui protestait (en 1680!) qu'on n'avait nul dessein de « faire du mal » à ceux de son parti ³. La Vrillière, au contraire, le traita « fort rudement », l'accusa de « remuer » tous les autres. « Aussi bien, disait-il, vous êtes trop nombreux à Paris ! C'est un vrai synode ! Retournez chacun chez vous, ou je vous fais rompre bras et jambes ! » Et comme ils insistaient, il en prit deux au hasard pour les envoyer à la Bastille, et « cette prison » dura un mois. En attendant, la requête demeurait « pendue au croc », sans réponse. Du Bosc eut mission d'en dresser une seconde, sous une autre forme. Le roi se la fit lire (17 mars 1673), et chargea deux conseillers de l'examiner. Mais le clergé en avait obtenu communication, et, pour différer de la rapporter, on invoqua de ces prétextes « qui ne manquent jamais à la cour ». En 1674, le roi était parti pour l'armée ; les pasteurs furent avisés que « S. M. ne trouvait pas bon qu'ils l'importunassent de leurs griefs, pendant qu'elle avait tant d'affaires sur les bras ». En 1676, Châteauneuf leur « ferma sa porte au nez ⁴. »

A voir ce qui se passait en Basse-Normandie, les doléances des églises n'étaient pourtant que trop fondées. Le Parlement et les juges locaux y sévissaient avec une violence que Letellier lui-même avait peine à comprendre, « n'y ayant pas là, disait-il, plus de dévotion qu'ailleurs ⁵ » — C'est que la Chambre de l'Édit avait vécu !

La déclaration de 1669 atténuait celle de 1666 ; on trouva moyen d'en revenir au texte primitif, voire de l'aggraver.

Les articles 25, 27 et 29 n'excluaient les réformés que des présidences de sénéchaussées et des greffes consulaires ; l'art. 30 leur

¹ *Ibid.*, 214-235, et E. Benoist, IV, 195.

² Legendre, 72.

³ *Ibid.*, III, et E. Benoist, IV, 416-417.

⁴ Legendre, 75 à 92, *passim*. — E. Benoist, IV, 152, 286.

⁵ E. Benoist, IV, 417.

laissait libre l'accès des métiers et maîtrises¹. Or, à Caen, le bailli cassa l'élection de deux protestants comme gardes des métiers de sellier et d'apothicaire (1668-70)²; à Saint-Lô, le réformé Étienne Chatrefou se vit interdire le greffe de l'Hôtel-de-Ville (7 déc. 1676)³. Dans toute la province, le Parlement limitait, selon son bon plaisir, le nombre des avocats et médecins religieux⁴, « leur faisant passer pour grâce ce que Dieu imposa au premier homme pour peine, assavoir, gagner son pain à la sueur de son visage⁵. »

D'après l'art. 33, les réformés, s'ils rencontraient le Saint-Sacrement, étaient seulement « tenus *de se retirer* » (avec défenses à toutes personnes de les en empêcher)⁶, — ou de se mettre « en état de respect *en ôtant leurs chapeaux*⁷. » Un Rouennais, Jean Fourgon, se découvrit, mais refusa de *s'agenouiller*. Non content de le condamner, le Parlement prétendit astreindre tous les huguenots du ressort à donner cette marque d'adoration. L'émoi fut tel parmi eux que Du Bosc fit tout exprès un voyage à Paris (juin 1677)⁸.

L'art. 36 déchargeait les réformés de certaines « contributions » qu'ils estimaient contraires à leur conscience. — Néanmoins, à Caen, on voulut forcer le boulanger Siméon Faucon « à fournir et porter, à son tour, à l'église de sa paroisse, le pain bénit ». Faucon eut beau se plaindre, le bailli le renvoya au Parlement. — Un drapier, La Mare-Julien, fut obligé d'acquitter les « droits de confrairie ». — A Périers, près Caen, le curé exigea de deux réformés, Le Hulle et Artur, qu'ils contribuassent à la construction de son presbytère. « Il les tourmenta devant les juges ordinaires, au conseil, devant l'intendant; et, prévoyant qu'il ne laisserait pas de perdre sa cause au fond, il s'avisa d'une chicane fort singulière ». Il leur intenta, sous quelque autre prétexte, un procès nouveau, et les fit condamner aux dépens de cet incident. Un arrêt ultérieur dispensa Le Hulle et Artur de payer pour le presbytère du curé; « mais on ne leur donnait point de

¹ *Edits*, 19-21.

² E. Benoist, IV, 247.

³ Arch. Manche, G, *Réf.*

⁴ E. Benoist, IV, 199.

⁵ Bibl. Prot., mss. *Norm.*, II, 52.

⁶ Néanmoins, au synode de 1675, les réformés normands se plaignent que certains prêtres, portant le Saint-Sacrement, cherchent à les surprendre en pleine foule, dans les foires et marchés, et les poursuivent jusque dans leurs maisons (Bibl. Prot., mss. Lutteroth, *Norm.*).

⁷ *Edits*, 22.

⁸ Legendre, 96.

dépens contre lui, et on laissait subsister la condamnation qu'il avait obtenue contre eux ». (Oct.-déc. 1671)¹.

L'article 39 interdisait « d'enlever les enfants de la R. P. R. », ou de les « induire » à changer de religion, avant l'âge de 14 ans pour les garçons, et de 12 pour les filles². Néanmoins, le Parlement autorisait les « conversions » au-dessous de cet âge. « Quand un enfant, disaient les réformés, chastié de son père, ou alléché par quelque personne, témoigne du penchant à changer de religion, il trouve aussy tost un couvent ouvert, où il dispaeroist » ; telle est, à Caen, « la maison d'une femme nommée Gaspy³, qui fait profession de catéchiser⁴. »

Le même article 39 ordonnait d'élever catholiques les enfants issus d'un père catholique et d'une mère protestante, mais respectait les droits du père protestant⁵. Or, un gentilhomme réformé de Caen, Etienne Le Fanu, s'était marié en 1657 à une catholique, et en avait eu plusieurs enfants. Sa femme étant morte, des sentences du bailli de Caen et du Conseil d'Etat (1670-71) le sommèrent de confier ses enfants à un parent catholique. Comme il refusa, il fut traîné en prison « avec éclat », et y resta plusieurs années⁶.

Et si les réformés, invoquant la nature et l'Edit de Nantes, réclamaient « le droit de donner l'instruction à leurs enfants après leur avoir donné la vie », « l'Edit, répondaient les curés, doit s'entendre à l'étroit, votre religion n'est que *tollérée*⁷. »

Sur toutes ces affaires, le commissaire protestant pouvait toujours provoquer le « partage » ; mais il était, de plus en plus, la créature de l'intendant, son collègue catholique. En Basse-Normandie, Courtoyer avait donné sa démission. Pour le remplacer, les réformés désignèrent successivement trois gentilshommes. Aucun ne plut à Chamillart, qui prétendit imposer le sieur de Bussy-Cornet⁸. Sur le refus des réformés, il feignit l'absence du commissaire protestant,

¹ E. Benoist, IV, 250.

² *Edits*, 24.

³ Supérieure des Nouv. catholiques.

⁴ Bibl. Prot. mss. Norm., II, 151.

⁵ *Edits*, 23.

⁶ E. Benoist, IV, 243-244. — Arch. Nat. TT. 317 A. — Bibl. Prot., mss. Norm. III, 102 sqq.

⁷ Procès intenté aux réformés de Caen par le curé de Saint-Pierre (1680), pour leurs « petites escoles particulières, à porte fermée ». (Arch. Nat. TT. 317 A).

⁸ Gentilhomme protestant du Bessin. (Arch. hosp. de Bayeux, B. 117).

et rendit seul deux ou trois sentences décisives ¹. De guerre lasse, on accepta Bussy-Cornet ².

Par le seul fait de sa religion, tout réformé était à la merci de qui-conque avait intérêt à le perdre. Le 11 octobre 1670, une dénonciation anonyme fut envoyée au bailli du Cotentin ; « *un certain particulier* » de la R. P. R. avait proféré contre le roi des paroles de menaces. L'official de Coutances lança aussitôt un monitoire ordonnant, sous peine d'excommunication, à toute personne qui aurait connaissance du fait, de venir en témoigner. Trois mois s'écoulèrent ; l'accusation grandissait dans l'ombre. Le 12 janvier 1671, le lieutenant-criminel de Coutances cita les témoins, et voici ce que déposa l'un d'eux : « *J'entendis dire [à quelqu'un] qu'il avait ouï dire que le roi obligerait les Prét. Réformés à porter un bonnet rouge pour les distinguer des catholiques. Sur quoi, un protestant, André Yvelin, sieur de l'Yvelinière* ³, de la paroisse de Savigny, se serait écrié : Si Louis XIV rend un pareil édit, *il ne restera pas roi huit jours, et j'en trouverai bien les moyens !* » Sans plus tarder, on s'assura de la personne d'Yvelin ; le 13 Janvier, il entra à la prison royale de Coutances. « Tout saisi » de son « enlèvement », et malade de la fièvre, il dut répondre, séance tenante, à un premier interrogatoire, et le geôlier eut ordre « d'en faire bonne et seure garde, a peine de la vie ». Informations prises, il ne s'agissait que d'un propos en l'air, remontant à près de deux ans, et attesté par un seul témoin direct, ennemi personnel du jeune gentilhomme ⁴. Du reste, le 19 Février 1671, le bailli du Cotentin reçut du procureur de Gavray une lettre mettant en relief tout ce que l'affaire renfermait de « sinistre ⁵. »

¹ Arch. Nat. TT. 317 A. La pièce n'est pas datée ; mais l'incident a dû se passer entre 1671 et 1675 ; car Courtomer est encore commissaire en 1671 (Bibl. Prot., mss. *Norm.*, III, 102), et Chamillart occupa l'intendance de Caen jusqu'en 1675.

² Hâtons-nous d'ajouter que ce gentilhomme montra quelque indépendance. Il se prononce contre son collègue catholique : en 1678, dans un procès intenté à Fleury, ministre de Saint-Lô (E. Benoist, IV, 358) ; en 1680, dans le procès de l'église de Carentan (Voir ci-après, p. 196).

³ Un Jean Yvelin, sieur de l'Yvelinière, est parrain à Saint-Lô le 26 février 1647 (Arch. mun. Saint-Lô, Reg. prot.). — Le 20 janvier 1674, on inhume à Cerisy Marie Le Roy, âgée de 77 ans, veuve de feu sieur Yvelin de l'Yvelinière, écuyer, demeurant à Savigny. (Greffé de Coutances, Reg. de Cerisy).

⁴ Yvelin avait alors 36 ans.

⁵ Arch. Nat. TT. 246. — Le dossier ne contenant pas d'autres pièces, on ignore si André Yvelin fut relâché de suite. Mais il devait être en liberté le 6 déc. 1684 ; car, ce jour-là, il remet à l'hôpital-général de Saint-Lô les arrérages d'une rente donnée par son père à l'église réformée de Groucy. (Arch. Manche, G, *Réf.*).

Les ministres étaient plus particulièrement exposés à de pareilles dénonciations. Obligés d'éviter, dans leurs prêches *et ailleurs*, tous termes « injurieux et offensifs contre la Religion catholique ou l'Etat ¹ », ils se trouvèrent à la discrétion du clergé.

Dès 1664, le 2 Avril, Du Bosc avait été exilé à Châlons, par lettre de cachet, à propos d'un sermon sur la confession ². Selon le mot de Ruvigny, son mérite faisait tout son crime ³. « La cour, lui dit Turenne, est persuadée de votre innocence ; mais je crains bien que les Jésuites de Caen ne travaillent à vous faire changer d'église ; on n'en veut au berger que pour dissiper le troupeau ⁴. » Malgré l'intervention de Montausier, dont « l'exacte probité » ne se serait pas employée en faveur d'un coupable ⁵, ce fut seulement au bout de six mois (15 octob. 1664) que Louis XIV permit à « son cher et bien aimé M. Du Bosc » de revenir en Basse-Normandie ; « acte considérable, dit Legendre, de la justice et clémence du Roy ⁶. »

Les adversaires du pasteur n'avaient pas désarmé. Après ses deux sermons de Charenton sur *la censure et la condamnation des tièdes* (février-mars 1670), l'archevêque de Paris l'accusa d'avoir appelé le catholicisme « religion de Bélial », et le bruit courut qu'on allait encore l'exiler. Bien que le roi, dissipant ces alarmes, lui eût fait dire de « se mettre l'esprit en repos », sa situation, à Caen, n'en fut ni meilleure ni plus sûre. Il se sentait environné de délateurs ; il savait que l'évêque de Bayeux le faisait « épier » au temple du Bourg-l'Abbé. On lui prêtait des propos qu'il n'avait pas tenus ; un jésuite de la ville fit imprimer, sous son nom, un sermon où étaient « *fourrées* »

¹ Décl. de 1669, art. 5. (*Edits*, p. 15).

² Legendre, 365. — La Ferrière, *Norm. à l'étr.*, 378-379. — Beaurepaire, 35. — Cet exil de Du Bosc est antérieur de quatre années à son entretien avec Louis XIV. — Furent exilés en même temps que lui : à Cahors, le ministre de Castres ; à Perpignan, celui de Loudun (Legendre, 32-35).

³ Accusé, en 1651, d'avoir médité de l'Eglise romaine dans son *sermon sur la grâce*, il le fit imprimer tel qu'il l'avait prononcé (Caen, 1661) : « Quiconque lira cette pièce, dit-il dans le préambule, reconnoitra que j'ay esté bien éloigné de vouloir choquer ceux dont notre religion nous sépare, mais à qui d'autres liens nous attachent fortement »

⁴ Legendre, 32-35.

⁵ *Ibid.*, 358. — A Châlons, Du Bosc reçut le dernier soupir de son coreligionnaire Perrot d'Ablancourt (*Ibid.*, 37).

⁶ *Ibid.*, 43. — Rentré à Caen le 8 novembre, Du Bosc fut chaudement félicité. Mais « un accident tragique » troubla sa joie. Un gentilhomme catholique, pour fêter son retour, avait invité à dîner deux cordeliers qu'il savait être « bons frères ». Il tua l'un d'eux à force de le faire boire, et dit le lendemain à Du Bosc qu'il avait « immolé un moine à l'allégresse publique ». (*Ibid.*, 44, 45).

diverses choses contre la Vierge Marie¹. — Depuis 1666, ses collègues et lui avaient à leurs troupes un prédicateur spécial des controverses, le curé de Notre-Dame² de Caen, Hue de Launey (ou de Launé-Hue). C'était un petit homme, à figure mince, et qui avait de la faconde³. Plus courtois, mais aussi ergoteur que Véron, de la parole et de la plume il bataillait contre les ministres; il vous les harcelait de ses brochures⁴, que l'on distribuait à profusion sur la voie publique⁵. Le mardi 8 septembre 1671, Du Bosc avait prêché au temple du Bourg-l'Abbé, lorsqu'il fut arrêté, vers le soir, au coin de la rue de Geôle, par deux catholiques qui lui présentèrent un Nouveau Testament, cherchant à le convaincre d'erreur. La foule s'amassa, et le ministre eut bien de la peine à regagner son logis. Jean Guillebert, son jeune collègue, avait dit en chaire que le mot *transsubstantiation* était un « terme de pédant »; on le menaça de se plaindre « où il faudrait » (1671)⁶.

Alors qu'ils eussent dû concentrer leurs forces, les réformés de France étaient divisés, vers cette époque, par la question du *pajonisme*. Disciple d'Amyraut, mais accentuant les doctrines du maître⁷,

¹ Legendre, 44-47, 74-77. — Elie Benoist, IV, 152.

² Aujourd'hui : paroisse Saint-Sauveur.

³ Né à Coutances en 1638, docteur en Sorbonne, Hue de Launey prêcha, avec le P. Eudes, une mission à la cour. Il devint supérieur des Nouv. Cath. de Caen, vicaire-général et grand-pénitencier du diocèse de Bayeux. (Abbé Laffetay I, 11. — *Mém. pour l'hist. du dioc. de Bayeux*, I, 418 sqq.).

⁴ « *Avertissement à M. Morin... pour lui faire sçavoir ce que c'est que l'Eglise catholique* (1673). — *Lettre à M. Du Bosc sur la controverse de l'Eucharistie* (1677). — *L'impiété de Calvin cachée par M. Du Bosc* (1683), etc... (Cités dans le mss. in-f° 70, III, 201 sqq., de la Bibl. de Caen). — En 1679, Hue de Launey publie aussi une « *Relation de ce qui s'est passé au synode de Saint-Lô* », (17-24 sept. 1679). « Je n'y fus pas présent, dit-il, parce que nous n'avions pu sçavoir avec assurance si le synode se ferait dans cette ville ou ailleurs, tellement ces Messieurs cherchent les ténèbres » Quatre pasteurs y avaient prêché, dont E. Morin, de Caen, et Jacques Basnage, de Rouen, « ministre de conséquence dans la province ». Hue de Launey prétend prouver qu'ils ont « reconnu publiquement que l'Eglise romaine est la véritable Eglise ». — Bayle fait allusion à cet opuscule dans ses *Euv. div.* (IV, 577), et observe que Hue de Launey y traite J. Basnage « fort honnêtement ». — La Bibl. du Prot. en possède un exemplaire.

⁵ « Il me dit qu'il s'étonnait que je m'arrêtai à faire ces petits écrits qui courent par les rues ». (*Lettre de Hue de Launay sur sa conférence avec Samuel Basnage de Flottemanville, ministre de Vaucelles-Bayeux.* (Coll. Mancel, n° 824).

⁶ « Avis à MM. de la R. P. R. de Caen », par le P. Mauduit, 1671. Imprimé de 14 p., inséré dans le *Journal d'un bourgeois de Caen* (Bibl. Caen, mss. in-f° 104, f° 80-86).

⁷ Il essayait, en spécifiant les moyens d'action de la grâce, de faire une part plus large à la liberté. (Rébelliau, 26, n. 2).

Pajon avait formulé, en 1665, sur la prédestination et la grâce, un système diamétralement opposé à celui de Calvin. Comme ses partisans se multipliaient, Jurieu prit l'initiative d'une réunion de théologiens qui se tint à Paris, le 6 juillet 1677, au domicile de Du Bosc. Claude voulait accommoder les choses ; Du Bosc repoussa toute transaction, et rangea la majorité à son avis. Revenant en Normandie, il passa par Rouen, où se tenait alors le synode provincial (sept. 1677). Sur sa proposition, l'assemblée condamna Pajon, mais sans le nommer : « Ayant appris avec douleur que l'on répand çà et là de nouvelles opinions contraires à la Parole de Dieu, mais particulièrement au concours immédiat et présent de la Providence pour la conversion de l'homme,.. le synode enjoint aux consistoires de procéder... contre ceux qui enseignent les dites opinions ¹. »

Ces querelles intestines étaient d'autant plus regrettables, que de plus cruelles rigueurs se préparaient, et que les réformés allaient trouver, après la paix de Nimègue, « la ruine de leur repos au sein de la félicité publique ² ».

¹ Legendre, 96. — Chauffepié, t. III (art. Pajon). — *Fr. Prot.*, 1^{re} édit., VIII, 67-69, et 2^e édit., IV, 449.

² Legendre, 296.

CHAPITRE QUATRIÈME

REDOUBLEMENT DE LA PERSÉCUTION APRÈS LA PAIX DE NIMÈGUE. — LE DERNIER SYNODE DE NORMANDIE (1682)

La paix extérieure laissa Louis XIV libre de « s'appliquer tout entier ¹ » à la ruine du protestantisme.

Bien que les réformés fussent devenus, disaient-ils, « le mépris et le rebut du monde ² », il se trouvait encore des catholiques pour embrasser leur religion. À Caen, le consistoire enregistre *quatorze* conversions du 28 Nov. 1669 au 6 Oct. 1672 ³, et *trente-quatre*, « depuis le 2 mars 1673 ⁴ ». Cette dernière liste ne porte pas d'autre date ; mais elle a dû être close, au plus tard, en Juin 1680 ⁵. Donc, en onze ans (1669-80), *quarante-huit* catholiques, au moins, « apostasièrent » à Caen. Presque tous sont d'âge mûr (entre 18 et 45 ans). L'un d'eux, ayant témoigné son désir de se rallier à la religion réformée, « en a rendu, écrit le secrétaire, plusieurs raisons qui nous ont satisfait, tellement qu'il y fust reçu après avoir renoncé à la créance de l'Eglise romaine en ce qu'elle ne s'accorde a la parole de Dieu ; et a promis s'assuétir a la discipline qui est receue au milieu de nous ⁶ ». — A Saint-Pierre-sur Dives ⁷, se présente, le 17 Nov. 1675, Paul Garel, de

¹ E. Benoist, IV, 370.

² Bibl. Prot., mss, Norm., II, 52.

³ *Ibid.*, II, 157.

⁴ Arch. Calv., C. 1514.

⁵ Date où l'on interdit à tout catholique de se faire protestant.

⁶ Bibl. Prot., mss, Norm., II, 157.

⁷ On trouve aussi des abjurations de catholiques à Basly. (Arch. Calv. C. 1561).

Condé-sur-Noireau ; « depuis plusieurs années, il a reconnu des erreurs dans la religion romaine » ; il veut professer, à l'avenir, « la pure doctrine de l'Évangile,... hors laquelle il ne croit pas pouvoir faire son salut ». Huit jours après (24 Nov.), au même consistoire, André Froger, sieur d'Agnancourt, demande « instamment » son admission, « pour avoir le moyen de servir Dieu avec plus de pureté ¹. » — Il fallait « empêcher la continuation d'un si grand scandale » ; l'Edit de Juin 1680 ² fit défense de passer du catholicisme à la « R. P. R. »

Le clergé expliquait les conversions au protestantisme par les « largesses » des riches marchands étrangers établis en Normandie ³ ; les religieuses des *Nouvelles-Catholiques* trouvèrent tout naturel de recourir, pour leur propre usage, aux *raisons sonnantes*. En 1678, la supérieure de Rouen écrit : « Un peu de finances est le moyen infail-
lible pour convertir les peuples ⁴. » A Caen, une fille de Montsecret reçoit, à sa sortie, « deux escus » (1683). Une mère de famille est assistée « l'espace d'un mois », pendant son « instruction » ; convertie avec son mari et ses enfants, on lui donne encore, « pour ayder a payer ces debts » (*sic*) ⁵. — Aussi le nombre des abjurations s'accrut sensiblement. A Caen, dans les deux paroisses de Saint-Pierre et de Notre-Dame, on en inscrivit huit en 1680, dix en 1681, 32 en 1682 ⁶.

De ces « convertis », la plupart revenaient tôt ou tard à l'hérésie, et la supérieure de Caen s'indignait naïvement de les voir « ainsy relaps et de mauvaise foy et conduite » (1678). Une jeune fille, Marguerite Lamy, lui fut ramenée jusqu'à cinq fois (1673-78), pour être « confirmée » en la religion catholique ⁷. Contre les relaps, la peine

¹ *Ibid.*, B. Baill. Falaise, Reg. de Saint-Pierre-sur-Dives. (Voir *Pièce. justif.*, III). — Voir aussi, sur les garanties exigées, en général, des nouveaux protestants : de Félice, *Prot. d'autr.*, 230 sqq.

² *Edits*, 51.

³ E. Benoist, III, 383. — Voir aussi *Edits*, 52.

⁴ Arch. Seine-Inf. D. 535.

⁵ Arch. Calv. H. Nouv. cath., Reg. 1.

⁶ *Ibid.*, *liasse*, et Arch. mun. Caen, état civil cath., Saint-Pierre, 19^e reg. Sur 106 personnes qui abjurent à Saint-Pierre de 1664 à 1684, 46 seulement savent signer plus ou moins correctement. — Notons cependant une abjuration notable : celle de M^{me} de Vaussieu, née de Marcelet, à la chapelle de la Visitation de Caen, entre les mains de l'évêque de Bayeux (3 août 1681 ; Arch. Saint-Gabriel, GG.2). — A Fresne, près Tinchebray, le formulaire d'abjuration tient une grande page ; il énumère les croyances aux sept sacrements, à l'Eucharistie, etc. (Arch. de Fresne, ann. 1682).

⁷ Arch. Calv. H. Nouv. cath., Reg. 1.

du bannissement ne suffisait plus ; le roi y ajouta l'amende honorable et la confiscation, sans que ces peines pussent être censées comminatoires (13 mars 1679).

Du berceau à la tombe, le réseau des lois de persécution se resserrait, chaque jour plus implacable, autour des réformés.

En vertu de deux nouvelles déclarations (Novembre 1680-Juin 1681), les juges, consuls et échevins, ou, à leur défaut, les marguilliers des paroisses, eurent le droit d'aller visiter les malades protestants, et d'appeler à leur chevet des ecclésiastiques, avec défense aux parents de s'y opposer. Il en résulta des scènes odieuses. A Caen, une véritable bataille s'engagea, autour du lit de mort d'une dame Descostils-Brisset, entre réformés d'une part, prêtres et magistrats de l'autre, et ceux-ci finirent par rester maîtres du cadavre (Janvier 1681) ¹.

Une déclaration du 20 février 1680, interdisant « à ceux de la R. P. R. », sous prétexte qu'ils ne pouvaient ondoyer les nouveau-nés, toutes fonctions d'accoucheur ou d'accoucheuse, provoqua de si nombreuses plaintes, qu'on ne put l'exécuter à la lettre, et que Letellier permit à Du Bosc de l'enfreindre pour une de ses filles ².

Bien plus « sensible » fut la « plaie » produite par la déclaration du 17 juin 1681. Les enfants étaient autorisés à se convertir dès l'âge de *sept ans*, « auquel, disait le préambule, ils sont capables de raison et de choix dans une matière aussi importante que celle de leur salut ³. »

Les couvents primitifs ne suffisaient plus. Le 23 juin 1681, fut ouverte à Saint-Lô une succursale des *Nouvelles-Catholiques*, sous la direction d'une religieuse venue de Paris (Martine Berruyer). Pour cette fondation, le roi avait « aumosné » une somme de 1.500 livres ⁴. L'immeuble où logèrent les sœurs était situé « entre la rue de Beauregard au Midy et la rue du Bercail au Nord, la petite rue de Beauregard à l'Ouest et la place du Marché aux bêtes à cornes à l'Est ⁵. » On n'y admit jamais que des filles. — A Caen, fut aménagée, en 1682, rue de l'Odon, une maison spéciale de *Nouveaux-Catholiques*, qui passa plus tard (1698) sous la direction des *Nou-*

¹ *Edits*, 68, 91. — E. Benoist, IV, 425-426.

² *Edits*, 49-51. — Legendre, 112, 316.

³ *Edits*, 88.

⁴ Arch. Manche, H, Nouv. cath., *liasse*. — La chapelle de la maison fut inaugurée le 6 mars 1688. (*Ibid.*).

⁵ Arch. Calv. C. 1644.

*velles-Catholiques*¹. — Dès 1678, ces religieuses agrandirent leur établissement de la rue Guilbert par l'achat d'une maison contiguë². Elles avaient reçu, de 1662 à 1673, 96 filles (huit par année, en moyenne). Après la déclaration de 1681, elles purent en inscrire 24 en 1682, 25 en 1683³.

Du Bosc s'était élevé avec force contre cette loi. « La nature, disait-il, gémit de voir ôter les enfants du sein à qui elle les a donnez... Il est inouï, jusqu'à présent, parmi les chrétiens, et dans toutes les nations du monde, qu'on ait limité à *sept ans* la puissance paternelle!... La religion catholique sera bien honorée de recevoir des conversions à sept ans! » Puis il prédisait « les tristes et fâcheuses suites d'une loi si dure » : le désespoir des pères et des mères⁴, la fuite forcée de plusieurs familles hors du royaume⁵, et surtout, la discorde inévitable entre les parents et leurs enfants⁶.

Voici, en effet, ce qu'on lit à la suite de plusieurs noms, sur le premier registre des N.-C. de Caen : « Chassée par ses parents pour avoir contribué à la conversion de son frère », — ou : « rentrée pour éviter les persécutions de sa mère⁷. » — En décembre 1683, entre une fillette de 14 ans, Marie Tullon. Avant de quitter sa mère, née Jeanne Garnier, elle lui a dérobé 4.000 livres. C'est bien un vol, car l'abbé de Saint-Martin, à qui elle a confié la somme, s'est empressé

¹ Beaujour, 368.

² Arch. Calv. H, Nouv. cath., Reg. 1 bis.

³ *Ibid.*, Reg. 1. — Ce qui était action louable chez un catholique devenait crime chez un réformé. Vers la fin de 1679, le curé du Mesnil-Tôve avait enlevé et caché dans son presbytère le fils bâtard d'une servante du marquis de Fontenay. Le marquis ayant repris l'enfant (2 mars 1639), l'évêque d'Avranches lança un monitoire à propos de ce « forfait ». (Arch. Nat. TT. 450).

Bientôt une déclar. royale, du 31 janvier 1682, porta que tous les enfants bâtards de la R. P. R. seraient élevés dans la religion du roi, leur « *père commun* ». (*Edits*, 107).

⁴ En sept. 1683, la supérieure de Saint-Lô écrit sur son livre de dépenses : « Payé 5 liv. 2 s. pour les frais du procès que nous avons été obligées de poursuivre contre la mère de Suzanne d'Allain, qui fit des insultes, jetant des pierres dans nostre chapelle, et cassa les vitres de ladite chapelle ». (Arch. Manche, H. Nouv. cath., liv. des dépenses, 1681-89).

⁵ Deux bourgeois protestants de Caen, Pierre Poullain, orfèvre, et Matthieu Lenoble, embarqués avec leurs enfants à Ouistreham, le 1^{er} août 1681, sur un vaisseau hollandais, allèrent se réfugier à Amsterdam. Une des filles de Pierre Poullain épousa Jean-François Montbrun, commissaire des guerres du roi Charles XII. De ce mariage naquit Joseph-Gabriel Montbrun, qui était, vers 1749, recteur de la paroisse anglicane de Saint-Ouen, à Jersey. (Arch. Nat. TT. 449; et Bibl. Prot., mss., extraits des papiers de Lambeth-Palace).

⁶ Legendre, 286-294.

⁷ Arch. Calv. H, Nouv. cath., reg. 1.

de tout rendre à Jeanne Garnier. Quelque temps après, celle-ci épouse en secondes noces un sieur Samuel Hamon, qui est donné comme tuteur à l'enfant. Le 27 juin 1684, Marie Tullon réclame en justice un autre tuteur. « *Ladite Garnier*, ma mère, dit-elle, s'est remariée en haine de ma conversion, et pour me ruiner au profit de son second mari ! » Le procureur du roi appuie la requête en ces termes : « Jeanne Garnier a déclaré que, si sa fille entrait à la Propagation, elle y deviendrait p....¹ et serait à la fin publique ! En donnant raison à sa fille, on secondera les intentions du roi, protecteur de tous ceux qui, « esclairez de la grace de l'esprit, se convertissent à la religion catholique. » Et l'arrêt du Parlement de Rouen confirme ces conclusions, favorables à une fille qui a volé sa mère² !

Aux lois destructives de la famille correspondit la démolition d'un grand nombre de temples. Depuis la paix de Nimègue, le conseil avait entrepris de « vuidier » les « partages » relatifs aux églises. Chaque diocèse avait envoyé à Paris ses syndics ; les consistoires menacés chargèrent Du Bosc « de poursuivre les intérêts de leur subsistance³. » Malgré les efforts du ministre, la chicane eut trop souvent raison du bon droit, et beaucoup d'exercices de possession furent « assassinés⁴ » : en 1679, *Groucy* et *Le Chefresne* (13 novembre) ; *Colombières* et *Sainte-Honorine* (27 novembre) ; *Basly* (11 déc.) ; *Les Essarts* (18 décembre) ; — en 1680 : *Sainte-Mère-Eglise*, *Vire* et *Fresne* (31 Mai) ; *Condé-sur-Noireau* et *Vaucelles-Bayeux* (16 Déc.) ; — en 1681 : *les Veys*, *Géfosse* et *Cricqueville* (20 Janvier)⁵.

Le conseil du roi, si dur aux petites églises, épargna, au contraire, les grands troupeaux. Il conserva *Saint-Lô* après un débat de deux jours (Oct. 1679)⁶, et rendit, le 2 Février 1681, un arrêt qui sauvait *Caen*. Elie Benoist donne une explication assez plausible de cette clémence inusitée. « On avait alors intérêt, dit-il, à ménager l'Angleterre. L'Eglise de *Caen* brillait d'un vif éclat ; elle était à peu de distance des îles Anglo-Normandes. La justice qu'on lui rendait

¹ Le mot est en toutes lettres dans l'original.

² Arch. mun. Caen, GG (*Réf.*). — Nous retrouverons Marie Tullon à propos du second procès du temple de Caen.

³ Consist. de Basly, délib. du 19 mars 1679, (Arch. Calv. C. 1561). — Le 26 mars 1673, le consist. de Saint-Pierre-sur-Dives décide d'écrire à Du Bosc pour le prier de lui « continuer ses soins », au moment du « jugement » des églises. (*Ibid.*, B. Baill. Falaise, Reg. de Saint-Pierre-sur-Dives).

⁴ Legendre, 79.

⁵ E. Benoist, IV, 374, 397.

⁶ Legendre, 106.

pouvait faire croire qu'il en était de même dans le reste du pays ». Quoi qu'il en soit, l'allégresse des réformés de Caen fut « inénarrable », et Du Bosc traduisit, en termes enthousiastes, « l'émotion véhémement » de leurs cœurs (23 mars 1681) ¹.

« Notre bien propre, ajoutait-il, nous appelle à la joie ; mais le mal de nos frères nous appelle à la douleur et aux larmes. Venez contempler... ces pauvres chrétiens, accablez de douleur sous les pierres de leurs bastimens sacrez ². » Par ce qui eut lieu à Basly, on peut juger quelle fut « cette affliction » des troupeaux dont Louis XIV ruinait les bergeries.

L'arrêt ordonnant la destruction du temple de Basly avait été rendu le 11 Déc. 1679. Avant même qu'il leur fût signifié, tous les fidèles, leur ministre Binet en tête, tous soupirant ou pleurant, se mirent en devoir de l'exécuter ³. Les uns démolissaient l'édifice, les autres emportaient « à pleines charettes » les matériaux (23 Janv. 1680). Des catholiques désiraient sonner « le trepasement du presche », et « carillonner un petit en faveur de la bonne feste » ; l'abbé Marcel, curé de la paroisse, s'y opposa. Il était bon homme, et ne voulait pas insulter au malheur. Mais, pour être discrète, sa joie n'en fut pas moins vive. « Il est bas tout de bon, écrivit-il, ce prétendu temple de nos Reformez !... Maintenant on en peut bien dire : *Cecidit, cecidit Babylon !* On nous a fait cette justice, d'oster enfin ce vieux scandale qui n'avait que trop duré ! » Et le curé dédia à son évêque sa triomphante « histoire de la suppression du presche de Basly ⁴. »

Des deux exercices de bailliage du Cotentin, le conseil du roi avait conservé *Gavray* ; pour *Carentan*, il chargea les commissaires de l'Edit, Méliand ⁵ et Bussy-Cornet, de vérifier si le culte y avait été célébré, sans interruption et régulièrement, pendant les douze dernières années. « Mauvais prétexte pour condamner ! » dit Legendre ⁶. Vainement les réformés établirent que Carentan avait été desservi

¹ *Bull. du Prot.*, XXXIX, 580-582 et 617.

² *Ibid.*, 581.

³ A Sainte-Mère-Eglise, comme à Basly, le temple fut abattu par les réformés eux-mêmes (*Bull. du Prot.*, XXXVI, 648). C'était peut-être une clause de l'arrêt de démolition. (V. *Edits*, 111, temple d'Argentat, *dioc. de Tulle*). — A Condé-sur-Noireau, ce fut Robline, curé de Saint-Germain-du-Crioult, qui arracha la première pierre du temple des Iles. (Abbé Barette, *hist. de Condé* ; Condé, 1844, — p. 46).

⁴ D'où nous avons tiré les détails ci-dessus. (Bibl. Nat. L^d 176, n° 397).

⁵ Intendant de Caen de 1677 à 1684.

⁶ *Vie de Du Bosc*, 103.

d'une façon continue, depuis 1667, par des ministres des environs ; le syndic du clergé objecta qu'il était défendu à tout ministre de prêcher hors de sa résidence ¹, « se réservant de faire les poursuites contre lesdits ministres qui disoient avoir presché audit lieu de Carentan, et ceux des synodes qui leur auroient ordonné de le faire ². » Les commissaires s'étant partagés, un arrêt du 24 Février 1681 supprima définitivement Carentan ³.

Pour les églises de fief, au contraire, ce fut, en général, l'avis du commissaire protestant qui prévalut. Ainsi surnagèrent, dans le Cotentin, *Glatigny* et *Cerisy*. Qu'on eût voulu faire oublier, par quelques actes de justice, tant de sentences injustes, ou que Montausier eût intercédé en faveur du seigneur de Cerisy, son ami, ces arrêts décidaient deux points de droit : même avec un fief ne relevant pas du prince, et un droit d'exercice acquis depuis l'Edit, le seigneur réformé pouvait faire prêcher dans son château ⁴, à condition toutefois d'y établir son domicile principal ⁵.

Ainsi, à la veille de la Révocation, les exercices de fief redevenaient ce qu'ils avaient été au xvi^e siècle : des églises de secours ou de refuge. Recueillant ses coreligionnaires de Sainte-Mère-Eglise, dont le temple avait été démoli, Jacques Antoine de Saint-Simon, marquis de Courtomer, déclara aux magistrats de Carentan qu'il entendait faire célébrer le culte « en sa maison située sur son fief de haubert appelé de Sainte-Mère-Eglise », où lui et sa famille auraient leur demeure ordinaire (1^{er} Octobre 1680) ⁶.

L'exemple pouvait être contagieux ; on s'en plaignit dans un mémoire anonyme et sans date, mais qui est assurément de l'époque, et trahit une origine ecclésiastique. « La conversion des huguenots de Normandie, écrit l'auteur, est d'aussi grande conséquence que celle de ceux du Poitou, et autant importante à l'Etat et à l'Eglise... On a déjà fait quelque chose qui peut beaucoup y contribuer : la démolition des temples qu'on a abbattus depuis peu a jetté ces huguenots

¹ Interprétation judaïque de la Décl. du 1^{er} fév. 1669, art. 13. (*Edits*, 16).

² Arch. Nat. TT. 317 A.

³ Bibl. Nat., *Arrêts du conseil*, F. 3444.

⁴ E. Benoist, IV, 386-387. — Legendre, 106, 107.

⁵ Arrêt du 13 juillet 1682, interdisant au sieur de la Mézangère, conseiller au Parlement de Rouen, de faire prêcher sur sa terre de la Mézangère, parce qu'il n'y est pas domicilié. (*Edits*, 117, 118).

⁶ *Bull. du Prot.*, XXXVI, 648, et Arch. Manche, G, *Réf.* — Des difficultés durent être soulevées, car *Sainte-Mère-Eglise* ne figure pas sur la liste du synode de 1682, et cette assemblée mit à la disposition des réformés de Niort son ministre Jacques Misson. (*Fr. Prot.*, 1^{re} éd., VII, 426).

dans une grande consternation... [Mais] il faut remédier à un autre mal :... les gentilshommes huguenots voisins des lieux qu'on a démolis font faire le presche chez eux,... et ceux qui s'assembloient dans les temples ne se trouvent guère incommodés, à cause de la quantité de noblesse qu'il y a en Normandie. Il est donc d'une grande importance *pour tout le clergé*... de faire *expliquer* par le roy cet article de l'Edit qui concerne les gentilshommes hauts-justiciers... [On pourra] les réduire à ne faire faire le presche que pour eux et leurs familles ¹... Si on leur disputait leur qualité, (et il n'y a guère de noblesse qu'on ne puisse contredire), beaucoup, plutôt que d'estre déclarés roturiers, quitteroient la prétention de faire prescher chez eux... On devra défendre aux ministres de fief de figurer aux synodes, comme on défend au chapelain d'un gentilhomme de se trouver *au synode de l'évesque* ². »

Les églises de fief, telles que Glatigny et Cerisy, purent cependant se faire représenter au synode provincial de Quevilly, près Rouen (2 septembre 1682), le dernier qu'aient tenu, avant la Révocation, les réformés Normands.

Une déclaration du 10 oct. 1679 avait ôté aux églises « ce qui leur restait de moyens de se maintenir par l'ordre et la correspondance » ; elle interdisait de recevoir aux synodes les ministres des exercices supprimés, et d'y traiter d'autres affaires que celles de pure discipline ; elle faisait surveiller ces assemblées par un commissaire royal catholique, adjoint au commissaire protestant ³.

Le Synode de Quevilly s'ouvrit donc en présence de deux commissaires : le marquis de Heucourt, réformé, et Tierceville, gouverneur de Dieppe, catholique. « Nous n'avons garde de nous en plaindre, s'écria Du Bosc ⁴ ; au lieu d'un témoin, nous en aurons deux de notre parfaite innocence » ! Puis, s'adressant à Tierceville : « Nous espérons de vous, Monsieur, dit-il, que vous nous rendrez ce témoignage d'avoir reconnu en nous des cœurs vraiment français ⁵. » Et pour prouver « l'ardeur et sincérité de son zèle », la compagnie ordonne « de publiques actions de grâces » pour « l'heureuse naissance de Monseigneur le Duc de Bourgogne ⁶. »

¹ D'où la déclaration du 4 sept. 1684 (*Edits*, 167).

² Arch. Nat. TT. 267.

³ E. Benoist, IV. 376. — *Edits*, 42.

⁴ Il présida, comme *modérateur*, le synode de 1682, dont E. Benoist fut secrétaire.

⁵ Bibl. Nat. mss. fr. 7057, f^os 65-66.

⁶ Né le 6 août 1682.

Mais le commissaire catholique a des instructions formelles. Sur son ordre, on efface, dans les actes du synode précédent, les mots de *pasteurs* et d'*églises*, pour y substituer ceux de *ministres* et de *troupeaux* ou *consistoires*.

En 1675, 53 églises étaient mentionnées ; en 1682, il n'en reste que 35, dont 15 ¹, au lieu de 27, pour la Basse Normandie. — Cormeray n'envoie ni ministre ni ancien, « à cause de sa faiblesse ». — Plusieurs ministres des églises condamnées sont obligés de quitter la province ; la compagnie leur permet, « quoique avec douleur, de s'attacher où la Providence de Dieu les adressera ». — Le départ des pasteurs ne saurait autoriser l'indifférence des fidèles ; ceux qui ont vu supprimer leurs temples « ne demeureront pas vagabonds », mais choisiront « les lieux où ils prétendent se ranger », pour y entendre les prédications et y recevoir la communion ². — Sur la proposition de Fleury, ministre à Saint-Lô, on engage chaque pasteur « à travailler sérieusement », sans se laisser distraire des devoirs de sa charge par les malheurs du temps.

La plus étroite solidarité devrait unir tous ces frères, que menace un péril commun. Et pourtant, hélas ! l'égoïsme se fait encore jour. Les fidèles de Basly, n'ayant plus de temple, ont demandé asile à leurs voisins de Bernières, longtemps réunis à eux, et pourvus, depuis 1676, d'un ministre particulier. Ils ont rencontré des exigences inattendues : Benjamin Binet, leur pasteur, devait céder le pas à Jemblin, pasteur de Bernières, et lui abandonner une partie de son traitement ! « Contristés » d'une attitude aussi peu chrétienne, ils ont décidé de s'en plaindre au synode, « comme d'une dureté inouïe et sans exemple » (21 Janvier 1680) ³. Tout s'est arrangé, il est vrai, par le départ de Jemblin (Janvier 1681) ⁴. — Mais, à Trévières, Samuel de Brais, l'ancien pasteur de Condé, travaille, depuis plus

¹ Saint-Lô, Gavray, Fontenay, Ducé, Cormeray, Glatigny, Cerisy. — Caen, Saint-Vaast, Bernières, Trévières. — Falaise, Saint-Pierre-sur-Dives, Saint-Sylvain, La Gautherye (Athis).

² C'est ainsi que les réformés de Condé et du Bocage se rallièrent à l'église de Falaise, où 140 baptêmes furent célébrés, en 1683, par Jacques Cairon, successeur, en 1682, du ministre David de la Noë. (Arch. Calv. B. Baill. de Falaise: Reg. prot. de Falaise).

³ *Ibid.*, C. 1561.

⁴ A partir de janvier 1681, le nom de Binet figure seul sur les registres de Bernières. (*Ibid.*, C. 1563). — « Jemblin se retira » (Déclaration de Lesens, ancien trésorier du consistoire de Basly, 29 nov. 1681. — *Ibid.*, B. Baill. Caen, Police, 1682-85).

d'un an ¹, à déposséder le ministre du lieu, Jean Cartault. Il s'est fait des partisans, qui viennent intriguer pour lui au synode. Rejetant leur demande comme « injuste », l'assemblée maintient Cartault à Trévières, car c'est « un bon serviteur de Dieu », qui, depuis vingt-cinq ans, s'acquitte fidèlement de ses fonctions. Etienne Morin, ministre de Caen, se rendra à Trévières « pour travailler à réconcilier les esprits ²... Et pour ce qui est du sieur de Brais, toute l'assemblée, scandalisée de ses procédés,... lui [adresse] de graves censures qui auraient été accompagnées de la suspension pour un temps, s'il n'avait été recherché par MM. d'Alençon. »

Or, quelques mois après (2 avril 1683), les syndics du clergé, mettant d'accord les deux contestants, allaient faire frapper d'une amende, et Samuel de Brais, pour avoir été prêcher à Trévières, et Jean Cartault, pour ne pas s'y être opposé ³ !

Avant de se séparer, le synode, « voyant que la main de Dieu est toujours présente » sur les troupeaux, et que « cette redoutable colère est allumée par la continuation des péchés » de tous, décide qu'il sera célébré un jeûne, dans toute la province, le 1^{er} Novembre 1682. « Et parce que jusqu'à présent ces exercices n'ont pas produit tout [leur] effet, ce qui est une preuve certaine que le corps a jeûné sans que la conscience ait été purifiée, il faudra briser les cœurs et les offrir à Dieu contrits et abattus ⁴. »

Tel est le dernier acte collectif des églises réformées de Normandie : une pénitence extraordinaire envers Dieu, qui frappe par le bras du roi. Le repentir est également recommandé aux fidèles « privés du Saint Ministère » : « Si Dieu, leur dit-on, a permis la démolition de vos temples, et les blasphèmes de nos ennemis qui ont crié : *Où est leur Dieu ? où est-il maintenant* ⁵ ? c'est que vous négligiez de fréquenter les assemblées. S'il a permis qu'on vous enlève vos enfants,... c'est que vous les laissiez sans instruction ; il vous a voulu forcer a leur

¹ Du 8 avril 1681 au 20 janvier 1682, S. de Brais dessert l'église de Trévières, en même temps que Jean Cartault. (Greffé de Bayeux, Reg. prot. de Trévières).

² Le 8 nov. 1682, un baptême est célébré à Trévières par E. Morin, « envoyé audit lieu par le sinode ». (*Ibid.*).

³ Arch. Nat. TT. 267. — Bibl. Prot. mss. Norm., III, 79 sqq. — E. Benoist, IV, 622-624. — Déjà, au mois de juillet 1682, Gédéon Richer, seigneur de Cerisy, avait été poursuivi comme ayant ouvert son temple à David de Brémoy, « cy devant ministre de Groucy ». (Arch. Nat. TT. 246).

⁴ Les actes du synode (Arch. Nat. TT. 258) ont été publiés en partie par MM. de Schickler (*Bull. du Prot.*, XXX, 460-464), Laforgue (*Du Bosc* 52, sqq.), P. Pascal (*E. Benoist*, p. 69), Bordier (*Fr. Prot.*, 2^e éd., III, 793).

⁵ Psaum. CXV, 2. — Joël, II, 17.

faire succer la religion avec le lait... O Dieu, quand cette main levée qui nous bat si rudement nous accablerait..., nous n'aurions pas lieu de nous plaindre ; tu satisferois à ta justice ! ¹ »

C'est aussi la note dominante des sermons prononcés par Du Bosc dans ces jours d'alarmes continuelles. Il faut souffrir avec patience tous les coups de « la verge divine ». Au moment où va disparaître le peu qui reste de l'Edit, les réformés redoublent leurs prières, et lèvent plus haut « l'enseigne de la repentance » ; ils semblent vouloir « forcer le ciel et ravir sa grâce, par la sainte violence d'une dévotion ranimée ². »

¹ P. 29, 47, 78, 79 et 89 de « *la pratique chrétienne pour les fidèles qui sont privés du Saint-Ministère* », s. l. n. d., 286 pages. — Ce livre doit être contemporain de la déclaration du 17 juin 1681, car on lit à la page 78 : « Vous n'ignorez pas qu'à l'âge de sept ans vous pouvez perdre vos enfans ». La Bibl. du Consistoire de Caen en possède un exemplaire, sur lequel, au recto du dernier feuillet en blanc, est transcrite à la main une « prière ordinaire du chrétien », qui se trouve à la page 130, et qui commence ainsi : « O Dieu, je te recommande ma famille ! Bénis-la des bénédictions du ciel d'en haut et des bénédictions de la terre d'en bas ! »

² Cité par Vinet, *Préd. prot.*, 445-451.

CHAPITRE CINQUIÈME

L'AVERTISSEMENT PASTORAL. — DÉMOLITION DES DERNIERS TEMPLES. —
LA CURÉE DES BIENS DES CONSISTOIRES (1682-85).

L'assemblée du clergé de 1682 avait clos sa session, le 23 juin, en demandant au roi de nouvelles lois contre l'hérésie ¹. Elle feignit cependant de vouloir adresser aux réformés un suprême appel pacifique, et publia, le 2 juillet 1682, son *Avertissement pastoral*.

On connaît ce document. Au début, ce ne sont que termes de tendresse et d'affection. L'église catholique, cette « véritable mère », pleure et gémit sur des enfants ingrats qui ont déchiré ses entrailles. — Puis le ton change : « Pourquoi vous êtes-vous séparés de nous ? Justifiez, si vous le pouvez, devant Dieu le Père, la honte et l'infamie d'une séparation si criminelle ! — Mais notre grand Prince veut encore essayer de vous ramener. Ecoutez avec des cœurs de frères cet avertissement. — Sinon, vous devez vous attendre à des malheurs incomparablement plus épouvantables et plus funestes ! »

Par ordre de Louis XIV, l'*avertissement* devait être signifié à tous les consistoires. On commença par celui de Charenton (20 sept. 1682). Claude répondit que les réformés ne reconnaissaient à l'Eglise catholique aucun droit sur leurs consciences ². Les pasteurs de Basse-Normandie allaient tenir un langage aussi ferme.

C'est le 16 mai 1683 que l'abbé Hue de Launey, vicaire-général de

¹ *Revue des Deux-Mondes*, 1880, IV, 653.
France Prot., 2^e éd., IV, 455-456.

Bayeux, se présenta, au nom du roi et du clergé, devant le consistoire de Caen. Il avait avec lui l'intendant Morangis ¹, le curé de Notre-Dame, official, et le curé de Saint-Pierre. Il vanta « l'autorité de ce Roy vraiment grand en toutes choses, grand en l'art de régner, grand en ses lumières, grand dans sa justice..., mais encore bien plus grand dans sa piété et sa religion.... Ecoutez, dit-il, les vœux de ce très illustre Prélat que Dieu a donné à ce diocèse, Prélat irrépréhensible dans ses mœurs, Prélat éclairé..., Prélat qui consacrerait ses biens et sa vie pour vous ramener au bercail ». — Du Bosc, s'adressant à l'intendant, répondit : « Monseigneur, on voit écrites sur la principale porte de notre temple ces paroles apostoliques : *Craignez Dieu, honorez le Roy* ; mais elles sont bien mieux gravées dans nos cœurs... S. M. nous accorde dans ses Etats la liberté de conscience, et nous sommes persuadés qu'elle trouvera bon qu'en luy rendant religieusement ce qui luy est dû, nous réservions au Roy des Rois ce que nous croyons luy appartenir, et ainsi, nous serons également fidèles à César et à Dieu. . L'avertissement de MM. du clergé, qui est public depuis fort longtemps, ne nous fait pas changer de résolution. Nous avons été fort surpris d'y avoir trouvé... des reproches et des noms injurieux que nous ne croyons pas avoir mérités, et des menaces qui nous semblent plus propres à effrayer qu'à instruire ». — Hue de Launey accusa Du Bosc d'avoir « rebuté, avec le dernier mépris », une « obligeante invitation, toute pleine de l'esprit de l'Evangile » ; mais l'affaire n'eut pas de suites ².

A *Bernières*, Hue de Launey compara l'avertissement au Saint-Esprit. « C'est, dit-il, non seulement comme une de ces langues de feu qui descendirent un jour sur les apôtres, mais comme un composé d'autant de langues de ce feu divin qu'il y a de catholiques dans le royaume ». — « Nos pères, répondit le ministre Binet, ne se sont pas séparés, comme les donatistes, pour des fautes personnelles et pour le dérèglement des mœurs, mais pour des doctrines et des cultes... que nous jugeons incompatibles avec les révélations des Saintes-Ecritures » (6 juin 1683) ³.

A *Cormeray*, l'official d'Avranches, Bertrand de la Pigannière, s'exprima en ces termes (3 octobre) : « Notre prince... emploie les remon-

¹ Barillon de Morangis, fils du président Barillon, mort à Pignerol victime de Mazarin ; frère de Barillon, ambassadeur de France en Angleterre ; fut intendant d'Alençon (1677-83), puis de Caen (1683-86). (*Bull. du Prot.*, XL, 562).

² *Bull. du Prot.*, XXXIX, 618-620.

³ Arch. Nat. TT. 330.

frances et les prières, mais avec tant de bonté et de douceur, qu'on n'en peut pas dire ce qu'on dit des prières des rois, qu'elles sont armées et qu'elles forcent ¹. »

A Gavray, Pierre Le Rossignol, syndic de Coutances, déclara venir « avec des paroles de paix », au nom de l'évêque, « cet ange de paix, ce père de paix » (4 juillet). « Nous avons écouté, lui répliqua Jean Tirel ², cette lettre que vous appelez pastorale... Vous nous y accusez de schisme et d'hérésie, et sur ce prétexte dont vous voulez estre crus sans preuves, vous nous faites nostre procez et nous exhortez ensuite à quitter nostre religion... Vous nous demandez une chose sur laquelle il nous est impossible de vous satisfaire ³. »

Sous des dehors conciliants, l'avertissement n'était qu'une dernière sommation. Les réformés refusaient de s'y rendre ; ils furent assaillis avec plus de fureur que jamais.

Au mois de mars 1683, avait paru un édit qu'Elie Benoist ⁴ qualifie de *terrible*. A l'interdiction du ministère, prononcée, en octobre 1679 et juin 1680, contre les pasteurs qui recevraient des catholiques à abjurer, ou laisseraient entrer, dans les temples, des catholiques ou des relaps, on ajoutait l'amende honorable et le bannissement perpétuel hors du royaume. Une déclaration de février 1685, avec effet rétroactif jusqu'en 1680, décida, en outre, que les temples seraient démolis. — Mais, comme il était « utile » à la religion catholique que des gens « sçavans en icelle » pussent aller surveiller le langage des ministres, ordre fut donné (22 mai 1683) de leur réserver, dans chaque temple, « un lieu marqué ⁵. »

Découragés au premier instant, les réformés résolurent de tenir quand même et jusqu'au bout. Ils s'entourèrent de minutieuses précautions. A Caen, le consistoire préposa des anciens aux deux portes des rues de Bretagne et de Bayeux, pour interdire l'entrée du lieu de culte à toute personne suspecte. Il invita les femmes à venir communier « les coeifes levées et le visage découvert », pour être reconnues plus facilement ⁶. A Saint-Lô, les portes ne furent pas gardées ; mais, à chaque service, on conjura les fidèles de faire la police

¹ *Ibid.*, TT. 246.

² D'abord ministre du Chefresne, puis de Gavray, à partir de sept. 1682 (*Fr. Prot.*, 1^{re} éd., IX, 388).

³ Arch. Nat. TT. 317 B.

⁴ IV, 597.

⁵ *Edits*, 51, 133, 137, 184.

⁶ *Bull. du Prot.*, XXXIX, 624.

autour d'eux. En même temps, on avertissait les catholiques et relaps d'avoir à se retirer, le consistoire voulant obéir au roi ¹.

Alors les juges locaux usèrent de voies obliques. C'est ainsi qu'une basse vengeance de famille amena le second procès du temple de Caen.

François Viel, magistrat très peu recommandable du bailliage d'Argentan, détestait un de ses parents, Pierre Boulay, sieur de Vaux. Ce Pierre Boulay, né catholique, et converti à la Réforme en 1678, avait épousé une protestante en 1683. Ignorant sa conversion antérieure, Viel l'accusa d'avoir contrevénu aux édits de juin et novembre 1680. Et comme les bans du mariage avaient été publiés à Caen, ce fut un excellent prétexte pour décréter d'ajournement personnel Du Bosc et le lecteur Guillaume Morin. Du Bosc produisit un registre établissant que Boulay avait embrassé le protestantisme dès le 21 juillet 1678. Viel objecta que ce registre n'était pas en forme. Il fit courir le ministre, en plein hiver, de villes en bourgs et de bourgs en villages. La conclusion de toutes ces tracasseries fut l'interdiction du culte à Caen, et la fermeture du temple du Bourg-l'Abbé (18 déc. 1684).

Les ministres en appelèrent au Parlement de Normandie. Magistrat d'Argentan, Viel n'avait pas compétence pour juger l'église de Caen. Le 10 janvier 1685, le Parlement lui fit défense de passer outre.

Du Bosc et ses collègues se croyaient libres. Vain espoir ! Pour les retenir prisonniers à Rouen, on voulut à toute force qu'ils eussent laissé entrer, en 1683, des relaps dans leur temple ².

Des trois personnes désignées comme relapses, une seule leur était connue : Elisabeth Vautier. Cette femme n'avait abjuré le calvinisme en 1664 que pour y revenir presque aussitôt. En outre, depuis 1679, elle s'était abstenue de prendre part à la Cène. Mais, au lieu de l'appeler, on cita trois jeunes filles qui parlaient d'elle. Entrées depuis peu aux Nouvelles-Catholiques, elles y avaient abjuré. L'une, Marie Tullon, avait volé sa mère ³ ; l'autre était servante chez les sœurs ; la troisième était la propre fille d'Elisabeth Vautier. On dicta à ces trois « fillettes » des dépositions mensongères et pleines d'invéctives. Voilà ce que le procureur-général Leguerchois appelait

¹ E. Benoist, IV, 605.

² Le 26 janvier 1685, Marillac, intendant de Rouen, informe le contrôleur général qu'il y a eu « quelque chagrin » parmi les marchands protestants de cette ville, « sur ce que l'on pousse des ministres de Caen ». (*Corr. des Contr. gén.*, I, 156).

³ V. *supra*, p. 193.

« une grande affaire de religion ! » Voilà ce qui l'obligeait, malgré les représentations de Montausier, à poursuivre Du Bosc « en toute rigueur ! » Procédure tellement inique, que Legendre ne peut se résoudre, dit-il, à en « salir le papier ! » Procédure qui révoltait même les conseillers ecclésiastiques du Parlement, et, de leur propre aveu, les couvrait de honte¹ !

Le dénouement, qui ne le devine ?

Par un arrêt du 6 juin 1685, où Elisabeth Vautier ne fut même pas nommée, — tant il est vrai qu'elle n'avait été qu'un moyen ! — Du Bosc, Etienne Morin et Guillebert furent solidairement condamnés à 400 livres d'amende, interdits de leurs fonctions, bannis à vingt lieues de Caen. Leur temple dut être rasé jusqu'au sol. Du Bosc en avait plaidé la cause d'une façon si touchante, qu'il tira, dit-on, des larmes de ses juges².

Pour détruire *Saint-Lô*, on allégua, outre le grief si commode des relaps, l'emploi, sur les registres consistoriaux, de « termes injurieux » pour la religion catholique. L'un des trois pasteurs de l'église, Pierre d'Arthenay, était « décédé pendant l'instruction³. » Contre les deux autres, Louis Fleury et Jean Jembelin, le bailli du Cotentin, à la requête des syndics du diocèse, avait prononcé l'interdiction du ministère dans la province, et le bannissement à dix lieues de Saint-Lô (22 mars). Aggravant cette sentence, le Parlement (2 juin) les bannit à vingt lieues, leur défendit d'exercer dans le royaume, et leur infligea 100 livres d'amende. L'arrêt fut lu à l'audience du présidial de Saint-Lô le 16 juin, et « le presche demoly » dès le 18 ; sur son emplacement, se dressa une croix « de carreau du Gast, haute de 20 pieds⁴. »

Aux dernières églises de campagne, furent appliqués d'autres édits ou déclarations ; l'arsenal en était inépuisable, il n'y avait qu'à choisir.

Pendant quelques semaines, la petite congrégation de *Saint-Vaast*, près Tilly-sur-Seulles, avait recueilli, dans la pauvre grange où

¹ Notamment : les abbés Brétel de Grémonville, Dutot-Ferrare et d'Argouges. (Legendre, *Du Bosc*, 69, et *Perséc. de Rouen*, 19, 58).

² *Bull. du Prot.*, XXXIX, 620-627.

³ Arch. mun. de Saint-Lô, Reg. prot., 31 janv. 1685.

⁴ Arch. Manche, G, *Réf.* — Elie Benoist, V, 771, 772. — Selon Delalande (p. 240), le procès-verbal de démolition aurait été enfermé dans le coq surmontant la tour méridionale de Notre-Dame de Saint-Lô. En réparant ce coq il y a quelques années, on a constaté, nous dit-on, la disparition du document, — si tant est qu'il y ait jamais été placé.

elle s'assemblait, les fidèles privés de leurs temples. Ils y venaient de Caen, de Vire, de Bayeux, même de Saint-Lô et de Coutances. Ils arrivaient la veille du dimanche, par tous les temps, campaient autour du lieu de culte, et veillaient en chantant des psaumes. Pour légitimer ces réunions ¹, le ministre Jacques Tirel passait la nuit dans sa chaire, préparant le sermon du lendemain. C'est à Saint-Waast que les réformés Bas-Normands avaient, pour la dernière fois, célébré en commun les fêtes de Noël, avec jeûne rigoureux, larmes et prières. Une lettre anonyme les avait aussitôt dénoncés (30 déc. 1684) ; on souhaitait que « ce méchant trou » leur fût interdit, pour les empêcher de « lever les cornes dans ces quartiers ². » Or, une déclaration toute récente (26 déc. 1684) ³ supprimait l'exercice public dans les localités où il y aurait moins de dix familles protestantes. Comme le village proprement dit de Saint-Waast ne renfermait aucun calviniste, le présidial de Caen y prohiba l'exercice du culte réformé (3 février 1685) ⁴.

Un arrêt du conseil du 17 mai 1683 ⁵ enjoignait aux pasteurs de fixer leur résidence à six lieues au moins des temples démolis. Comme Benjamin Binet, « *cy devant ministre* » ⁶ de Basly, avait continué d'habiter à une lieue de cette paroisse, dans le village de Cresserons, pour pouvoir desservir sa nouvelle église de *Bernières*, le présidial de Caen lui défendit de résider « plus près dudit Basly que de six lieues ; *et au moyen desdites deffenses* » le culte réformé fut interdit à Bernières (12 janvier 1683) ⁷.

À *Falaise* (janvier 1683), à *Gavray* (mai 1683), l'emprisonnement du pasteur entraîna la fermeture du temple ⁸.

L'arrêt du conseil du 4 septembre 1684 ⁹ restreignait le droit d'exercice aux fiefs érigés avant l'Edit ; il fit tomber *Glatigny*, *Cerisy*, etc...

¹ Une déclar. du 25 juin 1684 défendait de s'assembler hors la présence d'un ministre. (*Edits*, 151).

² *Bull. du Prot.*, XXXIX, 622.

³ *Edits*, 176.

⁴ Arch. Calv. B. Baill. Caen, *Police*, 1682-85.

⁵ *Edits*, 136.

⁶ On voit que les formules révolutionnaires sont antérieures à la Révolution.

⁷ Arch. Nat. TT. 330. — Arch. Calv. B. Baill. Caen, *Police*, 1682-85.

⁸ Jean Tirel, de Gavray, fut emprisonné pour n'avoir pu représenter les titres des legs faits au Chefresne, son ancienne église ; Jacques Cairon, de Falaise, le fut à propos d'un sermon. (*Fr. Prot.*, 1^{re} édit., IX, 383 ; — et 2^e édit., III, 450). Les registres de Falaise s'arrêtent au 1^{er} janvier 1685. (Arch. Calv. B. Baill. Falaise).

⁹ *Edits*, 164.

Furent enfin supprimés purement et simplement : *Cormeray*, par sentence du lieutenant général d'Avranches¹; *Trévières* et *Saint-Sylvain*, par arrêts du conseil².

Quelques anciens essayaient de remplacer les ministres; on les poursuivit en justice. A Bernières, Jacques Caignard, « cy-devant lecteur », eut à payer 10 livres d'amende pour avoir fait des prières au lit de mort de la femme de Jacques Gast, tavernier (20 juin 1685)³. — A Saint-Lô, Samson de Cahanel, « cy-devant ancien », et le sieur des Longschamps-Bosquet, secondés par une institutrice, Esther Lemenuet, avaient tenu chez eux des réunions religieuses; le procureur du roi instruisit leur procès (oct.-nov. 1685)⁴.

Mais comment baptiserait-on les enfants? Louis XIV y pourvut en étendant successivement à tout le royaume une mesure adoptée dès 1683 pour Montauban. Certains pasteurs furent chargés spécialement des baptêmes, avec défense de prêcher ou de marier⁵. L'intendant Morangis désigna : pour Caen, Henry Morin, fils de l'orientaliste Etienne (9 janvier 1685)⁶; pour Saint-Lô, d'abord les pasteurs de l'église, Jemblin et Fleury; puis, après leur condamnation (22 mars), un sieur Guérard, « cy-devant ministre » de Glatigny⁷. Les baptêmes se firent soit à l'hôtel de ville, soit dans des maisons particulières, en présence du lieutenant général et du procureur du roi au bailiage, d'un ecclésiastique et d'un marguillier⁸. A Caen et à Saint-Lô, leur nombre est plus élevé en 1685 que l'année précédente : 110 et 60, au lieu de 94 et 30. C'est que les malheureux parents accouraient des points les plus éloignés. A Saint-Lô, il en vint de Geffosse, du Che-

¹ Delalande, 241.

² Laffetay, I, 70, 71.

³ Arch. Calv. B. Baill. Caen, *Police*, 1685-87.

⁴ Arch. mun. de Saint-Lô, Reg. cath. de Notre-Dame, 1683-87, *in fine*.

⁵ Anguez, *Etat civil*, 24. — Félice, *Mer*, 100.

⁶ On lit sur un des regist. de Police du Baill. de Caen, à la date du 15 sept. 1685 : « Et comme ledit Henry Morin est du nombre des cinq enfants [d'Etienne] qui peuvent sortir du royaume, et qu'il est attaché dans le pays par une commission de M. l'intendant en date du 9 janvier., pour baptiser les enfants de ceux de la R. P. R. à Caen... » (Arch. Calv. B.).

⁷ Le dernier baptême célébré au temple de Saint-Lô est du 14 novembre 1684. Hors du temple, Fleury et Jemblin baptisent jusqu'au 22 mars, et Guérard, du 22 mars au 4 octobre 1685 (Reg. prot. de Saint-Lô).

⁸ Le ministre Cartault, de Trévières, chargé d'une mission semblable pour le Bessin (23 février 1685), alla, de village en village, célébrer les baptêmes à domicile, sous l'œil du curé, du vicaire et du marguillier. Ainsi, le 4 mars, il est à Estreham; le 16, à Saint-Pierre-du-Mont; le 20 mai, à Longueville; le 14 juin, à Maisy. Son dernier baptême est du 12 juillet. (Greffé de Bayeux, Reg. prot. de Trévières, ann. 1685).

fresne, de Saint-Denis-le-Gast, même de Sourdeval et de Valognes. A Caen, Morin baptisa, le 27 février, une petite fille née à Anneville-en-Saire (Cotentin). C'était en plein hiver, l'enfant avait *deux jours*, et l'on comptait « vingt-trois lieues » d'Anneville à Caen ! — L'humiliante mission des ministres « baptiseurs » prit fin avec l'édit de Révocation, qui enjoignit aux pères et mères (art. 8) de faire baptiser leurs enfants par les curés¹.

Aux pasteurs interdits, il ne restait plus qu'à prendre le chemin du Refuge.

Dès le 15 avril, les « bourgeois-maitres » de Rotterdam avaient offert un asile au « très-cher, très-savant et très-craignant Dieu le sieur Pierre Du Bosc ». Telle était sa réputation, qu'il se vit sollicité, au même instant, par l'Angleterre et le Danemark. Un bénéfice lui était offert, sur la recommandation de son ami le chevalier Chardin², par l'évêque anglican de Londres; il refusa, jugeant superflu de s'astreindre à une nouvelle consécration. La reine de Danemark, épouse calviniste d'un roi luthérien, « le souhaitait passionnément »; mais il redoutait « les grands froids » du pays. Il se décida pour la Hollande, et choisit Rotterdam, « à cause de la piété de ses habitants » (7 juin)³. Un brevet royal du 18 juin⁴ lui permit « de vendre son bien et de se retirer ensuite avec sa femme et ses deux filles ». Rentré à Caen le dimanche 1^{er} juillet pour mettre ordre à ses affaires, il quitta définitivement cette ville huit jours après⁵, emportant les regrets de nombreux catholiques⁶.

On n'avait pas attendu son départ pour exécuter, contre le temple de Bourg-l'Abbé, l'arrêt du Parlement. Le 25 juin, la populace fut lâchée dans le cimetière qui entourait l'édifice. Mille indignités furent commises. On déterra les morts, dont quelques-uns (horreur !)

¹ *Edits*, 243, 244. — *Bull. du Prot.*, XXXIX, 622-623, et Arch. mun. de Saint-Lô, Reg. prot. de 1685.

² C'est le célèbre voyageur, réfugié à Londres en 1681 pour cause de religion, et créé chevalier par Charles II.

³ Legendre, *Du Bosc*, 144, et 434-436.

⁴ V. *Pièce. justif.*, VII. — Des brevets analogues furent donnés aux ministres Guillebert (4 juillet), B. Binet (11 août) et Et. Morin (15 sept.). (Arch. Calv. B. Baill. Caen, *Police*, 1682-87.

⁵ « Acte de ce que le sieur Du Bosc a déclaré estre arrivé le dimanche 1^{er} juillet à Caen à midy; il y séjournera jusqu'au dimanche prochain, pour en partir à la même heure ». (Baill. Caen, *Police*, juillet 1685).

⁶ Legendre exagère sans doute, lorsqu'il parle (p. 133) des *bénédictions* et des *larmes* du peuple catholique. En tous cas, c'est par erreur qu'il signale, dans cette foule, « le curé de la cathédrale ». — A moins qu'il n'ait voulu parler du curé de la *principale église* de Caen, ou de la cathédrale de Bayeux.

n'étaient inhumés que depuis six ou sept mois. Crânes et ossements servirent, dit-on, à jouer aux boules.

Mais la démolition se fit lentement et méthodiquement. D'après l'arrêt du 6 juin, les matériaux devaient être partagés entre l'Hôpital-général, l'Hôtel-Dieu et les Nouvelles-Catholiques. Le 1^{er} juillet, deux entrepreneurs de Caen s'engagèrent, moyennant 340 livres, à faire disparaître l'édifice en 24 jours ¹. Les bois et charpentes furent « désassemblés avec précaution, et sans dommage », puis rangés dans la cour de l'Hôpital-général ; ils allaient servir, en 1690, à construire l'église de cet établissement ².

Aux hôpitaux de Caen, revint encore, par sentence du bailliage (14 février 1685), le produit de la vente des « prêches » de Bernières et de Saint-Vaast ; ce dernier fut adjugé au prix de 215 livres ³.

A Saint-Lô, les matériaux du temple, évalués à 3.000 livres, furent ainsi répartis : un tiers aux Nouvelles-Catholiques, et deux tiers à l'Hôpital, qui reçut, en outre, une « vieille bible française in-folio ayant servi à faire la lecture dans le presche, un tapis vert de serge forte à frange d'une aune et demie de long, une petite égoïère (*sic*) et trois coupes d'argent ⁴, pesant quatre marcs six onces », et dont la vente produisit 152 livres ⁵.

A Ducé, les religieuses de la Providence furent gratifiées du « prêche » de ce bourg (mars 1689) ⁶. — A Condé-sur-Noireau, l'église Saint-Sauveur eut, pour sa part de butin, deux cloches venant, l'une du temple de Fresne, l'autre du temple des Iles, abattus en 1680 ⁷.

¹ Tant que dura le travail, les bourgeois restèrent en armes, car on craignait un soulèvement des protestants. Mais l'abbé Marcel, curé de Basly, atteste qu'ils supportèrent, « avec autant de soumission que de patience, cette opération véritablement *un peu forte* ». Ils se contentèrent de prier : « Seigneur, dirent-ils, y eut-il jamais affliction pareille à la nostre ! Nous n'avons plus de temple ; nos assemblées sont dissipées, nos pasteurs interdits et bannis... Nous nous oublierons plutôt nous-mêmes, que d'oublier que l'ennemy triomphe sur les ruines de ta maison ; car [nous sommes] affectionnés à la poussière et aux pierres de ses murailles ! » (*Bull. du Prot.*, XXXIX, 627-628).

² *Ibid.* — « On y voit les mêmes pilliers de pierre, et au-dessus les mêmes tribunes en bois. La cloche de l'hôpital est aussi celle du presche ». (Bibl. de Caen, mss. in-4° 156, f° 136 v°).

³ E. Travers, p. 16.

⁴ Le tapis ornait probablement la chaire ; l'aiguïère et les coupes servaient pour la Cène.

⁵ Arch. Manche, G, *Réf.* — Arch. hosp. de Saint-Lô, H, 62, E. 5 et 247.

⁶ *Mém.* de Foucault, p. 253.

⁷ Arch. mun. de Condé, état civil cath., ann. 1613-58, *préface*. — « *L'on acheta des protestants, écrit M. l'abbé Huet, les cloches des temples des Iles et de Fresne* » (*Hist. de Condé*, 234).

Les cimetières furent donnés : ceux de Caen, à l'Hôpital-général et aux Pauvres-Renfermés ¹ ; ceux de Périers et de Noyers, à l'Hôtel-Dieu de Caen ² (1691-95), etc...

Ce furent aussi les hôpitaux qui recueillirent les rentes des consistoires ³. A Caen, l'Hôpital-général, l'Hôtel-Dieu et les Pauvres-Renfermés se partagèrent, par tiers, celles de *Caen*, *Bernières* et *Saint-Vaast* (18 novembre 1685) ⁴. A Bayeux, l'Hôpital-général et l'Hôtel-Dieu eurent chacun la moitié de celles de *Vaucelles* et de *Trévières* (30 septembre, 7 octobre 1684) ⁵. Celles de *Sainte-Mère-Eglise* furent données à l'Hôpital-général de Carentan ; celles de *Cormeray*, à l'Hôpital de la Charité de Pontorsón ; celles du *Chefresne*, à l'Hôpital de Torigny ⁶.

Accrus d'année en année, depuis un siècle, par la piété des fidèles, ces biens avaient une valeur considérable. Les revenus de Saint-Lô, en dehors des legs aux pauvres, étaient de plus de 2.000 livres ⁷. Les dix consistoires de Caen, Basly-Bernières, Saint-Vaast, Saint-Sylvain, Moulines, Bayeux, Trévières, Geffosse, Sainte-Mère-Eglise et Gavray, réunissaient 6.504 livres de rentes, dont 2.202 pour Caen, et 1.114 pour Bayeux. En 1686, le reliquat du compte présenté par Michel Carbonnel, ancien trésorier de l'église de Caen, atteignait le chiffre de 21.466 livres ⁸.

Une telle aubaine ne put être partagée sans donner lieu à des contestations, soit de la part des particuliers, soit entre les divers établissements bénéficiaires.

¹ Beaujour, 327.

² Arch. mun. de Caen, Reg. de la ville, LXXVII, f° 169, et LXXVIII, f° 3. — Certaines dénominations locales conservent, de nos jours, le souvenir des temples et cimetières disparus. A Saint-Vaast, on connaît encore *la fontaine du prêche, le bois, le pré, le champ huguenot*. (E. Travers, 16, 17). — A Cerisy-la-Salle, un vieux chemin conduit de la *chaire au diable* au *cimetière des huguenots*. Au vieux manoir de Glatigny, on montre la chapelle qui servait de prêche. A Morville, se trouve un champ appelé *cimetière des huguenots*, avec une chaire en maçonnerie, dressée en plein air. (*Annuaire de la Manche*, ann. 1833, 1855 et 1859, *passim*). — A la Bazoque, il y a le *parc aux huguenots*, ancien cimetière des Thesart, seigneurs des Essarts, qui avaient embrassé la Réforme dès 1562. (*Communiqué par M. A. Bénét*). — A Plumetot, il y a un *clos huguenot*, etc.

³ Déclar. du 15 janvier 1683 et du 21 août 1684. (*Edits*, 128, 155).

⁴ Beaujour, 322-325.

⁵ Béziers, 176, 177. — Arch. hosp. Bayeux, B. 4, 114, 117, 119.

⁶ Arch. de la Manche, G, *Réf.* — du Calv., C. 1524. — Arch. Nat. O¹ 511.

⁷ Arch. Manche, G, *Réf.*

⁸ Bibl. Nat. L^d 176, n° 583, — Beaujour. 325-328.

Lorsqu'on distribua aux deux hôpitaux de Bayeux les rentes de Vaucelles, quelques gentilshommes protestants, Louis de Bussy-Cornet, Jean Meslin de Campigny, Jacques du Vivier de Crouay, représentèrent que l'un des deux pasteurs de Vaucelles, Antoine Basnage ¹, avait abandonné sa charge un an avant la suppression du temple. Les rentes qu'ils avaient constituées pour l'entretenir s'étant, par suite, trouvées sans objet, ils demandaient à les recouvrer. — « Voilà une outrecuidante prétention ! répliqua le procureur du roi. La déclaration de 1683 n'est-elle pas conçue en termes positifs et généraux ? Du reste, le sieur de Campigny a dit dans sa requête qu'il avait fait ses libéralités « *pour l'entretien du service divin* ». C'est un outrage à la religion catholique, passible d'au moins 50 livres d'amende ! » — Le croirait-on ? Les juges de Bayeux, non contents d'éconduire les réclamants, retinrent le soi-disant délit d'outrages ; il est vrai qu'ils réduisirent l'amende à dix livres (7 octobre 1684) ².

Ailleurs, on vit d'anciens réformés se prévaloir de leur abjuration pour revendiquer des biens cédés aux consistoires par eux-mêmes ou leurs proches. Ainsi, Jacques Antoine de Saint-Simon, marquis de Courtomer, sollicitant la restitution d'une maison qu'il avait donnée pour loger le ministre de Sainte-Mère-Eglise, représenta qu'il était « revenu » depuis peu à la religion catholique (28 mars 1686) ³.

Quant aux procès entre hôpitaux, le chancelier Letellier avait déclaré, devant l'évêque de Coutances, que le roi « ne vouloit point les souffrir ⁴. » Or, il y en eut autant et peut-être plus que d'hôpitaux. A Caen, l'Hôtel-Dieu et l'Hôpital-général se réclamèrent de la déclaration d'août 1684 pour écarter les Nouvelles-Catholiques du partage des matériaux du temple ; les Pauvres-Renfermés l'invoquèrent pour y être admis, et l'intendant Morangis dut imposer une transaction (13 novembre 1685) ⁵. Carentan obtint gain de cause contre Bayeux à propos des rentes de Geffosse et de Sainte-Mère-Eglise ; mais ce procès était à peine terminé, que survint un troisième larron, l'hô-

¹ Père de Samuel Basnage de Flottemanville.

² Arch. hosp. de Bayeux, B, 117.

³ Arch. Manche, G, *Réf.* — En 1695, Jeanne de Caumont-La Force, femme séparée de Claude-Antoine de Saint-Simon, marquis de Courtomer, obtient du Roi diverses rentes consistoriales, dont 250 données à Sainte-Mère-Eglise par feu Jean-Antoine de Saint-Simon. (Arch. Nat. TT, 118).

⁴ Lettre de l'évêque à Pesnen, avocat du roi à Carentan, 4 sept. 1685. (Arch. Manche, G, *Réf.*)

⁵ Beaujour, 318-325.

pital de *Valognes* (1685) ¹. *Caen* s'était adjudé des rentes destinées à l'entretien de proposants « tant pour la classe du Cotentin que pour celle de *Caen* » ; *Saint-Lô* réclama, et cette contestation durait encore en 1690 ². Chacun tirait à soi pour avoir un morceau ; ce fut une véritable curée.

¹ Arch. Manche, G, *Réf.*

² *Ibid.*, et Arch. mun. de *Caen*, Reg. de la ville, LXXVI, f° 76 v°.

CHAPITRE SIXIÈME

L'ÉDIT DE RÉVOCATION. — LES LOGEMENTS MILITAIRES.

STATUE DE LOUIS XIV A CAEN

Les temples étaient abattus, leurs biens confisqués, les ministres en exil. L'Edit de Révocation, publié à Caen le 24 octobre 1685¹, défendit aux réformés « de plus s'assembler », pour l'exercice de leur religion, « en aucun lieu ou maison particulière ». Mais en attendant qu'il plût à Dieu de les éclairer comme leurs frères déjà convertis, ils pourraient demeurer dans le royaume, « y continuer leur commerce, et jouir de leurs biens, sans pouvoir être troublés ni empêchés sous le prétexte de ladite R. P. R.². »

« Peut-on rien voir, dit Bayle, de plus précis et de plus clair, ni qui promette plus solennellement la liberté de conscience³ ? Néanmoins, dans le tems même que l'Edit se publia, il y avait des villes où les dragons fourrageaient ; et, fort peu après, Rouen, Dieppe, Caen et toute la Normandie ont souffert des logemens de soldats, qui ont forcé tout le monde ou à s'enfuir, ou à signer⁴. »

¹ « Edit portant révocation de celluy de Nantes... , publié en cette jurisdiction le 24^e jour d'octobre dernier. » (Arch. Calv. B, Baill. de Caen, *Police*, à la date du 6 février 1686).

² *Edits*, 242-245.

³ Ranke dit à ce sujet (V, 173) : « On vit aussitôt ce qu'on avait déjà vu sous la Ligue, que cette distinction entre la liberté de conscience que l'on tolérât et l'exercice de la religion qu'on défendait ne pouvait se maintenir longtemps, et que tout le monde serait forcé de se convertir. »

⁴ *Ce qu'est la France toute catholique...* (*Œuv. div.*, II, 345).

Vainement les réformés de Normandie s'étaient flattés qu'on exempterait de troupes leur riche province; ils eurent à endurer « tout ce qu'on peut inventer de plus terrible, hors la mort ». Le 25 octobre 1685, entrèrent à Rouen, l'épée à la main, « comme dans une ville prise d'assaut », les cuirassiers du marquis de Choiseul-Beaupré¹. A Saint-Lô, la femme et les enfants de Samson de Cahanel avaient résisté, pendant six semaines, à 40 garnisaires; on leur expédia 99 cuirassiers, qui achevèrent de tout briser et saccager. Alors M^{me} de Cahanel et deux de ses filles « firent réunion². » — Chez le seigneur de Cerisy, s'abattirent 80 dragons; l'un d'eux voulut faire violence à la douairière, « femme d'âge et dē vertu³. »

A Caen, l'intendant Morangis avait d'abord employé, contre les réformés, « les taxes d'office ». Le 4 octobre, il écrivit que, malgré « les bons résultats » de ces taxes, on ne pouvait espérer une conversion générale que de l'arrivée des troupes⁴. »

Un mois après, le 5 novembre, à dix heures du matin, les principaux réformés furent convoqués à l'Hôtel-de-Ville. Le lieutenant-général les pressa d'embrasser la religion catholique « suivant les ordres du Roy », et leur fit lire un formulaire « dressé pour cet effect ». Comme ils demandaient du temps, on leur donna jusqu'au lendemain, huit heures du matin. Vingt-deux heures de délai! Quelle clémence! Mairillac n'en avait laissé que deux aux Rouennais⁵.

Le lendemain, 6 novembre, « plusieurs » bourgeois de la religion signèrent le formulaire; plusieurs, c'est-à-dire, fort peu.

Alors, le 8 novembre, furent exhibés les ordres relatifs aux troupes dont Louis XIV entendait faire « charger considérablement » les

¹ D. de Bostaquet, *Mém.*, 39, et 96-100. — Dans une lettre signée de sa main Louis XIV écrit, le 21 octobre 1685, au marquis de Beuvron, gouverneur de Rouen : « Ayant résolu de tenter *tous moyens* pour porter les religionnaires de Rouen à se convertir..., j'ay faict expliquer bien particulièrement au marquis de Beaupré la manière dont je desire qu'il en use a cet esgard. » (Arch. Ch. Harcourt, 142).

² Ravaisson, VIII, 432. — Après son abjuration, M^{me} de Cahanel était rentrée en possession d'une de ses terres. Elle la fit ensemençer pour avoir de quoi subsister. « Mais les mêmes juges qui la lui avaient accordée la lui retirèrent aussitôt », et elle ne put obtenir, en une année, qu'une « provision » de cent écus, dont le recouvrement lui coûta plus de 200 livres. A bout de ressources, elle dut vendre sa vaisselle d'argent, ses nippes, et disperser ses cinq enfants chez divers parents. (Ravaisson, *ibid.*.)

³ E. Benoist, V, 892.

⁴ *Corr. des Contr. gén.*, I, 211 note.

⁵ Floquet, VI, 150.

religionnaires de Caen et de Bayeux ¹. Il lâchait sur eux « le Régiment d'infanterie du Roy ». Sur 48 compagnies, Bayeux en aurait 16, et Caen 32, c'est-à-dire, 1600 hommes et 60 officiers.

Les soldats entrèrent à Caen le 13 novembre, par la rue de Paris. Leur colonel, M. de Montchevreuil, fut installé à l'hôtel du Grand-Cheval ². Ils allaient occuper la ville près de cinq mois (jusqu'au 5 avril 1686) ³.

La plupart étaient de vrais bandits à la livrée du roi. De nombreux crimes de droit commun, homicides ou vols, qu'ils commirent pendant leur séjour, leur valurent des condamnations à trois ans de galères et plus ⁴.

Qu'on juge de leurs excès sur des infortunés qu'ils avaient toute liberté de traiter « fort licencieusement » ! L'ancien lecteur de l'église, Guillaume Morin, « fort honnête homme et fort homme de bien », fut si cruellement tourmenté qu'il en devint fou ⁵. Samuel Lesueur de Colleville conservait en manuscrit, de son aïeul Samuel Bochart, 35 ou 40 dissertations « d'une érudition singulière », dont il se proposait de « faire part au public » ⁶; la soldatesque dispersa aux quatre vents ces précieux papiers ⁷. — On ne respectait pas même le droit des gens. Le négociant anglais Daniel, établi à Caen, *et non naturalisé*, ayant refusé d'abjurer, vit sa maison envahie par cinquante soldats; « il signa aussitôt ». (14 janv. 1686) ⁸.

Bon nombre de réformés avaient pris la fuite; on se vengea sur leurs biens. Trente-huit fantassins furent logés chez divers hôteliers

¹ Louvois écrit à Morangis (16 novembre) : « L'intention du Roy est que vous vous serviez du Régiment du Roy, pour, *en chargeant considérablement* les religionnaires, obliger ceux de Caen et de Bayeux à changer de religion. » (*Bull. du Prot.*, XXXIV, 597).

² Arch. Calv. B. Baill. Caen, *Police*, 23 février 1686. — Cet hôtel avait été confisqué sur Robert Moisan de Brioux, alors réfugié en Hollande. (Beaujour, 362). En 1689, il devint maison de ville. (Foucault, *Mém.*, 308).

³ Beauj. 361, 362, d'après Reg. de la ville, LXXIV, f^{os} 81 sqq.

⁴ Arch. Calv. B. Baill. Caen, Chambre criminelle, ann. 1685-86, *passim*.

⁵ *Bull. du Prot.*, XXXIV, 615.

⁶ *Journal des Savants*, 1^{er} juin 1682, p. 112.

⁷ « L'on réimprime les ouvrages de M. Bochart. M. Morin s'est chargé [de ce soin]... M. de Colleville, qui avait 35 ou 40 dissertations, n'en fournit pas une seule, il dit que tout a été perdu quand les dragons ont été chez lui ». (Lettre de de M^{me} de Tilly à Huet, juillet 1690; voir *Pièce justif.*, VI) — Samuel Lesueur en retrouva néanmoins quelques-unes. (Voir ci-après IV, 4).

⁸ Weiss, *Réfugiés*, I, 95, et Arch. mun. Caen, Etat civil cath., 19^e reg. de Saint-Pierre, à la date du 14 janvier 1686. — « *Tout calme* dans un si grand mouvement... », disait alors Bossuet, en parlant de la Révocation. (*Or. fun. de Letellier*, 25 janvier 1686).

ou cabaretiers, à raison de 15 à 20 sols par jour et par tête, aux frais du réfugié Daniel Garnier, et la dépense, arrêtée le 23 février 1686, monta à 2820 livres ¹. Le prévôt Bourgongne et le lieutenant Chamlay, nourris, à l'auberge de l'*Aigle d'or*, sur les revenus d'un autre réfugié, Néel de la Bouillonnière, gendre du pasteur Du Bosc, firent une ripaille de 900 livres ² en deux mois ³.

Entre temps, l'œuvre des conversions était menée au pas de charge. Dans les premiers jours de novembre, le curé de Saint-Pierre en avait reçu 39. Le 12, ce chiffre monte à 91 ; le 13 (jour de l'entrée des soldats), à 144. Au total, du 12 au 30 novembre, huit paroisses enregistrèrent environ 1100 abjurations, dont 475 pour Saint-Pierre ⁴, la plupart inscrites en bloc et sans signatures.

Détail piquant : plusieurs convertisseurs avaient eux-mêmes besoin d'être convertis. De décembre 1685 à avril 1686, 22 fantassins du régiment du roi, originaires du Vivarais, ou de « Montaubain », ou de Sarlat en « Périgot », ou de « Saint-Maissan » en Poitou, abjurèrent à Saint-Pierre de Caen ou à Saint-Malo de Bayeux. En récompense, ils reçurent chacun deux louis de l'intendant Morangis ⁵.

Des escouades de missionnaires bottés durent être réparties dans les villages ; car, à la campagne comme à la ville, et presque au même moment, on se convertit en masse. Le 17 novembre, devant le curé de *Vieux-Fumé*, se présentent Thomas Le Bourgeois, sa femme et sa fille ; « et a promis ledit Le Bourgeois faire aussi abjurer trois de ses enfants, au plus tost, en les retirant du service où ils sont chez des personnes de la R. P. R. » ⁶ — Le même jour, à *Bourguébus*, abjurèrent 10 paysans, suivis, le 28, du seigneur du lieu, Jacques Lecoq de la Poterie ⁷. — A *Saint-Aignan de Cramensnil*, 14 convertis, parmi

¹ Arch. Calv. B. Baill. Caen, *Police*, ann. 1685-87.

² Près de 6.000 francs de notre monnaie.

³ *Orig.* Arch. Nat. TT. 459. — Publié par le *Bull. du Prot.* (II, 479 sqq. et 580 sqq.), et par Beaujour (362-364). — Le 5 décembre 1685, « l'addition » du souper, pour le prévôt seul, monte à 13 l. 4 s., savoir :

3 pots de vin..... 3 l. 12 s.

2 poulets, 1 canard, 2 pigeons, 4 cailles, 2 bécassines,

12 alouettes..... 5 l. 10 s., etc.

⁴ Arch. mun. Caen, Etat civil cath., ann. 1685-86. — Il y avait alors à Caen 12 paroisses. Nous n'avons pu trouver les listes d'abjuration de Saint-Jean, Saint-Nicolas, Saint-Georges-du-Château et Sainte-Paix. — Un registre de Saint-Nicolas (Arch. Calv. G) ne commence que le 31 mars 1686.

⁵ Arch. mun. Caen, 19^e reg. de Saint-Pierre, -- et Arch. mun. de Bayeux, reg. de la par. Saint-Malo, 1685-86.

⁶ Arch. de Vieux-Fumé, GG 2 et 3.

⁷ Arch. de Bourguébus, GG 3.

lesquels, le 12 décembre, Michel Daumesnil, écuyer, sieur de Brétteville, et Pierre Daumesnil, sieur de Boisdaine; leurs femmes, Anne Bochart et Marie Costard, ne cèdent qu'un mois après, le 13 janvier 1686¹. — A *Beuville*, 50 convertis le 12 novembre²; — à *Bernières*, 40, dont François Moisant de Brieux, « escuier, seigneur de Bernières à cause de son fief de la Luzerne », et « noble dame » Madeleine Lesens, sa femme³. — A *Biéville*, du 13 au 30 novembre, abjurent « l'hérésie calviniane » : Jacques de Baillehache, chevalier, seigneur du lieu, époux de Marie Bochart; Joachim de Baillehache, écuyer, sieur de la Vallée; Suzanne de Baillehache, veuve de Gabriel de Frotté, chevalier, seigneur de Couterne⁴, etc....

A *Condé-sur-Noireau*, où l'évêque Nesmond et l'intendant Morangis, intervenant en personne, n'avaient obtenu, le 8 août 1685, que cinq abjurations⁵, cent quarante-cinq réformés, sans compter les enfants, se font inscrire en deux jours (10 et 11 novembre)⁶.

Il en est de même dans tout le Bocage. A *Proussy*, le 11 novembre, dix convertis : cinq hommes et cinq *femelles* (*sic*), dont Samuel Radulph de la Rivière et ses deux filles⁷. — A *Ronfeugerai*, le 14 Déc., dix convertis, dont cinq ne savent signer⁸. — A *Fresne*, à *Athis*, on les enregistre par fournées de trente à soixante; misérables troupeaux traînés à l'église sous le sabre!⁹

Dans le Bessin, abjurent : à *Aignerville* (Nov.) : Paul de la Voirie, seigneur du lieu; les sieurs Cornet de la Bretonnière, du Fresmont, etc...¹⁰; — à *Deux-Jumeaux*, Guillaume d'Agneaux et Jacques Hue, sieur de Longueville : — à *Maisy*, Marguerite de Guillebert et

¹ Arch. de Saint-Aignan-de-Cramesnil, GG 1.

² Arch. de Beuville, GG 1.

³ Arch. de Bernières, GG 2. — François Moisant de Brieux et Madeleine Lesens de Boiroussel s'étaient mariés à Basly le 19 avril 1682 (Arch. Calv. C. 1563). — En 1702, leur fille, Anne de la Luzerne, « native de Caen », et alors âgée de 20 ans, se trouve détenue, « par ordre du Roy », aux Nouvelles-Cath. de Paris, rue Sainte-Anne. (*Bull. du Prot.*, XLIII, 552).

⁴ Arch. de Biéville, GG 4. — Sur les de Frotté, voir notre Appendice, III.

⁵ Arch. de Condé, Etat civil cath., à cette date. — L'évêque et l'intendant faisaient alors une tournée préliminaire de conversions. Le 4 août 1685, ils en reçoivent quelques-unes à Fresne. (Arch. de Fresne, à cette date).

⁶ Arch. de Condé, Etat civil cath., 10-11 nov. 1685. — Condé fut « dragonné » par des cavaliers étrangers. Le 12 décembre 1685, figure comme parrain, à un baptême, Henry de Grandval, « lieutenant dans une des compagnies du régiment de cavalerie étrangère en garnison dans ce lieu ». (Arch. Condé, *ibid.*).

⁷ Arch. de Proussy, 11 nov. 1685.

⁸ Arch. de Ronfeugerai, déc. 1685.

⁹ Arch. de Fresne et d'Athis, nov. 1685-janv. 1686.

¹⁰ Arch. d'Aignerville, ann. 1685

Marie d'Amours, veuves de Thomas et de Nicolas d'Amours; Marguerite Morel de la Champagne; Judith d'Allain, veuve de François Basnage (oct. déc. 1685)¹; — à *Carentan*, le 6 déc. 1685, dame Marie du Puis de Sauvegrain, veuve de Gédéon Couillard de Chamotreux².

Dans le Cotentin: Louis Meslin, écuyer, seigneur et patron de *Glatigny*; le sieur de Boisdavid, patron de *Savigny*; Simon de Saint-Germain, écuyer, seigneur de *la Baleine*; Louis de Pierrepont, écuyer, seigneur de *Saint-Marcouf*, etc...³.

Les formules d'abjuration sont plus ou moins explicites.

Quelques nouveaux convertis disent « embrasser volontairement », et « de tout leur cœur », pour y « vivre et mōrir », la religion romaine, dont ils se proclament suffisamment « instruits⁴. » A Saint-Lô⁵, le 11 novembre 1685, Marie Lainé s'engage à vivre dans cette religion « jusqu'au dernier soupir de sa vie »⁶; le 6 janvier 1686, Gabrielle de Cussy « confesse toutes les choses en generale et en particulier qui sont comprises » au symbole de la foi catholique⁷. — A Bayeux, le 3 déc. 1685, devant le curé de Saint-Malo, Etienne Bertrand « voue et jure qu'il tient et confesse, *sans aucune contrainte*...., la vraie foy cath. apost. et romaine sans laquelle personne ne peut être sauvé, et la fera tenir de tout son pouvoir à tous ceux qui dépendent de luy »; s'il y manque, il se soumet « a toutes les peines portées par les décrets et constitutions canoniques⁸. »

D'autres demandent leur réunion à l'Eglise catholique, « à laquelle ils se veulent entièrement soumettre, et la reconnaître comme souverain juge et interprete de l'Ecriture⁹. » — A Sainte-Trinité de Falaise, le 23 novembre 1685, Jean de Fierville, Abraham Bacon, sieur de la Chevalerie, et Suzanne Hauton, se rallient à la religion catholique « suivant le Saint Evangille¹⁰. » — A Bayeux, le 2 janvier 1686, Esther de Bricqueville, femme de Louis de Cornet de

¹ Rapport de l'archiv. du Calvados, Exerc. 1889-90, p. 26.

² Pontaumont, *Carentan*, 24.

³ Communiqué par M. Dolbet, archiv. de la Manche.

⁴ Arch. mun. de Caen, Reg. cath. de Saint-Julien, 1685-86. — Arch. de Beuville, GG²; d'Athis, 9 déc. 1685. — Arch. Calv. G (Saint-Nicolas de Caen).

⁵ A Saint-Lô, comme à Bayeux, à Falaise et à Vire, les registres cath. d'état civil, en 1685-86, contiennent peu d'abjurations. Les curés en dressèrent sans doute des registres spéciaux, que nous avons vainement cherchés.

⁶ Arch. mun. de Saint-Lô, Reg. cath. de Notre-Dame, à cette date.

⁷ Abbé Laffetay, I, p. 37 des *Pièces justifiées*.

⁸ Arch. de Bayeux, Reg. cath., paroisse de Saint-Malo.

⁹ Arch. de Caen, Reg. de Saint-Sauveur.

¹⁰ Arch. de Falaise, Reg. de Sainte-Trinité.

Bussy, se réunit à cette religion « pour y vivre suivant la doctrine enseignée par N. S. J.-C. et ses saints Evangélistes et apôtres ¹. » — A Athis, le 26 novembre 1685, Robert de Neufville, écuyer, « promet » de professer le catholicisme « conformément aux Saintes Ecritures », et de renoncer « à toutes heresies, superstitions et ydolatries contraires à la Sainte Parole de Dieu ². »

Aux plus récalcitrants, on fait contracter l'engagement hypocrite de « vivre et mourir dans la doctrine enseignée par N. S. J.-C. et ses apôtres », et « fondée sur l'Ecriture Sainte » ; c'est la formule souscrite, à Saint-Pierre de Caen, le 10 déc. 1685, par Samuel Lesueur de Colleville, petit-fils de S. Bochart ³.

Mais le plus grand nombre cède « pour seconder les saintes et pieuses intentions de Sa Majesté, qui souhaite ardemment la réunion de tous ses peuples en une mesme église ⁴. » Déclarent ainsi « obéyr aux ordres du roy » : à Caen, Suzanne de Beversluys, veuve de S. Bochart (18 janv. 1686) ⁵ ; — à Saint-Aignan de Cramenil, Michel et Pierre Daumesnil ⁶ ; — à Deux-Jumeaux, Jacob d'Agneaux, écuyer, sieur de la Frénéé ⁷ ; — à Carentan, « en la chapelle de la conciergerie, où elles sont détenues prisonnières », Anne Bouillon, Elise Caget et Suzanne de Rouillé ⁸.

Quelque idée qu'on attachât au mot, le mot suffisait : la Basse-Normandie était enfin « toute catholique ». Le clergé battit des mains à cette « révolution » ⁹, et paraphrasa sur tous les tons le chemin « semé de fleurs » du coadjuteur de Rouen, Nicolas Colbert. « Il expire, ce monstre qui désolait autrefois la France ! s'écrie à Caen le P. Lejacq (5 sept. 1685) ; elle meurt, cette hérésie qui fut la source funeste de nos divisions et de nos guerres !.... Ce formidable party avait résisté aux armes de plusieurs grands Rois, et il cede presque sans résistance à Louis le Grand, qui n'employe, pour le ruiner, que

¹ Arch. de Bayeux, Reg. de Saint-Exupère.

² Arch. d'Athis, 26 nov. 1685.

³ Arch. mun. de Caen, Etat civil cath., 19^e reg. de Saint-Pierre, à cette date.

⁴ *Ibid.*, 19^e reg. de Saint-Pierre, ann. 1685-86, *passim*.

⁵ *Ibid.*, 19^e reg. de S.-P., à cette date.

⁶ Arch. de Saint-Aignan-de-Cramenil, GG 1.

⁷ Abbé Laffetay, I, 72.

⁸ Pontau mont, 24, 25.

⁹ Terme employé par l'abbé Marcel, curé de Basly, pour désigner l'événement de 1685. (Arch. de Basly, GG 3). — « En l'année 1685, écrit le curé de Saint-Gabriel, aux mois de novembre et décembre, la Rel. Prét. Réf. a esté *destruite et ruinée*, les presches abattus, les ministres poussés hors de France, sous le regne de Louis le Grand, ... » (Arch. de Saint-Gabriel, GG 2).

sa bonté, sa douceur... ses lois également douces et sévères, justes et charitables...^{1.} » — Deux ans après, le P. Alexandre, capucin Caennais, tiendra aux nouveaux convertis ce doucereux langage : « Mes frères en J.-C., la véritable Eglise son épouse m'envoie vers vous. Cette sainte et pitoïable Mere vous députe un de ses enfants mineurs, pour achever ce que son puissant fils aîné, votre *charmant* monarque, a fait *fortement*, mais *avec douceur...*, *pacifiquement*, et en moins de rien... ; sans aucune effusion de sang, par justice seulement^{2.} »

Certes, les réformés devaient s'estimer trop heureux qu'on ne les eût pas égorgés en masse, comme leurs ancêtres de 1572, comme les Vaudois du Piémont en 1655 !

Nous entendons la voix de l'adulation et de l'enthousiasme ; où est celle du blâme ? L'archevêque de Rouen, de Médavy-Grancey, un de ces « bons evesques » dont parlera plus tard Saint-Simon dans une page inoubliable, appelle les dragonnades « une cruelle manière de convertir, opposée à l'esprit du christianisme »³ ; — le gouverneur de Rouen, Henri d'Harcourt, marquis de Beuvron, dont Legendre⁴ et Dumont de Bostaquet⁵ ont célébré l'exquise bonté, l'humeur douce et généreuse, fait son possible pour tempérer l'horreur des logements militaires⁶ ; — Pierre Cally, curé de Saint-Martin de Caen, ne fait signer, à la plupart des réformés de sa paroisse, en proie aux missionnaires bottés, qu'une promesse d'adhésion au catholicisme⁷ ; le 8 janvier 1686, il leur accorde « l'absolution qu'on a coutume, dit-il, de donner aux nouveaux convertis »⁸ ; le 26 mai 1686, rappelant, en chaire, la persécution des premiers fidèles, il osera dire : « *Elle duré encore, cette persécution!*^{9.} » — Mais la masse des catholiques nor-

¹ « Panégyrique du Roy, prononcé dans l'église des Frères-Prêcheurs de Caen par le R. P. Lejacq, prieur du couvent, jour de la naissance du Roy, 5 sept. 1685 ». (Arch. Nat. K. 1204).

² *Larvine totale du calvinisme ou le triomphe de Louis le Grand*, par le P. Alexandre, (Rouen, 1687) ; p. 1 à 10, et 57. (Coll. Mancel, 1981).

³ D. de Bostaquet, *Mém.*, 101.

⁴ *Vie de Du Bosc*, 97.

⁵ *Mém.*, 102. — Saint-Simon dit aussi du marquis de Beuvron : « C'était un très honnête homme, et très bon homme, considéré et encore plus aimé ». (*Mém.*, IV, 353).

⁶ Rulhière, I, 377, et Corresp. inéd. du marq. de Beuvron avec Louvois et Seignelay. (Arch. du Ch.-d'Harc., 143, 144).

⁷ Arch. mun. Caen, Etat civil cath., Saint-Martin, ann. 1685-86.

⁸ *Ibid.*, à la date du 8 janvier 1686.

⁹ *Pièce justifi.*, IX. — Il va sans dire que l'abbé Cally fut poursuivi. (V. ci-après IV, 5).

mands approuve Louis XIV, ou se tait. Vingt-cinq années de vexations légales en apparence et savamment graduées n'avaient pas peu contribué à produire cette paralysie de la conscience publique, cette complicité, active ou passive, de l'opinion.

Caen, ville de mœurs douces, humanisée par l'étude des lettres, applaudit, au moins officiellement, aux « triomphes non sanglans » remportés sur l'hérésie. Le 3 décembre 1683, ses échevins se félicitèrent de voir presque tous les réformés « heureusement convertis ¹. » Trois mois auparavant, ils avaient célébré l'anniversaire de Louis XIV par l'érection solennelle d'une statue (3 septembre 1683) ².

L'idée première de ce projet appartenait à l'intendant Morangis; la municipalité s'y rallia d'enthousiasme (août-septembre 1684). On envoya au contrôleur-général le plan de la principale place de la ville, qui devait s'appeler *royale* dès que le roi aurait « trouvé bon » que sa « figure » y fût mise. L'autorisation ne tarda guère, et, pour couvrir une partie des frais, la ville fut gratifiée de 866 livres à prendre sur la taille. Moyennant « 1.500 livres de principal et 3 louis de vin », le sculpteur Postel se chargea de la statue. Elle était en pierre « presque aussi dure et aussi blanche que le marbre », et mesurait 8 pieds de haut, sur un piédestal de 12, revêtu de quatre inscriptions qu'avaient rédigées « les beaux esprits de Caen ». L'une d'elles, due à Segrain, premier échevin, était ainsi conçue :

A cette auguste majesté,
A cette héroïque fierté,
Reconnaissez, races futures,
Louis, Roy juste et conquérant;
L'histoire vous dira par quelles aventures
Il mérita le nom de grand.

Dès le matin du 3 septembre 1683, les cloches de toutes les églises se mirent en branle; le canon du château y joignit ses éclats. Toutes les boutiques se fermèrent. Les bourgeois « les mieux faits » prirent les armes, et revêtirent l'uniforme de leur milice. Vers dix heures, une procession se rendit à l'église des Cordeliers, où l'évêque de Bayeux officia pontificalement. Au milieu de la messe, on s'interrompit pour écouter, non l'explication de l'Evangile, mais l'éloge du prince, prononcé, en latin, par le curé Malouin, recteur de l'Univer-

¹ Arch. mun. de Caen. Reg. de la ville, LXXIV, f° 90.

² D'autres villes en firent autant. (*Corresp. des Cont. gén.*, I, 131, 197, 674, 678).

sité. L'après-midi, on chanta un *Te Deum* qui se terminait par un motet sur des passages de l'Écriture appliqués à Louis XIV ¹. C'est à la fin du jour que fut inaugurée la statue; les bourgeois en firent deux fois le tour, avec forces mousquetades et cris de « Vive le Roy! »

La nuit vint. Tandis qu'un grand bal réunissait tout ce qu'il y avait, à Caen, « de jeunes et belles personnes », Segrais alluma un feu de joie, des fusées volantes partirent aux quatre coins de la place, et de brillantes illuminations firent paraître la statue « comme en plein jour ». Lanternes de toutes couleurs, fontaines de vin, tables dressées dans les rues, rien ne fut épargné par la ville pour honorer un prince à qui elle était « redevable de son bonheur ². »

Les catholiques caennais devaient-ils donc tant de reconnaissance à Louis XIV? Qui sait? cette même nuit, alors que la fête battait son plein, et que la surveillance des routes et des passages était sans doute moins active, peut-être eût-on vu des religieux quitter furtivement la ville, se glisser vers les côtes et prendre la mer. Signalée par Du Bosc dès 1668, l'émigration des protestants normands allait durer jusqu'au delà de 1750!

¹ Bayle voyait, dans toutes ces adulations, un scandale et un « acheminement périlleux à l'idolâtrie ». (*Œuv. div.*, II, 348).

² Arch. Nat. G 7 213. — Arch. mun. Caen, Reg. de la ville, LXXIII, f°s 133 et 134, et LXXIV, 31 v°. — Bibl. Caen, mss., journal de Simon Lemarchand, f° 182. — *Corresp. des Cont. gén.*, I, 202. — « *Récit de ce qui s'est fait à Caen le 5 sept. 1685* », Caen, Cavelier, 1685. (Coll. Mancel, 824).

La statue de Louis XIV ayant été renversée en 1791, on lui en dressa une autre, en bronze, sur la même place, en 1827. (Trébutien, p. 270.) — Le 18 août 1882, le conseil municipal de Caen, voulant élever, au milieu de cette place, un kiosque à musique, décida que le Louis XIV de bronze serait transféré devant la principale façade du lycée. Ce petit incident occupa beaucoup la presse parisienne. Une grave Revue accusa le maire de Caen d'avoir « déclaré la guerre à l'histoire », et « supprimé Louis XIV », comme « d'autres » avaient « essayé de supprimer la colonne Vendôme ». (*Rev. des D.-M.*, 1882, V, 709).

LIVRE QUATRIÈME

LES SUITES DE LA RÉVOCATION (1685-1715)



CHAPITRE PREMIER

LES FUGITIFS

Louis XIV n'avait pas attendu l'année 1685 pour essayer d'empêcher l'émigration protestante. Par un édit du mois d'août 1669, renouvelé en 1679, défense avait été faite « à tous sujets » de « se retirer » du royaume sans permission, sous peine de « confiscation de corps et de biens ». A la confiscation fut substituée (31 mai 1685) la peine des galères perpétuelles, que l'on étendit (7 mai 1686) aux nouveaux convertis ¹.

Dans une province comme la Normandie, la fuite par mer ² était plus facile et plus prompte : des instructions rigoureuses assurèrent la surveillance du littoral. Il fut défendu à tous maîtres de navires de prendre à bord les passagers qui n'auraient pas donné leurs

¹ *Edits*, 26, 192, 286. — Dans tout le bailliage de Caen, ces déclarations et édits furent affichés aux portes des tribunaux, aux carrefours et lieux publics des principales villes et des ports de mer, lus aux prônes des messes paroissiales, et notifiés aux capitaines gardes-côtes. (Arch. Calv. B., Baill. Caen, *Audiences-crimes*, ann. 1686-87).

² Cependant quelques Bas-Normands préférèrent la voie de terre. Ils accouraient, sous divers prétextes, dans la capitale, où les ambassadeurs des états protestants fournissaient renseignements, passeports et guides pour le passage à l'étranger. — Marie Lecoq et Jacques de Baillehache de Fontenay, habitant à ou près Caen, se font autoriser à venir à Paris (oct. 1685), sous couleur de suivre un procès. (Arch. Calv. B. Baill. Caen, *Police*, 1685-87. *Fr. Prot.* 2^e éd., III, 400). — Le 31 mai 1686, Seignelay écrit à l'intendant de Gourgues : « On a arrêté à Paris Catherine de la Croix, fille de Pierre de la Croix, marchand de la ville de Caen ». (Bibl. Prot. mss., Lett. à de G., II, 279).

noms au commis des classes. A tous les lieux d'embarquement, on préposa des corps de garde, installés à peu de frais dans « des huttes de torchis » couvertes en chaume. Chaque poste fut pourvu de dix hommes en moyenne, « n'y ayant pas de force supérieure à craindre, et s'agissant plustost d'observer que de résister a aucune violence ». On les répartit de manière qu'ils pussent se répondre les uns aux autres, et communiquer à l'aide de cavaliers « battant l'estrade ¹. » Des chaloupes armées, dont les matelots étaient relevés chaque semaine, circulèrent le long des côtes. Comme la déclaration du 20 août 1685 promettait la moitié des biens des fugitifs à leurs dénonciateurs ², on fit appel, en tous lieux, aux « anciens catholiques » qui consentiraient à servir d'espions ³.

Aussi les arrestations furent nombreuses. Le 22 juin 1686, Seignelay avait prévenu l'intendant de Gourgues qu'il devait se faire « un embarquement considérable de religionnaires dans le Cotentin ⁴. » Le 3 août suivant, de Gourgues écrit : « Les prisons de Saint-Lô, Coutances, Caen, Avranches et Bayeux sont pleines de gens qui voulaient sortir du royaume ⁵. »

Le 21 septembre (même année), quarante « huguenots ⁶ » étaient disséminés dans le village de Sallenelles, à l'embouchure de l'Orne. Ils voyaient à l'ancre, au milieu de la baie, le navire qui les emporterait la nuit venue, lorsqu'ils furent surpris par les archers des aides et gabelles ⁷.

Le 27 juillet 1687, avis fut donné au receveur des fermes-unies de Bayeux que plusieurs religionnaires s'étaient donné rendez-vous, près du littoral, à Sainte-Honorine-des-Pertes, dans la maison du sieur de Russy. Le lieutenant des gabelles y courut aussitôt, et réquisitionna les paysans du village, qui s'armèrent de fusils et de haliebardes. Vers neuf heures du soir, tout ce monde enfonçait la porte du sieur de Russy. On découvrit chez lui onze fugitifs des

¹ Un de ces corps de garde fut établi à Genêts, près Avranches, (Dupont, *le Cotentin*, IV. 338).

² *Edits*, 232.

³ Lettres de Seignelay à Beuvron, fév.-sept. 1686. (Arch. Ch. d'Harcourt, 142, 143). — Voir aussi *Bull. des égl. wall.*, V, 173.

⁴ Bibl. Prot., mss., Lettres à de G., II, 292.

⁵ *Ibid.*, Lettres de l'int. de G. au chanc., f° 125 v°.

⁶ Bertreville, gentilhomme d'Alençon; Magny, neveu du major du château de Caen; le sieur de la Mare-Julien, la dame Bacon de Précourt, la fille du marchand anglais Daniel, etc.

⁷ *Fr. Prot.*, 2^e éd., III, 106-109, — et Arch. comm. de Saint-Gabriel, à la date du 21 sept. 1686 (Note du curé).

deux sexes¹. Les malheureux s'étaient cachés où ils avaient pu, dans « des fûts de tonneau plantés de bout » (*sic*), ou derrière des rideaux de lit ; l'un d'eux tomba « de dedans le tuiau de la cheminée ». On les fouilla ; une jeune fille portait quelques pièces d'argent, cousues « au bas de sa chemise ». Tous furent déclarés « saisis en la main du Roy² ».

De Basse-Normandie, on allait s'embarquer dans le pays de Caux et jusqu'en Bretagne. Le 20 juillet 1699, deux jeunes filles de Caen, Anne Bence et Catherine Ledanois, furent arrêtées à Saint-Lô³. D'autres Caennaises, Madeleine Lamy, femme de Pierre Bayeux, Judith Drouet, Elisabeth de Grou de la Rozière, la dame Morel d'Hérondeville et sa fille, se trouvaient dans « cette lourde et nombreuse couvée », parmi « ces pauvres femmes tremblantes », que les soldats surprirent, le 19 mai 1687, à Saint-Aubin-de-Caux⁴, fuyant le long des falaises à la marée montante, et poursuivirent aux cris de : *Tue! tue!* ⁵.

Le « crime » constaté, les tribunaux sévirent, et sans merci. « Ce qu'en tous lieux de la province, écrit Floquet⁶, il se rendit de jugements inhumains, surpasse toute idée. » Elisabeth de Chastrefou des Foulleries, de *Saint-Lô* ; Madeleine Leheup, « femme Léluse, boulanger à Coutances » ; Jeanne Le Capelain, de *Cambernon*, et Marie Lecanu, de *Cerisy*, saisies à bord de leur vaisseau, en vue d'Anneville-sur-Mer, et amenées prisonnières à Coutances « après avoir esté extraordinairement maltraitées et volées » (5 mai 1687), furent condamnées par l'amirauté de cette ville, le 22 novembre, à être rasées et enfermées à vie dans divers hôpitaux ou couvents⁷. Pareilles sentences frappèrent : à Caudebec, Madeleine Lamy et ses compagnes (14 août 1687)⁸ ; à Saint-Lô, Louise et Madeleine Pezé⁹.

On dénatura, d'une façon monstrueuse, les actes les plus innocents. Pendant son ministère à Gavray, le pasteur Jean Tirel avait

¹ Jacques Héroult, Jacques Rouxel, Gaspard de Lormel, Marie Richard, etc.

² Arch. Nat. TT. 340.

³ Arch. Manche, H. Nouv. Cath., *liasse*.

⁴ Comm. du c. de Fontaine-le-Dun, arr. d'Yvetot (Seine-Inf.).

⁵ Michelet, XIII, 352-358, d'après les *Mém.* de D. de Bostaquet.

⁶ VI, 175. — Dès le mois de juin 1685, un sieur du Rosel de Lanfrérie, de Montsecret, est poursuivi pour avoir fait passer à l'étranger son parent du Rosel-Fréval. (*Bull. du Prot.*, XLV, 327).

⁷ *Ibid.*, XLV, 259 et 326.

⁸ Michelet, XIII, 361.

⁹ *France Prot.*, 1^{re} éd., VIII, 216.

reçu, d'un de ses collègues de Jersey, une visite qu'il s'était empressé d'aller lui rendre. Accusé plus tard, sous ce prétexte, d'être sorti du royaume sans la permission du roi, il fut condamné par le présidial de Coutances, le 13 août 1686¹, à faire amende honorable corde au cou, torche au poing, au front un écriteau portant ces mots : *faux ministre*, et à servir le roi sur ses galères². — Samson de Cahanel, de Saint-Lô, se trouvait, au mois d'octobre 1685, chez un curé de ses amis, à une lieue de la mer. Arrêté comme suspect d'évasion, il prouva qu'il était venu s'entretenir avec son ami « d'un procès poursuivi en commun ». D'ailleurs, il n'avait sur lui que douze écus, et il possédait 4.000 livres de rentes ! La veille de son départ, il avait payé 800 livres à l'Hôtel-Dieu de Saint-Lô. Néanmoins, le présidial et l'amirauté de Coutances, considérant que « s'il avait eu l'occasion de passer, il n'y aurait pas manqué dans la suite », lui infligèrent 300 livres d'amende, la confiscation des biens et la prison perpétuelle³.

Outre les soldats et les juges, il y avait tout à craindre de certains conducteurs. C'était le pilote même de leur navire qui avait dénoncé les quarante infortunés surpris à Sallenelles le 21 septembre 1686, et si on le conduisit avec eux en prison, ce fut « pour mieux cacher son jeu, et le mettre à couvert des insultes que ces gens-là lui auroient pu faire dans la suite⁴ ». D'autres misérables, le sieur Reigle, le maître de bateau Goupil et son mafelot Tilloc, avaient étranglé ou noyé, après les avoir volés, des protestants qu'ils s'étaient chargés de transporter en Angleterre ou aux Iles ; le présidial de Caen les condamna au supplice de la roue (1689 et 1697)⁵.

Mais, soit compassion, soit qu'ils y trouvassent leur compte, la majeure partie des capitaines consentit à mener en lieu sûr les fugitifs. Même des officiers de l'amirauté, dont la mission était de les appréhender au corps, leur facilitèrent le passage. C'était un « autre

¹ Il était en prison à Coutances dès le 6 avril 1686 ; ce jour-là, le lieut. gén. du bailliage l'en fait sortir, pour lui demander s'il est nourri au « pain du roi », ou sur ses biens. (Greffé de Coutances, Baill., Reg. *Crimes*, 1683-87).

² Ayant porté appel à Rouen, Tirel fut d'abord enfermé avec les galériens qui attendaient le départ de la chaîne. Mais le geôlier, plus humain que les juges, lui procura une chambre spéciale, et le laissa prier librement [avec les personnes qui venaient le visiter. Tirel mourut en prison (1683), sans que son procès eût été révisé. (Legendre, *Pers. de Rouen*, 86-90).

³ Ravaisson, VIII, 431, 432.

⁴ Extrait d'une lettre de l'intendant (*Fr. Prot.*, 2^e éd., III, 108).

⁵ Foucault, *Mém.*, 260, 320.

genre de contrebande, et des plus fructueux »¹. Pierre Bonnet (ou Bouvet), sieur de la Roullière, procureur du roi en l'amirauté de Bernières, avait gagné, à ce trafic, des « sommes considérables » ; tra-duit devant le présidial de Caen, il dut se défaire de sa charge dans les six mois, et payer 600 livres d'amende (22 novembre 1686)². — Adrien Regnaut, commis de la douane à « la fosse d'Osmonville »³, inculpé du même « crime », dénonça encore d'autres coupables : François Simon et Richard La Salle, dit La Couture (29 novembre 1686)⁴.

La fuite à l'étranger entraînait de cruelles séparations. Lorsque Du Bosc reçut congé du roi pour sortir du royaume (18 juin 1685), on lui permit d'emmener ses deux filles, mais seules⁵. L'ainée, Anne, épouse de Néel de la Bouillonnière, et mère de famille, refusa de partir sans les siens. Quelques mois après, les deux époux rejoignaient Du Bosc à Rotterdam ; mais de leurs trois enfants, hélas ! le plus jeune avait été arrêté à la frontière, ramené à Caen et jeté aux Nouveaux-Catholiques⁶ ; les deux autres étaient morts, au cours du voyage, de fatigue ou de faim⁷. — Sur dix enfants, le ministre Etienne Morin n'en garda que trois ; six autres furent enfermés dans des couvents⁸ ; le dixième, Henri⁹, ne tarda pas à se convertir, et devint secrétaire, à Paris, de l'abbé de Caumartin, puis membre de l'Académie des Inscriptions¹⁰. — Jacques Tirel, ancien ministre de

¹ Ranke, V. 178.

² Beaurepaire, 49. — Arch. Calv. B., Baill. de Caen, *Chamb. crim.*, ann. 1686.

³ Omonville, près Beaumont-Hague, ou Osmanville, près Isigny.

⁴ Baill. de Caen, *Chamb. crim.*, 1686.

⁵ Legendre, *Du Bosc*, 145.

⁶ « Michel Néel de la Bouillonnière, parti à la fin de l'année 1685 ; reçu pour ses rentes et revenus 6216 l., dont 406 ont été remises à la supérieure des Nouv. Cath. de Caen pour la pension du fils du sieur Néel, plus 55 l. pour une maladie de ce jeune homme ». (Comptes du régisseur Christ. Dupont, Caen, 7 nov. 1688 ; Arch. Nat. TT. 4).

⁷ Beaujour, 333. — A Rotterdam, Michel Néel et Anne Du Bosc eurent d'autres enfants : Anne, baptisée le 14 février 1687 ; Philippe, baptisé le 25 avril 1688 ; témoins : Philippe Legendre et Suzanne Du Moulin, femme de Jacques Basnage ; Catherine (17 juin 1689) ; Madeleine (14 mai 1693). (Arch. de l'égl. wall. de Rotterdam, Extr. baptist., A° 1653-1788).

Philippe Néel, installé pasteur d'Arnheim le 25 janvier 1711, mourut vers 1743. (*Bull. des égl. wall.*, III, 29).

⁸ *Fr. Prot.*, 1^{re} édit., VII, 507, 508.

⁹ C'est celui qui fut chargé de baptiser, à Caen, en 1685, les enfants protestants (Voir ci-dessus, p. 207).

¹⁰ Il mourut à Caen le 16 juillet 1728. (Lange, *Eph. norm.*, II, 37).

Saint-Vaast, dut laisser derrière lui ses deux petites filles, sur qui se refermèrent les portes des *Nouvelles-Catholiques* de Saint-Lô ¹. — Samuel Bayeux, ex-avocat de Caen, partit sans sa femme, sans ses enfants ²; Elisabeth Cognard, épouse de Jacques Lesens, de Lion-sur-Mer, partit sans son mari (juin 1687) ³. — Pierre de Guillebert, écuyer, sieur de la Rivière-Secqueville ⁴, vit s'éloigner ses deux fils, dont l'un ⁵ gagna l'Angleterre, l'autre la Hollande ⁶.

Mais, quels que fussent les déchirements ou les obstacles, on émigra quand même, « pour sauver sa conscience, et rester digne et véridique..... ⁷. Le comte de Marancé passa, avec sa femme et 40 personnes, dans une barque, malgré la plus rude saison. Il y avait là des femmes grosses, d'autres qui allaitaient. Point de vivres. On crut passer vite. Le mauvais temps retint en mer; on resta des jours et des nuits sous la brume glacée. Les nourrices épuisées n'avaient plus de lait, donnaient de la neige aux enfants. Tous étaient demi-morts quand la blanche dune d'Angleterre parut enfin à l'horizon ⁸. »

¹ *France Prot.*, 1^{re} édit., IX, 388.

² Arch. Calv. C. 1514. — Samuel Bayeux était fils de Pierre Bayeux, en son vivant ministre à Basly. Condamné à 100 livres d'amende, le 7 sept. 1685, pour une première tentative d'évasion, il réussit cependant à s'enfuir, et la régie saisit (23 janv. 1686) une maison, un jardin et 65 « acres » de terre qu'il possédait à Basly. Ces 65 acres étaient loués à 22 fermiers ou journaliers, moyennant, au total, 33 livres et 464 boisseaux de froment. (Arch. Calv. B. Baill. de Caen, *Police*, sept. 1685 et janv. 1686).

³ Jacques Lesens avait abjuré en nov. 1685. Néanmoins, la fuite de sa femme lui valut une année d'emprisonnement à l'abbaye d'Aunay, la vente publique de tous ses meubles et la mise en régie de ses terres. En 1699, on le retrouve relégué à Aurillac; il dépeint au ministre Châteauneuf sa misère, et supplie qu'on le laisse revenir dans sa maison, où il restera « comme un ermite dans sa cellule ». (Arch. Nat. TT. 450, et *Bull. du Prot.*, XLVI, 280).

⁴ De Géfosse (Bessin).

⁵ Gédéon de Guillebert, qui fut ministre à Tours de 1676 à 1685. (*Bull. du Prot.*, XLIV, 72, 73).

⁶ Greffe de Coutances, Baill. de Périers, min. d'audiences, mai 1686.

⁷ Michelet, XIII, 351-352.

⁸ *Ibid.*, 354, d'après E. Benoist, V, 948. — Selon E. Benoist, le comte de Marancé était de Basse-Normandie. La *France Prot.* (2^e édit., IV, 334) cite un Henri de Chivré, comte de Marancey, à Sainte-Mère-Eglise, et un autre Henri de Chivré, sieur et comte de Marancey, à Sottevast. Ce dernier avait son « manoir seigneurial » à Saint-Martin-de-Blagny. C'est là que fut baptisée, le 10 août 1677, l'une de ses filles, nommée par Gédéon Arthur de Chivré, seigneur de Sottevast. (Greffe de Bayeux, Reg. prot. de Trévières, à cette date).

D'autre part, on signale, en 1688, parmi les revenus du consistoire de Bayeux, 33 livres à prendre sur le comte de Maransé. (Bibl. Nat. L^d 176, 583).

CHAPITRE DEUXIÈME

LES RÉFUGIÉS

L'Angleterre et la Hollande recueillirent le gros des fugitifs. Outre qu'elles étaient « plus voisines, mieux connues et plus riches ¹ » que les autres états protestants, des liens plus que séculaires les unissaient à la France calviniste. C'était de ministres français que Jersey et Guernesey avaient reçu, au lendemain de la Saint-Barthélemy, la liturgie réformée. Dès 1634, les églises françaises de Londres s'étaient trouvées assez fortes pour tenir un synode. De 1580 à 1609, les réfugiés wallons de Bruxelles, Valenciennes, Douai, Tournai, Courtrai, avaient fondé, en Hollande, un certain nombre de communautés, cadres futurs des églises françaises du Refuge ². Bien que Louis XIII eût interdit, aux jeunes *proposants* ³ de son royaume, de fréquenter les Universités étrangères, les protestants de France et ceux du dehors avaient continué de communiquer ensemble, par les étudiants laïques qu'ils s'envoyaient mutuellement. A ces relations universitaires, il faut ajouter les rapports commerciaux et les alliances de famille, comme on l'a vu pour la Basse-Normandie ⁴.

La discipline des églises wallonnes était à peu près la même que celle de France. Ce fut donc vers la Hollande ⁵ que se dirigèrent, de préférence, les ministres « venus de la grande tribulation ». Sur 178

¹ E. Lavissee, *Etudes sur l'Hist. de Prusse*; Paris, 1885, in-16; — p. 223.

² *Encycl. des sc. rel.*, XII, 817 sqq.

³ Ou étudiants en théologie.

⁴ V. ci-dessus, II, 3, 4, 5.

⁵ Parmi les rares ministres Normands qui s'établirent en Angleterre, citons :

pasteurs réfugiés qui signèrent, au synode de Rotterdam (24 avril 1686), la confession de foi de Dordrecht, dix-neuf sortaient de Normandie, dont : Pierre Du Bosc, Étienne Morin et Jean Guillebert, de *Caen* ; — Isaac Rouxel, d'*Athis* ; — Benjamin Binet, de *Bernières* ; — Pierre de la Croix, de *Saint-Sylvain* ; — Antoine et Samuel Basnage de Flottemanville, de *Bayeux*.

Furent nommés ministres des églises wallonnes : à Rotterdam, Pierre Du Bosc et Jacques Tirel ¹ ; — à Amsterdam, Et. Morin ; — à Haarlem, Jean Guillebert ; — à Leyde, Pierre de la Croix et Isaac Rouxel ; — à Zutphen, Antoine et Samuel Basnage ; — à Delft, B. Binet ; à Gouda, Jacques Richier de Cerisy (venu en sept. 1687) ².

Ces ministres furent classés en *ordinaires* et en *extraordinaires*. Les *ordinaires* recevaient, de l'État hollandais, un traitement de 300 florins. Les *extraordinaires* n'étaient pas payés, n'avaient pas voix délibérative au consistoire, et n'exerçaient le ministère qu'à titre de suppléants. Le 9 novembre 1687, le consistoire de Rotterdam, ayant appris que Jacques Tirel, ministre *extraordinaire*, « prêchait en rang » avec les *ordinaires*, lui fit défense de continuer ³.

Depuis le 28 octobre 1685, Pierre Du Bosc desservait, comme troisième pasteur ordinaire, cette grande église wallonne de Rotterdam, où il eut pour collègues Pierre Jurieu et Jacques Basnage ⁴.

Le 2 décembre 1685, il avait prêché à La Haye, devant Guillaume d'Orange ⁵, sur ce texte : *Le zèle de ta maison m'a rongé* ⁶. Dans ce

Jacques Cairon, de *Falaise* ; — Louis Fleury, de *Saint-Lô* ; — Jacques Misson, de *Sainte-Mère-Eglise*, dont le fils, Maximilien, ex-conseiller au Parlement de Paris, publia à Londres le « Nouveau voyage d'Italie » et le « Théâtre sacré des Cévennes ». (*France Prot.*, 1^{re} éd., VII, 427 ; et 2^e éd., III, 450, et VI, 558).

¹ Jacques Tirel, ancien ministre de Saint-Vaast, s'était d'abord réfugié en Angleterre. (*Fr. Prot.*, 1^{re} éd., IX, 388).

² *Bull. du Prot.*, VII, 426 sqq. — *Bull. des Egl. wall.*, I, 134 sqq., et VI, 136.

³ Arch. de l'Egl. wall. de Rott., Reg. du cons., à cette date.

⁴ Laforgue, *P. Du Bosc*, p. 70. — « La ville de Rotterdam, écrit D. de Bostaquet, devint alors presque française ». (*Mém.*, 161). Son église wallonne se réunissait au Hoogstraat, dans un temple ouvert le 17 déc. 1662. (*Souvenir du centenaire*, p. 7). En 1687, cette église avait jusqu'à 22 pasteurs réfugiés : 10 ordinaires et 12 extraordinaires, dont Jacques Basnage, qui ne devint ministre ordinaire qu'en 1691. (Reg. du cons. de Rott., à ces dates).

⁵ Le 1^{er} vol. de ses *Sermons sur div. textes* est dédié au prince, et le second, à la princesse d'Orange. Lorsque Guillaume partit pour conquérir le trône d'Angleterre, Du Bosc se rendit à la Haye afin de lui souhaiter « un heureux succès... Guillaume l'ayant invité à prier pour lui, il n'eut garde d'y manquer, étant bien persuadé que ce prince n'entreprenait rien de juste et de légitime..., pour prévenir un roi qui avait juré sa perte ». (Legendre, 156, 157).

⁶ 2 Jean, 17. — Legendre, 148.

sermon, et dans ceux qui suivirent, il cherche à démontrer que les maux endurés par les protestants de France ont été la juste punition de leur tiédeur. « Nous pouvions, dit-il, nous vanter de notre zèle pendant le calme et la tranquillité de l'Église. Nous faisons alors les zélés à bon marché. Avec trois ou quatre mots de controverse que nous jettions dans les rencontres, nous prétendions passer pour les meilleurs reformez du monde ... [Dieu] nous a enlevé cet Édít sacré, ... bouclier sous lequel nous croyions devoir estre éternellement à couvert des traits de nos ennemis... Il nous a jetez sur cette terre, et en quel état ! Hélas, comment le dire sans étouffer de douleur ! Plusieurs n'y ont sauvé qu'une partie d'eux-mêmes, et gémissent, jour et nuit..., après leurs enfans enfermés dans les donjons de l'idolâtrie ! ¹ » — « [Au moins], dit l'orateur aux réfugiés, vous pouvez servir Dieu selon votre conscience. [Mais] qu'avez-vous fait, pour être si avantageusement distingués des autres ? Étiez-vous meilleurs, plus saints, plus réformez?... Ils sont prisonniers, et vous êtes libres ; ils sont sans temples, et l'on vous en a bâti de nouveaux ; ils sont étrangers aujourd'hui dans leur propre patrie, et vous, dans un país étranger, vous trouvez une véritable patrie, meilleure sans comparaison que la première, qui de mère naturelle est devenue une dénaturée marâtre ! ². — Rallumons donc notre zèle, que nous avons laissé trop éteindre. Rallumons-le au souvenir de nos Pères, qui aimaient l'Évangile avec des âmes tout embrasées, et qui en retenaient fermement la profession au péril même de leurs vies ! ³. »

Par la suite, Du-Bosc eut à remplir, au nom du consistoire, plusieurs missions délicates auprès des magistrats de Hollande ⁴. Mais sa santé était gravement atteinte. Transplanté, aux approches de la vieillesse, sous un climat humide et brumeux, de violentes attaques de goutte l'épuisèrent. Au milieu de l'année 1691, il n'était plus « en état de sortir de chez lui », puisque le consistoire décide, le 10 juin, d'aller délibérer dans sa maison ⁵. Vers la fin de décembre, la goutte étant remontée au cerveau, il sentit que l'instant suprême approchait. Quand on lui donna à bénir ses petits enfants, il éprouva une vive émotion, « faiblesse qui n'est pas indigne des meilleurs

¹ *Serm. sur div. text.*, I, 335 et 381-382.

² *Ibid.*, III, 396, 397.

³ *Ibid.*, I, 341.

⁴ Arch. Egl. wall. Rott., Reg. du cons., ann. 1686 et 1690.

⁵ Reg. du cons., à cette date.

chrétiens ni des plus grandes âmes ». Il s'éteignit doucement, « en vray disciple du Prince de Paix », le 30 décembre 1691, dans la 69^e année de son âge et la 47^e de son ministère ¹.

Si la tendre affection des siens et l'amitié fidèle de M^{me} de Tilly ² lui adoucirent l'amertume des dernières années, il avait eu le chagrin de voir mourir son neveu Robert Moisant de Brioux ³, son ami Ruvigny, et le pasteur Claude, « dont l'âme était liée à la sienne » par une étroite intimité ⁴.

De plus, il s'était trouvé mêlé, en dépit qu'il en eût, à la fameuse querelle de Bayle et de Jurieu sur l'*Avis aux Réfugiés*. Jurieu accusait Bayle d'être l'auteur de cet ouvrage ; Bayle s'en défendait, et, comme Du Bosc « possédait admirablement la connaissance des belles-lettres », il l'avait pris pour juge ⁵. Apparemment, Du Bosc avait donné raison à Bayle, car Jurieu lui demanda réparation « d'un prétendu discours injurieux. » Cette affaire ayant soulevé plusieurs esprits contre lui, il vit qu'il s'était fait tort en attaquant Du Bosc, et tâcha de l'apaiser. Avec Legendre ⁶, Jurieu eut une bien plus grosse affaire ; il l'inculpait de trahison envers l'Etat hollandais ; Legendre le traita de « calomniateur » et de « malhonnête homme ». Au synode de Bréda (Août 1692), un autre Normand, Samuel Basnage de Flotte-manville, figura, avec Saurin, parmi les principaux adversaires du

¹ Legendre, 149-164. — Cet auteur ne donne pas la date précise de la mort de Du Bosc. — Le 13 janvier 1692, le consistoire de Rotterdam délibère : « Dieu ayant retiré dans son repos le 2 de ce mois notre très cher frère M. P. Du Bosc, pasteur de cette église, laquelle il a dignement servy pendant sa vie, la compagnie a député ledit jour [13 janv.] nos tres chers frères MM. Basnage, pasteur, Reynier Visch, ancien, et un diacre, pour marquer à sa famille la part qu'elle prenait à son affliction » (Reg. du cons., à cette date). — Ainsi, d'après le consistoire, Du Bosc serait mort le 2 janv. 1692. Mais nous croyons devoir préférer la date du 30 déc. 1691, qui est donnée par le Reg. des décès de Rotterdam. (*Bull. des Egl. wall.*, I, 136).

² Elle avait partagé l'exil de Du Bosc, avec sa sœur, M^{lle} de Saint-Contest.

³ Ancien ministre de Senlis ; mort, le 18 déc. 1689, ministre *extraordinaire* de Rotterdam. (Reg. du cons., à cette date). — Il était fils du poète Jacques Moisant, et neveu de la première femme de Du Bosc. (Legendre, 154). — Il avait épousé, en 1675, Anne-Madeleine de Masclary, fille de Gaspard de Masclary, et nièce de Conrart. (Bayle, *Œuv. div.*, I, *Lett. à sa fam.*, 56).

Foucault commet donc une double erreur, lorsqu'il écrit, à propos de Robert Moisant : « Ce sieur de Brieu était *ministre à Caen*, et *avait épousé la fille de Du Bosc*, fameux ministre de la même ville ». *Mém.*, 248).

⁴ Legendre, 153, 154. — Claude était mort, en 1687, ministre de La Haye.

⁵ Bayle, *Œuv. div.*, II, 643, 738.

⁶ Ancien pasteur de Rouen, gendre et biographe de Du Bosc.

« prophète » ; tous deux le « menèrent rudement », le poussèrent « sans quartier », et l'on vit « un terrible remue-ménage ¹. »

Dans ce tranquille pays de Hollande, si favorable aux veilles persévérantes et au patient labeur, les ministres sortis de Basse-Normandie avaient mieux à faire que de s'épuiser en de stériles disputes. Etienne Lemoine, leur ancien compatriote et collègue, devenu recteur de l'Université de Leyde, écrivait à Huet le 20 juillet 1677 : « Jamais on n'a vu moins d'érudition qu'ici ; les doctes y sont rares et dans une vaste solitude, et les derniers des Romains y sont éteints depuis longtemps ². » Relever en Hollande l'étude des « bonnes lettres », telle fut l'œuvre à laquelle contribuèrent, dans la mesure de leurs forces, Etienne Morin et Samuel Basnage de Flottemanville.

Pourvu, à Amsterdam, d'une chaire de langues orientales, Etienne Morin consacra sa leçon d'ouverture (27 Février 1686) à prouver l'utilité de la connaissance de ces langues pour l'interprétation de l'Ecriture. En 1692, il publia les *opera omnia* de Samuel Bochart, avec biographie. Croyant, comme son maître, à l'origine divine de la langue hébraïque, il soutint, en 1694, dans son *de Lingua primaeva*, que les caractères phéniciens étaient un système tachygraphique dérivé de cette écriture carrée que les théologiens du temps regardaient comme l'écriture primitive et sacrée des Hébreux ³. En 1696, il donna deux dissertations sur le Pentateuque des Samaritains ⁴. Lorsqu'il mourut (1^{er} Mai 1700), le philologue hollandais Pierre Frantz ⁵ prononça son oraison funèbre, et la fit tenir à Huet, qui fut heureux de s'y voir « au nombre des gens de lettres de Caen ».

Se quoque principibus permixtum agnovit Achivis ⁶.

¹ Bayle, *Œuv. div.*, IV, 662, 675, 677. — Bayle finit par succomber (1693), parce que Jurieu, abandonnant ses griefs de complot et de crime d'Etat, dénonça pour hérésie les *pensées diverses sur les comètes*. (Sayous, *Litt.*, I, 328). — Mais Samuel Basnage de Flottemanville n'en continua pas moins de combattre Jurieu. (Arch. de l'Egl. wall. de Rott., Reg. du cons., 14 nov. 1694 ; février, mars et juin 1695).

² Bibl. Nat. mss. fr. 15.189, f° 230. — *Menagiana*, III, 245. — Et. Lemoine veut sans doute parler de Grotius, de Jean Vossius, de Daniel Heinsius, de Gronovius, morts en 1646, 1649, 1665 et 1671.

³ E. Le Savoureux (le past.), *Etudes sur l'Ancien Testament*, Paris, 1887, in-12 ; pages 7 et 21-29.

⁴ *France Prot.* 1^{re} éd., VII, 508.

⁵ Pierre Frantz (*Franezius*), professeur d'éloquence et d'histoire à Amsterdam (1645-1704).

⁶ *Ann. de la Fac. des Lett. de Caen*, 1888, p. 195.

Samuel Basnage de Flottemanville était, au témoignage de Bayle ¹, « un des plus habiles ministres » qui fussent sortis de France. Après avoir publié, en 1692, une critique des *Annales* de Baronius ², il fit imprimer, en 1706, sous le titre d'*Annales Politico-ecclesiastiques* ³, un « narré suivi » de l'histoire de l'Eglise depuis Auguste jusqu'à Phocas (645). Moins estimées que l'*Histoire de l'Eglise* de Jacques Basnage, les *Annales* de Samuel Basnage ont cependant permis de rectifier un grand nombre d'erreurs chronologiques, par la comparaison des histoires profane et sacrée ⁴.

— Beaucoup de fidèles avaient rejoint leurs pasteurs sur la terre d'exil. Quelques-uns, sortis victorieux de toutes les épreuves, méritaient le beau et noble nom de *confesseurs*. Mais le plus grand nombre s'était enfui du royaume après avoir abjuré, soit par force, soit en prodiguant les apparences de la sincérité. Ainsi, la demoiselle de Coignard-Delions avait fait « toutes les actions de bonne catholique », et reçu la communion, à la Délivrande, des mains de l'évêque de Bayeux. Qui ne l'eût crue bien convertie ? Soudain, elle disparut, et passa en Hollande ⁵. — Moyennant abjuration, le mestre de camp marquis Jean-Jacques Le Révérend de Bougy s'était fait délivrer un passe-port, sous prétexte d'aller prendre les eaux à Aix-la-Chapelle ; il gagna aussi la Hollande (1693) ⁶.

Pour être admis, dans le Refuge, « à la paix de l'Eglise », et pouvoir suivre de nouveau le culte réformé, ces catholiques d'un moment durent reconnaître et réparer leur « crime » par une pénitence publique. Ainsi s'humilièrent, en Angleterre : à *Douvres* (1688), Henry Gautier ; — à *Leicesterfields* (1698), Isaac et Marie Gautier, Magdelaine et Françoise Moisson, de *Caen* ⁷ ; — à *Glasshouse street* (1699), Siméon Marot ⁸. — Le 11 janvier 1686, à Guernesey, dans l'église de

¹ *Dict.*, I, 466 b.

² *Exercitationes historico-criticae*, Utrecht, 1692, in-4°. — Il s'agit des *Annales ecclesiastici* du cardinal César Baronius (1533-1607).

³ *Annales politico-ecclesiastici*, Rotterdam, 1706, 3 vol. in-f°. —

⁴ Bayle, *Œuv. div.*, IV, 645, 676, 833. — Sam. Basnage donna aussi une *Morale théologique et politique*. — A Delft, B. Binet, ancien pasteur de Bernières, publia un *traité historique des dieux et des démons du paganisme*, pour justifier, contre B. Bekker, la croyance aux démons (*Fr. Prot.*, 2^e éd., I, 927, 928, et II, 569, 570).

⁵ Arch. Nat. TT. 118.

⁶ Le roi fit aussitôt saisir sa terre de Bougy. (Arch. Nat. TT. 103. — Foucault, *Mém.*, 298).

⁷ *Bull. du Prot.*, XLII, 611, 612 ; et XLIII, 55.

⁸ *Proceedings of the Hug. Soc. of London*, III, 399.

— N. B. — Dans les registres du Refuge, rédigés par des scribes peu au cou-

Saint-Pierre-Port, Anne du Vivier, de Bayeux, et Adrien Viel, de Caen, répétèrent, après le pasteur, mot à mot, « eux étans a genoux », cette déclaration : « Nous... reconnaissons icy, en presence de Dieu et de cette sainte assemblée, que nous avons péché très grièvement et d'une façon extraordinaire, d'avoir été à la messe, renonçant à la Réformation et à la pureté de l'Évangile..., et supplions très humblement le Dieu de toutes miséricordes de nous pardonner ce grand et énorme péché...¹. »

Voici comment s'ouvre le registre des *reconnaissances* de Rotterdam² : « La persécution de France ayant fait succomber un grand

rant de la langue française, les noms de personnes ou de lieux sont souvent défigurés au point d'en être méconnaissables. Ainsi, un registre de Groningue nomme plusieurs réfugiés venus « du Gâvre en Normandie » (Guyot, *Gron.*, 53-56). S'agit-il du Havre, ou de Gavray (Manche) ? On ne sait. — D'autres fois, le lieu d'origine est passé sous silence, ou indiqué sans précision ; exemple : *un tel, de Normandie*. Nous ne reproduirons donc, au cours de ce chapitre, que les noms dont nous serons sûrs.

¹ Agnew, II, 34, 35, et Dupont, IV, 350-352. — Selon ce dernier auteur (*ibid.*), il resterait peu de traces manuscrites des migrations des protestants du Cotentin aux Îles normandes, lors de la Révocation.

— Autres familles de réfugiés en Angleterre ou aux Îles, années 1685-1700 : les Bayeux, Bazire, Brisson, Buquet, Corbel, Debled, De la Coudre, Dufour, De la Cour, Davaux, Fornet, Gardembas, Gohier, Gondouin, Gosset, Lamy, Langlois, Loisel, Lompré, Marchand, de la Mare, Marie, Paisan, de la Perrelle, Pognant, Potier, Yon, de *Caen* ; — Deliot, de *Cresserons* ; — Bacon, de *Falaise* ; — Morrisse, de *Saint-Sylvain* ; — Paroissien, de *Bretteville-sur-Laize* ; — Aumont, Le Comte, Le Maignen, Manson, Martin, de *Condé-sur-Noireau* ; — Dieu de Bellefontaine, Hue, de *Saint-Lô* ; etc. (Bibl. du Prot., mss. Ogilvy, t. XI à XV, *passim*).

A Londres, la liste des directeurs de l'Hôpital français fournit plus d'un nom de Basse-Normandie : Antoine et Jean Clerembault (1723-67), Jacques de Blagny (1718), Thomas du Bisson (1731), Gabriel Fouace (1740), Jacques de Larpent, (1847). (Agnew, II, 527-529 et 497). — Le 7 février 1872, est mort en Irlande Joseph Sheridan Lefanu ; il descendait du gentilhomme caennais Etienne Lefanu, qui fut persécuté, en 1670 (v. *supra*, p. 185), à cause de ses enfants. (Agnew, II, 424).

² On enregistre aussi, à Rotterdam, des abjurations de Français nés catholiques. Ainsi, le 11 déc. 1689, Du Bosc reçoit, dans l'Eglise réformée, François et Noël Dailliet, « cy devant prestres prédicateurs et docteurs en théologie dans l'Eglise romaine en France » ; — le 22 oct. 1690, après mûr examen, il reçoit sept autres catholiques, dont Julien Michel, de Caen. (Arch. Egl. wall. Rott., Reg. du cons., à ces dates).

Abjure encore, à Rotterdam, le 19 février 1713 : Nicolas Leroux, « cy devant moine bénédictin, natif de Bayeux ». — La formule j'est : « Nous soussignés confessons, avec toute la sincérité dont nous sommes capables, que nous abjurons toutes les erreurs de l'Eglise romaine ;... nous rejetons aussi de tout notre cœur le gouvernement tyrannique de cette Eglise... Nous embrassons toutes les verités que l'Eglise réformée enseigne conformément à la parole de Dieu... » (*Ibid.*, Reg. des abjur. de cath., années 1700-92).

nombre de chrétiens réformés,... plusieurs d'entre ces faibles... se sont présentés à cette compagnie pour y témoigner la douleur qu'ils ont de leur chute... La compagnie a jugé à propos de les recevoir à la paix, après une reconnaissance publique de leur faute en présence de tout le troupeau, après que de puissantes exhortations leur auroient esté faites de ne plus retomber en pareil crime .. ». — Suivent les signatures des pénitents, parmi lesquels on remarque :

En 1686, Paul Azire et Anne Massieu, de *Caen*;

En 1687, Gédéon Halbout, de *Ande-sur-Noireau* (*sic*, pour *Condé*) ; — Elisabeth Richier de *Cerisy* ; — Paul Le Vilain, du *Chefresne* ; — Denis et Esther Quesnel, Jeanne Lesens, Jean Feillet, de *Caen* ;

En 1688, Eve Lamy et Jacques Le Cavelier, de *Caen* ; — Marguerite Dalibert, de *Pontorson* ; — Marguerite Gosselin, d'*Athié* (*Athis*) ; — Jacques Bazire, de *Saint-Pierre-sur-Dives* ;

En 1693, 1696 et 1699 : Anne Angot, Michel Moisson, Michel Cahaigne, de *Caen* ¹ ;

— A Amsterdam, se fixèrent : Nicolas et Anne Poulain, Philippine Deliot, Jean Froger, Pierre Pagny, de *Caen* ² ; — à Groningue, Jean Bouquet et Rachel Bazire, de *Caen* ³ ; — à Leyde, en 1694, Abraham Chinard, « jeune homme de *Condé* en Normandie », plus tard pasteur à Middelbourg, et Elisabeth Lecomte, « jeune fille de *Caen* ⁴ ».

De ces réfugiés, la plupart étaient d'habiles fabricants. Ils rapportèrent en Angleterre et en Hollande, après les avoir perfectionnés, les procédés industriels dont leurs ancêtres étaient venus dérober le secret. A Leyde, arrive, le 26 février 1688, Thomas Maréchal, drapier de *Caen* ⁵. A Groningue, un autre Caennais, Jacques de Terville (ou Déterville), chapelier, demande, en 1697, le droit de bourgeoisie et l'admission au corps de métier ⁶. — A Londres, ce furent des artisans Normands

¹ *Ibid.*, Reg. des reconnaissances, ann. 1686 sqq. — Ce registre va jusqu'en 1762.

² Communication de M. de Røever, archiv. à Amsterdam, d'après le reg. des réfug. naturalisés en 1709.

³ Guyot, *Gron.*, p. 50, 53, 54.

⁴ Comm. de M. Dozy, archiv. de Leyde. — A *Haarlem*, les registres d'achat du droit de citoyen, pour les années 1685 sqq., n'existent plus. (Comm. de M. Enschedé).

⁵ Comm. de M. Dozy

⁶ Guyot, *Groningue*, 32. — Nous voudrions pouvoir donner d'autres noms, et des détails plus circonstanciés. Mais, à Rotterdam, les livres des corps de métier ont disparu pendant la Révolution. — Amsterdam possède, pour 1685-87, un registre de réfugiés avec indication de leurs métiers, mais non de leurs lieux d'origine. (Communiqué par MM. de Mirandolle et de Røever).

qui peuplèrent les quartiers de Soho, de Saint-Gilles et de Spital-fieds ¹. En 1703, ils fondèrent une société spéciale de secours mutuels qui comptait encore parmi ses membres, vers 1855, des Gosse-lin, des Levavasseur, des Brument, des Frigout, etc., ².

D'autres aidèrent à former les régiments de réfugiés ³. Parmi les officiers qui suivirent Guillaume d'Orange en Angleterre (1688), figuraient les Bas-Normands Louis de Colombières, fils du ministre Jacques Richier de Cerisy ⁴; Martel de Montpinçon et Dericq, cornettes au régiment de Schomberg ⁵; de Cagny-Mesnager, qui fut tué au siège de Limerick en Irlande ⁶. — Jacques Le Trésor, né à Caen en 1667, et dont le premier ancêtre connu, vicomte de Condé-sur-Noireau, remontait au xv^e siècle, devint major anglais sous le nom de James Montresor; il mourut gouverneur de Fort-William en 1724. — Servirent dans l'armée anglaise contre Philippe V, c'est-à-dire, hélas! contre la France: Guillaume, baron de Bernières, qui se fit remarquer à Almanza, et dont un arrière-petit fils était général au temps de Napoléon I^{er}; Louis Petit des Etans, des environs de Caen, gendre de Jean Meslin de Glatigny, fait brigadier pour sa belle conduite au siège de Barcelone, et nommé gouverneur de Minorque en 1708 ⁷. — D'un réfugié du Bessin, Claude Champion, sieur de Crespigny ⁸, et de sa femme, Marie de Vierville, sortirent, à la seconde génération, Philippe de Crespigny, membre du Parlement anglais, mort en 1803, et le baronnet Claude Champion de Crespigny, dont la descendance est aujourd'hui florissante ⁹.

L'idée de chercher fortune aux colonies anglaises d'Amérique séduisit bon nombre de réfugiés normands, qui connaissaient déjà le Nouveau Monde par leurs relations avec le Canada. Parmi les réformés convoqués à l'hôtel de ville de Caen, le 5 novembre 1685, pour abjurer sous la menace des fantassins du Roi, se trouvait un jeune gentilhomme de vingt-trois ans, originaire de Picardie: Etienne

¹ Weiss, I, 322.

² Waddington, 17.

³ « Guillaume Lucas, sergent dans une des compagnies de cadets français réfugiés, de Caen en Normandie » (1692). (Guyot, *Groningue*, 17).

⁴ *Fr. Prot.*, 1^{re} éd., VIII, 434.

⁵ *Ibid.*, 1^{re} éd., VII, 291, et *Bull. des Egl. wall.*, VI, 146.

⁶ Legendre, *Vie de Du Bosc*, 143.

⁷ Agnew, II, 445-446, 356, 407.

⁸ Il était officier dans les armées de Louis XIV. On confisqua sur lui, en France, 1089 livres de rentes. (Arch. Nat. TT. 4). — L'Angleterre le fit colonel; mais il avait huit enfants, et il mourut très pauvre.

⁹ Agnew, II, 497.

de Lancy¹. Sans attendre l'arrivée des soldats, il fit ses adieux à sa mère, prit à la hâte quelque argent, quelques bijoux, et partit. Débarqué en Amérique, il y épousa une Anglaise, Anna Cortlandt², et fut un des premiers *anciens* de « l'Eglise française à la Nouvelle-York ». Devenu riche négociant, il vit l'un de ses fils occuper les hautes fonctions de lieutenant-gouverneur³. — D'autres Caennais le rejoignirent : Thomas Bayeux, dont le gendre, Edouard Holland, fut maire de New-York en 1747 ; Daniel Marchand ; Jacques Lebas, né en 1627, second fils de Jean Lebas et d'Anne Samborne⁴. — De Saint-Lô, vinrent Jean Berteau, Pierre et Jean Lechevalier⁵. En 1681, on rencontre à Rhode-Island un Pierre Papillon, de l'élection d'Avranches⁶. — Isaac Legrand d'Agnerville, « opiniâtre huguenot » d'Anguerny, près Caen, vendit sa maison, ses meubles et trente acres de terre (1685) ; puis il alla s'établir en Caroline avec sa femme, née Judith Dieu, et ses trois enfants. On ne put confisquer sur lui que 422 livres de revenus⁷.

En général, les fugitifs, s'étant trouvés à la merci de leurs acheteurs, n'avaient réalisé leurs biens qu'à vil prix⁸. Beaucoup même, faute d'avoir pu vendre avant le départ⁹, arrivaient au port sans ressources. L'Angleterre et la Hollande leur distribuèrent des secours en nature et en argent. A Haarlem, les veuves et filles nobles entrèrent dans la société des *Dames françaises*, fondée en 1683 par le marquis

¹ *Lansay* ou *Lancey* dans le Refuge.

² *Proceedings of the Hug. Soc. of Amer.*, I, 323.

³ Au nombre des vice-présidents de la *Hug. Soc. of Amer.*, figurait, en 1836, pour New-York, un Edouard de Lancey, esq. (*En-tête* du 1^{er} vol. des *Proceedings*).

⁴ Baird, 324-327. — Richard Lebas, frère cadet de Jacques, avait quitté Caen en 1687, pour retourner en Angleterre comme assistant du maître des cérémonies du roi. Sa petite-fille, Rebecca, épousa Simon, comte d'Harcourt, gouverneur du prince de Galles et vice-roi d'Irlande, décédé en 1777 ; c'était le 27^e descendant du seigneur normand Bernard d'Harcourt. (Baird, 327).

⁵ Baird, 324.

⁶ *Ibid.*, 538. — Un autre *Papillon* est transféré, en 1683, des prisons d'Avranches au Mont-Saint-Michel, où il se trouve encore en 1688. (Bibl. prot., mss., Pap. de *Gourgues*). — Un Philippe *Papillon*, aussi d'Avranches, est député de la cité de Londres, en 1695, à la Chambre des Communes. (*Rev. des D.-M.*, 1868, II, 722).

⁷ Arch. Calv. C. 1514, et Arch. Nat. TT. 4. — Baird, 326.

⁸ C'est ainsi qu'à Basly le curé Marcel se forma « une assez jolie terre », en achetant aux protestants de l'endroit. (*Mém. pour l'hist. du dioc. de Bayeux*, III, 255).

⁹ La déclaration du 14 juillet 1682 annulait toute vente faite par les réformés dans l'année qui avait précédé leur retraite. (*Edits*, 119).

de Venours, et dont faisaient partie, en 1710, Cornélie de Wigman (Vicquemand?) et Marie Osmond, de Caen¹. Au consistoire de Rotterdam, fut « assisté », de 1694 à 1697, le fils du ministre Jean Tirel, mort en prison à Rouen². — En Angleterre, le chiffre annuel de « l'assistance » aux réfugiés était de 15.000 livres³. Sur les états de distribution⁴ figurent, à partir de 1703 : Pierre Cantelou, lieutenant de cavalerie; Michel Coulombe, proposant; Catherine de Varignon des Grez; Noël Varin, de Caen; — Suzanne d'Agneaux, des environs de Bayeux; — Israël Cantepie, chirurgien; Marie de Hardi de la Valesquerie; Jacques Malherbe, orfèvre, de Saint-Lô; — Louise de Biars, veuve du comte de Montgomery; — Louise du Trésor de la Roque, des environs de Coutances, etc.⁵.

Etant donné le grand nombre des assistés, la part de chacun ne pouvait être bien forte (3 à 19 livres par famille)⁶, et beaucoup contribuèrent la gêne. « Il fait bien cher vivre icy, encore plus cher coucher, écrit d'Angleterre, vers 1685, Esther Lebaillly de la Motte⁷. Il faut donner six sous par personne pour coucher dans un lict. Nous coucherons sur nos habits plutôt que de bailler tant d'argent, car notre bourse est trop petite pour y subvenir longtemps⁸ ». — A Rotterdam, Anne de Cahaignes, veuve du ministre Du Bosc, dut solliciter une pension du gouvernement hollandais (13 janvier 1692)⁹. Néel de la Bouillonnière, leur gendre, possédait, à Caen et aux envi-

¹ *Bull. du Prot.*, XXVIII, 315 sqq.

² Arch. Egl. wall. Rott., Reg. du cons., 1694-97. — On lit dans les actes du synode de Gouda (avril 1694) : « Un jeune homme nommé Tirel ayant été introduit dans l'assemblée... et les églises d'Amsterdam et de Rotterdam ayant représenté que c'était le fils d'un pasteur qui a montré une grande constance dans les prisons, où il a été détenu jusqu'à la mort, la compagnie..., touchée de compassion envers ce jeune enfant orphelin et destitué de tous moyens..., lui accorde pour un an la somme de... » (Douen, *Past. du dés.*, I, 101 note).

³ *Fr. Prot.*, 2^e éd., V, 289-297.

⁴ Six de ces états imprimés (1703-1709) sont conservés à Lambeth, palais de l'archevêque de Canterbury, qui fut, jusqu'à la Révolution, le grand protecteur des protestants français.

⁵ *Fr. Prot.*, 2^e éd., *passim*; et rapports du comité de Londres (Bibl. du Prot. fr., mss.), ann. 1702-1710.

⁶ *Fr. Prot.*, 2^e éd., *passim*. — Il y avait aussi les secours extraordinaires. Ainsi, en 1717, un sieur Cairon (peut-être l'ancien ministre de Falaise), reçoit 40 livres « pour la dernière fois, pour payer ses dettes ». (*Proceed. of Soc. of London*, I, 324). — De même, à Francfort-sur-le-Mein, Rachel Bary, « de Caen en Normandie » (*sic*), est assistée, le 9 nov. 1687, « pour le cercueil de son enfant mort ». (Bibl. du Prot., mss., Egl. du Refuge).

⁷ Réfugiée d'Athis.

⁸ Arch. part., Pap. J. Lefebvre.

⁹ Arch. Egl. wall. Rott., Reg. du cons., à cette date.

rons, pour plus de 6.200 livres de rentes et de fermages¹. « Voluptueux, aimant ses aises », il avait tout quitté pour venir vivre, à Utrecht, « de la plus chétive vie ». Il s'était fait correcteur de lettres, ce qui lui valait 350 livres par an, mais à condition de travailler « à cœur crevé ». Il mourut à la peine en 1698². M^{me} de Tilly, qui rapporte ces détails, était elle-même réduite au plus « triste état³ », sans avoir rien perdu de la sérénité de son âme. « Je me suis retirée à Tergaut⁴, écrit-elle à Huet, [parce que] ma bourse s'affaiblit beaucoup... Je suis logée dans une chambre qui est de plein pied au grenier. Je cherche les bons marchés, et j'en trouve plus au haut des maisons qu'en bas. Un de mes amis qui me vint voir hier me dit que c'était le *non ultra* ; en effet, je ne puis être plus haut, à moins que je ne sois sous la couverture » (juillet-août 1690)⁵.

Ainsi, à tous les biens du monde, les réfugiés avaient préféré le repos de leurs consciences.

¹ Arch. Nat. TT. 4 (Comptes de Chr. Dupont, commis à la régie, 7 nov. 1688). — Néel ne put vendre, avant son départ, qu'une terre de 13.700 l. (Arch. Calv. C. 1530). — Sa terre de Verson, près Caen, fut saccagée en 1685 par les soldats. (Beaujour, 364).

² Waddington, 6.

³ Legendre, *Du Bosc*, 155.

⁴ A deux lieues de Rotterdam.

⁵ V. *Pièce. justif.*, VI et VI bis. — Les malheurs des réfugiés de Basse-Normandie ont inspiré à M^{me} de Witt, née Guizot, une touchante nouvelle qui, sous des noms fictifs (sauf celui de Du Bosc), a été réellement vécue. Elle a pour titre : « Caen et Rotterdam ; une famille protestante après la Révocation ». (*Scènes historiques et religieuses*, p. 229-317. Paris, Grassart, 1873).

CHAPITRE TROISIÈME

FRANÇAIS CONTRE FRANÇAIS, PARENTS CONTRE PARENTS (1688-98)

En quittant la terre natale, la plupart des fugitifs ne croyaient pas lui dire un adieu éternel. Les ministres qui sortirent avant la Révocation avaient été, en général, autorisés à disposer de leurs biens, nonobstant la déclaration du 14 juillet 1682¹; bien peu usèrent de cette permission. En 1688, la régie² confisqua : sur le pasteur Robert Moisant de Brioux, 5.470 livres; sur Jean Guillebert, 1.610 liv., et sur Du Bosc, 718 liv. de revenus³. Si Du Bosc avait choisi la Hollande comme lieu de refuge, c'est qu'elle l'éloignait moins de son troupeau, « au cas où la persécution eût cessé »; il espérait que le roi finirait par « rouvrir la porte à ses bons sujets⁴. » Judith et Anne, ses deux filles, Philippe Legendre et Néel de la Bouillonnière, ses deux gendres, ne prirent leurs « droits de citoyen » à Rotterdam qu'en 1696 et 1697⁵.

Les relations conservées, au début, par certains réfugiés, avec des catholiques de France, pouvaient faire croire que rien d'irrévocable ne s'était passé. Devenu évêque de Soissons, puis d'Avranches (1686),

¹ Legendre, *Du Bosc*, 145.

² Celle des biens des fugitifs.

³ Arch. Nat. TT. 4. — Benjamin Binet s'était aussi abstenu de vendre ses biens. (*Ibid.*, O¹ 503, f^o 93).

⁴ Legendre, 144, 158. — Et Bossuet de s'écrier, dans l'*Oraison fun. de Letellier*: « ... Leurs faux pasteurs les abandonner..., heureux d'avoir à leur alléguer leur bannissement pour excuse »! (*Ed. class. Jacquinet*, p. 409).

⁵ Arch. de Rotterdam, Reg. des naturalis., 1709. — Le 18 juillet 1709, ces naturalisations devinrent définitives, par édit des Etats de Hollande. (*Ibid.*).

Huet continua de correspondre avec les ministres Etienne Lemoine, Jacques Basnage et Jean Guillebert, qui achetaient pour lui, en Hollande, des livres rares. Deux mois avant de mourir, Et. Lemoine lui écrit (9 février 1689) : « Tout prêt à rendre l'âme à Dieu qui me l'a donnée, je vous rends mille grâces de toutes les bontés que vous avez eues pour moi depuis si longtemps ¹. » — Jean Guillebert a reçu de Huet une lettre amicale ; il lui répond qu'il s'estime « fort heureux d'avoir toujours quelque part dans le souvenir d'une personne si distinguée, en tant de manières, du commun des hommes ². » — Huet a publié *l'Accord de la Raison et de la Foi* ³ ; M^{me} de Tilly lui transmet les félicitations d'Et. Morin et de Du Bosc, avec les siennes propres. « Ce qui m'en plaît le plus, écrit-elle, ce sont les citations que vous faites de l'Ecriture, que vous possédez parfaitement bien. C'est une joie pour moi de voir que vous vous en servez si à propos. Ma fille m'a mandé qu'elle vous veut aller voir. Je suis très aise quand je sais qu'elle est avec vous, elle ne peut être en meilleure compagnie... Vous m'êtes cher, Monsieur, et très cher ; je ne vous aime point comme les amis du monde aiment leurs amis ; je vous aime pour désirer de vous voir heureux,... et beaucoup plus que je ne vous aimois il y a vingt ans... Vous ne faites rien pour la gloire de Dieu que je n'y sois sensible, et il me semble que cela vous approche du ciel » (19 juillet et 3 août 1690) ⁴.

Segrais correspond avec un autre réfugié, le marquis Jean-Jacques Le Révérend de Bougy. Selon son intention, il a écrit à la marquise de venir en Normandie. « Elle y prendra, dit-il, le timon de la barque que vous semblez un peu abandonner au gré des vents. C'est un grand regret de nos serviteurs et amis, mais vous avez vos raisons, et vous m'avez fermé la bouche sur cet article. Dieu veuille que la paix vous donne lieu de revenir quand la fantaisie vous en prendra » (24 avril 1697) ⁵.

Mais ce furent là des cas isolés. Car, pour la masse des réfugiés, le fossé qui s'était creusé entre eux et leur ancienne patrie ne fit que s'élargir pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Sous les ordres de Guillaume III, ils combattaient Louis XIV, défenseur du catholi-

¹ Bibl. Nat., mss. fr. 15.189, f^{os} 240 sqq.

² « Guillebert à M. Huet, nommé à l'évêché d'Avranches », 11 mai 16... (sans désign. d'année). (Bibl. Caen mss., in-4^o 206, II, 295).

³ *De concordia rationis et fidei*, Caen, 1690.

⁴ V. *Pièce. justif.*, VI et VI bis.

⁵ La Ferrière, *Norm. à l'étr.*, 394, 395.

cisme et de Jacques II. Qu'étaient-ils désormais pour la France catholique, sinon des ennemis publics ? Qu'étaient les religionnaires restés dans le royaume, sinon leurs complices secrets ?

En Basse-Normandie, sous la menace quotidienne d'une descente anglo-hollandaise, on avait réparé et complété les fortifications du littoral, doublé les garnisons, mis sur pied les milices de la province, réquisitionné, pour la faire fondre, l'argenterie des particuliers et même l'orfèvrerie des églises¹. Les défiances des catholiques à l'égard des religionnaires furent au plus haut point, et la ville de Caen, naguère si paisible, si réfractaire aux discordes religieuses, faillit connaître, à plusieurs reprises, les horreurs toutes nouvelles d'une Saint-Barthélemy.

Au commencement d'octobre 1688, Guillaume d'Orange faisait voile vers la rade de Torbay. Louvois se figura que l'expédition était dirigée contre les côtes normandes². Il prescrivit à Matignon de se fortifier dans Cherbourg. Huit cents bourgeois de Caen furent détachés de leurs compagnies³ « pour marcher sous les ordres du roi », et dirigés sur Bayeux les 7 et 8 octobre 1688⁴.

Ils étaient à peine sortis, qu'une panique soudaine s'empara des catholiques de Caen et des environs. On crut que les « huguenots » allaient tout saccager, et que le prince d'Orange arrivait pour se mettre à leur tête. On sonna le tocsin partout. « Au feu ! aux armes ! criait-on, l'ennemi est au Bourg-l'Abbé⁵ ! » Sur toutes les routes, ce n'étaient que charrettes de paysans, déménageant à la hâte pour apporter en ville ce qu'ils avaient de plus précieux. A Caen, des fanatiques, s'armant d'épées et de broches de cuisine, coururent sus à ces « huguenots » d'où venait tout le mal, et en tuèrent plusieurs. Peut-être le massacre eût-il été général, sans l'énergique intervention du gouverneur La Croisette (11 octobre 1688)⁶.

Le bruit de ce sanglant épisode retentit jusqu'en Hollande. « Nous savons, écrivit Jurieu (15 nov. 1688), les émotions qui ont été dans

¹ Foucault, *Mém.*, 248-260.

² *Ibid.*, 245.

³ C'est-à-dire, de la milice bourgeoise.

⁴ Beaujour, 390, d'après le Reg. LXXV du Corps de ville de Caen.

⁵ Faubourg de Caen où s'élevait, avant 1685, le temple protestant.

⁶ Mancel, *Journal d'un bourgeois de Caen*, 383-384. — *Mém. Antiq. Norm.*, XIV, 386. — De Beaurepaire, 50. — « A Caen, écrit l'ambass. hollandais (21 nov. 1688), le gouverneur du château avait fait venir sa garnison en ville pour prévenir une émeute, les catholiques voulant tomber sur les nouveaux convertis... » (*Bull. Egl. wall.*, V, 188). — Pareille émotion eut lieu à Vire le 10 octobre 1688. (A. Seguin, *Mémorial Virois*, Caen, 1872, in-8°; p. 80). ;

toute la Normandie, et particulièrement à Caen... Nous sçavons aussi que les papistes seditieux vous veulent rendre responsables de leurs frayeurs paniques ; le mechant fuit sans qu'on le poursuive, et il aime à se prendre à des innocens des maux dont il est seul la cause ¹. »

Des représailles, hélas ! inévitables, s'exercèrent sur les catholiques d'Angleterre. Un réfugié d'Athis, Jacob Lebailly, avait assisté à l'entrée de Guillaume III à Londres (18 déc. 1688) ; quinze jours après, il écrit à son beau-frère resté au Bocage : « J'ay veu abattre des maisons a Londres ou il y a des chapelles papistes, enfin j'ay veu des choses quand je vous les manderois vous auriez bien de la peine a les croire... Les povres papistes sont aussy en peine icy comme nous estions en France, lorsque les dragons y estoient pour nous faire signer... » (1^{er} janv. 1689) ².

En 1690, sur le faux bruit de la mort de Guillaume III en Irlande, on avait fait à Caen des feux de joie ³. Mais lorsque la journée de la Hougue l'eut rendu maître de la mer (mai-juin 1692), lorsque la Normandie eut « Annibal à ses portes », et que « les grands navires anglais », après avoir bombardé Dieppe et criblé le Havre de boulets rouges, menacèrent toute la côte de Bernières à Ouistreham ⁴, les religionnaires furent plus que jamais en butte aux dénonciateurs. Une dame de qualité, de passage à Caen, disait avoir entendu trois hommes, qui lui « avoient paru estre de la religion », tenir entre eux ce langage : « Il faut donner advis au roy Guillaume d'un moyen infailible pour entrer en France... avec 60 gros vaisseaux de ligne ; [c'est] par la fosse de Colleville ⁵, à laquelle jamais la cour de France n'a songé ⁶ ». — Un bourgeois de Caen, ayant logé un soldat d'origine hollandaise incorporé au régiment de Salis-Suisse, l'accusait d'avoir appelé Guillaume d'Orange « un très bon prince », et Louis XIV « un bon bougre de chien ⁷. » — Un milicien de la même ville écrivait au contrôleur-général : « Nos officiers hugueneaux ne peuve (*sic*) cacher leur joye... Si l'Anglais avoit descendu, nous

¹ *Lettres pastor.*, 3^e année, p. 144.

² *Piéc. justif.*, VIII.

³ Foucault, *Mém.*, 264.

⁴ Lettre de M. du Quesnay à Huet, 23 juillet 1694. (Bibl. de Caen, mss., in-8° 76, p. 17).

⁵ C'est à la fosse de Colleville, située à 2 kil. à l'ouest de Ouistreham, que Napoléon I^{er} voulait établir l'avant-port de Caen.

⁶ Arch. Nat. G 7 215.

⁷ *Ibid.*

avons comploté de tirer sur eux... [Nous avons] un colonel huguenot et apostat ¹... Mgr, ne souffrès pas qu'on donne la brebis à garder au loup ! ² ».

A Caen, les catholiques croyaient si bien à la complicité des religionnaires dans le « brûlement » de la flotte de Tourville, qu'ils résolurent, par représailles, de mettre le feu à leurs maisons. Foucault ³, l'ayant appris, accourut en toute hâte de la Hougue. Au gouverneur du château, aux échevins, aux officiers de justice, il recommanda de contenir les catholiques, et de punir, « sévèrement et sur-le-champ », ceux qui feraient du désordre. Quant aux religionnaires, il s'efforça de les rassurer, et leur garantit la protection royale, s'ils se conduisaient « en bons et fidèles sujets » (Juin 1692) ⁴.

Que les religionnaires, justifiant, dans une certaine mesure, les soupçons de leurs concitoyens ⁵, en fussent réduits à espérer, du triomphe final de Guillaume III, quelque adoucissement à leur sort, cela n'est pas douteux. Bellefontaine, de Bayeux, était inculpé d'avoir écrit à la femme d'un orfèvre de Caen : « Prenez garde ! le prince d'Orange nous vengera dans peu des tyrannies qu'on nous fait ici ! » L'instruction démontra que la lettre avait été fabriquée par deux misérables faussaires ⁶. Mais, quelques semaines après la chute de Jacques II, on avait saisi, à Caen, sur un vaisseau anglais, des lettres adressées à Delaperrelle et à Gambier, Caennais réfugiés à Londres, par leur coreligionnaire Maingot, « le plus habile chirurgien » de la ville (janvier 1689). « Je ne vous manderay point de nouvelles dicy, disait-il, car l'on attend tout de chez vous. Les peuples dicy sont dans un grand etonnement de ce qui est arrivé chez vous si promptement, et sont dans une inquietude terrible de ce qui peut arriver. Je vous prie toujours, s'il vient quelqu'un de vos amis faire descente sur nostre coste, de nous recommander à eux afin qu'ils ne nous fassent

¹ Ce colonel était sans doute Daniel Lesens de Mons. Né à Caen en 1662, il remplaça, en 1685, Jean de Carbonnel comme secrétaire de l'Acad. de Caen, et devint maire de sa ville natale. Il se convertit définitivement au catholicisme en 1715. (Formigny, 29).

² Arch. Nat. G ⁷ 216. (Lettre anonyme et sans date).

³ Il avait pris possession de l'intendance de Caen le 7 mars 1689.

⁴ Foucault, *Mém.*, 293. — *Corresp. des Contr. gén.*, I, 1087.

⁵ Ces soupçons se reproduisirent pendant la guerre de la succession d'Espagne. Le 2 juillet 1702, Torcy renvoie au marquis de Beuvron un mémoire où l'on accuse « le sieur de Sisery » [Cerisy ?] d'avoir chez lui un gros magasin d'armes et de munitions. (Arch. Ch. d'Harc., 143. — Hippeau, *Gouv. de Norm.*, I, 11).

⁶ Les époux Taire, que le présidial de Coutances condamna pour ce faux (sept. 1689). (Foucault, *Mém.*, 255).

point de mal... *J'espère que vous nous donnerez avis quand ils partiront* ; s'ils viennent icy et qu'ils voulussent faire des prisonniers ils en ameneroient beaucoup ¹ ». — Dans une lettre du 22 avril 1692, le maréchal de Bellefonds signale à Foucault les « correspondances » des religionnaires avec les Anglais ².

Dès le début de la guerre, Louit XIV avait prescrit de les désarmer (16 octobre 1688) ³. Craignant, de leur part, « quelques mouvements », il avait expédié, en Basse-Normandie, plusieurs compagnies de mousquetaires ⁴. Le 6 octobre 1690, il fit donner ordre à Foucault de leur interdire l'accès des charges de maires, syndics et échevins des villes ⁵.

Ainsi le roi suspectait, comme nouveaux-convertis, ceux qui, comme protestants, avaient été ses plus fidèles sujets. Mais à qui devait-il s'en prendre du malheur de cette situation ?

— Outre la guerre entre concitoyens, on allait connaître, avec la confiscation des biens des fugitifs ⁶, la guerre entre parents.

L'édit de janvier 1688 avait prononcé la réunion de ces biens au domaine royal. Le roi ne prétendait pas en augmenter ses revenus, mais « les employer à des usages pieux pour l'accroissement de la véritable religion ⁷ ».

Le 18 août 1688, lorsqu'il fut procédé, à Caen, par le receveur-général des domaines, aux enchères du bail à ferme des biens confisqués, deux enchérisseurs offrirent, l'un 20.000, l'autre 25.000 livres. Après des ajournements successifs, on atteignit 67.000 livres le 11 décembre suivant, et Jehan de Beaumont, agissant au nom de Robert Sauvé, bourgeois de Paris, fut déclaré définitivement adjudi-

¹ Arch. Nat. TT. 449. — Cette lettre, peu compromettante en elle-même, mais que les circonstances permettaient d'interpréter dans le sens le plus défavorable, valut à son auteur d'être déferé à la justice ordinaire, sur l'ordre de Louis XIV, pour « crime d'Etat ». (*Ibid.*). Nous ignorons quelle fut l'issue du procès.

² Foucault, *Mém.*, 281.

³ *Edits*, p. 313. — 215 réformés de Caen, et 140 des sergenteries d'Ouistreham, Bernières et Creully, livrèrent 249 armes à feu, 309 épées, 48 piques, etc. L'opération, commencée en oct. 1688, fut terminée le 22 février 1689. (Beaujour, 388-390, d'après les Reg. de la ville).

⁴ *Bull. des Egl. wall.*, V, 183. — De Beaurepaire, 51.

⁵ Foucault, *Mém.*, 269.

⁶ M. le duc de Broglie, recevant M. Albert Sorel à l'Académie française, lui disait naguère (7 février 1895) : « Il faut bien tomber d'accord avec vous que plusieurs des mesures spoliatrices dont les royalistes émigrés furent victimes, étaient la reproduction à peu près exacte des décrets... de Louis XIV contre les protestants ».

⁷ *Edits*, 303.

cataire ¹. Or, cette somme de 67.000 livres ne correspondait qu'aux revenus d'environ 125 fugitifs ², et beaucoup de biens se trouvaient encore « recelez ³ ». On promit une gratification d'un tiers de ces biens à ceux qui les découvriraient ⁴. Le 8 janvier 1689, les commis à la régie de plusieurs généralités reçurent l'ordre de remettre au sieur Clément ⁵, pour servir à payer un quartier des pensions des nouveaux-convertis, la somme de 121.855 livres, dont 30.000 à verser par le commis de Rouen, et 18.000 par celui de Caen ⁶.

Quelle proie offerte aux convoitises ! Dès 1685, les demandes d'envoi en possession avaient afflué, signées de parents des fugitifs. Le plus souvent, on se présentait en qualité de nouveau ou nouvelle-catholique ; procédé infailible pour réussir ! Esther de Baron, de Caen, réclamant les biens de son beau-frère La Suhardière, écrit (30 sept. 1687) : « Cette grâce me regarde plutôt que d'autres personnes, d'autant plus que j'ai eu le bonheur de me convertir il y a près de trois ans, sans aucune contrainte ⁷ ». Les deux filles de Cyrus-Antoine de Bricqueville-Colombières, ont abjuré ; elles reçoivent du roi, en récompense, les biens de leurs frères réfugiés (12 mai 1688) ⁸.

Un édit du 9 décembre 1689 eut pour objet de généraliser ces dons. « Voulons, disait le roi, que les biens délaissés par [les fugitifs] appartiennent à ceux de leurs parents... auxquels ils eussent appartenu par la mort naturelle de ceux qui se seront ainsi retirés... ⁹ ».

A peine déchainée, la meute se ruait sur les dépouilles livrées en pâture. Deux ou trois cents cultivateurs avaient labouré et semencé, sur la foi d'un bail de six ans, les terres confisquées dans la généralité de Caen. Conformément au nouvel édit ¹⁰, ils furent sommés de les évacuer avant le 1^{er} janvier 1690. C'était « une ruine totale » pour l'adjudicataire-général Robert Sauvé ; il déclara qu'il ne pourrait payer le prix de son adjudication, et l'intendant Fou-

¹ Arch. Nat. TT. 317 A.

² *Ibid.*, TT. 4.

³ *Ibid.*, G 7 214. (Lettre de l'intendant de Gourgues, 13 déc. 1688).

⁴ *Edits*, p. 410, 415.

⁵ Chargé de payer les pensions des nouv. convertis.

⁶ *Edits*, p. 319.

⁷ Arch. Nat. TT. 103, XIII.

⁸ *France Prot.*, 2^e édit., III, 171.

⁹ *Edits*, p. 332.

¹⁰ Art. 3 (*Edits*, 333).

cault dut interdire de troubler les sous-fermiers dans leur jouissance, « jusqu'à ce qu'autrement par le roi en eût été ordonné ». (1^{er} janv. 1690) ¹.

Les biens de Samuel Basnage de Flottemanville et ceux de sa femme, Catherine Garnier, firent naître des contestations qui remplissent un volumineux dossier. L'un des compétiteurs, le capitaine de cavalerie de Varennes de Mémont, représenta qu'il s'était converti, et qu'il avait « le malheur de n'être pas né riche ². »

On spolia même des religieux qui étaient sortis du royaume avant l'édit du mois d'août 1669 ³. Un sieur Lemoyne, de Caen, était allé s'établir médecin à Londres en 1665. Son bien fut usurpé par un autre Caennais. Huet, qui avait « fort affectionné » la famille Lemoyne, s'honora en poursuivant la réparation d'une telle iniquité. Il écrivit à son neveu Charsigné, à l'intendant, même au ministre Châteauneuf. « La cause de ce pauvre homme, disait-il, est la meilleure du monde... Il ne doit point estre censé réfugié, ny traité comme tel... [Je lui] ay mandé il y a longtemps qu'il vint luy mesme defendre ses droits... Je crois que la pauvreté l'empesche, et qu'il demeurera pauvre, parce qu'il est pauvre ⁴. » — « Si cet absent, répondit Châteauneuf, était dans la résolution de revenir en France pour abjurer la R. P. R. et vivre en bon catholique, je verrais ce que S. M. voudrait faire sur cette demande ». (4 sept. 1699) ⁵.

C'est qu'on avait fait, des biens confisqués, une double prime à la conversion, et pour les parents des réfugiés, et pour les réfugiés eux-mêmes. La déclaration du 29 déc. 1698 avait promis la restitution de leurs biens à ceux qui rentreraient en France avant six mois, et abjureraient dans le mois de leur retour ⁶.

Quelques-uns se sentirent touchés de la grâce, et leurs yeux se dessillèrent. Jeanne Voisin était née à Jersey, en 1692, de Louis Voisin et d'Anne d'Antherville, de Cormeray. Retenue par sa mère dans

¹ Arch. Nat. TT. 317 A.

² Arch. Nat. TT. 91. — Lorsque Jacques Basnage eut négocié l'alliance franco-anglaise (1717), Dubois l'invita à fixer lui-même sa récompense. Jacques Basnage demanda que l'on restituât à son frère, (ou plutôt, à son cousin) Samuel Basnage de Flottemanville, les terres qu'il avait possédées en Normandie. — Nous ne savons si ce vœu fut exaucé. — Samuel Basnage mourut à Zutphen en 1721. (Weiss, II, 56).

³ C'est le premier en date des édits prohibant l'émigration sous peine de confiscation des biens.

⁴ Bibl. de Caen, mss. in-4° 203, I, 15 et 17.

⁵ *Mém. de l'Acad. de Caen*, 1881, p. 313.

⁶ *Edits*, 379 sqq.

cette île, elle n'avait pu profiter de la loi de 1698; elle était alors trop jeune « pour discerner le bien d'avec le mal ». A peine eut-elle perdu « une mère qui l'obsédait », qu'elle abandonna « un père qui voulait mourir dans son erreur », et revint en France « ou Dieu la rappelloit » (1709) ¹.

Mais que diraient les parents envoyés en possession des biens confisqués? Louis XIV s'était flatté qu'ils « ne voudraient plus les conserver », lorsqu'ils verraient leurs proches « ainsi revenus dans le sein de l'Église C. A. et R. ² ». Le croirait-on? Ils refusèrent de lâcher prise, et montrèrent les dents! De là, d'inextricables procès, qui se prolongèrent jusque sous Louis XV. Un sieur de la Motte-Blagny ³, réfugié en Angleterre à la Révocation, s'est marié à Londres et y a exercé les fonctions de juge de paix. Il repasse la mer et abjure. Mais, malgré la protection du maréchal de Broglie, il plaide encore en 1728 contre ses héritiers anticipés : les Vermanoir, les Des Glandes, les Du Mesnil de Vadouville ⁴. — D'étranges arguments sont présentés. Le sieur de Couvains s'est retiré en Prusse vers 1687; il fait valoir que, loin d'avoir porté les armes contre Louis XIV, il a toujours fréquenté, à l'étranger, les officiers et soldats français; n'est-ce pas comme s'il était resté « effectivement » en France? ⁵. — Parfois, le réfugié manifeste d'exorbitantes prétentions. Étienne Dericq (ou de Ricq), gentilhomme des environs de Caen, rentré de Londres longtemps après le délai prescrit par la loi de 1698, a la chance de trouver un frère accommodant, qui s'arrange avec lui « de bon cœur », moyennant une rente foncière. Ce frère meurt en 1720. Aussitôt, Étienne de Ricq jure ses grands Dieux qu'il n'en a rien reçu, et il sollicite du Régent un brevet qui lui fasse justice ⁶.

De part et d'autre, on se lance l'accusation d'hypocrisie. Le réfugié Jean Le Tondou dispute à Jacques Agasse, orfèvre de Caen, les biens de son père et de son oncle; au dire d'Agasse, c'est un « hypocrite qui vit en relaps au grand scandale de toute la ville;... il s'est retiré chez un prestre de campagne qui peut estre ne le connoist que pour l'avoir vu une seule fois, dont il a apporté une attestation comme il

¹ Arch. Nat. TT. 227.

² *Edits*, 379-380.

³ Un Philippe de Bechevel, écuyer, sieur de la Motte-Blagny, décède à Saint-Lô, à 83 ans, le 24 avril 1684. (Arch. mun. de Saint-Lô, État civil prot.).

⁴ Arch. Nat. TT. 167.

⁵ *Ibid.*, TT. 118.

⁶ *Ibid.*, TT. 121.

luy a administré les sacrements sans savoir lesquels des sacrements ¹. » — La « foi catholique » des parents envoyés en possession est-elle plus sincère ? Écoutons là-dessus Foucault : « Quoique cette succession anticipée paraisse juste, écrit-il (24 avril 1699), cependant elle produit un grand inconvénient par rapport à la religion, la plupart de ceux à qui le roi accorde ces biens étant aussi calvinistes que ceux qui les ont abandonnés ². »

Tels étaient les fruits de lois immorales qui, selon l'énergique expression de Saint-Simon, avaient « déchiré un monde de familles, et armé parens contre parens ³. »

¹ Arch. Nat. TT. 110.

² *Mém.*, 329. — Voici un exemple à l'appui. En 1687, Elisabeth Allibert, veuve de Jean de la Bazoge, « vivant seigneur de *Chevreville* » (élection d'Avranches), avait quitté le royaume et s'était fixée en Hollande, à Gouda. (*Bull. des Egl. wall.*, V, 333). Le jeune Chevreville, son fils, resté en Normandie, avait été investi de ses biens par brevet de Louis XIV. Comme il était « mal converti », l'intendant de Gourgues retint le brevet, lui faisant comprendre que « s'il ne tenait une meilleure conduite, S. M. révoquerait ledit brevet ». (*France Prot.*, 2^e édit., V, 617).

³ *Mém.*, XIII, 116.

CHAPITRE QUATRIÈME

PERTES MATÉRIELLES ET INTELLECTUELLES ; LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE ; L'ACADÉMIE DE CAEN

Quel fut le nombre des réfugiés de Basse-Normandie ? ¹. Il est très difficile de le déterminer, même approximativement. Les registres du refuge, nous l'avons vu, sont loin d'être au complet, et n'indiquent pas toujours avec précision — quand ils l'indiquent, — le lieu d'origine des immigrants. D'autre part, on ne saurait accepter sans défiance les renseignements fournis par le *Mémoire de 1698 sur la généralité* ; car, sauf pour l'élection de Caen, Foucault s'est borné à transcrire, sans y rien changer, les rapports de ses subdélégués ², et ceux-ci n'osent guère dire les choses comme elles sont.

A en croire celui de Vire, son élection contiendrait « *quelques familles* de huguenots, établies à Condé, Proussy, Berjou, Sainte-Honorine, Caligny, Fresne. On n'en peut dire au vrai le nombre, *qui n'atteint pas deux cents*. Il n'y a que *six familles en leur entier* qui aient abandonné ³. » — D'après l'intendant de Gourgues, les réformés, en 1685, étaient au nombre de 528 familles, pour le seul

¹ Floquet, d'après Goube, évalue à 184.000, vers 1690, le nombre total des réfugiés de Normandie (VI, 183). — Ce chiffre est assurément exagéré.

² C'est ainsi que le rapport du subdélégué de Coutances, conservé en original aux Arch. du Calv. (C. 281), est textuellement reproduit aux f^{os} 169-172 du *Mémoire*. (Bibl. Nat. mss. fr. 23.207). Du reste, le style du *Mémoire* trahit plusieurs rédacteurs. — « L'intendant n'est pas excusable, écrit à ce propos Boulainvilliers, de n'avoir pas lu ce qu'il envoyait à la cour comme sien ». (*Etat de la France*, V, 135).

³ *Mém. sur la génér.*, f^o 339.

doyenné de Condé ¹. Si, dans tout le Bocage, ils ne comptaient même plus 200 familles en 1698, comment croire que *six* familles seulement eussent émigré « en leur entier ? » Du reste, le subdélégué commet une autre erreur, lorsqu'il ajoute que « jamais, dans la ville de Vire, il n'a résidé de huguenots ². »

L'élection de Bayeux, au dire du subdélégué, renfermait environ *cent* familles de la religion ; mais *dix* ou *onze* seulement se sont retirées à l'étranger ³. — Cent familles ! c'est bien peu, pour les cinq églises du Bessin ⁴. Et comme l'on constate, dans la suite, la disparition presque totale de ces églises, composées en majorité de nobles, et très voisines de la mer, il est clair que le subdélégué reste fort au-dessous de la vérité, en limitant à dix ou onze familles l'émigration.

« Pontorson et Ducé, écrit celui d'Avranches, avaient été *infectés* de huguenots par la protection que leur donnoient les comtes de Lorges, de Montgommery et de Ducé ; quelques-uns, *en petit nombre*, ont émigré avec M^{mes} de Ducé et de Fontenay ⁵. » — Or, dès 1685, il ne restait que 193 réformés (45 familles) dans le diocèse d'Avranches ! ⁶.

Les subdélégués de Saint-Lô, Carentan, Coutances et Mortain sont un peu plus véridiques. — Dans l'élection de Saint-Lô, « il ne paroist point que le peuple ait été plus nombreux en général qu'il l'est aujourd'hui, et *s'il y a eu quelque diminution*, c'est en ladite ville de Saint-Lô, où il y avait environ 800 religionnaires ⁷, dont la sortie *d'environ la moitié* a causé *quelque préjudice* ⁸. » — Carentan a eu autrefois « quelques familles huguenottes assez considérables ; mais elles sont à présent éteintes, et *ceux qui restaient ont émigré* ⁹. » — A Coutances, réside une seule famille, composée de quatre personnes ¹⁰ ; mais un certain nombre de religionnaires sont disséminés

¹ *Bull. du Prot.*, XLV, 80. — De Gourgues, intendant à Caen de 1686 à 1689.

² *Mém. sur la gén.*, f° 339. — Voir ci-dessus, p. 5 et 50.

³ *Mém. sur la gén.*, f° 26.

⁴ Voir ci-dessus, p. 62. — En 1685, le seul doyenné de Trévières contient encore 144 familles. (*Bull. du Prot.*, XLV, 80).

⁵ *Mém. sur la gén.*, f°s 273, 274. — Weiss, II, 397. — La marquise de Fontenay, dame de la Bazoge, sortit du royaume en 1696. Elle possédait des terres à Chasseguay et à Milly. Cet héritage donna lieu à des procès qui duraient encore en 1728. (Arch. Nat. TT. 135, et de la Manche, A. 548).

⁶ *Bull. du Prot.*, XLV, 81.

⁷ 878, en 1685, pour tout le doyenné de Saint-Lô. (*Ibid.*).

⁸ *Mém. sur la génér.*, f° 34 v°. — Weiss, II, 397.

⁹ *Mém. sur la génér.*, f° 38 v°. — Restaient dans le doyenné de Carentan, en 1685, 22 réformés, groupés en 5 familles. (*Bull. du Prot.*, XLV, 81).

¹⁰ Doyenné de Coutances : 11 familles et 36 personnes, en 1685. (*Ibid.*).

dans les paroisses de Cerisy, Savigny, Saint-Denis-le-Gast, Cambernon et autres ; après la « suppression » de l'Édit de Nantes, « *des familles entières* » s'enfuirent à Jersey, à Guernesey, et de là en Angleterre, avec l'argent qu'elles pouvaient avoir ¹. — Sur 300 réformés de l'élection de Mortain, « *plus de la moitié* se sont retirés en Hollande et en Angleterre, ou ont changé de demeure ². »

Pour Caen, il y a moyen de suivre, presque d'année en année, les progrès de la dépopulation.

D'après l'intendant Morangis, à la date du 22 mai 1685, *quarante* réformés, tout au plus, y compris les enfants, ont quitté la ville depuis trois ou quatre ans ; « *on les croit* habituez dans les pais estrangers » ; ce sont de petits bourgeois, drapiers, orfèvres, merciers, menuisiers, « peu accommodés dans leurs affaires, et presque tous très pauvres ³. »

En octobre 1685, le doyenné de Caen renfermait encore 2.749 réformés ; un an après (déc. 1686), il faut défalquer de ce nombre 168 fugitifs ⁴.

En 1689, au dire de Foucault, les religionnaires ne sont plus que la vingtième partie des habitants de Caen ; soit, au plus, 4.700 à 2.000 ⁵.

En 1694, Pontchartrain veut établir, à Caen, une juridiction consulaire ; Foucault lui représente que « *la plupart* des marchands de la ville, étant religionnaires, ont quitté le royaume ; ceux qui y sont restés sont passés à Paris ou à Rouen, et le commerce est présentement *peu de chose* à Caen ⁶. »

En 1699, Foucault n'évalue plus qu'à 300 familles la population protestante de Caen ⁷. Et il écrit dans son *Mémoire de 1698* : « Le commerce le plus ordinaire de l'élection de Caen consiste dans les draps, lingettes et toilles, façonnés surtout dans les élections de Vire, Falaise et Argentan, et aportés par charois en ladite ville de Caen ; ce commerce, ainsi que les autres, *ont considérablement dimi-*

¹ *Mém. sur la génér.*, f° 173, et Arch. Calv. C. 281.

² *Mém. sur la génér.*, f° 369. — Weiss, II, 397.

³ Arch. Nat. TT. 317 A. — Voici quelques-uns des noms cités par Morangis : Angot, *apothicaire* ; Pierre Poullain, *orfèvre* ; Hamon, Brisset, Lemarchand, Lenoble, *drapiers*.

⁴ *Bull. du Prot.*, XLV, 80.

⁵ Foucault, *Mém.*, 293. — En 1698, Caen avait de 35 à 40.000 habitants. (*Mém. sur la génér.*, f° 4 v°).

⁶ Foucault, *Mém.* 308.

⁷ *Ibid.*, 331.

nué depuis l'année 1685, que *la plus grande partie* des marchands ou négocians, *qui étaient religieux et les plus riches*, ont passé dans les pays étrangers, et ont abandonné ledit commerce, en sorte que ceux qui restent ne sont pas en pouvoir de le rétablir ¹. »

Cette ruine se traduit par la diminution progressive, à Caen, du chiffre des octrois. En 1679, on les avait adjugés à 156,000 livres. Le 31 janvier 1685, un sieur Guillemain ne s'en charge que pour 147.500 livres. — Survient l'édit de Révocation. Le 3 décembre 1685, Guillemain prétend « faire dire et juger » que, vu « la cessation du commerce », due au départ des marchands religieux, les échevins « seront tenus se recharger de la régie des octrois. » — « Le commerce n'a pas été interrompu ! répliquent les échevins ; ceux qui faisaient profession de la dite religion, ainsi que les catholiques, ont toujours vendu et acheté. A présent que tous lesdits marchands sont convertis, et continuent leur commerce comme aux années précédentes, de quoy se peut plaindre ledit Guillemain ? ². » — Mais, quelques semaines après, les échevins, ouvrant leurs yeux à l'évidence, s'estiment trop heureux de recevoir 141.000 livres, soit 6.500 de moins qu'en 1685. « Ils sont contents du prix, écrit l'intendant Morangis (19 janvier 1686), d'autant que l'extrême disette, et la retraite de beaucoup de gentilshommes et bourgeois à cause des gens de guerre, *et mesme de quelques-uns qui sont sortis du royaume pour la religion*, sont des raisons très suffisantes pour faire diminuer le prix des octrois... ³. » — En janvier 1694, l'adjudication ne sera plus que de 137.000 livres ⁴.

C'était non seulement sur les objets de consommation, mais sur les draps, toiles, coutils, etc... qu'on percevait les droits d'octroi. Depuis la Révocation, toutes ces industries languissent.

Si, par exception, la manufacture des Massieu se maintient, c'est que Pierre Massieu a obtenu, le 17 septembre 1690, un privilège du roi. Il a été autorisé à continuer sa fabrique de draps fins façon d'Angleterre et de ratines façon de Hollande, à employer tels ouvriers qu'il voudrait, à ouvrir un magasin à Paris pour y vendre ses produits. En outre, il a été exempté de tout logement des gens de guerre

¹ *Mém. sur la génér.*, f° 5. — Weiss (II, 396, 397) n'a pas reproduit littéralement ce texte.

² Arch. mun. de Caen, Reg. de la ville, LXXIII, f°s 75 sqq., et LXXIV, f°s 29, 90, 91. — Beaujour, 365.

³ *Corr. des contr. gén.*, I, 226.

⁴ Arch. Calv. C. 1447.

et de toutes charges publiques. Ces avantages l'ont mis en état de porter ses draps fins de 3.600 à 4.000 fils ¹.

Mais les draps communs ont perdu leur ancienne réputation. On se plaint que les « facturiers » mêlent, depuis quelque temps, des laines d'Angleterre à celles du Cotentin. Pontchartrain s'en prend à l'inspecteur des manufactures, Étienne Bocquet², et le menace d'une révocation (nov.-déc. 1692)³. L'inspecteur, qui n'en peut mais, représente que la quantité de laine du Cotentin apportée aux marchés « ne compose pas le quart de celle qu'on y voyait autrefois ⁴. » Toute la dépouille des bestiaux reste à leurs propriétaires, obligés de garder en magasin, outre l'année courante, une grande partie de l'année précédente ⁵. C'est que les serges de Caen ont considérablement diminué. Jadis, il se faisait de grands envois de ces serges en Hollande ; mais « des fugitifs français, écrit Bocquet, s'y sont établis, et ils débitent leurs serges en se passant des nôtres » (1708)⁶. Les seuls débouchés désormais possibles sont la Bretagne, l'Alsace, la Suisse ⁷. Caen produisait « cy-devant », chaque année, 15 à 20.000 pièces de serges ; en 1708, ce chiffre tombe à 5 ou 6.000 ⁸. Les serges de Saint-Lô, qui se recommandaient par leur « bonté et perfection », ont encore plus souffert ; Matignon atteste, en 1708, « la chute presque entière » de cette industrie ⁹.

A Saint-Lô, avant la Révocation, le corps des teinturiers était de 40 à 45 maîtres ; il est maintenant réduit à deux, qui ne sont pas même entretenus. Le corps des maîtres tanneurs était de 60 maîtres ; il est aussi réduit à deux ¹⁰.

Sur d'autres points de la généralité, le commerce qui se faisait des toiles, serviettes, treillis et coutils, est « presque anéanti ¹¹. »

Dans l'élection de Vire, la chute des droguets et tirtaines a ruiné les 23 paroisses qui en vivaient. A Montsecret, à Caligny, à Fresne,

¹ Arch. Calv. C. 2.858.

² Étienne Bocquet avait été commis, le 28 mars 1692, à l'inspection des manufactures de la généralité de Caen. (*Ibid.* C. 2.948).

³ *Corr. des contr. gén.*, I, 1145.

⁴ Arch. Calv. C. 2852.

⁵ *Ibid.* C. 2858.

⁶ *Ibid.* C. 2852.

⁷ *Ibid.* C. 2852.

⁸ *Ibid.* C. 2814, 2816, 2852 et 2858.

⁹ Arch. Nat. G⁷ 217.

¹⁰ Détails rétrospectifs extraits d'une délibér. du Corps de ville de Saint-Lô, du 20 février 1746. (Arch. mun. de Saint-Lô).

¹¹ Arch. Calv. C. 2942.

à Saint-Pierre-d'Entremont, la plus grande partie des ouvriers ont quitté leurs maisons ; les autres sont réduits à mendier ¹.

Pareille décadence menace, à Vire et à Mortain, la fabrication du papier. Au mois de juin 1685, on arrête à Vire un papetier nommé Manès, « natif d'Angoulême et protestant, revenu en France pour entraîner des ouvriers à le suivre dans les fabriques qu'il a établies à Southampton². »

A Villedieu et dans les paroisses voisines, la poélerie occupait près de 2.000 personnes ; on voit journellement désertier les meilleurs artisans ; ils se transportent en Hollande, en Angleterre, jusque dans le Brandebourg, où les ustensiles de cuivre sont indispensables aux brasseurs et aux distillateurs ³.

Ces artisans, ces marchands religionnaires étaient, de l'aveu même de Foucault, *les plus riches* ⁴. Eux partis, la ville de Caen ne peut plus payer « ses dettes, charges et réparations ». Vauban a visité son port et ses murailles (1699) ; tout tombe en ruines, faute d'argent ⁵.

Vienne la guerre de la Succession d'Espagne, et l'on verra le régime du papier-monnaie, du cours forcé. En 1706, Foucault écrit au contrôleur-général : « Le commerce et le débit ont été moins forts que les années précédentes à la foire de Caen. La cause principale de cette diminution est que les marchands ne sont payés qu'en lettres de change sur Paris, et que, ne pouvant les négocier contre argent comptant, ils ne seront en mesure ni de payer leurs ouvriers, ni de solder leurs achats ⁶. » Le 4 novembre 1707, les syndics du commerce de Normandie exposent « le triste état où se trouvent les marchands et négociants de cette province depuis la déclaration du 18 octobre précédent, qui donne cours aux billets de monnaie pour un quart en tous paiements. Ce sera la ruine entière des manufactures⁷. »

— Après les pertes matérielles, les pertes intellectuelles.

A Moisant de Brieux, mort en 1674, avait succédé, comme protecteur de l'Académie de Caen, le comte de Matignon, lieutenant du roi en Basse-Normandie. Matignon mourut à son tour en 1675, et la société se serait peut-être dissoute, si « l'agréable et docte » Segrain, revenu à Caen en 1676, ne lui avait offert « la plus glorieuse hospi-

¹ Arch. Calv. C. 290.

² *Corr. des contr. gén.*, I, 192.

³ Arch. Calv. C. 268, 269. — Weiss, I, 165.

⁴ *Mém. sur la génér.*, f° 5.

⁵ Arch. Nat. G⁷ 215.

⁶ *Corr. des contr. gén.*, II, 1003, 1026.

⁷ *Ibid.*, II, 1338.

talité » ¹ dans son hôtel de la rue de Lengannerie ². Des trente membres réunis, à l'origine, par « M. de Brieux », treize seulement survivaient ; mais il ne semblait pas que la compagnie fût en peine de réparer ses pertes dans une ville si policée, et que M^{me} de Sévigné appelait, en 1689, « la source de tous nos plus beaux esprits ³. » Segrain eut vite fait de s'adjoindre 39 « notables » qui, suivant les traditions de Moisan, ne connurent d'autres statuts que l'amour des lettres et l'émulation ⁴.

Mais Segrain était poète, et la statue de Malherbe décorait le frontispice de son hôtel. La poésie prit donc le pas sur les discussions savantes. Dès 1671, l'helléniste caennais Thouroude ⁵ écrivait à Huet : « Votre absence ⁶, Monsieur, me remet devant les yeux la malheureuse condition du tems qui m'assujettit à demeurer dans un lieu où je ne trouve plus rien de ce qui me le rendoit autrefois assez agréable. L'assemblée qui se tenoit chez M. de Brieux est employée à toute autre chose qu'à ce que vous avez vu. On n'y parle plus que de vers... Le latin, le grec, l'antiquité, et ce qui appartenait aux belles-lettres, est presque abandonné... *Invita Minerva*, ils veulent s'ériger en juges du Parnasse Français. Si j'en étais cru, on se remettrait dans son premier train, car il vaudrait mieux être de passables originaux que de méchantes copies ⁷. »

Lorsque les érudits protestants eurent disparu, la tendance aux divertissements poétiques ne fit que s'accroître. Paulmier de Grentemesnil était mort en 1670, et Samuel Bochart en 1667 ; Etienne Morin, qui eût pu continuer son maître, *longo sed proximus intervallo*, avait dû prendre, avec Du Bosc, le chemin du Refuge. Après leur départ, l'orientalisme ne fut plus représenté que par un savant de passage, Antoine Galland. Venu à Caen vers 1697, Galland s'attacha beaucoup moins à cette ville qu'à la personne de l'intendant Foucault. Logé dans son hôtel comme secrétaire, il quitta en même

¹ Bayle commet donc une erreur, quand il écrit que l'Académie de Caen, de 1677 à 1684, se réunit chez l'intendant Méliand. (*Œuv. div.*, I, 94).

² Actuellement, au n° 7 de cette rue.

³ Lettre du 3 mai 1689. (*Ed. class. Labbé*, Paris, Belin, 1885 ; p. 392).

⁴ Brédif, 79-110, *passim*.

⁵ Il était catholique.

⁶ Depuis 1670, Huet était sous-précepteur du Dauphin.

⁷ Bibl. de Caen, mss. in-4° 203, II, 478. — M. Brédif (p. 80) cite, à propos de « l'Académie de M. de Segrain », cette phrase des *Origines* de Huet (p. 172) : « Il eût été malaisé de trouver, dans aucune des académies de France ou d'Italie, autant de personnes illustres par leur *savoir*. » Nous croyons que Huet, en s'exprimant ainsi, songeait plutôt à « l'Académie de M. de Brieux ».

temps que lui la généralité (1706) ¹. Et bien qu'il y ait traduit les *Mille et une Nuits* ², c'était surtout un numismate ³, où l'on ne saurait voir l'héritier des orientalistes protestants de Caen.

Segrais mourut en 1701, et, malgré les efforts de M. de Croisilles, son beau-frère, président au présidial, l'Académie était de nouveau menacée d'une prompte fin, lorsque Foucault entreprit de la restaurer, par la grâce vivifiante de l'investiture royale. Grand collectionneur de médailles et d'antiquités, amateur, souvent peu scrupuleux, de manuscrits et d'éditions *princeps* ⁴, un de ses premiers soins, à Caen, avait été de se faire admettre dans la compagnie (14 mars 1689). Le 15 mai 1704, il l'informa que le chancelier Pontchartrain allait lui accorder, pour son établissement, les lettres-patentes « les plus avantageuses » qu'aucune Académie eût encore obtenues ⁵.

Ces lettres-patentes furent expédiées au mois de janvier 1705. « Des villes de notre royaume, disait le roi, Caen est une de celles où les sciences ont le plus fleuri. Il s'y est formé, à plusieurs reprises, des assemblées de personnes savantes. Comme elles manquaient de fondement solide par le défaut de notre autorité, elles ont été souvent interrompues, ce qui n'arriverait plus si c'était notre bon plaisir de les ériger en forme d'Académie. — En conséquence, il y aura à Caen une *Académie des Belles-Lettres*, sous la protection du sieur Foucault, qui nommera les premiers membres. Toute vacance ultérieure sera comblée par les académiciens eux-mêmes. Leur nombre sera de trente. Le bureau se composera d'un directeur annuel, d'un secrétaire et d'un lecteur perpétuels. Les séances s'ouvriront, au commencement de chaque année, par le panégyrique du Roi ».

L'inauguration eut lieu le 2 mars 1705. Parmi les nouveaux sociétaires, on remarquait Antoine Galland, Samuel Lesueur de Colleville, petit-fils de Bochart, Charsigné de Piédoue, neveu de Huet,

¹ Il devint, en 1709, professeur d'arabe au collège de France.

² Il les traduisit à Magny, près Bayeux, dans un château de Foucault.

³ *Nouv. biogr. génér.* (Dr Hœfer), XIX, 289. — Cependant A. Galland a correspondu avec Huet sur le marbre de Thorigny et les ruines de *Vieux*, ancienne cité des Viducasses, près Caen. (*Mém. Antiq. Norm.*, ann. 1826, p. 138 sqq., — et *Bibl. Caen*, mss., in-4° 211, IV, 14).

⁴ En 1701, Foucault posa la première pierre d'une nouvelle salle pour l'Université de Caen, rue de la Chaîne. Invité, en récompense, à choisir parmi les manuscrits et livres rares de la bibliothèque de l'Université, il se fit la part du lion. (G. Lavalley, *Catal. des mss. de la Biblioth. de Caen*, Caen, 1880, p. XI-XV).

⁵ Fouc., *Mém.*, 247, 356. — *Corresp. admin.*, IV, 636. (Doc. inéd.).

quelques magistrats, professeurs, avocats et médecins ; six ecclésiastiques, dont le P. Martin, cordelier, correspondant de Huet.

Foucault, protecteur, prit le premier la parole. Il remonta au delà du déluge. « Depuis la chute du premier homme, dit-il, l'esprit humain a été couvert de ténèbres ; c'est par un effort juste et louable qu'il s'applique à connaître. — L'Académie de Caen fut fameuse dès sa naissance ; mais c'était un édifice fondé sur le sable... M. de Segrais, comme un autre Amphion, rassembla, au son de sa lyre, les pierres éparses de ce bastiment ; mais il fallait qu'Apollon y mît la dernière main ». — « Rappelez-vous, dit-il aux académiciens, le mérite de vos ayeux ; leur sang, qui a passé dans vos veines, ne doit pas avoir perdu son sel et ses esprits ».

Ces aïeux, qui étaient-ils ? Moisant de Brieux, Paulmier de Grentemesnil, Samuel Bochart ! M. de Croisilles, directeur, eut le mérite de les nommer dans sa réponse ; mais il ajouta que grâce à Foucault, ce nouveau « Richelieu », la savante société deviendrait un jour aussi vénérable « que ces anciennes académies d'Athènes dont il est parlé dans Plutarque ! ! »

Huet n'était pas aussi optimiste, et voici ce qu'il écrivait, cette année même (1705), à Charsigné et au P. Martin : « Vous me parlez de l'Académie de Caen d'une manière qui ne m'en fait pas augurer une longue durée... Je ne sais si cela ne justifie pas l'avis dont j'ay toujours esté, de laisser cette Académie en l'estat où elle avait subsisté si glorieusement dès sa naissance. L'utilité qu'on en pouvait attendre ne dépendait point de tout le pompeux appareil dont on voulait la revestir, mais d'un amour sincère pour les lettres..., et c'est ce qui est presentement fort rare à Caen... ². M. Galland sait bien des belles choses, mais ce sont gens passagers... On pourra dire de cette Académie ce que M. de Montausier disait des fontaines de Versailles : que c'est la plus belle Académie du monde, et qu'il n'y manque que de l'eau..., c'est-à-dire du savoir ³. »

De fait, les nouveaux académiciens eurent beau se rappeler le mérite de leurs aïeux ; bien peu furent en état de produire des œuvres sérieuses. De temps à autre, Samuel Lesueur de Colleville lisait une « diatribe » inédite de son grand-père, Samuel Bochart ; ou bien l'on discutait quelque passage de la traduction des Géorgiques, par Segrais. Mais, bien qu'il fût convenu d'écarter « tous sujets bas et

¹ Bibl. Caen, mss. in-f° 104, I, 265 sqq., et Arch. Nat. K. 1201.

² Bibl. Caen, mss., in-4° 204, p. 118, et in-4° 203, I, f° 169 v°.

³ *Bull. Antiq. Norm.*, 1864, II, 88, note 1.

frivoles » ¹, le meilleur des séances se perdit à dissenter sur les moulins à vent, à décrire la lanterne magique, à composer des poèmes sur les serins ². Après le départ de Foucault, M. de Croisilles manœuvra de façon à se faire nommer directeur perpétuel (1711). Un jour qu'on l'avait contredit « sur je ne sais quoi », il se mit en colère, donnant à entendre que, puisqu'il fournissait sa maison et son feu, il devait toujours avoir raison. Ce reproche parut « bien indécent », et les assemblées cessèrent (1714) ³.

¹ *Statuts et Lett. patentes de 1705*, Bibl. Caen, mss., in-f° 104. I, 265 sqq.

² Formigny, 65-72.

³ Bibl. Caen, mss., in-4° 203, IV, f. 113 v°, et in-4° 154. p. 193.

CHAPITRE CINQUIÈME

L'UNITÉ RELIGIEUSE N'A PAS ÉTÉ OBTENUE

Des villes et des villages étaient dépeuplés, la commerce ruiné, la décadence de l'érudition irrémédiable, la guerre allumée entre parents, la moralité publique gravement atteinte par le déchaînement des plus basses convoitises. Avait-on du moins l'unité religieuse ?

D'après une enquête très précise de l'intendant de Gourgues, la généralité de Caen renfermait, au mois d'octobre 1685, 9.223 nouveaux-convertis ¹. Un an après (déc. 1686), déduction faite de 298 fugitifs, il en restait 8.925, dont 1.296 seulement (*moins d'un sur six*) avaient été « confessez et communiez ². »

Voici maintenant quelques détails particuliers ³ :

A Caen, le curé de Saint-Nicolas gémit sur la non-sincérité des conversions ⁴. — Dans la paroisse Saint-Julien, 57 néophytes « ont participé aux saints-sacrements de pénitence et d'Eucharistie » ; 83 se sont bornés à la confession. — Sur 84 « nouveaux ou *prétendus* catholiques » (*sic*) de la paroisse Saint-Étienne, 14 ont rétracté leur abjuration ; les autres se sont approchés des autels, mais il y a parmi eux beaucoup d'enfants ⁵. Un tanneur de la paroisse, vieillard

¹ Diocèse d'Avranches, 193 ; — de Coutances, 2113 ; — de Bayeux, 6917.

² *Bull. du Prot.*, XLV, 77-81.

³ Nous les puisons surtout dans les mémoires rédigés par les curés en vue de l'enquête, et dont quelques-uns, datés de mai-juin 1686, se trouvent aux Arch. du Calv. (H, Nouv. Cath., *liasse*).

⁴ *Mém. des Antiq. de Norm.*, XIV, 386.

⁵ Arch. Calv. H, N. C., *liasse*.

de 72 ans, Luc Desplanches, a abjuré le 12 nov. 1685. Quelques semaines après, il tombe dans son escalier, se blesse grièvement à la tête. Un vicaire va le voir. « Etes-vous aise, lui dit-il, de vous être converti ? — Oui. — Voulez-vous faire acte de contrition, et recevoir le sacrement de pénitence ? — (Pas de réponse). — Voulez-vous recevoir le sacrement d'extrême-onction ; et, pour cet effet, demandez-vous pardon à Dieu ? — Oui, répond Desplanches ; « ne pouvant ledit vicaire desclarer si cette réponse estoit relative à la reception du Saint-Sacrement ou bien de demander pardon à Dieu ¹. »

La paroisse Saint-Jean contient environ 112 nouveaux-convertis, répartis en 32 familles ; plusieurs se sont absentés « depuis qu'on presse leur conversion » ; il en est qui refusent d'envoyer leurs enfants aux instructions, « quoyqu'on les en ait avertis ². »

A Saint-Pierre, le libraire Jacques Lebourgeois a signé son abjuration le 15 nov. 1685. Depuis, il a été à la messe, et a parlé religion avec plusieurs ecclésiastiques ses clients. « Etes-vous persuadé ? », lui demande-t-on. — « Cela ne peut venir si promptement », répond-il. En attendant, il garde des catéchismes protestants, qu'il a cachés sous la gouttière de son grenier, où un maçon les découvre par hasard ³. — Un ancien maître d'école, Jacques Essillard, refuse de fréquenter l'église, où il serait « noyé d'eau bénite ⁴. » — Un ex-avocat, Nicolas Le Cavalier, a osé tenir tête à plusieurs Jésuites, au château, dans une discussion publique sur la Réforme. (Août 1686) ⁵.

Prenons la Campagne de Caen : très peu de nouveaux-convertis font « leur devoir ». On les voit bien à l'église, mais « d'une manière qui ne fait croire a rien de bien, n'ayant qu'une contenance forcée ». De bons paysans prétendent que le roi leur a donné un an pour se préparer. Ou bien ils allèguent un deuil imprévu, un incendie, des affaires urgentes, qui les ont empêchés « de penser à autre chose. »

¹ Arch. mun. Caen, Etat civil cath., *Saint-Etienne*, nov. 1685 ; — et Arch. Calv. B, Baill. Caen, *Criminel*, Plaintes et Inform., janv. 1686.

² Mairie de Caen, coll. Mancel, mss., in-f° 15.

³ Arch. Calv. B, Baill. Caen, *Criminel*, Plaintes et Inform., 6 juin 1686.

⁴ *Ibid.*, juillet 1686. (Affaire Essillard).

⁵ Beaujour, 337. — Prévenu, à l'issue de la séance, qu'on allait l'arrêter, il s'empressa de quitter Caen avec sa femme et ses enfants, et réussit à gagner Rotterdam. Selon M. Beaujour (*ibid.*), il y serait mort vers 1705. C'est une erreur, car il y est naturalisé le 20 août 1709. (Arch. Rotterdam, Reg. des naturalisations).

— A *Baron*, la dame de Brasnay et ses deux filles « n'ont rien fait de catholique. » — Étienne Richard, fermier de 'M. de Bougy, a déclaré « ne vouloir se convertir pour quoy que ce puisse estre. » — A *Bourguébus*, des 25 nouveaux-catholiques, aucun ne « fait son devoir » ; leur chef est Samuel Bacon de Précourt, dont le père, bourgeois de Caen, a passé en Hollande. Une servante, Marie Galard, n'a pas même abjuré, « quoyque on luy ayt peut dire (*sic*) touchant sa conversion ¹. »

Dans le doyenné de Douvres, où les réformés, très nombreux (700 au mois d'oct. 1685) ², formaient autrefois l'église de Basly ³, la résistance est encore plus vive. — A *Biéville*, « aucun des [35] nouveaux-convertis ne s'est defait de ses livres [huguenots], et la plus grande partie proteste ne vouloir point d'autres instructions que celles qu'ils ont reçues de leurs ministres ⁴. » — *Beuville* renferme 60 anciens catholiques « qui sont soigneux de faire leur devoir » ; mais les « six-vingts nouveaux-convertis » refusent de s'approcher des sacrements. L'un d'eux, Philippe Boscain, charpentier, « s'est moqué de toutes les promesses ou menaces » ; il a fait de la prison à Caen, « pour quelques insolences » commises dans l'église Saint-Pierre. La femme de Paul Boscain n'a pas voulu abjurer ; elle est « très méchante. » D'autres n'assistent aux offices que rarement, et pour avoir occasion de « contredire à la vérité. » Nicolas Paisant, toutes les fois qu'il y est venu, n'a cessé de faire « des grimaces et des contorsions », au grand scandale de tous les vrais fidèles. — A *Courseulles*, sur 123 religionnaires, cinq seulement paraissent convertis, « desquels une petite fille de sept ans, bien instruite » ; sept autres promettent de se réunir ; mais le nombre des « très opiniâtres et endurcis » s'élève à 111, « desquels Amos Michelle, autrefois surveillant du party, qui empesche tous les autres de faire leur devoir, et qui tourne en raillerie tous les bons advertissemens qu'on luy peut donner. » (Juin 1686) ⁵. — *Cresserons* n'est pas plus sûr. Une nuit, vers onze heures, quatre maçons de ce village, « cy devant de la R. P. R. », rencontrent dans les champs le vicaire de Luc, qui,

¹ Arch. Calv. H, Nouv. Cath., *liasse*.

² *Bull. du Prot.*, XLV, 80.

³ A Basly, de 1691 à 1694, le curé Marcel enregistre plusieurs nouveaux convertis morts « catholiquement », mais à l'âge de « 80 ans et plus ». (Arch. de Basly, GG ³).

⁴ Arch. Calv. C. 6779.

⁵ *Ibid.*, H, Nouv. Cath., *liasse*, — et C. 1514,

accompagné du « custos ¹ », vient d'administrer un malade ; l'un d'eux, Nicolas Delaperrelle, « pousse rudement » le vicaire et lui dit : « Que fais-tu là, bougre ! à l'heure qu'il est ? » Un autre prend le custos à la gorge et lève sur lui « son reigle de maçon », en criant : « Mordieu ! bougre ! qui ne me tient ! ². »

A *Saint-Sylvain*, un charpentier, Les Longschamps, profère « quantité de sottises contre l'honneur et le respect de la religion cath., apost. et romaine. » Un « affillasseur », Jacques Louvel, dit bien haut que « cette religion n'est que l'ecclise bastarde des ecclises du Seigneur. » — On s'indigne autour de lui : « Ventre-Dieu ! cela n'est pas ! » vous n'êtes « qu'un cocquin de parler de la sorte ! Par le sang de Dieu ! que le diable vous emporte ! » Continuez, et vous aurez « cent coups ! » — Louvel, sans s'émouvoir, ajoute « que le sacrifice de la messe ne vault rien, et que les psaumes de David vallent mieux. » A un de ses frères, qui s'est converti, il n'épargne ni les « imprécations », ni les sarcasmes, « l'appellant Mons^r de la Messe » ³, etc...

Même situation dans le Bessin. A *Aignerville*, le curé écrit au bas d'une liste d'abjurations (ann. 1686-96) : « Fin de cette table *et des abjurations peu sincères* ⁴. » — Au mois de mai 1686, quelques réformés de *Géfosse* sont poursuivis, pour inhumation irrégulière, devant le bailliage de Saint-Sauveur-Lendelin. Tous ont abjuré, tous ont été à la messe ; aucun n'a voulu faire ses pâques. Pierre de Guilbert, écuyer, sieur de Secqueville, a défendu au vicaire de venir lui parler religion. Jacques Deneufville, journalier, a tenu les propos les plus malséants. Un valet du sieur de Secqueville, le nommé Hacquet, sert la messe pour montrer qu'il est bien converti : « Y en a-t-il d'autres que toi, lui demande Jacques Deneufville, a bailler a boire au curé ! — Je veux être bon catholique ! — Sois-le tout ton saoul ; je voudrais que toi et ton curé fussiez pendus à la porte de l'église ! » Le Dimanche des Rameaux, voyant tout le peuple, à l'office, « s'agenouiller et se prosterner », Deneufville se met à « crever de rire », et observe qu'on leur don-

¹ Terme employé, dans la campagne de Caen, pour désigner le bedeau.

² Arch. Calv. B. Baill. Caen, *Crim.*, Plaintes et enquêtes, 18 mai 1696.

³ Arch. de Saint-Sylvain, ann. 1675-77. — En raison de leur analogie, nous rapprochons ces propos des précédents, bien qu'ils soient un peu antérieurs à la Révocation.

⁴ Arch. d'Aignerville.

nerait bien à tous « des lavemens », pendant qu'ils ont « la bonde en hault ¹ » (*sic*).

Cette résistance souvent gouailleuse, si caractéristique chez les plus humbles, était encouragée par des exhortations venues secrètement du Refuge. Le 17 mars 1686, on saisit à Caen, chez un pauvre « tondeur de drap », Isaac Roger, plusieurs exemplaires de deux « libelles remplis de diffamation et de mépris contre les mystères de la religion catholique. » L'un, de 15 pages in-4°, avait pour titre : « *A nos freres qui gemissent sous la captivité de Babylone*, » et finissait par ces mots : « Si vous avez de la charité pour vos frères vous communiquerez cette lettre partout. » L'autre, de 5 pages, était sous forme de « *lettre touchant les affaires des protestans de France*, 1683 ². » Une saisie analogue fut faite dans le port de la ville (août 1688), sur un vaisseau venu de Hollande et appartenant aux Massieu ³. — En 1687, Jean Guillebert, ancien pasteur de Caen, fit imprimer à Amsterdam six sermons destinés à ceux qui avaient eu « la faiblesse d'abandonner la profession de l'Évangile ⁴. » « Leur seule nourriture, dit-il, consiste en chetives gousses, en fables, en legendes, en traditions humaines. Car que trouvent-ils autre chose, dans ces assemblées idolâtres où une rigueur inouïe les force d'assister..., où les veritez de l'Évangile ont été corrompues et empoisonnées par un nombre infini de pratiques nouvelles, qui, comme autant d'épines, ont étouffé la bonne semence ? ⁵. » — Dépeignant « le malheur des apostats », Guillebert les conjure, « par les entailles des compassions de Dieu, de donner ordre promptement à l'état de leur conscience... Ils ont renié de la bouche la vérité ; qu'ils se donnent bien garde de la renier du cœur ⁶. » — Mais d'autres n'ont pas faibli : « Continuez, s'écrie le ministre, ô chers et genereux atletes, fideles confesseurs de la vérité de l'Évangile, à demeurer fermes dans cette sainte profession. A la vérité, vous n'avez pas

¹ Greffe de Coutances, Baill. de Saint-Sauveur-Lendelin et Périers, minutes d'audience, affaire Guilbert de Secqueville, mai 1686.

² Arch. Calv. B. Baill. Caen, *Crim.*, Plaintes et Inform., 1686. — Roger fut condamné, le 30 juillet 1686, à trois ans de galères. (*Ibid.*).

³ Arch. Nat. G⁷ 214.

⁴ *Sermons sur div. textes*, 1^{er} sermon, *Avertissement*. — Chacun des six sermons est paginé à part. Ils ont dû être imprimés isolément, sous forme de plaquettes, pour que le colportage en fût plus facile.

⁵ 1^{er} Sermon, p. 53, 55.

⁶ 3^e Sermon, *Avertissement*.

la consolation de vous rencontrer dans les assemblées, mais Paul et Silas firent un temple de la prison de Philippes ! ¹. »

On envoyait aussi des formules de prières. Les unes étaient rédigées en vue des offices catholiques. Tel nouveau-converti qui, le chapelet en main, paraissait réciter une oraison à la Vierge, murmurait en secret ces paroles toutes calvinistes : « J'élève ma pensée et mes affections vers toi, ô grand Dieu, mon unique espérance ! qui résides là haut, sur ton trône céleste, et qui n'habites point es temples faits de main d'homme ². » Les autres étaient destinées au culte de famille. Voici quelques extraits d'une de ces prières, retrouvée à Caen dans une vieille Bible : « Encore que nous ne soyons que deux ou trois assemblez en ton nom, tu ne délaisseras pas de te trouver au milieu de nous selon tes promesses... Nous cherchons dans tes Saintes Ecritures et dans les meditations de tes serviteurs les leçons et les instructions que nous avons coustume de recevoir de leur bouche. Nous cherchons principalement à puiser dans la source, aujourd'huy que la plupart des ruisseaux qui servaient à notre rafraichissement sont taris ³. »

Faire « des assemblées... de religion autre que la catholique », rien que la mort n'était capable d'expier ce crime ⁴. Et pourtant, d'intrépides religionnaires trouvaient moyen de se réunir, de temps à autre, pour lire et prier en commun. Le 26 septembre 1688, à la requête du curé de Notre-Dame, une descente de justice eut lieu, à Caen, chez le sieur Jacques Deliot. Les portes étaient fermées aux verrous. Il y avait là neuf personnes « ayant fait profession de la R. P. R. » L'une d'elles lisait un livre qui venait de paraître à Rotterdam, sous ce titre : « *La récompense du fidèle et la condamnation des apostats*, ou sermon sur Matthieu, X, 32, 33, avec la dernière exhortation que M. Claude fit à Charenton ⁵. »

C'est au Bocage que les réunions furent le plus fréquentes et le plus nombreuses. En ce petit Gévaudan de Basse-Normandie, les bois étaient alors plus touffus qu'aujourd'hui ; les routes, rares ou

¹ 1^{er} Sermon, p. 56.

² Abbé Laffetay, I, 100.

³ *Bull. du Prot.*, XXV, 552 sqq.

⁴ Déclar, du 1^{er} juillet 1686, art. 5. (*Edits*, 293).

⁵ Arch. Nat. TT. 317 A, et *Bull. du Prot.*, XLII, 219. — Ce même jour (26 sept.), six des coupables (Jacques Deliot, Guillaume Gaultier, Françoise Louvel, Jean James, Magdeleine Lilais et Anne Azire), furent conduits aux prisons du bailliage, « pour accusation d'avoir fait des assemblées touchant la R. P. R. » (Arch. Calv., B. Bajl., Caen, min. des sentences, 26 sept. 1688).

mal entretenues ; les chemins encaissés, croisés en tous sens, et recouverts, comme d'un voile impénétrable, par les branches des hêtres, des chênes et des pommiers. Là vivaient, dans un rayon de trois ou quatre lieues ¹, groupés en communautés compactes, près de 3.000 religieux ², aux convictions de granit comme leur sol. Huet dénonça au ministre Châteauneuf une de leurs assemblées, qui s'était tenue au greffe même de la juridiction de Condé, par la « licence » du juge (octobre 1686) ³. — Nouveaux « prêches » au même lieu en mai et septembre 1688 : Jean Halbout, sieur de la Blonnière, avait prêté sa maison, et Daniel Bocquet, autrefois *ancien* de l'église de Caen, avait rempli les fonctions de prédicateur ⁴.

Au culte proscrit, les ministres ne manquèrent pas plus que les fidèles. La déclaration du 1^{er} juillet 1686 punissait de mort ceux qui rentreraient en France sans autorisation. Et voilà que, dès le 12 août suivant, un mémoire dénonçait l'arrivée prochaine, en Normandie, de ministres sortis de Hollande ! ⁵.

Des premiers *pasteurs du désert* dans cette province, on sait, jusqu'à présent, fort peu de chose. Le 8 octobre 1686, Seignelay écrit à l'intendant de Gourgues « qu'un nommé de Saint-Germain », parent des Montgomery et des Duplessis-Mornay, y a fait plusieurs voyages, travesti en marchand, pour « exhorter et catéchiser ⁶. » Ce ne fut peut-être qu'un prédicant non consacré. — D'autres, comme Masson, Cotin et La Gacherie, faisaient signer aux nouveaux-convertis un formulaire de rétractation ⁷. — D'autres, comme Israël Lecourt ⁸, colportaient les *Lettres pastorales* de Jurieu.

En lisant ces missives enflammées, le calme et froid Normand se prenait, tout comme l'ardent Cévenol, à espérer la chute prochaine du catholicisme. Le 3 juin 1687, on trouva placardé à Saint-Lô le distique suivant :

¹ Paroisses de Condé-sur-Noireau, Montilly, Fresne, Athis, Berjou, etc.

² *Mém.* de Foucault, 249.

³ *Mém. Acad. Caen*, 1881, p. 308. — Huet venait d'être nommé évêque de Soissons ; mais il se trouvait sans doute à son abbaye d'Aunay, lorsqu'il dénonça cette assemblée de Condé.

⁴ Waddington, 30 n. — Cette année 1688, on signale aussi des assemblées à Noyers, près Villers-Bocage. (*Ibid.*).

⁵ Mémoire renvoyé par Seignelay au marquis de Beuvron. (Arch. du Ch. d'Har-court, 143).

⁶ Bibl. Prot. mss., Lett. des secr. d'Etat à de Gourg., II, 420.

⁷ Waddington, 22.

⁸ Né à Montivilliers, près le Havre ; arrêté à Caen en 1693. Il parcourait le pays depuis 1686. (Wadd., 27 sqq.).

Annus adhuc superest, quo Christi sacra vigebit
Religio ; nec erit Papa, nec Ignatius ¹.

A Caen, le réformé Jacques Essillard était accusé d'avoir dit en public : « Nous sommes dans un siècle qui ne durera pas longtemps, et aux années 1688 et 1689 nous aurons victoire ; nous laverons nos mains dans le sang des catholiques, et notre temple sera retabli !². »

— Comment extirper l'hérésie renaissante ?

Malgré tant d'essais infructueux, l'idée d'un accord entre les croyances avait encore des partisans. Aux mois d'août et de déc. 1686, l'intendant de Gourgues demande qu'on « esloigne » de Caen trois curés qui « insinuent [qu'on peut] s'unir à l'Eglise catholique sans estre obligé de croire tout ce qu'elle enseigne, et qu'il suffit de croire ce que Jésus-Christ a enseigné ³. » — Des trois curés en question, deux, Jacques Malouin, de *Saint-Etienne*, et Pierre Rogier, de *Saint-Sauveur*, étaient suspects de jansénisme ; le troisième, Pierre Cally ⁴, de *Saint-Martin*, entreprit de rendre acceptable aux calvinistes le dogme de la présence réelle, par le moyen des doctrines cartésiennes sur l'étendue.

C'était, quoi qu'on pense de ses opinions, un homme de valeur que Pierre Cally. Professeur de philosophie, puis d'éloquence à l'Université de Caen (1660-84), il avait été chargé, en 1680, de l'édition de Boèce (*de Consolatione philosophiae*) dans la série des auteurs pour le Dauphin. Hardi novateur, il avait osé, le premier en France, accommoder, à l'usage des écoles, la philosophie cartésienne, au grand scandale de Huet et des Jésuites, qui estimaient les « *Sentiments de M. Descartes touchant l'essence et les propriétés des corps, opposés à la doctrine de l'Eglise, et conformes aux erreurs de Calvin sur l'Eucharistie* ⁵. »

¹ Delalande, 243.

² Arch. Calv. B, Baill. Caen, *Criminel*, Plaintes et Inform., affaire Essillard, juillet 1686.

³ *Pièce. justif.*, IX, et *Bull. du Prot.*, XLV, 86.¹

⁴ Né à Mesnil-Hubert, cant. de Gacé, arr. d'Argentan (Orne).

⁵ C'est le titre d'un ouvrage publié en 1680 contre Cally par un jésuite de Caen, le P. Vallois, sous le pseudonyme de *Louis de la Ville*. — « Il est clair, dit Bayle à ce propos, que le concile de Trente a décidé non seulement que le corps de J.-C. est présent partout où il y a des hosties consacrées, mais aussi que toutes les parties de son corps sont pénétrées les unes avec les autres. Il est clair, par le livre de M. de la Ville, que cette décision est absolument incompatible avec la doctrine [cartésienne], qui pose que l'étendue fait toute l'essence de la matière ». (Bayle, *Euv. div.*, IV, 186, 187).

Curé, en 1684, de Saint-Martin de Caen, Pierre Cally, on se le rappelle ¹, avait eu le courage de flétrir, du haut de la chaire, les missions bottées. Ne voulant employer que la persuasion et la douceur, il ouvrit, dans son presbytère, pour les réformés de sa paroisse, des conférences dont le cartésianisme faisait sans doute le fond. Et comme il était de mœurs pures ², et que sa manière rappelait celle des pasteurs ³, il eut beaucoup de succès.

Mais son esprit d'indépendance lui avait suscité de nombreux ennemis. Exilé à Montdidier ⁴ de 1686 à 1688, poursuivi en 1689 devant l'officialité de Caen ⁵, il s'attira encore, dans sa vieillesse, « une très méchante affaire », avec son « *Durand* ⁶ commenté, ou accord de la philosophie et de la théologie touchant la transsubstantiation. » (In-12, janv. 1701). Cet ouvrage, imprimé à Caen « comme si c'eût été à Cologne, chez Pierre Marteau », traitait de l'Eucharistie « suivant les principes de Descartes », c'est-à-dire, écrit Ant. Galland, suivant des « sentiments peu orthodoxes. » Nesmond, évêque de Bayeux, fit saisir tous les exemplaires. Cally déclara qu'il avait « fait voir » son manuscrit à quatre « examinateurs », dont il refusa de livrer les noms. L'évêque l'interdit jusqu'à nouvel ordre ; mais, ne sachant trop comment formuler sa sentence au sujet du livre incriminé, il pria Bossuet de lui donner conseil. Bossuet, auquel Cally avait dédié, en 1695, sa *Philosophie* ⁷, engagea Nesmond à ne point se prononcer sur « certaines théories philosophiques » appliquées par l'auteur aux espèces sacramentelles, et à traiter, avec « bénignité », un « homme de bien », un « digne curé. » Condamné par mandement du 30 mars 1701, Cally poussa l'humilité jusqu'à rétracter publiquement ses « erreurs », bien qu'il n'y fût pas obligé ⁸.

Au point de vue catholique, le curé de Saint-Martin avait eu tort

¹ Voir ci-dessus, p. 220.

² « L'on ne trouve rien à redire dans les mœurs de cet homme ». (Lettre de l'int. de Gourgues, *Pièce justifi.*, IX).

³ « Ils disent que c'est la seule consolation qu'ils aient de la perte de leurs ministres, que de l'entendre prescher ». (*Ibid.*).

⁴ Bayle, *Œuv. div.*, I, 740. — Les curés de Saint-Etienne et de Saint-Sauveur furent aussi relégués, l'un à Moulins, l'autre à Pontorson. (*Ibid.*).

⁵ Arch. Calv., Ev. de Bayeux, *Offic.*, siège de Caen, sentences, 25 août 1689.

⁶ Evêque de Mende au xiii^e siècle ; le concile de Trente condamna sa doctrine sur l'Eucharistie.

⁷ *Universae philosophiae institutio* ; Caen, 1695, in-4°.

⁸ Abbé Hermant, *Dioc. de Bayeux*, 540. — Abbé de la Rue, *Essais*, I, 329-332. — Abbé Laffetay, I, 103-104. — Lettre écrite de Caen (16 janv. 1701), par Ant. Galland à l'abbé Nicaise. (Trébutien, p. 149). — Cally mourut le 31 déc. 1709.

de chercher un terrain de conciliation. Enseigner les dogmes tels quels, mais s'efforcer de les justifier par l'Écriture, et appuyer ses arguments de l'autorité d'une vie exemplaire, voilà ce que devait se proposer, semble-t-il, tout bon prêtre.

Cette tâche, le clergé d'alors était-il propre à la remplir ?

Hélas ! n'étant plus tenu en haleine par la rivalité salutaire et féconde des pasteurs, il s'endormait déjà, sauf de rares exceptions, dans la sécurité trompeuse d'une domination sans partage. Sur son « ignorance » et ses « mauvaises mœurs » en Saintonge ¹, en Béarn, en Poitou ², en Languedoc, en Bourbonnais ³, on a les témoignages non suspects des intendants, et de ceux-là mêmes qui furent les plus durs aux calvinistes, comme Foucault et Bâville.

Foucault, il est vrai, ne dit rien du clergé bas-normand. Peut-être ce clergé, réformé par l'évêque Nesmond, valait-il mieux qu'ailleurs. Et pourtant, que de vices non déracinés ! que de sentences rendues à Caen, de 1685 à 1687, par le vice-gérant de l'official ! que d'ecclésiastiques suspendus ou astreints à une retraite « en correction de leurs vie et mœurs » : le curé de Colleville, pour « jurements, emportements et violences » ; les curés de Soliers, de Maizet, de Mesnil-au-Grain, pour « hantises et fréquentations de jour et de nuit avec personnes de sexe différent » ; le curé de Saint-Aignan-de-Cramesnil ⁴, parce que « ses excès de boire » l'empêchaient de satisfaire « aux devoirs de son ministère » ; — un prêtre de Saint-Etienne de Caen, pour « recidives et continuations d'ivrogneries » ; deux autres, des paroisses Saint-Gilles et Saint-Jean, pour s'être enivrés « avec filles et femmes scandaleuses » ! Et presque tous avouèrent les faits qu'on leur reprochait ! ⁵.

Au reste, même données par des ecclésiastiques d'une moralité non douteuse, les conférences, instructions et missions ⁶ venaient beaucoup trop tard. C'est ce qu'observe Bayle à propos d'une « instruction » publiée à Caen, en 1685, « pour les nouveaux catho-

¹ Lettre de l'intendant Bazin de Bezons, avril 1687. (*Bull. du Prot.*, XLIII, 87).

² *Mém.* de Foucault, 121, 152.

³ *Corr. des contr. gén.*, I, 561, 1227.

⁴ Paroisse où il y avait un certain nombre de religionnaires.

⁵ Arch. du Calv., Officialité de Bayeux, siège de Caen, *Sentences*, ann. 1684-89. — Voir aussi les lettres adressées à Huet, évêque d'Avranches, par La Vrillière et Châteauneuf, sur « la vie scandaleuse » des curés de Saint-André et de Champcervon. (*Mém. Acad. de Caen*, 1881, p. 324-325).

⁶ En 1686, le dimanche de la Trinité, Loménie de Brienne, évêque de Coutances, fit à Saint-Lô une mission pour les protestants. (Toust. de Billy, *Hist. Eccl.*, III, 341).

liques ¹. » « Ceux qui croient fausse l'église romaine, dit-il, ne peuvent assez admirer l'ardeur incroyable qu'elle témoigne pour faire des convertis... Elle y emploie les promesses et les menaces, les dragons et les cuirassiers..., et jusqu'aux instructions... Mais on a pris l'affaire par la queue; l'ordre n'eût-il pas voulu que l'instruction marchât devant la signature ? ². »

Après les tristes exploits des soldats, y avait-il chance, pour les docteurs, de se faire écouter ? Quelques prêtres soucieux de leurs devoirs conservaient, avec Bossuet ³, cette illusion. L'abbé Lefrançois, curé de Lantheuil, éprouvait d'honorables scrupules au sujet des conversions forcées. Il refusait les sacrements aux nouveaux-catholiques, si leur attitude témoignait « de la contrainte et peu de dévotion ⁴ ». L'abbé Marcel, curé de Basly, voulait que l'on se contentât « d'exhorter les dissidents charitablement » ; il fallait attendre le succès « tout doucement, du bénéfice du temps et de la continuation du remède... Toutes les poires, disait-il, ne mûrissent pas en même temps ; le bon chrétien se cueille des derniers sur l'arbre ⁵. »

Mais, au mois de juin 1686, le curé de Courseulles, signalant, comme « très endurci », Amos Michelle, réformé de sa paroisse, ajoute que « sa prison est très nécessaire pour la conversion de tous les autres ⁶ ». — Le 16 sept. suivant, devant le curé de Cainet, se présente Thomas Adeline, de Camilly ; ayant déjà abjuré, il « réitère qu'il promet... vivre et mourir dans la croiance de l'église romaine. Et pour cet effect il viendra trouver [le curé] tous les jours, après sa journée faite, pour s'instruire ». Or, devant qui est contracté cet engagement si rigoureux ? Devant un « archer du grand prevost ! ⁷ ».

Commencée par la violence, l'œuvre des conversions allait se continuer par la violence. « On s'était engagé dans une voie injuste ; par un redoutable jugement du ciel, on fut obligé d'aller jusqu'au bout, et de soutenir une première faute par une suite de fautes plus graves ⁸. »

¹ Un exemplaire de cette instruction se trouve à la Coll. Mancel, n° 700 (Mairie de Caen). — Chaque point de controverse y est l'objet d'une explication « courte et aisée », avec quelques preuves tirées de l'Écriture et des Pères.

² Nouv. rép. des lettres (*Euv. div.*, I, 522).

³ « Ah ! si nous ne sommes infatigables à instruire..., enfin à cultiver ces nouvelles plantes..., notre état deviendra pire que le précédent. » (Or. fun. de Le Tellier, *éd. class. Jacquinet*, p. 407).

⁴ Juin 1686. — (Arch. Calv. H, Nouv. cath., *liasse*).

⁵ Abbé Laffetay, I, 90.

⁶ Arch. Calv. H, Nouv. cath., *liasse*.

⁷ Arch. de Fresne-Camilly, GG 5.

⁸ Sylvestre de Sacy, *Journal des Débats*, 5 octobre 1853.

CHAPITRE SIXIÈME

LA RIGUEUR A OUTRANCE; L'INTENDANT DE GOURGUES (1686-89).
PROFANATION DE LA CONSCIENCE, DE LA FAMILLE, DU TOMBEAU.

De Gourgues avait remplacé Morangis, au mois de mars 1686, comme intendant de Caen. Il venait du Limousin, où son zèle persécuteur lui avait valu les félicitations de la cour. « Je serai inconsolable, écrit-il au chancelier (8 août 1686), si les soins de Sa Majesté et les peines incroyables qu'elle prend pour extirper l'hérésie de Calvin, demeurent infructueux... dans un lieu où Elle m'a fait l'honneur de m'envoyer *avec caractère*¹. » Résolu à traiter, sans aucun ménagement, les religionnaires de Basse-Normandie, il donna tête baissée contre eux, et frappa comme un sourd.

Sur tous, il fit peser un régime d'inquisition et de terreur. Il voulut être tenu au courant, chaque mois, de leur « conduite » par rapport à la religion. « Vous choisirez, écrivait-il aux curés, deux personnes dans votre paroisse, honnêtes gens et secrets, pour servir d'*inspecteurs*; ils observeront [ceux] qui manqueront d'entendre la messe *les jours de commande*, ou qui, y assistans, y feront quelque chose d'*indécent*. » Le for intérieur, il n'en avait cure, pourvu que l'on remplit « *au dehors* les devoirs de bon catholique² ».

Stimulés par lui, les juges locaux prodiguèrent les condamnations.

Commençons par *Caen*. — Le 25 janvier 1686, le curé de Saint-Pierre se rendait rue du Vaugueux pour y administrer un malade.

¹ *Pièce. justif.*, IX. — *Bull. du Prot.*, XLV, 76.

² Caen, Arch. mun., GG; et coll. Mancel, mss. in-f° 15. — Pluquet, *Bayeux*, 350. — Beaujour, 385. — *Bull. du Prot.*, XLV, 86, 531.

Jacques Le Cavelier, épicier, « cy-devant de la R. P. R. », le voyant venir de loin, courut se réfugier à l'Hôtellerie du *Plat d'Étain*, pour ne pas avoir à fléchir le genou. Traduit devant le présidial, il dut payer 100 livres d'amende, dont 20 envers le roi, 20 comme aumône aux « Pauvres valides de l'Hôpital général », et 60 pour décorer, dans l'église Saint-Pierre, la chapelle du Saint-Sacrement (18 juin 1686)¹. — Anne de Saint-Michel, de la paroisse Saint-Nicolas, avait passé brusquement devant le Saint-Viatique, sans vouloir se prosterner. Avec l'amende de 100 livres, on lui infligea « la réparation honorable » en séance publique du présidial, et l'obligation d'assister à la prochaine « haute messe » de Saint-Nicolas, « à genoux, tenant un cierge allumé, du commencement à la fin, pour après estre remise dans les prisons, et instruite en la Religion catholique ». (10 juillet 1686)². — Jacques Essillard, du faubourg de Vaucelles, était occupé, dans son corridor, à éplucher de petites anguilles, lorsque vint à passer la procession de la Fête-Dieu. Un zélé catholique, François Marescal, l'ayant averti de « se mettre en état de respect », il répondit « par quelques branlements de tête pour marquer son indifférence ». Alors Marescal le saisit par sa cravate, souleva la tenture, et le jeta à genoux devant le dais (27 juin 1686). Comme on attribuait aussi à Essillard « des paroles de mépris séditieuses³ », et qu'on avait trouvé chez lui des livres hérétiques⁴, le procureur du roi requit les peines suivantes : réparation honorable, cent livres d'amende, « estre battu nu de verges par trois jours de marché consécutifs... et ensuite bany de la province pour cinq ans, avec defense de rentrer sous peine de la vie⁵ ».

Que dire des juges du Cotentin ? Isaac Lecomte, pauvre laboureur de *Saint-Denis-le-Gast*, avait été trouvé porteur « d'un petit livre de la R. P. R. », et Pierre du Vivier de Ruel, d'*Anneville-en-Saire*, avait dit simplement qu'il se repentait de son abjuration ; les lieutenants-criminels de Coutances et de Valognes les condamnèrent aux galères (1686-87)⁶. — Un sieur La Hérissonnière avait abjuré. Atteint

¹ Arch. Calv. B. Baill. Caen, *Crim.*, Plaintes et Inform., ann. 1686 ; et Chamb. crim., ann. 1685-87.

² Coll. Mancel, mss. in-f° 15.

³ Voir ci-dessus, p. 270.

⁴ Un *Nouveau Testament*, les *Actes de la conférence de Bochart et de Féron*, etc.

⁵ Arch. Calv. B. Baill. de Caen, Plaintes et inform., juillet 1686, aff. Essillard. — Nous n'avons pas trouvé le jugement définitif.

⁶ *France Prot.*, 1^{re} éd., VI, 475, — et *Bull. du Prot.*, XLV, 260, 261, 326. —

d'une grave maladie, il ne voulut pas recevoir l'extrême-onction. Revenu à la santé, il eut beau « faire son devoir » et contenter son curé; les juges de Saint-Lô le constituèrent prisonnier¹, prétendant qu'il méritait les galères « pour avoir refusé dans sa maladie le sacrement ». Cette fois, de Gourgues lui-même trouva que l'on montrait « trop de rigueur » (juin 1686)².

Et pourtant, comme Jeffreys son contemporain, il avait de ces mots qui peignent un homme : « M. de Serisy [ou Cerisy], écrit-il à Seignelay (15 juillet 1686), a voulu jusqu'à présent paraître un protecteur de la R. P. R... Il fait bien mal... L'air du donjon de Caen lui serait salutaire³ » — Judith Bridéau, de Caen, enfermée à l'Hôpital, y détournait de « leur devoir » les nouvelles converties; il la fit conduire à la tour Châtimoine⁴, où « l'on eut soin d'elle, écrit-il, pour lui donner envie d'estre instruite ! » (Déc. 1687)⁵. Or, qu'était la tour Châtimoine? Un « horrible enfer » réservé aux aliénés, avec d'immondes cachots, creusés à trente pieds de profondeur⁶.

On mourait presque de faim dans ces affreuses geôles. Un sieur de la Douespe, « recommandé » aux prisons de Bayeux, expose, le 7 mars 1687, qu'il est réduit « dans le dernier-besoin ». Le 14 juillet 1688, un avocat écrit en faveur du « pauvre misérable » La Coudre, emprisonné depuis deux mois pour avoir chanté les psaumes de David en français, et qui ne peut obtenir « de quoi subsister⁷ ».

Les plus faibles cédèrent. Constantin de Courcy, de Magny-la-Campagne, et Pierre Daumesnil, sieur de Boisdaine, arrêtés à Sallenelles vers la fin de 1685, se trouvent, après plusieurs mois de prison, « dans une disposition entière de recevoir les instructions convenables pour faire, dans la suite, toutes les fonctions d'un véritable catholique⁸ ». — Elisabeth Morel des Mares, de Gêfosse-en-Bessin,

Autres religionnaires de Basse-Norm. envoyés aux galères vers cette époque : Pierre Allix, de Percy; Pierre Le Capelain, de Camberton; Pierre Debled, Etienne Paris, de Caen, etc. (*Fr. Prot.*, 2^e éd., VI, 213 à 358, *passim*).

¹ Vu le grand nombre des incarcérés, il fallut réparer en toute hâte les prisons de Caen et de Saint-Lô. (Bibl. du Prot., mss., Pap. de Gourgues, juillet-août 1686).

² *Bull. du Prot.*, XLV, 533.

³ *France Prot.*, 2^e éd., III, 970.

⁴ Elle s'élevait là où se trouve aujourd'hui le Palais de justice.

⁵ Arch. Nat. TT. 455.

⁶ *Mém. Acad. de Caen*, 1863, p. 196 sqq.

⁷ Arch. Nat. TT. 459.

⁸ *Ibid.* TT. 450, et *Fr. Prot.*, 2^e éd., IV, 804. — Pierre Daumesnil avait déjà abjuré, à Saint-Aignan-de-Cramesnil, le 12 déc. 1685. (Arch. de Saint-Aignan).

emprisonnée à Périers (près Coutances) le 18 juillet 1686, fait valoir, au mois de décembre suivant, qu'elle a donné « toutes les marques qu'on a souhaité d'elles conformes à l'Église catholique ¹ ». — A Caen, un sieur d'Allain d'Amonlville assure « qu'il se conduira d'une manière dont on sera très satisfait ». (Février 1688) ². — Judith Noël, veuve Delalonde, et ses deux filles, paysannes de Périers (près Caen), demandent à être « élargies... aux fins de vaquer à leurs affaires, parce que c'est le temps de la récolte du mois d'aoust, et mesme estans dans les bons sentimens de vrayes chrestiennes catholiques converties ». (2-20 juillet 1686) ³. — Un autre détenu, le sieur de Magny, écrit au ministre : « Je suis dans le desain d'obéir aux ordres de S. M., etans fortement persuaday que je puis faire mon salut dans la R. C. A. et R. C'est la lestat de ma consiance qui est fort en repos..., ce qui me fait esperer de vostre justice la delivrance de mes biens. » (1686) ⁴.

Mais il y eut aussi d'intrépides résistances.

Une femme, d'abord, et une octogénaire : M^{me} de la Luzerne, née Marguerite de Béringhen, sœur d'Henri de Béringhen, premier écuyer du roi, ou « M. le Premier ⁵ ». Elle résidait alors à Caen. Non contente de « persévérer dans son opiniâtreté », elle « envoyait dans les maisons inviter les autres à suivre son exemple ». Ordre fut donné de la mettre à la Visitation, où de Gourgues en personne — quel honneur ! — la conduisit dans son carrosse (26 juin 1686). A peine entrée au couvent, elle y tomba malade, vu son grand âge. Craignant qu'on n'en profitât pour la déclarer convertie, elle écrivit, dès le 15 juillet, une sorte de testament spirituel, qu'elle signa deux fois, pour plus de sûreté. « Moy, disait-elle, Marguerite de Beringhen..., fais une entière donation de mon âme à Dieu mon créateur..., et luy consacre le reste [de mes] jours... pour le servir dans la pureté de la vraye religion... J'ay appris de mon seul et divin docteur de ne point craindre ceux qui ne tuent que le corps et

¹ Greffe de Coutances, Baill. de Périers, min. d'aud. crimin., déc. 1686.

² *France Prot.*, 2^e éd., V, 56.

³ Arch. Calv. B, Baill. Caen, Crim., Plaintes et Inform., juillet 1686.

⁴ Arch. Nat. TT. 455. — « C'a été un des plus grands déplaisirs de M. Du Bose, écrit Legendre, de voir que son troupeau n'avait pas fait tout ce qu'il aurait pu attendre de lui dans cette rencontre. » (*Vie de Du Bose*, 143).

⁵ Il s'était fait catholique en 1646. — Marg. de Beringhen avait épousé, en 1628, Jacques de Thioult, seigneur de la Luzerne, frère d'Antoine de Thioult, seigneur de Rucqueville et Vaussieu. Jacques de Thioult de la Luzerne mourut en 1656. (*Bull. du Prot.*, XLV, 529, et XLVI, 110-112).

qui ne sauraient faire davantage. Grâce à Dieu, je sens mon cœur capable de soutenir quelque chose de plus effrayant qu'une longue détention... Quand aurons-nous souffert pour notre divin Sauveur autant qu'il a souffert pour nous !... Sois fidèle, dit-il, jusques à la mort, et je te donnerai la couronne de vie... Courage, donc, mon âme, tu as déjà la main sur la couronne ! » — Son frère, « M. le Premier », la fit relâcher (1688), sans qu'elle eût fléchi ¹.

Louis de Montgomery, comte de Chanteloup ², avait été enfermé à Rouen. Comme le marquis de Beuvron sollicitait sa mise en liberté, Seignelay répondit (24 sept. 1689) : « S. M. n'a pas estimé à propos de le faire eslargir, ayant reçu trop de plaintes de sa mauvaise conduite pour espérer qu'il se puisse corriger ³. » — Mesnage de Cagny avait été mis à la Bastille. « Il est le plus éclairé de tous ceux qu'on voit ici ; il ne durera pas longtemps », écrivait le gouverneur (24 janvier 1686). Sa mère ⁴ venait d'abjurer, et le pressait de suivre son exemple. Il résista ; on dut le changer de prison, le conduire au château de Loches ⁵. — Samson de Cahanel, de Saint-Lô, condamné à la prison perpétuelle comme ayant voulu émigrer ⁶, était ainsi qualifié dans un mémoire au roi : « *parfait honnête homme, mais opi-*

¹ *Bull. du Prot.*, XLV, 531-542.

² Petit-fils de Gabriel II ; refuse de s'agenouiller (sept. 1683) à une cérémonie catholique, sous prétexte de « mal aux genoux » (Arch. Nat. TT. 453). — Un autre Montgomery fait boire son cheval dans le bénitier de la cathédrale d'Avranches. A un autre, on impute, en 1648, l'assassinat du curé de Moidrey. (Ravaissou, III, 442).

³ Arch. Ch. d'Harcourt, 143. — Montgomery fut cependant relâché, car on l'accusa, en 1694, d'avoir fait afficher, dans Paris, par un nommé Heliard ou Esliard, des placards injurieux pour le roi. Mandé à Paris en toute diligence, l'intendant Foucault fit une enquête ; elle démontra qu'Heliard, paysan de Carantilly (près Saint-Lô), n'était qu'un pauvre fou, sans « aucune habitude » avec Louis de Montgomery. (*Mém. de Fouc.*, 301, 302. — Ravaissou, X, 12-16).

Le 13 oct. 1706, Montgomery fut arrêté de nouveau, pour avoir cherché à émigrer. Mis à la Bastille, il y mourut le 22 mars 1710, sans vouloir de confesseur. (*France Prot.*, 1^{re} éd., VII, 483. — Ravaissou, XI, 315). — Ce qui est étrange, c'est qu'on lui accorda quand même l'inhumation catholique. En effet, le 14 avril 1710, « le prestre et receveur » des convois de la paroisse Saint-Paul reconnaît avoir reçu du major de la Bastille la somme de cent livres, « tant pour les frais funéraires que pour messes pour deffunct M. le comte de Montgommerie ». (Arch. de la Bastille, n° 10.566). La différence d'orthogr. ne prouve rien ; il s'agit bien du même Montgomery.

⁴ Née Marie Barbery de Saint-Contest, sœur de M^{me} de Tilly. (Arch. Calv. C. 1603).

⁵ Ravaissou, VIII, 363, 387. — *Bull. du Prot.*, XLII, 481. — C'est sans doute ce Mesnage qui émigra plus tard, et fut tué au siège de Limerick (Voir *supra*, p. 239).

⁶ Voir *supra*, p. 228.

niâtre huguenot ». Ses parents catholiques, espérant que « des personnes éclairées et instruites » l'amèneraient à « changer de sentiment », le firent transférer à la Bastille. Bossuet en personne « se donna la peine » de l'y voir ; peine inutile ! (sept.-déc. 1686). Un an après, Cahanel allait rejoindre à Loches Mesnage de Cagny. De guerre lasse, on l'expulsa du royaume ¹. — Pareille mesure fut prise contre d'autres religionnaires opiniâtres ; ainsi furent embarqués, à Dieppe, le 27 avril 1688 : Paul et Louis Lebas, Marie Esmery, Jean de Carbonnel², de *Caen* ; Jean Lalouel, Gédéon Lecomte, Jean Chemin du Rocher, de *Saint-Lô* ; Louise et Mary Mauger, de *Chanteloup* ; Suzanne Anquetil, de *Bréhal* ; Marie Le Trésor, de *Cenilly* ; Jacques Lefebvre, de *Montabot* ; Isaac de Fourré, de *Montsecret*³. Ils sortaient de France ruinés, brisés, anéantis, mais vainqueurs !

Samuel Lesueur de Colleville, petit-fils de Bochart, après s'être distingué, en 1683, par un acte de courageuse indépendance⁴, avait dû abjurer, le 10 décembre 1685, sous le sabre des soldats du roi. Relaps dès le lendemain, il fut conduit au château de Caen, puis au Val-Richer (1686), puis à la Bastille (1690), puis à l'abbaye de Saint-Martin des Champs (1692). Entre temps, l'évêque de Valence et Huet, son ami, essayèrent de le convertir, mais

¹ Legendre, *Pers. de Rouen*, 87. — Elie Benoist, V, 771. — Ravaisson, VIII, 431 à 433, 440, 451. — *France Prot.*, 2^e éd., III, 439. — Cahanel alla se fixer à Londres. (Arch. part., Pap. J. Lefebvre).

² Jean de Carbonnel, secrétaire de l'Académie de Caen et conseiller du roi, avait dû résigner cette dernière charge en 1684. (*Edits*, 147). — On lit dans un mémoire de 1686 : « A Evrecy, le sieur de Carbonnel possède 300 l. de rente... Est depuis un an prisonnier à Paris. » (Arch. Calv. C. 1514). — Carbonnel se retira à Rotterdam ; il fut présent aux derniers moments de Du Bosc, et mourut le 24 février 1702. (Legendre, *Du Bosc*, 162. — Huet, *Orig.*, 410).

³ *Bull. du Prot.*, XXXVI, 418 sqq. — Isaac de Fourré mourut en Angleterre, après avoir servi, comme officier, avec son fils, sous Guillaume III. — Ses filles, restées à Montsecret, sont signalées, en 1700, comme « très dangereuses par leur esprit », et « pervertissant » les catholiques. (Mém. de l'insp. des manuf., Arch. Calv. C. 1514. — La Ferrière, *Athis*, 104 n.).

Avaient abjuré devant le curé de Flers : le 12 nov. 1685, Anne de Rouage « veuve de feu M^e Charles Fourré, vivant écuyer, sieur des Pillières » ; — le 8 mars 1686, « demoiselle Louise Marie de Fourré, femme de Pierre du Rosel, écuyer, sieur de Lanfrairie. » (Arch. de Flers, à ces dates).

⁴ Le chapitre de Rouen avait le droit, chaque année, au jour de l'Ascension, de sauver un condamné à mort, auquel on faisait porter la *fierte* ou chasse de Saint-Romain. Comme le bénéficiaire, en 1683, était un nouveau converti, Samuel Lesueur déclara, en plein Parlement, que cette conversion était le fait d'un homme qui songe à sauver plutôt son corps que son âme. Ordre lui fut donné, sur le champ, de remettre à un catholique sa charge de conseiller (juin 1683). (E. Benoist, V, 792-793. — *Bull. du Prot.*, XXVI, 67).

en vain ; ne se mêlait-il pas de « dogmatiser » ; à la Bastille, avec ses compagnons de captivité ? Bref, il tint bon pendant quatorze ans. Une seconde abjuration venait de lui rendre la liberté (1700)¹, lorsque ses deux filles, enfermées aux Ursulines de Caen, s'évadèrent (1702). Réintégré au château de cette ville jusqu'à ce qu'il eût révélé le lieu de leur retraite, il montra une telle constance que l'on finit par le relâcher, et, comme dit Legendre, par « le laisser en paix » (avril 1703)². Dès lors, il ne fit plus « aucune profession de catholicisme³ », et une requête anonyme le dénonçait même, en 1710, comme « dangereux pour les intérêts de sa religion⁴ ».

— A défaut des parents, ne pourrait-on avoir les enfants ? De par le roi, il fut enjoint (2 mai 1686) de leur faire suivre régulièrement les catéchismes des curés⁵. Le 12 juin 1686, Jacques de Baillehache, chevalier, seigneur de Biéville, signe la promesse d'envoyer « tous ses enfants aux instructions catholiques, jusqu'à ce qu'ils soient parfaitement instruits, comme aussi de les *assujettir* à l'assistance de la sainte messe les jours de feste et dimmenche⁶ ». Le 25 septembre 1693, Châteauneuf invite D. Huet, évêque d'Avranches, à faire tenir un rôle exact des enfants par les prêtres chargés de leur instruction ; toute absence « aux jours marqués », sans excuse valable, doit être punie d'une amende de cinq sols⁷.

Quant aux pères et mères qui, encore « engagés dans l'hérésie », ne pouvaient faire « qu'un mauvais usage » de leur autorité, *tous* leurs fils et filles, de cinq à seize ans, durent être mis aux mains de parents « ou de toutes autres personnes catholiques ». (12 janvier 1686)⁸.

¹ Le 15 mars 1700, Huet écrit au P. Martin : « Je serais bien aise de savoir si M. de Colleville Lesueur a fait, comme vous me le faites entendre, quelque nouvelle abjuration... » (*Mém. Acad. de Caen*, 1881, p. 309 note).

² Legendre, *Perséc. de Rouen*, 93-94. — *Mém. de Foucault*, 354. — Arch. de la Bastille, 10.492. — Ravaisson, IX, 242, 244. — Le 30 avril 1703, le P. Martin écrit à Huet : « M. de Colleville est presentement en liberté. » (Bibl. Caen, mss. in-4° 204, p. 93).

³ Note de l'intendant Foucault de Magny, juillet 1707. (Arch. Nat. TT. 114).

⁴ *Pour* signifie sans doute ici : à cause de, en vue de. (Lettre de Huet à Charsigné, 8 mars 1711 ; Bibl. Caen, mss. in-4° 203, IV, 8). — Huet parle de la requête comme étant de l'année précédente.

— Anne Lesueur, sœur de Samuel, s'était réfugiée à La Haye. (*Bull. des égl. wall.*, IV, 299).

⁵ *Edits*, 285.

⁶ Arch. de Biéville-sur-Orne, GG 4.

⁷ *Mém. Acad. Caen*, 1881, p. 312.

⁸ *Edits*, 261-263.

Jusqu'alors, on n'avait soustrait les enfants que par voie détournée. Cette fois, c'était l'arrestation brutale et en masse, par les gardes et archers, sur ordre signé du roi ou de l'intendant¹; c'était l'enlèvement de force, l'amputation en pleine chair vive!

« Torture toute nouvelle, inconnue des païens et des sauvages! », disons-nous. — « Œuvre de salut, acte de charité méritoire! », pensaient Louis XIV et M^{me} de Maintenon. — De Gourgues, à plus forte raison, trouvait « bonne » cette manière « d'instruire les enfants ». Il y voyait des avantages inattendus. « Estant renfermez dans des collèges et communautéz, disait-il, ils *enlèveront*, pour ainsi dire, leurs pères et mères à la passion... de quitter le royaume..., par la peine qu'ils auroient d'abandonner leur propre sang². »

Les moyens qu'il proposait « pour faire subsister les enfants dans cette instruction » n'étaient pas moins, à son avis, « bons et justes ». Sur près de 9.000 nouveaux-convertis de Basse-Normandie, il comptait 2.329 enfants. — 150 seraient laissés à leurs pères et mères, qui faisaient « leur devoir de catholique ». — Les autres, destinés aux maisons religieuses, seraient groupés en trois classes. Dans la première, 77 enfants « de personnes de qualité », qui paieraient toute leur pension³; — dans la seconde et la troisième, les enfants de famille peu aisée ou pauvre, et dont les pensions, évaluées à 54.000 livres par an, seraient payées : 13.000 livres par les pères et mères, 41.000 sur les biens des religionnaires fugitifs et des « presches abbatus ». — Donc, de toutes façons, ce serait aux frais des hérétiques que s'opérerait l'extinction de l'hérésie. La guerre nourrirait la guerre; la persécution s'alimenterait par elle-même.

Une fois catholiques, « les enfants, ajoutait de Gourgues, seront autant de prédicateurs... pour leurs parens... Il ne restera que *les vieilles souches* (*sic*) et des enfants avancez en age..., dont partie mourront dans la suite, et autre partie se convertiront par les soins de S. M. et de N. N. S. S. les Evesques⁴. »

Pour réaliser ce dessein, des agrandissements s'imposaient aux couvents de la Propagation. Les *Nouv. Cath.* de Caen, qui reçurent, en une seule année (nov. 1686 — nov. 1687), plus de cent filles

¹ Le reg. n° 4 des *N. cath.* de Caen, commençant en 1686, est intitulé : « Registre des entrées des personnes qu'on a receues... par ordre de M. l'Intendant » (Arch. Calv., H, N. C.).

² Il n'en fut pas toujours ainsi (V. *supra*, p. 229, 230; et ci-après, *passim*).

³ « Ordonnons que les pères ou les mères... payeront une pension. » (*Edits*, 262).

⁴ *Bull. du Prot.*, XLV, 80-84.

ou fillettes ¹, achetèrent pour 40.500 livres, dont 3.700 prêtées sans intérêt par l'intendant, une maison « tenant à la dernière acquise » (29 octobre 1686) ². Les sœurs de Saint-Lô doublèrent de même leur immeuble en 1688 ³. Et cela ne suffit pas ; on dut faire appel à d'autres établissements. A Caen, la ville vota 4.000 livres pour aider à construire, aux *Pauvres Renfermés*, un bâtiment destiné aux « pauvres nouvelles converties ⁴ » ; la *Visitation* et les *Ursulines* prirent plusieurs filles ⁵ ; les *Jésuites*, plusieurs garçons ⁶.

En principe, de Gourgues n'eût voulu enlever que les enfants au-dessus de sept ans ⁷. Mais, dans la pratique, il n'y regardait pas de si près ; il fit saisir des innocents de *trois* ans (Marie et Catherine Le Cavelier, Esther de Vauxmichel, Judith de Cantelou), — voire de *deux* ans, comme Marie du Vivier de Ruel, apportée de la Pernelle le 5 mai 1688, et morte aux *Nouv. Cath.* de Caen cinq mois après (28 sept.) ⁸ ; — même des femmes enceintes, comme Judith Plate-ment ⁹, épouse de Michel Hellouin, sieur de Complaire. — Parfois, étaient ravis d'un coup tous les enfants d'un même foyer : les trois petites Gambier, 3 à 7 ans (1686) ; les quatre petites de Biéville, 9 à 15 ans (1687) ¹⁰. — Sauf de bien rares exceptions ¹¹, la règle, hélas ! c'était l'arrachement des bras de la mère. Alors on entendait des cris, des lamentations ; « Rachel pleurait ses enfants, comme s'ils n'étaient plus, et elle refusait d'être consolée. » Le 23 février 1687, fut arrêtée à Caen, « au Gaillon de Saint-Julien », une protestante fugitive, Marie Bonnet, veuve Canon. Elle déclara qu'elle quittait le royaume « par le desespoir ou on l'avoit mise de luy prendre ses enfans ». On trouva sur elle une « escuelle a bouillon et deux petites

¹ Lettre de la supérieure, 5 nov. 1687. (*Bull. du Prot.*, XLI, 26 n.).

² Arch. Calv. H, Nouv. cath., Reg. 1 et 1 bis, à cette date.

³ Arch. Manche, H, Nouv. cath., livre des délibér., 1688.

⁴ Arch. mun. de Caen, Reg. de la ville, LXXIV, f° 161 v°.

⁵ Elles allaient abjurer devant le curé de Saint-Ouen. (*Ibid.*, Etat civil cath., Saint-Ouen, 1686).

⁶ Arch. Nat. TT. 317 A.

⁷ *Bull. du Prot.*, XLV, 83.

⁸ Arch. Calv. H, Nouv. cath., Reg. n° 4, ann. 1686 sqq.

⁹ Entrée aux *Nouv. cath.* de Caen le 14 juillet 1686. — La supérieure lui permit de sortir « pour la facilité et la commodité de ses couches », mais à condition de rentrer « aussitôt après, jusques a parfaite instruction » ; ce dont elle fut « plégée et cautionnée » par son mari, en présence du curé de Saint-Jean. (*Ibid.*).

¹⁰ Arch. Calv. H, Nouv. cath., Reg. n° 4, ann. 1686-89.

¹¹ Une « comtesse de Cagny » est amenée au couvent, en 1689, avec ses deux filles. (*Ibid.*).

sallieres d'argent pour enfans ¹ », douloureuses épaves d'un grand bonheur perdu !

Beaucoup des filles et garçons enlevés appartenaient à la noblesse ou à la haute bourgeoisie. Entrèrent :

Aux *Nouveaux-Catholiques* et aux *Jésuites* de Caen : les jeunes de la Conseillère, de Boischapelle, de Saint-Marcouf, de Cahaignes, de Ronceray, de Boisdauve, de Marcadé, de la Basonnière, de Préfontaine, de la Chevalerie ², etc. ;

Aux *Nouvelles-Catholiques* de Saint-Lô : les demoiselles de la Pilière, de Vimondière, de Longchamps-Bosquet ³, et les filles du sieur de Saint-Pierre du Hamel, « fugitif pour sa mechante religion ». (18-24 oct. 1686) ⁴ ;

Aux *Ursulines* de Caen : M^{lle} de Colombières ⁵ ;

Aux *Nouvelles-Catholiques* de Caen : Charlotte-Jacqueline Le Bas, « fille de M. Richard Le Bas, écuyer, introducteur des ambassadeurs ⁶ du roi d'Angleterre » ; — Catherine de Vendeuvre ; — Adrienne et Catherine de Brasnay ⁷ ; — MM^{lles} de Languersy, de Putot ; — Gabrielle Basnage, « fille de M. Basnage, ministre, de la paroisse de Mézy [Maisy] diocèse de Bayeux ⁸ », entrée le 30 avril 1687 à l'âge de 9 ans, et devenue, en 1700, religieuse professe aux Hospitalières de Bayeux ; — Marie Osmont de Courtisigny et Marie Moisson, de Caen, entrées en 1687, à l'âge de 10 ans, et décédées au couvent 8 ans plus tard, « très bonnes catholiques » ; — Catherine de Lignerolles, fille de M. de Lignerolles, écuyer, de Cahagnolles (Bessin) ; — les quatre demoiselles Morel de la Champagne, de Géfosse (Bessin) ; — les trois demoiselles Meslin de Glatigny (Cotentin). etc... ⁹.

¹ Arch. Nat. TT. 317 A.

² Waddington, 8, 9.

³ *Ibid.*

⁴ Arch. Manche, H, Nouv. cath., Reg. des entrées, 1681-1733.

⁵ *Bull. du Prot.*, XLV, 535.

⁶ Ou maréchal des cérémonies.

⁷ Entrées le 25 janvier 1687. Elles avaient alors onze et quatre ans. Rendue à sa mère, l'aînée « se pervertit » ; un archer vint la saisir, et la trouva cachée entre deux matelas. On la ramena aux *Nouv. Cath.* de Caen, et défense fut faite à M^{me} de Brasnay de chercher à la revoir. Plus tard, elle se fit carmélite. La cadette fut transférée, avec sa mère, au château de Pont-de-l'Arche ; elle y était encore en 1705. (*Mém.* de Foucault, 271).

⁸ Nous transcrivons textuellement le registre, que M. Beaujour paraît avoir mal lu, car il imprime (p. 368) : « Gabrielle Basnage, fille du ministre de Maisy, près Bayeux ». Or, au xvii^e siècle, il n'y avait ni église réformée, ni ministre à Maisy. — Cette Gabrielle Basnage, dont nous n'avons pu retrouver l'acte de baptême, était peut-être la fille de Samuel Basnage de Flottemanville.

⁹ Arch. Calv. H, Nouv. cath., Reg. n^o 4 ; et Beaujour, 368 sqq.

Avait-on quelques ménagements pour ces frères créatures ? A en croire l'une d'elles, Adrienne de Brasnay, les religieuses de Caen leur étaient « de véritables mères, les eslevant et nourrissant avec beaucoup de charité, et pourvoyant mesme à leurs besoins temporels ¹ ». Mais cette déclaration se trouve dans une lettre écrite sous l'œil des religieuses (22 mai 1688) ; peut-elle être sincère ? C'est bien autrement qu'on doit se représenter les choses. L'enfant était jetée au couvent : « Quel changement ! s'écrie Michelet. Tout perdu à la fois : le petit lit si doux entouré d'une mère, la grande cheminée où elle avait sa petite chaise... La voilà seule, parmi des étrangères, dans un grand dortoir froid... A la chapelle, l'agenouillement sur la pierre, les longues prières incomprises ², la nourriture maigre, indigeste, pauvre ³ pour un enfant qui croit ⁴. » Mais, revenues de leur première stupeur, ces fillettes, qu'on avait pensé plier à volonté, opposaient, pour la plupart, une résistance indomptable. A la suite de plusieurs noms, on lit, sur les registres des *Nouv. Cath.* de Caen : « N'a donné aucun signe de conversion » — ou : « repartie sans estre convertie » — ou : « n'a fait aucun devoir de catholique » — ou : « n'a encore rien fait ⁵. » Alors le zèle religieux des sœurs se doublait d'un froissement d'amour-propre : être vaincues par des enfants ! Elles oubliaient l'esprit de leur institut : douceur et charité ; elles usaient des châtimens corporels, si en honneur à cette époque ; elles recouraient au fouet, aux verges, au cachot ⁶. Le 8 avril 1690, dix femmes ou jeunes filles des *Nouv. Cath.* de Caen ⁷ écrivirent au chancelier une supplique éplorée : depuis le 27 août 1688, elles étaient « recluses dans des greniers, sans communication avec personne, privées du nécessaire ⁸ », etc...

¹ *France Prot.*, 2^e éd., III, 74-76.

² Aux *Nouv. Cath.* de Rouen, les journées se passent en prières et en lectures, coupées de longs silences d'une heure. (Waddington, p. 58, note, d'après Arch. Seine-Infér.).

³ En temps de « caresme », aux *Nouv. Cath.* de Caen, on ne se nourrit que de « fouache » (ou fouace), de « raisins au soleil », de pruneaux, olives, pois, de « criste marine pour la salade », etc... (Arch. Calv. H, *Nouv. cath.*, Reg. des dép., 1724-33, *passim*).

⁴ *Hist. de Fr.*, XIII, 307, 338.

⁵ Arch. Calv. H, *Nouv. cath.*, Reg. 1, 1 bis, 4, années 1686 sqq., *passim*.

⁶ E. Benoist, V, 883-885. — Beaujour, 445.

⁷ Anne Lesage, veuve du sieur de Cairon, âgée de plus de 78 ans ; Suzanne du Vivier de Ruel ; Suzanne Paisant, femme Badenhop ; Anne Bernesent, femme du Coudray ; Françoise, Anne et Marie de Varignon ; Ester Osmont ; Ester Vincent et Sara Morin. — La lettre a été écrite par Ester Osmont.

⁸ Arch. Nat. TT. 317 A. — Laforgue, 75. — *Bull. du Prot.*, XLII, 64-66, —

La seule fréquence des évasions donnerait à penser que la contrainte exercée par les sœurs était « un peu plus que morale ». A Caen, quatre jeunes filles s'évadèrent dans le courant de l'année 1692 ; six autres, en 1702. Tous les moyens étaient bons ; on « enfonçait » un plancher, on rompait une porte, on sautait par les fenêtres, on franchissait les murs. Charlotte Le Bas était entrée, à l'âge de 13 ans, le 27 août 1686 ; huit ans après (11 avril 1694), elle s'échappa, avec deux compagnes, « par la veneste ¹ de sa chambre, qui estoit au secon etage, sur la rû, ou l'on trouva une corde qui y estoit attachée ». — Marie Le Cavalier, entrée, à 16 ans, le 28 mai 1688, brisa une porte et sortit le 2 juin 1692 ; reprise un mois après, et tenue plus à l'étroit, elle trouva encore moyen de s'enfuir le 6 janvier 1693 ². — Dès que les sœurs constataient une évasion de ce genre, elles adressaient requête au juge du lieu ; sergents et archers entraient en campagne, comme s'il se fût agi d'une grande criminelle ; des censures ecclésiastiques étaient publiées, « pour avoir révélation des auteurs et complices ³ ».

— Après ces deux sanctuaires, la conscience et la famille, restait à profaner le tombeau. En 1686, à Colombières, des fanatiques rompirent à coups de hache, avec force « blasphèmes et injures », plusieurs cercueils de la famille de Bricqueville ⁴.

Mais voici quelque chose de plus hideux : « D'autant qu'il est nécessaire, dit le roi, d'agir contre la mémoire de ceux qui... ont refusé, dans l'extrémité de leurs maladies, de recevoir les sacrements de l'Eglise, et ont été assez malheureux de mourir en cet état, nous ordonnons que le procez sera fait aux cadavres..., et qu'ils [seront] trainez sur la claye... et leurs biens confisquez. » (29 avril 1686) ⁵.

Publiée au présidial de Caen le 24 mai 1686, et lue au prône, sur l'ordre de l'intendant de Gourgues, par les curés des paroisses ⁶,

Le suprême châtiment était l'hôpital, dont le nom seul faisait horreur. — Marie Angot, amenée à treize ans, le 6 juillet 1695, aux *Nouv. Cath.* de Caen, est transférée à l'Hôpital-général le 21 nov. suivant, « pour la corriger et l'humilier ». — Elisabeth des Rosiers, après deux séjours inutiles aux *Nouv. Cath.*, est enfermée en 1703 à la Goblinière, succursale, rue Sainte-Paix, de l'Hôtel-Dieu de Caen ; elle y meurt en 1705 « dans la R. P. R. » (Arch. Calv. H, *Nouv. cath.*, Reg. n° 4).

¹ Sic, pour *fenêtre*.

² Arch. Calv. H, *Nouv. cath.*, Reg. n° 4. — Beaujour, 370.

³ Arch. Manche, H, *Nouv. cath.*, Reg. des dépenses, 1688-1702 ; date du 10 mars 1697.

⁴ Abbé Laffetay, I, 64.

⁵ *Edits*, 282, 283.

⁶ Arch. Calv. B, Baill. de Caen, *Audiences-Crimes*, ann. 1686-87.

cette déclaration amena aussitôt de nombreuses poursuites posthumes. Dès qu'un nouveau converti venait à mourir sans avoir voulu se confesser, le procureur du roi s'opposait à l'inhumation, faisait porter le cadavre aux « prisons royales¹ », et lui nommait un curateur² pour le représenter en justice. A Caen, Jacqueline de la Rue, Jean de la Marche-Louvel, Étienne Louis, tanneur, et Pierre Moisson, chapelier, ayant été « deument atteints et convaincus du crime de relaps », le présidial ordonna que leurs corps seraient « délivrés à l'exécuteur des sentences criminelles, attachés par les pieds sur une claye, traînés la face contre terre par les rues et lieux publics, et jetés à la voirie ». (Nov. 1686. — Févr. 1687)³.

Mais on avait compté sans les conflits de juridiction, et les droits du Parlement en matière d'appel. Pendant plus de quatre mois (juin-oct. 1686), le haut-justicier de Varenguebec et le présidial de Bayeux se disputèrent le cadavre de Guillaume Houel, qu'on fut obligé, pour éviter sa « putréfaction », de « *saller* » comme un porc!⁴ — A Torigny, la dépouille de Suzanne Dan, veuve Hemery, resta trente jours à l'air libre, en attendant son arrêt définitif. (Décembre 1686. — Janvier 1687)⁵.

De Gourgues s'irritait de ces lenteurs. Traitant les religionnaires en criminels d'Etat, il n'eût pas demandé mieux que d'éviter, dans leurs procès, « l'embarras des informations de l'ordinaire⁶ ». Une assemblée religieuse ayant été surprise à Condé, il sollicita du roi une commission pour juger l'affaire en dernier ressort, afin que les condamnés ne puissent « s'échapper de la punition » par l'appel. (13 sept. 1688)⁷.

A propos des relaps, il écrivit donc au ministre (8 nov. 1686) : « Un méchant nouveau converti est mort depuis peu [à Caen] sans avoir voulu recevoir les sacrements. J'ay fait faire le procez au cadavre ; le jugement est conforme aux déclarations du roy. Cependant les juges

¹ Des corps morts furent ainsi jetés en prison à côté d'hommes vivants ; Jean Tirel, ancien ministre de Gavray, subit, à Coutances, cet épouvantable contact. (*France Prot.*, 1^{re} éd., IX, 388).

² Ordinairement, quelque procureur au bailliage.

³ Arch. Calv. B, Baill. Caen, *Criminel*, Plaintes et Inform., et *Chamb. crim.*, 1686-87.

⁴ Beaujour, 471-473. — M. de Félice (*Mer*, 197) cite un autre exemple de cadavre *salé*.

⁵ Beaujour, 469-471.

⁶ *Bull. du Prot.*, XLV, 84.

⁷ Arch. Nat. TT. 313.

inférieurs... ne veulent mettre à exécution leur sentence qu'après que le Parlement y aura prononcé. C'est ce qui fait que ces sentences ne sont jamais exécutées¹..., et lorsque l'arrêt est rendu le cadavre n'est plus en état d'être traîné à cause de son infection... J'ay écrit à M. le procureur général à Rouen, et l'ay prié de faire juger cette affaire incessamment, croyant qu'il est nécessaire, en ce pays-ci, de faire des exemples². »

Le Parlement ratifia quelques sentences, et de Gourgues put écrire le 20 novembre 1686 : « Deux nouveaux convertis de cette ville³ ont esté traînés sur la claie, après que leur jugement a esté confirmé...⁴ ». Mais les magistrats de Rouen n'autorisaient qu'à regret d'aussi révoltants spectacles. Au mois d'août 1686, ils avaient cassé un jugement de Saint-Lô, condamnant à la claie les restes de l'orfèvre Lalouel (ou La Louette)⁵. Le 31 octobre 1686, d'après des certificats de complaisance que délivrèrent deux prêtres charitables, ils permirent, malgré de Gourgues, l'inhumation, « en terre sainte », du cadavre *salé* de Guillaume Houel⁶. — La dame de Montgomery, sœur du marquis de Courtomer, était morte « sans donner les marques de religion que l'Eglise romaine demande », et ses domestiques l'avaient enterrée de nuit dans l'église de Chanteloup. L'évêque de Coutances s'étant plaint de cette « pollution », on se contenta de faire exhumer le corps par les parents eux-mêmes, « doucement et sans bruit. » (Nov. 1690⁷. — Selon une tradition de famille recueillie par l'abbé de la Rue, lorsque mourut Suzanne de Beversluys, veuve de Samuel Bochart, le curé de Saint-Pierre de Caen, respectant sans doute, en sa personne, la mémoire du grand orientaliste, voulut bien feindre de croire qu'elle s'était convertie *in extremis*, et le peuple la porta en triomphe jusque dans le chœur de l'église Saint-Pierre, où elle fut, paraît-il, inhumée⁸.

¹ Ces *sentences*, c'est-à-dire, les décisions rendues en premier ressort.

² Arch. Nat. TT. 450.

³ Caen.

⁴ *Bull. du Prot.*, XLV, 48. — Legendre cite, comme ayant subi, après leur mort, les horreurs de la claie, les caennais Jean Louvel, Etienne Louis, et Jacqueline de la Rue. (*Du Bosc*, 150).

⁵ Sur la plainte de l'intendant, le conseil du Roi annula, comme « irrégulier » (le 14 octobre), cet arrêt du Parlement, de sorte que « les os » de Lalouel furent traînés six mois après sa mort. (E. Benoist, V, 984, 985. — *Bull. du Prot.* XLV, 47).

⁶ Beaujour, 474. — *Bull. du Prot.*, XLV, 48.

⁷ *Bull. du Prot.*, II, 346 sqq.

⁸ Paumier, *S. Bochart*, 39.

Quelques années plus tard, ces infractions isolées d'une loi sacrilège deviendront la règle, et avec l'assentiment de qui ? Du roi lui-même ! Reconnaisant le « mauvais effet » produit par la peine de la claie, il écrira aux premiers présidents et aux procureurs-généraux de ne plus y condamner. (Août 1699) ¹.

En somme, la politique de répression implacable, si cruellement appliquée par de Gourgues à Caen, avait à peu près échoué. C'est ce que laisse entrevoir, dès le 1^{er} juin 1687, l'intendant de Rouen, Feydeau de Brou. Annonçant l'émigration de nombreux religieux : « Cette influence maligne, écrit-il, a pris son origine en Basse-Normandie, fondée sur *l'observance plus étroite* et régulière des édits et déclarations qu'on a tenue à leur égard... , pour les obliger... à observer tous les devoirs d'un catholique parfait... Si le parti de la douceur plaisait davantage à la cour, il semble qu'il faudrait *un peu moins de sévérité* en Basse-Normandie pour ramener ces esprits, qu'on tient plus aliénés qu'en d'autres lieux ². »

¹ *Corresp. admin.*, IV, 495 (Doc. inéd.).

² *Corr. des Contr. gén.*, I, 410.

CHAPITRE SEPTIÈME

ESSAIS D'INSTRUCTION CATHOLIQUE (1699-1701) SOUS L'INTENDANT
FOUCAULT. — LA DÉCLARATION DE MARS 1715

Lorsque, le 7 mars 1689, Nicolas Foucault prit la succession de l'intendant de Gourgues¹, les religieux bas-normands purent se dire qu'ils ne gagneraient guère au change. Partageant, avec Marillac, le triste honneur d'avoir inauguré les dragonnades, ayant donné, en Béarn et en Poitou, la mesure de sa cruauté, Foucault arrivait précédé d'une réputation sinistre. « Il était, dit Ranke², de ces gens qui s'imaginent que l'intérêt du service public les dispense de toute considération d'humanité » ; il lui semblait monstrueux qu'on voulût distinguer entre les obligations de la conscience et l'obéissance due au souverain.

A Caen, ses premiers actes furent loin de démentir son passé. Apprenant, dès le lendemain de son installation, que les réformés d'Athis et de Condé-sur-Noireau « s'assemblaient au nombre de deux, trois et jusques à quatre cents », il leur fit expédier, par Louvois, des dragons qui répandirent « l'épouvante ». En outre, il fit arrêter trois personnes soupçonnées « d'avoir presché dans ces réunions ». (Fin Mars 1689)³. Au village de la Queue, paroisse de Fresne,

¹ *Mém.* de Fouc., 247.

² V, 161-162.

³ *Mém.* de Fouc., 249. — Louis Lefebvre, sieur des Costils-Dumoulin, réformé du Bas-Hamel, paroisse de Berjou, s'était réfugié en Angleterre. Le 26 mai 1689, il écrit à son frère Jacques, resté au Bocage : « J'appris avec dou-

un collecteur des tailles, Richard Onfroy, avait prié, de nuit, à son domicile, avec quelques fidèles ¹ (7 avril 1691). Septuagénaire et infirme, on l'accusait d'avoir « maltraité et laissé pour mort » l'huissier qui était venu dresser procès-verbal ! Condamné au gibet par Foucault, qui le trouvait « dangereux », sa peine fut commuée en celle des galères perpétuelles ; mais, comme il ne pouvait y servir, on prit le parti de le laisser mourir en prison. (Déc. 1691) ².

Le jour de Noël 1689 ³, et le dimanche qui précéda, quinze à seize religionnaires de Caen, dont deux menuisiers, Jean Gautier et Isaac Lhonorey, demeurant presque tous dans la *Neuve Rue* ⁴, s'étaient rassemblés chez un de leurs frères, Jacques Simon, dit Triasnon ⁵, pour célébrer « la naissance de Notre Seigneur ». Jacques Simon avait lu quelques passages de la Bible et un « sermon moullé ⁶ » ; on avait chanté des psaumes « à haute voix », comme autrefois « au temple » ; puis tous, s'étant mis à genoux, avaient adressé à Dieu d'ardentes prières « pour la santé et la prospérité de Sa Majesté ». Surpris par les gardes de l'intendant, et conduits en prison, avec la potence comme perspective, Jacques Simon, sa femme et ses « complices » commencèrent par nier. Mais, dès le 30 janvier 1690, leur conscience se réveillant, ils demandèrent « pardon à Dieu et à la justice d'avoir menti », et avouèrent tout. Jacques Simon allégua qu'il ignorait « l'importance de la chose ». « Je ne suis, dit-il (9 février), qu'un pauvre homme de nulle estude... Ayez compassion de moi, de ma pauvre femme et famille, car j'ai péché par innocence ou ignorance, et non par malice ! » — Commis par arrêt du conseil pour juger cette affaire au présidial, Foucault condamna à mort, « attendu la conséquence », Jacques Simon et quatre des femmes inculpées. Mais, comme cette peine lui semblait « *un peu rude* », appliquée en bloc à une assemblée « faite dans une maison particulière et sans port d'armes », il proposa au ministre de la commuer,

leur que vous avez esté pillé par les dragons, et que en le mesme temps qu'ils allerent chez vous ma sœur estoit en couches, et que cela luy a bien redoublé son mal ». (Arch. partic., Pap. J. Lefebvre).

¹ Gilles Chrestien, Jérémie Yver, Pierre Gallier, Thomas Sorel, Adrien Guitton.

² *Mém. de Fouc.*, 279. — *Fr. Prot.*, 1^{re} éd., VIII, 50-51.

³ C'est par erreur que Foucault (*Mém.*, 270) donne la date de 1690.

⁴ Aujourd'hui, rue Neuve-Saint-Jean.

⁵ Jacques Simon avait épousé, à Caen, le 13 janvier 1678, Madeleine Le Cavalier. Il avait alors 40 ans, et sa femme 26. Tous deux abjurèrent, sous la pression des soldats, les 9 et 15 novembre 1685. (Arch. mun. de Caen, Reg. prot., ann. 1678 ; et Reg. cath., 8^e reg. de Saint-Julien, nov. 1685).

⁶ C'est-à-dire, *imprimé*.

sauf pour Jacques Simon, qui, ayant prêté sa maison, entonné les psaumes et lu les prières, « méritait d'être pendu ». (27 février 1690). Les femmes, après avoir été rasées, furent enfermées à la Charité de Caen, et Jacques Simon, malgré l'avis de Foucault, alla « servir le Roy sur ses galères ¹ ».

Si peu humain qu'il fût, l'intendant avait senti lui-même l'impossibilité d'appliquer, à la lettre, des lois sanguinaires, et il ne hasarda aucune objection, lorsque, le 7 juin 1692, Pontchartrain lui ordonna d'éviter, autant que possible, les mesures rigoureuses, tout en laissant croire aux nouveaux-convertis que les ordres étaient toujours de les « châtier sévèrement ² ».

En pleine guerre contre Guillaume III, cette modération relative s'imposait : on craignait de les pousser à bout. Aussi revinrent-ils en foule au culte défendu, sous les chaudes exhortations de Claude Brousson, l'avocat-diplomate³, l'héroïque pasteur du désert. Après un apostolat de quatre années dans les Cévennes (1689-93), Brousson avait entrepris de reconstituer les anciens troupeaux de l'Ouest et du Nord. Arrivé en Normandie vers la fin de l'année 1693, il reçut plusieurs personnes « à la paix de l'Eglise », et présida jusqu'à 33 réunions de Sainte Cène, dont deux de 400 communicants chacune⁴. Dans le diocèse de Bayeux, il constata que « le petit troupeau était un des plus fidèles ⁵ ». « Sur cent personnes, écrivait-il, à peine s'en trouverait-il une de gâtée, qui persévère dans son péché. Tout le peuple vit en liberté chez soi, lisant la parole de Dieu et chantant des psaumes. Il n'y a que quelques endroits où l'on s'assemble souvent. On ne force personne d'aller à la messe ; aussi personne n'y va-t-il depuis longtemps ». (Janv.-février 1696) ⁶.

¹ Arch. Nat. TT. 317 A. — *Bull. du Prot.*, XLII, 67-75. — *Mém. de Fouc.*, 270.

² *Mém. de Fouc.*, 293.

³ Il avait contribué à préparer la coalition protestante contre Louis XIV. (Weiss, *Réfugiés*, II, 41).

⁴ Waddington, 31-35. — Douen, II, 263. — Sur cette mission de Brousson en Normandie, nous n'avons trouvé aucun document manuscrit.

⁵ Lettre du P. Martin à Huet, 17 janv. 1699. (*Ann. Fac. Lett. Caen*, 1885-87, p. 322).

⁶ Douen, II, 263. — Peu de temps après, Brousson passa en Béarn, où il fut arrêté. On imprima à Caen, chez Jean Cavelier, « seul imprimeur du roy », la sentence de Bâville le condamnant au supplice de la roue (4 nov. 1698), pour « crime de rebellion et assemblées illicites ». Un exemplaire de cette publication est aux Arch. du Calv., série B.

Les aveux des subdélégués de Foucault confirment, en 1698, ce témoignage de Brousson. Dans l'élection de Mortain, les ci-devant réformés « ne font aucun exercice de la Religion catholique » ; dans celle de Coutances, « quelques particuliers allaient à l'église ; présentement ils n'y vont plus, et l'on ne doute point qu'ils ne fassent de petites assemblées, sans bruit et sans éclat ¹. » — En beaucoup d'endroits, les officiers de justice se fatiguaient de poursuivre. Ruel, procureur du roi au présidial de Caen, s'enivrait, au dire de Foucault, avec les nouveaux-convertis, et fermait les yeux sur leurs réunions. (Avril 1699) ².

Mais la paix de Ryswick avait été signée, réduisant à néant les espérances qu'ils avaient pu nourrir. « Les mal convertis, écrit Nesmond, évêque de Bayeux (13 mars 1699), ont été fort mécontents de ce que le roi Guillaume d'Angleterre n'a point soutenu leurs mauvaises prétentions. Ils savent d'ailleurs que les Hollandais ne travaillent que pour leur commerce, que l'Electeur de Saxe ³, pour se fortifier en Pologne, devient catholique... Tout cela leur prouve une entière décadence de leur parti ⁴ ».

Rien n'empêchait donc Louis XIV de chercher à consolider son œuvre de 1685. Mais par quels moyens ? Ce que la rigueur avait produit, les *mémoires des intendants* le laissaient entrevoir : une émigration en masse. Et quel tort fait au catholicisme par tant de sacrilèges et de parjures ! Plus scrupuleux que les Jésuites, les Jansénistes en gémissaient. Comme ils étaient alors bien en cour, et que l'un d'eux, Noailles, était archevêque de Paris depuis 1695, ils se joignirent à Pontchartrain pour décider Louis XIV à essayer, sur les nouveaux-convertis, de procédés plus évangéliques ⁵. Une déclaration du 13 décembre 1698 interdit de nouveau les assemblées, mais transforma en simple « exhortation » l'ordre d'aller à la messe. Les évêques furent « admonestés » de résider dans leurs diocèses, de surveiller leurs prêtres, et de travailler, « avec tout le zèle et l'attention possible », au salut des sujets du roi ⁶. — Cette déclaration fut complétée, en 1699, par une circulaire ainsi conçue : « S. M. sait que [plu-

¹ *Mém. sur la génér.*, f^{os} 369, 173.

² *Mém.* de Foucault, 331.

³ Auguste II.

⁴ Lettre à Huet. (Bibl. Nat. mss. fr. 15.188, f^{os} 178 sqq., — et Bibl. de Caen, mss. in-4^o 206, I, 198).

⁵ Ranke, V, 342, 343. — Anquez, *Etat civil*, 33 sqq.

⁶ *Edits*, 371 sqq.

sieurs nouveaux-convertis] ne sont pas encore bien affermis dans la foy catholique... Elle reconnaît que ce changement est l'ouvrage du Très-Haut et le fruit de sa parole ; et, comme cette sainte parole ne se communique que par la voye de l'instruction..., le roi veut que les intendants donnent aux archevêques et évêques tous les secours dont ils auront besoin pour s'acquitter de leur devoir ¹ ».

Foucault avait trop de souplesse pour ne pas exécuter avec zèle la nouvelle loi. Voyant qu'elle était mal accueillie des religionnaires caennais, qui se croyaient à la veille d'être contraints de recevoir les sacrements, il manda les principaux d'entre eux, leur donna l'assurance « qu'on ne leur ferait point de mal », et les pressa de continuer leur négoce ². Puis, il s'entendit avec Nesmond, évêque de Bayeux, sur les moyens de « les attirer à l'église par les voies les plus douces ». (Janv. 1699) ³.

Nesmond paraissait plein de confiance. Il écrivait à Huet (janvier-mars 1699) : « [Nous devons] faire en sorte qu'avec douceur [la Normandie] devienne, comme la Bretagne, de la seule et véritable religion. Grâce à Dieu, les choses sont assez bien disposées... Je ne crois pas, M^{sr}, que dans vos 180 et quelques paroisses ⁴ vous ayez en tout 200 mal convertis. Plus de Montgomery ni de Quentin ; il y avait bien, ce me semble, un cousin de M. Danson, seigneur de Fontenay, qui doit être parti... Caen et Saint-Lô méritent plus d'application... Nous avons conféré avec M. l'évêque de Coutances, qui nous a fait l'honneur de venir passer quatre ou cinq jours à Caen et à Bayeux... Si vous l'agréez, nous vous rendrons compte plus souvent de ce que nous pourrons faire pour les conversions... J'ai fait un petit tour vers la Délivrande, en Bessin, à Sainte-Mère-Eglise. Il ne me reste plus que d'aller à Condé-sur-Noireau, Flers, Tinchebray... Il faut de la patience et de la douceur, mais de la vigilance, et se faire aider par les curés et les prêtres instruits, sans en souffrir de vicieux qui gâtent tout ⁵ ».

L'évêque paya de sa personne, donnant lui-même « la chasse » à l'hérésie, et prêchant « avec beaucoup d'édification ». Mais, s'il obtint quelques abjurations « considérables et très volontaires », ce fut de

¹ *Bull. du Prot.*, XIII, 239 sqq.

² *Ann. Fac. Lett. Caen*, 1885-87, p. 322.

³ *Mém. de Fouc.*, 327.

⁴ De l'évêché d'Avranches.

⁵ *Bibl. Nat. mss. fr.* 15.188, f^{os} 178 sqq. ; et *Bibl. Caen, mss.* in-4^o 206, I, 197-199.

personnes étrangères à la Basse-Normandie ; par exemple, d'une demoiselle Aumont, venue de Chambéry à Caen. Le 15 mars 1699, le P. Martin écrit à Huet cette phrase mélancolique : « Nous ne voïons point encore de conversions de chefs de famille huguenote, quoique les Edits soient assez pressans. Ce sera quand il plaira au Seigneur ¹ ».

Un an s'est écoulé ; Nesmond revient à la charge. « Le seigneur notre Evêque, écrit le P. Martin (8 janvier 1700), a fait ici [à Caen] une assemblée des curez de la ville, pour les exhorter à travailler à la conversion des huguenots ; mais *cette exhortation n'est pas suffisante* ² ».

Apparemment, les curés de Caen n'étaient pas « capables » de faire, « avec succès », les instructions ³, car Nesmond finit par en charger un certain abbé Grandcolas.

Ce fut l'intendant Foucault qui ouvrit lui-même les conférences. Il prononça, à cette occasion, dans l'église Saint-Jean, une homélie qu'il a pris soin de nous conserver, et où le missionnaire botté perçait, malgré lui, sous l'apôtre.

« Le roi, dit-il aux religionnaires, a lieu d'être surpris que vous preniez si peu de soin de vous faire instruire... Ne pourrait-on pas s'informer de vous si vous êtes chrétiens, demander quelle religion vous professez, et s'il est enfin permis de vivre en athées et sans aucun culte?... Vous avez tous abjuré solennellement vos erreurs ; voulez-vous que [la postérité] connaisse que vous avez été des parjures?... Croyez-moi, profitez de la clémence de votre souverain ; *s'il vous traitait en relaps*, car enfin vous l'êtes, en quel état seriez-vous?... Regardez ce prince comme un bon père qui vous rappelle à sa famille, comme un pasteur qui vous tend les bras... En savez-vous plus que des milliers d'âmes qui se convertissent dans les Cévennes, le Vivarais et d'autres provinces?... *Je vous ordonne* donc, de la part du roi, de vous trouver tous les Jeudis et Dimanches de chaque semaine dans la salle de l'officialité de l'évêché. M. Grandcolas, homme consommé dans la connaissance de l'Ecriture, vous en expo-

¹ *Ibid.*, et *Ann. Fac. Lett. Caen*, 1885-87, p. 319, 460, 462.

² *Ann. Fac. Caen*, 1888, p. 75.

³ « Admonestons, et néanmoins enjoignons ausdits archevêques et évêques de commettre des ecclésiastiques tels qu'ils trouveront a propos pour faire lesdites instructions,... lorsqu'ils ne trouveront pas les curez... capables de les faire avec succès ». (Décl. du 13 déc. 1698, art. 4. — *Edits*, 373).

sera le texte, et vous lui exposerez vos difficultés ». (Décembre 1700) ¹.

On autorisait les nouveaux-convertis à discuter : ils discutèrent, et de façon à embarrasser plus d'une fois l'abbé Grandcolas ². Et voilà que les catholiques, accourus en foule à ce spectacle inusité, soulignaient d'applaudissements leurs objections ! ³.

« Quoi ! s'écria Foucault, nous faisons notre profession de foi hautement devant vous ;... vous la voyez au fond et dans son essence semblable à la vôtre ; et vous vous aveuglez volontairement pour nous calomnier devant Dieu et les hommes !... [Puisque] l'esprit de discorde et de ténèbres a fait tourner ces instructions en disputes subtiles, il a été jugé à propos de vous expliquer dorenavant l'Evangile et la doctrine de l'Eglise *sans vous laisser la liberté* de professer publiquement vos erreurs... Ce temple ne servira dans la suite que pour vous y annoncer la parole de Dieu ; vous viendrez l'entendre avec respect *et silence*. Vous irez ensuite proposer vos doutes, *en particulier*..., à celui dont vous avez souvent abusé de la patience (*sic*), et dont vous n'éprouverez jamais la charité ». (6 janvier 1701) ⁴.

Un état nominatif et détaillé des ouvriers protestants de Basse-Normandie, dressé ⁵, l'année précédente (mai 1700), par Etienne Bocquet, inspecteur des manufactures, faisait déjà prévoir ce résultat négatif.

A Caen, Bocquet relève 59 noms. En tête, figurent Pierre Massieu et Michel son fils. Tous deux sont nés dans la R. P. R. « Il n'y aurait que cet article dont S. M. pourrait n'être pas contente, car au surplus *on ne saurait voir de plus honnestes gens ni plus droits dans leur commerce*, qui ne font aucun bruit de la religion qu'ils professent... Il serait difficile de pouvoir se promettre que le père, âgé de 78 ans, changeât de religion ; pour le fils, étant jeune, il y aurait plus lieu d'espérer... Ils font vivre par leur manufacture plus de 500 personnes presque tous catholiques, à la réserve de quelques ouvriers de la R. P. R. *dont ils ne se sauraient passer* » : les uns peigneurs, les autres, teinturiers. Parmi les peigneurs, deux sont nés catholiques :

¹ *Mém.* de Foucault, 337-339.

² Selon l'abbé Laffetay (I, 101), Grandcolas n'était pas l'homme de la situation ; « son élocution avait quelque chose de la rudesse de son caractère ».

³ *Mém.* de Foucault, 340, 342.

⁴ *Ibid.*, 339-342.

⁵ En vertu d'un ordre transmis par le contr. gén. Chamillart à tous les intendants du royaume. (*Corr. des contr. gén.*, II, 99).

Fontaine et Denis Saint-Vast ; mais il y a longtemps qu'ils ont changé, « ce qui les rend moins coupables envers le roi ¹ ». Fontaine, mandé par l'intendant, a consenti à rentrer dans le giron de l'Eglise. — Mais les peigneurs nés protestants sont « très obstinés » : tels, Jean Perrotte et Pierre Croisière ; ce dernier « s'est retiré de l'assemblée en colère et ayant refusé de donner son nom ». — Les deux teinturiers, Olivier Eudelain et Louis Malherbe, ont déclaré « vouloir, sous le bon plaisir de S. M., vivre et mourir dans la R. P. R., où ils sont nés ».

A *Saint-Lô*, cinq « maîtres sergés » sont de véritables convertis « dont on ne saurait douter », parce qu'ils ont épousé des filles catholiques ; — six autres sont douteux, et cinq très opiniâtres. — Un maître teinturier, Pierre Dieu, dit Bellefontaine, « le plus obstiné religieux qu'il y ait dans le royaume », arrête ceux qui voudraient changer. — On prend soin de les visiter tous, « et de leur remontrer doucement que la volonté du Roy est qu'ils soient catholiques ».

Au *Bocage*, les religieux, sans nul doute, font des prières en commun ² ; « mais ils prennent si bien leurs mesures, qu'on ne les peut surprendre... Il paraît beaucoup de liaison et d'accord entre eux... Ils sont tous *très-obstinés* ³, et semblent ne rien appréhender... ⁴ ».

— Il n'y avait pas à se faire d'illusion ; l'échec était radical. La responsabilité en retomba naturellement sur les promoteurs de cette déclaration de 1698, dont M^{me} de Maintenon avait dit : « Il est plus aisé d'arranger tout cela sur le papier que d'exécuter ⁵ ». Le « nuage de jansénisme » qui planait sur Versailles se dissipa, et les Jésuites,

¹ Evidemment, l'inspecteur cherche à garantir ses meilleurs ouvriers contre les rigueurs du pouvoir. A Rouen, plusieurs artisans religieux furent mis en prison, sur le rapport de l'intendant Labourdonnais. (*Corr. des contr. gén.*, II, 90).

² Ils s'assemblaient aussi dans l'élection de Saint-Lô. Suzanne Hardy, veuve de René du Bousquet, sieur de la Ferrière, avait abjuré à Caen le 14 janv. 1686 (Arch. mun. Caen, Etat civil, cath., *Saint-Martin*) ; — en sept. 1699, elle est poursuivie pour avoir tenu, à Troisgots, des réunions religieuses où l'on vient « de Montabot, du Chefresne, de Saint-Lô, Tessy et autres lieux ». (*Bull. du Prot.*, VII, 420 sqq.).

³ A leur tête est Nicolas Halbout, de Condé.

⁴ Arch. Nat. G⁷ 216, — et Arch. Calv. C. 1514. — Publié en partie par La Ferrière (*Athis*, 105), et Beaujour (402-404).

⁵ Anquez, *Etat civil*, 41.

reprenant possession de Louis XIV, s'autorisèrent de l'insurrection des Cévennes pour remettre en honneur la contrainte ¹.

Mais la guerre de la succession d'Espagne donnait au pouvoir d'autres soucis ; la main qui pesait sur les religionnaires Normands fut un peu moins lourde qu'au lendemain de la Révocation ; il y eut moins de condamnations aux galères, moins d'emprisonnements.

Dès 1687, Foucault, étant encore intendant du Poitou, avait préconisé, entre autres remèdes au « mal », l'enlèvement des enfants et la confiscation des biens ². A partir de 1700 ³, il s'en tint à peu près exclusivement à ces deux modes de persécution, qui avaient l'avantage de se compléter l'un par l'autre, le produit des biens confisqués servant à payer les pensions des *Nouvelles* et *Nouveaux catholiques* entretenus par le roi ⁴.

Sommés d'envoyer leurs enfants aux « écoles et catéchismes » (avril 1699), les religionnaires avaient nettement refusé ⁵ ; on les leur prit de force. La supérieure des *N. Cath.* de Caen inscrivit 34 entrées en 1699, 64 en 1700, 46 en 1701, 15 en 1702, etc... Pour loger tout ce monde, il fallut s'agrandir encore, par l'achat d'un immeuble contigu (2 déc. 1700) ⁶. Le zèle des convertisseurs ne tenait pas plus de

¹ On n'y avait pas complètement renoncé. De 1693 à 1701, plusieurs réformés du Bocage abjurent, ou répétèrent leur abjuration. Ils s'obligent à vivre, à l'avenir, dans la Rel. cath., « volontairement et sans aucune contrainte, ... sous les peines portées par le roy contre les relaps ». (Arch. de Berjou, de Sainte-Honorine et d'Athis, ann. 1693-1701). — « La déclar. de 1698, dit Rulhière (II, 343), conservait, dans la tolérance même, l'apparence de la persécution ».

² *Mém.* de Foucault, 212-214.

³ Foucault resta 17 ans en Basse-Normandie (1689-1706) ; puis il entra au Conseil d'Etat. Il avait acheté, de Chamillart, la terre de Magny, près Bayeux, érigée en marquisat pour lui et son fils aîné, Nicolas-Joseph, qui lui succéda comme intendant de Caen (1706), et dont les « folies et friponneries » amenèrent la disgrâce (1709). Foucault le père mourut en 1720. (*Mém.* de Fouc., Introd., *passim.*).

⁴ « Etat des enfants nouvellement convertis... dont les pensions ont été payées... sur les biens de la régie », 1688. (Arch. Nat. TT. 317 A). — « Comptes du commis de la régie à Caen, et propositions d'emploi des revenus à l'entretien des enfants placés dans les séminaires et couvents », 26 déc. 1700 (*Corr. des contr. gén.*, II, 221).

⁵ *Mém.* de Fouc., 331. — Quelques-uns obéirent, mais c'étaient de pauvres illettrés. On en jugera par cette reproduction *littérale* d'un engagement que souscrivit alors un religionnaire caennais :

« Jay soussignes Jacques Poignant de la paroisse de Saint-Nicollas consens que mon epouse et mes anfant fasse leur devoir de quattollique et au cas que ge mis opose je me soubmest a subir les paine portes au pareil cas fait ce 25 octobre 1700. — Poignant. »

(Arch. mun. Caen, Etat civil cath., Saint-Nicolas, 6^e registre, *in fine*).

⁶ Arch. Calv. H, Nouv. cath., reg. 1 *bis*.

compte que par le passé des limites d'âge légales : 5 à 16 ans. Lorsqu'on enleva les quatre petites filles de M. de Valsemé, « marchand lapidaire » de Caen, l'ainée avait 8 ans, la plus jeune, 3 seulement (3 janv. 1702). Deux femmes de 30 ans furent amenées en 1704 et en 1709, « à cause de leur perversion » ; l'une avait épousé, l'autre allait épouser « un huguenot » ! — Marguerite Gohier (20 ans), fille d'un maître toilier, entra le 12 oct. 1704, « *par ordre de M. l'intendant, écrit la supérieure, et de sa bonne volonté* » (sic) ¹.

A l'Hôpital de Bayeux, on reçoit, par ordre de l'évêque (1700), Madeleine Du Rocher, âgée de 14 à 15 ans, fille de Du Rocher, de Colombières, de la R. P. R. ; — sera « instruite dans notre sainte religion ;... [et] gardée ~~jusques à ce qu'autrement ait esté ordonné.~~ » ²

« Punis » dans leurs enfants, les religionnaires le furent aussi dans leurs biens, et il sembla « qu'ils n'étaient échappés des mains des dragons et des moines » ³, que pour tomber dans celles des régisseurs.

Administrés, depuis 1688, par les receveurs-généraux des domaines, les biens confisqués avaient été placés, le 20 juillet 1700, sous la direction unique ou *régie* d'un sieur Boucher, conseiller et secrétaire du roi ⁴. Boucher délégua, dans les provinces, ses pouvoirs à des commis qui montrèrent une odieuse rapacité, et s'érigèrent en « inquisiteurs de la foi » ⁵.

A Caen, plusieurs parents de fugitifs avaient obtenu mainlevée de leurs biens, à condition de se conduire en bons catholiques. La plupart oubliant de remplir cette condition, le commis-régisseur, qui ne devait agir qu'autorisé par l'intendant, saisit de nouveau les biens et les remit en régie, de son initiative privée, sans attendre les ordonnances de Foucault (nov. 1700) ⁶.

Sur les religionnaires décédés relaps, la confiscation s'exerça, « pour l'exemple », avec d'autant plus d'âpreté, qu'on avait dû renoncer aux scènes hideuses de la claie. Les régisseurs, ces hommes de proie, rôdèrent autour des moribonds ⁷. Et comme si le présent

¹ *Ibid.*, reg. 4, ann. 1700 sqq.

² *Ibid.*, H. Suppl., 1127.

³ Rulhière, II, 163.

⁴ *Edits*, 400-403.

⁵ Rulhière, II, 163.

⁶ *Corr. des contr. gén.*, II, 221.

⁷ Le 16 décembre 1709, le commis de Boucher à Caen écrit à l'intendant que Marie Legrand, veuve Langlois, « aurait abjuré la R. P. R., et que dans la suite elle serait retournée à son erreur, et enfin décédée... sans avoir voulu

ne leur eût pas suffi, ils firent la « recherche du passé » ; ils prétendirent dépouiller les héritiers de quiconque était mort relaps dans les six, sept ou huit dernières années. C'était réveiller « toutes les anciennes affaires » ; l'alarme fut telle qu'un nouveau mouvement d'émigration s'ensuivit ¹.

Il n'était pas toujours facile, « faute de preuves existantes de leur abjuration », de condamner en justice les relaps. Alors une déclaration du 8 mars 1715 ² prescrivit de considérer comme relaps *tout* religionnaire qui refuserait les sacrements à son lit de mort.

On lisait dans le préambule : « Le séjour que ceux qui ont fait profession de la R. P. R... ont fait dans notre Royaume ³ depuis que nous y avons aboli tout exercice de ladite religion, est une preuve plus que suffisante qu'ils ont embrassé la R. C. A. et R., sans quoi ils n'y auraient pas été soufferts ni tolérez... ».

Donc, aux yeux du roi, il n'y avait plus de protestants en France ! Telle fut la présomption légale que les Jésuites firent prévaloir en 1715, comme pour permettre à Louis XIV, d'emporter dans la tombe l'illusion d'un triomphe définitif sur l'hérésie ; alors que violence et persuasion, procédés rigoureux et moyens de douceur, repris et abandonnés tour à tour au gré des deux partis religieux qui se disputaient la conscience royale, avaient également échoué contre l'inébranlable fermeté des religionnaires !

recevoir les sacrements, *ce qui rend sa mémoire convaincue du crime de relaps*, et partant ses biens doivent être régis ». (Arch. Calv. C. 1525. — Voir *ibid.*, et C. 1527, beaucoup d'autres dénonciations du même genre ; ann. 1700-1715).

¹ Oct.-déc. 1700 : *Corr. des contr. gén.*, II, 207. — Dans les quinze dernières années de Louis XIV, le commis-régisseur de Caen signale plusieurs émigrés : les Letouzey, de *Saint-Denis-le-Gast* ; les Tanqueray, d'*Hebecrevon* ; les Fouquet, d'*Aignerville*, « qui vendirent tout ce qu'ils avaient de meubles, réservé quelques bestiaux qu'ils laissèrent enfermés dans leur maison pour mieux cacher leur évasion ». (Arch. Calv. C. 1529). — Un sieur Fourré des Pillières, des environs de Flers, arrêté en rade de Cherbourg (mars 1702), réussit à s'évader ; on le condamna, par contumace, aux galères (Arch. Nat. TT. 136).

² *Edits*, 482-484.

³ Séjour forcé, hélas ! sous peine des galères et de la confiscation. Y eut-il jamais plus atroce ironie ?

LIVRE CINQUIÈME

LA PERSÉCUTION SOUS LOUIS XV; LES ENLÈVEMENTS
D'ENFANTS

CHAPITRE PREMIER

PREMIÈRES ANNÉES DU RÈGNE; SITUATION MORALE ET FINANCIÈRE DES MAISONS DE LA PROPAGATION (1713-31)

Sous Louis XV, le genre de persécution le plus usité, dans la généralité de Caen, fut l'enlèvement des enfants. De Gourgues et Foucault l'avaient spécialement recommandé et pratiqué ; on en crut leur expérience de convertisseurs. Inculquer aux enfants l'instruction catholique, n'était-ce pas le plus sûr moyen de dissoudre l'hérésie, de la tarir dans sa source ? On ne désespérait pas de réussir en Basse-Normandie, où les religionnaires étaient beaucoup moins nombreux que dans le Languedoc. A cause de ce petit nombre, et de la nature accidentée du pays, les assemblées religieuses tenues au Bocage défiaient presque toujours les poursuites. Ne pouvant atteindre le culte, on se dédommagea sur le foyer domestique. Donc, soixante années s'écoulèrent encore pendant lesquelles pères et mères « de la religion » eurent à subir « l'inquisition la plus raffinée et la plus vexatoire ¹ », à trembler pour ce qu'ils avaient de plus cher.

Ce n'est pas dans la première moitié du nouveau règne que la persécution atteignit toute son intensité.

Après la période de tolérance relative due à Philippe d'Orléans ²,

¹ Dupont, *le Cotentin*, IV, 420.

² Au début de la Régence, l'intendant de Rouen avait prescrit à ses subdélégués d'éviter « toutes mesures rigoureuses » contre les calvinistes, le duc d'Orléans étant « rempli de bonté pour les peuples ». (Arch. Seine-Infér., C. 975). — II

avait paru, il est vrai, la déclaration du 14 mai 1724, œuvre néfaste d'un prélat ambitieux et corrompu ¹; véritable « loi de désastres », qui résumait, en 18 articles, tout un code rigoureux « grossi, pendant 49 ans, contre les réformés ² »; loi confuse et contradictoire, qui rééditait, avec ses plus odieuses conséquences, la fiction jésuitique de l'hérésie entièrement éteinte, et soumettait cependant les nouveaux-convertis aux instructions et aux catéchismes pour leurs enfants, à la visite du prêtre pour eux-mêmes, « en particulier et sans témoins ! ³ »

Mais personne ne l'avait sollicitée ni prévue ; elle éclata comme un coup de foudre, et causa un étonnement qu'attestent tous les contemporains ⁴. Voulant savoir l'effet qu'elle avait produit en Basse-Normandie, le contrôleur général écrivit en grand secret (22 octobre 1724) à Richer d'Aube, intendant de Caen. D'Aube était alors à Avranches ; afin d'éviter toute indiscretion, il répondit par une lettre de sa main (28 octobre) : « Cette déclaration, dit-il, a jetté dans l'esprit de tous les religionnaires une grande terreur. Huit ou dix jours après qu'elle fut publiée, une famille tout entière de bourgeois de Caen passa en Angleterre. Je représentai à M. de la Vrillière ⁵ ces inconvénients, et nous convinmes ensemble qu'il ne fallait pas exécuter la loi en toute rigueur, mais s'attacher à punir seulement ce qui se ferait avec trop de scandale. M. de la Vrillière me dit même que c'était à moi de juger, par les connaissances particulières que j'aurais, des procédures qu'il serait à propos de faire faire ou d'arrêter. Muny du résultat de cette conversation, je fis dire aussitôt, dans les villes de cette généralité où il y a le plus de religionnaires, *des choses vagues* qu'ils ont assés bien entendues, et qui ont calmé leur inquiétude. Je me suis expliqué avec MM. les évêques et curés, et les procureurs du roi des bailliages, de façon à tenir tout tranquille ⁶. »

« Le point presque uniquement important, ajoutait Richer d'Aube,

y eut cependant quelques enlèvements d'enfants. Ainsi, les 21 février et 2 mars 1719, Catherine Le Peltier et la jeune Saint, de Saint-Lô, sont enlevées à leurs parents et mises aux *Nouv. Cath.* de cette ville, « de l'avis de M. le duc d'Orléans, Régent ». (Arch. Calv. C. 1647; et de la Manche, H, Nouv. cath., *liasse*).

¹ Lavergne de Tressan, archevêque de Rouen.

² Lemontey, VII, 152, 153.

³ Art. 9 de la déclar. (*Edits*. 542).

⁴ Lemontey, VII, 154.

⁵ Louis Phélypeaux, comte de Saint-Florentin, fils du marquis de la Vrillière.

⁶ Arch. Nat. G⁷. 220-222. — Voir *Pièces justifiées*, X.

est de procurer aux enfants l'instruction nécessaire à leur salut ¹. » D'après ses avis, le garde des sceaux Chauvelin ordonna aux procureurs royaux de poursuivre les religionnaires de Flers et Condé, qui refusaient d'envoyer leurs enfants au catéchisme (2 juillet 1731) ².

Le clergé ³ réclamait davantage : l'enlèvement par voie d'autorité. L'abbé Laisné, curé de Flers, « homme très-zélé, mais qui ne trouvait rien d'impossible dans tout ce qui était appuyé du motif de religion ⁴ », voulait qu'on l'autorisât à pénétrer, « avec main forte », au domicile des pères et mères récalcitrants (3 déc. 1730) ⁵. Le 25 juillet 1725, l'abbé Bridelle, vicaire général de Rouen, écrivait à la supérieure des *Nouvelles-Catholiques* de cette ville : « La cour va vous repeupler ; vous allez voir fleurir les anciens temps ; c'est de quoi vous faire rajeunir ; ne manquez pas d'en profiter ⁶. »

Les dénonciateurs d'enfants ou de jeunes gens pullulèrent ⁷ : religieuses, curés des paroisses, parents plus ou moins éloignés.

C'est, par exemple, la supérieure des *Nouv.-Cath.* de Caen, qui écrit (28 mai 1728) : « Il y a plusieurs semaines que M. le curé de Saint-Pierre nous a avertie que la fille du sieur Bellefontaine est absente ; elle devoit estre a Saint-Lô chés une tante ; nos sœurs de Saint-Lô sen son informée, elle ni est point, le bruit est quelle va passer aus pais ettranger ⁸. » — C'est la supérieure des *Nouv.-Cath.* de Saint-Lô qui recommande, en ces termes, une jeune fille à l'intendant : « Le Seigneur aura soin de vous tenir bonne récompense de travailler à gagner des ames qui luy ont couté sa vie. » (26 sept. 1728) ⁹. — C'est la supérieure des Carmélites de Caen, qui écrit (2 nov. 1737) : « Il serait dangereux de laisser au sieur de Verrières le soin de l'éducation de ses deux filles ¹⁰. » — C'est le curé d'Hebe-

¹ *Ibid.*

² Arch. Nat. O¹503 — et du Calv. C. 1515 et 1653.

³ « Le clergé, dit Lemontey, qui n'eût osé demander la déclaration de 1724, la reçut avec transport... La correspondance des intendants atteste combien les curés se plurent à désespérer les religionnaires ». (VII, 156).

⁴ La phrase est du subdélégué de Vire.

⁵ Arch. Calv. C. 1653.

⁶ Arch. Seine-Inf., D. 516. — Waddington, 52.

⁷ La loi de 1724 eut aussi pour effet d'amener une recrudescence d'abjurations, notamment à Caen et à Condé-sur-Noireau. (Arch. mun. de Condé, — *id.* de Caen, état civil cath., paroisses de Vaucelles et de Saint-Etienne, ann. 1724-30).

⁸ Voir *Pièce. justif.*, XII.

⁹ Arch. Calv. C. 1637. — Beaujour, 419-420.

¹⁰ Elles étaient âgées de 9 et 7 ans. Elles furent enlevées et conduites à la Visitation. (Arch. Nat. O¹505).

crevon, près Saint-Lô, qui « se trouve obligé » de demander que Marie Bellamy, fillette de 8 ans, soit « tirée » de chez ses parents, qui négligent de l'élever « dans la vraie religion ». (Mai 1727) ¹.

C'est surtout l'abbé Lefrançois, curé de Notre-Dame de Saint-Lô ² : « Mon ministère, dit-il (1727), m'impose de grands devoirs, dans une ville où les protestants, fort nombreux, font souvent passer leurs enfants en Angleterre pour les soustraire à l'éducation catholique ³. » Aussi écrit-il à l'intendant (8 août 1733) : « Thomas Tillard des Noyers est mort, laissant deux filles, de 14 et 12 ans, que leur mère a gardées contre le sentiment des parents catholiques. Ce serait *une chose très-juste* de les faire entrer au couvent...; mais il y a toute apparence qu'elle ne sera jamais exécutée, *si le bras de votre autorité, M^r, n'a la charité* de retirer ces pauvres enfans du profond de l'abîme ou nous les voyons précipitées ⁴. »

L'abbé Lefrançois dénonce aussi (1729-31) : les deux sœurs de Pierre Bouillon ⁵, fugitif en 1729, devenu gouverneur, en Angleterre, des fils du comte de Strafford ; — les deux filles du teinturier Dieu de Bellefontaine ; — le fils de Fabre du Chiron, écuyer ; — la fille de Pierre du Bois, apothicaire, etc... ⁶.

Le 14 sept. 1728, une dame de Boisgourd, de Saint-Lô, signale au cardinal Fleury une petite fille de 7 ans, sa parente. Le père et la mère sont pleins de « hardiesse » et « d'insolence ». L'enfant aspire à sortir « du malheur où elle est plongée, pour entrer en possession d'un bien qu'elle ne connaît pas encore... » ⁷

Jusqu'à présent, le fanatisme a pu servir d'excuse ; voici qui suppose des mobiles moins avouables. Jean Binard, de Condé-sur-Noireau, demande (24 février 1731) qu'il lui soit permis de faire renfermer, aux N.-C. de Caen, Marguerite Halbout sa femme, Marie Halbout sa belle-sœur, et Anne Binard sa nièce, toutes de la R. P. R. ;

¹ Arch. Calv. C. 1647.

² Né en 1684 à Saint-Lô, il avait d'abord été médecin. Il devint supérieur, dans cette ville, de la communauté du Bon-Sauveur, fondée par une nouvelle catholique de Saint-Lô, la Mère de Surville. (L'abbé Ménard, *la Mère de Surville*, Tours-Paris, 1887, in-8° ; p. 287).

³ Arch. Calv. C. 1650.

⁴ Arch. Manche, H, Nouv. Cath., *liasse*.

⁵ Le 29 janvier 1733, l'évêque de Coutances sollicite une lettre de cachet pour faire mettre, aux *Nouv. Cath.* de Saint-Lô, deux demoiselles Bouillon. (*Bull. du Prot.*, XLV, 662)

⁶ Arch. Calv. C. 1637, 1648, 1649.

⁷ *Ibid.*, C. 1648.

lui-même « se dit en intention de faire une abjuration prochaine ¹ ». Mais l'enquête du subdélégué de Vire démontre qu'il y a en lui « peu d'assurance ; sa mauvaise conduite et sa dissipation ont donné lieu à sa femme de se faire civilement séparer... *Quand on supposerait la proposition de Jean Binard excitée par le seul motif de religion...*, sa femme et sa belle-sœur, étant l'une et l'autre âgées de plus de 20 ans, ne sont point dans le cas d'être mises comme enfans aux *Nouv. Cath...* ² ». — Jacques du Mesnil, de Saint-Lô, est né d'un père protestant ; il a perdu sa mère, « qui seule pouvait élever Marie-Catherine du Mesnil, sa sœur, dans la religion catholique ; ce qui augmente [sa] douleur de voir cette enfant, âgée seulement de 8 ans, *sous la conduite d'un tel père*, qui a d'ailleurs dissipé la meilleure partie de son bien ». (20 septembre 1724) ³.

Si odieuses que fussent la plupart de ces requêtes, l'intendant Félix Aubery, marquis de Vastan (1727-40), les accueillait volontiers. Transféré, par disgrâce, de Valenciennes à Caen ⁴, et mal vu d'Olry, contrôleur général ⁵, il brûlait de rétablir son crédit sur le dos des religionnaires. Un Jésuite, le père de Segaud, lui « recommande » quelques enfans à enlever, et ajoute : « Je scay qu'il suffit de vous indiquer *le bien à faire*, et que vous vous y portez de tout votre pouvoir ». (27 mai 1727) ⁶. — Le 10 avril 1729, de Vastan écrit au garde des sceaux Chauvelin : « Si on avait tenu la main [aux enlèvements d'enfants] depuis la destruction des temples, on ne verrait pas à présent un si grand nombre de religionnaires attachés aux erreurs de la R. P. R., et même la professer presque publiquement ⁷ ». — L'abbé Graindorge, chanoine du Saint-Sépulcre de Caen, averti qu'une veuve Delamare-Julien va faire passer en Angleterre ses deux enfans, demande qu'on lui confie le plus jeune ; non seulement l'intendant trouve « très-louables » les vues du chanoine, mais il « supplie » le ministre Amelot de faire « oster » aussi l'ainé à la mère. (Juin 1737) ⁸.

¹ Il abjura, en effet, à Saint-Pierre-du-Regard, le 16 octobre 1731 (Arch. de Saint-Pierre-du-Regard, à cette date).

² Arch. Calv. C. 1653.

³ Arch. Manche, H, Nouv. Cath., *liasse*.

⁴ Les intendances de Flandre, intendances-frontières et pays d'Etats, conduisaient à tout, par leur importance dans les affaires de la guerre. (Charma, *le P. André*, II, 10, 80).

⁵ *Ibid.*

⁶ Arch. Calv. C. 1651.

⁷ *Ibid.*, C. 1639.

⁸ *Ibid.*, C. 1640, et Arch. Nat. TT. 459. — Et c'est ce même marquis de Vas-

Il est toutefois probable que la cour laissa tomber la plupart des dénonciations ¹, car le couvent de Caen reçut seulement 42 Nouveaux-Catholiques de 1728 à 1742, soit *trois* en moyenne par année ; et 28 Nouvelles-Catholiques de 1735 à 1742, soit *quatre* par année ².

Ainsi, la persécution languissait. On peut en donner divers motifs : les complications de la politique extérieure, l'administration « douce et tranquille ³ » de Fleury. Mais, pour la Basse-Normandie, il faut, en outre, tenir compte de la double crise, morale et financière, que traversaient alors les maisons des *Nouvelles-Catholiques*.

La crise morale leur était commune avec tout le clergé. Elles aussi avaient été mêlées aux débats de la bulle *Unigenitus*, cet inépuisable « pot au noir ».

A Bayeux, l'évêque Nesmond était mort en 1715 ⁴, après avoir combattu sans merci tous les dissidents, qu'ils fussent disciples de Calvin ou de Jansénius ⁵. Différente fut l'attitude de François de Lorraine, qui prit possession du siège en 1719 ⁶. Pour l'instruction des nouveaux convertis, il se contenta de faire lire au prône, tous les trois mois, la déclaration, essentiellement janséniste, du 13 décembre 1698 ⁷. C'était aux partisans de la bulle, aux ecclésiastiques *constituants*, qu'il réservait ses rigueurs. *Appelants* et *constituants* prirent les armes du pays : tout se fit par exploits, citations et ajournements. Des prêtres furent assignés, par ministère d'huissier, aux fins d'administrer l'extrême-onction ⁸. Les élèves des Jésuites

tan qui signalait, dans un mémoire de 1731, la ruine croissante de l'industrie et du commerce en Basse-Normandie ! (Arch. Calv. C. 268 sqq. — Dupont, *le Cotentin*, IV, 425. — Abbé Huet, *Condé*, 185 sqq.).

¹ A partir de la mort de Louis XIV, il est rare qu'on enlève d'autorité un enfant sans ordre signé du roi.

² Beaujour, 374-375.

³ Rulhière, II, 320.

⁴ Il était alors le doyen de l'épiscopat français. (Saint-Simon, XII, 150).

⁵ En 1707, il condamne des thèses soutenues par les Bénédictins de Saint-Etienne de Caen. Le 12 avril 1714, il excommunie quiconque ne recevra pas la bulle. (Abbé Laffetay, I, 125-127).

⁶ Nesmond avait eu pour successeur immédiat le cardinal de la Trémouille, qui ne vint pas à Bayeux, et fut remplacé, en 1719, par François-Armand de Lorraine, fils de Louis de Lorraine, comte d'Armagnac. (Laffetay, I, 280 sqq.).

⁷ Mandement du 6 avril 1720. (Coll. Mancel, à Caen ; mss. in-f° 15).

⁸ Pluquet, *Bayeux*, 342-343. — La Basse-Normandie eut aussi ses convulsionnaires. De 1730 à 1733, les demoiselles de Léaupartie, de Landes, donnèrent à Caen, paroisse de Vaucelles, des séances publiques d'exorcismes. (Charma, *le P. André*, II, 208 sqq.).

de Caen jouèrent une pièce intitulée l'*Antiquarius* ou l'*Hypocrite*, satire transparente du nouvel évêque ¹.

Ces divisions donnaient beau jeu aux calvinistes : « Réunissez-vous vous mêmes, disaient-ils, avant que de nous parler de réunion ! ² » Daniel Lesens de Mons, ancien colonel de la milice de Caen, s'était converti au catholicisme en 1715. Il avait bien réfléchi, bien examiné ; il croyait tenir la vraie doctrine ³. Le P. de Sainte-Marie, recteur des Jésuites, qu'on appelait « l'inquisiteur » et « le lieutenant-criminel », l'accusa d'être hostile à la bulle. « Comment ! s'écria de Mons, le P. Recteur me prend pour un janséniste ! Quand je suis devenu catholique, assurément je n'ai entendu être d'aucun parti ! ⁴ » — C'en était fait du succès des controverses : l'abbé Hue de Launey, l'ancien adversaire de Du Bosc et d'Etienne Morin, rentra dans la lice malgré ses 80 ans. Il écrivit « à MM. les nouvellement-convertis, ses chers enfants en Jésus-Christ », pour les conjurer « de rester fidèles à la grâce et fermes dans la foi. » Il s'efforçait de leur prouver la primauté du Saint-Siège à l'aide de 14 passages tirés de Jansénius lui-même. Il rappelait « l'ardente charité » de M. de Nesmond, et « la saine pureté de ses croyances orthodoxes. » — Le 25 janvier 1722, François de Lorraine condamna cette lettre « comme libelle diffamatoire, plein de mensonge et de fausseté ⁵. »

Quelque temps auparavant (6 avril 1720), un mandement d'ordre général avait révoqué Hue de Launey comme supérieur des *Nouvelles-Catholiques* de Caen, et avec lui tous les supérieurs des communautés de filles en Basse-Normandie. « Nous ne devons confier, disait l'évêque, les brebis de notre troupeau, qu'à de bons ministres pacifiques, et ennemis des excès toujours dangereux..., [afin de] faire connaître et régner Jésus-Christ, qui est un Dieu de paix, et qui ne se trouve point dans l'agitation et le trouble ⁶. »

François de Lorraine pouvait avoir les meilleures intentions ; il n'en souleva pas moins contre lui toutes les religieuses de son diocèse, ou peu s'en faut ⁷. Les *Nouvelles-Cath.* de Caen fermèrent

¹ Abbé Laffetay, I, 298-302.

² Bibl. Caen, mss. in-4° 156, f° 137 v°.

³ Arch. Nat. TT. 168.

⁴ Bibl. Caen, mss. in-4° 155, f° 54 v°.

⁵ Abbé Laffetay, I, 286-287 et 309. — Hue de Launey mourut quelques mois après, chez son frère, au château de Mutrécy-sur-Orne, près Caen.

⁶ Coll. Mancel, mss. in-f° 15.

⁷ Abbé Laffetay, I, 320-325.

obstinément leur porte à l'abbé Suhard, curé de Saint-Jean, qui devait remplacer Hue de Launey. « C'est un *appelant* ! s'écrièrent-elles ; nous ne pouvons le recevoir sans étouffer les cris de notre conscience ! » (Sept. 1720) ¹. — Une sentence de l'officialité, confirmée au Parlement de Rouen, leur avait enjoint d'obéir, sous peine de la saisie du tiers de leur temporel ², lorsque Louis XV en son conseil évoqua le litige, alléguant la protection « toute particulière » dont il avait toujours honoré, à l'exemple du roi son bisaïeul, les maisons des *Nouvelles-Catholiques* (26 août 1722) ³. Finalement, les religieuses durent obtenir gain de cause, car, jusqu'en mars 1730, elles demeurèrent sans direction ecclésiastique ⁴.

On conçoit qu'une réforme intérieure fût nécessaire après ces dix années d'anarchie. Elle se fit sous l'évêque Paul d'Albert de Luynes, successeur, en 1729, de François de Lorraine ⁵. Une nouvelle supérieure, Anne Pinaud de la Joubretière, fut appelée du couvent de Fontenay-le-Comte (août 1730) ; elle ne devait retourner en Poitou que dix ans plus tard ⁶. Un de ses premiers actes fut de transférer, rue Guilbert, dans un immeuble contigu à la communauté, les jeunes *Nouveaux-Catholiques* de la rue de l'Odon, établissement qui était « presque tombé ». (Sept. 1730) ⁷.

L'année suivante, Paul de Luynes fit une visite au couvent, et voici les nouveaux règlements qu'il édicta :

— « Les sœurs liront, pendant huit jours consécutifs, chacune en leur particulier, les principaux chapitres de leurs constitutions. — Elles auront les unes pour les autres *une charité tendre*, afin de donner à leur société ce caractère aimable d'union qui est le véritable esprit

¹ Arch. Seine-Infér., G. 4995.

² *Ibid.*

³ Coll. Mancel, mss. in-f° 15.

⁴ Du 18 mars 1720 au 19 mars 1730, aucun supérieur ne contresigne, à Caen, le registre des *élections de sœurs*. (Arch. Calv., H, N. Cath.).

⁵ Né en 1703 ; petit-fils du duc de Chevreuse, le célèbre ami de Fénelon ; installé évêque de Bayeux le 25 sept. 1729. (Charma, *le P. André*, II, 10, 11). — Pour se concilier les bonnes grâces du nouveau prélat, les sœurs de Caen lui offrirent « un carreau de damas violet » (22 nov. 1729).

Elles faisaient aussi de petits cadeaux à l'intendant : « 17 fév. 1729, payé 6 l. pour du taffetas pour faire des gants à M. de Vastan. » Aux ecclésiastiques qui prêchent, dans la chapelle, l'Avent ou le Carême, elles donnent des « bisquits », de la « torquette », des « petites tourtes », des oranges, du vin d'Alicante, etc... (Arch. Calv. H, Nouv. cath., Reg. 7, Dépenses, 1718-76, *passim*).

⁶ Arch. Calv. H, N. Cath., reg. 3 (*Élections de sœurs*).

⁷ *Ibid.* C. 1637. — Beaujour, 368.

de leur institut. — Elles sortiront le plus rarement qu'il se pourra ; elles ne le feront jamais sans la permission de la supérieure, et ne se sépareront point de la compagne qu'il lui aura plu de leur donner. — Elles s'appliqueront à réciter l'office divin *avec respect et religion*. — On ne permettra, dans la maison, aucune entrée qui puisse en troubler le bon ordre. — La dépositaire [ou trésorière] fera faire, pour la supérieure, un passe-partout qui ouvre toutes les portes ; elle fournira pour les messes « le meilleur vin qu'il luy sera possible ». — La sacristine « prendra garde de ne point incommoder les prestres lorsqu'ils feront leur préparation ou leurs actions de grâces... ; elle ne paraîtra jamais dans la sacristie qu'en habit décent... ; elle n'y laissera ni cappes, ni tablier, ni aucun meuble indécent ; elle n'y travaillera point, *et n'en fera point un parloir*. — Enjoignons à la Mère supérieure de nous rendre compte exactement, *tous les huit jours*, jusqu'à nouvel ordre, de toutes celles qui auraient péché contre les présents règlements. » (24 novembre 1731) ¹.

La crise morale eût été peu de chose, si une redoutable crise financière n'était venue la compliquer.

Vers 1728, le personnel des communautés se composait : à Caen, de 12 sœurs professes ² ; — à Saint-Lô, de 9 sœurs professes, 4 novices et 2 converses ³. — Quant aux jeunes protestants à instruire, ils se répartissaient ainsi : à Saint-Lô, 31 filles ⁴ ; — à Caen, 41 filles et 13 garçons ⁵.

Les pensions des jeunes Nouveaux et Nouvelles-Catholiques étaient, par tête, de 150 livres à Caen, de 120 à Saint-Lô ⁶. Elles devaient être fournies, soit par le roi seul, soit par les parents seuls, soit par le roi et les parents. Que ceux-ci fussent très mauvais payeurs, on le comprendra sans peine. Dès 1687, la supérieure de Caen écrivait : « Les parents supposent tant de dettes qu'on n'en peut tirer de pension ⁷. » Malgré toutes sortes de poursuites, elle ne parvient pas à obtenir « un sol » du sieur Morin (janv. 1732) ⁸. En 1718, les sœurs de Saint-Lô déclarent qu'elles se sont passées « de leur

¹ Arch. Calv. H. N. Cath., reg. 3 (*Elect. de sœurs*), p. 47-51.

² *Ibid.* C. 1492.

³ Arch. Manche, H. N. Cath., *liasse*.

⁴ Arch. Calv. C. 1645.

⁵ *Ibid.*, C. 1632 et 1633. — Pour le XVIII^e siècle, nous n'avons pas trouvé d'états de garçons et de filles antérieurs à 1728.

⁶ Arch. Nat. TT. 317 A.

⁷ *Bull. du Prot.*, XLI, 26 n.

⁸ Arch. Calv. C. 1641.

nécessaire » pour fournir à la nourriture des Nouvelles-Catholiques, « les parents ne leur voullant rien donner en haine de leur conversion ¹. » Des 13 garçons qui sont aux *Nouveaux-Catholiques* de Caen en 1728, un seul, le jeune Blondel, se trouve à la charge de ses père et mère, et seulement pour 50 livres, sur 150 de pension annuelle ².

Aussi les états d'enfants à la pension du roi sont-ils beaucoup plus nombreux que les autres. Ces états, dressés tous les six mois ³ par la supérieure et visés par l'intendant, étaient envoyés au ministre pour servir à l'expédition des ordonnances de paiement. En 1733, le roi versait 3.600 livres de pensions pour Saint-Lô ⁴, et 8.550 livres pour Caen, sans compter 2.000 livres de subsistance annuelle ⁵; soit plus de 14.000 livres pour les deux maisons.

Dès les dernières années de Louis XIV, ces sommes étaient payées en billets qui subissaient, au change, une diminution d'un quart. En 1707, les *Nouv.-Cath.* de Caen touchèrent 775 livres pour 1.000. En 1718, elles perdirent 1.414 livres, sur 2.829 livres de billets d'Etat ⁶. Et de longs mois s'écoulaient avant qu'elles pussent recevoir ce papier-monnaie si déprécié. Les semestres de l'année 1716 ne leur parvinrent qu'en 1719 ⁷. En 1723, elles étaient chargées d'une dette de 15.526 livres, contractée pour « subsister ». « Leur maison, écrit à cette date l'intendant, est à présent descriée, et à la veille de faire banqueroute ⁸. »

Le 8 février 1726, elles s'assemblèrent pour examiner les comptes de la sœur Malfillastre, dépositaire. La recette des trois dernières années (1723-25) se montait à 45.348 livres; la dépense, à 47.098 livres. — Tous frais « rabatus », on recevait pour la pension de chaque enfant protestant 120 livres au lieu de 150, soit 6 sols et demi par jour, qui suffisaient à peine à payer le pain. Il était resté aux

¹ Déclar. du 4 mai 1718. (Arch. Manche, H, N. Cath., *liasse*).

² Arch. Calv. C. 1632.

³ Jusqu'en 1729, les supérieures de Caen et de Saint-Lô avaient fait commencer le 1^{er} semestre au 1^{er} mars, en sorte que la révolution de l'année de pension ne se rapportait pas « au temps de l'exercice du garde du trésor royal ». Le 21 juin 1729, le garde des sceaux fit dire aux sœurs de dater les semestres des 1^{er} janvier et 1^{er} juillet. (Arch. Nat. O¹ 502).

⁴ Arch. Calv. C. 1645.

⁵ *Ibid.*, C. 1632 et 1633.

⁶ Arch. Calv. H, N. Cath., reg. 6. — Cette même année 1718, les *Nouv. cath.* de Saint-Lô avaient emprunté 4536 l. (Arch. Manche, N. Cath., *liasse* : déclar. du 4 mai 1718).

⁷ Arch. Calv., H, N. Cath. reg. 7.

⁸ *Ibid.*, C. 1503.

main de la communauté 12.425 livres de billets, réduits à 8.193 livres par une liquidation ¹.

Cette détresse financière ne venait pas seulement de l'échec du système de Law ; elle avait aussi une cause plus spéciale : la diminution des revenus des biens confisqués sur les religionnaires.

¹ *Ibid.* H, N. Cath., reg. 7, f° 103.

CHAPITRE DEUXIÈME

LA RÉGIE DES BIENS DES RELIGIONNAIRES (1716-33), ET L'ENTRETIEN DES NOUVEAUX ET NOUVELLES-CATHOLIQUES

Les pensions des Nouveaux et Nouvelles-Catholiques à la charge du roi devaient être payées : 1^o sur le produit des biens confisqués aux religionnaires et mis en régie ¹; — 2^o sur la caisse des économats, qu'alimentait le tiers des revenus des bénéfices vacants ². Le Roi, « ne voulant pas appliquer aux dépenses de son Etat la jouissance de l'une et l'autre espèce de ces biens », les avait destinés « à des œuvres pies, pour l'avancement de la véritable Religion ³. »

Depuis 1700, les économats et la régie étaient administrés par le conseiller d'Etat d'Aguesseau, sous la surveillance du contrôleur-général. Le 10 août 1716, ils furent rattachés au conseil de conscience, qui en remit « la conduite » à l'archevêque de Rouen, Lavergne de Tressan ⁴.

¹ Voir ci-dessus, p. 281 et 297. — Il en fut sous Louis XV comme sous Louis XIV. Le 21 juin 1728, les parents catholiques de Madeleine Michel demandent qu'elle soit placée aux *Nouv. Cath.* de Saint-Lô, avec pension sur la régie des biens des fugitifs. (Arch. Calv. C. 1651). — Pour une jeune fille enfermée à l'hôpital de Saint-Sauveur-le-Vicomte, le subdélégué de Valognes sollicite (12 juin 1753) une pension sur les biens des fugitifs. (*Ibid.*, C. 1648).

² En 1724, le sieur Grassin demande que l'on accorde, sur les économats, une pension à la demoiselle Le Vallois, religionnaire, détenue depuis quinze ans aux *Nouv. Cath.* de Saint-Lô. (*Bull. du Prot.*, VIII, 476).

³ Arch. Aff. étr., France, MGCLXXXIII, f^o 332 sqq. — *Edits*, 309.

⁴ Arch. Calv. C. 1512 et 1520.

Relativement aux biens en régie, une première question se pose : quels étaient les cas de confiscation ?

Le roi avait d'abord réservé cette peine aux fugitifs et aux *malades relaps*, c'est-à-dire, à tous ceux qui refusaient les sacrements à leur lit de mort. Mais les réformés de Basse-Normandie ne se laissaient pas prendre sans vert ; ils firent le secret autour de leurs malades, « n'étant point porté, disaient-ils, qu'on fût tenu d'avertir les cures ¹. » Le 15 septembre 1716, Nicolas Drieu, commis de la régie à Caen, déclare qu'il n'a pu confisquer les biens des relaps : « Les religionnaires, écrit-il, prennent tant de soin de cacher leurs maladies, que ny les curés ny même les voisins n'en peuvent apprendre autre chose que le décès, qui en est la première nouvelle ². » — Au dire d'un autre commis de Caen, Jean Chesnefront, certains juges et médecins, négligeant les intérêts « de la vraie religion », oublièrent de signaler les malades aux curés. Le lieutenant-général du bailliage de Caen accueillit cette plainte, et ordonna que « les déclarations de S. M. » seraient exécutées « selon leur forme et teneur. » (16 mars 1718) ³.

On fit plus : on multiplia les catégories de religionnaires qui seraient passibles de la confiscation. Une instruction du 20 juillet 1718, délibérée en conseil de conscience, ajoute aux relaps et aux fugitifs : « Ceux qui auront fait des assemblées ou exercices de la prétendue religion depuis 1685 ; — ceux qui jouissent des biens des fugitifs depuis l'édit de décembre 1689 sans s'acquitter de leurs devoirs religieux ; — ceux qui sont sortis du royaume avec permission du roi, et n'y ont pas laissé d'enfants ; — ceux qui ont favorisé l'évasion des fugitifs ; — ceux qui ont envoyé ou enverront leurs enfants à l'étranger ; — et, en général, tous ceux qui auront contrevenu aux édits de S. M. ⁴. »

La dernière phrase aurait suffi. N'armait-elle pas les régisseurs d'un pouvoir discrétionnaire ? ⁵. Et cependant, les revenus de la

¹ Lettre du procureur du roi de Périers (Cotentin) au contr. général, 3 août 1715. (Arch. Nat. G⁷ 129).

² Arch. Calv. C. 1519. — Beaujour, 408.

³ Mancel, *Journal d'un bourgeois de Caen*, p. 386-389.

⁴ Arch. Calv. C. 1519. — Beaujour, 411, 412.

⁵ Pour mieux fouiller dans le passé des familles, le régisseur-général Plessart s'était fait envoyer, à Paris, les registres d'état civil de l'ancienne église réformée de Caen (ann. 1607-85). Ces registres, trouvés dans ses papiers, furent réexpédiés à l'intendant de Caen le 21 août 1757, et déposés au greffe du bailliage (Arch. Calv. C. 1515). Ils sont aujourd'hui à la mairie de Caen (Etat civil).

régie n'échappèrent pas à cette juste défaveur, à cette dépréciation fatale qui, comme l'observe avec raison M. de la Ferrière ¹, a toujours frappé les biens des proscrits.

Pendant plus de trente années, le gouvernement ne sut à quel mode de perception s'arrêter, oscillant entre le bail à ferme et la régie pure et simple. Un arrêt du 20 juillet 1700 avait institué régisseur-général le conseiller du roi Charles Boucher ². En 1716, on crut « qu'il serait *plus avantageux* pour les nouveaux-convertis que tous lesdits revenus fussent affermez par un bail général », le preneur et ses cautions étant obligés « d'en payer le prix dans des termes certains ». Le bail fut passé, pour six ans, au nom de Pierre Duchesne, bourgeois de Paris (6 septembre 1717) ³. — Mais on apprit bientôt que ce bail n'avait eu « aucune exécution », et que les fermiers en avaient poursuivi la résiliation dès la première année de leur jouissance. L'établissement d'une régie ne serait-il pas « *plus avantageux* ? » En conséquence, le sieur Plessart, autre bourgeois de Paris, fut nommé régisseur général (22 février 1724), à charge de rendre compte, non plus aux intendants, mais à l'archevêque de Rouen, Lavergne de Tressan ⁴. — Neuf ans plus tard (28 déc. 1733), on en revenait à l'exploitation sous forme de bail, « S. M. ayant reconnu qu'il n'y avait pas de voye plus capable d'assurer la perception des revenus desdits biens ⁵, »

Des changements aussi fréquents donneraient déjà lieu de croire que le produit des biens confisqués était de beaucoup inférieur aux prévisions de la cour. On achèvera de s'en convaincre, en examinant de quelle façon fonctionnait, en Basse-Normandie, l'administration de ces biens, et quelles charges lui incombait.

L'usage des régisseurs était de donner les biens à bail, après adjudication, pour 3, 6 ou 9 années, moyennant « une bonne et solvable caution. » L'adjudication se faisait devant l'intendant ou son

Au reg. n° 5 est joint un extrait du mariage de Jean Gohier et de Marie Le Roux (24 juin 1668). Cet extrait porte la date de 1732, et la signature de Plessart. (Voir Malesherbes, 2^e *Mém. sur les mariages des protestants*).

¹ *Hist. d'Athis*, 102.

² *Edits*, 400.

³ *Ibid.*, 504.

⁴ *Ibid.*, 530 et 566. — Jusqu'alors, l'intendant de Caen avait vérifié, tous les deux mois, la caisse de la régie. — Le préposé Coulange voulait continuer de lui rendre ses comptes; un arrêt du 12 Déc. 1724 le somma, sous peine de prison, de s'adresser à l'archevêque. (Arch. Calv. C. 1512 et 1529).

⁵ *Edits*, 577. — Il est vrai que le système du bail fut maintenu, sans variation nouvelle, jusqu'à la Révolution. (Isambert, XXV, 394; et XXVI, 345).

délégué ; elle était annoncée, au prône ou aux vêpres, par les curés des paroisses ¹.

Mais on pouvait toujours craindre le retour et l'abjuration des fugitifs. Puis, beaucoup de personnes avaient des prétentions sur les biens confisqués ; elles empêchaient que le jour de l'adjudication ne fût connu ; elles s'efforçaient d'écarter ou d'intimider les enchérisseurs. Aussi les biens étaient-ils donnés à un loyer ou fermage « fort au-dessous » de leur valeur réelle. — On essaya d'y remédier par deux arrêts du conseil (26 août et 4 déc. 1727). Désormais, trois publications, répétées de huitaine en huitaine par voie d'affiches, devraient précéder chaque mise aux enchères. L'adjudication aurait lieu en présence d'un ecclésiastique délégué par « le sieur de Tressan, archevêque de Rouen ». Le régisseur resterait toujours en rapports avec cet ecclésiastique. Il formerait un état, en douze colonnes, des baux prêts à expirer, et le dresserait en triple expédition, pour lui-même, l'intendant et l'archevêque. Quant aux frais d'adjudication, ils seraient acquittés par le preneur, ainsi que les tailles et autres redevances ².

Et les réparations ? qui s'en chargerait ? On distingua entre les réparations locatives et les grosses réparations. Les premières furent mises au compte du preneur ; les autres, au compte du régisseur. Pour celles-ci, il fut décidé (4 déc. 1727) qu'on se bornerait aux plus « urgentes et nécessaires », telles que couvertures et clôtures ; qu'il n'y serait employé que la moitié des revenus au-dessous de 300 livres, et le tiers au-dessus ; que le fermier ou locataire devrait les réclamer par requête ; qu'un expert en dresserait procès-verbal après visite des lieux en présence du régisseur, et qu'elles seraient faites par adjudication au rabais ³.

Si les grosses réparations excédaient la valeur d'une année de revenu ⁴, le régisseur les mettait à la charge du preneur par un *bail à fief* ⁵. Or, cette sorte de bail, stipulant une rente perpétuelle et « irracquittable », entraînait l'aliénation du fonds. Sous le régisseur-général Boucher (1700-17), des biens très considérables s'étaient

¹ Arch. Calv. C. 1520, 1529. — Arch. Nat. TT. 41.

² *Edits*, 563 sqq., 569 sqq.

³ *Ibid.*, 563, 564, 570, 571. — Arch. Calv. C. 1520. — Arch. Nat. TT. 41 et O¹ 451, *passim*.

⁴ Un sieur Lepainteur, de Landisacq, avait pris à bail, pour 60 livres par an, des maisons de la régie situées dans sa paroisse (déc. 1728) ; les réparations qu'il fallut y faire s'élevèrent à 240 livres. (Arch. Nat. TT. 41 et 163).

⁵ *Ibid.*, TT. 41.

ainsi trouvés aliénés, en Normandie, pour des sommes modiques, « par la cupidité » de ses commis. Les preneurs, se croyant « propriétaires incommutables », les avaient vendus à leur tour, avec de grands profits, sans y faire la moindre réparation. — Un arrêt du conseil (27 juin 1724) déclara cassés et annulés tous leurs baux. On rappelait dans le préambule que le roi avait seulement la jouissance des biens confisqués ; s'il les détenait, c'était pour « faire rentrer, par cette voie, dans le sein de l'Eglise catholique, ses sujets nouveaux-convertis » ; le régisseur, simple comptable en son nom, n'avait nul droit de faire des contrats tendant à aliéner « le fonds desdits biens ¹. »

Mais le bail à fief avait l'avantage de procurer à la régie une somme « claire et nette » ; on y revint à partir de 1732, et l'archevêque de Rouen recommanda de n'en pas conclure d'autres, autant que possible. On y inscrivit toutefois cette clause expresse, que si la régie venait à cesser par la volonté du roi, le preneur serait obligé d'abandonner les biens à ceux qui en auraient obtenu mainlevée, sauf à retenir les sommes par lui payées pour les réparations ².

Aux fermiers et locataires, il importait de se tenir en garde contre l'âpreté, parfois déloyale, des régisseurs.

Le 11 novembre 1710, Michel Salles, horloger de Caen, avait pris à bail de la régie, pour 100 livres, une maison située rue Saint-Jean, et confisquée sur la dame Fouace, fugitive. En 1728, il avait renouvelé son bail pour 205 livres. Au mois de juin 1732, il proposa de prendre à fief le même immeuble pour 140 livres, en se chargeant des grosses réparations, qui avaient été évaluées à 700 livres. Ses offres furent acceptées par arrêt du conseil (31 mars 1733). Mais le régisseur, sans le consulter, y avait fait ajouter d'autres charges : réparer la maison dans le délai d'un an, et acquitter toutes redevances réelles et foncières, sans préjudice de la rente de fief. Salles protesta. « Exécutez-vous ! dit le régisseur : on ne reçoit aucune offre sans ces conditions. — J'ignore parfaitement, répliqua Salles, quelles offres on reçoit au conseil ; mais je sais mieux que personne celles que j'ai faites et signées ! » Il était dans son droit : l'intendant lui fit donner raison par le comte de Muy (juin 1734) ³.

¹ *Ibid.*, AD xvii, 27. — *Edits*, 550-553.

² Arrêt du conseil du 31 mars 1733. (Arch. Nat. TT. 41; et Arch. Calv., C. 1520 et 1521). — Ce mode d'exploitation était encore pratiqué en 1752. (Lettre à l'intendant de Caen, 14 juin 1752; Arch. Nat. O¹ 448).

³ Arch. Calv. C. 1520 et 1526. — Arch. Nat. TT. 41. — Lavergne de Tressan

Vainement les régisseurs s'efforçaient d'obtenir, par tous moyens, un revenu certain et abondant ; il y avait des recouvrements difficiles, des dépenses inévitables, des charges qu'on ne pouvait se dispenser d'acquitter.

Les longues chicanes auxquelles donnait lieu, pour la reddition des comptes, tout changement de régisseur-général ¹, se reproduisaient, dans la généralité de Caen, à chaque nouvelle nomination de commis. Jean-Baptiste de la Forterie, préposé de la régie à Caen, était mort en juin 1709, laissant aux mains de son exécuteur testamentaire une somme de 2.000 livres due à la régie. Nicolas Drieu, qui l'avait remplacé, écrivit à l'intendant (17 février 1711) qu'il n'était pas possible de faire rendre gorge à l'exécuteur testamentaire, vu « son entestement à vouloir garder les deniers de la régie ². »

Les dépenses, c'étaient les frais de bureau : correspondances, imprimés, affiches, états annuels ³ où l'on consignait, dans le plus grand détail, tous les renseignements relatifs aux fugitifs et à leurs biens. — C'était le loyer même du bureau (120 livres à Caen) ⁴. — C'étaient, sans parler de certains cadeaux intéressés ⁵, les honoraires des architectes et experts qui visitaient les bâtiments ; les vacations de l'huissier qui saisissait les meubles des fugitifs, proclamait les biens à bailler ou les réparations à adjuger, et assurait la rentrée des loyers ou fermages. — C'était enfin le traitement du commis (un sol pour livre des recettes effectuées) ⁶. Et le commis tendait natu-

étant mort en 1733, le comte de Muy l'avait remplacé comme directeur des économs et de la régie.

¹ *Edits*, 405, 490, 497, 567 sqq.

² Arch. Calv. C. 1527.

³ On trouve, aux Arch. du Calv. (C. 1519 sqq.), un grand nombre de ces états. Ils sont dressés sur des feuilles de papier gr. in-f°. — Celui du 15 sept. 1716 comprend douze colonnes :

1° Noms des fugitifs ou relaps.

2° Noms des fermiers ou rentiers.

3° Mainlevées. — Observations sur les non-paiements et diminutions.

4° Termes et échéances des baux et rentes pour les paiements.

5° à 11° Prix des baux de 1709 à 1716.

12° Sommes payées par chacun des redevables.

D'autres états indiquent aussi l'élection, la ville ou paroisse des biens, et la « nature et consistance » de ces biens.

⁴ Arch. Calv. C. 1519.

⁵ Tous les ans, le 1^{er} janvier, le régisseur-gén. Plessart faisait remettre 100 livres au secrétaire de l'intendant de Caen. (Arch. Nat. TT. 41).

⁶ Arch. Calv. C. 1519.

rellement à l'arrondir. Aubert, agent de Plessart à Caen ¹, réclame, en 1732, 250 livres pour ses tournées. Il faut voir de quel ton le régisseur-général le rabroue : « Des frais de tournées ! le conseil ne m'en accorde pas, à moi, et les conditions que j'ai faites avec vous n'en parlent point ! Vous demandez 15 livres pour un voyage : on ne voit pas que votre présence ait été nécessaire. — Vous inscrivez 25 livres de frais de procédure ; où sont les pièces à l'appui ? — Vous avez toujours préféré votre intérêt à celui de la Régie ! ² »

Quant aux charges, elles étaient fort lourdes, et, dès le 26 août 1727, un arrêt du conseil constata que les revenus de la régie ne pouvaient plus y répondre ³.

Il fallait, par exemple, tenir compte des requêtes de nombreux particuliers ⁴, qui entendaient toucher les arrérages de rentes constituées à leur profit sur les biens des religieux. Ainsi, en 1708, on réclamait, de ce chef, 660 livres sur les terres de Jacques Clérembault, réfugié de Géfosse (Bessin) ⁵. — Le 28 avril 1729, Daniel Letouzey, de Saint-Denis-le-Gast, remontre qu'il lui est dû, depuis le 1^{er} janvier, 28 livres, montant annuel d'une rente sur les biens de Jacob Roussel, son oncle. — « Adressez-vous à mon prédécesseur Dejean, répond le préposé Aubert ; c'est lui qui est responsable pour les deniers de 1728. — J'ai rendu mes comptes ! réplique Dejean ; la régie ne me regarde plus ! — Peu m'importe, repart Letouzey, d'être payé par Aubert ou par Dejean, pourvu que je sois payé ! C'est toujours la régie qui doit, et je n'ai pas besoin de toutes ces tergiversations ! » Finalement, l'intendant ordonna qu'Aubert paierait, sauf à exercer son recours contre Dejean (2^e juin 1729) ⁶.

Mais la grande plaie de la régie, ce furent les fréquentes mainlevées de biens que le roi, sur le rapport des intendants, accordait aux parents des réfugiés ⁷. Pour avoir plus de chances de réussir, la plupart des parents prenaient à bail les biens confisqués. Et leur requête en mainlevée était à peine écrite, qu'ils s'en prévalaient pour

¹ Il était, à Caen, juge-garde de la monnaie.

² « Observations du sieur Plessart... » (Arch. Nat. TT. 41).

³ *Edits*, 563.

⁴ Ces requêtes se trouvent en grand nombre aux Arch. du Calv. (C. 1522 sqq.).

⁵ Arch. Calv. C. 1523.

⁶ Arch. Nat. TT. 41.

⁷ C'est ainsi qu'un arrêt du conseil du 31 juillet 1728 envoya Louise Hallée, de Caen, en possession des biens d'Abraham Hallée, son oncle, fugitif en 1685. Mais il en résulta d'interminables conflits, entre parents de tout degré. (Arch. Nat. TT. 41).

ne plus payer, à la régie, ni rente ni fermage ¹. — D'autres alléguaient leur pauvreté. Jean Fouquet, d'Aignerville, était perclus d'un bras et chargé de cinq enfants, qu'il avait tous élevés (argument sans réplique !) dans la vraie religion : comment lui refuser le petit patri-moine, d'un maigre revenu de 40 livres, confisqué sur ses père et mère fugitifs ? ² — Mais, à toutes les requêtes, le régisseur-général et ses commis opposaient des objections désespérées. Les sieurs Gohier et de Montfiquet demandent, en sept. 1730, les biens de leur parente, Esther Osmont, dont l'héritière légitime, Catherine Leroux, est sortie du royaume depuis plus de trente années. Faute de raisons meilleures, Aubert, le commis de Caen, se rejette sur la forme du placet ; il ne peut « assez s'étonner de la liberté avec laquelle les suppliants se répandent en invectives contre la personne du sieur régisseur-général, taxant ses poursuites de vexations, oubliant qu'il est l'*homme du Roy* en cette partie, ... pour veiller à ce que ses sujets prétendus réformés remplissent exactement les lois qui leur ont été imposées », etc... ³.

Un langage si acerbe témoigne du dépit qu'éprouvaient les régisseurs en voyant fondre dans leurs mains, par l'effet des mainlevées, le plus clair des revenus de la régie ⁴. Le 3 juin 1733, Plessart écrit au cardinal Fleury : « MM. les intendants se hastent de donner des mainlevées sans avoir égard à mes deffences, c'est-à-dire si ceux qui demandent sont parens ou les plus proches, et s'ils font les devoirs de la religion catholique. Si V. E. n'arreste la rapidité de ces mainlevées, il ne [restera] plus de biens en régie... Je fais tous mes efforts pour parer ces coups ; mais les ressorts que l'on fait agir

¹ Extrait d'un arrêt du conseil du 25 janvier 1737. (Arch. Calv. C. 1512).

² Arch. Nat. TT. 41.

³ *Ibid.*

⁴ Pour remédier au mal, on révoqua, dans la suite, quelques arrêts de mainlevée. Le 15 janvier 1749, Saint-Florentin écrit à La Briffe, intendant de Caen : « Le Roy est informé, Monsieur, qu'un grand nombre de parents de religionnaires réfractaires à ses ordres se sont rendus indignes de la grâce qu'il leur a faite de leur accorder la mainlevée des biens de ces religionnaires, et que... plusieurs ont apostasié et ont assisté aux assemblées... C'est pourquoi S. M. s'est déterminée à remettre ces mêmes biens sous sa main. (Arch. Calv. C. 1515; Beaujour, 435). — Le 3 oct. 1751, un arrêt du conseil, cassant deux ordonnances du lieutenant-général de Vire et de l'intendant, retire au sieur Guillain, pour les remettre en régie, les biens de la réfugiée Anne Le Prieur, veuve de Champcourt. (Arch. Nat., AD XVII, 27; et du Calv. C. 1513).

Néanmoins, la régie ne se releva pas. En 1769, l'intendant Fontette écrit que ses revenus, dans la généralité de Caen, se réduisent « à fort peu de chose ». (Arch. Calv. C. 1636).

auprès des secrétaires sont plus forts que moy... Les intendants ne voient que par les yeux de leurs subdélégués ¹. »

Le tableau qui suit, résumé des comptes de la régie, dans la généralité de Caen, pour les années 1700 à 1733, commente avec éloquence ces plaintes du régisseur-général ² :

Années	Recettes	Dépenses
1700.....	18.300 livres.	22.826 l.
1701.....	17.264	13.406
1702)	31.211	36.869
1703)		
1704)		
1705.....	11.372	12.931
1706.....	9.517	11.768
1707.....	7.848	8.473
1708.....	7.315	6.859
1709.....	13.365	13.845
1710.....	9.535	10.578
1711.....	9.336	9.098
TOTAUX.....	135.063	136.653

Années	Recettes	Dépenses
1712.....	9.667	4.909
1713.....	14.005	8.616
1714.....	14.980	8.917
1715.....	16.628	17.638
1716 ³	3.581	3.915

(Lacune de 1717 à 1722).

1723.....	4.810	4.782
1724 ⁴	4.120	4.808
1725.....	4.275	3.290
1726.....	4.596	4.082
<i>A reporter</i>	17.801	17.962

¹ Arch. Etr. *France*, MCCLXXXIII, f° 183.

² Arch. Nat. TT. 4 ; et du Calv. C. 1522 à 1531.

³ En 1716, la recette (3581 l.) correspondait aux biens de 37 fugitifs, émigrés de 1685 à 1715. (Arch. Calv. C. 1519).

⁴ En 1724, la régie percevait, dans tout le royaume, la somme de 107.837 l., dont 11.618 pour la généralité de Paris, 21.910 pour celle de Rouen, 4.396 pour celle d'Alençon. (Arch. Nat. TT. 156).

Années	Recettes	Dépenses
<i>Report</i>	17.801	17.962
1727..	3.035	1.784
1728.....	3.007	867
1729.....	1.707	1.734
1730.....	1.677	1.545
1731.....	1.677	1.348
1732.....	1.477	1.593
1733.....	1.477	1.330
TOTAUX pour 1723-33....	<u>31.858</u>	<u>27.165</u>

Si l'on fait le total pour les années 1700 à 1711, on trouve 135.063 livres de recettes, et 136.653 livres de dépenses, soit un découvert de 1.590 livres. « La régie est obérée de dettes », écrivait, le 8 juillet 1712 ¹, Nicolas Drieu, commis de Caen. Sans doute, à partir de 1712, il y eut plus d'équilibre entre les dépenses et les recettes ; mais celles-ci, de 16.000 livres en 1715, étaient tombées brusquement à 3.000 en 1716, et se réduisaient, en 1733, à moins de 1.500 livres. Or, on a vu ² qu'à cette date l'entretien des Nouveaux et Nouvelles-Catholiques de Caen et de Saint-Lô coûtait à la cour plus de 14.000 livres par an.

D'autre part, une déclaration royale atteste qu'en 1727 le produit des économats était considérablement diminué ³.

Il importait donc de contrôler avec soin les admissions des enfants aux *Nouv.-Cath.*, et d'examiner de près les états dressés par les supérieures.

¹ Arch. Calv. C. 1527.

² Voir ci-dessus, p. 312.

³ *Edits*, 567.

CHAPITRE TROISIÈME

RÈGLEMENT DU 18 MARS 1747 SUR LES MAISONS DE LA PROPAGATION EN NORMANDIE

Puisque le roi payait presque seul l'entretien des Nouveaux et Nouvelles-Catholiques, et que l'argent destiné à cet entretien se faisait rare, il était en droit d'exiger qu'aucune admission n'eût lieu sans son ordre. Une jeune Osmont avait été amenée à la Propagation de Caen par le vicaire de Saint-Pierre; le garde des sceaux écrivit à l'intendant (14 mai 1734) : « Quoique le roi n'approuve pas que sous aucun prétexte les enfans soient tirés de la maison de leur père par des voyes privées..., cependant la circonstance d'une vocation marquée a porté S. M. à donner ses ordres pour que [la jeune Osmont] soit gardée aux *Nouvelles-Catholiques* de Caen... Vous avertirez la supérieure que cet exemple ne doit pas tirer à conséquence, et vous lui ferés des defenses très expresses de recevoir aucunes filles qui seraient ainsy conduites dans sa maison sans autorité¹. »

Mais ces défenses étaient constamment éludées. Le 3 janvier 1739, une jeune Caennaise de onze ans, Marguerite Blin de Fontenay, se rendit au couvent « de son propre mouvement » ; comment la supérieure eût-elle pu lui en « refuser l'entrée²? » — En mai et juillet 1740, se présentèrent deux autres jeunes filles : l'une, Madeleine Bain, de Condé-sur-Noireau, avait prié le bailli de cette ville « de la

¹ Arch. Nat. O¹ 504.

² Arch. Calv. C. 1637.

tirer de ses parents (*sic*) pour quelle fut catholique romaine » ; l'autre, une jeune Gatebled, de Caen, avait été poursuivie jusque dans la communauté par ses parents calvinistes. « Nous n'umes pas le temps de vous le dire, écrit la supérieure, car si nous ne l'avions pas recues, elle aurait été maltraité et aurait disparus (*sic*)¹. » — Placée en présence du fait accompli, la cour ratifiait, bon gré mal gré.

Aucune règle ne présidant aux entrées, il en résulta de singuliers abus. On vit plusieurs vieilles femmes, élevées dans leur enfance aux *Nouvelles-Catholiques*, demander à y rentrer, sous prétexte de se dérober aux « sollicitations » d'un entourage calviniste, en réalité, pour n'avoir plus à se préoccuper ni du vivre ni du couvert. Marie et Anne Lenepveu, de Saint-Lô, placées aux *Nouvelles-Catholiques* de cette ville par l'intendant Foucault, avaient eu « le malheur » d'en sortir, séduites par « les fausses douceurs » d'un établissement. Ayant perdu leurs maris et leur bien, et septuagénaires, elles allaient être obligées de « se jeter dans les bras » d'une famille « infectée du poison de l'erreur », si on refusait de les reprendre (juin 1739)². — Des pères et mères catholiques invoquaient ce même prétexte de parents religionnaires, pour faire élever et nourrir leurs enfants aux *Nouvelles-Catholiques*, sans bourse délier. Ainsi, Renée de Bougran, veuve de Jean de Montfiquet, de Mandeville, recommandait à l'intendant ses quatre enfants mineurs, circonvenus par des proches calvinistes (avril 1728)³. Le sieur d'Espinoze de Courtaunay⁴, lieutenant réformé du régiment d'Auxerrois, chargé de onze enfants, obtint un ordre du roi pour en placer quatre aux *Nouveaux* et *Nouvelles-Catholiques* de Caen (sept. 1742). Sans doute, il avait eu des parents « de la religion » ; mais sa femme et lui « faisaient profession de catholicisme⁵. »

Aussi le total des pensions du roi ne cessait de grossir. En 1733, il était respectivement, pour Caen et Saint-Lô, de 8.550 et de 3.600 livres ; en 1746, il fut de 10.350 et de 5.200 livres⁶.

Plus les charges augmentaient, plus la cour s'était montrée soup-

¹ *Ibid.*, C. 1633 et 1637.

² Arch. Nat. TT. 459.

³ Arch. Calv. C. 1651.

⁴ D'une ancienne famille protestante du Bessin.

⁵ Arch. Calv. C. 1631. — Arch. Nat. O¹ 507.

⁶ Arch. Calv. C. 1633 et 1646. — A Caen, le roi fournissait, en outre, une subsistance annuelle de 2.000 livres, et des « aumônes » extraordinaires : 600 l. données en 1725 « veu la cherté du blé » ; 300 l. en 1735 pour un commencement d'incendie, etc. . . (*Ibid.*, H. N. Cath., reg. 3 et 7).

çonneuse et défiante. Par suite d'un retard forcé, la supérieure de Caen, sœur de Malfillastre, n'avait présenté qu'en avril 1729 l'état échu au mois d'août 1728; le garde des sceaux allait peut-être se figurer qu'on lui réclamait deux fois l'argent des pensions; aussi la supérieure écrit à l'intendant : « Nous ne sommes pas personnes à cela, je vous prie de l'an assurer ¹. » — A Saint-Lô, la supérieure, sœur Beaumer, inscrivait les Nouvelles-Catholiques par leurs noms de famille, pour ne point donner de « suspicion »; elle aurait été « au désespoir d'user de supercherie ». (Juillet 1739) ².

En 1747, Louis XV voulut savoir au juste comment son argent était employé. Il fit inviter les supérieures à dresser des états des filles et garçons nourris sur le trésor royal, avec « leurs noms, leur âge, le temps de leur abjuration, ou leur disposition ou éloignement pour la faire; les qualités, facultés et religion actuelle de leurs parents »; le lieu de leur naissance, la date de leur entrée dans la maison. (3 février 1747) ³.

Les états furent expédiés le 18 février. Il y avait alors : à Saint-Lô, 45 Nouvelles-Catholiques, et à Caen, 31 Nouveaux-Catholiques, tous nourris par le roi; à Caen, 39 Nouvelles-Catholiques, dont 3 seulement à la charge de leurs parents ⁴.

Ce qu'étaient la plupart de ces pensionnaires, on va le voir, d'après les « observations » très dures que le ministre Saint-Florentin adressa aux sœurs (30 mars).

« Les maisons des *Nouvelles-Catholiques*, dit-il, ne sont ny hopital pour garder les infirmes, ny hospice contre la misère, mais *des écoles de religion*, des maisons pour la propagation de la foy; c'est pourquoi le roy les choisit par préférence à toute autre communauté... Tandis qu'il voit à regret qu'il ne luy est pas possible de procurer tout d'un coup la conversion de tous les enfans protestans par cette voye, il ne peut aprouver que l'on ait compris dans les états de ses pensions des enfans nés de pères professant la Religion catholique. C'est un *grand abus* d'avoir accepté, à *Caen*, 8 garçons dans ces conditions. » — L'état des Nouveaux-Catholiques porte aussi les noms de cinq étrangers ⁵. Si tous les sujets du Roi étaient bons catholiques, ce

¹ *Ibid.*, C. 1632.

² *Ibid.* C. 1645.

³ Arch. Nat. O¹ 507. — Arch. Calv. H, N. Cath., reg. 11.

⁴ Arch. Manche H, N. Cath., *liasse*, — et du Calv., reg. 11. (Etats de 1747).

⁵ Savoir, trois Irlandais : Miles Macperlan, Robert Barry, Laurens Solival (ce dernier, étudiant en philosophie); — un Anglais : Jacques Vassol, étudiant en droit; — un Prussien : Louis Hébert.

serait une œuvre bien méritoire que de procurer la conversion des étrangers aux dépens du trésor royal. Mais, indépendamment de ce que le Roi doit ses secours et sa charité à ses sujets, il y a, dans plusieurs généralités du royaume, des séminaires fondés pour les Irlandais. Il ne faut donc pas remplir les places *destinées en vue de la religion* par des étrangers qui ne s'en servent que pour leurs besoins temporels. En recevant ces cinq étrangers, qui d'ailleurs sont nés catholiques, les sœurs de Caen « sont sorties de l'esprit de leur institut ». — L'état des filles contient plusieurs personnes âgées, que l'on conserve *à cause de leurs infirmités*; mais « ce motif se répète souvent ». Louise Lessiard a soixante-quatre ans; elle est entrée et sortie plusieurs fois; « elle s'en va, revient..., elle est toujours bien venue ». Est-ce pour la religion? Nullement, puisqu'elle a abjuré en 1697!

A Saint-Lô, Marguerite du Fresne est pensionnaire du roi depuis 1719. « Ou la crainte d'une vie laborieuse luy a inspiré cette retraite », ou on l'a reçue parce que son travail ou ses talents pouvaient être de quelque utilité. Serait-ce que le zèle des sœurs n'est pas « détaché de tout intérêt personnel? » — Madeleine Le Fauqueux a été reçue en 1746, à l'âge de *six ans*; « c'est ne garder aucunes mesures et negliger mesme de mettre de son costé le pretexte de l'education chretienne, *puisqu'a cet age elle ne peut encore faire d'impression*¹. » — Madeleine Blouet est désignée comme « issue de parents protestans »; c'est « une manière équivoque de s'expliquer lorsqu'on demande la religion des pères et des mères. Cet équivoque est commun dans l'état des pensionnaires de Saint-Lô. » — Jeanne Lemenuet est entrée en 1681, et on l'a toujours conservée depuis, comme aveugle de naissance. C'était un hôpital qu'il lui fallait! « En réfléchissant de combien de filles de protestants elle a tenu la place dans le cours de soixante-six ans, on doit estre bien touché de s'estre écarté de la règle, et reconnoistre l'illusion d'une pitié si mal entendue ». Comment s'étonner, après cela, « de voir le nombre des pensionnaires si grand, et celuy des abjurations si petit! »

« Quelques belles apparences que les actions de charité puissent avoir, on fait toujours mal quand on emploie arbitrairement des aumônes qui ont une destination fixe... Le Roy, bien plus le père de ses sujets que ces religieuses *ne paraissent* compatissantes, sçait

¹ Louis XIV avait pourtant décidé qu'à 7 ans l'enfant est « capable de raison et de choix » dans une matière aussi importante que celle de son salut! (Déclar. du 17 juin 1681. *Edits*, 88).

allier le progrès de la Religion avec le soulagement du pauvre. Il veut que les pensions qu'il donne produisent ce double effet. Il y a *une espèce de présomption* à ne pas s'y conformer¹. »

— Comme sanction, il fut décidé que tous les garçons et filles à la pension du roi, qui auraient fait leur première communion « depuis trois mois et auparavant », seraient rayés des états dans le trimestre qui suivrait le 1^{er} avril 1747².

Tout en faisant place nette, on s'était occupé de régler l'avenir, et de rétablir ce que Saint-Florentin appelait « les vrais principes ³. »

Le 3 février 1747, une lettre collective fut adressée aux trois intendants de Normandie. « J'ai rendu compte au roi, disait le ministre, des [maisons de la Propagation]... S. M., moins touchée de ce qui lui en coûte, qu'attentive au bien qui en doit résulter, juge qu'il y a beaucoup à faire pour l'*admission* des sujets dans ces maisons, un grand ordre à observer pour le *tems* qu'il est nécessaire de les y retenir, et une sage prévoyance pour celui de la *sortie*... ⁴ »

Admission, séjour et sortie des Nouveaux et Nouvelles-Catholiques, tel fut le triple objet du Règlement du 18 mars 1747.

On lisait dans le préambule : « La Normandie est une des provinces du royaume où l'esprit d'erreur... se maintient avec le plus d'opiniâtreté... Pour opposer l'instruction à l'ignorance, on établit, dans les trois généralités, des communautés de *Nouvelles-Catholiques*... Le feu roi voulut qu'une certaine quantité de filles et de garçons de protestants y fussent alternativement élevés et instruits. » Mais les sœurs, livrées à elles-mêmes, n'ont pas toujours rempli l'objet des libéralités du roi, de sorte que les pensions payées « ne servent qu'à favoriser l'ambition, l'hypocrisie ou l'oisiveté ». En conséquence :

— I. Il ne sera reçu aucun garçon, aucune fille pour être à la pension du Roi, que sur les ordres que S. M. en fera donner par le secrétaire d'Etat du département, d'après le rapport de l'évêque diocésain. — On devra les prendre :

1^o Sujets du roi ;

2^o Nés de parents qui ne pratiquent pas le catholicisme ;

3^o Pauvres, et d'un bon tempérament, « non infirmes » ;

¹ « Observations de la cour sur le Règlement du 18 mars 1747 ». (Arch. Calv. H. N. Cath., reg. 10 et 11. — Arch. de la Manche, H. N. Cath., *liasse*).

² Art. 11 du Règlement du 18 mars.

³ Lettre à l'intendant La Briffe, 31 juillet 1746. (Arch. Nat. O¹ 507).

⁴ *Ibid.*, et Arch. Calv. H. N. Cath., reg. 11.

4^o Agés de 9 à 13 ans pour les filles, de 12 à 16 pour les garçons.

L'évêque et l'intendant les choisiront à la campagne plutôt qu'à la ville, parce que la « dissipation » y est moindre, que les instructions y sont moins fréquentes, et que l'exemple « y paroitra plus a decouvert ». — On les tirera des paroisses où il pourra en résulter le plus grand bien pour la religion ; on aura égard à leurs « bonnes dispositions », à leur « ouverture d'esprit », pour qu'ils puissent, dans la suite, « édifier et instruire leurs voisins et parens. »

— II. Si l'abjuration ne doit être « que le fruit et la suite des bonnes instructions », un trop long séjour dans les couvents après l'abjuration serait à charge au roi, et préjudiciable aux enfants qui doivent succéder. Donc, toute nouvelle convertie sortira *trois* mois, et tout nouveau converti, *six* mois après la première communion. — « S'il s'en trouvait d'un naturel assés pervers pour ne laisser aucune espérance de conversion », la supérieure et l'évêque les feront transférer à l'hôpital, sur les ordres du roi qui en seront expédiés.

— III. A la sortie, filles et garçons seront placés comme domestiques, ou mis en apprentissage chez des maitresses et maitres anciens catholiques. Apprentis et apprenties conserveront, chez les maitres de métier, les pensions que le roi leur payait au couvent ¹. L'apprentissage terminé, ils seront envoyés « dans telles paroisses de la campagne que l'évêque diocésain trouvera le plus à propos ². »

— Les sœurs avaient reçu, « avec soumission », ce règlement « sage et édifiant » ; elles y opposèrent néanmoins, par l'intermédiaire de l'évêque de Bayeux, « des représentations respectueuses », qui étaient en partie fondées. (4 juin 1747).

« On a rayé des états, dirent-elles, un grand nombre de pensionnaires ; la plupart n'ont aucune ressource ; que vont-ils devenir ? — On nous défend de recevoir désormais aucun enfant sans l'ordre du Roi ; que ferons-nous de ceux qui viennent d'eux-mêmes « demander l'instruction ? » — On nous impose des limites d'âge (9 à 16 ans) ; mais S. M. et le feu Roi nous ont souvent envoyé des enfants de 2 à 6 ans, en même temps que des vieillards octogénaires. — D'ailleurs, qu'arrivera-t-il ? C'est que, « pendant l'âge prescrit », les parents cacheront « bien soigneusement » leurs filles et leurs fils. *On ne verra*

¹ Si les filles se marient, le règlement leur promet une dot de cent livres. Mais il ne prévoit pas le cas où elles auraient la vocation religieuse.

² Arch. Calv. C. 1631 ; et H. N. Cath., reg. 10 et 11. — Arch. Seine-Infér., D. 490. — Bibl. Prot. mss. *Norm.*, t. I.

plus de conversions ! — Si nous devons renvoyer les nouveaux-convertis trois mois après leur première communion, « leur foy sera toujours dans le péril le plus prochain de se perdre ; *cecy n'est que trop fondé sur l'expérience* », et c'est ce qui nous a déterminées à en garder longtemps quelques-uns. On a des exemples de parents qui, après avoir reçu leurs enfants instruits et convertis, les ont emmenés à l'étranger. — En menaçant les opiniâtres de l'hôpital, à quoi les conduira-t-on ? A dissimuler, car l'hôpital leur « fait horreur ». — On veut nous envoyer, de préférence, des campagnards. Mais, dans le diocèse de Bayeux, c'est la ville de Caen, ce sont les bourgs de Condé-sur-Noireau et d'Athis qui renferment le plus de religieux, et, parmi ceux-ci, de sujets capables, une fois convertis, d'être employés à l'instruction des autres ¹. »

De Luynes, évêque de Bayeux, transmet les représentations des sœurs, en y ajoutant les siennes. Ce qui le touchait surtout, c'était de voir fermer aux nouveaux-convertis l'étude des « lettres humaines. » — « On espère, dit-il, que la circulation des places en sera plus prompte. Or, chaque garçon, entré au couvent à 12 ou 13 ans, devra y rester 3 ou 4 ans. Avec 3 ans d'apprentissage, cela fait 7 ans, qui suffisent pour apprendre les belles-lettres. *Je me charge même de les enseigner par des voies plus courtes et plus abrégées que celles qui sont d'usage dans les collèges !* — Ces études donneraient beaucoup plus de débouchés pour « les places », vers l'état ecclésiastique, la robe ou le barreau. — La connaissance des lettres humaines forme l'esprit des Nouveaux-Catholiques, les accoutume à la réflexion, les met à portée de voir aux sources mêmes les passages de l'Écriture et des Saints-Pères qui condamnent leurs erreurs ; ils y retombent très rarement lorsqu'ils ont étudié. — La variété des exercices les préserve du *dégoût* et de l'*ennui* qui sont souvent un des plus grands obstacles à surmonter pour les convertir. — Leurs parents n'auraient plus à murmurer de ce que, en les plaçant aux *Nouveaux-Catholiques*, on leur fait perdre le seul temps de leur vie où ils soient à portée d'acquérir des connaissances utiles ². »

Si plausibles que fussent ces objections, Saint-Florentin passa outre. Tout ce qu'il concéda, ce furent des faveurs individuelles à quelques-uns des pensionnaires qui devaient être rayés des états. A Caen, l'abbé Jean-François Vincent, nouveau-converti, reçut une

¹ Arch. Calv., C. 1631 ; et H. N. Cath., reg. 10 et 11.

² Arch. Nat. TT. 291.

gratification annuelle de 150 livres, pour qu'il continuât d'instruire ses anciens coreligionnaires. (8 juillet 1747) ¹. — A Saint-Lô, cinq vieilles femmes obtinrent des pensions viagères de 100 livres chacune. (13 août 1747) ². — Ces décisions furent prises sur l'avis de l'évêque seul, le roi regardant comme « *surabondances* » les témoignages des religieuses, assez souvent prévenues « par des liaisons d'amitié ³. »

Mais rien ne fut changé au texte même du règlement. Saint-Florentin se contenta d'écrire que si le roi, forcé de « se restreindre », avait donné la préférence aux enfants de la campagne, il ne prétendait pas exclure de ses grâces « ceux d'un autre état », et saurait faire, au besoin, des exceptions ⁴. Il ajouta que si des cas d'admission « pressants et provisoires » venaient à se produire, l'évêque ou son grand vicaire devraient certifier que « des nécessités de circonstance » avaient obligé d'omettre « les formes prescrites ⁵. »

La supérieure de Caen hasardait encore quelques timides observations ; il lui ferma brutalement la bouche : « Les précautions prises, écrivit-il, ne rendent pas vos maisons moins accessibles aux enfans des protestans ; elles empêchent que le choix ne soit arbitraire... *C'est une opiniastreté que de feindre de n'en être pas convaincue* ⁶. »

Relativement aux « lettres humaines », il répondit à l'évêque de Bayeux : « S. M. s'y serait déterminée par les motifs que [vous avez] donnés,... si elle n'avait considéré que cette éducation emporte trop de tems, et que l'institut n'est que pour instruire, et *procurer des abjurations*. » (17 juillet 1747) ⁷.

Ces abjurations, Louis XV, « dans sa piété », les voulait rapides et nombreuses. Peu lui importait la qualité, pourvu qu'il eût la quantité, et au meilleur marché possible. « Le règlement, écrivit Saint-Florentin, *n'est fait que pour les enfans à la pension du Roy... Les fonds sont médiocres* ; le nombre des pensionnaires du Roy ne peut être que petit... Nul doute qu'on ne puisse recevoir des enfans de père et de mère protestans, ou de père protestant et de mère catholique, de tout âge, de tout état, d'une santé robuste ou d'une faible

¹ Arch. Calv. C. 1631.

² *Ibid.* C. 1648.

³ Lettre du 25 mai 1747. (Arch. Nat. O¹ 507).

⁴ Lettre à l'intendant, du 26 avril 1747. (Arch. Calv. C. 1631).

⁵ Extrait d'une lettre de l'évêque de Bayeux à la supérieure de Caen, du 10 mars 1749. (*Ibid.* H. N. Cath., reg. 10).

⁶ *Ibid.* (Lettre du 13 janv. 1748).

⁷ Arch. Nat. O¹ 507 ; — et du Calv. C. 1631.

complexion, de plein gré ou par ordre du Roy, *si les parents sont en état de pourvoir à leur subsistance...* En ajoutant aux enfants dont le Roy paiera les pensions ceux qui sont en état d'y satisfaire, *le nombre en sera plus grand.* » (19 juillet 1747) ¹.

Mais que décider, si les parents, comme par le passé, refusaient de payer ? « Quant aux garçons et filles, répondit le ministre, qui seront mis par ordre du Roy dans les maisons des *Nouveaux et Nouvelles-Catholiques* pour y estre instruits et élevés à leurs frais, — après que, vérification faite des facultés de leurs pères, il sera trouvé qu'ils sont en état d'en supporter la dépense, S. M., regardant comme une désobéissance a ses ordres tout refus ou discussion pour le paiement, son intention est que, sur les simples avis donnés par les supérieures qu'une pension n'est pas payée, [l'intendant rende] les ordonnances pour y *contraindre*, comme pour exécution d'ordres du Roy. » (20 décemb. 1747) ².

A ce langage menaçant, on pouvait pressentir un redoublement de la persécution ³. Dès le 26 avril 1747, Saint-Florentin avait fait savoir à l'intendant de Caen que la déclaration de 1724 ne tarderait pas à être « remise en vigueur ⁴. »

¹ Arch. Calv. C. 1637; et H, N. Cath., reg. 10.

² *Ibid.* H, N. Cath., reg. 10.

³ Les enlèvements d'enfants par ordre du roi, pour être plus rares, n'avaient pas complètement cessé. (V. Arch. du Calv. et de la Manche, H, N. Cath., ann. 1733 à 1747, *passim*). — Et l'émigration se poursuivait, lente, mais continue. De 1719 à 1742, en l'église paroissiale de Saint-Hélier (Jersey), reconnurent leur « péché » d'avoir cédé à la force de la persécution en France : Jean Tanquerel (ou Tanqueray), Marie Larose, Madeleine Faussillon, Marie du Four, Marie Rihouet, Anne Biard, *de Saint-Lô*; — Gillette Beaufile, Jeanne Lecanu, Etienne Boudier, « de proche Saint-Lô »; — Jean du Rocher Gaillard, *de Saint-Barthélemy*, près Mortain; — Nicolas Halbout, *de Condé-sur-Noireau*; — Suzanne de Valsemé, Marguerite Dieu de Bellefontaine, *de Caen*, etc. (Société jersiaise, 12^e Bull. annuel, p. 205-216). — Vers cette époque, partit aussi de Caen, avec ses père et mère, André Du Carel (1713-85), qui devint bibliothécaire du palais de Lambeth, et écrivit sur les antiquités anglo-normandes. (*France Prot.*, 2^e éd., V, 614-615).

⁴ Arch. Calv. C. 1631.

CHAPITRE QUATRIÈME

LES ENLÈVEMENTS DE 1748-1756

« Rien n'est plus dangereux, dit Lemoñtey¹, que le sommeil des mauvaises lois. » Les religionnaires devaient l'éprouver à leurs dépens. Traités moins durement par le pouvoir, surtout depuis l'ouverture de la guerre de la Succession d'Autriche, ils s'étaient leurrés de vaines espérances, qu'attestent les lettres d'A. Court². Mais le clergé veillait. A son assemblée de 1745, il réclama une application rigoureuse de la loi de 1724³. « Moins la cour, dit Rulhière⁴, affecta de dévotion, plus elle se fit un point de politique de protéger les dévots. » On répéta, avec Saint-Florentin, que « la grande affaire du siècle » était « le salut des âmes⁵ » ; et la paix que Louis XV donna gratuitement à ses ennemis, en 1748, fut le signal d'une guerre faite par lui-même à ses sujets⁶.

Depuis 1744, Saint-Florentin était « ministre pour la religion ». Descendant des Phélypeaux-La Vrillière, il en avait hérité l'esprit

¹ VII, 159.

² Hugues, *A. Court*, II, 157.

³ Coquerel, II, 3 sqq.

⁴ II, 332.

⁵ Cette phrase se trouve, à plusieurs reprises, dans les « observations » de la cour, en 1747, sur les états des pensionnaires des *Nouv. cath.* à Caen et à Saint-Lô.

⁶ Tandis qu'on allait multiplier, en Normandie, les enlèvements d'enfants, toute une armée était dirigée sur les Cévennes. La persécution redoubla aussi contre les jansénistes. (F. Rocquain, *Revue Hist.*, V, 241-264).

mesquin et tracassier. « Il était le cinquième de son nom qui eût tenu la verge des persécuteurs... Des traditions de famille prenaient facilement, à ses yeux, la couleur de raisons d'Etat ¹. » Michelet a bien mis en relief « cette image convulsive, qui vous arrête tout court dans le musée de Versailles,... cette face atroce, grimaçante, qu'on dirait épileptique ². »

Gardons-nous cependant d'atténuer outre mesure la responsabilité de Louis XV. Non seulement il signa de sa main toutes les lettres de cachet relatives aux enlèvements d'enfants ³, mais ce prince « débonnaire » se montra plus inhumain que son ministre, toutes les fois qu'il crut que son autorité était en jeu. Dût-il briser les affections les plus saintes, *le roi voulait être obéi* ⁴ !

On se reprit à poursuivre sans pitié les relaps ⁵ et apostats. Un pauvre tailleur de Caen, Augustin Noël, avait été se marier à Jersey avec une jeune protestante sa voisine. Deux enfants étaient issus de leur union. Au mois de septembre 1749, ils se hasardèrent à rentrer à Caen. Mais à peine étaient-ils débarqués, qu'on les arrêta. Comme ils refusaient d'abjurer, ordre fut donné, le 28 octobre, de mettre Augustin Noël « au pain du Roy » dans les prisons du bailliage ; « sa prétendue femme », à l'Hôpital-Général ; ses deux enfants, aux *Petits-Renfermés* ; et le ministre écrivit lui-même à l'intendant : « Vous me donnerez avis, Monsieur, de l'exécution aussitôt qu'elle sera faite. » Or, les enfants, à eux deux, n'atteignaient pas trois ans, et la mère était enceinte de huit mois ! L'aîné fut jeté aux *Petits-Renfermés*, le plus jeune, envoyé en nourrice, et la mère, confiée à une accoucheuse qui promit d'en faire bonne garde ⁶. Le père avait été incarcéré dès le 2 novembre ; au mois de janvier suivant, on commença de lui instruire son procès pour « crime d'apostasie ». L'épreuve était trop

¹ Lemontey, VII, 160.

² XVII, 107.

³ Arch. Calv. C. 1631 sqq. ; et de la Manche, H. N. C., *liasse*. — *Pièces justifiées*, XV, XVI.

⁴ En 1750, un sieur Duchemin, de Caen, est emprisonné pour avoir favorisé l'évasion de sa belle-fille. Saint-Florentin écrit à ce propos à l'intendant La Briffe : « J'avais pensé qu'en commuant une plus longue détention en une amende, on pourroit le rendre libre... M. l'évêque de Bayeux goûtait ce party, mais *le Roy veut* que la liberté ne luy soit rendue qu'après qu'il aura obéi... en représentant sa belle-fille. Vous tiendrés la main à l'exécution des ordres de S. M. » (Arch. Nat. O¹ 509).

⁵ Au lendemain de la déclaration de 1724, le conseil du roi avait secrètement défendu toute procédure contre les déçédés relaps. (Lemontey, VII, 158).

⁶ Arch. Calv. C. 1515. — Beaujour, 435-437.

ture : après quelques semaines, le malheureux se déclara bien converti, et le curé de Saint-Pierre demanda sa grâce. Saint-Florentin répondit que « l'apostat » était en prison « par ordre du Roy », et qu'il fallait s'adresser au chancelier ¹.

— Quant aux enfants à enlever, le fanatisme se donna désormais libre carrière; les dénonciations avaient toute chance d'aboutir. Réorganisées par le règlement royal du 18 mars 1747, les maisons de la Propagation étaient prêtes à recevoir de nouveaux hôtes.

Le 26 octobre 1747, l'évêque de Bayeux, Paul de Luynes, écrit (sans doute à l'intendant) : « Il y a, Monsieur, dans la paroisse de Sainte-Honorine-la-Chardonne, une petite fille nommée Louise Aubraye; sa tante, qui est catholique, l'a retirée chez elle pour la soustraire à la séduction de sa mère qui est protestante : la mère redemande cette petite fille, la tante... a prié M. l'archidiacre de Bayeux de la mettre sous ma protection ². » — Le 6 novembre 1753, la supérieure de Caen, sœur de Siresme, signale au prélat « deux sujets » tout à fait dignes de son « zèle » et de sa « charité » : Marguerite et Marie Lefort, de Coulombs (âgées de treize et douze ans). La mère, protestante et pauvre, est hors d'état de leur donner « la moindre teinture d'éducation; aussy ces deux misérables sont-elles élevées de la manière la plus animale et la plus grossière... Mais il faudrait un ordre pour les prendre, n'étant pas assés advisées pour se prester d'elles-mêmes à leur bonheur ³ ». — Marguerite d'Agneaux (treize ans) habite, avec ses père et mère ⁴, la paroisse de Deux-Jumeaux; « ayant fort envie d'être catholique, elle souhaite être prise. La cour voudra bien lui accorder cette grâce », etc... ⁵.

L'année 1748 fut celle des enlèvements en masse. On avait fait choix des bourgs et villages où il devait en résulter « le plus grand bien » pour les progrès de la foi ⁶. *Condé*, *Athis* et *Sainte-Honorine*, dans le Bocage, le *Chefresne*, dans le Cotentin, furent particulièrement frappés, avec *Caen* et *Saint-Lô*.

¹ 27 mars 1750. (Arch. Nat. O¹ 508). — Nous ne savons comment se termina l'affaire.

² *Pièce. justif.*, XIII.

³ *Pièce. justif.*, XIV. — Marie Lefort mourut au couvent, deux ans après. (Arch. Calv. H, N. Cath., reg. 10).

⁴ Jean d'Agneaux et Marie-Anne Du Bosc. Leur fils, Jacques-François-Louis, enlevé le 13 déc. 1749 à l'âge de 9 ans, abjura et fut nommé, « en considération de sa conversion », cornette au régiment de Royal-Cravatte. (*Ibid.*).

⁵ Lettre de la supérieure, 1750. (Arch. Calv. H, N. Cath., reg. 10).

⁶ Règlement du 18 mars 1747.

Du 20 décembre 1747 au 1^{er} novembre 1748, Saint-Florentin expédia en Basse-Normandie bon nombre de ces lettres de cachet¹ dont il se plaisait à user jusqu'à l'abus. « De par le Roy », il était ordonné à tel archer ou cavalier de maréchaussée « d'arrêter » tel enfant protestant, pour le conduire aux *Nouveaux* ou *Nouvelles-Catholiques* de Caen ou de Saint-Lô. Un mandement du même jour prescrivait à la supérieure « de le recevoir, garder et retenir », jusqu'à nouvel ordre du prince².

Conformément aux règles administratives, ces lettres avaient été adressées à l'intendant Le Briffe. Il faut croire que son zèle et sa « prudence » laissèrent à désirer, car Saint-Florentin lui écrivit : « Je vous ay envoyé, Monsieur, des ordres du Roy pour faire mettre aux Nouveaux-Catholiques les enfans Girard, de la paroisse Saint-Julien de Caen. Vous savez combien le Roy est attentif sur cette matière; cependant *on se plaint* que les personnes que vous avez chargées de l'exécution... ont agi avec *tant de lenteur et si peu de secret*, que les parens ont eu toute commodité de les cacher... Il est à craindre que l'inexécution des ordres, et l'impunité de ceux qui y contreviennent, ne soient d'un dangereux exemple... [Joignez] à beaucoup de prudence une grande activité... Les ordres du Roy ne doivent être connus que de vous personnellement, de l'évêque diocésain, ou, en son absence, du grand vicaire... Vous [les] remettrez, *avec un grand secret*, au prevost general de la maréchaussée; ce sera a luy a diriger ses brigades de maniere que tous les ordres soient exécutés dans le même temps, et, s'il se peut, le même jour³. »

Comme l'intendant faisait mal une besogne qui sans doute lui répu-

¹ Onze de ces lettres portent la date du 12 juillet; douze autres, celle du 28 septembre; dix-sept autres, celles des 8, 24 et 31 octobre 1748. Voici les noms de quelques-uns des enfants arrêtés :

12 juillet : Elisabeth Fallet, Anne et Pierre Gautier; Jean, Simon et Nicolas Lecointe, de *Caen*; — Marie et Jacques Brisset, Anne Boisne, Madeleine Lebailly (ou Lebaillif), Jean Lucas, de *Condé* et d'*Athis*;

28 sept. : Marie-Anne Chaufray, Jean Lebailly, Pierre Chesnel, d'*Athis*;

24 et 31 octobre : douze autres enfants des familles Harivel, Lebailly, Marchand et Vardon, d'*Athis*;

8 octobre : Abraham et Jean-Baptiste Duhamel, de *Caen*; — Daniel Vilain, Marie-Anne Bourdon, François et Léon Roux, du *Chefresne*. (Arch. Calv. H, N. Cath., reg. 10; — La Ferrière, *Athis*, 108).

² Arch. Calv. H, N. Cath., reg. 10; — et Arch. Nat. TT. 291. — *Pièce. justif.*, XV A.

³ Lettres des 3 février et 8 octobre 1748, et 7 janvier 1749. (Arch. Nat. O¹ 508; et du Calv. C. 1639 et 1642. — Beaujour, 432).

gnait, l'évêque de Bayeux, Paul de Luynes, s'en chargea¹. Ancien militaire², il prit le commandement de la maréchaussée, pour cette chasse aux enfants protestants.

Au mois de juillet 1748, il envoya un état de dix filles et garçons arrêtés. « Le sieur Manerenc, exempt de Bayeux, écrivait-il, a montré une fidélité, une exactitude, une activité, un secret et une intelligence dignes de toutes sortes d'éloges. Néanmoins, quatre enfants ont échappé par des issues souterraines que leurs pères avaient fait faire dans leurs maisons depuis la signification des premiers ordres du roi... Je compte les retrouver bientôt; je suis instruit, par des personnes discrètes, de toutes les allures des huguenots³. »

Pour plus de sûreté, on opérait à la faveur des ténèbres. « Chaque fois que les cavaliers, dit un paysan de l'époque, viennent dans nos pauvres familles, ils choisissent toujours l'ombre de la nuit pour les surprendre, comme si nous étions des brigands⁴ ! »

De ces lamentables expéditions, la plus retentissante fut celle conduite par Thomas Houvet, curé d'Athis, dans la nuit des 24-25 octobre 1748.

Dès le matin du 24, Houvet partit pour Vire, où il se concerta avec l'exempt de maréchaussée. Vers les six heures du soir, tous deux quittaient la ville, accompagnés de seize cavaliers. Aux portes d'Athis, ils furent rejoints par les deux vicaires, Verger et Grenier. La troupe se sépara en trois bandes ayant chacune « un prêtre en tête », de façon à pousser, contre les maisons des protestants, une triple attaque simultanée. Au hameau du Rocher, habitait Pierre Marchand, dit La Fosse⁵, marchand de grenades. Le curé brise la porte à grands coups de hache. Les archers entrent, « le sabre en main, le blasphème à la bouche. » Armoires et coffres, tout est « exactement » fouillé. Un matelas semble plus épais que les autres; on va y introduire une longue baguette de fer... « Arrêtez ! » s'écrie la mère. Une petite fille y était cachée; elle est saisie par les cavaliers; mais un domestique

¹ Saint-Florentin lui écrit le 13 décembre 1749 : « *Comme vous voulez bien vous charger de faire exécuter ces ordres [d'enlèvement], je vous les adresse à cet effet, bien persuadé de votre attention à ne les confier qu'à un officier intelligent et capable.* » (Arch. Nat. O¹ 508).

² Il avait servi avant d'entrer dans les ordres. (Charma, II, 10 et 11 n.).

³ Waddington, 61.

⁴ *Ibid.*

⁵ De ce Pierre Marchand est descendue M^{me} Hardy-Lafosse, tante de M. André Velay, (qui est décédé, le 3 déc. 1896, conseiller général du canton d'Athis). — « Le souvenir de ces lugubres scènes, dit Waddington (p. 63 n.), est conservé religieusement dans la famille. »

réussit à la leur reprendre¹. — A la Morinaie, chez le toilier Guillaume Chesnel, le vicaire Grenier fait inutilement enfoncer les portes. Au Val, chez le laboureur Lebailly, il prend deux garçons. — Au Vieux-Hêtre, le vicaire Verger s'empare des deux filles de Nicolas Lucas, toilier. A la Bunelière, il enlève encore, à un pauvre menuisier, une fillette de huit ans, Catherine Chaufrey². — Tous ces enfants sont conduits au presbytère, « où un repas attendait la maréchassée³. »

« Nous serions infinis, écrit le chevalier de Beaumont, si nous voulions rapporter tous les faits semblables, dont la Normandie entre autres est affligée presque journellement⁴. » — « Pour un seul enfant arrêté, ajoute le pasteur Gautier⁵, il est incroyable toute la rumeur qui se fait; on ne songe de toute part qu'à faire évader d'innocentes créatures;... on les sauve tous nuds, nonobstant la rigueur des saisons; on erre à l'aventure, on les cache dans les genêts⁶... Interruption dans les affaires domestiques, maladies fâcheuses pour les uns et les autres, inquiétudes, douleurs, plaintes amères, voilà de quoi sont repus les infortunés protestants de ces contrées⁷. »

Parmi les filles et garçons enlevés, il s'en trouva que les lettres de cachet ne concernaient point. Le 24 janvier 1749, la supérieure de Caen, sœur de Valsemé, écrit à Saint-Florentin : « Les parents ont fait disparaître la plupart des enfants que l'on devait arrêter; ils ont dissimulé les noms et âge de ceux que les cavaliers ont pu saisir⁸;

¹ On put la faire passer à Jersey.

² Morte, 7 ans après (1755), aux *N. Cath.* de Caen. (Arch. Calv. H. N. C., reg. 10).

³ Sur ce douloureux épisode, nous n'avons que des sources protestantes : les *papiers Court*, à Genève; le *Patriote français et impartial*, d'A. Court, et l'*Accord parfait* (II, 88, 89), — reproduits par Waddington (62 sqq.), Lemontey (VII, 160), Floquet (VI, 216), La Ferrière (*Athis*, 108). — Mais le curé Houvet était assurément un fanatique. Aux enfants nés de mariages protestants comme aux bâtards catholiques, il applique, dans les actes de baptême, la même formule flétrissante : « *Né des œuvres de* » (Reg. cath. d'Athis, ann. 1742-49, *passim*). Et voici en quels termes il enregistre, le 17 nov. 1743, une abjuration de religionnaire : « ... A abjuré, renoncé et anathématisé toutes et chacune les erreurs des calvinistes prétendus réformés huguenots. » (V. *Pièce. justif.*, XI).

⁴ *Accord parfait*, II, 92.

⁵ Pasteur du désert en Normandie. (Voir ci-après, V, 8).

⁶ A Caen, les parents les dissimulent dans des chantiers de bois, puis les font transporter, à dos de cheval, aux ports les plus voisins, blottis dans des paniers, sous des articles de pacotille. (Beaujour, 445).

⁷ Lettre à A. Court, 21 sept. 1751. (Waddington, 66).

⁸ Le 11 déc. 1749, la supérieure de Saint-Lô, sœur de Vadouville, constate

de sorte qu'on nous a amené, au lieu et place des absents, plusieurs enfants qui sont, ou trop jeunes, ou trop âgés par rapport au Règlement. Je n'ose employer leurs noms sur l'état sans en avoir auparavant reçu l'ordre de Votre Grandeur; pourquoy je la supplie... d'ordonner qu'à cette fin ils seront retenus dans notre maison... Monseigneur, vous servirez la Religion et sauverés ces enfants, qui goûtent l'instruction et en profitent. » — Saint-Florentin répondit (10 février 1749) : « Il a été décidé, Madame, que les enfants qui ont été mis dans votre maison... par une erreur dans laquelle leurs parents ont induit les officiers de maréchaussée, y resteront quoyque non dénommés dans les ordres¹. » — Ainsi, plutôt que de lâcher sa proie, Louis XV violait les règles que lui-même venait de formuler!

Ce n'est pas, qu'on eût renoncé à mettre la main sur les enfants primitivement désignés. Mais les pères et mères, après les avoir dérobés aux recherches « pour un temps », s'étaient hâtés de les embarquer pour les Iles Normandes ou l'Angleterre. Le 21 juillet 1749, l'intendant La Briffe dut retourner au ministre, « comme étant inutiles quant à présent », plusieurs ordres reçus du 28 décembre 1747 au 23 juin 1749².

En pareil cas, la règle était de mener en prison les parents récalcitrants³. Le 31 juillet 1748, Saint-Florentin écrit à La Briffe : « J'apprends que des enfants religieux de Caen, le fils de Dumesnil-Morin⁴, la fille de Pierre Fallet, ont disparu la veille même de leur arrestation. Un sieur Lecointe, sur lequel la vigilance aurait dû s'étendre davantage, parce qu'il s'est déjà rendu coupable, dans une autre occasion, de l'évasion de ses enfants, n'a laissé chez luy que ceux qu'il n'y avait pas ordre d'arrêter. Ces incidents me font une vraie peine, parce que le Roy voulant être obéi, ils conduisent à la

également que les cavaliers se sont « un peu mépris ». — « Mais, dit-elle, cette méprise est très-faisable, et nous la croions très-innocente, parce que les religieux changent le nom de leurs enfants. » (Wadd., 64, d'après Arch. Nat. TT. 452).

¹ Arch. Calv. H, N. Cath., reg. 10.

² *Ibid.* C, 1651.

³ Voir *Fiéc. justif.*, XII.

⁴ Le jeune Dumesnil-Morin avait dix ans. Etant malade de la rougeole, il avait été transporté à la maison de campagne de son père, à Vieux-Fumé. Saint-Florentin écrivit aussitôt à l'intendant d'Alençon (2 août 1748) : « Sur l'avis qui m'a été donné que cet enfant est dans la paroisse de Vieux-Fumé de votre généralité, je vous adresse de nouveaux ordres du roy pour le faire conduire aux *Nouv. Cath.* d'Alençon. » — Mais l'intendant de Caen représenta que Dumesnil-Morin s'était engagé, par écrit, à conduire son fils, dans la quinzaine, aux *Nouv. Cath.* de Caen, ce qui fut fait. (Arch. de l'Orne, C. 619)

nécessité de faire arrêter les pères des enfants qui seront disparus¹. »

La Briffe, en conséquence, mit sous les verroux Lecointe et un autre père aussi « coupable », le sieur Lecerf (1748)². Mais il était décidément trop faible, ou trop humain : les prisonniers purent recevoir des visites, et recouvrèrent la liberté au bout de quelques mois, sans avoir « représenté » leurs enfants. L'évêque de Bayeux s'en plaignit. Signalant la résistance d'une veuve Lamy, de Caen, emprisonnée pour le même motif : « Ce qui donne lieu, écrit-il, à cette obstination de sa part, c'est le concours continuel des protestants qui vont luy rendre visite..., l'assurant qu'ils luy procureront un aussy bon traitement qu'à Lecerf et à Lecointe, qui, après quatre ou cinq mois de prison, où ils voioient tous leurs amis, *sont sortis victorieux*... Autrefois, quand un père celait ses enfans, en le mettant en prison on defendait au geôlier de luy laisser voir aucun protestant... Sans ces précautions, les ordres du Roy a cet egard ne seront jamais exécutés³. »

Alors Saint-Florentin envoya des instructions très rigoureuses. Dès le 27 avril 1748, il écrivait à l'intendant de Caen : « La veuve Girard, qui a été arrestée pour tenir prison à Caen jusqu'à ce qu'elle ait représenté ses enfans,... semble faire dépendre [leur] retour de la grâce que le Roy luy ferait de luy rendre la liberté. Vous luy ferés savoir que sa liberté au contraire dépend du retour de ses enfans⁴. » — Et, le 22 avril 1757, il écrit à l'intendant d'Alençon : « Toutes les fois que l'emprisonnement d'un religionnaire a pour cause l'évasion qu'il a procurée de ses enfans, sa liberté devient dès ce moment atachée à leur rentrée dans le royaume. Cette sévérité est jugée nécessaire au bien de l'Etat⁵. »

Comme au lendemain de la Révocation, il y eut de belles résistances. — Jacques Bourget, dit *Grosbet*, pauvre paysan de Crocy, avait trois enfants. Deux lui furent enlevés et moururent, l'un à l'hôpital de Falaise, l'autre aux *Nouv.-Cath.* d'Alençon. Pour garder au moins le dernier (Charles-Joseph), il l'avait caché à Caen, comme domestique, chez une coreligionnaire, M^{me} de Calmesnil d'Orval. Mis en prison à Falaise le 1^{er} janvier 1752, il y resta six ans, jusqu'à ce que son fils fût devenu majeur. Alors seulement il révéla le lieu de

¹ Arch. Calv. C. 1638. — Beaujour, 431, 432.

² Arch. Calv. C. 1639.

³ « Mémoire concernant l'exécution des ordres du Roy. » (Arch. Nat. TT. 291).

⁴ Arch. Calv. C. 1639.

⁵ Arch. Orne, C. 626.

sa retraite, se flattant qu'on renoncerait à donner, à un jeune homme de cet âge, « l'éducation catholique ». Mais le roi, déjouant cet « artifice », ordonna d'arrêter Charles Bourget et de le conduire aux *Nouv.-Cath.* (Juillet 1758) ¹.

Le 22 novembre 1768, on inhume à Caen, dans le jardin Précourt, cimetière des protestants de cette ville, Robert Lemarchand, d'Athis, décédé à la tour Châtimoine, où il était « détenu *depuis vingt ans* par ordre du roy ². » Était-il coupable, lui aussi, d'avoir voulu conserver son enfant ?

Il est vrai, quelques pères et mères furent relâchés sans avoir donné satisfaction, — mais relâchés presque mourants, et au prix de quelles démarches ! Une veuve Tanquerey et son parent Jean Du Tilloy, de Saint-Lô, avaient été emprisonnés dans cette ville, le 18 février 1753, pour avoir fait passer en Angleterre, l'une, sa fille, l'autre, ses fils et fille, âgés de sept et quatre ans. Lorsque le roi consentit à laisser sortir la veuve Tanquerey, elle était malade d'une hydropisie dont elle mourut au bout d'un mois (mai 1756) ³. — Après que Du Tilloy eut subi cinq années de prison, les médecins constatèrent que l'ennui, le chagrin, « la dépravation de l'air », avaient gravement altéré sa santé. Il avait eu des attaques d'apoplexie, des convulsions, des « assoupissemens letargiques » ; son visage était « enflé, œdémateux ou bouffy, avec une tension douloureuse aux hypocondres, l'haleine fétide et les gencives gonflées, accidents qui caractérisent la maladie qu'on appelle scorbut ». Le 16 janvier 1758, le roi signa sa mise en liberté, mais pour quatre mois seulement, et moyennant une caution de 6.000 livres fournie par son beau-frère ⁴. Les quatre mois écoulés, Du Tilloy dut rentrer en prison. Alors il mit en campagne un de ses amis, le sieur Emery. Pour faire tenir, en mains propres, un placet à Saint-Florentin, Emery s'aboucha avec quelqu'un qui connaissait le secrétaire d'un ami du ministre ; il fit agir une « demoiselle » qui connaissait « la première fille de chambre » de M^{me} de Pompadour ; il ne négligea pas « la recommandation sonnante », et déboursa plus de 1.200 livres. Résultat :

¹ Arch. Calv. C. 1637; et de l'Orne, C. 626.

² Arch. Calv. C. 1584.

³ Arch. Nat. O¹ 511; et du Calv. C. 437. — Les biens de la demoiselle Tanquerey, séquestrés par arrêt du 5 mai 1757, furent confiés à l'administration de son tuteur ; comme il était catholique, on espérait qu'il chercherait « de bonne foi les moyens de la faire rentrer en France. » (Arch. Nat. O¹ 454; et du Calv. C. 1543).

⁴ Arch. Calv. C. 1652. — Beaujour, 439.

deux nouveaux sursis de six mois chacun (mars-sept. 1760). Avant que le dernier fût expiré, Du Tilloy, utilisant les bons offices d'un ami du sieur Bastier, premier valet de chambre de Saint-Florentin, parvint à avoir une audience du ministre ; il lui démontra qu'il ne pouvait faire revenir ses enfants. tant que durait la guerre avec l'Angleterre ; il rappela sa longue détention, sa santé perdue, son « état anéanti », sa « fortune détruite ¹ ». Bref, il reçut sa grâce définitive, et mourut de joie, dit-on, en rentrant chez lui ².

L'effroyable tourmente qui désolait leurs foyers poussa vers les côtes de nouvelles troupes de religionnaires fugitifs. En déc. 1750, il est constaté que beaucoup « des mieux intentionnés ³ » du Bocage viennent de passer la mer ⁴. Deux ans après, Gautier, pasteur du désert dans la province, annonce à A. Court que « l'on s'embarque nocturnement dans tous les ports de Normandie ». En juin 1753, il écrit : « Nous perdons fréquemment de nos Bas-Normands, que la peur chasse en Angleterre ⁵. » Au mois d'août 1754, Godefroy, autre pasteur du désert, déclare qu'un tiers des familles protestantes du Bocage a émigré à Jersey ou en Irlande ⁶. Au mois de nov. 1756, il ajoute que « sans la guerre [de sept ans], il se serait trouvé presque sans troupeau, par le refuge, qui est continuel ⁷. » — Sortirent de Caen : en 1748, Jacques Beaujour ⁸ ; en 1751, Jean-Philippe Gaugain ⁹ et Jacques Dubisson, marchand drapier, qui avait obtenu, sous prétexte d'une manufacture de serges à établir, la permission de vendre pour 50.000 livres de son bien ¹⁰. Vingt ans plus tard, la seule île de Jersey contenait encore 184 réfugiés, ou descendants de réfugiés français, parmi lesquels les Duchemin, Lefebvre ¹¹, La Fon-

¹ Arch. Calv. C. 1652 ; — et Pap. J. Lefebvre. (Voir *Pièce. justif.*, XVII et XVII bis).

² Tradition orale conservée dans la famille Lefebvre. (Madeleine-Jeanne-Marie, fille de Du Tilloy, épousa un Jacques Lefebvre).

³ C'est-à-dire, des plus riches.

⁴ E. Hugues, *Syn. du dés.*, I, 330.

⁵ E. Hugues, *A. Court*, II, 86.

⁶ Waddington, 103.

⁷ Court fils à Royer. (Bibl. du Prot., mss. Egl. du dés., f° 103).

⁸ Retiré à Jersey avec toute sa famille ; il est vrai qu'il rentra en France l'année suivante. (Beaujour, 431).

⁹ Mort à Londres en 1796, sans avoir cessé de se qualifier « bourgeois de Caen ». (*Bull. du Prot.*, XLII, 612).

¹⁰ Arch. Nat. O¹ 509. — Arch. Calv. C. 1521. — Arch. mun. Caen, GG.

¹¹ Une Marie-Ester Lefebvre se réfugia à Jersey en avril 1752. (Arch. part. ; Pap. J. Lefebvre).

tenelle, Lemarchand, Lebailly, Lafosse, Sorel ¹, Lhonoré, Brisset, Martin, tous venus de Basse-Normandie ². — Au total, on évalue à 600 le nombre des religionnaires du pays qui, vers 1748-56, s'enfuirent « épouvantés ³. »

¹ Jacques et Jean Sorel partent de Fresne vers 1750. (Arch. Calv. C. 1547).

² *France Prot.* 1^{re} éd., VII, 221.

³ Lemontey, VII, 160. — Vers 1743, les réformés de Condé-sur-Noireau étaient encore 500; en 1788, ils ne seront plus que 217. (Waddington, 71 — Voir aussi ci-après, VI, 5).

CHAPITRE CINQUIÈME

CE QUE DEVIENNENT LES ENFANTS ENLEVÉS

Du jour où l'enfant, arraché à la maison paternelle, a franchi le seuil des *Nouvelles-Catholiques*, un mur se dresse entre lui et les siens. L'ordre du roi est « de le garder et retenir... sans le laisser parler, écrire ou avoir autrement relation avec ses père et mère, ou autres parents qui ne font pas leur devoir de la religion catholique, si ce n'est en présence de la supérieure ¹. »

Pour mieux consommer la séparation, il n'est pas rare qu'on l'em-mène au loin. Par ordre du 3 mai 1742, la petite fille de la dame de Vieille-Maison, d'Alençon, est conduite à Caen, à l'abbaye de la Trinité ². — Dumesnil-Morin, de Caen, a deux filles, qui ont d'abord été transportées aux *Nouv.-Cath.* d'Alençon ; en 1739, il obtient qu'elles seront mises aux *Nouv.-Cath.* de Caen ; mais le ministre prescrit de veiller à ce qu'aucune « liaison secrète » ne puisse s'établir entre le père et les filles ³. — Le 2 août 1752, le roi écrit à la supérieure de *Saint-Lô* : « Chère et bien amée, estimant à propos que la nommée Madeleine Provenchère, demeurant actuellement chez sa mère à *Saint-Servan, diocèse de Saint-Malo*, soit élevée dans votre maison, ... nous vous faisons cette lettre pour vous dire de la recevoir », etc. ⁴...

¹ Arch. Nat. TT. 291. — Arch. Calv. H, N. Cath., reg. 10. — Beaujour, 433. — *Pièce. justif.*, XV B.

² Arch. de l'Orne, C. 614.

³ Arch. Calv. C. 1638. — Beaujour, 425.

⁴ Arch. Manche, H, N. Cath., *liasse*.

Arrêtés et détenus comme des prisonniers d'Etat, il est naturel que les enfants n'aient qu'une idée fixe : s'échapper. A Caen, la fille de Pierre Marchand, d'Athis, se casse la jambe en voulant sauter par une fenêtre ¹. — Madeleine Gatebled, entrée le 1^{er} juillet 1744, a abjuré le 13 décembre suivant ; cinq ans s'écoulent : elle s'obstine à ne pas faire sa première communion. Le 27 août 1749, le roi ordonne de la mettre à l'hôpital « pour punir son indocilité » ; mais elle prévient l'exécution de cet ordre, et s'évade « sans qu'on ait pu s'apercevoir, écrit la supérieure, par où elle a passé ». — Pierre Lebailly et Pierre Thibeau « font évasion » le 9 juillet 1755 ; « il n'a pas été possible de savoir où ils ont été ». — En 1759, trois évasions : Pierre Blondel, François Denis et Françoise Gast ; — deux en 1760 : François Viel et François Morice ; — deux en 1762 : Jeanne et Marie Lhonoré (elles s'entendent avec leur famille à l'aide de petits papiers dissimulés dans des pelotons de fil ou de laine, et se laissent glisser d'une fenêtre le long de leurs draps découpés en lanières) ; — deux en 1763 : Pierre Morice et Jacques Le Vilain ; — deux encore en 1767-68 : Philippe Vanier (à peine âgé de 10 ans), et Jean de la Londe ². — C'est que, en cas de résistance opiniâtre, les religieuses se résignent très difficilement à demander le renvoi : nous n'en avons trouvé qu'un seul exemple, et encore d'une « étrangère », la jeune Bracmord, expulsée du couvent de Saint-Lô ³ par ordre du roi le 31 juillet 1773, pour « conduite absolument éloignée de la religion ⁴. »

Reclus malgré lui dans des immeubles malsains ⁵, l'enfant, que le règlement de 1747 a prescrit de prendre « non infirme » et d'un vigoureux tempérament, tombe malade, s'étiole, dépérit. Marguerite Seigneurie, de Bourguébus, entrée aux *Nouv.-Cath.* de Caen, s'y trouve, en 1749, menacée d'hydropisie. — François Rouxel et Pierre Gatebled y ont contracté des maladies que les médecins déclarent

¹ Waddington, 64.

² Arch. Calv. C. 1631; et H. N. C., reg. 10 et 11, *passim*. — Beaujour, 375, 445, 448. — A Caen, sur le montant de l'une des fenêtres de l'ancien couvent des *Nouv. cath.*, on peut lire encore le mot *Sauvé*, gravé sans doute par l'un des fugitifs. (*Bull. du Prot.*, XLI, 26).

³ Elle y était entrée neuf ans auparavant (déc. 1764), à la requête du duc d'Harcourt. (Arch. Ch. d'Harcourt, 179).

⁴ Arch. Calv. C. 1647.

⁵ En 1759 et en 1767, un architecte constate, qu'aux *Nouv. Cath.* de Caen les rez-de-chaussée sont « pourris d'humidité, et les planchers irréparables » ; quant aux cheminées, elles renvoient la fumée, et obligent à tenir ouvertes portes et fenêtres. (Arch. Calv. C. 1636).

« incurables » (13 déc. 1749). — Catherine Lucas, d'Athis, a été « mise dans la maison » le 25 octobre 1748 ; quatre ans après (nov. 1752), la supérieure écrit : « Cette enfant est couverte d'*humeurs froides* et toute ulcérée ; il est fort à craindre qu'elle ne communique son mal aux autres ; il serait avantageux pour elle et pour nous de la transférer à l'Hôpital-Général ¹. » — Marie-Anne Lhonoré est entrée, le 8 sept. 1750, aux *Nouv.-Cath.* de Saint-Lô ; en 1754, la supérieure avoue que « sa santé y est devenue mauvaise ². » — Dans un « mémoire concernant les Nouveaux et Nouvelles-Catholiques de Caen », et rédigé vers 1749, l'évêque de Bayeux cite quatre filles de marchands protestants qui, mises en métier chez des couturières au sortir du couvent, n'ont pas tardé, « malgré bien des soins et des remèdes, à mourir pulmoniques ³. » — En 1755, la supérieure de Caen n'enregistre pas moins de *quatre* décès : Catherine Chaufrey, Madeleine Le Harivel, François Roux, entrés en oct.-nov. 1748 ; Marie Lefort, entrée en 1753 ⁴.

Ceux qui survivent se convertissent, en moyenne, au bout de quatre ou cinq ans ⁵. Sont-ils désintéressés et vraiment sincères ? Les exemples qui suivent permettront d'en juger.

Jeanne Voisin, de Cormeray, a abjuré en 1713 aux *Nouv.-Cath.* de

¹ Arch. Calv. H. N. Cath., reg. 10.

² *Ibid.*

³ Arch. Nat. TT. 291.

⁴ Arch. Calv. H. N. C., reg. 10.

⁵ Voici quelques abjurations recueillies, à Caen, de 1750 à 1755 :

Thomas Cuminal, entré le.....	1 ^{er} juin 1742	} abjurent le 6 déc. 1750.
Guillaume Gatebled, —	1 ^{er} janv. 1743	
Pierre Bouch, —	23 déc. 1747	
Jacques Brisset, —	4 août 1748	
Pierre Gautier, —	11 août 1748	
Louis Duhamel, —	1 ^{er} nov. 1748	} abjure le 6 janv. 1751.
Jeanne Paisant, —	18 déc. 1746	
Marie-Anne Lefort, —	23 déc. 1747	
Jean Lebailly, —	25 oct. 1750	
Michelle Le Roy, —	9 déc. 1751	
Marie-Jeanne de la Perrelle, entrée le	2 août 1749	} — le 8 avril 1753.
Pierre Dufour, entré le.....	7 déc. 1746	
Jacques Lebailly, —	25 oct. 1748	} abjurent le 29 déc. 1754.
Léon Roux, —	2 nov. 1748	
J.-Baptiste Duhamel, —	3 nov. 1748	
Jacq.-Franç. Rihouey —	3 juil. 1749	
Louis Bourdon, —	9 déc. 1749	
Daniel Levilain, —	5 mars 1751	} abjure le 24 juin 1755.
Jean-Aug. Lecointe, —	22 juil. 1748	

(Arch. Calv. H. N. Cath., reg. 10).

Caen. Elle réclame aussitôt les biens confisqués sur ses père et mère, qui ont passé à l'étranger. « Si on ne la soutient pour son temporel, écrit la supérieure (13 mai 1714), *on empêchera les conversions à venir* ¹ ! » — Mais plusieurs particuliers ont usurpé les biens en question ; un procès interminable s'engage. Voulant sortir de ce « labyrinthe », Jeanne Voisin demande, en 1733, que son affaire soit retirée aux juges ordinaires et attribuée à M. de Vastan, intendant de la généralité. L'intendant décline toute compétence ; mais l'évêque de Bayeux, Paul de Luynes, insiste à deux reprises, auprès du ministre, pour qu'on abrège à la demoiselle Voisin « les moyens d'avoir justice ». « Vous déciderez par là, écrit-il, du bonheur de sa vie ; vous ranimerés la confiance des calvinistes, dont des vues seules d'intérêt arrêtent la conversion... *Il sera édifiant pour la religion de voir les bontés dont on honore ceux qui ont tout quitté* ² pour l'intérêt de la foy ³. »

Pareil privilège est sollicité, en 1749, par une demoiselle Perrotte, et Saint-Florentin écrit à l'intendant La Briffe : « Si elle est dans l'oppression à cause de la Religion Cath. qu'elle a embrassée, et qu'elle veuille entrer en procez avec ses frères,... on pourrait [la] favoriser en vous attribuant la connaissance de ces contestations. » (5 avril 1749) ⁴.

Ainsi, pour affermir dans la foi les nouvelles-converties, des grâces temporelles sont nécessaires. Et laquelle entre autres ? Celle de faire juger leurs procès par un tribunal spécial et de faveur ! Dans quelle province ? En Normandie, où les habitants ont obtenu, dès 1461, le précieux privilège de ne pouvoir être distraits de devant leurs juges ordinaires ⁵ ! Et qui préconise ces grâces temporelles ? La supérieure même des *Nouv.-Cath.*, l'évêque même de Bayeux !

Ayant abjuré et communiqué, le jeune garçon, la jeune fille n'ont plus qu'à sortir du couvent pour faire place à d'autres. Va-t-on les rendre à leurs pères et mères ? Ce serait les exposer au danger de se « pervertir » ; car, selon le mot de l'évêque de Luynes, « ils portent leur foy dans des vases fragiles que le moindre choq pourrait blesser ⁶. » Si malade que soit Marguerite Seigneurie, la supérieure de

¹ Arch. Nat. TT. 227.

² *Tout*, c'est-à-dire : père et mère.

³ Lettres de l'évêque de Bayeux, 10 déc. 1733 et 22 février 1734. (Arch. Nat. TT. 146).

⁴ *Ibid.* O¹ 445.

⁵ Houard, *Dict. de la cout. Norm.*, III, 706, 707.

⁶ V. *Pièce. justif.*, XVIII.

Caen ne peut « se résoudre » à la renvoyer dans sa famille toute protestante, « où sa perversion est assurée ». (6 mars 1749) ¹. — Marguerite Dufour « paroist affermie » ; mais comment lui permettre de retourner chez ses parents, si zélés pour leur religion « qu'il est même dangereux aux anciens catholiques de les converser, voulant sans cesse dogmatiser et même l'emporter contre leur curé ? » (4 août 1755) ². — Marthe Duchemin avait reçu une bonne instruction catholique ; rentrée dans la maison paternelle (1745), elle y a pris « des sentiments d'indifférence pour tout ce qu'on appelle religion, car ses parents, n'étant catholiques que par la force des édits, n'ont plus rien, ni de leur ancienne croyance, qu'ils ont abjurée, ni de celle qu'ils font semblant de professer ³. »

Donc, ou bien l'on attendra, pour relâcher l'enfant, que ses père et mère soient morts. Le 15 janvier 1751, Pierre de la Barre du Bois, de Saint-Lô ⁴, supplie qu'on lui rende ses trois filles. L'abbé Hugon, vicaire général, objecte qu'il n'en a pas « *tellement besoin qu'il voudrait le faire croire* », et la demande est rejetée. Mais le malheureux père vient à mourir (oct. 1753) ; les trois jeunes filles sont mises presque aussitôt en liberté (13 déc. 1753) ⁵.

Ou bien le roi, par une nouvelle lettre de cachet, confiera le néophyte à quelque laïque d'une orthodoxie non douteuse, et qui promettra de le « faire conduire régulièrement aux offices,... et d'en envoyer tous les six mois, au sieur comte de Saint-Florentin, des certificats du curé ⁶. » — Après bien des démarches, les sieurs et dame de Pierrepont, la dame Le Duc de Bernières ont obtenu que leurs enfants sortiraient des couvents de la Propagation, où ils étaient tombés malades, et seraient placés chez de bons catholiques (1727-30) ⁷. A la demande de leur père, les deux jeunes de Verrières

¹ Arch. Calv. H, N. Cath., reg. 10.

² *Ibid.*

³ Beaujour, 429.

⁴ Il comptait parmi ses ancêtres un lieutenant du bailliage de Saint-Lô, et un médecin de la princesse de Conti.

⁵ Arch. Calv. C. 1648.

⁶ Voir *Pièce. justif.*, XVI.

⁷ Arch. Calv. C. 1637, 1642. — Beaujour, 415-418. — L'un des fils de M^{me} de Bernières, Gabriel Le Duc, écuyer, sieur de Basly, a été mis en pension chez l'avocat Desmarais-Dudouet, catholique zélé. Pour échapper à sa tutelle, il demande à entrer (janv. 1729) à l'académie d'équitation de Caen ; il voudrait, dit-il, « acquérir les talents nécessaires à un gentilhomme pour bien servir le Roy. » — On repousse sa requête. — Alors il s'évade et se réfugie à Paris. — Onze ans plus tard, le 16 nov. 1740, on le retrouve abjurant « l'hérésie de

ont été extraites de la Visitation de Caen, envoyées à Paris chez une veuve Fusellier, puis ramenées à Caen chez les demoiselles de Boishibou (1739-40) ¹. — C'est ainsi que « la nommée Mollet », d'Athis, instruite aux *Nouv.-Cath.* de Rouen, est transférée à Caen chez « une personne de piété » (1747) ²; que Daniel Bourdon, de Montabot, reçoit des mains de la supérieure de Saint-Lô sa nièce, Anne Bourdon, fille d'un boulanger du Chefresne (oct. 1751) ³, etc.

Ces laïques, il est vrai, sont quelquefois inférieurs à la tâche. Robert Mattinglay, né à Caen, mais dont le père habite Jersey, a été enfermé, en juillet 1748, aux *Nouveaux-Cath.* de Caen; d'où il a passé chez un professeur de rhétorique de la ville, puis chez son tuteur, le sieur Boullard (29 déc. 1753). Moins d'un an après (16 nov. 1754), Boullard écrit au ministre : « Mattinglay ne fait plus aucun cas de mes représentations... Il semble que son âge [17 ans] le dispense d'obéir et l'auctorise a se dissiper... Bornant ses obligations de catholique a la première communion, de confession il ne veut point entendre parler... Ce derangement n'est provenu que de sa trop grande liaison avec la dame Le Hulle, protestante, dont il doit hériter. Cette dame luy a donné une clef de sa maison;... elle luy garde son linge, qu'elle luy distribue selon son besoin, pour avoir l'occasion de l'attirer chés elle, ou il ne se trouve que trop souvent des personnes protestantes... qui luy insinuent, suivans toutte apparence, des sentimens oposés a la vraie religion. — Sur l'indication de Boullard, Mattinglay entre chez le curé de Saint-Sauveur, qui est en même temps principal du collège des Arts, et qui a déjà chez lui 20 ou 30 pensionnaires dont il dirige, assisté de plusieurs prêtres, l'éducation (10 janv. 1755) ⁴.

Mieux encore : on enverra le nouveau, la nouvelle convertie dans une maison religieuse d'une autre localité. En 1759, l'intendant voudrait faire conduire « Richier fils » des *Nouv.-Cath.* de Caen chez un

Calvin » dans la chapelle de l'Hôtel-Dieu de Caen. (Arch. Nat. O¹ 502; — du Calv. C. 1640; — de Basly, GG 4).

¹ Arch. Nat. O¹ 505-506, — et du Calv. C. 1643.

² Arch. Calv. C. 1641.

³ *Ibid.*, C. 1647.

⁴ Arch. Nat. TT. 452, et O¹ 508. — Arch. Calv., C. 410 et 1639. — La lettre de Boullard vient d'arch. partic., et copie nous en a été obligeamment communiquée par M. A. Gasté. — Voir aussi *Pièce. justif.*, XVI.

Mattinglay obtint du roi sa liberté au mois de mars 1758, « après dix ans d'instruction et de persévérance dans la religion catholique. » (Arch. Calv. C. 410).

curé de la même ville ; Saint-Florentin donne l'ordre de l'expédier aux Jésuites de La Flèche¹.

D'ordinaire, les jeunes gens ne recouvrent leur « pleine liberté » qu'à vingt ans révolus, âge auquel, selon la coutume de la province, ils sortent de la « poeste » des pères et mères².

Mais quel danger pour leur foi, si le défaut de ressources les contraint de recourir à ces mêmes parents ! Il importe donc d'assurer leur subsistance.

Pour les garçons et filles à la pension du roi (ce sont les plus nombreux), le règlement de 1747 a déterminé les conditions de la mise en apprentissage. Lorsque la supérieure les croit en état de « bien se soutenir » dans la religion, elle les conduit chez des maitresses et maitres de métier anciens catholiques. Les garçons vont apprendre à devenir chirurgiens, perruquiers, « croquetiers³ », tailleurs, cordonniers, couvreurs, tonneliers, serruriers, maréchaux ; les filles seront couturières en linge ou en habits. — Avec le maître ou la maitresse de métier, la supérieure conclut un traité qu'elle soumet à la ratification du ministre. Chaque maître ou maitresse s'oblige à montrer au sujet son métier « en principal, circonstances et dépendances, et autant que son esprit en pourra comprendre, l'espace de [deux ou trois] années » ; à le loger, nourrir et coucher moyennant la somme convenue (150 à 300 livres par an) ; à l'envoyer, les dimanches et jours de fête, aux « hautes messes » et aux vêpres de la paroisse ; à lui faire suivre, dans la communauté des *Nouv.-Cath.*, certaines instructions spéciales ; à le signaler, s'il correspond avec ses parents religionnaires. — Quant à la supérieure, elle paie les frais de jurande⁴, la pension, l'entretien, le blanchissage, les soins et remèdes en cas de maladie. — L'apprentissage terminé, elle fournit aux jeunes filles de quoi meubler une petite chambre : lit, ustensiles de ménage, draps et linge. — Elle se fait rembourser par la cour au moyen d'états semestriels indiquant les noms des apprentis ou apprenties, leur métier, le temps et le prix de l'apprentissage, et les sommes versées⁵.

¹ Arch. Calv. C. 1642.

² Lettre de l'intendant de Caen à Saint-Florentin, 12 avril 1757. (Arch. Calv. C. 410).

³ A Caen, ce terme désigne encore aujourd'hui les petits marchands qui tiennent boutique d'épicerie commune, de lait, beurre, légumes et fruits.

⁴ Ils varient entre 6 et 20 livres.

⁵ « Mémoire concernant les nouveaux et les nouvelles cath. de Caen », présenté à Saint-Florentin par l'évêque de Bayeux. (Arch. Nat. TT. 291). — Voir aussi Arch. Calv. H, N. C., reg. 10, *passim*.

Etablies à leur compte, les nouvelles converties vont être obligées de recevoir « toutes sortes de personnes », même des religieux, qui s'efforceront de les ramener à leur « party¹ ». Pour les mettre à l'abri de ces « sollicitations », on tâche de les marier². Selon le règlement de 1747, la dot, variant de 100 à 150 livres, est avancée par les supérieures et remboursée par le roi, après attestation de la catholicité du futur³.

Les « quatre bonnes murailles » d'un couvent répondront bien mieux du changement de religion. Les jeunes filles qui, une fois converties, se sont décidées à prendre le voile⁴, entrent soit aux Hospitalières, soit aux Ursulines, soit dans l'ordre même de l'Union chrétienne. Ont-elles quelque « talent pour instruire » ? Comme elles seront beaucoup plus propres que d'autres à « faire taire », chez leurs anciens coreligionnaires, « les préjugés de l'éducation⁵ », le roi consent en leur faveur de nouveaux sacrifices. A celles qui étaient déjà ses pensionnaires aux *Nouv.-Cath.*, il continue la pension, d'abord à titre de subsistance, pendant les épreuves du noviciat, puis à titre de dot⁶, par brevet spécial⁷, lorsque les vœux sont prononcés. A celles qui étaient nourries et entretenues aux frais de leurs parents, il fait transférer les pensions devenues disponibles. Mais il s'assure auparavant que leur santé est bonne, qu'elles n'ont aucune fortune personnelle, aucune « espérance », et qu'elles ont irrévocablement rompu avec leur famille calviniste⁸.

¹ Note de la supérieure de Caen, nov. 1752. (Arch. Calv. H, N, C., reg. 10).

² 25 juillet 1752 : mariage de Marie Aubée et de Gabriel Dethan, journalier. — 4 août 1755 : mar. de Jeanne Paisant et de Jacques Heuze. (Arch. Calv. *ibid.*).

³ Une dame Letellier, de Vitré (Bretagne), avait plusieurs enfants. Presque tous ont quitté le royaume vers 1741. « Une seule fille qui lui restait » a été conduite aux *Nouv.-Cath.* de Caen par ordre du roi. En 1744, cette jeune fille est recherchée en mariage par un négociant caennais, Jean-Etienne Dan de la Vauterie. Le 12 janv. 1744, Saint-Florentin prie l'intendant La Briffe de lui marquer « si ce particulier est catholique », etc. (Arch. Nat. O⁴ 440).

⁴ La vocation religieuse est plus rare chez les nouveaux catholiques.

⁵ Règlement du 18 mars 1747, *préambule*.

⁶ 150 à 200 livres par an.

⁷ Des dots sont ainsi accordées, en 1730 et en 1732, aux sœurs de Valsemé et de Limarest, et, en 1748, à la sœur Lelaisant, jeunes nouvelles-catholiques de Caen. Plus tard, on les retrouve supérieures de l'Union chrétienne : les deux premières à Caen, la troisième à Saint-Lô. (Arch. Calv. G. 1640, 1643, 1650). — A Saint-Lô, le 2 novembre 1746, Léonor de Matignon, évêque de Coutances, bénit la prise d'habit, aux *Nouv.-Cath.*, d'une jeune convertie : Marie de Méhérenc de la Conseillère, âgée de 25 ans, fille de Pierre de Méhérenc, de La Cambe (Arch. Manche, H, N. Cath., *liasse*).

⁸ Arch. Calv. G. 1631-50, *passim*.

Si le jeune garçon ou la jeune fille ont contracté, aux *Nouv.-Cath.*, quelque maladie incurable qui les rende impropres à tout travail, c'est encore au roi qu'on demande de les assister. Madeleine Fouace, de Caen, a fait abjuration le 4 février 1745 ; « mais sa pauvreté, écrit la supérieure, son peu de santé, la misère des temps, la mettent dans une situation bien triste, et bien propre à exciter la compassion de S. M. ». — Un brevet du 26 février 1753 lui accorde 100 livres de pension annuelle¹.

Donc, tout est combiné pour tenir à jamais éloignés de leurs parents les nouvelles et nouveaux convertis.

Sans doute, il arrive qu'à force de larmes et de suppliques, en faisant agir de puissants personnages, des pères, des mères² recouvrent leurs fils, leurs filles. Mais après la première étreinte, quelle déception ! Ce qu'ils ont devant eux le plus souvent, c'est un enfant fanatisé, dressé à les considérer comme damnés sans retour, devenu un étranger, un ennemi peut-être ! La faveur est donc illusoire. Encore est-elle subordonnée aux plus dures conditions. — Exemples :

La veuve des Vaux, de Caen, pourra reprendre chez elle l'une de ses filles, incarcérée depuis sept ans ; mais elle la renverra au couvent quatre fois dans l'année, pour une retraite de huit jours, à chacune des grandes fêtes. L'intendant écrit qu'elle s'est soumise à tout, « bien persuadée qu'on lui ôterait sa fille, au premier soupçon qu'elle la troublerait dans l'exercice de la religion catholique » (10 avril 1731)³. — Le sieur de Verrières, de Caen, « étant avancé en âge », obtient la libération de ses deux filles ; mais il devra placer près d'elles une gouvernante née de parents anciens catholiques et catholique elle-même ; il les enverra régulièrement au service divin et aux instructions ; il fera tenir, tous les six mois, au ministre Amelot, un certificat du curé de la paroisse, attestant « la pleine et entière exécution desdites conditions⁴ », et il en donnera sa soumission par écrit à l'intendant (21 avril 1743)⁵.

¹ Arch. Calv. H, N. Cath., reg. 10.

² Quelques-uns vont jusqu'à offrir d'abjurer. « La mère de David Lecomte, de Condé-sur-Noireau, s'est faite catholique pour épouser un catholique, ... puis elle a repris sa religion. L'empressement d'avoir son fils la fait changer de nouveau. (Lettre de la supérieure de Caen, 14 juin 1742 ; Arch. Calv. C, 1640).

³ *Ibid.*, C, 1638.

⁴ Elles sont imposées aux parents, même lorsqu'il ne s'agit, pour leurs enfants, que d'une sortie temporaire de deux ou trois mois. (Demoiselle de la Couture-Morel, 1754. — *Ibid.*, C, 1640).

⁵ *Ibid.*, C, 1643. — Beaujour, 426-427.

Qu'on se dérobe un seul moment à cette étroite surveillance, arrive de suite une lettre menaçante de Saint-Florentin. Dumesnil-Morin, de Caen, a emmené ses deux filles, sorties récemment des *Nouv.-Cath.*, à sa maison de campagne de Vieux-Fumé ; il produit un certificat du curé du village, légalisé au bailliage de Falaise, attestant que les jeunes personnes ont fait leurs devoirs de religion à Vieux-Fumé, « sauf le temps qu'elles sont allées à Caen pour faire leurs Pâques ». Cette pièce est du 10 juillet 1748 ; six jours après (16 juillet), Saint-Florentin écrit : « On a déjà averti par mes ordres le sieur Dumesnil-Morin de fournir des certificats des curés de celles des paroisses de Caen où il fait sa demeure quand il n'est pas à sa campagne... S'il n'y satisfait pas pour cette année, et plus régulièrement à l'avenir, on s'assurera d'une autre manière de la religion de ses filles ¹ ! »

Plutôt que de subir cette inquisition de toutes les heures, certains pères et mères, après avoir signé force promesses, font le sacrifice de leurs biens, et passent à l'étranger avec leurs enfants². — D'autres déclarent net qu'ils préfèrent ne pas les révoir. A Caen, Lhonoré chasse sa fille, et Cuminal son fils, en haine d'une conversion qualifiée d'apostasie³. Pour que Guillaume Paisant reprenne le sien, il faut un ordre formel du roi (déc. 1754)⁴. Daniel Levillain, du Chefresne, a un fils qui, ayant atteint l'âge de 21 ans, va sortir des *Nouveaux-Cath.* On veut le rendre « personnellement » garant de sa « bonne conduite ». « Qu'il reste donc où il est ! réplique-t-il. Comment puis-je répondre d'un jeune homme devenu majeur, qui pourra s'absenter quand il le voudra ? » (24 sept. 1755)⁵.

Ainsi, dans la grande majorité des cas, les parents n'ont plus qu'à pleurer, comme mort, tout enfant qui leur est enlevé.

¹ Arch. Calv. C. 1637. — Beaujour, 425-426.

² C'est ce que fit le père de Suzanne Paysan, de Caen (nov. 1740. — Arch. Calv. C. 1642. — Beauj., 427).

³ C'est du moins ce qu'affirme la supérieure de Caen. (Arch. Calv. H, N. C., reg. 10, ann. 1747 et 1755).

⁴ *Ibid.* (Beaujour, 434).

⁵ Arch. Calv. C. 1650.

CHAPITRE SIXIÈME

CONDITION LÉGALE DES PÈRES ET MÈRES; L'ÉTAT CIVIL; LA CAPACITÉ D'ALIÉNER.

Ces pères, ces mères, dont on déchire le cœur, quelle est leur condition légale ?

Elle repose sur cette présomption, érigée en loi par Louis XIV le 8 mars 1715, que l'unité religieuse du royaume est faite. En 1731, Nicolas Lesage, de Caen, présente une requête en mainlevée; on répond qu'il est « censé n'avoir aucun droit, tant qu'il professe la Religion prétendue ¹ ». Même en 1781, à la veille de l'Edit de tolérance, l'auteur du *Dictionnaire de la Coutume normande* écrit : « C'est une maxime de droit public, qu'aux yeux de la loi il n'existe plus de protestants en France. Aucun Français ne peut être admis à procéder devant les tribunaux en cette qualité... [On suppose] tous les religionnaires convertis à la foi catholique, sous le nom de nouveaux-convertis ². »

La plus grave conséquence qui en découle, c'est au sujet des mariages. Les déclarations de mars-juin 1697 et du 14 mai 1724 frappent de nullité toute union qui n'a pas été célébrée par le curé, avec les « solemnitez » prescrites par « les saints canons reçus et observés dans le royaume ³ ». Comment les religionnaires échapperont-ils à cette législation implacable, qui exige d'eux, tout à la fois, « des

¹ Arch. Nat. TT. 168.

² Houard, *Dict.*, III, 705.

³ *Edits*, 546. — Anquez, *Etat civil*, 30-51.

épreuves ¹ scrupuleuses et des contraintes sacrilèges ² ? » Quelques-uns prennent le parti de s'y soumettre, et obtiennent à ce prix le droit de mettre au monde des enfants légitimes. Mais la masse repousse toute capitulation de conscience ³. Les uns s'adressent à des prêtres faméliques, qu'ils déclarent ensuite ne pas connaître, « de peur de les faire poursuivre ⁴ », et qui les marient pour leur argent ; — d'autres s'épousent à quelque réunion nocturne tenue *au désert* ; — d'autres font tout un voyage, et vont trouver les pasteurs de Genève, de Tournay ou des Îles Normandes ⁵. — Le plus souvent, un contrat devant notaire est l'unique preuve écrite de l'union contractée ⁶ ; à moins qu'un parent ou ami des époux ne s'ingénie à leur fabriquer, sous quelque nom à physionomie narquoise, un certificat de mariage prétendu catholique. — Exemple :

¹ Veut-on savoir quelles étaient les épreuves exigées à Condé-sur-Noireau (au lendemain, il est vrai, de la Révocation) ? — « Le 24 novembre 1693, Nicolas Halbout, ci-devant de la R. P. R., *après avoir fait abjuration* de l'hérésie en 1686, et *réitéré* depuis deux ans, *avec protestations* de se soumettre à toutes les peines portées... contre les relaps en cas de récidive, *après avoir reçu les sacrements* de pénitence et d'Eucharistie, s'est marié... », etc. (Arch. mun. de Condé, à cette date).

² Rulhière, II, 105.

³ Dès 1686, le curé de Beuville se plaint de ce que plusieurs nouv. convertis se sont « licenciés », et ont prétendu se marier sans sa permission. (Arch. Calv. C. 1514). — En 1699, Foucault observe qu'ils continuent, à Caen, de s'unir sans ministère de prêtres, malgré les récentes déclarations du roi (*Mém.* 331). — « Il arrivera, écrivait-il en 1693, que ces mariages seront déclarés clandestins. C'est un désordre auquel on n'a pas pourvu. » (*Mém.* 298). — Les jansénistes avaient songé à y « pourvoir ». (Déclar. du 13 déc. 1698, art. 7; *Edits*, 375). Mais leur crédit ne fut que d'un jour.

⁴ *Mém.* de l'insp. des manuf., 1700. (Arch. Calv. C. 1514). — Voici pourtant un document où les époux nomment le prêtre qui les a mariés en secret. Le 21 février 1697, le curé de Saint-Nicolas de Caen est averti que Thomas Gautier et Marie Adeline, religionnaires, « vivent ensemble comme gens mariés ». Il va les trouver, et apprend d'eux que, quatre jours avant, Sébastien Turpin, curé de Montreuil, (*près Cambremer, arr. de Pont-l'Évêque*), les a mariés dans une maison particulière, « sans être revêtu d'ornements de l'Eglise... et sans publication de bans ». (Arch. Calv. G., reg. de Saint-Nicolas de Caen. — *Bull. du Prot.*, XLVI, 380, 381). — Mais on notera que ce document est antérieur à l'édit prohibitif de mars 1697.

⁵ Anquez, *Etat civil*, 60-64. — C'est ainsi que « l'apostat » caennais Noël avait été se marier à Jersey. (Voir ci-dessus, p. 334, 335).

⁶ Beaujour, 464. — C'est ce qu'on appelait : *se fiancer par paroles de présent*. (Anquez, *Et. civil*, 3, 11). — En 1700, Jacob Le Hardy, sieur de Quesney, et Anne d'Ouézy, se marient devant le curé de Taillebois ; mais il y a déjà, entre eux, « un traité de mariage passé devant notaire depuis viron deux ans, et ensuite est née d'eux une fille... âgée de viron dix mois. » (Arch. Calv. F. 1188).

« Nous soussigné Antoine *Daule*, prestre, curé de *Nullancour*, attestons à qui il appartiendra avoir resus les promesses de mariage de Mathieu Mesnil, de la paroisse de Queron [Cairon]..., et de Anne Rivière, de la paroisse de Beuville... Après avoir vu et lu leur contrat de mariage passé par recongnissance devant Marin Fallet, notaire royal à Douvre..., le vingt-deuxième jour de juillet 1706..., et aussi avoir pris leur mutuel consentement, en foy de quoy nous les avons conjoint en mariage et donné la bénédiction nuptialle..., aux présence de Guillaume Sallomon et d'Estienne Le Tellier, tesmoins. — Ce vingt septembre mil sept cent six. Le Tellier, Sallomon, *Daule*, prestre ¹. »

Si elles n'ont pas été « réhabilitées » dans les formes ordinaires de l'Eglise ², de telles unions, aux yeux des curés, sont radicalement nulles, et ne peuvent donner lieu qu'à des naissances illégitimes.

L'enfant protestant est à peine venu au monde, qu'une tache origi-

¹ M. Beaujour, qui publie *in extenso* (p. 465) ce soi-disant certificat, observe que *Daule* rappelle le latin *dolus*, et que *Nullancour* est une altération calculée des mots : *nul en tout*. Il ajoute (p. 466) que plusieurs familles protestantes de Caen possèdent, dans leurs archives, des certificats semblables.

² Voici, pour la Basse-Normandie, quelques exemples de ces réhabilitations : Le 13 décembre 1701, Jacques Morset et Catherine Blin, de Berjou, abjurent devant le curé du lieu. Puis, quelques jours après (26 déc.), ils font réhabiliter leur mariage par le curé de Condé. « Et parce que, écrit ce curé, ledit Morset et ladite Blin, *par leur entestement de leur prétendue religion*, s'étaient mariés sans avoir observé les formalités de l'Eglise..., il y a environ 8 ans, *par un homme se disant prestre*, dans la ville de Caen; voulant mettre leur conscience en sûreté, et pourvoir à la légitimation de leurs enfants,... » etc (Arch. de Berjou et de Condé, aux dates ci-dessus).

A Caen, devant le curé de Vaucelles, Jacques Fauchon, âgé de 25 ans, de Jersey, fait réhabiliter, après abjuration, son mariage avec Marie Dillon. (10 août 1724. — Arch. mun. Caen, état civil cath., *Vaucelles*, 26^e reg.).

A Caen, paroisse Saint-Etienne, le 19 juin 1733, Guillaume Essillard (44 ans) et Marie-Anne Lamy (35 ans) font réhabiliter leur mariage et reconnaissent 4 enfants. (*Ibid.*, *Saint-Etienne*, 14^e reg.).

A Epron, le 28 oct. 1755, réhabil. du « prétendu mariage » de Pierre Cahagne et de Madeleine Roussel, « contracté dans l'île de Gersai, selon les rites et usages de l'Eglise anglicane. » (Arch. d'Epron, GG 5).

A Saint-Aignan-de-Cramesnil, le 30 mai 1760, réhabil. du « prétendu mariage » de François Rames (67 ans) et de Marie Périer (85 ans), et légitimation de leur fille. (V. *Pièce. justif.*, XXI).

A Saint-Germain-la-Blanche-Herbe, le 2 décembre 1774, Jacques-Aimable de la Marc des Marets, seigneur de Crux, marié « en l'isle de Jersey, en face de l'église anglicane », avec Florence Fixot, « anglaise de nation », prête « le serment solennel de professer la religion catholique », et fait réhabiliter son mariage Arch. Saint-Germain-la-Blanch., GG 5; et Inv. des arch. du Calv., E suppl., I, 19). — Ainsi, même sous Louis XVI, la réhabilitation du mariage protestant ne s'accorde que moyennant une abjuration formelle.

nelle le distingue, sur les registres d'état civil, de l'enfant catholique, toujours inscrit comme né « dans le mariage » ou d'un « légitime mariage ».

En Basse-Normandie, les formules de baptême des jeunes protestants varient selon le degré d'intolérance des curés.

Quelques-uns, — très peu nombreux, il est vrai, — osent se servir du mot *bâtard* ¹. — A Blainvillè, le 18 août 1717, un vicaire a enregistré, comme née « en légitime mariage », la fille de deux protestants : Pierre Biron et Philippine Montier. Mais le curé ajoute en note : « Le precedent baptesme ayant été fait par un vicaire nouvellement arrivé..., moy, curé de Blainville, soussigné, déclare que le père et la mère de cet enfant, ne faisant aucun devoir de catholique, et ayant esté mariés sans m'en donner connaissance et sans vouloir déclarer qui les a mariés..., cette enfant n'a dû estre baptisée que comme une *batarde*, née d'un mariage illégitime ². »

Par suite, des épouses protestantes devront venir déclarer leur grossesse, comme de misérables filles-mères ! — Le 24 mars 1702, devant François Blin, curé de Fresne, « se présente Magdeleine Leconte, aagée de 26 ans, de la paroisse, nourrie dans la R. P. R. » ; elle dit qu'elle est enceinte, et promet « de se conserver bien et deument ³. » — Le 26 octobre 1702, Marguerite Desbled, « de la R. P. R. », déclare au curé du Fresne-Camilly « estre grosse des œuvres de Pierre Sanson, aussi relligionnaire, sous prétexte d'un prétendu mariage ⁴. »

« Né des œuvres de... », — ou : « né du prétendu mariage de... », telles sont les formules de baptême les plus usitées.

La première peut varier ainsi : « sorti des œuvres de... », — ou : « produit par... et fait des œuvres de... ⁵ », — ou : « né hors le mariage et des œuvres de..., de la R. P. R. ⁶ ». — « Le 7 mars 1707, écrit le curé de Flers, la sage-femme nous a présenté... un enfant malle pour estre baptisé, lequel elle nous a déclaré estre issu des œuvres de... »

¹ Anquez, *Etat civil*, 94.

² Arch. de Blainville, GG 2. — A Sainte-Honorine-la-Chardonne, le 15 mars 1701, est baptisé « un fils illégitime » de père et mère protestants. (Arch. de Sainte-Honorine, à cette date). — Un autre, à Saint-Denis-de-Meré, est inscrit comme « né de la *conjonction illicite* de... » (Arch. de Meré, 29 avril 1707.)

³ Voir *Pièc. justif.*, XX.

⁴ Arch. du Fresne-Camilly, 26 oct. 1702.

⁵ Arch. mun. de Caen, état civil cath., *Vaucelles*, ann. 1715-19. — Arch. de Condé, *passim*, jusqu'en 1756 ; — de Saint-Pierre-du-Regard (1693-1717) ; — d'Athis (1741-54) ; — de Sainte-Honorine (1694-1772).

⁶ Arch. de Bernières, 1705 ; — du Fresne-Camilly, 1702.

Pierre Yver et de Renée Fallet, soy disant mariés contre les ordonnances de l'Eglise et... du Roy, au prejudice desquelles ils demeurent ensemble... dans [cette] paroisse, malgré les advertissemens que nous [leur] avons donné [d'en] sortir et de ce separer, estant l'un et l'autre fort opiniastres dans la R. P. R. ¹ »

A Berjou, jusqu'en 1726, à Fresne, jusqu'en 1761, c'est une tradition de ne pas même ajouter aux mots : « *né des œuvres de...* » ceux de : « *de la R. P. R.* ² » ; en sorte que si d'autres documents ne faisaient connaître les parents comme religionnaires, on aurait une bien triste idée de la moralité de ces deux paroisses, où les naissances naturelles semblent, à première vue, beaucoup plus nombreuses que les légitimes !

La formule : « *né du prétendu mariage de... et de... de la R. P. R.* ³ » admet encore plus de variantes : *né du mariage prétendu et clandestin de...* » ; ⁴ — « *né du prétendu légitime mariage de... et de..., se disant de la R. P. R.* ⁵ » ; — « *né du prétendu mariage des religionnaires de... et de...* ⁶ » ; — « *né de... et de... se disant mariés* ⁷ » ; — « *sorti des œuvres ou mauvais mariage de...* ⁸ » ; — « *sorti de... et de..., sans avoir contracté mariage par le véritable ministre de la religion chrétienne* ⁹ » ; — « *né du prétendu mariage de... et de..., sà prétendue femme, de la religion prétendue réformée* ¹⁰ », — ou : « *de la religion faussement prétendue réformée* » (*sic*) ¹¹.

D'aucuns, plus tolérants, se contentent de mettre : « *filz ou fille de... et de..., de la R. P. R.* », — ou : « *né de..., tous deux religionnaires* ¹² ». — Le curé de Cainet, enregistra le baptême d'un enfant protestant, a d'abord écrit (10 juillet 1747) : « *né du prétendu* », — puis : « *du légitime mariage* » ; — puis il a rayé ces deux mots. Enfin,

¹ Arch. de Flers, à la date ci-dessus.

² Arch. de Berjou, 1694-1726 ; — de Fresne, 1710-61.

³ Arch. mun. Caen, état civil cath., *Saint-Pierre*, ann. 1727-49. — Arch. de Basly, 1752 ; — de Montilly, 1696-1771 ; — de Caligny, 1710, 1748 sqq.

⁴ Arch. de Saint-Denis de Meré, 29 mai 1710.

⁵ Arch. de Cully, 23 janv. 1765.

⁶ Arch. de Montilly, 7 avril 1732.

⁷ Arch. mun. Caen, état civil cath., *Saint-Nicolas*, 15 janv. 1700.

⁸ Arch. de Langrune, 11 juin 1703.

⁹ Arch. de Lion-sur-Mer, 22 janv. 1711.

¹⁰ Arch. de Montilly, 5 nov. 1722, 6 janv. 1724.

¹¹ Arch. de Caligny, 29 janv. 1762.

¹² Arch. mun. Caen, état civil cath., *Saint-Etienne*, 20 sept. 1734 (vicaire Guernet). — Arch. de Percy, 3 mars 1753 ; — de Sainte-Honorine, après 1749 ; — d'Athis, après fév. 1754 (mort du curé Houvet) ; — de Condé, après 1756 ; — de Saint-Denis de Meré, 5 avril 1755.

pour se tirer d'un embarras qui l'honore, il ajoute au bas de l'acte que Pierre Adeline et Madeleine Durand, les père et mère, « font profession de la religion prétendue réformée ¹ ».

A Berjou, le vicaire Lemarchand inscrit, le 24 janvier 1749, un fils « né du mariage de Jean Lefeuvre et de Suzanne Lefeuvre, tous deux de la R. P. R. » — Il est vrai que ce même vicaire applique, *la même année*, à un autre enfant protestant, la formule : « né des œuvres de ²... »

Mais qu'importent ces différences de forme, puisque, en droit, la flétrissure est toujours la même? Si les parents, pour l'éviter, refusent de porter leurs enfants à l'église catholique, on les condamne à de grosses amendes ³, et l'on met leurs biens en vente, sans autre forme de procès ⁴. Ils se résignent donc, la mort dans l'âme, et, aux objurgations des ministres du désert, répondent qu'ils sont « sous la croix ⁵ ».

— Etant illégitime, l'enfant ne peut exercer aucun droit de succession ⁶, et rien n'empêche des collatéraux malhonnêtes de lui disputer le bien de ses père et mère.

Louis Hébert des Hameaux, de la Cambe, est décédé en novembre 1728, laissant une veuve, Jacqueline Lefauconnier, et deux filles. Adrien Hébert de Beauvais, oncle de ces orphelines, les dénonce au garde des sceaux (14 avril 1729) comme nées « sous l'ombre d'un mariage ». Il a prié le juge royal de Bayeux de l'autoriser à prendre leurs biens meubles et immeubles ; mais ce magistrat a voulu d'abord entendre la défense de la mère, Jacqueline Lefauconnier. « Pour ranger ladite Lefauconnier à la raison », le suppliant aurait à essayer « des procès et des incidens coûteux » ; il a donc recours à l'autorité du garde des sceaux, « autorité protectrice de la religion », pour être envoyé en possession de la succession de son frère, « sur laquelle il a porté ses vues, moins pour dépouiller des mineures, que pour

¹ Arch. du Fresne-Camilly, GG 5.

² Arch. de Berjou, 24 janv. et 21 juillet 1749.

³ Edit de Révocation, art. 8 (*Edits*, 244). — Isaac Lepage, sieur de la Cave, de Flers, et Louise Sebire, tous deux religionnaires « opiniâtres », ont « fait refus » de présenter leur enfant ; le curé de Saint-Pierre-du-Regard les assigne devant le bailli de Condé, qui les condamne à s'exécuter, « avant le soleil couché, à peine de cent livres d'amende ». (28 février 1696. — V. *Pièces justifiées*, XIX. — Voir aussi Arch. de Flers, 22 mars 1706 et 21 févr. 1709).

⁴ Rulhière, II, 341.

⁵ Waddington, 71. — Voir aussi Coll. de 1745, art. 4. (*Pièces justifiées*, XXII).

⁶ Dans notre ancien droit, les enfants naturels ne succédaient point : ils n'avaient droit qu'à des aliments.

satisfaire aux droits qu'exigent de lui sa religion et sa proximité¹. » — Jacques Levilain-Duhamel, du Chefresne, a épousé, « au désert », Marie Talbot. Jean Levilain, son frère, a signé au contrat, et a toujours reconnu, « au conspect de tout le monde », le mariage comme légitime. Mais Jacques vient à mourir (1730). Aussitôt Jean expulse la veuve de la maison conjugale; il demande aux tribunaux qu'il lui soit fait défense de se dire femme et veuve de Jacques Levilain, et que son enfant soit déchu de tous droits successifs²!

Tout d'abord, les juges ont légitimé d'aussi monstrueuses prétentions. C'est ainsi qu'en 1702 le présidial de Caen déclare non mariés Jacques Gast et Jeanne Michelle, Pierre Michelle et Marie Biron, réformés de Courseulles³.

Mais, vers 1730, l'usage s'établira, au Parlement de Rouen, d'accorder à l'enfant du défunt le bénéfice de la possession d'état. Citons l'exemple suivant :

Esther Osmont est morte à Caen le 18 juin 1730, laissant pour légitime héritière Catherine Leroux, sa nièce, réfugiée pour cause de religion, et, par suite, incapable de succéder. Les sieurs de Montfiquet et Gohier, ses cousins, obtiennent d'être envoyés en possession des biens de la décédée. Surgissent les sieurs Osmont, qui se disent « les seuls et véritables héritiers ». — « Allons donc ! répondent Montfiquet et Gohier ; vous ne descendez que d'un *bisaïeul* d'Esther Osmont ; nous, c'est d'un *aïeul* ! » — « Possible, répliquent les Osmont ; mais, pour justifier votre généalogie, vous ne produisez que les contrats de mariage de vos parents ; nous exigeons les actes authentiques de célébration ! » — Comme Montfiquet et Gohier ne peuvent les fournir, le vicomte de Caen prononce que les mariages n'ont pas été « célébrés d'une façon régulière », et renvoie les parties au conseil. Appel de Gohier et de Montfiquet au Parlement, qui casse la sentence du vicomte et lui défend d'en rendre de pareilles à l'avenir (18 juillet 1732).

« C'est que ce magistrat, dit Houard, avait péché, et par le transport de juridiction, et pour ne pas avoir eu égard à des titres possessoires de légitimité. — Mais, ajoute-t-il, pour que la possession d'état serve de rempart aux protestants contre le défaut de forme de leurs mariages, il faut qu'elle soit publique, éclatante⁴,... et que la pré-

¹ Arch. Calv. C. 1639. — Beaujour, 421-422.

² Coquerel, I, 218-222. — Floquet, VI, 221.

³ Arch. de Courseulles, GG 1.

⁴ Le 17 oct. 1772, Jean-Baptiste de Saint-Fresne, chirurgien à Maizet, fait

somption qu'elle fait naître ne soit pas détruite par des preuves et actes contraires ¹. » — Autrement dit, c'est laisser à l'arbitraire du juge la solution d'une question si grave : source intarissable de contestations scandaleuses !

— Légalement déshonorés par le seul fait de leur naissance, les religionnaires sont traités, en outre, pendant toute leur vie, comme des mineurs ou des interdits, puisqu'ils ne peuvent disposer librement de ce qu'ils possèdent.

Pour les empêcher de fuir à l'étranger, une déclaration du 3 mai 1699 leur a défendu de vendre tout ou partie de leurs biens meubles ou immeubles, sans en avoir obtenu, par brevet, la permission du roi ². Cette déclaration, renouvelée tous les trois ans jusque sous le règne de Louis XVI ³, donnera lieu, « quelque clairs qu'en soient les termes », à des procès aussi compliqués que la législation sur les mariages ⁴.

Le plus difficile n'est pas de savoir quelles personnes y sont soumises : « Ceux de nos sujets, dit le roi, qui ont fait profession de la R. P. R. » — Elle pèse donc sur tous les nouveaux-convertis, sans exception : nobles ⁵ et bourgeois, artisans et laboureurs, religieuses de la Propagation nées protestantes ⁶, et religionnaires obstinés. « Les défenses sont faites, écrit Saint-Florentin (29 décembre 1753), à tous ceux issus de parents, ou faisant profession de la R. P. R. ; ce qui embrasse et ceux qui ont fait abjuration, qui sont proprement nouveaux convertis, et ceux qui persistent dans leurs erreurs, que l'on qualifie aussi de nouveaux convertis, mais improprement ⁷. »

Aucun doute non plus sur les éclaircissements à prendre avant d'accorder les brevets de permission. Le suppliant indiquera, sans ambiguïté, ce qu'il veut faire du produit de la vente. — Le motif le plus fréquent, et le plus facilement accepté, c'est la nécessité de payer des dettes urgentes. « Il me paraît de la justice, écrit en 1717 l'inten-

attester, par le curé du lieu, qu'il a toujours été « regardé et dénomé » comme le fils et légitime héritier de Pierre de Saint-Fresne et de Marie Le Renvoizé, religionnaires, qui ont habité 45 ans la paroisse. (Arch. du Calv. F. 1198).

¹ *Dict.* de la cout. de Norm., III, 705-708 et 711.

² *Edits*, 387 sqq.

³ Elle est encore renouvelée le 14 février 1778. (Isambert XXV, 212).

⁴ Houard, *Dict.* de la cout. de Norm., III, 693, 712.

⁵ De 1753 à 1785, le sieur Cornet, baron d'Ecranmeville, demeurant à Aigner-ville, envoie quinze requêtes à fin d'aliénation. (Arch. Calv. C. 1534).

⁶ Requête de la sœur Dumesnil, religieuse aux N. C. de Saint-Lô, mars 1719. (Arch. Nat. TT. 128).

⁷ Lettre à l'intendant de Caen. (*Ibid.*, O¹ 510).

dant Guynet, de ne pas priver ceux de la R. P. R. de la liberté de disposer de leurs biens immeubles pour le paiement de leurs dettes légitimes¹. » Mais on exigera un mémoire très détaillé de ces dettes. Hardy, marchand de dentelles à Caen, désire vendre, en 1733, une terre d'environ 250 livres de revenu, pour éteindre les dettes de feu son père : « Il m'a remis, écrit l'intendant de Vastan, l'état de ces dettes : 10.300 livres ; somme qui excèdera de beaucoup celle qu'il pourra retirer du prix de la terre ; il m'a rapporté des preuves constantes de chaque article de cet état... » (8 février 1733)². — S'il s'agit simplement de réaliser une opération avantageuse, il faudra que le vendeur fournisse un remplacement de la somme, et que le remploi se fasse sous les yeux de l'intendant. Des Essarts de Montfiquet, capitaine au régiment de Berry, désire vendre une maison dont on lui offre 9.000 livres. « Cette maison, écrit de Vastan (23 février 1737), est un bien de femme, qui, suivant la coutume, ne peut s'aliéner sans remploi ; l'acquéreur, pour sa sûreté, ne se dessaisira point que ce remploi ne lui soit fourni³. » — Dans tous les cas, le vendeur doit présenter certaines garanties personnelles. Ainsi, on accordera le brevet de permission à Jean de Cussy, parce qu'il est un des bons négociants de Caen, que sa famille y est bien établie, et qu'il n'est pas homme à faire « un mauvais usage » du prix de la vente (juin 1729)⁴ ; — à Catherine et à Marie-Anne Le Cavelier⁵, parce qu'elles ont été élevées, « dès leurs plus tendres années », aux *Nouv. Cathol.* de Caen, et que l'aînée est « très infirme » (sept. 1736)⁶ ; — à Jacques Dubois, de Saint-Lô, parce que, né d'un père protestant, il est bon catholique ainsi que tous les siens (déc. 1756)⁷. — Par contre, on repoussera la requête de Jean et de Jacques Artur, dont le père est, à Caen, « un des piliers » du protestantisme (déc. 1731)⁸ ; et c'est en vain que Jacob Boscain, pauvre laboureur de Beuville, infirme et âgé de 67 ans, implorera la permission de vendre « une vergée et demie de terre » pour payer son propriétaire ; un de ses fils a disparu depuis cinq mois : cela suffit pour déterminer le refus (juin 1738)⁹.

¹ Arch. Nat. TT. 109. (Requête de Carbonnel de Chaulieu).

² *Ibid.*, TT. 145.

³ *Ibid.*, TT. 121.

⁴ *Ibid.*, TT. 118.

⁵ Filles de l'avocat Nicolas Le Cavelier, réfugié en Hollande en 1686.

⁶ Arch. Nat. TT. 111.

⁷ Arch. Calv. C. 1543.

⁸ Arch. Nat. TT. 85.

⁹ *Ibid.*, TT. 91.

Mais la loi s'applique-t-elle même aux constitutions de rente ? — Oui ! répond Saint-Florentin ; car ces contrats « forment une hypothèque sur les biens des constituants, et la constitution est une véritable aliénation, jusqu'à concurrence du principal de la rente constituée¹. » — Non ! répond Houard, qui excepte les contrats de fief à rente « irracquittable² ».

Autre difficulté. Que décider, lorsque les défenses ont été enfreintes ? Cette infraction entraîne-t-elle, dans tous les cas, la nullité du contrat ?

Il peut arriver que l'acquéreur ait péché par ignorance ou inattention. Ainsi, Jacques Fouet, prêtre, a traité en 1705 avec Samuel Bayeux, qu'il avait toujours connu bon catholique ; quinze ans plus tard, il apprend que son vendeur est né religieux ; n'est-ce pas assez pour qu'il soit inquiet dans son acquisition ? ³ (sept. 1720). — Pierre Eudes, paysan de Fresne, a acheté du religieux Jean Briand une vieille maison. « Cet acquéreur, écrit le subdélégué, est un homme simple, qui a fait cette faute sans en connaître la conséquence ⁴ » (sept. 1757). — Jean Lefoullon, boulanger de Caen, a reçu en fief, du religieux Pierre Lecerf, moyennant une rente perpétuelle et irracquittable, la moitié d'un corps de logis. Comme il n'y avait eu aucun débours de deniers, on n'a pas pensé qu'un brevet de permission fût nécessaire. Mais quelques personnes « ont fait naître des doutes » à Jean Lefoullon, qui sollicite la confirmation du contrat. « Il se verrait ruiné, lui et sa petite famille, s'il avait le malheur d'être évincé ; il n'a rien de plus à cœur que de se conformer aux lois du royaume ⁵ » (15 janvier 1756).

En pareil cas, la confirmation par brevet royal est de règle. Mais, comme elle a pour inconvénients de faciliter aux nouveaux-convertis l'aliénation de leurs biens, et de rendre la loi illusoire⁶, on s'assure, avant de l'accorder, que l'acquéreur n'a reçu que la somme portée au contrat, et qu'aucune portion des deniers de la vente n'a passé à l'étranger.

Si ces conditions ne sont pas remplies, le contrat est cassé par le roi « en son conseil ». C'est ainsi qu'un arrêt du 9 novembre 1717

¹ *Ibid.* O¹ 510. (Lettre à l'intendant de Caen, 29 déc. 1753).

² *Dict.*, III, 714.

³ Arch. Nat. TT. 136.

⁴ Arch. Calv. C. 1545.

⁵ *Ibid.* C. 1536.

⁶ Lettre de l'intendant de Vastan, 25 mars 1735. (Arch. Nat. TT. 149).

annule l'acte par lequel le nouveau-converti Robert de Béranger, écuyer, seigneur de Canon, a vendu à Guillaume de Courcoul, exempt de la maréchaussée de Normandie, 22 acres de terre labou-rable, moyennant la somme de 3.300 livres ¹. — Fouquet, de Caen, veut faire confirmer un contrat de vente : « On m'a assuré, objecte l'intendant, qu'il a acquis pour 50 livres de rente ce que les connais-seurs estiment en valoir plus de 400, ce qui fait conjecturer que, de concert avec Philippe Phirmin, nouveau-converty, son vendeur, il a supprimé dans le contrat la moitié du prix de la chose vendue... Ce dol se pratique aujourd'hui communément parmi les nouveaux-con-vertis ² » (15 mars 1732).

Qui peut intenter l'action en nullité ? Tous les intéressés : les com-mis de la régie, les parents, les héritiers. André Sinard, de Caen, a vendu une de ses terres au sieur Delalonde : « C'est assez faire con-naitre, écrit le commis-régisseur, le dessein que ledit Sinard a de passer à l'étranger, que de vendre tout à la fois pour 25.000 livres de terre, et d'avoir envoyé un de ses fils en Angleterre pour marquer les logis ³ » (28 février 1713). — Marie-Anne de Varignon, veuve de Michel Daumesnil, sieur de Boisdaine, a obtenu permission, en 1738, de vendre à Pierre Hellouin de Complaire sa ferme de Putot-en-Bessin. Treize ans après, ses héritiers prouvent qu'elle a déprécié à dessein le revenu de cette terre, simulé des dettes pour la tirer « de la presse », et fait passer à son frère, réfugié en Irlande, l'argent de la vente. Ils produisent des lettres où le frère mande à sa sœur qu'il est « presque à sec », et la prie d'envoyer, à Londres, par lettres de change, la moitié de cet argent. En conséquence, un arrêt du conseil, du 28 août 1751, déclare nulle la permission donnée en 1738, et condamne Hellouin de Complaire « à laisser la possession et jouis-sance de ladite ferme aux héritiers de la dame de Varignon ⁴ ».

Cette fragilité des transactions conclues par les nouveaux-conver-tis les expose, comme leur naissance, aux après convoitises de leurs proches. Pierre Basnage, écuyer, sieur du Castel ⁵, a toujours pro-fessé « avec édification » la religion catholique ; aussi obtient-il la cassation de ventes faites, en 1720, par sa cousine Marie Basnage ⁶,

¹ *Edits*, 510.

² Arch. Nat. TT. 136.

³ Arch. Calv. C. 1528.

⁴ Arch. mun. Caen, GG. — Arch. Nat. AD XVII, 27. — Houard, III, 721. — Guyot, *Répert. de jurispr.*, LIII, 345.

⁵ Petit-fils d'Antoine Basnage de Flottemanville.

⁶ Petite-fille d'Henri Basnage de Franquesnay.

veuve du Bousquet de Vienne ¹. — Avec l'appui de l'évêque de Bayeux, Henri et Jean de Couvains, des environs de Torigny, font annuler au conseil (1730-40) diverses constitutions de rente dont Elisabeth de Couvains, leur cousine, a chargé son bien, « par la haine qu'elle porte à la religion catholique dont ils font profession ² ». — En 1743, Jean et Thomas Malet, de Montilly, revendiquent la propriété d'immeubles que leur père a vendus pour les punir, disent-ils, d'avoir abjuré l'hérésie ³.

Tels sont les effets d'une loi par laquelle Louis XIV a cru procurer, à ses sujets « qui faisaient profession de la R. P. R. », les moyens de « passer sûrement » tous contrats de vente ⁴ !

— Après une existence traversée par des chicanes sans nombre, le « nouveau-converti » meurt sans avoir voulu recevoir les sacrements de l'Eglise. Devant ce lit mortuaire, il n'est plus possible d'admettre la fiction légale de l'unité de croyance, et les curés refusent l'inhumation en terre sainte ⁵. Où trouver « un peu de poussière pour recouvrir la poussière ⁶ » ? Que faire du cadavre ? Les parents ne peuvent que l'enfouir en cachette, dans une cour, un jardin, quel-

¹ Arch. Nat. TT. 224. — *France Prot.*, 2^e éd., I, 928.

² Arch. Nat. TT. 118.

³ Arch. Calv. F. 1196.

⁴ Décl. du 5 mai 1699. (*Edits*, 387, 388).

⁵ Ils consentaient cependant à inhumier les jeunes religieux morts en bas âge. Sont ainsi enterrés : à Beuville, « avec les cérémonies de l'Eglise catholique » (7 sept. 1712), Jeanne Bosquain, décédée à 6 mois (Arch. de Beuville, GG 2) ; — à Saint-Etienne de Caen, dans le cimetière de la paroisse (23 avril 1736), François Leneuf, fils de Jacques Leneuf et de Louise Sinard, mort à dix-huit mois (Arch. mun. Caen, Etat civil cath., *Saint-Etienne*) ; — à Montilly (21 janv. 1747), un enfant de quinze jours, né de Joseph Mollet et de Marie Delivet, « sa prétendue femme » (Arch. de Montilly) ; — à Flers (11 févr. 1724), Gabriel Sebire, âgé de 9 mois ; — à Saint-Denis de Meré (7 août 1714 et 9 avril 1755), Nicolas et Jacques Bosquet, décédés, l'un à 7 ans, l'autre à 5 jours. (Arch. de Flers et de S.-D. de Meré).

Mais l'inhumation catholique est refusée, si le défunt a dépassé l'âge de huit ans, (Louis Lemarchand, à Sainte-Honorine, 7 juillet 1777; Arch. Calv. C. 1619). Tout au plus, le curé inscrira-t-il la déclaration de décès, — et encore, à titre exceptionnel, sur l'ordre du magistrat. Voici le seul cas de ce genre que nous ayons rencontré :

« Declaration de la mort de Charles Profichet fils Isaac et d'Anne Le Cornu qui est décédé dans l'heresie de Calvin le 8^e jour d'avril 1741, suivant qu'il nous a été ordonné de l'insérer en notre registre de la part de M. Brouard de Clermont juge de police et de M. Monlien procureur du roy de police (*sic*). Fait par moy curé [de Flers] soussigné ce 12 avril 1741. Enguehard. » (Arch. de Flers, à cette date).

⁶ Young, 3^e nuit.

quefois au fond de leur cave ¹. Mais de telles sépultures ont, entre autres inconvénients, celui de ne laisser aucune trace juridique. Pour y remédier, une déclaration d'ordre général, du 9 avril 1736 ², décide que « ceux auxquels la sépulture ecclésiastique ne sera pas accordée » devront être enterrés en vertu d'une ordonnance du juge local, qui mentionnera le jour du décès, les nom, prénom et qualités du défunt, et le lieu de son inhumation ³.

Si les réformés du Bocage ont attendu jusqu'en 1740 pour obéir à la nouvelle loi ⁴, ceux de Caen et des environs s'y conforment, de gré ou de force, dès 1736. Lorsque l'un d'eux vient à mourir, un parent, ami ou voisin en informe le lieutenant-général du bailliage. « *Un tel* est décédé, dit-il, dans les sentiments de la R. P. R., dont il a toujours fait profession à l'imitation de ses père et mère ; pour raison de quoy le sieur curé... n'accordera pas la sépulture ecclésiastique. Et comme le suppliant voudrait bien faire inhumer ledit... pour en empêcher la putréfaction, ce qu'il ne peut faire sans y être autorisé par vous,... il a l'honneur de vous prier qu'il vous plaise », etc. ⁵. — Après communication de la requête au procureur,

¹ Journal d'Abr. Lemarchand, f° 18 (Bibl. Caen, mss.). — Le 7 mars 1737, Jacques Hardy, marchand de Caen, enterre son père dans sa cave, « où jusqu'à présent ses parents ont été inhumés ». (Arch. Calv. C. 1578).

² Sur « la forme de tenir les registres de baptêmes, mariages et sépultures ». (Isambert, XXI, 405 sqq.).

³ Art. 13 de la déclaration.

⁴ Le 2 décembre 1739, « les gens du roy au siège de Tinchebray » écrivent au bailli de Mortain : « Bien que la décl. du 9 avril 1736 ait été lue et publiée dans tout votre bailliage, dont fait partie l'enclave de la haute justice de Condé, cependant les religionnaires de ce ressort *sont refusants* d'y obéir, et leurs sépultures demeurant secrètes, on ne peut en tenir registre. » — En conséquence, sont assignés devant le lieutenant civil et criminel de Tinchebray : Mathieu Manson, de Condé-sur-Noireau; Jacob Levain, de Sainte-Honorine; François Bellanger et Louis Vardon, d'Athis. Comme ils protestent n'avoir pas eu connaissance de la déclaration, le juge se borne à les condamner aux dépens, avec défense de récidiver. (Arch. de l'Orne, E. Prot.). — L'avertissement suffit; à partir de janvier 1740, les décès des réformés du Bocage sont régulièrement signalés au juge de Tinchebray, et aux baillis des hautes justices de Fresne et Condé. (Arch. Orne, *ibid.*; et du Calv. C. 1616-18, et 1623-24).

— Le 2 juillet 1759, la veuve Beaujour, de Périers, près Caen, est poursuivie pour avoir fait inhumer, sans autorisation, son mari, Jean-Jacques Beaujour. (Arch. Calv. C. 1583).

⁵ Les requêtes d'inhumation des réformés de Caen ont été reliées en volumes, en 1846, par les soins du Consistoire de Caen (Beauj., 469), et déposées aux Arch. du Calvados (C. 1578-87). Elles sont au nombre de 600 environ. Elles vont du 5 décembre 1736 au 22 janvier 1788. Mais il y a des lacunes : ainsi, les années 1747 et 1766 manquent complètement. — On conserve aussi, aux Arch. du Calv. (C. 1548),

qui écrit en marge : « *Je n'empêche* » ¹, le juge accorde l'autorisation demandée, et envoie au domicile mortuaire un commissaire de police ². Ce fonctionnaire constate, par témoins, l'identité du défunt. La bière est placée sur un « chariot ». On se met en marche de nuit, à dix ou onze heures du soir, à deux ou trois heures du matin, « sans éclat ni scandale ». L'inhumation terminée, le commissaire dresse un procès-verbal qui, déposé au greffe du bailliage, doit faire foi en justice ³.

Humiliantes, ces formalités sont aussi fort coûteuses, car d'avidés magistrats entendent percevoir, pour une seule inhumation, 15, 20, 30, même 70 livres ⁴ !

Encore si le pauvre mort jouissait en paix du repos si chèrement acheté ! A Caen, depuis 1740, les religionnaires disposent, grâce à la munificence du négociant de Précourt ⁵, d'un cimetière auquel le

quelques requêtes d'inhumation du bailliage de Bayeux (ann. 1740-85). — Nous n'en avons retrouvé aucune pour le Cotentin.

¹ Les mêmes formules, ou peu s'en faut, sont employées à propos des catholiques décédés subitement. « A M. le bailli d'Harcourt... suplie Guillaume Sohier, batelier au passage de la Landelle » (sur l'Orne). Il sollicite la permission de faire inhumer, « en terre sainte », son jeune fils, qui s'est noyé « par accident ». La requête est communiquée à « l'avocat fiscal », qui écrit à la suite : « Nous n'empêchons ». Puis le bailli accorde « mainlevée du corps ». (Arch. de Clécy, 23 juillet 1745).

² A Condé-sur-Noireau, à Tinchebray, à Fresne, le juge n'envoie pas de commissaire ; il se contente d'enregistrer le témoignage collectif des personnes qui ont assisté à l'inhumation protestante. (Arch. Calv. C. 1616 sqq. ; et de l'Orne, E. Prot.).

³ Le 18 février 1758, on inhume à Caen Jacqueline de Carbonnel, épouse de *Gabriel-Charles* de Calmesnil. Ces deux prénoms ayant été intervertis dans le procès-verbal du commissaire, Calmesnil demande et obtient une rectification. (Arch. Calv. C. 1582).

⁴ Bibl. Prot. mss. Lutteroth. *Norm.*, f^{os} 14 et 15.

⁵ D'après M. Beaujour (p. 489), les protestants de Caen auraient « adopté » comme cimetière, « vers le milieu du XVIII^e siècle », un jardin situé à l'extrémité de la rue Pémagnie, le long et à l'intérieur du mur de ville, « et qui appartenait à Michel-Antoine Massieu de Clerval ». — Ce n'est pas absolument exact. Il résulte, en effet, des requêtes d'inhumation, que, *dès avant 1736*, des familles protestantes de Caen déposaient leurs morts dans les fossés de Saint-Etienne, au bout de la rue Pémagnie. Le sieur de *Précourt* y possédait un jardin ; il le donna à ses coreligionnaires en 1740, et on commença d'y enter rer le 21 mars, même année. (Arch. Calv. C. 1579). Là fut inhumée, le 29 déc. 1762, par les soins de ses deux fils, *Michel-Antoine Massieu* et *Pierre Massieu* de Clerval, la veuve du manufacturier Michel Massieu (*Ibid.*, C. 1583). — Il est bien aussi question, dans les requêtes, du *jardin du sieur Massieu*, « sis proche la porte de Bayeux, lieu ordinaire de la sépulture de ceux de ladite religion » ; mais *c'est seulement à partir de 1776* ; et, jusqu'en 1779, on continue d'inhumer en même temps au jardin Précourt. (*Ibid.* C. 1585-87).

mur de ville assure une protection à peu près suffisante ; mais ceux de la campagne auront souvent la douleur de voir profaner les restes de leurs chers défunts. A moins de posséder un enclos spécial et bien gardé ¹, ils sont forcés de les déposer n'importe où, « sans précaution et à la hâte », de sorte que « les bêtes farouches » exhument facilement ces cadavres, et donnent « des spectacles d'horreur qui font frémir l'humanité ² ».

En résumé, voici quelle est, sous Louis XV, la condition légale du religionnaire. Lorsqu'il vient au monde, il est réputé bâtard. Homme, il ne peut ni contracter d'union légitime sans trahir sa conscience, ni aliéner librement ses biens, — et on lui enlève ses enfants ! — Mort, il est jeté en terre la nuit, sous l'œil de la police, comme un suicidé ou un supplicié.

¹ Les protestants de Sainte-Honorine étaient inhumés au lieu dit *la Vallée*. (Arch. Calv. C. 1623 sqq.) ; — ceux de Tinchebray, au hameau de la Madeleine ; ceux de Fresne, au hameau de la Queue. (Arch. de l'Orne, E., req. à fin d'inhumation). — Aux environs de Caen, plusieurs familles protestantes possèdent encore aujourd'hui des cimetières particuliers. (Beaujour, 489).

² V. la requête présentée, en 1757, au nom des « infortunés habitants de Basse-Normandie professant la rel. protest. ». (Arch. Nat. TT. 350).

CHAPITRE SEPTIÈME

VIE PUBLIQUE ET PRIVÉE DES RELIGIONNAIRES DE BASSE-NORMANDIE SOUS
LOUIS XV. — COMMERCE. — MILICE BOURGEOISE. — ACADÉMIE DE CAEN

A moins de nier l'évidence, il fallait bien reconnaître qu'en dépit de la fiction consacrée par la loi, le calvinisme vivait toujours. Vers 1750, ses fidèles, en Basse-Normandie, étaient agglomérés surtout :

1° A *Caen* et aux environs : Beuville, Plumetot, Périers, Cresserons¹, Basly, Bernières, Courseulles, Le Fresne-Camilly, Putot-en-Bessin) ;

2° Dans le *Bocage*² : à Condé-sur-Noireau, Montilly, Tinchebray, Fresne, Berjou, Athiès, Sainte-Honorine, etc... ;

3° Dans le *Cotentin* : à Montabot et au Chefresne.

— Quelques disséminés, épaves des églises disparues, surnageaient çà et là, notamment :

A Saint-Denis-le-Gast, Cambernon et Cerisy-la-Salle, près *Cou-*

¹ Saint-Jacques-de-Cresserons, alors église succursale de Lion-sur-Mer, avait « 200 communicants, sans y comprendre 32 familles calvinistes ». — A Périers, la nef de l'église étant tombée en ruines, on avait négligé de la relever, car le chœur suffisait aux paroissiens, dont « le plus petit nombre » était catholique. (*Mém. pour servir à l'Hist. du dioc. de Bayeux*, III, 301, 313).

² Selon Waddington (p. 71), les réformés du Bocage, en 1742, étaient au nombre de 1.300. — D'après une liasse conservée à la Faculté de théol. du canton de Vaud, la Basse-Normandie, vers 1760, en aurait contenu en tout 4.000. (*Bull. du Prot.*, XXXV, 473). Ce chiffre nous semble fort exagéré, car il faut tenir compte de la grande persécution de 1748.

tances ; — à *Saint-Lô* et aux environs (Hebecrevon, Marigny, Saint-Ebremond-de-Bonfossé, Couvains) ;

A Géfosse-Fontenay, Asnières, La Cambe, Mandeville, Aignerville, Deux-Jumeaux, Cairon, Cully, Coulombs, Secqueville (*Bessin*) ;

A Anguerny, Colomby-sur-Thaon, Noyers, Grainville, Bourguébus, Cuverville, Hérouville, Colombelles (*Campagne de Caen*) ¹.

— Les nobles étaient encore nombreux. Citons, entre autres : les de Baillehache ; — les Le Duc de Bernières, écuyers, seigneurs de *Basly* et « du fief de Navarre ² » ; — les Bonnel de Bressy, seigneurs de *Saint-Gabriel* ; — les Philippe de Canaie, seign. de Brasnay et de *Baron* ; — les de Brunville, écuyers, sieurs de *Soliers* ; — Henri et Gabriel de Cahaïgnes, éc., sieurs de *Verrières* ; — les de Calmesnil, seigneurs d'*Orval* ; — les Cornet d'Ecrammeville et de la Bretonnière, d'*Aignerville* ; — Eugène et Gabriel Costard d'Ifs, seigneurs d'Ifs-sur-Laizon, de Favières et du *Mesnil-Bacley*, alliés aux *Frotté de Couterne* ³ ; — les Cussy de Boutteville, d'*Audrieu* ; — les Daniel Dumont, seigneurs de *Rosel* ; — les Duval de Hauteclair, apparentés aux La Conseillère, d'Alençon ; — les Hellouin de Complaire et de Secqueville ; — les Hûe de Carpiquet et de Tournetot, seigneurs de *Sainte-Croix-sur-Mer* ; — les Le Fanu de Montbénard, seigneurs de *Cresserons* ; — les Lesueur de *Canon* ; — les Osmont de Courtisigny ; — les Le Hulle de la Mindelle ; — les Samuel Bacon de Précourt ; — les de Mangueville et les de Héricy de *Marcelet* ⁴ ; — les Massieu de Clerval et de Saint-Manvieu ⁵, alliés aux Dumont de Bostaquet, des environs de Dieppe ⁶, aux Feray du Havre, et plus tard au grand industriel Philippe Oberkampf ⁷.

Quant aux bourgeois, ils se rattachent :

A *Caen* : aux familles Azire, Beaujour, Blin de Fontenay, Boislamibert-Boisserard, Dan de la Vauterie, de Cussy, de la Fosse-Chatry,

¹ Arch. de la Manche et du Calv., H., N. Cath., *passim*. — Arch. Calv., requêtes à fin d'aliénation et d'inhumation, *passim*.

² 22 juillet 1781, requête de Le Duc de Bernières, écuyer, pour faire inhumer au jardin Massieu, rue Pémagnie, à Caen, Marguerite Le Cloutier, sa grand'mère. (Arch. Calv. C. 1586).

³ Voir notre Appendice, III. (Le Mesnil-Bacley, c. de Livarot, arr. de Lisieux).

⁴ Arch. Calv. H., N. C. ; et req. d'alién. et d'inhum., *passim*.

⁵ Descendants du manufacturier caennais Pierre Massieu ; anoblis par Louis XVI en 1776.

⁶ Voir Appendice, III.

⁷ En 1726, Anne Massieu épouse Jacob Feray, du Havre ; en 1785, Anne-Michelle Massieu épouse Philippe Oberkampf. (*France Prot.*, 1^{re} édit., VII, 310).

Deslondes-Fumée, Déterville, Dubisson, Dufour, Dumesnil-Morin, Dumoncel, Fornet, Gautier, Gohier, Hamon, Hardy, Hettier, Houel, Lamy, Leboitteux, Lebourgeois, Le Cavelier, Lhonoré, Maingot, Malherbe, Paisant (ou Paysan), Perrotte, Saint-Jores, Seigneurie, Sinard (ou Signard), Yon-Desjardins, etc... ¹;

A *Saint-Lô* : aux familles Boudier, Bouillon, Dieu de Bellefontaine, Du Bois de la Barre, du Chiron, du Mênil, Lenepveu, Tanqueray, du Tilloy, etc... ².

Comme toute fonction publique leur était interdite, quelques-uns se tournèrent vers le barreau ou la médecine. Ainsi, à Caen, Cyrus-Antoine Osmont était avocat au bailliage en 1738 ³; Philippe Lamy, médecin (1748) ⁴, et Jacques Maingot, chirurgien (1755) ⁵. — Mais la grande majorité vécut, comme au siècle précédent, de l'industrie et du commerce. La persécution put les décimer; ils n'en gardèrent pas moins intactes ces traditions d'activité, d'ordre et de probité qui avaient fait la force de leurs ancêtres.

A Caen, Michel Massieu ⁶ avait hérité de la manufacture de draps fins montée par Pierre Massieu son père. Bien qu'à moitié ruiné par le système de Law, il repoussa, en 1720, les offres avantageuses que lui faisait Philippe V pour l'attirer en Espagne. Il mourut en 1729, laissant deux fils : Michel-Antoine et Pierre, dit *de Clerval* ⁷, qui travaillèrent d'abord « de toutes leurs forces » à remettre sur son ancien pied l'établissement paternel ⁸. Mais les marchands de bas ne cessaient d'accaparer les bonnes fileuses, et il devenait chaque jour plus difficile d'écouler les produits fabriqués. Aussi les frères Massieu finirent par renoncer à l'industrie des draps fins, et l'inspecteur des manufactures fit en vain « bien des mouvements » pour découvrir « un sujet d'humeur et de capacité à les remplacer » (1742) ⁹.

Tandis que Pierre Massieu de Clerval donnait plutôt carrière à ses goûts de lettré et d'artiste ¹⁰, Michel-Antoine Massieu se livra au com-

¹ Arch. du Calv. H, N, Cath.; et req. d'alién. et d'inhum., *passim*.

² Arch. Manche, H, N, C.

³ Arch. Calv. C. 1578.

⁴ Arch. mun. Caen, GG.

⁵ Arch. Calv. C. 1582.

⁶ Il avait épousé Anne Asselin, fille d'un armateur de Dieppe.

⁷ Arch. Calv. C. 2858; et *France Prot.*, 1^{re} édit., VII, 309-310. — De nos jours, un Samuel Massieu de Clerval a été vice-amiral (1785-1847), et une Massieu de Clerval, mariée au comte de Blagny, à Lion-sur-Mer, est décédée le 6 sept. 1877.

⁸ *Mém.* de l'intendant de Vastan, 1731. (Arch. du Calv. C. 278).

⁹ Arch. Calv. C. 2852.

¹⁰ Il fit partie, à Caen, de l'académie des belles-lettres (v. ci-après, même ch.),

merce maritime. Il envoya des navires sur toutes les mers, et prit l'initiative, à Caen, d'armements pour la pêche de la morue ¹.

D'autres furent libraires, comme Jérémie Lebourgeois (1730) ²; ou orfèvres, comme Blin de Fontenay, Dieu de Bellefontaine, Boislambert-Boisserard; ou menuisiers, drapiers, teinturiers, peigneurs, etc... Les Paisant, les Sinard achetèrent, pour les revendre, les fines dentelles que fabriquaient les villageoises des environs ³. A propos d'une requête de Gabriel Azire, « bourgeois de Caen », l'intendant observe (déc. 1780) qu'il appartient « à une famille très honnête et ancienne », et que ses père et mère, « issus de la R. P. R., ont fait le commerce avec distinction ⁴ ».

A Caen, les négociants religieux étaient, sans contredit, les plus riches de la ville, puisqu'on les voit, au xviii^e siècle, rester définitivement adjudicataires de la plupart des offices de la milice bourgeoise.

Cette milice comprenait tous les bourgeois en état de porter les armes. Elle se divisait en neuf compagnies, à raison d'une par quartier, commandées par des capitaines ayant à leur tête un colonel, un lieutenant-colonel et un major. La compagnie colonelle se recrutait au quartier Saint-Jean ⁵.

Tout d'abord, les offices ou grades avaient été conférés par les maires et échevins. Mais Louis XIV décida (mars 1694) qu'ils seraient

et de l'académie de musique. (Bibl. Caen mss., in-f° 73; Journ. de Lemauger, f° 5).

¹ *France Prot.*, 1^{re} édit., VII, 310.

² Arch. Calv. C. 2886.

³ *Ibid.*, req. d'alién. et d'inhum., *passim*.

⁴ Arch. Calv. C. 1533. — A Condé, *Athis, Sainte-Honorine*, sont « marchands bourgeois », drapiers ou tisserands : les Bazin, Boisne, Brisset, Chanterel, Chaufrey, Collin, Delivet, Ferru, Groussard, Halbout, Hébert, Huard, La Ferté, Lebailly, Lecomte, Lefebvre, Legeay, Lehugeur, Lemaignan des Preys, Lemarchand, Manson, Marchand-Lafosse, Mollet, Pelier du Verger, Racine, Vardon, Veniard, Vauloger, etc. (Arch. Calv. C. 1614-29, *passim*.) — A Condé, Jacques Pelier du Verger est, d'après le subdélégué, « homme de bonne conduite, de bonne réputation et de probité; il fait filer du lin à Condé et dans les paroisses voisines; il y entretient un très-grand nombre de personnes ». (Août 1785; Arch. Calv. C. 1547).

Tisserands ou marchands à *Fresne* : les Briand, Buffard, La Fontenelle, Lemoine-Desjardins, Martin, Pelluet, Prunier, Sebire, Sorel. (Req. d'inhum., ann. 1740-86; Arch. Orne, E. Prot.).

A *Tinchebray*, Jacques et Noël Duchemin, religieux, dirigent une manufacture « très-conséquente », qui occupe, au travail de la laine, plus de cent ouvriers. (Lettre du subdél. de Mortain, 6 sept. 1786; Arch. Calv. C. 1544).

⁵ Arch. Calv. C. 2108.

adjudgés « au plus offrant et dernier enchérisseur ». Sous Louis XV, ils montaient en moyenne : celui de colonel, à 4.000 livres ; ceux de capitaine et de lieutenant, à 2.500 et 1.500 livres ¹.

Pour ces offices si chers, les religionnaires rencontraient peu de concurrents : ainsi, le 10 mars 1732, fut ratifiée, à Caen, par le marquis de Coigny, « gouverneur de la ville et château », l'adjudication du grade de colonel au protestant Pierre Hellouin de Complaire, en remplacement de son frère, Auguste Hellouin ².

Certains catholiques ne pouvaient prendre leur parti de cette situation. Dans une requête sans date, mais adressée à Louis XV, une veuve Huet se plaint « *de la puissance de ceux de la R. P. R. de Caen*, lesquels sont très riches tant en meubles qu'en immeubles,... *la plupart des offices de la milice bourgeoise* estans mesme remplis par eux ³ ». — Le 21 juillet 1742, un sieur Jacques Hardy représente qu'il a traité d'un office de capitaine devenu vacant, mais que le colonel et plusieurs officiers refusent de le reconnaître. « C'est que, dit-il, la ville renferme quantité de personnes de la religion protestante,... qui semblent *affecter, par un esprit de concert polytique*, de remplir tous ou presque tous les offices... Le bien de l'Estat ne devrait pas permettre de tolérer cet abus, et la règle générale prescrite pour tous les autres offices de n'y admettre que des personnes de la Religion catholique, devrait estre commune et observée pour ceux-cy ⁴. »

Au mois de mars 1746, l'attaque reprit, plus pressante et plus insidieuse, sous forme d'un mémoire anonyme adressé au roi. « Sire, disait-on, les fidèles citoyens de votre ville de Caen ont toujours signalé leur zèle pour V. M... Ils ont plus d'une fois abandonné leurs familles et leur commerce pour *servir de rempart aux Anglais (sic)* sur les costes de la Hougue. Mais aujourd'huy... ils voyent avec douleur à leur teste, dans le régiment de la milice bourgeoise, les sieurs de Complaire, *colonel* ; Dumesnil-Morin, *major* ; Lamy et Hamon, *capitaines* ; Dubisson, de Cussy, de la Fosse-Chatry et Gautier, *lieutenants*, quoique tous de la R. P. R... Ces sortes de personnes possèdent même les principaux offices des costes maritimes ⁵... Cette secte, étroitement liée de cœur et de sentiments avec

¹ *Ibid.*, C. 2108 et 1521.

² Arch. mun. Caen, reg. de la ville, XCI, f° 15 v°.

³ Arch. Calv. F. 1186.

⁴ *Ibid.* C. 6596.

⁵ 12 mars 1751, requête de Pierre Massieu de Clerval, *officier garde-côte*, pour faire inhumer son beau-père Isaïe Gohier. (*Ibid.* C. 1581).

l'ennemy, voudrait le voir triompher, et murmure en secret du succez de vos armes...¹. »

— « Notre fidélité s'est-elle jamais démentie ? répondirent les officiers incriminés. N'avons-nous pas contribué à réprimer plusieurs séditions locales ? Et ces tambours, ces drapeaux, ces uniformes que nous avons fait faire, à nos frais, à la livrée du Roi ! » — De leur côté, les maire et échevins certifièrent que les offices de la milice étaient devenus trop onéreux pour pouvoir être achetés par d'autres que par les religieux, ces « riches marchands » (1751-53)². — Bref, les choses demeurèrent en l'état³.

Comment n'eût-on pas accusé les réformés de Caen d'être « de cœur et de sentiments avec l'ennemy », c'est-à-dire l'Anglais ? La communauté du culte, les liens séculaires de famille resserrés par le Refuge, les souvenirs de la guerre de 1688, tout les rendait suspects aux fanatiques⁴. A Caen même, vivait près d'eux une assez nombreuse colonie anglaise. De jeunes gentilshommes d'outre-Manche, officiers ou fils d'officiers, venaient faire leurs « exercices » à l'*Académie d'équitation* qu'un habile écuyer du roi, Pierre des Brosses de la Guérinière, avait fondée, en 1728, dans la paroisse Saint-Martin.

¹ *Ibid.* C. 2108. — On lit dans une *Chronique du règne de Louis XV*, à la date du 6 juin 1743 : « Les Anglais comptent beaucoup, en cas de guerre, sur le nombre des protestans qui sont répandus dans le royaume, et surtout dans les ports voisins des côtes d'Angleterre... *Ce qui est du positif, c'est que les sujets de cette religion sont les plus grands ennemis que le Roi ait, qu'ils entretiennent des correspondances au dehors du royaume* », etc. (*Revue rétrospective*, 1^{re} série, V, 411). — Mais Fontette, intendant de Caen, est beaucoup moins affirmatif. Réclamant, auprès de Rouillé, surintendant des postes, le droit d'ouvrir certaines correspondances, il allègue (1757) l'attentat de Damiens, la guerre de Sept-Ans, et les « liaisons secretes que quelques protestans [de Caen] peuvent entretenir avec leurs parens ou amis réfugiés en Angleterre ». (Arch. Calv. C. 3055).

² *Ibid.* C. 2108.

³ Le 8 juillet 1755, le marquis de Coigny, gouverneur de Caen, délivre un brevet de capitaine, pour le quartier Saint-Pierre, à Pierre Massieu de Clerval, et de lieutenant-colonel à Michel-Louis Lamy ; — le 8 juillet 1765, il installe comme colonel Jean-Robert de Cussy, en remplacement de Pierre Hellouin de Complaire, démissionnaire. (Arch. mun. Caen, Reg. de la ville, XCVIII, f^{os} 14 et 38). — Or, ces trois officiers étaient protestants.

A Rouen, il n'en fut pas de même. « Depuis quelques semaines, écrit, en sept. 1751, le pasteur Gautier, la cour a ôté aux réformés de Rouen les emplois qu'ils possédaient parmi notre bourgeoisie militaire ;... il faudra désormais faire acte de catholicité pour devenir officier. » (Waddington, 94).

⁴ Le peuple les confondait aussi avec les francs-maçons. Le journal du menuisier Desloges signale à Caen, en 1742, « une société de *flamasons* (*sic*) qui ont tenu leur assemblée chez Sinard, *huguenot* ». (Bibl. Caen, mss. in-f^o 117).

Ils s'y rencontraient avec les protestants Boislambert-Boisserard, Massieu de Clerval, etc...¹. Dans un bal qu'ils donnèrent à l'Hôtel de Ville de Caen, deux d'entre eux eurent le mauvais goût et l'inconvenance de figurer travestis : l'un en cordelier, l'autre en capucin (19 mars 1749), et le scandale fut tel que le ministre s'en émut². Ceux qui venaient à mourir étaient enterrés, avec leurs coreligionnaires de la ville, aux jardins Précourt et Massieu³.

Et pourtant, les protestants caennais n'usèrent de ces relations avec l'Angleterre que pour rendre service à leur ville, faciliter ses approvisionnements, et lui épargner, autant que possible, les maux de la famine, la hideuse famine ! si fréquente alors, même dans la riche et grasse Normandie !

En 1723, plusieurs mois de pluies continuelles avaient fait hausser, dans d'énormes proportions, le prix des grains. De la Saint-Jean (24 juin) au 15 août, le blé valut jusqu'à 100, 110 et même 120 livres⁴ les 8 boisseaux ; le seigle, jusqu'à 12 livres, le sarrasin, 10 livres, et l'avoine, 6 livres le boisseau. « On n'avait jamais vu une pareille famine⁵. » Au mois de juin, Caen fut le théâtre d'une émotion populaire « effroyable », et l'intendant Richer d'Aube, menacé de mort, dut chercher un asile au château⁶. « *Le peuple et tout le monde auroit péré* », affirme le curé de Courseulles, si on n'avait fait venir d'Angleterre plus de 40.000 boisseaux de blé, qui furent vendus de 4 à 6 livres le boisseau⁷. Or, qui s'était chargé de l'opération ? Un marchand protestant, Samuel Bacon de Précourt⁸, chez

¹ Arch. Calv. C. 1584.

² Arch. Nat. O¹ 508.

³ Inhumations : le 21 mars 1740, de Germain Pole, fils d'Edouard Pole, lieutenant-colonel de dragons à Londres ; le 7 juillet 1771, de Guillaume Bird, lieutenant au 17^e rég. à pied ; — le 13 déc. 1783, de Sidemy-Holles Foy, écuyer ; — en février 1785, de Ralph-Henry Bruyères, lieutenant au corps du génie de « S. M. Britannique ». (Arch. Calv. C. 1579, 1584 sqq.).

Ces inhumations ont lieu à la requête du directeur de l'école d'équitation. Mais, si les parents le désirent, on fait transporter le corps en Angleterre. Ainsi, le 8 août 1740, décède Martin Folkes, fils d'un écuyer de Londres. Le père est aussitôt avisé. En attendant sa réponse, on procède à l'embaumement ; les « issues » sont enterrées de nuit au jardin Précourt ; puis, quinze jours après, le corps est embarqué à Ouistreham. (Arch. Calv. C. 1579).

⁴ 120 livres en juillet. (Beaurepaire, 55). — Le boisseau contenait environ 12 litres d'aujourd'hui.

⁵ Arch. de Courseulles, GG 1 ; et de Sainte-Honorine, reg. de 1715-25, *in fine*.

⁶ Mancel, *Journ. d'un bourg. de Caen*, p. 298 sqq.

⁷ Arch. de Courseulles, GG 1.

⁸ Arch. Calv. C. 2648.

lequel tout le monde alla s'approvisionner, — même les sœurs *Nouvelles-Catholiques* !¹.

En 1731, nouvelle disette, due, cette fois, à la sécheresse. « Le peuple commençait à crier et était prêt à se mutiner », lorsqu'arrivèrent à Caen de gros bateaux chargés de grains. C'était encore Samuel de Précourt qui avait acheté ces grains en Angleterre. La vente terminée, il se trouva en perte de 625 livres. L'intendant de Vastan pria le contrôleur général de les lui rembourser, et d'y ajouter une gratification. « Il la mérite, dit-il, non seulement à cause des avances qu'il a été obligé de faire, mais encore par la manière dont il s'est comporté, et par la nature du service qu'il a rendu au public à si bon marché » (10 sept. 1731)².

Michel-Antoine Massieu avait épousé (1731) la fille de Samuel de Précourt. Digne émule de son beau-père, il sacrifia, lui aussi, à deux reprises (1740 et 1772), des sommes considérables, pour faire venir de l'étranger des grains qu'il vendait à perte³.

Donc, de richesses noblement acquises, les religionnaires caennais faisaient le plus noble usage. Aussi avaient-ils la considération et l'estime des catholiques éclairés. Ceux-ci recherchaient leur alliance⁴, et les appelèrent à siéger parmi eux à l'Académie des Belles-Lettres, malgré l'opposition de l'évêque de Bayeux, Paul de Luynes.

C'était pourtant au prélat que la compagnie avait dû de « renaître pour ne plus mourir⁵ » (11 janvier 1731) ; c'était dans son palais de la « Neuve-Rue » qu'elle se réunissait⁶. Conserver les religionnaires

¹ « Payé à M. de Précourt pour un cent de blé : 410 livres (nov. 1725). — Payé au même pour un cent de blé : 362 l. (juillet 1726). — (Arch. Calv. H, N. cath., reg. des recettes et dép.). »

² Arch. Calv. C. 2613. — Samuel de Précourt mourut le 11 janvier 1768, et fut inhumé à Bourguébus, dans son jardin. (*Ibid.*, C. 1584).

³ *France Prot.*, 1^{re} éd., VII, 310. — Les Feray agirent de même au Havre. (*Ibid.*, 2^e éd., VI, 477).

⁴ Pierre de Sallen, écuyer, conseiller au bailliage et siège présidial de Caen (charge qu'il n'eût pu exercer sans être catholique), avait épousé Henriette, fille du protestant Henri de Cahaigues de Verrières, qui fut inhumé, à sa requête, le 1^{er} mars 1755. (Arch. Calv. C. 1582). — Mais, en général, les protestants de Basse-Normandie se marient entre eux. « Ils ne font nulle difficulté, écrit le curé du Chefresne (juin 1783), de marier ensemble les cousin et cousine germaines, pour peu qu'ils n'en viennent pas au frère avec la sœur. » (Arch. du Ch. d'Harcourt, 1).

⁵ Telle fut la devise de l'académie reconstituée.

⁶ De Luynes était un prélat cultivé. En 1744, il fut élu à l'Académie Française (Charma, *le P. André*, II, 10, 11). — A Caen, en même temps qu'il réorganisait l'académie des belles-lettres, il procurait à l'Université un don précieux : les 2662 volumes ayant appartenu à Samuel Bochart. Guillaume Lesueur de Colle-

ayant fait partie de l'ancienne société¹, de Luynes s'y était résigné sans trop de peine ; — et, de sa part, la concession était assez méritoire. Mais, quant à en admettre d'autres, il refusait net. Que firent les académiciens ? Agissant, envers lui, « d'une manière assez malhonnête », ils procédèrent à l'élection des hérétiques en son absence, et sans l'avertir² ! Dès lors, l'évêque en prit à son aise avec des gens qui reconnaissaient si mal ses bienfaits. Un jour, l'Académie était réunie, sur sa convocation, en assemblée extraordinaire. Il se fit longtemps attendre. A la fin, on reçut de lui une lettre où il s'excusait, sous un prétexte quelconque, de ne pouvoir venir. Le vrai motif fut connu plus tard : il s'était rendu à Lyon pour une partie d'échecs³.

Après sa promotion à l'archevêché de Sens (1753)⁴, la direction de la compagnie échut à l'intendant Fontette, qui eut le titre de vice-protecteur⁵.

Un des premiers soins de Fontette fut de procurer aux académiciens un local où ils se sentissent chez eux. Sur sa demande, la municipalité mit à leur disposition (4 déc. 1753) une salle de l'*Hôtel du Grand-Cheval*, qui servait alors de maison de ville⁶.

Ainsi, un siècle après sa création, l'Académie se retrouvait installée dans l'ancien domicile de son fondateur, Jacques Moisant de Brioux⁷. Lorsqu'elle y tint sa première séance (6 déc. 1753), Fontette lui rappela les gloires de son passé. Nommant d'abord les érudits huguenots : « Ces murs qui vous entendent, dit-il, se ressouvienent encore des savantes dissertations des *Bochart*, des *Morin*, des *Iluet*,

ville, arrière-petit-fils du grand orientaliste, désirait rentrer dans la noblesse, d'où Samuel Lesueur, son père, avait été exclu comme hérétique. Il céda sa bibliothèque (mars 1732), et de Luynes lui fit obtenir des lettres de réintégration. (Arch. Calv. D. 76 : et *Mém.* du duc de Luynes, Paris, 1862, — t. IX, p. 398).

Une partie de ces livres de Bochart, annotés de sa main, se trouve aujourd'hui à la Biblioth. municip. de Caen. Chacun d'eux porte une étiquette ainsi conçue : « *Ex bibliotheca Bochartiana et Sudoriana* ».

¹ Par ex., Henri de Cahaigues de Verrières. (Formigny, 78, 96). — L'ancienne société s'était dissoute vers 1714. (V. *supra.*, p. 262).

² Ainsi sans doute fut élu, le 29 déc. 1740, Eugène Costard d'Ifs. (Formigny, 110).

³ Anecdote recueillie par de Quens, secrétaire du P. André. (Bibl. Caen, mss. in-4° 154, f° 193).

⁴ Charma, II, 10, 11.

⁵ De Luynes resta protecteur nominal. — Il mourut en 1788. (Charma, II, 82).

⁶ Arch. mun. Caen, reg. de la ville, XCXV, f° 107.

⁷ V. *supra.*, p. 117, 118.

des Segrais... Vous êtes environnés des mânes de ces grands hommes, et si l'Académie errante a pu languir, elle doit se ranimer en respirant son air natal ¹. »

Le vice-protecteur n'épargna pas sa peine. Il assista le plus souvent possible aux séances. Pour « donner de l'émulation », il proposa des récompenses ², et inaugura, en 1754, la série des *Mémoires* imprimés de l'Académie.

Des membres de la société, le plus marquant était alors le P. André ³. Du haut de son mérite, qui était réel, il regardait en pitié ses collègues : « gens bien minces, disait-il, sçavantasses plutôt que sçavans », et incapables de penser par eux-mêmes. Tel « ne sçavait pas prononcer le français » ; tel autre, « grossier littérateur, sans nul goût », n'avait qu'un « esprit très superficiel ⁴ ». — Mais, pour le P. André, Bochart lui-même ne fut qu'un « savant de mémoire ⁵ » ; qui trouverait grâce devant lui ? Il faut bien convenir, toutefois, que les académiciens caennais contemporains de Louis XV ne valaient pas leurs aïeux du grand siècle. Tout ce qu'ils purent donner (exception faite du P. André), ce furent des poésies de circonstance, ou de prosaïques mémoires sur l'agriculture. Tandis que l'Académie de Dijon mettait au concours les plus graves problèmes de l'ordre social ⁶, à Caen, sur les conseils mêmes de Fontette, on se partageait entre les belles-lettres et les « objets économiques » ; on recherchait les moyens de prévenir la cherté du bois (1753) ⁷ ; ou bien l'on discutait, en 1759, la question de savoir « s'il est plus nuisible qu'avantageux de planter les bonnes terres en pommiers ⁸ ».

Si modestes que fussent, à cette époque, les prétentions de la compagnie, les protestants y firent encore bonne figure. Henri de Cabaigues de Verrières et Eugène Costard d'Ifs exercèrent, pendant plusieurs années, les fonctions de directeur ⁹. Costard d'Ifs, auteur de quelques poésies : le *Labyrinthe du cœur*, la *Conquête de l'île de*

¹ *Mém. de l'Académie de Caen*, ann. 1754, p. 9.

² Lettre de Fontette à Bertin, ministre, 1760. (Arch. Calv. C. 2498).

³ Né à Châteaulin en 1675, entré aux Jésuites en 1693 ; professeur de mathématiques au collège des Jésuites de Caen (1725-59) ; mort en 1764 ; auteur d'un *Essai sur le beau*. (Charma, le P. André ; *passim*).

⁴ Bibl. Caen, mss., in-4° 154, f° 194, 195.

⁵ Charma, II, 351.

⁶ Par exemple : l'origine de l'inégalité parmi les hommes (1753).

⁷ *Mém. de l'Acad. de Caen*, 1755, p. 163.

⁸ Lettre de Fontette au min. Bertin. (Arch. Calv. C. 2498).

⁹ *Mém. de l'Acad. de Caen*, ann. 1754 sqq.

Minorque ¹, mit à la mode les discours de réception en vers ². — De 1753 à 1755, on avait élu, sans opposition de la part de Fontette, trois autres protestants : Pierre Massieu de Clerval, Duval de Hauteclaire et Dumesnil-Morin ³, petit-fils du savant orientaliste Etienne Morin ⁴. Pierre Massieu de Clerval, que ses collègues nommèrent secrétaire perpétuel, toucha aux sujets les plus divers, discourant, tantôt sur le style, « la nécessité des exemples et l'utilité des préceptes », tantôt sur les vers à soie et la plantation des mûriers blancs ⁵. Versificateur fécond, il chanta le *Roi Stanislas*, le *Retour des Arts en Italie après la prise de Constantinople*, etc... ⁶.

Jusqu'en 1757, une tradition, qui datait de 1705, exigea qu'on ouvrit « l'année académique » par l'éloge de Louis XIV ⁷. Les protestants ne pouvaient s'y dérober ⁸, et le sacrifice devait leur coûter d'autant plus, qu'ils étaient demeurés invariablement fidèles à la religion de leurs ancêtres. Le P. André voulait ramener à « l'unité » son ami Duval de Hauteclaire : « Vous devez bien examiner, lui disait-il ; l'examen est indispensable pour ceux qui ne reconnaissent point d'autorité. » — « Nous avons l'Evangile », répondait Hauteclaire, et il resta huguenot ⁹.

Hors de l'Académie, la masse des religionnaires continuait, de même, à tenir ferme. A propos de Madeleine Leneveu, fille d'un avocat de Caen, l'intendant La Briffe écrit (26 janvier 1742) : « Je n'ai pu découvrir qu'elle fasse des actes publics de catholicité, ce qui lui est commun avec beaucoup d'autres personnes qui résident dans cette ville, et qui ont été originairement élevées comme elle dans [le calvinisme] ¹⁰. »

Essayons de nous représenter, vers le milieu du XVIII^e siècle, la

¹ *Ibid.*, ann. 1754, p. 231 ; et 1760 *bis*, p. 235.

² Boisard, *Notices sur les hommes illustres du Calvados*, Caen, 1848 ; — p. 163.

³ Formigny, 111, 112.

⁴ *Mém. de l'Acad.*, ann. 1754, p. 69.

⁵ *Ibid.*, ann. 1760 *bis*, p. 86, 245, 253.

⁶ *Ibid.*, ann. 1755, *passim*. — Au-dessous d'un plan de l'Université de Caen, dressé en 1759, on lit ces vers de P. Massieu de Clerval :

Dans ce palais des arts Malherbe fut instruit ;
Il unissait au goût le plus brillant génie ;
Favori des neuf sœurs, ce maître nous apprit
L'art de donner aux vers une douce harmonie...

(*Bull. de la Fac. des Lett. de Caen*, ann. 1891, p. 95 n.).

⁷ Formigny, 80.

⁸ Le 13 novembre 1755, l'éloge de Louis XIV est prononcé par E. Costard d'Ifs (*Mém. de l'Acad.*, 1755, p. 3).

⁹ Bibl. de Caen, mss., in-4° 154, f° 397.

¹⁰ Arch. Nat. TT. 168.

vie secrète et cachée des protestants caennais. Presque tous habitent la « Neuve-Rue ¹ ». D'une maison à l'autre, des ouvertures habilement dissimulées permettent, en cas de danger, de s'avertir, et de se prêter mutuelle assistance ². Le dimanche, après avoir matelassé avec soin portes et fenêtres, pour qu'aucun bruit ne transpire au dehors, chaque famille se réunit dans une chambre haute. Le père, qui est le prêtre du foyer, va distribuer aux siens la « manne divine », la Parole de vie. Il sort de sa cachette une vieille Bible, et en lit quelques passages. Puis vient un sermon, choisi parmi ceux des pasteurs du Refuge, Saurin ou Superville. L'ordre du service est réglé par une de ces liturgies ³ que les protestants de l'étranger font parvenir à leurs frères de France privés du culte public. Voici la prière des Dimanches ordinaires : « Grand Dieu, ... qui as promis de te trouver où deux ou trois seraient assemblés en ton nom, tu nous vois assemblés dans cette maison... Nous sommes sans pasteurs ; sois toi-même notre pasteur !... O Dieu ! quand verrons-nous les murs de Sion relevés ! » — Les jours de fête, à Pâques, par exemple, on accentue davantage ces regrets : « Que ne pouvons-nous, Seigneur, manifester notre reconnaissance au milieu de ton peuple !... Ah ! c'est dans des jours aussi consolans pour l'Eglise que nous sentons encore plus vivement la privation des saintes assemblées ⁴ ! »

Impraticable à Caen ⁵, l'usage des réunions religieuses s'était toujours maintenu au Bocage. Le terrain y était plus favorable à l'œuvre de restauration ecclésiastique qu'entreprit, en 1750, le pasteur envoyé dans la province par A. Court.

¹ Aujourd'hui rue Neuve-Saint-Jean, dans le quartier *Saint-Pierre*. Sous la Révolution, elle porta le nom significatif de *rue Calas*. — En 1751, le curé de *Saint-Pierre* n'enregistre pas moins de dix naissances protestantes. (Arch. mun. de Caen, Etat civil cath., *Saint-Pierre*, 57^e reg.)

² Beaujour, 475.

³ Telle est la « *Liturgie pour les protestans de France... privés de l'exercice public de leur religion* », publiée à Amsterdam, en 1768, chez Marc-Michel Rey. — A. Caen, plusieurs familles protestantes possèdent encore cette liturgie, avec quelques volumes de sermons du Refuge : monuments, pieusement conservés, d'un passé douloureux.

⁴ Liturgie de 1768, p. 13, 14, 18, 93.

⁵ Voici ce que raconte le secrétaire du P. André : « M. de Cussy, protestant de Caen, ayant fait enjoliver une maison qu'il possédait près de l'église Saint-Etienne, y traitait ses amis ; on dénonça à M. de Vastan ces amusements comme des assemblées de religion. L'intendant fit avertir M. de Cussy de prendre garde. » (Bibl. Caen, mss., in-4° 156, f° 138).

De temps à autre, cependant, les réformés caennais tenaient de petites réunions, soit aux portes de la ville, dans les carrières bordant la route de Falaise, soit près de Beuville, au lieu appelé « *la fosse aux huguenots* ». (Beaujour, 477, 478).

CHAPITRE HUITIÈME

LA RECONSTITUTION DES ÉGLISES DU BOCAGE. — COLLOQUES DE 1745-47 ET
DU 26 DÉCEMBRE 1750. — LE PASTEUR GAUTIER

Louis XIV n'avait pas rendu le dernier soupir, qu'Antoine Court, réunissant « au désert », près de Nîmes, le 21 août 1713, quelques pasteurs des Cévennes, préludait à l'œuvre de restauration du protestantisme français. Rétablir, avec la pratique de la vieille « discipline » calviniste, l'usage des synodes, colloques et consistoires, et rendre aux troupeaux des pasteurs légitimement consacrés, tel fut le double but qu'il poursuivit. Comme aucun ministre étranger ne voulut venir en France, il ouvrit à Lausanne, en 1729, un séminaire pour les jeunes « proposants » qui se sentiraient « la vocation du martyr¹ ». Déjà les églises du Languedoc étaient relevées et groupées ; elles s'assemblèrent en synode national, avec celles de Guyenne, le 26 février 1733².

A ce premier « synode du désert », la Normandie n'avait aucun député ; dix années s'écoulèrent encore sans qu'elle entrât en relations avec le Languedoc. Non qu'elle eût perdu tout souvenir de son ancienne « forme » ecclésiastique : un semblant d'organisation s'était conservé au Bocage, où les quatre communautés de Condé, Fresne, Athis et Sainte-Honorine avaient chacune leur consistoire, composé

¹ Hugues, *A. Court*, I, 20, 25, 191, 211. — Jusqu'en 1762, il y eut des exécutions de pasteurs du désert ; la dernière est celle de Rochette, de Montauban, 19 février 1762. (Coquerel, II, 267 sqq.).

² *Id.*, I, 252.

de quatre anciens ¹. Mais l'absence de tout ministre régulier se faisait vivement sentir. Ça et là, des « prédicants » sans mandat prenaient sur eux de prêcher, baptiser et marier. En 1747, on dénonçait comme tels des gens du pays : aux environs de Caen, les sieurs Osmont du Manoir père et fils ² ; à Saint-Denis-le-Gast, près Coutances, Daniel Le Touzey ³. D'autres venaient du dehors, et Saint-Florentin déplorait la facilité qu'ils trouvaient à pénétrer en Normandie, à se répandre dans les campagnes, à y maintenir « l'esprit d'erreur ⁴ ». De 1720 à 1740, divers prédicants ⁵ d'origine poitevine ou cévenole, chassés du Poitou ⁶ par la persécution, avaient parcouru en secret la Normandie, avant de passer aux Iles ou en Angleterre ⁷. Paysans illettrés pour la plupart, réduits à réciter des sermons appris par cœur, quelques-uns rachetaient l'insuffisance de leur instruction par l'ardeur d'un zèle défiant le martyr : vers 1745, les réformés du pays de Caux gardaient encore le souvenir des « pieuses exhortations » de Jean Chapel, qui fut galérien pour la foi ⁸. Mais il en était aussi qui menaient une vie peu édifiante : tel, Pierre La Tibaudière, ex-Jésuite, coupable de plusieurs vols, et bigame d'intention, sinon de fait ⁹. — Aussi bien, ces prédicants, même les plus dignes, n'auraient pu, sans profanation, administrer la Cène, puisqu'ils n'avaient pas reçu l'imposition des mains. Pour communier, il fallait se rendre à Paris, où l'ambassadeur de Hollande, bravant les menaces de Louis XV, ouvrait libéralement sa chapelle aux religionnaires français. On y venait d'Amiens, de Saint-Quentin, d'Orléans, même de Caen ¹⁰.

Cette situation préoccupait A. Court. Comparant le présent au

¹ Waddington, 71. — Ces quatre églises comptaient alors environ 1300 fidèles, dont 500 pour Condé, 400 pour Fresne, 200 pour Sainte-Honorine et 200 pour Athis. (Wadd., *ibid.*).

² Lettre de Saint-Florentin à La Briffe, 15 février 1747 ; (Arch. Nat. O¹ 443).

³ Arch. Calv. C. 1650.

⁴ Règlement du 18 mars 1747, *Préambule*. (Arch. Calv. C. 1631),

⁵ Jean Berthelot, Jean Marbeuf, Jacques Bonnet, Jacques Paillat, dit Ugon Bertin, Pierre La Tibaudière, Jean Chapel, Jean Roger, Jacques Barillot.

⁶ Ils venaient surtout de la région, encore aujourd'hui toute protestante, de Niort-Melle-Lusignan-Saint-Maixent.

⁷ *Bull. du Prot.*, XLIII, 143-148.

⁸ *Ibid.*, XXXIX, 646, 653 ; et XLVI, 504.

⁹ Nouveau marié en Basse-Normandie, il se rend en Haute-Normandie « pour prendre une autre femme » ; n'ayant pu réussir, il revient dans le bas-pays, et vole les curés de Fresne et de Saint-Georges, comme il avait déjà volé « son couvent ». (*Bull. du Prot.*, XLIII, 123, 145, 146).

¹⁰ *Encycl. des sc. relig.*, XII, 764.

passé, il songeait qu'au xvi^e siècle il n'était ville en Normandie « qui n'eût église dressée », que celles de Basse-Normandie avaient surgi « dans les tems les plus apres de la persecution, sous le cruel regne d'Henri II », et qu'au xvii^e elles étaient encore nombreuses ¹. Informé qu'un groupe de quatre communautés subsistait au Bocage, il s'était fait remettre la liste de leurs anciens ². Mais, comme le séminaire de Lausanne ne pouvait encore suffire à tous les besoins, il résolut de commencer par choisir les meilleurs des prédicants en fonctions, et les amener à se faire consacrer.

Vers 1740, le prédicant poitevin André Migault, dit *Préneuf* ³, visitait la Haute-Normandie. Mis en rapport avec Antoine Court par Michel Viala, ministre du Poitou, qui lui reconnut de réelles aptitudes, il consentit à se rendre à Lausanne pour une année (1742-43), afin de compléter ses études et de recevoir la consécration. Dans l'intervalle, dix églises du pays de Caux s'étaient reconstituées, par les soins du pasteur Viala. Elles chargèrent Préneuf, après son retour, de les représenter au synode national du Bas-Languedoc (août 1744) ⁴.

En Basse-Normandie, un sieur Pierre Morin, dit l'*Epine*, était parvenu, vers 1744, à se faire accepter, comme pasteur, des fidèles du Bocage ⁵. Pour ce qui concernait l'ordre intérieur, il prit à tâche de restaurer l'ancienne « discipline », et décida ses quatre églises à tenir chacune un registre où seraient écrites, « en *consistoire*, les choses les plus essentielles » ⁶. Voulant couper court à tous « dif-

¹ Lettre du 25 avril 1751. (V. *Pièce. justif.*, XXIII).

² *Ibid.*

³ Né en 1710 à Baussais, dans les *Deux-Sèvres*. (*Bull. du Prot.*, XLII, 600 n.)

⁴ Waddington, 69, 70. — Hugues, *A. Court*, II, 116, 117. — *Lett. de P. Robaut à A. Court*, I, 120 note.

Le synode de 1744 fut dénoncé à la cour, et Saint-Florentin écrivit, le 30 sept., à cinq intendants, dont La Briiffe, de Caen : « Il s'est tenu, Monsieur, sur la fin du mois passé, dans le diocèse de Nismes, une grande assemblée que les nouveaux convertis appellent synode national. Il s'y est trouvé 92 députés dont la plus part étoient des ministres ou des avocats. Comme quelques-uns... étoient de votre département,... S. M. m'a ordonné de vous écrire de vous faire informer exactement lesquels des chefs de party établis dans votre département se sont absentez dans le temps de cette assemblée,... et de faire arrester à leur retour ceux qui pourront estre justement soupçonnez. » (Arch. Nat. O¹ 440).

En réalité, Préneuf seul s'était rendu au synode du Languedoc, où il ne représentait, de toute la Normandie, que le *pays de Caux*, savoir : Lillebonne, Bolbec, Caudebec, Dieppe, etc...

⁵ Waddington, 70. — Nous ne savons rien de la biographie de ce P. Morin.

⁶ Hugues, *Syn. du dés.*, I, 351.

férends », et entretenir « la paix », il assembla des *colloques* où les quatre groupes étaient représentés par leurs anciens. Il fit si bien que, malgré les terribles dangers à courir, ces réunions revinrent, à époque fixe, au moins trois ans de suite. Un premier colloque, où figuraient *vingt-quatre* anciens, fut tenu le 2 février 1745; deux autres, les 7 févr. 1746 et 16 févr. 1747¹.

De leurs décisions, il n'en est aucune qui ne soit « suivant la discipline », c'est-à-dire (on s'attache du moins à le démontrer), conforme à l'Écriture, aux premiers conciles et aux premiers Pères. En marge des actes de 1745, on rappelle les textes à l'appui², — sans doute pour convaincre les plus incrédules, les plus récalcitrants.

Seront censurés ceux qui emploient le dimanche à des divertissements « criminels », tels que jeu ou danse, et même ceux qui font leur marché ce jour-là. — Les « mommeries et batelleries ne seront point souffertes, ni faire *le roi boit*, ni le mardy gras; ... veu que de tous tems cela a été défendu entre les chrétiens »³.

« D'autant qu'à la Sainte-Cène se présentent [des] personnes malades [ou] qui ont quelque mal à la bouche, qui fait que plusieurs font difficulté de prendre le vin après eux, ... le pasteur et les anciens doivent y pourvoir, afin qu'ils communient les derniers, suivant l'art. 10 du chap. XII de la Discipline. »⁴

Défense de faire « aucune prière ni prédication ni aumône publique aux enterrements, pour empêcher toutes superstitions ». — Défense d'assister aux noces et banquets « de ceux qui, pour épouser un parti de contraire religion, se revoltent de la profession de l'Evangile ». — Défense « de s'entremêler d'aucunes choses où il y ait de l'idolâtrie contejointe, ... comme ce que l'on nomme le baise-main, et faire dire des messes », et contribuer à la subsistance des prêtres⁵.

¹ Pour le colloque de 1745, voir nos *Pièces justif.*, XXII; pour ceux de 1746 et 1747, voir Hugues, *Syn.*, I, 348-352. — Un article du colloque de 1746 fait allusion à celui de 1745.

² Voir *Pièces just.*, XXII. — Parfois même, on invoque des théologiens plus récents, et de toute communion : le cardinal Borromée, le prédicateur anglican Tillotson, etc. (*Ibid.*)

³ Coll. de 1745, art. 5.

⁴ *Ibid.*, art. 11.

⁵ Quelques années plus tard, on se montre un peu moins rigoureux sur ce chapitre. Au colloque de 1750, l'ancien de Berjou demande « s'il est permis aux protestants » de payer, au curé de Berjou, la taxe qu'il leur impose, ainsi qu'aux catholiques romains, pour l'aider à entretenir un vicaire. La question paraissant « un peu trop compliquée », la compagnie décide de consulter « quelques casuistes ». (Hugues, *Syn.*, I, 332).

— Mais on s'abstiendra de « disputer » avec ceux de l'Eglise romaine, et de leur adresser des « paroles injurieuses ». Du temps de « la liberté », on eût cru donner « du scandale » en travaillant les jours de fête catholique (*Discipline*, XIV, 21) ; à plus forte raison faut-il s'en garder, maintenant que l'on est « sous la croix ».

Sont enfin déterminées, avec le plus grand soin, les attributions des anciens et du pasteur. Aux anciens, la lecture de la Bible et la direction du chant des psaumes, la visite des malades et des indigents ; au pasteur, le « gouvernement » de l'Eglise, le culte proprement dit, la bénédiction des baptêmes et des mariages, lesquels seront célébrés publiquement. — Depuis longtemps, on souffre des divisions causées par ceux qui « s'ingèrent » au ministère sans vocation légitime, et entraînent à leur suite une partie du troupeau ; désormais, aucun ne sera reçu à prêcher la Parole de Dieu, s'il n'y est autorisé par le pasteur ¹.

Ainsi, des particuliers continuaient d'usurper le ministère. Morin, avec lequel A. Court était parvenu à communiquer, non sans peine, lui demanda son avis sur cette difficulté (14 octob. 1746). Court répondit en insistant sur la nécessité de « l'ordre », et, doutant que Morin lui-même eût reçu une vocation « dans les formes », il lui offrit ses services pour l'aider à la recevoir ; il lui représenta que son ministère en serait « plus honorable », et qu'il en aurait plus de force contre les « intrus ». Morin déclina cette proposition ; peut-être se croyait-il suffisamment autorisé par « l'approbation » de ses ouailles ². Il résista aussi aux efforts qui furent tentés pour mettre son troupeau en relations avec ceux de Haute-Normandie, et le rattacher au groupement synodal du Languedoc ³.

Mais A. Court ne pouvait « s'apriveriser » avec l'idée qu'une portion si considérable « de l'héritage du Seigneur » demeurerait encore isolée des autres. Voir la Basse-Normandie « faire corps et cause commune » avec le reste de la France protestante, tel était l'objet de ses vœux « les plus ardents ⁴ ».

Or, cette satisfaction allait lui être donnée par un de ses plus chers élèves de Lausanne, celui qu'il aimait comme un fils : Pierre Boudet, dit *Gautier* ⁵.

¹ Colloques de 1745-47, *passim*.

² Lettre d'A. Court, 25 avril 1751. (V. *Pièce. justif.*, XXIII).

³ Waddington, 70.

⁴ Lettre du 25 avril 1751. (*Pièce. justif.*, XXIII).

⁵ Boudet, dit *Gautier*, natif d'Arles en Provence, avait été enfant de chœur. Il

Préneuf, fatigué, devenu infirme, ne pouvait plus continuer son périlleux apostolat¹. Pour le remplacer, les églises du pays de « Caux adressèrent vocation », en 1748, au proposant Gautier, qui leur était recommandé par A. Court. Gautier arriva dans la Haute-Normandie vers la fin d'août 1749. Six mois après, le 11 mars 1750, il était nommé pasteur par le colloque de Caux, et recevait de Préneuf sa consécration, que ratifièrent A. Court, le professeur Polier, de Lausanne, et les autres « illustres protecteurs » des églises françaises renaissantes².

La juvénile et méridionale ardeur de Gautier enflamma toute la région cauchoise. A Court ne se sentait pas de joie ; il écrivait au jeune ministre : « Vous voilà donc en chemin... de retirer vos peuples de la profonde léthargie où ils ont été plongés ! » — Il annonçait à tous ses amis les « merveilles » réalisées, en Haute-Normandie, par son disciple préféré³.

Ce fut à sa prière⁴ que Gautier, vers la fin de novembre 1750, entreprit de visiter aussi la Basse-Normandie. Morin, qui allait se retirer à Jersey, comme Préneuf⁵, lui fournit les « indices nécessaires » pour découvrir, sans trop de peine, les protestants du Bocage⁶.

Après avoir présidé quelques réunions religieuses, Gautier assembla en colloque, « au désert », le 26 décembre 1750, les anciens des quatre églises et de leurs annexes⁷. Il ouvrit la séance par un court exposé historique sur la Révocation, et fit ressortir les avantages généraux qui étaient résultats du rétablissement du « saint minis-

se fit calviniste en 1743, et vint étudier à Lausanne (mai 1746-août 1749). A. Court faisait grand cas de son talent : « J'ai eu, écrit-il (26 février 1747), un plaisir des plus vifs, lundi dernier, en l'écoutant ; il nous fit une pièce excellente sur la correction fraternelle. » — Gautier n'eut pas seulement l'activité, l'enthousiasme, la foi du missionnaire ; il était aussi, au dire de Préneuf, « prudent et adroit dans les entreprises, modeste dans les discours et sage dans la conduite. » (*Lett. de P. Rabaut à Ant. Court*, I, 224, 275, 276, 277. — Voir aussi *Pièce. justif.*, XXIII).

¹ Vivant hors la loi, errant de cachette en cachette, dormant le jour et prêchant la nuit, les ministres du désert s'usaient vite.

² Waddington, 79, 85. — Hugues, *Syn.*, I, 322-324.

³ Hugues, *A. Court*, II, 307, 332. — Waddington, 88.

⁴ Lettre du 25 avril 1751. (*Pièce. justif.*, XXIII).

⁵ Waddington, 89.

⁶ Hugues, *Syn.*, I, 332.

⁷ Savoir : pour *Sainte-Honorine* : Berjou, Mesnil-Hubert, Taillebois ; pour *Athis* : Saint-Georges-des-Groseillers et Aubusson ; pour *Condé* : Montilly, Caligny, Saint-Germain-du-Crioult ; pour *Fresne* : Tinchebray et Montsecret.

tère ». Sur quoi, les églises protestèrent, « nonobstant les rudes épreuves » traversées depuis peu, de leur zèle pour l'exercice public de la religion. Si, jusqu'alors, elles n'avaient eu « aucune communication avec celles de Haute-Normandie, ni avec celles du reste des provinces », ce n'avait été « par aucun principe de partialité ou de schisme », mais faute d'être instruites du « système » qui régnait partout ailleurs ¹ ; — soigneuses désormais d'entretenir « la communion des saints », elles se réuniraient, en synode provincial, avec les églises de Haute-Normandie, toutes les fois que besoin serait ². On pria le pasteur Gautier de procurer, à la place de Morin, « un fidèle et judicieux ministre ». Après avoir voté divers articles sur les assemblées, l'entretien du pasteur, l'instruction religieuse des enfants, les baptêmes et les mariages, le colloque chargea quatre de ses membres ³ d'écrire à « M. le Représentant ⁴ », pour le remercier de lui avoir procuré la visite de « M. Gautier ⁵ ».

A. Court répondit ⁶ (25 avril 1751) que les « sages règlements » du colloque l'avaient « extrêmement édifié... On y voit briller tout ensemble, disait-il, l'amour pour l'ordre, le bon sens, et le desir ardent d'annoncer le regne de Notre auguste Maître... Que j'ai désiré, MM., de vous voir entrer, comme vous venés de le faire, dans une carrière ou de si beaux exemples, s'ils vous avoient été connus, vous auroient invités depuis si longtemps !... [M. Gautier] a trouvé chez vous les dispositions les plus favorables ; et, par d'heureux talens dont le ciel l'a orné, il a su... en tirer tout le parti que j'en pouvais souhaiter... Vous voilà affermis dans la résolution d'entretenir le ministère au milieu de vous, d'avoir des anciens et des consistoires, de tenir de tems en tems des colloques et des synodes provinciaux, et d'envoyer dans l'occasion aux nationaux... Persévérez donc, MM., dans une pratique *si conforme à celle de l'ancienne église* ! ⁷ »

— Organiser définitivement les troupeaux du Bocage ne suffisait

¹ A cette date (1750), A. Court était parvenu à réconstituer 8 provinces ecclésiastiques protestantes, sur 16 qui existaient avant la Révocation. (Hugues, *Syn.*, I, 417).

² En 1756, le colloque du Bocage délègue au synode provincial son modérateur et son secrétaire, « pour entretenir l'union avec les églises du pays de Caux. » (Hugues, *Syn.*, II, 70, 71).

³ Mollet de la Prairie, Thouri, de la Ferté et Delivet.

⁴ A. Court.

⁵ Hugues, *Syn.*, I, 328-333.

⁶ Sa réponse est adressée à Mollet de la Prairie.

⁷ Cette *conformité*, A. Court s'efforce de la prouver par saint Paul, Origène, etc. (V. *Pièce. justif.*, XXIII).

pas à l'activité missionnaire de Gautier ; il eût aussi voulu former une église à Caen. Mais les protestants de cette ville, comme ceux de Rouen et du Havre ¹, manifestaient des scrupules dont le jeune et bouillant ministre s'indigna tout d'abord. « C'est une chose inconcevable, écrivait-il à A. Court (nov. 1750), que les MM. de Caen aient un si grand éloignement pour nos affaires ! Ils courent bien les provinces, les royaumes et les mers sans que la tourmente et les autres périls les effraient ; mais faire un quart de lieue ou même quatre pas dès qu'il s'agit de ne rien gagner que le ciel, c'est un sujet trop mince pour tenter la partie ! ² » Gautier, il est vrai, apprécia mieux la situation, lorsqu'il eut fait plus ample connaissance avec l'un de ces « Messieurs de Caen », l'académicien Eugène Costard d'Ifs ³. La « piété » de Costard d'Ifs n'était pas douteuse : il avait ouvert au pasteur son château d'Ifs-sur-Laizon, pour y tenir quelques réunions religieuses, avec célébration de la Cène aux fêtes de Noël (1752-53). Des « gens de qualité, bons huguenots », s'y étaient donné rendez-vous : M. et M^{me} du Mesnil-Bacley, M^{mes} de Vendeuvre et de Montbert, le marquis de Frotté, venu de Couterne ⁴, malgré ses infirmités, après une course de 17 lieues à cheval. Costard d'Ifs se constitua « l'avocat » et le « patron » de Gautier ; il le guida dans ses visites ; mais il prit soin d'aplanir ce que ses desseins offraient de « scabreux dans la pratique ». « Tous nos négociants, disait-il, alarmés pour leurs enfants ⁵, et fâchés au dernier point d'en être privés, voudraient voir plus clair dans les intentions de la cour avant de faire certaines démarches... Dans la position chancelante où ils se trouvent, comment leur proposer d'asseoir ici leurs tabernacles, c'est-à-dire, de fonder un établissement qui doit être fixe ? » Gautier se rendit aux arguments de celui qu'il appelait son « illustre philosophe » ; il convint que « des raisons invincibles obligeaient d'agir à la sourdine et sans le moindre petit éclat ⁶. »

¹ Waddington, 80, 81, 98.

² *Ibid.*, 89.

³ C'est peut-être à Costard d'Ifs que s'applique ce passage d'une lettre écrite, le 24 décembre 1768, par Paul Rabaut à Court de Gébelin, à propos d'un procès qui doit se plaider à Caen : « Vous m'avez eu parlé d'un académicien de Caen qui est des nôtres. Ne pourrait-il pas être utile en cette occasion ? » (*Lett. de P. Rabaut à div.*, II, 98).

⁴ V. notre Appendice, III.

⁵ On était encore sous le coup de la grande persécution de 1748.

⁶ Waddington, 98-103. — En 1759, sans aller jusqu'à reconstituer une église, les protestants de Caen formèrent entre eux une « caisse des pauvres », et décidèrent que « les nécessiteux » des campagnes voisines pourraient « prétendre à

Cette réserve prudente, les circonstances l'imposaient aussi, dans une certaine mesure, aux réformés du Bocage. Au colloque du 26 décembre 1750, un ancien d'Athis, M. de Neuville, exprime le désir que les assemblées ne reviennent pas si fréquemment, vu « les tristes conjonctures » qui empêchent de les tenir « sans trop de risques ». On décide donc de n'en plus avoir que quatre par an. Les fidèles sont « exortés » d'y aller avec « la circonspection et la sagesse » qui conviennent à ceux de leur « état » ; ils tâcheront de ne pas donner l'éveil sur leurs démarches en affectant trop de mystère ; personne ne devra partir avant l'heure indiquée ; on n'ira pas par troupes dans les villages. L'usage des lanternes s'est « glissé insensiblement » ; le colloque les prohibe de la façon la plus expresse ¹. — A peine revenues de ces réunions nocturnes, avant même que le jour n'ait paru, les femmes s'empressent de laver leurs vêtements et ceux de leurs maris, pour effacer, avec les taches de boue, tout indice accusateur ².

Obligés eux-mêmes de se déguiser, de se cacher, sous peine de la potence, les ministres ³ ne pouvaient en vouloir aux fidèles de ces précautions. Mais il est un reproche qui revient à chaque instant sous leur plume : c'est celui d'*avarice*. « L'argent est la religion dominante du pays, écrit Gautier (18 nov. 1749) ; impossible de déraciner l'avarice ; il faudrait être un apôtre pour opérer un tel miracle ⁴. » — « On a toujours fait beaucoup de promesses, écrit un autre ; mais on est en Normandie, c'est tout dire. On est ici fort versé dans la science des calculs ; ils se croiraient dupés, s'ils livraient leur argent avant d'avoir reçu la marchandise ⁵. » — Préneuf, ayant dépensé 330 livres pour aller au synode national de 1744, demande qu'on lui en rembourse seulement 200 ; quatre ans après, il n'a pas encore obtenu satisfaction ⁶. — Godefroy, autre pasteur de Normandie, se plaint, en 1753, d'être plus pauvre qu'au moment de son entrée en

la bienfaisance du chef-lieu ». Le « distributeur des aumônes » fut Pierre Massieu de Clerval, qui, de concert avec une dame de Rosel, avait « formé l'intéressant projet de cet utile établissement ». (Arch. de l'Egl. réf. de Caen, reg. du cons., 24 janvier 1788. — Beaujour, 478).

¹ Hugues, *Syn.*, I, 329-331.

² Waddington, 63 n.

³ Ils prennent différents noms, portent le bourgeron ou la blouse, ont plusieurs retraites secrètes, appellent *comptoirs* les églises qu'ils fondent, et *foires* les assemblées qu'ils président. (Wadd., et Bibl. Pr., mss., *Corr. du désert passim*).

⁴ Waddington. 83.

⁵ *Ibid.*, 107.

⁶ *Ibid.*, 76.

fonctions ; ses habits sont usés, et il ne peut les remplacer, faute d'argent ¹.

Qu'il y eût mauvaise volonté chez certains particuliers, ce n'est que trop évident. Le colloque de 1746 constate que leur « ingratitude » menace les églises « d'une totale dissipation ² ». Le colloque de 1750 blâme « le refus que plusieurs ont fait de fournir leur cotte-part...; des riches ne donnent rien, ou ne donnent que fort sèchement ³ ». — Mais ces plaintes ne sont pas nouvelles ; nous les avons déjà entendues aux synodes du xvii^e siècle. Puis, il faut se rappeler que les enlèvements de 1748 avaient provoqué l'émigration d'un tiers des familles, et des plus aisées. D'autres avaient « apostazié », « fait naufrage quant à la foi ⁴. » Les ressources des églises s'en trouvèrent nécessairement réduites.

Au reste, la parcimonie n'était pas toujours un signe de tiédeur. Gautier, comparant les protestants du Bocage à ceux du pays de Caux, reconnaît qu'ils ont « *bien plus de goût pour le bon ordre et la religion* » (nov. 1750) ⁵. — « Ils ont du zèle pour nos exercices, ajoute Godefroy (mai 1752) ; n'avait été cette méchante bourrasque qu'ils éprouvèrent il y a quelques années (la surprise de leurs enfants), les affaires ici seraient sur un aussi bon pied que dans le Languedoc... Nos gens ont été intimidés, mais non découragés ; *ils sont prudents, mais non pas lâches* ⁶. »

Jean Godefroy, dit *Lebas*, originaire des environs de Bolbec, avait étudié au séminaire de Lausanne ; au mois de mars 1752, il fut adjoint à Gautier, comme proposant, pour desservir les églises du Bocage ⁷.

Deux ans après, Gautier, dont « les veilles et les fatigues » avaient épuisé les forces ⁸, se retirait en Angleterre pour prendre un repos bien gagné ⁹. Il eut pour successeurs : dans le pays de Caux, Cam-

¹ Waddington, 102.

² Hugues, *Syn.*, I, 350.

³ *Ibid.*, I, 330.

⁴ *Ibid.*, et 350-352. — Wadd., 103.

⁵ Wadd., 89.

⁶ Wadd., 99.

⁷ *Ibid.* — Des pasteurs réguliers de Normandie pendant la période du *Désert*, Godefroy est le premier qui soit originaire de la province. Les autres viennent du Midi ou du Poitou.

⁸ Le 7 juin 1754, A. Court écrit à Paul Rabaut : « La santé délabrée du sage M. Gautier met hors de service, et bien m'en fâche, cet excellent sujet. » Le 19, P. Rabaut lui répond : « Je suis bien fâché que M. Gautier ne puisse plus agir. » (*Lett. de P. Rabaut à A. Court*, II, 320).

⁹ En 1762, on retrouve Gautier desservant l'église française de Bristol, et

predon¹, dit *La Blaquièrre*, dit *Duthil* ; et dans le Bocage, Godefroy (juillet 1754)².

Godefroy donna tous ses soins à l'instruction religieuse des enfants. « La méthode de les catéchiser, écrit-il, que j'ai introduite dans nos assemblées, est du goût de la plupart des personnes³. » — Il se préoccupa aussi des disséminés. Le 23 juillet 1755, il écrivait à A. Court : « Les huguenots, dans les campagnes, sont si dispersés, qu'on ne peut les rassembler ; il y en a du côté de la mer en assez grand nombre... Leur longue privation de la bonne pâture, bien loin de les avoir rendus affamés, leur en a entièrement fait perdre le goût ; ils ont une religion à leur fantaisie, ou plutôt, ils n'en ont point du tout. » — Dans le diocèse de Coutances, il retrouva, au château de la Hotière, près Cerisy-la-Salle, des descendants des Richier de Cerisy. « Ce sont, disait-il, de parfaits honnêtes gens, qui joignent à la haute naissance un grand fond de religion, piété et zèle. » Cerisy devint le centre d'un « quartier » qu'il espérait voir grandir avec le temps. — A quatre lieues de là, il visita Montabot⁴ — Le Chefresne, où les réformés étaient encore au nombre de 70 à 80 ; mais il n'y allait « qu'en tremblant », l'endroit n'étant guère « praticable⁵. »

De 1755 à 1762, les détails manquent sur le ministère de Godefroy, à cause d'une lacune dans la correspondance d'A. Court⁶. On sait seulement qu'au synode national de mai 1756⁷ il fut député des églises de Basse-Normandie ; conformément à la discipline, elles avaient décidé de se faire représenter ; mais, vu l'éloignement, elles n'envoyèrent aucun ancien⁸.

Après la mort d'A. Court (1760), Paul Rabaut, l'héroïque ministre

favorisant le passage, en Amérique, de réfugiés de la Saintonge et du Bordelais. (*Lett. de P. Rabaut à Court*, I, 277 n.).

¹ Campredon était originaire des Basses-Cévennes. (*Lett. de P. Rabaut à divers*, I, 360-361). — Pendant l'été de 1763, il fit une tournée à Caen. (*Ibid.*).

² L'acte de nomination de Godefroy fut signé, au colloque de 1754, par Gautier, modérateur ; Chesnel, Fouray, Vardon, De la Ferté et Legeay, anciens. (*Hug., Syn.*, II, 36-38).

³ Waddington, 102.

⁴ *Montabot*, et non *Montabard*, comme l'imprime par erreur Waddington. (102).

⁵ Wadd., 102, 109. — Bibl. du Prot., mss., *Corr. du Désert*, copies Mounier, n° 101.

⁶ Waddington, 109.

⁷ Ce synode se tint dans les Hautes-Cévennes. (Coquerel, I, 525 sqq.).

⁸ Hugues, *Syn.*, II, 70, 71.

de Nîmes, avait pris la direction du protestantisme français ; vers la fin de 1763, au moment de quitter la Normandie ¹, Godefroy lui écrit : « Nos sociétés, qui ont toujours été fort craintives, semblent s'affermir dans ce temps, et deviennent plus nombreuses et plus considérables dans certains endroits ². »

Timides et hésitants au début, les réformés du Bocage reprenaient, en effet, courage et espoir. Entrés tard dans la grande fédération protestante reconstituée par A. Court, ils semblaient avoir à cœur de réparer le temps perdu. On signalait qu'en plusieurs paroisses ils faisaient « publiquement les exercices de leur religion ». Pressé par le ministre, l'intendant de Caen prescrivait des enquêtes sur « ces entreprises contraires aux règlements », et de nature à « troubler la tranquillité de la province » (août 1766) ³. Néanmoins, certains symptômes laissaient pressentir un avenir plus heureux.

¹ Dès le 27 juin 1761, Court de Gébelin écrit aux pasteurs du Poitou : « Ne sommes-nous pas à la veille de perdre les excellens sujets que nous avons en Normandie, étans tous les deux fort affligés depuis longtemps, l'un d'une fluxion aux yeux, l'autre d'une au nez ? » (*Lett. de P. Rabaut à div.*, I, 361).

² Coquerel, II, 402.

³ Lettre de l'intendant Fontette, écrite probablement au subdélégué de Vire, le 17 août 1766. (Bibl. du Prot., mss., Pap. Norm.).

LIVRE SIXIÈME

LE RETOUR A LA TOLÉRANCE ET L'AFFRANCHISSEMENT
DÉFINITIF

CHAPITRE PREMIER

PREMIERS SYMPTOMES DU RETOUR A LA TOLÉRANCE, EN BASSE-NORMANDIE,
DANS LA SECONDE MOITIÉ DU RÈGNE DE LOUIS XV. — AVOCATS ET MAGIS-
TRATS. — LES INTENDANTS LA BRIFFE ET FONTETTE.

En 1751, paraissait le premier volume de l'*Encyclopédie* ¹. La question protestante allait-elle enfin se poser devant l'opinion ? Après une longue indifférence, aurait-on quelque pitié pour ces proscrits à l'intérieur, que tant de vexations, souffertes avec une « patience de huguenot », n'avaient pu détacher de la foi de leurs aïeux ? S'obstinerait-on à conserver des lois aussi contradictoires qu'inhumaines, qui paralysaient les transactions, troublaient l'ordre des héritages, bouleversaient l'état des familles, et dont les catholiques eux-mêmes subissaient le contre-coup ? ²

Et quel contraste entre ces lois, les mœurs et les idées ! Une Cour irréligieuse et corrompue se mêlait de convertir, et ne parlait que du « salut des âmes ! » Une nation éprise de justice, d'humanité, de progrès social, retenait de force, dans ses frontières, pour les condamner à une sorte de mort civile, des citoyens laborieux, honnêtes,

¹ On lit dans le Discours préliminaire, p. xxxiv : « Il est vrai que notre siècle qui se croit destiné à changer les loix en tout genre, et à faire justice... » — Et p. xxxviii : « Un tribunal devenu puissant dans le Midi de l'Europe, ... mais que la foi n'ordonne point de croire, ni la charité d'approuver, ... condamna un célèbre astronome, pour avoir soutenu le mouvement de la terre... » etc. (*Encycl.*, éd. de 1777, t. I).

² Voir ci-dessus, p. 363 sqq.

dévoués au bien public, estimés et considérés, dont le seul crime était de vouloir prier Dieu à leur guise !

L'occasion s'offrit alors, pour les religionnaires, d'essayer de faire parvenir leurs plaintes jusqu'au Roi. Le 1^{er} mai 1751, M. de Chabannes, évêque d'Agén, avait écrit contre eux, sous forme de lettre au contrôleur-général Machault, un réquisitoire des plus passionnés, les montrant toujours prêts à se révolter. Antoine Court répondit par un chaud plaidoyer : le *Patriote français et impartial* (1^{er} juillet 1751) ¹.

Un gentilhomme calviniste Normand, ancien capitaine de cavalerie, M. de Beaumont, lui servait d'intermédiaire, à Paris, dans ses pourparlers avec le prince de Conti ². A l'instigation du comité secret protestant de la capitale ³, Beaumont refit sur un nouveau plan le *Patriote*, et le publia à Paris ⁴, en 1753, sous ce titre nouveau : *L'accord parfait de la nature, de la raison, de la révélation et de la politique, par un gentilhomme de Normandie.* »

L'ouvrage se divise en trois parties ⁵.

1^o L'intolérance religieuse, dit l'auteur ⁶, est contraire à la raison, à la révélation. « L'Eglise dominante a reçu dans son sein des hypocrites, des sacrilèges... De là, cette foule innombrable de déistes, de matérialistes, d'athées, de prétendus esprits forts... La principale cause de ce déluge d'incrédulité, c'est la contrainte qu'on a voulu exercer sur des objets que le Roi des rois s'était réservés ⁷. »

2^o Il est légitime de tolérer les Protestants en France. Tout le prouve : leurs dogmes, leur histoire depuis François I^{er}, et leur fidélité au Roi, récemment attestée par le synode national de 1744, qui a ordonné aux pasteurs de faire, chaque année, un sermon sur l'obéissance due aux souverains ⁸.

¹ *France Prot.*, 2^e éd., II, 88, 89.

² Le prince de Conti semblait disposé à prendre, auprès du roi, la défense des religionnaires.

³ Composé de Valette, Galafrès, Alary et Paul Bosc.

⁴ En apparence : à Cologne, chez Pierre Marteau. Le livre fut imprimé avec la permission tacite de Machault, alors en guerre avec le clergé pour l'impôt du vingtième. (*Lett. de P. Rab. à Court*, II, 369-370 n., et à divers, II, 151 n.).

⁵ La 3^e partie est paginée à part.

⁶ Il ne cherche pas à dissimuler sa religion. « On accrédite, s'écrie-t-il, la chimère de notre prétendu esprit républicain ! » (Introd., p. 12).

⁷ *Accord parfait*, 1^{re} part., p. 29, 30.

⁸ 2^e partie, *passim*. — Les colloques particuliers prirent des décisions analogues. Ainsi, le colloque de Basse-Normandie du 7 février 1746 exhorte tous les fidèles à prier Dieu pour « la personne sacrée » du roi. (Hugues, *Syn.*, I, 319 n.).

5° Légitime, cette tolérance est, de plus, nécessaire. L'Edit de Nantes, lorsqu'Henri IV le promulgua, était devenu indispensable. Pour amener Louis XIV à le révoquer, il fallut alléguer de fausses raisons. Depuis 1683, les Protestants sont accablés de maux infinis. « Grand Roi, s'écrie l'auteur en terminant, donnez-leur cette paix que votre héroïque modération a si glorieusement rétablie dans toute l'Europe ¹... Tendez une main secourable à une grande partie de vos sujets ². »

Ce n'est pas une liberté complète que sollicite le chevalier de Beaumont. « Le Roi, dit-il, ne saurait encourager, par de grandes faveurs, ceux qu'il croit être hérétiques... Qu'il continue à les tenir éloignés des emplois, et s'efforce de les ramener par les voies évangéliques ; mais qu'il cesse de violenter leurs consciences, et de leur refuser ce que le grand Fénelon appelait *la tolérance civile* ³. »

— Aussi modeste était une requête que le duc d'Orléans reçut peu de temps après l'attentat de Damiens, avec prière d'en faire, auprès du Roi, l'usage que sa « sagesse et sa bonté » lui suggéreraient ⁴.

Cette requête est comme un résumé de l'*Accord parfait* appliqué aux « *infortunés habitants de Basse-Normandie*, Bretagne, Maine et Perche, professans la religion protestante ». Elle porte la date du 28 mars 1757 ⁵.

Le préambule est une protestation de fidélité monarchique. Apprenant « qu'une main parricide » avait frappé le Roi, les réformés se sont aussitôt assemblés par familles, et ont prié pour la conservation d'une vie « si précieuse ». — Mais le Roi n'était que blessé : cette nouvelle leur a causé « une joie pure », et ils ont rendu grâce à Dieu par un jeûne solennel.

De tels sentiments leur sont héréditaires. Ils furent toujours sincèrement attachés à l'auguste maison de Bourbon ; « ils scellèrent de leur sang la couronne de France sur la tête d'Henry le Grand » ; ils ne prirent aucune part aux guerres civiles sous Louis XIII. Rien, jusqu'à ce jour, n'a pu les détourner de pratiquer à la lettre cette maxime évangélique : *Craindre Dieu, et honorer le Roi*.

« Malgré ces sentiments connus, malgré la régularité de leur conduite, on lie sur leurs têtes le joug le plus pesant. Leur vie,

¹ La paix d'Aix-la-Chapelle.

² *Acc. parfait*, 3^e partie, p. 257.

³ *Ibid.*, 3^e partie, p. 175 et 213-215.

⁴ Il se contenta de la renvoyer à Saint-Florentin. (Arch. Nat. TT. 350).

⁵ A la fin, on lit ces mots : « De Basse-Normandie, le 28 mars 1757 ».

depuis 72 ans, est un tissu d'humiliations et de souffrances. Corvées, taxes, logements militaires, amendes ¹, prison, tel est leur lot quotidien. *Déclarés concubinaires*, ils n'ont aucun état fixe.

« Mais ce qui les pénètre de douleur ² dans toute l'étendue de leur substance », c'est de se voir ravir leurs enfants. Si le Roi, dont on sait le tendre attachement pour sa famille, daignait se faire exhiber « les listes fatales ³ » des enfants enlevés, approuverait-il une pratique aussi barbare ?

Que réclament les réformés ? Peu de chose : « la tolérance civile », la simple jouissance des droits qui leur sont acquis par leur qualité d'hommes. L'édit d'Henri IV, renouvelant des édits antérieurs de Charles IX et d'Henri III, les avait tolérés en France ; qu'on fasse revivre, en leur faveur, « quelques parties de ces anciennes lois ⁴. »

— Dans la requête de 1757, comme dans l'*Accord parfait*, il est aussi question des assemblées ; mais c'est sur les mariages et l'éducation des enfants que l'on insiste de préférence. Telle semble avoir été, à cette date, à Paris et dans l'Ouest, la moyenne des vœux des religionnaires. Ant. Court, avec ceux du Midi, demandait, en outre, que le culte public pût s'exercer sans entraves, au moins hors des villes. Aussi se plaignit-il que l'auteur de l'*Accord Parfait* eût « énervé » le *Patriote* ⁵.

Mais, vers le milieu du siècle, il s'en fallait que les esprits fussent préparés à une aussi pleine restauration des principes de l'Edit de Nantes. Jusqu'en 1787, c'est la seule question de l'état civil qui alimentera les polémiques au sujet des protestants. De courageux publicistes vont lutter pour le leur conquérir ; en est-il qui acceptent la liberté religieuse ? Gilbert de Voisins écrit, en 1756, qu'on doit tolérer, tout au plus, le culte domestique et privé ⁶. Turmeau de la Morandière, en 1764, n'admet, dans un Etat « bien policé », qu'un seul culte public ⁷.

¹ Le 17 juillet 1742, Delavigne, curé de Douvres, achète « une chape de camelot vert » avec le produit de « quelques petites amendes » auxquelles il a, dit-il, « condamné les bouchers huguenots qui vendent de la viande à la boucherie du bourg de la Délivrande ». (Arch. de Douvres, GG4).

² Les expressions soulignées ont été prises dans l'*Accord parfait*. (3^e partie, p. 49).

³ Ainsi, les réformés croient — ou feignent de croire — que tout se passe à l'insu du roi.

⁴ Arch. Nat. TT. 350.

⁵ *Lett. de P. Rabaut à Court*, II, 370, 371, — et à div., II, 151.

⁶ Anquez, *Etat civil*, 146.

⁷ *Principes politiques sur le rappel des protestans de France*, p. 25. — Ces

Ainsi, pour le moment, les plus libéraux ne concevaient qu'une tolérance très limitée.

Si limitée qu'elle fût, ce n'était pas au clergé qu'il fallait demander de la prêcher.

A vrai dire, quelques-uns de ses membres firent exception. Dès 1756, le curé Bourgeois, à Condé-sur-Noireau, dès 1734, le vicaire Guernet, à Saint-Etienne de Caen, prenaient soin d'épargner aux religionnaires, sur les registres de baptêmes, ces formules injurieuses : « *né des œuvres* » ou « *du prétendu mariage de ...* ¹. » — Dans la préface d'un livre de controverse (1770), l'abbé Vicaire, curé de Saint-Pierre de Caen, qualifiait ainsi ses concitoyens hérétiques : « gens d'une probité reconnue, recommandables par la régularité de leur conduite et leur charité envers les pauvres, à la vertu desquels il ne manque que d'avoir pour fondement la foi ². » — Avec la liberté d'un philosophe fourvoyé dans la Compagnie de Jésus, le P. André³, non content de flétrir la Saint-Barthélemy et les dragonnades, qualifiait la Révocation d'acte « *contraire à la bonne foi* ». « Que l'Edit de Nantes, disait-il, n'ait été accordé qu'à la violence et à la rébellion, n'importe. *C'était une parole donnée ; il fallait la garder* ⁴. »

Mais, jusqu'à la Révolution, la grande majorité des évêques et des curés allait solliciter, contre les religionnaires, l'appui du pouvoir séculier, sans se préoccuper des difficultés temporelles : inconvénients ou obstacles.

Ces difficultés, nul n'était mieux à même de les apprécier que ceux à qui revenait la tâche d'interpréter ou d'appliquer une législation implacable : les *avocats*, les *juges*, les *intendants*. Ils furent, en Normandie, les vrais précurseurs du retour à la tolérance.

Au premier rang figure l'avocat J.-B. Jacques Elie de Beaumont

publicistes se règlent sur les philosophes. « Ce sera une très-bonne loi civile, écrit Montesquieu, lorsque l'Etat est satisfait de la religion déjà établie, de ne point souffrir l'établissement d'une autre. » (*Esprit des lois*, l. XXV, ch. 10). — Rousseau entend maintenir l'unité religieuse au sein de la démocratie, et Voltaire blâme les assemblées du désert. (Cités dans l'*Encycl. des sc. relg.*, VIII, 237, et le *Bull. du Prot.*, XXXI, 167).

¹ Arch. mun. Caen, Etat civil cath., *Saint-Etienne*, 14^e reg., ann. 1734-36 ; et Arch. de Condé, Etat civil cath., années 1756 sqq. — L'abbé Guernet substitue même, à l'expression « *religion prétendue réformée* », celle de « *religion protestante* ».

² Abbé Laffetay, II, 165-166.

³ Les supérieurs de son ordre le persécutèrent pour ses opinions cartésiennes.

⁴ Charma, II, 358 ; — et Bibl. Caen, mss., in-4^o 156, f^o 136 v^o, 137.

(1732-86). Il est souvent question de lui dans la correspondance de Paul Rabaut, et les églises auraient certes choisi, en 1763, pour les défendre officieusement auprès du pouvoir, cet « homme d'esprit », ce jurisconsulte aux idées larges et généreuses, si elles n'avaient posé en principe que leur représentant serait de la religion réformée ¹.

Jacques Elie de Beaumont naquit à Carentan ; mais sa famille était originaire de Canon, près Mézidon ². Il épousa Anne-Louise Morin-Dumesnil (ou Dumesnil-Morin ³), qui descendait, par son père, du ministre caennais Etienne Morin, et qui avait abjuré le protestantisme aux *Nouv. Cath.* de Caen. Après quelques plaidoiries, la faiblesse de sa poitrine le força de renoncer au barreau, pour devenir avocat consultant près du Parlement de Paris ⁴. Son principal titre de gloire est le mémoire qu'il rédigea, sur la recommandation de Voltaire, en faveur des Calas (août 1762). « Leur cause, disait-il, est celle de l'humanité tout entière, et surtout de cette portion de nos compatriotes que l'erreur de leurs opinions rend à plaindre, sans leur ôter le droit d'être jugés avec justice ⁵ ». A cette œuvre d'un « véritable philosophe », Voltaire ne trouva rien à reprendre, sauf quelques traces de mauvais goût et un certain « pathos » de collège ⁶. — Elie de Beaumont se préoccupait aussi de la législation sur les mariages ; en 1763-64, il défendit, devant le Parlement de Paris, les droits d'un sieur Potin et de sa sœur, issus de deux protestants mariés en Suisse. « Pour ces sortes d'unions, disait-il, possession d'état est en même temps raison d'état ⁷ ».

C'est dans le même sens que s'était fixée, vers 1730, la jurisprudence du Parlement de Rouen ⁸. Il déclarait bons et valables « les mariages faits et consommés, hors de l'Eglise romaine, en suite de

¹ *Lett. de P. Rabaut à divers*, II, 16-48, *passim*. — Ce représentant fut, à partir de 1775, Court de Gébelin.

² Jacques-Elie de Beaumont est le grand-père du célèbre géologue, né aussi à Canon, en 1798.

³ Née à Caen (1729), auteur des *Lettres du marquis de Roselle*, et de la 3^e partie des *anecdotes du règne d'Edouard II*; femme « tout à fait aimable, remplie de talens, de connaissances et de vertus », au témoignage de Court de Gébelin. (*Lett. de P. Rab.* à div., II, 18 n.).

⁴ Pontau mont, *Hist. de Carentan*, 413-414. — *Nouv. biogr. gén.*, XV, 821, et XXXVI, 597.

⁵ *Mémoire pour Donat, Pierre et Louis Calas*, p. 3. — Il fit aussi, en 1766, un mémoire pour Paul Sirven. (*Bull. du Prot.*, XLIII, 599).

⁶ *Nouv. Biogr. gén.*, XV, 821.

⁷ Anquez, *Etat civil*, 97 n.

⁸ Voir ci-dessus, p. 360.

promesses et de pactes signés par main de notaire et contrôlés ¹ ». Le 26 juin 1760, il jugea que l'enfant qui était en possession paisible de son état, et avait recueilli la succession de ses père et mère, n'était point obligé de rapporter leur acte de mariage pour recueillir une succession collatérale ².

Il donna d'autres gages de sa modération. Dès 1730, l'archevêque de Rouen, Lavergne de Tressan, dès 1716, le commis de la régie à Caen, se plaignent de n'en pouvoir tirer aucune condamnation contre les relaps³. On ne trouve pas trace de poursuites dirigées par lui contre les assemblées du désert, du moins après 1748⁴. Le pasteur Gautier vante à Ant. Court l'impartialité de ses arrêts : « Jamais, écrit-il, le protestant n'est sacrifié au catholique ; dès que la justice est de notre côté, ces messieurs sont pour nous ». (18 nov. 1749⁵).

Les magistrats inférieurs s'inspirèrent, bon gré mal gré, de ces idées.

Le 13 août 1757, l'intendant de Caen écrit au ministre : « Suivant votre lettre du 3 de ce mois, ... Marie-Anne Fontaine a été conduite aux *Nouv. Cath.* de Caen ; mais Nicolas Fontaine, son tuteur, y a aussi mené sa jeune sœur, [en promettant] de paier sa pension. Le zèle de ce tuteur a fait une sensation parmy les protestants... *Le procureur du Roy m'en a porté des plaintes* ⁶ ».

Aux inhumations des réformés, certains juges, greffiers et commissaires percevaient des droits excessifs. Un premier arrêt de Rouen, du 2 mai 1765⁷, défendit aux juges de prendre, pour les autorisations d'inhumer, « plus grand droit » que pour les simples permis d'informer, et autres signatures de même espèce. Un autre arrêt, du 14 juillet 1769, rendu sur l'appel de Paris, menuisier protestant de Caen, qui avait eu à payer 18 livres « pour les frais funéraires de son épouse », interdit aux commissaires de rien toucher, à l'ave-

¹ Waddington, 83.

² Guyot, *Répert. de jurispr.*, LIII, 332.

³ Floquet, VI, 215. — Beaujour, 408.

⁴ Floquet, VI, 220.

⁵ Waddington, 83.

⁶ Arch. Calv. C. 1639. — Dans une lettre écrite de Sommervieu à l'intendant, lettre anonyme et sans date, mais relative sans doute à la même affaire, on lit : « J'espère, Monsieur, que vous voudrez bien imposer silence à tous ces protestants, et que vous ferez entendre à M. le procureur du Roy qu'il n'a guère bonne grâce à favoriser leurs prétentions » (*Ibid.*, C. 6779).

⁷ Houard (*Dict.*, III, 693) indique la date du 2 mai 1763. Mais celle de 1765 est donnée par le mss. *Norm.* de la coll. Lutteroth (Bibl. Prot.), et par les requêtes à fin d'inhum. (Arch. Calv. C. 1584 sqq.).

nir, pour les inhumations. Même ils durent cesser d'aller à domicile vérifier l'état des corps, et d'accompagner les convois, à moins d'en être requis par les familles¹.

L'avocat général Grente de Grécourt avait dit à ce propos : « Il répugne également aux bonnes mœurs, à l'humanité et à la nature, qu'un commissaire de police aille jeter un œil sacrilège sur le malheureux cadavre de la femme ou de la fille d'un concitoyen, *dont tout le crime n'est qu'une erreur*..... En vain dira-t-il que c'est pour constater le genre de mort ; comme si ceux dont il s'agit étaient plus capables que d'autres de porter une main sacrilège sur leur père ou sur leur enfant !² »

Cette dernière phrase est une allusion transparente à l'affaire Calas. Mais les faits signalés plus haut montrent que le Parlement de Normandie n'avait pas attendu le drame de Toulouse pour se montrer équitable envers les réformés. Après avoir été, jusqu'en 1685, le plus ardent à les persécuter, il avait fini par devenir, — dit avec un peu d'exagération Floquet³, — « leur Dieu tutélaire », dans un temps où l'on osait à peine encore prononcer le mot de tolérance.

Pour expliquer cette évolution, Rulhière allègue⁴ le ressentiment jaloux qu'inspirait aux cours souveraines l'autorité sans limites déléguée par le roi aux intendants. A vrai dire, si, dès le lendemain de la Révocation, le Parlement de Rouen avait tenu à reviser, en appel, la plupart des condamnations infligées aux religionnaires de son ressort, c'était moins dans leur intérêt, que pour défendre ses propres droits contre les abus de pouvoir d'intendants sans scrupules, comme de Gourgues. Si, sous Louis XV, il fut enclin à la tolérance, ce fut peut-être par esprit d'opposition à la royauté, peut-être aussi pour des motifs plus nobles d'humanité et de justice. Quoi qu'il en soit, loin d'entrer en conflit avec lui, les intendants de Caen *La Briffe* (1740-52) et *Fontette* (1752-75)⁵ secondèrent ses vues philanthropiques.

¹ A Caen, à partir de l'arrêt du 14 juillet 1769, le commissaire n'intervient plus aux inhumations protestantes que lorsqu'il s'agit d'Anglais ou d'autres étrangers. (Arch. Calv. C. 1584 sqq.).

² Bibl. Protest., coll. Lutteroth, mss. *Norm.*, f^{os} 14 et 15.

³ VI, 224.

⁴ *Eclairc.*, 2^e partie, p. 167.

⁵ Le baron de Fontette, né de riches financiers parisiens, était, à 20 ans, conseiller au Parlement de Paris, et, à 27 ans, maître des requêtes. Il n'avait que 34 ans, lorsqu'il fut nommé intendant de Caen (Août 1752). — Il acheta le château de Tilly en 1759. (*Etude hist. sur Tilly-sur-Seuille*, par un antiquaire. Caen, 1897, in-8°. — p. 25, 26).

Chaque jour, les conséquences de la persécution leur apparaissaient plus désastreuses ; ils voyaient, depuis 1748, un nouvel exode de réformés s'ajouter aux mauvaises récoltes pour entretenir dans leur généralité la misère, — et quelle misère¹ ! Sans heurter de front les évêques, sans refuser d'obéir à un pouvoir dont ils dépendaient, dont ils étaient les agents immédiats, ils s'évertuèrent à tempérer, dans la mesure du possible, la dureté des édits. Ils louvoyèrent, eurent recours à la force d'inertie, traînèrent les choses en longueur ; ils risquèrent aussi des objections respectueuses, laissèrent voir d'honorables scrupules, firent ressortir les difficultés d'exécution.

La Briffe, on se le rappelle², avait mis une certaine tiédeur, peut-être calculée, à enlever les enfants protestants. A Saint-Florentin, qui lui prescrivait de « contraindre » les pères et mères au paiement des pensions, il répondait que de tels moyens lui paraissaient « trop rigoureux³. » Il aurait aussi voulu limiter aux ventes proprement dites la défense faite aux religionnaires d'aliéner leurs biens sans permission du roi⁴.

Désireux de traiter « en bon père de famille » ses administrés, dont il se disait, « le tuteur né⁵ », Fontette n'eut pas davantage l'étoffe d'un persécuteur. On a vu qu'il se garda de fermer, aux notables protestants, les portes de l'Académie de Caen⁶. Non qu'il fût, pour la tolérance, un autre Turgot. Il approuvait, en principe, l'œuvre de propagande des *Nouvelles Catholiques*. Le 16 juin 1761, il estime « qu'il y aurait de l'inconvénient » à laisser sortir, du couvent de Caen, Marie-Anne Lécuse, parce qu'elle pourrait, comme sa sœur aînée, épouser « un huguenot⁷. » En 1771, il essaie de démon-

¹ Huit mille pauvres à Caen ; quelques-uns trouvés morts de faim, la bouche pleine d'herbes ; les autres se ruant, affolés, sur les boulangeries et les magasins de vivres ; l'intendant Fontette s'estimant heureux de pouvoir les nourrir, pendant *quarante-huit heures*, en 1757, avec une pâtée de riz, de pain et de lait. (Arch. Calv. C. 2617 à 2644, *passim*). — Et la guerre de Sept Ans ne faisait que s'ouvrir !

² Voir ci-dessus, p. 336, 340.

³ Avril-mai 1750. (Arch. Nat. O¹ 509).

⁴ « M. de la Briffe avait pensé comme vous que les nouveaux convertis pouvaient vendre des rentes constituées à leur profit. » (Lettre de Saint-Florentin à Fontette, 29 déc. 1753. — Arch. Nat. O¹ 510).

⁵ Dupont, *le Cotentin*, IV, 486, 513. — Le 3 mai 1764, le contrôleur général Laverdy écrit à Fontette : « Je sens que vous devez être le défenseur des peuples confiés à vos soins. » (Arch. Calv. C. 271). — Le nom de *Fontette* a été donné à l'une des places de Caen.

⁶ Voir ci-dessus, p. 379.

⁷ Arch. Calv. C. 1650. — A vrai dire, dans l'espèce, Fontette se borne à ratifier l'avis de l'évêque de Coutances.

trer, au ministre Bertin, « l'utilité » d'une maison où un grand nombre de jeunes calvinistes se présente « tous les jours ¹. » Mais il désirait que l'on procédât sans violence ; il prêta donc une oreille peu complaisante aux réclamations des fanatiques, et s'efforça, par tous moyens, d'éviter ou de prévenir les mesures de rigueur.

Le 9 août 1759, on avait crocheté la porte des *Nouveaux-Catholiques* de Caen, pour faciliter l'évasion de deux jeunes détenus, Blondel et Denis. Fontette fut sans doute dénoncé comme n'ayant recherché les « coupables » que pour la forme, car Saint-Florentin lui écrivit (7 sept.) : « La punition d'une action si criminelle à tous égards ne doit pas être négligée *au point de ne faire aucunes diligences* ². »

En 1754, une dame La Forêt avait sollicité l'enlèvement des quatre enfants de Jacques et Louis La Ferté, cultivateurs au Mesnil-Hubert. Fontette fit valoir (29 nov.) que deux des enfants avaient seuls l'âge requis par le règlement de 1747, et que la totalité des pensions retomberait sur le roi, les La Ferté ayant « à peine de quoi se nourrir. » (Notons que, d'après un autre témoignage très autorisé ³, ils étaient, au contraire, des plus riches du pays). — Saint-Florentin passa outre aux objections de l'intendant, mais prétendit réduire les frais en obligeant les La Ferté à faire conduire eux-mêmes leurs fils et fille aux *N.-Cath.* ! Comme bien on pense, les La Ferté refusèrent, et cachèrent leurs enfants. On les mit en prison à Vire. Au bout de deux mois, ils signèrent une soumission de les représenter, et de les envoyer aux instructions du curé (9 mars 1755⁴). Fontette se fût contenté de cette soumission ; Saint-Florentin exigea davantage (30 mars) ; les La Ferté ne seraient remis en liberté qu'après avoir représenté leurs enfants. Ils s'exécutèrent et sortirent de prison (30 avril 1755⁴).

Mais Fontette réussissait quelquefois à faire adopter ses vues. Une protestante de Saint-Lô, la jeune d'Ouille, avait été arrêtée le 48 février 1753, aux environs de Saint-Sauveur-le-Vicomte, comme elle se disposait à gagner Jersey. Conduite à l'hôpital du bourg, elle révéla, dans son interrogatoire, que les sieurs Bréard des Castelets et Maubert, en relations avec les îles pour avoir pratiqué jadis « la fraude du tabac », s'étaient employés à favoriser sa fuite. Saint-

¹ Lettre du 15 août 1771. (Arch. Nat. G⁹ 625).

² Arch. Calv. C. 1631. — Beaujour, 448.

³ Celui du pasteur Godefroy. (Waddington, 67).

⁴ Arch. Calv. C. 380, 1546, 1631 et 1640. — Arch. Nat. O¹ 511. — Beaujour, 440-443.

Florentin écrivit à Fontette (28 juin) : « L'intérêt de l'Etat paroist exiger qu'il en soit fait des exemples. Le conseil pouvant vous commettre pour leur faire le procès *dans la rigueur des ordonnances*, vous aurés agréable de m'envoyer le projet d'arrêt. » — Un tel procès eût entraîné les galères, sinon la mort¹ ; Fontette en fut révolté : « Il me paraît nécessaire, avant toutes choses, répondit-il à Saint-Florentin (9 juillet), que je puisse découvrir s'il se trouverait des charges contre [les inculpés], car vous savez parfaitement, Monsieur, que la seule déposition de [la jeune fille] ne serait point suffisante pour opérer leur condamnation. Une instruction serait longue et coûteuse... Je crois qu'en faisant emprisonner pour six mois ces deux particuliers, ...ils seraient bien punis. » Saint-Florentin se rendit sans doute à ces raisons ; car Fontette prescrivit une enquête à son subdélégué de Valognes. Elle démontra que Bréard et Maubert n'étaient pas « coupables » d'autres « évasions ». En conséquence, l'intendant réduisit leur peine à deux mois de prison, et le ministre ne put s'empêcher d'approuver (11 novembre 1753)².

Déjà les prêtres les plus intolérants devaient compter avec cet esprit nouveau. En 1751, le vicaire général Hugon avait repoussé durement la requête d'un malheureux père réclamant ses filles³. Le 17 juillet 1758, il écrit au secrétaire de Fontette qu'il est « nécessaire » d'enlever à leur aïeule les quatre enfants Vardon, d'Athis ; mais il a soin d'observer que ces enfants n'ont plus ni père ni mère, et que, par suite, « *l'enlèvement sera moins révoltant* »⁴.

Ainsi, avant même que Calas eût expiré sur la roue, la plupart des gens du roi, en Basse-Normandie, magistrats ou intendants, se montraient de moins en moins disposés à favoriser les excès du fanatisme. La cour entrerait-elle dans la même voie ? Pour les enlèvements d'enfants, elle y fut presque forcée.

¹ Déclar. du 12 octobre 1687 (*Edits*, 300).

² Arch. Calv. C. 344 et 1648. — Arch. Nat. O¹ 510.

³ Voir ci-dessus, p. 348.

⁴ Arch. Calv. C. 1643.

CHAPITRE DEUXIÈME

POURQUOI LES ENLÈVEMENTS D'ENFANTS DEVIENNENT PLUS RARES

Le règlement du 18 mars 1747 sur les Nouveaux et Nouvelles-Catholiques n'était fait que pour les enfants à la pension du roi. La cour se flattait que leur nombre serait fort restreint, puisqu'il se limiterait à ceux dont les parents seraient absolument incapables de payer l'entretien et la nourriture¹.

Aussi tout enlèvement était-il précédé d'une enquête minutieuse sur les « facultés » des pères et mères. Pour déjouer leurs artifices², on faisait choix de personnes « sûres et discrètes », habitant la même localité. Elles envoyaient à l'intendant et à l'évêque de longs mémoires³ indiquant la profession des parents, le chiffre de leur revenu, le nombre des enfants qu'ils avaient à nourrir.

Il fallait être vraiment réduit à la mendicité pour obtenir l'exemption complète. Catherine Besnard, fille d'un fermier de Cintheaux,

¹ Voir ci-dessus, p. 331.

² En 1750, l'official de Saint-Lô avait dénoncé une jeune Hardelay, d'Hebecrevon. Le père fit croire au subdélégué qu'il n'était « qu'un pauvre taillable », et on se contenta de lui enjoindre de faire élever sa fille dans le catholicisme. Hardelay estima le péril conjuré ; il négligea de satisfaire aux ordres reçus, et se montra « moins caché sur ses facultés ». Quelques mois après, sa fille lui était enlevée, et il fut forcé d'en payer la pension. (Nov. 1751. — Arch. Calv. C. 1649).

³ Les Arch. de la Manche (H. N. cath., *liasse*) possèdent un de ces mémoires, datant de 1747 ou 1748, et relatif à des familles du Chefresne. En voici le début : « Monsieur, malgré la diligence et les mouvemens que je me suis donnée, je n'ai pu avoir l'honneur de vous répondre plutôt sur les éclaircissemens que vous demandez... »

avait été amenée aux *Nouv.-Cath.* de Caen le 26 juillet 1747. Des témoignages autorisés établirent que le père, chargé de cinq enfants, et septuagénaire, n'avait qu'un revenu de 250 livres. Saint-Florentin écrivit néanmoins à l'intendant : « On ne peut attribuer, Monsieur, qu'à une opposition bien opiniâtre à ce qui regarde la Religion Catholique, la persévérance avec laquelle le nommé Besnard demande à être affranchi de la pension de sa fille... Le Roi, en fixant la pension à 150 livres, vous a autorisé à régler son entretien, et à contraindre le père au paiement de l'un et de l'autre » (8 déc. 1749) ¹.

Anne Léluse, fille cadette d'un cultivateur de Marigny, était entrée aux *Nouv.-Cath.* de Caen le 22 décembre 1745. Le subdélégué certifia que Jacques Léluse, le père, était infirme, ne possédait que 300 livres de revenu net, et avait été obligé de prendre une servante depuis l'entrée de sa fille aînée au couvent de Saint-Lô. On crut faire à Jacques Léluse une grande faveur en ne lui imposant que la demi-pension (75 l.). C'était encore trop pour un malheureux laboureur ; trois ans après (1749), il se vit dans l'impossibilité de payer, et sa femme vint solliciter de l'intendant une décharge. La Briffe, n'osant rendre une décision « contraire aux ordres du Roy », renvoya Léluse au Ministre, avec un autre paysan protestant qui se trouvait dans le même cas. La réponse fut telle qu'on pouvait l'attendre de Saint-Florentin : « Il est bien sensible, dit-il, que ces deux jeunes filles couteraient davantage à leurs peres si elles étaient chez eux ; on ne peut donc voir que desobeissance et obstination marquée dans la conduite de ces deux particuliers » (11 déc. 1749) ².

Mais, soit impuissance réelle, soit mauvaise volonté, hélas ! bien légitime, les parents ne payèrent pas mieux que par le passé. Un sieur Morin, « le plus employé » des apothicaires de Caen, faisait la sourde oreille à toutes les réclamations des religieuses, qui depuis cinq ans nourrissaient sa fille ; et il avait la « témérité », « l'indécence » de leur réclamer pour 330 livres de drogues ! (15 fév. 1751) ³. — Au bout de dix ans, le père de Françoise Fallet était encore redevable de 675 livres : « Qu'on garde ma fille tant que l'on voudra ! disait-il ; je ne paierai rien ! » (1758) ⁴. — Un paysan de Saint-Denis-le-Gast, Lecomte-Vimondière, collecteur porte-bourse de sa paroisse, se déclarait prêt, plutôt que de céder, à abandonner tout son bien

¹ Arch. Calv. C. 1637. — Arch. Nat. O¹ 507. — Beaujour, 430.

² Arch. Calv. C. 1650 ; et de la Manche, H, N. cath., *liasse*.

³ Arch. Nat. O¹ 509.

⁴ Arch. Calv. H, N. cath., reg. 10, à cette date.

(juin 1760)¹. — François Le Cavalier, de Caen, était entré aux *Nouveaux-Cath.* par ordre du 25 novembre 1758; cinq ans s'écoulèrent sans qu'on pût rien tirer de ses parents. Comme il avait « une grande vocation » pour le catholicisme, on l'inscrivit sur l'état des pensionnaires du roi, à la condition que les parents liquideraient l'arriéré. Vain espoir ! en 1771, ils devaient encore 1.100 livres² ! — Dès le 12 novembre 1752, la supérieure de Caen fit tenir à l'évêque de Bayeux un état des enfants dont les pensions n'étaient pas réglées; la somme due s'élevait à 1.819 livres³.

Très désappointé, Saint-Florentin s'en prit d'abord à tout le monde, même à l'évêque et aux sœurs. « Ce retardement m'étonne, écrit-il à Paul de Luynes (27 août 1749); j'avais de bonnes raisons pour ne pas le prévoir... Le Roy a chargé M. l'intendant de Caen, non seulement de tenir la main au paiement de ces pensions, mais encore d'y *contraindre* les parents. La supérieure des *Nouv.-Cath.* a connaissance de cette autorité donnée à M. l'Intendant; il n'était pas présumable qu'elle négligerait d'y recourir. Je m'assurais aussy sur vous mesme, Monsieur, qui avés l'intérêt le plus noble dans ces dispositions de S. M... La surveillance de vos grands vicaires aurait pu suppléer à la faute que la supérieure a faite...⁴. »

Or, sur les pères et mères récalcitrants, voici comment s'exerçait la « contrainte ». De même que pour le remboursement des deniers royaux, on établissait chez eux, en garnison, des gardes de la prévôté de l'hôtel; on saisissait leurs fermages, loyers ou rentes, même leurs meubles, hardes et effets !⁵.

Le cœur navré, La Briffe⁶ et son successeur Fontette en vinrent à cette dure extrémité. Et quel fut le résultat ? Le 15 octobre 1761, Fontette écrit à Saint-Florentin : « J'ai l'honneur de vous envoyer un mémoire de la supérieure de Caen... au sujet de la somme de 1.250 livres qui lui est due pour la pension des nommés Daniel Lamotte, Gabriel Lecavalier, François Lecomte de Vimondière et

¹ Arch. Calv. C. 1643.

² *Ibid.*, C. 1640.

³ *Ibid.*, H, N. cath., reg. 10.

⁴ Arch. Nat. O¹ 508.

⁵ D'après des ordonnances de contrainte délivrées par La Briffe et Fontette années 1749 sqq. (Arch. Calv. C. 1639; et de la Manche, H, N. Cath., *liasse*).

⁶ « Je vous ay rapelé plusieurs fois, lui écrit Saint-Florentin, la nécessité qu'il y a de ne pas écouter toutes les difficultés que l'on vous suggère pour... le paiement des pensions... L'idée qu'on peut impunément désobéir se fortifie parmi les protestants. Quelques exemples de sévérité vous auraient tiré de l'embarras où vous paraissés être. » (Avril-mai 1750. — Arch. Nat. O¹ 509).

Pierre Bourdon... J'ai fait en conséquence les informations les plus exactes, et l'on m'a assuré que *les parents de ces quatre particuliers sont devenus absolument hors d'état de payer aucune chose, depuis les contraintes réitérées que j'ai fait exécuter sur eux*; et les paiements qu'ils ont faits en conséquence les ont épuisés... Je ne vois d'autre parti à prendre que de comprendre ces enfants sur l'état de ceux qui sont à la pension du Roy ¹. »

Il était impossible de se faire plus longtemps illusion. Nul concours à attendre des pères et mères; les plus aisés ne se prêteraient « à aucune facilité pour l'éducation de leurs enfants ². » Sauf le cas, assez rare, où des personnes « remplies de bonne volonté » se chargeraient de quelques pensions ³, ce serait au roi seul à payer, pour les Nouvelles et Nouveaux-Catholiques détenus par son ordre, la nourriture et l'entretien.

Encore si la dépense s'était bornée là ! Mais il y avait bien d'autres frais.

Après chaque « capture » ou enlèvement, il fallait solder les « vacations » du brigadier de maréchaussée et de ses hommes (3 et 4 livres par jour et par tête). Il fallait aussi les dédommager de leurs débours : loyer et nourriture des chevaux destinés à transporter les enfants ; nourriture de ces enfants pendant la route ; salaires d'espions dont le concours était souvent indispensable, et qui se faisaient « bien payer ». Préoccupé de ménager ces « frais de conduite » ⁴, le ministre ordonnait de taxer chaque mémoire au plus juste, comme pour « affaires regardant le Roy ⁵. » Au mois de décembre 1749, le brigadier de Saint-Lô, accompagné de sept cavaliers, s'était saisi, au Chefresne, de cinq enfants ; il évalua sa dépense à 265 livres, que l'intendant réduisit à 144 ⁶. — Boutry-Dumanoir, exempt de la maréchaussée de Coutances, avait conduit aux *Nouv.-Cath.* de Saint-Lô une jeune Lecomte, de Saint-Denis-le-Gast (20 sept. 1772). Sa note fut ramenée de 87 à 58, puis à 45 livres, dont il n'était pas encore

¹ Arch. Calv. C. 1643.

² Lettre de Fontette, du 16 janvier 1755. (Beaujour, 441).

³ Sur les registres des *Nouv. Cath.* de Caen, on lit quelquefois cette note : « Une dame » ou « une personne remplie de bonne volonté paie sa pension. » — A l'Hôp. gén. de Bayeux, le supérieur du séminaire paie, en 1740, la pension d'un jeune Nouveau-Cath. (Arch. Calv. H. Suppl. 1134).

⁴ D'où l'outrecuidante prétention de Saint-Florentin de mettre ces frais à la charge... des parents eux-mêmes ! (Voir ci-dessus, p. 404).

⁵ Arch. Calv. C. 1637.

⁶ *Ibid.*, C. 1644.

remboursé en 1775. C'est ce qu'il exposa dans une naïve supplique à l'intendant (22 décembre 1775) : « J'ai recours à vous, disait-il, pour vous prier de vouloir bien jeter un coup d'œil sur cette affaire, et faire en sorte de me faire toucher cette somme qui n'est pas suffisante pour me remplir des frais que j'ai été obligé de faire pour cette affaire ¹. »

Sortis des maisons de la Propagation, les nouveaux et nouvelles catholiques se mariaient, apprenaient un métier, prononçaient leurs vœux, ou réclamaient quelque pension pour subsister. Dots, pensions et frais d'apprentissage, tout retombait sur le trésor royal. Aussi Saint-Florentin y regardait à quelques livres près. Le 29 mars 1752, il informe la supérieure de Caen que Jeanne Paisant recevra du roi 165 livres pour son apprentissage. « Cependant, ajoute-t-il, une autre maîtresse de Caen n'a exigé, en 1750, que 160 livres ². » — Jeanne Gatebled a obtenu, le 3 novembre 1753, une gratification de 100 livres pour apprendre le métier de couturière en mode; « mais, écrit la supérieure, il n'y a pas eu moyen de trouver de couturière dans Caen qui l'ait voulu prendre pour 100 livres d'argent; toutes demandent 200 livres. » — « La gratification ne sera point augmentée! répond sèchement Saint-Florentin (30 août 1754); qu'elle apprenne un autre métier! » — La supérieure se le tint pour dit; elle plaça désormais ses jeunes converties chez des couturières de la campagne, « où il en coûtait moins ³ ».

L'air et le régime étaient malsains aux *Nouv.-Cath.*; souvent on y tombait malade, et malade à en mourir. Qui payait les remèdes, les services funèbres? Le roi! toujours le roi! N'était-ce pas lui qui avait ordonné l'incarcération? Comme frais de maladie et d'enterrement, la supérieure de Caen réclame de la cour, entre 1755 et 1763 :

Pour Marie-Anne Fontaine.....	71 livres.
Pour Catherine Gautier.....	73 —
Pour Madeleine Le Harivel.....	104 —
Pour Madeleine Essillard.....	105 —
Pour François Lemoine.....	121 —
Pour Marie Lefort.....	123 —

Soit, en huit années, près de 600 livres ⁴.

¹ Arch. Calv. C. 1650. — Il reçut son mandat de 45 liv. le 17 février 1776.

² Arch. Calv. H, N. cath., reg. 10, ann. 1752.

³ *Ibid.*, reg. 10, ann. 1754. sqq.

⁴ *Ibid.*, reg. 10, *passim*.

Le 23 février 1771, la sœur Castel, de la maison-mère de St-Chaumont, envoie au ministre « la notte de deux morte » (*sic*), c'est-à-dire, de deux jeunes filles décédées aux *Nouv.-Cath.* de Saint-Lô ¹.

Les religieuses poursuivaient, imperturbables, une œuvre de propagande qui ne leur coûtait pas un sou. Malgré le règlement de 1747, elles s'obstinaient à admettre tous les jeunes calvinistes venus « volontairement », ou, plutôt, amenés, « sans ordre supérieur », par personnes zélées ²; et elles sollicitaient ensuite l'autorisation de les garder au compte du Roi. Marie Lucas, d'Athis, se présente au couvent de Caen (26 août 1752), accompagnée du curé de St-Pierre; « il n'y a pas eu moyen, écrit la supérieure, de renvoyer cette pauvre fille remplie de bonne volonté ³. » — Le 20 déc. 1758, au même couvent, arrive une enfant de dix ans conduite par une autre. « Elle dit, rapporte la supérieure, qu'elle voullait estre catholique... Je ne cru pas pouvoir en conscience luy refuser l'azille, et il fut heureux pour cette enfant (*sic*), que ses parants cherchèrent presque aussitôt... Elle est fille de Pierre Binard, pauvre cardeur de laine à Condé; sa mère est morte; elle était icy [à Caen] chés une tante où son père l'avait mise pour la cacher ⁴. » — Marguerite Delaperrelle est âgée de 17 ans; son père, à Caen, fait profession d'inhumér les protestants, et de garder le jardin qui leur sert de sépulture ⁵. Cet homme est un calviniste fanatique. Apprenant que sa fille avait été à la messe, « il l'a enfermée chez luy; ne la trouvant pas assés resserrée, il a fait dans sa maison un cabinet pour la mettre, et a eu la dureté de l'y faire travailler... Cette pauvre fille, au désespoir de voir cet édifice bientôt fait, a pris le parti, le 11 octobre 1756, à cinq heures du matin,... de se jetter en chemise par une fenestre dans les fossés proche la porte de Bayeux, de plus de 50 pieds de haut, dont elle se serait tuée si la Divine Providence ne l'en avait préservée, en permettant qu'elle tombast dans un jardin proche, d'où

¹ Arch. Nat. TT. 291.

² Du 9 juillet 1764 : « A Mgr de Fontette... supplie Pierre Haupoix, de la paroisse de Bernières-sur-Mer, et vous remontre qu'il a une fille âgée de 13 ans. Il est arrivé que *gens mal intentionnés* se sont avisés de [la] conduire à Caen, au couvent des nouveaux convertis; *sans certainement avoir aucun ordre supérieur*. Le suppliant, très-inquiet de son enfant, a passé toute la nuit à la chercher... Enfin il s'est cejourd'huy transporté au couvent... Il a falu encore bien des cérémonies pour luy faire voir [sa fille]; une des religieuses a dit... qu'elle a été conduite *par gens qu'elle ne veut pas citer*. » (Arch. Calv. C. 1639).

³ *Ibid.*, H, N. cath., reg. 10.

⁴ *Ibid.*, C. 1637. — Beaujour, 447.

⁵ Le jardin Précourt.

elle fut conduite chez M. Buquet, curé de Saint-Sauveur, qui l'a envoyée le soir icy ¹. »

Voilà, n'est-il pas vrai ? une vocation bien décidée ! Mais tournons quelques feuillets du même registre. Le 5 octobre 1760, nous voyons entrer, aux *Nouv.-Cath.* de Caen, un garçonnet de 12 à 13 ans, François Maurice². La supérieure déclare qu'il s'y est rendu « *de lui-même* ». Or, que lisons-nous sur la même page, à la suite du même nom ? « *S'est échapé le 26 décembre 1760* », c'est-à-dire, moins de trois mois après !

Aussi Saint-Florentin écrivait-il à Fontette (1755-58) : « Ces prétendues instances sont peu probables ; c'est un prétexte qui ne manquerait jamais ³... Je m'aperçois que cette prétendue vocation se présente souvent. Vous avez pu être informé des abus que le Règlement a réformés, et qui n'avaient été introduits que par les facilités que les religieuses trouvaient à remplir leur maison à leur choix... On ne peut s'empêcher de [les] suspecter de pieuse, mais mal entendue commisération ⁴. »

C'était le trésor royal qui faisait tous les frais de ces vocations « irrésistibles ». Il est donc très vraisemblable que la détresse financière contribua beaucoup à refroidir le zèle convertisseur de la Cour ⁵.

Est-ce à dire que les enlèvements par ordre du Roi cessèrent du jour au lendemain ? Il n'était pas si aisé de rompre avec une pratique quasi séculaire. Le 21 sept. 1759, Court fils écrit : « On a enlevé depuis peu sept enfants dans la seule généralité de Caen ⁶. » —

¹ Lettre de la supérieure à M. de Rochechouart, évêque de Bayeux, 15 janvier 1757. (Arch. Calv., H, N. cath., reg. 10).

² *Ibid.*, à la date du 5 oct. 1760.

³ Lettre du 30 juillet 1755. (Arch. Nat. O⁴ 511).

⁴ Lettres des 12 sept. 1757 et 1^{er} oct. 1758. (Arch. Calv. C. 1640 et 1642).

⁵ A Caen, en 1746, le roi payait 10.350 liv. pour les garçons et filles pensionnés par lui. (V. *supra*, p. 325). — En 1756, ce chiffre tombe à 3225, dont 2642 pour les filles et 583 pour les garçons ; et la supérieure remet à l'abbé Hugon « un autant » des états, « pour faire voir à la cour que le nombre des enfants à instruire est bien diminué deuis 1747. » (Arch. Calv. H, N. cath., reg. 10).

⁶ Bibl. du Prot., mss., Egl. du dés., Lett. de Court fils à Royer, f^o 120. — Des sept enfants en question, quatre venaient du Chefresne et de Saint-Denis-le-Gast. (10 juillet 1759 ; Arch. Calv. C. 1638 et 1640).

En 1760, sont enlevés : le 27 mai, François Vasnier et Jacques-Nicolas de la Vauterie, de Caen (Beaujour, 448) ; — le 30 juillet : Anne Costil, du Chefresne ; — le 9 octobre : François Le Capelain, de Chanteloup. (Arch. Manche, H, N. cath., *Uasse*) ;

En 1761, le 11 juillet : Charlotte Le Capelain, de Gamberron. (Arch. Calv. C. 1650).

D'autres rigueurs, en 1762, furent comme la rançon de l'expulsion des Jésuites. A Caen, les Pères avaient dû évacuer, le 1^{er} juillet, leur collège du Mont ¹; trois mois après (octobre), et au petit jour, la maréchaussée faisait irruption, avec grand fracas, dans la *Neuve-Rue*, pour appréhender au corps les filles du protestant Lhonoré ². Le 16 janvier 1763, on traîna aux *Nouv.-Cath.* de Saint-Lô les deux jeunes Des Carrières-Hardelai, d'Hebecrevon; l'ainée, âgée de neuf ans, « marqua beaucoup d'entêtement, écrit le subdélégué, pour la secte à laquelle on l'arrachait ³. »

La paix de Paris (10 février 1763) n'allait-elle pas déterminer une nouvelle recrudescence de la persécution? Plusieurs réformés de Normandie, imitant leurs frères de Saintonge et du Bordelais ⁴, entrèrent en pourparlers avec l'archevêque de Canterbury, pour négocier leur établissement aux colonies anglaises d'Amérique ⁵. Choiseul crut même devoir prescrire aux trois intendants de la province de s'entendre avec les évêques et le duc d'Harcourt, gouverneur, pour faire surveiller les routes et fermer les passages (janv.-mars 1764) ⁶.

Mais, en décembre 1763, la Normandie était passée du département de Saint-Florentin dans celui de Bertin. Ce ministre allait montrer des dispositions plus tolérantes ⁷, et se rencontrer ainsi avec l'intendant Fontette.

Godefroy, pasteur du Bocage, écrit vers cette époque à Paul Rabaut : « On est assez tranquille icy; la plus grande persécution, qui a presque toujours consisté dans l'enlèvement des enfants, s'est calmée depuis six mois, et semble être anéantie, puisqu'au lieu de pratiquer des enlèvements, on a fait sortir des couvents de Caen plusieurs enfants qu'on s'était proposé de rendre à leurs pères et mères ⁸. »

Un jeune Chepmel, né à Jersey, s'était retiré, « de son bon gré », au commencement d'octobre 1765, aux Nouveaux-Cath. de Caen.

¹ Ils sortirent en habits séculiers, sans qu'on leur eût laissé le temps de prendre le costume ecclésiastique. (Bibl. de Caen, mss., Journal de Lemauger, f° 33).

² Beaujour, 444-446.

³ Arch. -Calv., C. 1647.

⁴ Deux à trois cents protestants de Saintonge et du Bordelais émigrèrent alors, avec les pasteurs Gibert et Bouliton. (*Bull. du Prot.*, VI, 370 sqq.).

⁵ *Ibid.*

⁶ Arch. Calv. C. 1515; et de l'Orne, C. 627. — Beaujour, 476, 477.

⁷ Il faut aussi tenir compte du retentissement de l'affaire Calas. (1 mars 1762-9 mars 1765).

⁸ Coquerel, II, 402.

Fontette écrivit à Bertin : « Que faut-il faire, si son tuteur vient le réclamer ? » — « Dans ces sortes d'occasions, répondit le ministre (19 oct.), *il est d'usage de permettre aux parents ou aux tuteurs, lorsqu'ils se sont fait connaître par des actes en forme, de voir leurs enfants et d'employer les voyes de la persuasion pour les engager a retourner avec eux* ; mais si les enfants persistent a vouloir demeurer dans la maison ou ils se sont retirés, on ne doit point les forcer [d'en] sortir. » — Là-dessus, lettre, plus ou moins spontanée, du jeune Chepmel au ministre : « Mon tuteur et d'autres Anglais, écrit-il (déc. 1763), viennent à tous moments me solliciter, et ces instances continuelles, auxquelles je suis bien résolu de n'avoir aucun égard, *dérangent ma santé*. » — Mais on agissait à Londres, et l'ambassadeur d'Angleterre réclama, près de Louis XV, au nom de son gouvernement. L'affaire fut renvoyée devant le bailliage de Caen, qui ordonna de mettre Chepmel aux mains de son tuteur (18 juin 1766)¹. La supérieure enregistra la sortie du jeune homme, et ajouta, non sans dépit : « L'on n'a eu aucun égard a la perseverance de sa volonté a être catholique². »

Le 15 février 1764, Bertin écrit à Fontette : « M. l'évêque de Bayeux demande des ordres du Roi pour faire conduire aux Ursulines de Bayeux la demoiselle Du Mesnil de Saint Pierre, de Saint-Pierre-du-Mont, et aux *Nouv.-Cath.* de Caen Philippine Gohier, de la même ville... Outre que la première n'a pas atteint l'âge prescrit par le Règlement, il est à craindre que l'enlèvement d'une fille de condition ne jette l'allarme parmi les protestans du canton, et ne porte ceux d'entre eux qui sont assez riches pour cela a envoyer leurs enfants chez l'étranger. Quant à la seconde, vous [verrez] si ses parents sont assez entêtés dans leurs erreurs pour empêcher leur fille d'aller aux instructions de la paroisse, et assez instruits pour qu'il soit à craindre qu'ils en détruisent le fruit. Vous vérifierez aussi s'ils sont hors d'état de payer sa pension. »

Répondant aux intentions secrètes de Bertin, Fontette ne pressa point l'information. La lettre ministérielle était du 15 février ; c'est seulement le 11 avril que le subdélégué chargé de l'enquête expédia son rapport. « Le père, disait-il, est maître toillier, a du bien et de

¹ Arch. Calv. C. 1638. — Beaujour, 452-454.

² Arch. Calv., H. N. cath., reg. 11, juin 1766. — Le 20 février 1774, d'Aiguillon renvoie à Fontette une note du chargé d'affaires d'Angleterre réclamant une jeune Campbell, qui « s'est retirée » chez le curé de Saint-Pierre de Goutances. (Arch. Nat. O¹ 565).

l'aisance ; il n'a jamais envoyé sa fille aux instructions du curé. La fille paraît avoir beaucoup d'esprit. *Comme elle ne désire pas apprendre la Religion Cath. Apost. et Romaine*, il ne dépend que du Roy de la faire conduire par force aux *Nouv.-Cath.*, *quoique ce parti me paraisse rigoureux.* » La réponse de l'intendant fut sans doute conçue dans le même sens ¹.

Le 10 février 1765, Bertin renvoya à Fontette une autre lettre de l'évêque de Bayeux réclamant des pensions du roi pour plusieurs enfants ; les uns s'étaient rendus « d'eux-mêmes » aux *Nouv.-Cath.* de Caen, les autres avaient « le dessein de s'y rendre. » — « Vous vérifierez, écrivit le ministre, *s'ils ont réellement le dessein de se convertir, et si leurs parents sont hors d'état de payer leur pension.* » — Fontette répondit (27 février) : « Des quatre filles désignées dans le mémoire dont il s'agit, il n'y a que la dernière, Françoise Moulin, qui se soit rendue d'elle même aux *Nouv.-Cath.* A l'égard des trois autres, je n'ay pu savoir positivement si elles ont le dessein de se convertir, *et j'ai appris seulement que leurs parents sont hors d'état de payer leurs pensions* ². »

La question d'argent ! Voilà le principal motif qui déterminait le ministre à réduire peu à peu, de concert avec l'intendant Fontette, le nombre des enlèvements d'enfants. C'était l'une des raisons pour lesquelles les idées de tolérance, parties d'en bas, avaient fini par s'imposer à la cour.

¹ Arch. Calv. C. 1639. — Beaujour, 449-450.

² Arch. Calv. C. 1641.

CHAPITRE TROISIÈME

PROGRÈS DES IDEES DE TOLÉRANCE A PARTIR DE L'AVÈNEMENT DE LOUIS XVI.

L'avènement de Louis XVI (10 mai 1774), de ce prince qui voulait « se barricader d'honnêtes gens », et « mettre son bonheur dans la prospérité de ses sujets ¹ », fit espérer aux intendants philanthropes qu'ils auraient dorénavant les coudées franches.

On a vu qu'en Basse-Normandie, sous le règne précédent, Fontette s'était interposé de son mieux entre la cour et les réformés, pour amortir ou rendre plus rares les coups de la persécution. Mais il ne refusait pas ses bons offices aux *Nouvelles-Catholiques*, dont il estimait « utile » l'établissement. Esmangart, son successeur (sept. 1775), allait rompre résolument avec tout ce qui rappelait un fanatisme traditionnel. Les sœurs en firent l'expérience, lorsqu'elles eurent à réédifier leur couvent de Caen (1767-79).

Elles l'avaient formé de pièces et de morceaux, en achetant successivement ² plusieurs maisons contiguës, situées entre les rues Guilbert et des Carmes. Or, vers la fin du règne de Louis XV, il se trouva que ces immeubles, déjà vieux lors de leur acquisition, menaçaient ruine. Une reconstruction totale s'imposait, et les architectes l'évaluaient à 77.555 livres (1767) ³.

Où prendre une aussi forte somme ? Dans les revenus de la régie ? — « Mais, observait Fontette, en Basse-Normandie, ils se réduisent

¹ Beaurepaire, 81.

² En 1671, 1678, 1686 et 1700.

³ Arch. Calv. C. 1636.

à fort peu de chose. » (Nov. 1769) ¹. — « Pour qu'il n'en coûte rien au Roi, disaient les sœurs, appliquez-nous, pendant plusieurs années, l'économat du revenu de quelque abbaye ². » — A la prière de Saint-Florentin, le contrôleur-général Sartines leur donna 15.000 livres sur les loteries dites *de piété* ³.

Encouragées par ce premier succès, les sœurs jetèrent à bas une partie de leurs vieilles mesures, et commencèrent, « avec la plus grande vivacité », une vaste construction à quatre étages, comprenant un corps principal et deux pavillons ⁴. Puis elles adressèrent à la cour un nouvel appel de fonds.

En janv. 1769, le ministre Bertin leur fit encore tenir 21.000 livres, mais déclara qu'il n'accorderait rien de plus ⁵.

Grand fut l'émoi des religieuses ; leur nouveau bâtiment n'avait que les quatre murs. sans charpente ni toit, et restait « exposé aux injures de l'air ». En attendant, elles logeaient dans « des trous, des coins et recoins, et autres vieux cabas », où elles ne pouvaient entrer sans faire « un acte de contriession et de résignation », courant le risque d'être écrasées ⁶. La sœur de Limarest, supérieure, dont « la pauvre teste » était « tout à l'envers », mit en mouvement l'évêque de Bayeux, l'intendant Fontette, même le duc d'Harcourt ⁷. Elle fit plusieurs pèlerinages à la Délivrande, sans négliger les petits moyens, par exemple, l'envoi d'un pâté de saumon au secrétaire du ministre Bertin (5 déc. 1769) ⁸.

Fontette reconnaissait que les sœurs avaient fait cette entreprise « trop légèrement ⁹ ». Il appuya néanmoins leur requête, invoquant « l'utilité » de la maison, et la nécessité de multiplier les travaux publics pour soulager « la misère extrême » du peuple ¹⁰. Il fut si

¹ *Ibid.*

² Mémoire sans date. (Arch. Nat. G⁹ 625).

³ Arch. Nat. G⁹ 625 ; et du Calv. C. 1636. — Les loteries *de piété*, tirées à Paris tous les mois, servaient aux réparations des Eglises.

⁴ Ce bâtiment, dont le plan est aux Arch. Nat. (G⁹ 625), existe encore aujourd'hui. Il est occupé par le pensionnat de la Providence. Le *Bull. du Prot.* (XLII, 65) en a publié un croquis.

⁵ Arch. Nat. G⁹ 625 ; et du Calv. C. 1636.

⁶ Lettres des 23 nov. 1769 et 15 juillet 1771. (Arch. Nat. G⁹ 625).

⁷ Arch. du Ch. d'Harcourt, 180.

⁸ Arch. Nat. G⁹ 625.

⁹ Lettre du 30 mars 1770. (Arch. Calv. C. 1636). — La même année (1770), un devis d'architecte évaluait à 27.000 livres les réparations à faire au couvent des *Nouv. Cath.* de Saint-Lô. (Arch. Manche, H, N. cath., *hasse*).

¹⁰ Lett. du 21 nov. 1768. (Arch. Calv. C. 1636).

pressant, que l'abbé Terray, contrôleur général, promet de fournir, sur l'excédent de la capitation, une nouvelle somme de 34.000 livres, à répartir en plusieurs annuités (9 avril 1774) ¹.

Au mois de mai 1778, restait à verser, sur cette somme, un reliquat de 3.000 livres. M^{me} de Limarest, supérieure, prétendit qu'il lui en fallait encore 11.000 pour finir ses infirmeries. Mais, dans l'intervalle, Esmangart avait pris l'intendance de Caen ; il ne voulut payer que les 3.000 livres, et se montra très décidé « à ne pas passer outre ». La supérieure s'en plaignit à Fontette : « Pour notre malheur, lui disait-elle, nous vous avons perdu, et les veües ne sont plus les memes... C'est votre ouvrage, Monsieur ; c'est un monument qui conservera à jamais le souvenir de votre bienfissance... En vérité, mon cher père et protecteur, je n'ai que vous à qui recourir dans ma détresse ! » (4 juin 1778) ².

Fontette écrivit à Bertin (7 juin 1778) : « Il aurait mieux valu ne donner aucun secours à cette maison que de l'abandonner dans le moment où il faut si peu de chose pour [la] consolider ³. » — Le fanatisme n'est plus le même, répliqua Esmangart, et le nombre des sujets du Roy qui sont dans le cas d'être placés par son autorité dans cet asile devient chaque jour moins considérable. » (30 octobre 1778) ⁴.

Chaque jour, en effet, s'accroissait la répugnance des agents du pouvoir pour les enlèvements d'enfants.

Le 16 mai 1777, le curé de Saint-Pierre de Caen avait dénoncé au

¹ Arch. Calv. C. 1636.

² Arch. Nat. G⁹ 625.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.* — Le 13 février 1779, sur les instances réitérées de Fontette, Bertin accorde aux *Nouv. Cath.* de Caen un nouveau secours de 6.000 liv. sur les loteries (*Ibid.*). — Six ans après, nouvelle réclamation des religieuses ; mais le subdélégué propose de rejeter, « comme indiscrettes, les incessantes demandes de cette communauté... De quoi, dit-il, aurait-elle à se plaindre, puisqu'il est vrai qu'elle ne consomme pas son revenu ? Pourquoi enrichir des couvents, tandis que les hôpitaux sont dans la misère ? » (Juillet 1785 ; — Arch. Calv. C. 1636).

A vrai dire, de 1770 à 1785, le budget des sœurs se règle constamment en déficit. Pour le boucler, elles puisent à même une réserve qui est encore de 9.280 liv. en 1775 ; ou bien elles empruntent à la maison-mère de Saint-Chaumont. — Mais, à partir de 1785, leurs recettes vont sans cesse grossissant, comme il résulte du tableau ci-dessous :

En 1785 :	Recettes :	27.616 l.	—	Dépenses :	25.451 l.	—	Excédent :	2.165 l.
En 1786 :	—	30.583 l.	—	—	25.713 l.	—	—	4.870 l.
En 1787 :	—	36.620 l.	—	—	26.889 l.	—	—	9.731 l.
En 1788 :	—	41.086 l.	—	—	25.784 l.	—	—	15.302 l.

(Arch. Calv. H, N. cath., reg. 7 et 13).

ministre Bertin quatre jeunes enfants dont les père et mère étaient de religion « suspecte ». Esmangart charge son subdélégué d'instruire l'affaire, et lui écrit (4 juin) : « *Il n'est pas dans les principes de l'administration d'enlever les enfants à leurs parents. Il faut que ces enfants forment eux-mêmes la demande, ou qu'elle soit faite au nom de la plus grande partie de la famille* ¹. »

Or, au mois d'août 1782, c'est l'enfant elle-même, Madeleine Vilain, du Chefresne, qui sollicite « les ordres du roi » pour être placée aux *Nouv.-Cath.* de Saint-Lô. — « La requête n'est munie d'aucune signature ! objecte Esmangart. D'ailleurs, l'enfant n'a que dix ans ; et, à cet âge, il est impossible qu'elle ait des motifs de décision. Attendons qu'elle ait mûrement réfléchi ! ² »

Mais voici une requête bien et dûment signée par la postulante, également du Chefresne, Madeleine Costil. Cette jeune fille est responsable de ses actes, puisqu'elle a 21 ans. Une de ses sœurs est déjà religieuse aux *Nouv.-Cath.* de Saint-Lô. « Je désire ardemment, écrit-elle au subdélégué (3 avril 1780), que votre charité s'étende sur moy, pour me retirer d'entre les bras de mes parents qui ne consentiraient point que je me rendent *sic* au grand couvent de Saint-Lô pour me faire éduquer... Chaque jour je soupire et languit après cet moment heureux qui me délivrera du sein de l'hérésie... Rendez-moi ce service ; Dieu sera votre récompense. » Elle indique même le lieu où devront coucher les cavaliers, pour être à portée de l'enlever le lendemain matin, sur les trois heures. Le subdélégué apostille la requête et ajoute : « Cette jeune fille a préféré la voye d'un enlèvement simulé, parce qu'elle est éloignée de six lieues de Saint-Lô, et qu'elle ne peut s'exposer seule dans une route aussi longue... Elle m'a encore fait observer par son curé qu'une retraite qui paraîtrait volontaire de sa part mortifierait singulièrement ses parens. » — « Y eût-il des motifs encore plus puissants, répond Esmangart, *l'administration, d'après les principes qu'elle a adoptés, ne se portera pas à faire enlever avec éclat un enfant d'entre les mains de ses parents. Il résulte toujours de ces coups d'autorité une sorte de trouble dans les familles ; et, s'ils devenaient fréquents, ils pourraient diminuer l'affection que les sujets doivent à la personne du Roi ; je me garderai bien de rien proposer à ce sujet au Ministre* (11 avril 1780)³.

¹ Arch. Calv. C. 1631 et 1638. — Beaujour, 454, 455.

² Arch. Calv. C. 1652.

³ *Ibid.*, C. 1647. — Beaujour, 456.

Même en haut lieu, on commence à s'aviser qu'un père peut avoir, quoique protestant, des droits sur son enfant. La fille de Jean Granger, marchand à Condé-sur-Noireau, a été enlevée le 29 octobre 1766, et conduite aux *Nouv.-Cath.* d'Alençon. La supérieure, après l'avoir convertie, lui propose un époux. Le père blâme ce projet d'union, et, comme la jeune fille refuse de revenir chez lui, il demande qu'elle soit transférée aux *Nouv.-Cath.* de Caen. En renvoyant cette requête à l'intendant d'Alençon, le ministre Bertin écrit (21 avril 1776) : « Si la supérieure ne retenait effectivement la demoiselle Granger *que pour la marier contre le gré de ses parents, ce motif serait très-repréhensible* ¹. »

Aux raisons d'ordre moral s'ajoutait la nécessité de l'économie, plus impérieuse que jamais à la veille de la guerre d'Amérique. Aussi, tandis qu'on écartait impitoyablement les nouveaux-convertis quémandeurs de pensions², on soumit au contrôle le plus sévère les états dressés par les supérieures.

En examinant ces états pour Caen et Saint-Lô, Vergennes y constata le maintien de garçons et de filles dont « l'instruction » devait être achevée depuis longtemps. Il le fit observer à Esmangart, qui écrivit à ses subdélégués (mars 1782) : « Vous concevés que cette charge, qui est au compte du Roi, ne peut être éternelle. » Informations prises, on raya des états plusieurs noms³. Le 13 mai 1782,

¹ Arch. de l'Orne, C. 630 ; et du Calv. C. 369.

² La religion servait toujours à colorer la cupidité ou la paresse. Tantôt, c'est un père ou une mère qui, s'autorisant de son abjuration, sollicite pour ses enfants des places aux *Nouv. Cath.*, afin de les soustraire à la « séduction » de parents protestants. — « Prétexte commode, réplique Esmangart, pour vous dispenser de les entretenir ! » — Tantôt, c'est pour eux-mêmes que les nouveaux convertis font appel à la générosité royale.. « C'est à l'autorité du Roi » que Charlotte Lécuse doit sa conversion, et « il paraît de l'intérêt de la Religion que S. M. veuille bien la tirer de l'état où elle est. » (1778). — Marguerite Saint, de Saint-Lô, demande, en 1781, une pension de 200 livres, comme issue de parents qui *autrefois* ont professé le calvinisme. « Est-ce une raison, riposte Esmangart, pour que votre entretien soit à la charge du Roi ? Le mobile secret de toutes ces requêtes, c'est l'éloignement pour le travail, la *fainéantise* ! » (Arch. Calv. C. 1637 à 1652, *passim*.).

L'intendant était d'autant plus forcé à refuser, que la plupart des pensions donnaient lieu à des fraudes. Le subdélégué de Saint-Lô écrit (28 janv. 1777) : « Une demoiselle Fontenay, étant pauvre, obtint une pension... Devenue, plus tard, par succession, riche de 2.000 liv. de rente, on refusa de lui signer ses certificats. Elle se retourna, et trouva ailleurs les moyens de les faire signer. » (Arch. Calv. C. 1650).

³ La radiation se fit en toute rigueur. Robillard, subdélégué de Saint-Lô, écrit le 30 nov. 1784 : « La demoiselle Marie-Charlotte Lecaplain a été forcée de

Vergennes fixa, pour l'avenir, la règle suivante : « Tout enfant admis aux *Nouv.-Cath.* n'y restera que trois ans, s'il en avait moins de seize lors de son entrée, et deux ans seulement, s'il en avait plus de seize¹. » — Les ordres de sortie signés du Roi furent rédigés selon l'esprit nouveau. Sous Louis XV, la formule employée sentait la geôle et l'écroû : « *Mettez en liberté X...* que vous *détenez* par mes ordres. » Louis XVI s'exprima ainsi : « *Laissez sortir X...*, que vous *retenez*². »

L'appui du bras séculier faisant défaut, les abjurations, aux *Nouv. Cath.*, deviennent de plus en plus rares. De 1763 à 1781, les sœurs en obtiennent seulement 58, dont 16 de garçons et 42 de filles. Encore faut-il noter que certains noms sont répétés plusieurs fois de suite. Ainsi, Anne Martin est inscrite deux fois, aux années 1777 et 1778 ; Pierre Gallier : trois fois (en 1770, 1781 et 1782). A l'année 1779, pour ne pas laisser la colonne vide, on réinscrit les abjurations obtenues en 1775. A partir de 1781, on renonce à cette innocente supercherie, et, jusqu'en 1789, la colonne réservée aux abjurations reste en blanc³.

Aussi la maison des *Nouv. Cath.* de Caen change-t-elle de destination et de caractère. Si elle reçoit encore quelques calvinistes⁴, elle s'ouvre surtout aux jeunes filles nées catholiques, et qui paient pension pour se faire élever et instruire. Elle tient des classes gratuites d'externes pour les pauvres de la ville. Elle procure le logement et la nourriture à « quantité de veuves et demoiselles de condition, que leur fortune bornée met hors d'état de vivre dans le monde », et qui ne pourraient avoir, dans les monastères cloîtrés, « la liberté honnête qui convient à la situation de leurs affaires⁵ ». En 1778, les

sortir de la communauté de Saint-Lô au mois de mai dernier. Elle avait été arrachée à sa famille, à l'âge de 4 ans, en 1761... Inutilement on représenta que, puisque le gouvernement l'avait fait enlever dans un âge où elle ne savait pas encore travailler, il n'était pas juste, il était même dur de l'expulser dans une circonstance où elle se trouvait sans asile, sans parens proches, puisqu'ils ont passé en Angleterre. Ces représentations et le crédit de M. l'Evêque n'ont pu prévenir les ordres rigoureux que j'ai été chargé de faire exécuter. [La jeune fille] est morte il y a huit jours. » (Arch. Calv. C. 1650).

¹ *Ibid.*, C. 1631 et 1644.

² Arch. Manche, H, N. cath., *liasse*.

³ Arch. Calv. C. 1634 et 1635.

⁴ De 1780 à 1789, les sœurs n'enregistrent que huit entrées de jeunes calvinistes : moins d'une par an. (Beaujour, 377).

⁵ En 1788, les « dames et demoiselles pensionnaires » figurent, au budget des recettes des *Nouv. Cath.*, pour 15.851 livres (sur 41.035). (Arch. Calv. H, N. C., reg. 13).

officiers du bailliage de Caen assignent le couvent comme asile à une femme mariée plaidant en séparation¹. Voilà à quoi servent les vastes bâtiments reconstruits, à si grands frais, de 1767 à 1779; l'institut de l'*Union chrétienne*, qui se proposait, au xvii^e siècle, la propagation de la foi, est devenu, sous Louis XVI, un établissement de caractère mixte, à la fois pensionnat et maison de retraite. En 1790, la supérieure de Caen, sœur de Limarest, laissera échapper cet aveu candide : « L'utilité de notre institut est plus facile à sentir qu'à exprimer² ».

Certains curés, poursuivant, pour leur compte, la mission des sœurs, retenaient encore, dans leurs presbytères, des enfants protestants; ils reçurent l'ordre de les relâcher. C'est ainsi qu'un sieur Fribourg, marchand toilier de Caen, rentra en possession de son fils, que « récélait » le curé de Sainte-Paix (1777)³. — « De par le Roy », il fut enjoint « au sieur Larsonneur », curé de Gouvets, de remettre « sans delay », à son père, Jeanne Costil, de Montabot, « luy faisant S. M. deffenses » de la garder plus longtemps chez lui (24 octobre 1782)⁴.

Dans les dernières années de Louis XV, c'était à peine si un père osait élever la voix, lorsque son enfant lui était pris sans ordre supérieur. Pierre Haupoix, laboureur de Bernières-sur-Mer, réclamant sa fille auprès de Fontette (9 juillet 1764), ne croit pas suffisant d'invoquer les droits de la nature, qui « demande que les père et mère ne soient pas privés de leurs enfans »; il allègue aussi les besoins de .. l'agriculture! « On sait, dit-il, que la richesse des laboureurs est d'avoir des enfans qui [les aident] par leur travail... *L'intérêt général et particulier exigent que les terres ne demeurent pas incultes*⁵ ». — Mais, sous Louis XVI, il n'est plus nécessaire d'aller chercher si loin ses arguments.

Au mois de décembre 1780, Jean La Fontenelle, pauvre journalier de Fresne, écrit à Esmangart : « Ma fille, âgée de 12 ans, m'a été prise il y a quelques semaines, et emmenée au presbytère de Tinchebray, d'où un vicaire l'a conduite aux Hospitalières de Vire. Désespéré d'avoir perdu mon enfant, j'ai été trois fois à Vire; on m'a répondu,

¹ Arch. Calv. C. 1631.

² *Ibid.*, C. 1636; et H. N. cath., *liasse* (Supplique des sœurs au Directoire du Calvados, 13 oct. 1790).

³ *Ibid.*, C. 1639.

⁴ Arch. Manche, H. N. cath., *liasse*.

⁵ Arch. Calv. C. 1639.

tantôt que ma fille n'était pas visible, tantôt qu'on ne la connaissait pas ».

Chargé de l'enquête sur cette plainte, le subdélégué de Vire, Demortreux, fit le rapport suivant : « La Fontenelle est un mauvais père ; sa fille a souvent exprimé le désir d'être tirée de chez lui, et le vicaire, *homme d'un vrai mérite*, n'a fait que la seconder. Je crois que cela n'a rien de contraire aux lois. Elles veulent qu'il n'y ait qu'une religion..., et regardent comme relaps ceux qui persévéreraient dans le protestantisme... Où peut-il donc y avoir faute de la part d'un enfant qui demande l'instruction ? Où est la faute de ceux qui la lui donnent en conformité ? En quoi l'autorité paternelle peut-elle être blessée en donnant à un enfant l'instruction prescrite par les lois ? »

« Ce rapport, objecta le subdélégué de Caen, contient peut-être beaucoup de vérités, *mais bien peu de philosophie*. » — Et l'intendant Esmangart écrivit en marge : « Une enfant de douze ans n'a pas d'elle-même de telles volontés. *Le père la réclame* ; les religieuses Hospitalières et personne n'est en droit de la garder. Répondre à M. Demortreux qu'on devra la [relâcher] *sur le champ* ». (10 février 1781) ¹.

Outre leurs droits de pères de famille, c'était la liberté de conscience de leurs mourants que les religieux entreprenaient maintenant de faire respecter.

Un négociant protestant de Condé-sur-Noireau, Pierre Le Marchand, était au lit de mort. Dans un moment de délire, il déclara qu'il voulait un prêtre. Averti aussitôt par des catholiques du voisinage, le curé accourut avec ses deux vicaires. Il était neuf heures du soir. La femme de Le Marchand avait barricadé sa porte ; elle ne consentit à ouvrir que sur l'injonction du bailli Aubin ², requis par le curé (4 février 1786).

On monte ; la chambre du malade est pleine de religieux ³ qui font bonne garde ; c'est à peine si le curé trouve « une petite coulée » pour s'approcher du moribond. Mais le bruit est tel, qu'il ne peut se faire entendre ; et, malgré l'assistance du bailli et de la maréchaussée, il est obligé de se retirer sans avoir accompli son ministère.

¹ *Ibid.*, C. 1545 et 1640. — Publié en partie par Beaujour, p. 457-459.

² Michel-Joseph Aubin, « bailli vicomtal et civil et criminel, juge de police de Condé-sur-Noireau », honore de sa présence deux cérémonies d'abjuration : à Saint-Pierre-du-Regard, le 20 avril 1777, et à Montilly, le 14 octobre 1787. (Arch. de Saint-Pierre-du-Regard et de Montilly, à ces dates).

³ Entre autres : Legeay, Larocque-Martin, le syndic Lemaigen.

Quelques semaines après, Pierre Le Marchand mourait. Une plainte fut envoyée au ministre Vergennes. De qui émanait-elle ? De la veuve Le Marchand, contre le curé et le bailli ! Vergennes prescrivit à l'intendant Feydeau de Brou¹ de clore l'incident par une réprimande à la veuve, et des conseils de modération au curé (29 mars 1786).

En conséquence, Feydeau de Brou écrit à Demortreux, son sub-délégué de Vire : « Je vous prie d'aller à Condé-sur-Noireau *sans affectation*, et comme si ce voyage avait pour objet vos affaires personnelles. Vous verrez la veuve, les principaux protestants, les ecclésiastiques, le bailli ; mais, dans ces visites, *il faudra éviter toutes explications*, et tascher que le mérite de vos démarches soit assez senti *pour calmer les esprits* » (31 mars 1786).

Demortreux montra, dans cette mission délicate, plus de tact et de tolérance qu'à propos de l'affaire La Fontenelle. Il se rendit à Condé le 18 avril, et y séjourna toute une semaine. Il vit la veuve et la sœur du défunt, « entra dans leur peine avec toute honnêteté », gagna leur confiance, et les fit convenir qu'elles avaient contrevenu à la déclaration de 1724. Il représenta aux autres protestants que « se trouver ainsi en troupe chez un malade, c'était... un fanatisme et une mutinerie contre les lois et le bon ordre. » Mais, d'autre part, il recommanda « expressément » au curé et à ses deux vicaires de ne jamais se rendre au lit de mort d'un religionnaire que sur la demande des parents, et d'y aller toujours « avec un zèle éclairé et modéré ». Il conseilla au bailli Aubin de leur donner, à ce sujet, « de sages instructions ».

« De tout ce que j'ai vu et entendu, écrivit-il à l'intendant (26 avril), il me paraît que les protestants auraient gardé le silence, s'ils n'avaient craint des poursuites de la part du bailli ; qu'ils se sont fait un système général, que le mari ne doit point quitter sa femme, la femme son mari, et les proches parents leur parent, lorsque les prêtres paraissent ; qu'enfin ils regardent la déclaration du 14 mai 1724 comme tombée en désuétude *par la tolérance du temps actuel* ². »

C'est aussi en raison de cette tolérance qu'on néglige de renouveler, à partir de 1781 ³, la loi triennale restrictive du droit de vendre. Si, néanmoins, quelques religionnaires de Basse-Normandie continuent

¹ Successeur d'Esmangart en 1783.

² Arch. Calv. C. 1546. — Comme Demortreux était un avocat « peu aisé », l'intendant lui fit assigner 125 livres pour frais de déplacement, et il le félicita (7 juin) « d'avoir parfaitement rempli les vues de l'administration. » (*Ibid.*).

³ Le dernier renouvellement est du 14 février 1778. (Isambert, XXV, 212).

d'adresser au roi des requêtes à fin d'aliénation, il va sans dire qu'aucune n'est l'objet d'un refus. En 1784, les frères Mauger, laboureurs à Chanteloup, demandent à vendre quelques pièces de terre. — « Mais, objecte le subdélégué de Granville, ils ont des parents à Jersey ! » — « Admettons, réplique son collègue de Caen, que leur intention soit de s'y retirer, et d'y porter le capital de leurs fonds. Leur défendrait-on, pour cette raison, de les vendre ? Cette loi prohibitive est barbare ; elle est tombée en désuétude¹ dans une province du Royaume que j'ai connue, et où il y a beaucoup de protestants ; pourquoi traiter ceux de Normandie plus défavorablement ?... Pourquoi gêner les protestants en général ? Ce n'est point avec des prohibitions qu'on les retiendra dans le royaume... » (12 octobre 1784)². — A l'appui d'une requête analogue de Nicolas Ferru, de Condé-sur-Noireau, l'intendant Feydeau de Brou écrit à Vergennes : « Nous ne vivons plus dans ces siècles où le fanatisme de la religion portait à des émigrations » (mai 1785)³.

Liberté des transactions, liberté du père de famille et liberté de conscience, tout cela était refusé aux religionnaires par les déclarations de Louis XIV, aggravées sous Louis XV en 1724. Ces lois contre-nature et surannées. Louis XVI renonce à s'en servir.

Accepte-t-il aussi facilement la liberté du culte ?

¹ Vers la même époque, le baron de Breteuil fait dire aux sieurs de Bostaquet, père et fils, qui sollicitaient la permission de vendre une partie de leurs biens, qu'ils peuvent maintenant en disposer librement, « n'y ayant plus de défense à cet égard. » (Arch. Seine-Inf., C. 983).

² Arch. Calv. C. 1541.

³ *Ibid.*, C. 1545. — Dans une lettre du 22 octobre 1781, le pasteur Voulan-La Roche dit aux protestants de Caen : « Ne formez jamais de projet pour vous éloigner de votre pays. » (Waddington, 113 n.).

CHAPITRE QUATRIÈME

LES ASSEMBLÉES RELIGIEUSES AU BOCAGE SOUS LOUIS XVI. — RECONSTITUTION DE L'ÉGLISE DE CAEN (1777). — LE CHAPELAIN ARMAND.

Au commencement du règne de Louis XVI, le bruit s'était répandu, jusqu'au fond du Bocage, qu'on ne mettrait plus d'entraves à l'exercice public de la religion protestante¹. Les quatre églises de ce district² s'enhardirent, et tinrent deux colloques à quelques mois d'intervalle, les 6 janvier et 8 avril 1776³. Un nouveau pasteur, Gential, dit *Laroque*, *Lassagne* ou *Lassaigne*⁴, fit enregistrer, le 6 janvier, les « attestations ministérielles » qui lui avaient été délivrées par « le vénérable comité » de Lausanne⁵.

En 1750, on jugeait indispensable de limiter, à quatre par année, les assemblées religieuses⁶; en 1776, le pasteur s'engage « à suivre ses fonctions de Dimanche en Dimanche successivement », et à don-

¹ Lettre d'Esmangart au garde des sceaux, 28 juillet 1776. (Arch. Calv. C. 259). — C'est en 1775 que le pouvoir royal entre en relations, pour la première fois, avec les ministres du Languedoc. (*Lett. de P. Rabaut à div.*, I, xix).

² Condé, Athis, Sainte-Honorine et Fresne.

³ Coll. du 6 janvier : voir *Pièce. justif.*, XXIV. — Coll. du 8 avril : Hugues, *Syn. du dés.*, III, 177-178 note. — Députés au coll. du 8 avril : Gervais Lemaignen, Louis-Richard du Buisson, Jacques Legeay, Pierre Mesnil, de *Condé*; Charles et Pierre Chesnel, d'*Athis*; Jacques Sebire et Louis Lefèvre, de *Sainte-Honorine*. — *Fresne* ne se fit pas représenter. (Hugues, *ibid.*).

⁴ Lassaigne était du Vivarais. (*Lett. de P. Rabaut à div.*, II, 267).

⁵ Colloque du 6 janvier, art. 1 (*Pièce. justif.*, XXIV).

⁶ Voir ci-dessus, p. 389.

ner la communion trois fois par an¹. Les membres de l'église où il devra prêcher se chargeront de l'envoyer chercher, puis de le reconduire à son domicile, sous peine d'en être privés « pour cette fois seulement². » Chaque église devra se pourvoir « d'une robe et d'un bonnet carré³. »

Malgré une allusion à « la difficulté du temps présent⁴ », ces règlements témoignaient d'une certaine confiance dans l'avenir. Les assemblées, devenues périodiques, eurent lieu non plus de nuit, dans les champs ou les bois, mais de jour et à couvert. C'est le 17 décembre 1775, au hameau de la Louvetière⁵, dans le pressoir⁶ du sieur La Neuville, que les fidèles de Condé osèrent, pour la première fois, faire le culte « en plein jour⁷. » Il y eut aussi de plus fréquentes réunions au Chefresne et à Montabot.

Aussitôt, les curés de se plaindre⁸ au garde des sceaux Miromesnil, qui écrivit en substance à l'intendant Esmangart (14 et 23 juillet, 28 et 30 août 1776) : « Je suis informé que les protestants s'assemblent à Condé, à Athis et au Chefresne, parfois au nombre de cent personnes. Ils ont un ministre venu de Picardie ; ils vont en appeler d'autres d'Angleterre. Ils font le prêche dans des maisons qui leur servent d'églises. Ils ont toujours été tranquilles en Normandie, mais pourraient cesser de l'être, s'ils s'accoutumaient à former des *associations*. Le roi veut d'abord user *des voies de douceur*. Avec la sagesse et la prudence qui vous sont naturelles, avertissez-les de ne plus s'assembler, pour qu'on ne soit pas forcé de les traduire devant les tribunaux. Cependant, ne différez pas de prendre toutes les mesures pour connaître le ministre qui les *ameute* ainsi, afin qu'on le fasse arrêter. »

Renseignements pris, Esmangart répondit, les 28 juillet et 16 août, à peu près en ces termes : « Depuis six mois, il s'est tenu, en effet, plusieurs assemblées ; mais on s'y est rendu *sans bruit et sans éclat*.

¹ A Pâques, en septembre et à Noël. (Coll. du 6 janv., art. 2 et 5).

² *Ibid.*, art. 7.

³ Pour le costume du pasteur. (Coll. du 8 avril, art. 3).

⁴ Coll. du 6 janvier, art. 2.

⁵ A trois kilomètres à l'ouest de Condé.

⁶ A Sainte-Honorine, les réformés prirent aussi pour temple un pressoir, appartenant au sieur Jean Levain des Preys. (Arch. de l'Eure, E, fonds de la seign. du Neufbourg, minutes de lett. du gouverneur de Norm.— Communiqué par M. Armand Bénet).

⁷ Arch. partic., Pap. Blanchard.

⁸ La dénonciation du curé du Chefresne est du 25 juin 1776. (Arch. du châ. d'Harcourt, 1).

Les juges de Condé ont voulu voir l'une de ces réunions ; ils ont trouvé les assistants *tranquilles et uniquement occupés de leurs prières*. On a fait passer pour ministre un jeune négociant établi en Picardie, et dont la famille est originaire de Condé-sur-Noireau ; mais il n'en a jamais rempli le rôle. Aucun ministre n'est venu d'Angleterre. Celui dont on parle ¹ a été envoyé du séminaire de Lausanne vers la fin du mois de mai dernier ² ; il a spécialement visité les protestants de Condé, d'Athis, du Chefresne et de Montabot... J'ai employé avec succès le concours de gens du même parti, que je savais avoir de l'ascendant sur les autres. Ils useront de tous moyens pour contenir les écarts. »

Une autre lettre de l'intendant (3 septembre) nous apprend que « trois particuliers, domiciliés dans le canton », y faisaient les fonctions de pasteurs ³. « Si l'intention de S. M., ajoute-t-il, est réellement que ces assemblées n'aient plus lieu, ce serait contre ces trois ministres que ses ordres devraient être dirigés. » Puis, s'adressant au garde des sceaux : « Les vues de douceur et de bonté, dit-il, sont sans doute les plus conformes aux vôtres. M. le maréchal d'Harcourt ⁴ m'a paru disposé à leur donner toujours la préférence. Pour moi, je vous avoue que je serais bien fâché d'être jamais chargé [d'en mettre] d'autres en usage, à moins que le bien du service du Roy ne les rendit absolument indispensables ⁵. »

Il est clair qu'Esmangart eût volontiers fermé les yeux. Mais la cour se défiait encore des réunions religieuses. Par ordre du roi, le maréchal d'Harcourt défendit expressément aux réformés du Bocage « de recevoir chez eux, ni de former aucunes assemblées,... sous les peines portées par les ordonnances ⁶ ». Le 3 septembre 1776, Paul Rabaut écrit au pasteur Lombard : « Les nouvelles que j'ai à vous

¹ Lassaigne.

² En janvier, et non en mai. (Voir *Pièce. justif.*, XXIV).

³ C'est que Lassaigne avait pris, sur place, deux auxiliaires : Bellanger, d'Athis, et Racine, fils d'un fermier de Sainte-Honorine. (Dénonc. du curé du Chefresne, 12 juin 1783 ; Arch. Ch. d'Harc., 1).

⁴ Gouverneur de la province.

⁵ Arch. Calv. C. 259 et 260. — Publié en partie par l'abbé Huet (*Condé*, 123 sqq.) et Dupont (*Cotentin*, IV, 554-557).

⁶ Cette défense du maréchal-gouverneur est reproduite dans une dénonciation du curé du Chefresne, 12 juin 1783 (Arch. Ch. d'Harc., 1). — « Dès que ces bonnes gens [du Bocage], écrit Esmangart, ont été instruits de la volonté du Roi, ils ont paru disposés à s'y soumettre avec respect. » (13 octobre 1776 ; Arch. Calv. C. 260). — Cependant, au mois d'avril 1778, le vicaire de Fresne dénonce encore des assemblées de protestants dans sa paroisse. (*Ibid.*, C. 266).

apprendre ne sont rien moins qu'agréables : les assemblées religieuses proscrites *dans la Basse-Normandie* et le pays Messin, le signalement de ceux qui les dirigent donné avec ordre de les arrêter... Je crois bien que notre tour viendra, le roi et ses ministres ayant déclaré qu'ils ne veulent pas de culte public¹. »

A Caen, les réformés avaient d'abord gardé une attitude expectante, évitant toute manifestation dangereuse. Aux colloques des 6 janvier et 8 avril 1776, ceux du Bocage décident de « communiquer » avec le pays de Caux² ; des frères de Caen, beaucoup plus rapprochés, il n'est nullement question. « Le ministre venu de Lausanne³, écrit Esmangart, a fait un séjour à Caen ; mais il s'y est peu montré, et n'a pas eu lieu d'être satisfait de l'accueil qu'il y a reçu. *La plupart des négociants de la ville ont pour principe de se conduire avec modération et retenue*, et ne se permettent aucun acte qui puisse prévenir le gouvernement défavorablement à leur égard... *Ils sont fort raisonnables*, et les plus accrédités blâment la publicité des assemblées qui ont lieu dans le voisinage de Condé-sur-Noireau. » (Août-Oct. 1776)⁴.

L'année suivante, les Caennais crurent pouvoir se départir de cette timide réserve. Sur l'initiative du pasteur Martin, qui desservait alors le pays de Caux, ils décidèrent de se reconstituer en église (19 mars 1777). Ils réglèrent les attributions respectives du pasteur⁵ et des anciens, et nommèrent un secrétaire⁶ chargé de tenir registre des délibérations du consistoire. — Par crainte des poursuites, l'acte n'est revêtu d'aucune signature ; les termes compromettants sont figurés par des initiales : (P pour pasteur, B pour baptême) ; on s'exprime à mots couverts : « nos entreprises », « ce que nous sommes ensemble convenus⁷ ». N'importe ; c'était déjà beaucoup que d'oser écrire.

Nouvelle délibération le 7 avril 1777 ; nouveau pas en avant. Oh ! on prend encore bien des précautions ! « Dans toutes les assemblées,

¹ *Lett. de P. Rabaut à div.*, II, 217. — Rabaut-Saint-Etienne ajoute (4 janvier 1779) : « La France n'est pas mûre pour un projet de tolérance universelle ; et ni les lois, ni les prêtres, ni la nation, ni peut-être le gouvernement, ne sont au point qu'il faut... Les hommes ne vont au bien qu'à petits pas. » (*Ibid.*, I, xxxv, xxxvi).

² Coll. du 6 janv., art. 6 ; et du 8 avril, art. 1.

³ Sans doute Lassaigue.

⁴ Arch. Calv. C. 259 et 260.

⁵ Ce premier pasteur fut Martin.

⁶ M. Osmont.

⁷ Arch. de l'Egl. R. de Caen, Reg. du cons., 19 mars 1777. — Publié *in extenso* par Beaujour, 479, 480.

est-il dit, *on aura la plus grande attention à ne blesser, en aucune façon, la délicatesse et conscience (sic) des ecclésiastiques catholiques romains*, soit en choisissant *des maisons trop à leur proximité, ou dans des heures (sic)* qui pourraient leur déplaire. *Expressément résolu de [leur] rendre non seulement ce qu'ils sont en droit d'exiger, mais encore de les prévenir par tout moyen d'honnêteté et de décence.* » Les délibérants ne sont pas nommés, et n'osent encore signer. Mais ils décident, par 26 voix contre une, qu'à l'avenir leurs noms seront écrits en entier, et qu'ils tiendront, deux fois par an, un colloque avec leurs frères des « églises de campagne ¹ ».

Après une année de silence prudent, la communauté se risque à prendre son véritable nom : « Aujourd'hui, 25 mars 1778, l'*Eglise de Caen* [s'est] assemblée sous la favorable assistance de Dieu ². »

A la séance du 26 décembre 1780, le procès-verbal est signé, pour la première fois, de tous les assistants. C'est qu'il s'agit d'une affaire importante pour l'église. Le pasteur Martin est mort en 1778 ; pendant deux ans, on a vainement cherché à le remplacer. Un sieur Voulan, dit *la Roche* ³, a enfin accepté de venir ; il est présenté au consistoire par le négociant Signard d'Ouffières. L'assemblée, après avoir examiné les « témoignages plus que suffisants » qu'il produit, l'invite, « d'une voix unanime », à exercer, à Caen, « les fonctions de son ministère ⁴ ».

Mais le culte garde toujours un caractère privé. « Aux heures de la prière », les fidèles se partagent ; les uns vont chez le sieur Osmont, secrétaire du consistoire ; les autres, chez les sieurs Cuminal et Chauvin. Comme le pasteur ne peut être partout à la fois, et qu'il doit desservir, en dehors de Caen, les « églises » rurales du voisinage, des anciens le suppléent et font la lecture ⁵.

¹ Reg. du Cons., 7 avril 1777. *Bull. du Prot.*, XIII, 340. Beaujour, 481. — Les « églises de campagne », ce sont les petits groupes de la campagne de Caen : Périers, Beuville, Cresserons, Putot-en-Bessin, Courseulles, Bernières, Basly, Le Fresne-Camilly, etc. (Beauj., 482).

² *Bull. du Prot.*, XIII, 340.

³ Michel Voulan, dit *La Roche*, était né à Lausanne, en 1746, d'un ministre du désert deux fois condamné à mort. Arrêté lui-même à Belley comme il entrait en France (1771), son désespoir fut tel qu'il essaya de se tuer. Mais il fut bientôt relâché. En 1774, il desservait les églises de Crest et de Montélimart. (*Lettres de P. Rabaut à div.*, II, 314 et 315 n.).

⁴ Beaujour, 482. — Signent, avec le nouveau pasteur, 18 anciens, parmi lesquels Osmont, secrétaire ; Signard d'Ouffières, Jean Gast, Dan de la Vauterie, Philippe Le Cavelier, Pierre Paisant, Philippe Bouilly, J. Beaujour, Boislambert-Boisserard, etc. (Arch. Egl. Caen, Reg. du cons., 26 déc. 1780).

⁵ *Ibid.*, *passim*. — Beaujour, 483.

Les réformés de Caen tenaient sans doute moins au culte public qu'à l'état civil. Ils se réglaient sur le « comité protestant » de Paris, dont Paul Rabaut traitait les membres de « poules mouillées¹ ». C'est alors que le chapelain de l'ambassade de Hollande, François Armand², conçut un projet par lequel il se flattait de tout concilier. Le roi donnerait l'état civil aux protestants ; mais ceux du Nord se contenteraient du culte domestique, sans chant de psaumes, avec réunions de 15 à 20 personnes au plus, et l'on réduirait de moitié les ministres dans le Midi. Armand offrait de faire lui-même, deux fois par an, des tournées dans les églises, pour baptiser les enfants, bénir les mariages et administrer la Sainte-Cène. Au besoin, il se ferait aider par des suffragants ou vicaires, qu'il paierait et dirigerait à son gré. Il demandait au pouvoir de lui prêter main-forte contre les pasteurs qui refuseraient de partager ses vues.

Dans l'entourage de Vergennes, on regardait Armand comme « un homme de bien, un zélé citoyen, *qui ne voulait rien de ce que le roi défendait* ». On lui donna donc carte blanche, et son expédient fut même proposé, en plein conseil (mars 1782), comme pouvant servir à résoudre la question protestante.

Parti dès le mois de juin 1779, Armand parcourut successivement la Picardie, le Cambrésis, la Thiérache, la Normandie. Il se disait envoyé par la cour pour chasser les ministres, et ordonner aux fidèles de n'en plus avoir d'autres que lui et ses suffragants³.

Indignés, les protestants du Bocage déclarèrent qu'ils entendaient ne pas renoncer au culte public, et garder leurs conducteurs spirituels. Ils formulèrent leurs griefs contre Armand dans deux mémoires revêtus de 30 à 40 signatures, et transmis à Paul Rabaut (1780-81)⁴.

Alors Armand s'adressa au maréchal d'Harcourt, qui fit arrêter, par la maréchaussée de Vire, les ministres Lassaigue, de Condé, et

¹ *Lett. de P. Rabaut à div.*, I, v.

² Né à Lausanne, le 5 mars 1736, d'une famille de réfugiés français, Jacques-François Armand étudia la théologie dans cette ville. Successivement pasteur des églises françaises de Deux-Ponts, de Hanau, de Francfort-sur-le-Mein et de La Haye, il fut nommé chapelain de l'ambassade de Hollande le 28 mai 1775. — Il avait une certaine réputation oratoire. Pendant son séjour à Hanau, quelques officiers français du régiment du Roi le prièrent de prêcher sur la paix (12 déc. 1762). Il en profita pour les conjurer, une fois rentrés en France, de travailler à dissiper les préjugés nourris contre les protestants. (*Lett. de P. Rabaut à div.*, I, 437 n., et II, 266 n.).

³ *Ibid.*, II, 267 n., et 307 n.

⁴ *Ibid.*, II, 327, 328.

Racine, de Sainte-Honorine-la-Chardonne. Après interrogatoire, et saisie de leurs papiers, Lassaigue fut enfermé au château de Caen, et Racine au Mont-Saint-Michel (janv.-février 1780). Ce dernier ne tarda pas à s'évader ¹; quant à Lassaigue, comme il était malade, on le relâcha au bout de trois mois (20 avril 1780), avec injonction de ne plus reparaitre dans la province ².

Sans tenir compte de cette défense, Lassaigue avait repris, dès l'année suivante, son ministère au Bocage, avec Racine et Bellanger. De nouveaux ordres d'arrestation ayant été expédiés (28 juin 1781), il n'eut que le temps de quitter son domicile, et passa toute une nuit à errer dans les bois, afin de dépister les cavaliers lancés à sa poursuite ³.

Peu de mois après, il se rendait à Paris, entrant en pourparlers avec Armand, et finissait par accepter sa tutelle. « Je vous avais mandé, écrit à Paul Rabaut Voulan-la-Roche, ministre de Caen, la réconciliation du despote avec le sieur L[assaigue]; aujourd'hui, je vous annonce le retour de celui-ci dans son domicile. Il est revenu triomphant, appuyé de la protection du personnage, et cherchant tous les moyens de lui témoigner sa reconnaissance ». (8 novembre 1781) ⁴.

Or, ce même Voulan allait bientôt devenir, à son tour, un chaud défenseur du « despote ». Le 19 septembre 1782, il envoya de Caen, à plusieurs églises, une rétractation complète. « Le sieur Armand, disait-il, doit recevoir des protestants français le tribut de considération et de reconnaissance qu'on ne peut refuser au zèle le plus pur, et aux négociations les plus sages et les plus heureuses ». Court de Gébelin et les Rabaut, bien au contraire, « ont l'art de s'envelopper des apparences de la religion, afin de mieux enfoncer le poignard dans le sein de ceux qu'ils veulent perdre » ⁵.

Court de Gébelin, sentant menacée l'œuvre paternelle, avait, en effet, « jeté le fourreau »; il vint à bout d'Armand après trois ans

¹ Arch. Eure, E, seign. du Neufbourg, minutes de lettres du gouv. de Norm.

² Arch. Nat. O¹ 570.

³ *Ibid.* O¹ 571; et *Lett. de P. Rabaut à divers*, II, 269 n. — D'après une tradition orale venant du père de M. Jules Lefebvre, Lassaigue chercha un asile dans la famille Lefebvre, au Bas-Hamel, hameau de Berjou; mais les cavaliers ayant été signalés, il dut s'enfuir « à peine vêtu ».

⁴ *Lett. de P. Rabaut à div.*, II, 269 et 270 n.

⁵ *Ibid.*, II, 315 n. — Au mois de janvier 1783, on retrouve Voulan à Aulnay, près Mer, où il travaille à fomenter, parmi les réformés du Blésois, un schisme au profit d'Armand. (Félice, *Mer*, 220, 289. — *Lett. de P. Rab. à div.*, II, 302 n.)

de lutte acharnée. Le 21 juillet 1783, Rabaut lui écrit : « Nous n'entendons plus parler de l'homme aux menaces ¹. On lui a enjoint de ne se mêler que de ses affaires, et point du tout des nôtres. On dit, en propres termes, à son sujet : « Les temps sont changés ². »

C'est que Court de Gébelin avait maintenant l'oreille du pouvoir. Lorsqu'il mourut, usé par son dévouement à la cause de ses coreligionnaires (10 mai 1784), il eut un digne successeur dans l'illustre ami de Malesherbes, Rabaut-Saint-Etienne, qui hérita de son influence et de son crédit ³.

« Ils triomphent aujourd'hui ! s'écrie, avec douleur, l'abbé Regnaud, curé du Chefresne (12 juin 1783) ⁴; ils exercent leur religion avec audace et grand mépris; leurs ministres viennent à pleines voiles, sans craindre d'être repris... Un nommé La Cène (Lassaigne), qui a été trois mois en prison au château de Caen, et, comme ministre, bani hors la province, [maintenant] métamorphosé en Gentil ⁵, désole ma chétif paroisse... Les dimanches, ils se réunissent au son de la cloche de mon église ! ⁶ »

En envoyant cette requête au duc d'Harcourt, l'évêque de Coutances, Talaru de Chalmazel, ajoute (15 juin 1783) : « Le curé du Chefresne n'est pas le seul qui m'ait porté des plaintes. Ces désordres règnent dans plusieurs autres paroisses de mon diocèse et de celui de Bayeux ⁷. »

Mais il n'y a plus lieu, pour le clergé, de compter sur l'intervention du pouvoir royal.

¹ Armand passa en Suisse, où il exerçait, vers 1796, les fonctions de pasteur. Mais ni le lieu ni la date de sa mort ne sont connus. (*Lett. de P. Rab. à div.*, II, 345).

² *Ibid.*

³ Anquez, *Etat civil*, 184.

⁴ Arch. du Ch. d'Harcourt, 1.

⁵ C'était le vrai nom du ministre Lassaigne. Ainsi, il ne jugeait plus nécessaire de se déguiser sous un pseudonyme. — Au mois de juin 1782, les églises de la Thiérache lui adressèrent vocation, et il fut question de le remplacer, en Basse-Normandie, par un sieur Valdeyron. (*Lett. de P. Rab. à div.*, II, 306 et 312 n.). — La lettre du curé du Chefresne prouve qu'au mois de juin 1783 il se trouvait encore dans le Cotentin. Mais il s'était sans doute séparé des quatre églises du Bocage, car ces églises, réunies en colloque, venaient d'appeler le pasteur Belanger à les « desservir ». (3 mars 1783. — Voir *Pièce justif.*, XXV).

⁶ C'est peut-être une phrase toute faite. On la retrouve, en 1781, sous la plume d'un curé des environs de Beaugency (Félice, *Mer*, 217); et, en 1787, dans le *Discours à lire en présence du Roi* : « La même cloche, dit l'auteur, qui avertit les fidèles de se rendre à l'église, sert de signal aux Prétendus Réformés pour se rendre à leurs assemblées, » (Cité dans les *Lett. de P. Rab. à div.*, II, 217).

⁷ Arch. du Ch. Harcourt, 1.

A Caen, le consistoire, réuni le 27 juin 1783, remplace le ministre Voulan-La Roche par Jean-Antoine Fontbonne-Duvernét¹, et décide que ce pasteur remplira ses fonctions « pour aussi longtemps que *la bienveillance du gouvernement* le permettra² ». En 1786-87, il se complète par l'adjonction de plusieurs anciens³, et les « assemblées » des protestants caennais deviennent assez fréquentes pour qu'on les signale au ministre dans une lettre renvoyée à l'intendant le 3 juin 1787⁴.

Le moment approche où le principe de la tolérance va être consacré par la loi.

¹ Né à Saint-Apollinaire-de-Rias, diocèse de Viviers, élection de Tournon. (Arch. mun. de Caen, reg. prot., date du 19 avril 1788).

² Beaujour, 483.

³ *Ibid.*

⁴ Arch. Nat. O¹ 577.

CHAPITRE CINQUIÈME

L'ÉDIT DE TOLÉRANCE (NOVEMBRE 1787) ; SON EXÉCUTION EN BASSE-NORMANDIE

De tout le code de la persécution, le texte le plus odieux était, sans contredit, cet article 15 de la loi de 1724 qui, supposant tous les religionnaires « nouvellement réunis » à l'Eglise, leur enjoignait de suivre, pour leurs mariages, « les saints canons » reçus et observés dans le royaume ; par suite, les réduisait à choisir entre le concubinage et une capitulation de conscience, rendait leurs enfants « criminels avant d'avoir vu le jour », et « insultait la nature pour faire honneur à la religion ¹ ».

Dès 1726, un prêtre du Languedoc, l'abbé Robert, avait proposé au cardinal Fleury d'établir, pour les protestants, un mode spécial d'union ; dispensés des épreuves de catholicité, ils contracteraient devant le curé un engagement qui, sans avoir le caractère sacramentel, produirait néanmoins tous les effets civils ². Cette proposition fut rééditée : en 1740 par le chancelier d'Aguesseau, en 1753 par Joly de Fleury ³. Certains réformés s'y ralliaient, faute de mieux. Au colloque tenu dans le Bocage normand le 26 décembre 1750, il est question d'une somme de mille livres, provenant sans doute de col-lectes particulières, et qui se trouve aux mains du négociant caen-

¹ Rippert-Montclar, *Mémoire théologique et politique*, 1755.

² Anquez, *Etat civil*, 120, 121.

³ *Ibid.*, 124, 134 sqq.

naïs de Précourt; la compagnie, « désapprouvant l'usage qu'il semble que les frères de Caen voudraient en faire, blâme beaucoup les propositions qu'ils font à Paris touchant la permission de faire bénir leurs mariages par des prêtres ¹ ».

En 1764, l'avocat bas-normand Jacques Elie de Beaumont, reprenant les idées de Rippert-Montclar ², formula, avec une netteté décisive, la théorie du mariage civil : « Le mariage, écrit-il, n'est, primitivement et dans la nature, qu'un simple contrat *civil*. Si, dans les temps postérieurs, il a acquis une élévation nouvelle, il est toujours resté contrat civil, distinct et indépendant de la bénédiction nuptiale qui le sanctifie ³ ».

Vers cette époque, où le contrôleur général en était réduit à faire argent de tout, l'idée surgit d'une *banque* dont les religionnaires fourniraient les fonds. « C'est, disait-on, l'unique moyen qu'ils aient d'attirer sur eux les regards du souverain. » Si Paul Rabaut crut devoir écarter ce projet de *banque protestante*, en revanche, il proposait une contribution volontaire : par exemple, le doublement de la capitation ⁴. Malheureusement, le don gratuit des évêques produisait bien davantage; Louis XV n'osa les mécontenter, et son règne s'acheva sans qu'il eût fait autre chose, pour l'état civil des religionnaires, que la déclaration de 1736 sur les sépultures, loi incomplète, ambiguë et humiliante ⁵.

¹ Probablement sans être astreints aux épreuves de catholicité. (Hugues, *Syn. du dés.*, 1, 331).

² *Mémoire théol. et politique*.

³ Anquez, *Etat civil*, 116.

⁴ C'est sans doute à ce projet de Paul Rabaut que se rapporte une pièce anonyme et sans date, intitulée *Précis du mémoire* (Arch. Calv. C. 1514). « Les protestants de France, y est-il dit, voudraient contribuer efficacement aux dépenses que la guerre [de Sept ans] occasionne... Il est peut-être un moyen bien simple de les faire contribuer, c'est de doubler leur capitation jusqu'à la paix. On obtiendrait ainsi d'eux 9 millions de livres par an, et S. M. pourrait leur permettre de se marier devant le juge de leur résidence. » (Publié par Beauj., 485).

⁵ Anquez, *Etat civil*, 153-171, *passim*. — L'arrêt du Parlement de Rouen sur les inhumations (14 juillet 1769) compléta, pour la Normandie, la loi de 1736. D'après cet arrêt, la requête des parents sollicitant le permis d'inhumer dut être inscrite, avec l'ordonnance du juge, sur « le registre plunitif » du bailliage, qui allait faire foi pour les décès des religionnaires, comme les registres des curés pour ceux des catholiques. (Bibl. du Prot., mss Lutteroth, *Norm.*, f° 14).

A Caen, à partir de juillet 1769, la requête des parents et l'ordonnance du juge figurent au registre du greffe, « pour y avoir recours en cas de besoin ». (Arch. Calv. C. 1584 sqq.).

On a vu, d'autre part (p. 401, 402), que les arrêts de 1765-69 rendirent moins coûteuses et moins vexatoires les formalités à remplir pour l'inhumation.

Lorsque Louis XVI eut pris possession du trône, le clergé, toujours attaché à la chimère de l'unité de foi, l'adjura de « porter le dernier coup » au calvinisme. En 1780, il se plaignit de ce que les pasteurs, rentrés en France, osaient tenir des registres de décès, baptêmes et mariages¹.

Mais il ne put empêcher les réformés de recevoir, en 1782, quant à ses propres registres de baptêmes, une première satisfaction. Sans doute, les formules s'y faisaient, en général, plus humaines, plus tolérantes; — par exemple : « né de... et de... *religionnaires* »; — ou : « né de... et de... » (sans mention de religion). — A Montilly, depuis 1779, le curé Marie, réservant aux unions catholiques la qualité de *légitimes*, consentait à inscrire les enfants protestants comme « *nés du mariage* » ou « *dans le mariage de...* » — A Sainte-Honorine-la-Chardonne, le vicaire Louvet écrivait (2 déc. 1773) : « *né du mariage civil de...*² ». (C'était le mot avant la chose). — Mais trop souvent encore se rencontraient ces termes injurieux : « *né du prétendu mariage de...* ». Etaient inscrits comme tels : à Athis, de 1776 à 1781, plusieurs enfants; — à Condé-sur-Noireau, le 15 janvier 1775, Marguerite Halbout³; — à Bény-sur-Mer, le 29 août 1776, un fils Lemaitre⁴. Dès 1770, Frédéric Signard d'Ouffières, négociant protestant de Caen, avait cité en justice le curé de Saint-Jean, pour l'obliger à retrancher, des actes de baptême de ses deux fils, ces mots de « *prétendu mariage*⁵ ». Pareil procès était intenté, en 1781, par Philippe Adeline, au curé de Sainte-Honorine-la-Chardonne, et le consistoire de Caen décidait d'en faire part « a tous les fidèles⁶ ». — Donnant raison aux réformés, Louis XVI prescrivit aux curés d'enregistrer, à l'avenir, telles qu'elles leur seraient faites, les déclarations des parents, et de ne plus interpellier sur ces déclarations (12 mai 1782)⁷.

¹ Anquez, *Etat civil*, 175, 183. — Sur la plainte du curé de Condé, le garde des sceaux signale à l'intendant de Caen (23 juillet 1776) les actes d'état civil dressés par le pasteur Lassaigue (Arch. Calv. C. 259). — A Caen, à partir de 1780, le ministre Voulant tient aussi registre des naiss., mar. et décès. (Beaujour, 482).

² Arch. de Montilly et de Sainte-Honorine, aux dates ci-dessus.

³ Arch. d'Athis et de Condé, *id.*

⁴ Arch. de Bény, GG 3.

⁵ Abbé Laffetay, II, 196. — Arch. mun. Caen, Etat civil cath., *Saint Jean*, 23^o reg., à la date du 3 janv. 1770.

⁶ Arch. de l'Egl. Réf. de Caen, Reg. du cons., 13 février 1781.

⁷ Anquez, 183, 184. — Malgré cette ordonnance, les curés d'Athis et de Sainte-Honorine inscrivent encore, en 1783, plusieurs enfants comme nés de *prétendus*

Restaient les mariages. Sur cette question capitale, les juriconsultes eux-mêmes n'étaient pas encore unanimes. Même en 1781, Houard qualifiait d'*erreur grossière* le système de la validité des mariages protestants considérés comme contrats civils¹. Pour vaincre les derniers scrupules de Louis XVI, Malesherbes et Breteuil durent lui représenter que la loi projetée, loin de mettre en cause la religion, existait déjà en germe dans l'arrêt du conseil du 15 septembre 1685², et qu'elle ne serait pas une loi *nouvelle*, mais une loi *renouvelée*³.

C'est le 19 novembre 1787 que fut enfin présenté, au Parlement de Paris⁴, « *L'Edit du Roi concernant ceux qui ne [faisaient] pas profession de la religion catholique* ».

Le préambule, comme le titre, contient un aveu d'impuissance et de défaite. Louis XIV n'a pas réussi dans son œuvre ; il faut donc rejeter, comme « inadmissible », la fiction légale de 1715. — Mais, si l'on ne peut plus nier qu'il y a en France des *non-catholiques*, ces non-catholiques ne doivent tenir de la loi que ce que le droit naturel ne permet pas de leur refuser.

En conséquence, la religion catholique continuera de jouir seule du culte public. Défense à quiconque « se prétendrait pasteur » d'en prendre officiellement la qualité. Les non-catholiques ne pourront former des sociétés particulières ; ils devront toujours contribuer à l'entretien des églises (art. 1, 3 à 7).

1° Les mariages des non-catholiques seront publiés, dans chaque paroisse, soit au prône, par le curé, qui s'abstiendra de mentionner leur religion, soit à la sortie de la messe, par le greffier de la justice du lieu, en présence du juge. — Ils seront inscrits aux registres des curés ou des greffes (art. 2, 8-20, 31, 34-36). — Les unions antérieures au présent édit seront réhabilitées dans le délai d'un an ; les époux viendront les déclarer en personne (art. 21-24).

mariages. (Arch. d'Athis et de Sainte-Honorine). — Le 12 juillet 1787, le réformé Osmont, de Caen, écrit au garde des sceaux que le curé de Saint-Jean refuse de donner à sa femme le titre d'épouse, dans l'acte de baptême de leur enfant. (Arch. Nat. O¹ 576).

¹ *Dict. de la cout. Norm.*, III, 705.

² Cet arrêt, concernant les baptêmes et mariages des réformés auxquels le culte public était interdit (*Edits*, 235), ne cessa d'être invoqué, au XVIII^e siècle, par les apôtres du mariage civil. Dans leur requête de 1757, les réformés de Basse Normandie observent qu'il a été, non pas « nommément rétracté, mais indirectement détruit par les arrêts postérieurs. » (Arch. Nat. TT. 350).

³ Coquerel, *Egl. du dés.*, II, 544. — Anquez, *Etat civil*, 119, 181, 188, 189.

⁴ Anquez, 211.

2° La naissance des enfants sera constatée, soit par l'acte de leur baptême, s'ils ont été présentés au curé, soit par la déclaration des parents au juge (art. 25, 26).

3° Les décès seront déclarés soit au curé, soit au juge, et les municipalités fourniront des cimetières spéciaux (art. 27-30) ¹.

— Tel qu'il était, l'édit « avait tout aussitôt répandu la joie et la consolation dans toutes les familles des réformés... On les vit accourir en foule chez les juges royaux ² », pour obtenir la consécration légale de leurs mariages antérieurs.

A Caen, le pasteur Fontbonne-Duvernet comparait, l'un des premiers (19 avril 1788) ³, devant le lieutenant-général du bailliage (Le Bourguignon-Duperré-Delisle) ; il fait enregistrer l'union qu'il a contractée, le 12 octobre 1781, avec Suzanne Gosset, du comté de Noyon ⁴.

Deux jours avant (17 avril), se présente, avec sa femme Suzanne Fumée, Louis Lamy, membre du consistoire et capitaine de la compagnie colonelle de la milice bourgeoise ; « lèsquels nous ont déclaré, écrit le magistrat, qu'ils se sont pris en légitime et indissoluble mariage le dernier jour du mois de janvier 1755, et que depuis ce temps ils ont joui de leur état ».

Suivent d'autres fidèles de la ville et de la campagne, venant parfois au nombre de 4, 5, 6 et même 9 dans une seule journée ⁵. Citons, entre autres :

En 1788, le 26 mai : Augustin Marin Osmont, officier de la grande louterie de France, et Anne Elisabeth, fille de feu Pierre Massieu de Clerval ; — mariés du 19 oct. 1754 ;

Le 3 mai : Michel Jacques Samuel Massieu, écuyer, seigneur et patron de Saint-Manvieu, fils de feu Michel Antoine Massieu, et de feu noble dame Marie Bacon de Précourt ; — marié à Elisabeth Signard du 1^{er} juillet 1754 ;

Le 30 septembre : Jean Robert de Cussy, négociant, colonel de la milice bourgeoise, et Elisabeth Chauvel ; mariés du 7 janvier 1768.

¹ *France Prot.*, 1^{re} éd., X, 459-464.

² Anquez, *Etat civil*, 249, 256, d'après R. Saint-Etienne.

³ L'édit ne fut enregistré, au Parlement de Rouen, que le 25 février. (Anquez, 238).

⁴ Arch. mun. de Caen, *Etat civil protestant*, 8^e registre. — Conformément à l'édit, Fontbonne-Duvernet est inscrit, non en qualité de pasteur, mais comme simple particulier.

⁵ Neuf le 30 mai 1788.

(Au mois de nov. 1787, Samuel Massieu de Saint-Manvieu et Jean de Cussy avaient été députés du tiers-état de Caen à l'assemblée provinciale de Basse-Normandie)¹.

En 1789², le 5 février : « messire Gabriel Henry Guillaume Hue de Carpiquet, patron et marquis de Bougy », et Marie-Anne Brossard de Grosmesnil ; — mariés du 7 oct. 1772 ;

Le 13 février : « messire Léonard Antoine Hue de Carpiquet, comte de Blagny », (frère du précédent), ancien mousquetaire de la garde du roi, et Marie Félicité de Lestache, de Paris ; — mariés du 15 juin 1773.

On assiste à des scènes « qui rappellent le temps des patriarches³ ». Le 30 juin 1787, Nicolas Jacques Leboitteux⁴ et Marguerite Pelier, paysans de Mathieu, viennent à Caen, assistés de leurs témoins⁵, déclarer qu'ils se sont mariés quarante ans auparavant (2 septembre 1747) ; et ils légitiment, du même coup, leurs douze enfants⁶. — A Vire, devant Saillefin de la Tigerie, lieutenant-général au bailliage, comparaissent, le 30 août 1788, Pierre Harivel et Marguerite Mollet (de Montilly), qui ont donné le jour à sept enfants, et dont le mariage remonte à plus d'un demi-siècle (mai 1738)⁷ ; — véritables noces d'or !

— Ce n'était pas seulement pour le passé, c'était surtout pour l'avenir⁸ que disposait la nouvelle loi.

Or, des obstacles imprévus entravèrent l'exécution des articles relatifs à la publication des bans et aux sépultures.

Au mois d'avril 1788, Jacques Hayes, marchand de Condé, voulant

¹ *Procès-verbal des séances de l'ass. prov. de B.-Norm.*, Caen, 1788, in-4°.

² Une déclaration royale du 21 janvier 1789 prorogea jusqu'au 1^{er} janv. 1790 le délai d'un an fixé, pour les réhabilitations de mariages, par l'art. 21 de l'édit de nov. 1787. « Etant informé, disait le roi, qu'un grand nombre [de nos sujets non-catholiques] ont été alarmés de voir arriver l'échéance du terme prescrit, » (Arch. mun. de Caen, GG).

³ Anquez, *Etat civil*, 256.

⁴ Né, le 14 Déc. 1720, de Jacques Leboitteux et de Suzanne Lesplingueur (ou Lesplingueur).

⁵ Pierre Saint-Jorre, Charles Perrotte, Guillaume Cuminal et Jean Beaujour.

⁶ Arch. mun. de Caen, Etat civil prot., 8^e registre, *passim*.

⁷ Arch. Calv. C. 1614.

⁸ Les mariages, naissances et décès postérieurs à l'édit furent déclarés : à Caen, devant le lieutenant-général du bailliage (Etat civil prot., 8^e reg.) ; — au Bocage, devant Joseph Aubin, bailli de la haute justice de Condé-sur-Noireau ; Jean Davoult, sieur du Bourg, bailli de la haute justice de Caligny ; et Jean-Baptiste Morieux, bailli-sénéchal du comte de Flers. (Arch. Calv. C. 1626-29 ; et de l'Orne, E, *Prot.*),

se marier avec Elisabeth Lebrument, d'Autretot (près Yvetot), fit publier ses bans par le lieutenant-général de Caudebec. Ce magistrat exigea 85 l. 15 sols pour ses honoraires. La somme parut exorbitante à Jacques Hayes, qui se plaignit au ministre Breteuil. En renvoyant la requête à Cordier de Launay, dernier intendant de Caen (1787-89), Breteuil écrivit de sa main : « Rien n'est plus nécessaire que de surveiller les vexations de ce genre. »

« Suivant l'édit des non-catholiques, répondit l'intendant, il est dû à l'officier qui publie les bans 9 l. 15 sols. Mais cette loi est *imparfaite*, en ce qu'elle n'a pas prévu le cas du déplacement du juge et du greffier dans une paroisse hors de leur domicile. J'ai consulté M. le garde des sceaux sur cette difficulté ; il m'a répondu qu'il n'était point dû de vacation, jusqu'à ce que le Roi y eût pourvu par un règlement¹. » (13 mai).

Comme ce règlement ne paraissait pas, et que les juges et greffiers continuaient de faire payer leurs déplacements, le consistoire de Caen chargea Louis Lamy, un de ses membres, d'écrire au garde des sceaux ce qui suit (12 déc. 1788) :

« Notre bailliage renferme un arrondissement de 7 à 8 lieues au moins. Il y a des habitants de la campagne qui sont fort éloignés du chef-lieu, ... et leur engagement matrimonial leur coûte parfois jusqu'à 20, 24 et 30 livres. Or, il est constant que la plupart n'ont jamais eu un louis à leur disposition. Le roi a voulu *donner* un état légal à ses sujets non-catholiques, et non pas *le leur vendre*. Les pauvres de la campagne² seront-ils donc exclus de ce précieux avantage ? Végèteront-ils dans le célibat faute de pouvoir payer le droit de devenir époux ? Même sous les haillons de l'indigence, la nature ne réclame-t-elle pas ses droits ? — Un moyen de résoudre la difficulté, ce serait d'autoriser le lieutenant-général du bailliage ou l'intendant à proposer, dans chaque bourg ou village, pour la publication des bans, un officier ministériel dont on fixerait les honoraires. Cet officier serait le notaire, l'huissier, ou, à leur défaut, le syndic (ou maire) du lieu³. »

¹ Arch. Calv. C. 1545 et 1626. — Publié en partie par La Ferrière (*Athis*, 519), et l'abbé Huet (*Condé*, 130).

² En janvier 1789, une requête analogue est adressée au bailli de la haute justice de Fresne par les réformés de ce lieu. Pour la publication de leurs bans, ils ne connaissent, disent-ils, dans toute l'étendue de sa justice, aucun greffe ouvert, etc. (Arch. Orne, E, *Prot.*).

³ Arch. de l'Egl. Réf. de Caen, Reg. du consist., 12 décembre 1788.

Cette solution, la seule logique, ne devait triompher que trois ans plus tard, par la loi du 20 septembre 1791.

— Au sujet des sépultures, on se rappelle les plaintes des réformés de Basse-Normandie en 1757, ces corps « déposés *n'importe où*, sans précaution et à la hâte¹ ». Aussi l'article 27 de l'Edit enjoignait-il à toutes les municipalités, urbaines ou rurales, de « destiner, pour l'inhumation des non-catholiques, un terrain convenable et décent ».

Le contrôleur général Lambert interpréta ainsi cet article dans une lettre à l'intendant de Caen (3 avril 1788) : « L'intention de S. M. est que les communautés où il y a des non-catholiques s'occupent, sans différer, des moyens de fournir un local pour cette destination, et de le faire enclore et mettre dans un état convenable. Les dépenses que cela occasionnera *doivent être à la charge des communautés. Il serait contraire à l'esprit de l'Edit de les faire supporter aux non-catholiques*, même dans les endroits où ils sont en assez grand nombre pour en faire les frais. *Obligés de contribuer, comme les autres habitants, à l'entretien des églises et presbytères*, et à tout ce qui concerne le service divin, il est juste qu'on les fasse jouir de la réciprocité pour un acte aussi indispensable que celui de leur inhumation. »

Lambert terminait ainsi : « Je vous prie, Monsieur, de me procurer un état des *villes* de votre généralité qui seront dans le cas d'établir des cimetières pour les non-catholiques, ... et de me marquer les ressources qu'elles pourront y employer² ».

Le même jour (3 avril), il adressa une instruction analogue³ aux membres composant « la commission intermédiaire provinciale de la généralité »⁴, qui était chargée des *bourgs* et *villages*.

¹ Voir ci-dessus, p. 368.

² Arch. Calv. C. 1516.

³ *Ibid.* C, comm. interm.

⁴ Les assemblées provinciales, organisées par l'édit du 22 juin 1787, et qui fonctionnèrent dans plusieurs généralités, notamment à Caen et à Alençon, laissèrent après elles des « *commissions intermédiaires provinciales* », analogues aux commissions départementales de nos conseils généraux. Ces commissions eurent surtout à traiter les questions d'impôts et de voirie. Elles furent représentées, dans chaque élection, par un *bureau intermédiaire*, qui correspondait directement avec les municipalités.

La commission intermédiaire de Caen siégea du 7 déc. 1787 au 4 août 1790. Elle comptait cinq membres en 1788, savoir :

Talaru de Chalmazel, évêque de Coutances, et le comte Louis de Vassy, — députés, l'année suivante, aux Etats-Généraux ;

Daigremont, lieutenant civil et criminel du bailliage de Caen ;

Le comte de Balleroy, lieutenant-général des armées du Roi ;

Quant aux *villes*, celles du Bessin et du Cotentin se trouvèrent à peu près hors de cause. A Bayeux, il n'y avait qu'un seul non-catholique, originaire de Caen, et sans famille. — A Saint-Lô, à Valognes, à Coutances, à Avranches, à Carentan, il n'en restait plus. Néanmoins, la municipalité de Carentan, prévoyant le cas où des commerçants étrangers viendraient se fixer dans cette ville, pria le roi de lui rendre le cimetière protestant confisqué en 1685. — Bien que Cherbourg eût, au plus, trois ou quatre familles non-catholiques, un cimetière spécial y avait été établi, à cause des marins anglais, norvégiens ou danois qu'attirait le mouvement du port. Mais, depuis quatre ou cinq ans, l'administration des travaux de la digue occupait cet enclos, où elle avait installé le chantier de construction des *cônes*¹, et le maire en demandait la restitution, les ressources municipales ne lui permettant pas d'acheter un autre terrain².

Ainsi, la question ne se posait réellement que pour Caen et Condé.

A Caen, une sentence du bailliage (13 août 1779) ayant défendu d'inhumer à l'intérieur de la ville, les réformés avaient dû abandonner leurs cimetières habituels, les jardins Précourt et Massieu. Le 8 novembre 1783, ils avaient fiéffé, pour une rente annuelle de 90 livres, un terrain situé quartier Saint-Julien, « au haut du Gaillon, sur la campagne³ ». Le 3 mai 1788, le consistoire décida qu'un de ses membres « supplierait » les maire et échevins de prendre à leur charge, conformément à l'article 27 de l'édit, la rente du nouveau cimetière⁴.

La municipalité répondit par un refus très courtois, mais formel. « Nous nous empresserons toujours, dit-elle, de donner, à cette classe estimable de nos concitoyens, des preuves de notre considération particulière... Mais, à Rouen, les non-catholiques ont fait construire à leurs frais le cimetière qui leur était nécessaire... Ils forment, dans notre ville, dont les charges surpassent de beaucoup le revenu, une classe très nombreuse, et ce sont, sans contredit, nos plus riches citoyens. » (20 août 1788)⁵.

Le Telier de Vauville, procureur-syndic provincial.

(Compte rendu de la commission interm. de B.-Norm. — Arch. Calv. C., comm. interm.).

¹ Cônes de bois servant à immerger les quartiers de roche.

² Arch. Calv. C. 1516; et Pontaumont, *Hist. de Carentan*, 221, 222.

³ Arch. Calv. C. 1516, 1586 et 1587. — Beaujour, 489. — Ce terrain sert encore aujourd'hui de cimetière aux protestants de Caen.

⁴ Arch. Egl. R. de Caen, reg. du Cons., 3 mai 1788.

⁵ Lettre de la municipalité au contr. gén. (Arch. Calv. C. 1516. — Beaujour, 490).

Le ministre Villedeuil¹ avait chargé l'intendant de « régler au mieux » cette affaire, et d'éviter les « difficultés » (7 sept. 1788). Après de longs pourparlers, le subdélégué de Caen adopta le système des maire et échevins (8 mai 1789) : « Les cimetières, dit-il, n'ont jamais été à la charge des municipalités ; les frais des sépultures catholiques sont supportés par les fabriques. Donc, c'est aux protestants à payer leurs cimetières² ! »

Oui, s'ils n'avaient pas été astreints, en même temps, à l'entretien des presbytères et des églises !

Ce fut pour d'autres motifs que les réformés de Condé ne purent obtenir satisfaction.

Avant l'édit de 1787, ils inhumaient leurs morts un peu partout, mais, le plus souvent, dans un verger appartenant à un sieur Manson, « rue du Vieil-Châtel, ... jouxte la venelle des Petits-Preys, le chemin du Mesnil, la veuve Morieux et un ruisseau³ ».

Le 4 mai 1788, quelques notables du lieu s'assemblèrent, sous la présidence du syndic de la paroisse, Louis Brisollier, pour choisir le cimetière définitif. Comme Manson ne voulait pas vendre son terrain, on en proposa un autre. Mais c'était un jardin planté presque tout entier en pépinière. Le propriétaire, Jean Huard, refusa aussi de le vendre, et adressa requête à l'intendant pour que défense fût faite à la municipalité de passer outre⁴.

Première question à résoudre : Condé était-il *ville* ou *bourg* ? — Ville ! disait le subdélégué de Vire, « d'autant plus que c'est un lieu tarifé assez considérable et commerçant ». — Bourg ! répliqua l'intendant de Launay, qui renvoya la requête de Huard au *bureau intermédiaire* de Vire, en lui conseillant « de ne rien précipiter ». (22 mai 1788)⁵.

Le bureau ne suivit que trop bien ce conseil. Il commença par déclarer nulle, comme « mal digérée, informe, et arrêtée dans un lieu et par personnes incompétentes », la délibération du 4 mai, « ouvrage du *syndic de la paroisse* et de quelques habitants qui s'étaient joints à lui à la hâte et illégalement ». Puis, s'adressant à l'avocat Jouenne, *syndic de la municipalité*⁶, il lui demanda :

¹ Successeur de Breteuil, en 1787, comme ministre de la maison du Roi.

² Arch. Calv. C. 1516.

³ *Ibid.* C. 1626. — Ce terrain est aujourd'hui compris dans les dépendances de l'*Hôtel du Lion d'Or*.

⁴ Arch. mun. de Condé, Corresp. diverses, 1787-88, *liasse*.

⁵ Arch. Calv. C. 1516.

⁶ Depuis 1787, chaque « communauté » ou paroisse avait une assemblée pa-

1° L'état exact des familles non-catholiques de Condé, avec le nombre des membres de chaque famille ;

2° L'indication d'un nouveau terrain, de la somme nécessaire pour l'acquérir, et des ressources qu'on pourrait y consacrer.

Ces renseignements furent envoyés à Vire le 4 juin 1788 ¹. L'état des non-catholiques comprenait 58 familles et 219 personnes ². D'autre part, on établit que, depuis dix ans, le nombre de leurs morts s'était élevé à 52 ³.

La parole était maintenant au bureau de Vire. Le 29 mai 1788, il avait reproché à la municipalité de Condé la « lenteur » de ses opérations. Or, l'année 1788 s'écoula tout entière sans que lui-même donnât signe de vie. Les réformés de Condé commençaient à perdre patience ; ils chargèrent leur coreligionnaire Jacques Legeay, membre de leur municipalité, d'écrire à « Messieurs de Vire ». Le bureau convint de la nécessité d'accorder un cimetière, . . . et s'en tint là (janvier 1789) ⁴.

— Les réformés des villages ⁵ avaient-ils été plus heureux ? Hélas non ! si l'on en juge par ce qui eut lieu au Chefresne.

Les 22 et 27 mai, les municipalités du Chefresne et de Montabot avaient désigné, comme cimetière protestant, un jardin « d'une demi-vergée » environ, appelé jardin Jérémie, et situé à la Crespi-

roissiate et une assemblée *municipale*, présidées chacune par un *syndic*. C'étaient comme les rouages inférieurs des assemblées *provinciales* et des *bureaux intermédiaires*. Pour faire partie de l'assemblée paroissiale, il fallait payer, dans la paroisse, 10 livres d'impositions foncières ou personnelles. Les membres de l'assemblée *paroissiale* désignaient environ un tiers d'entre eux pour former, avec le seigneur et le curé, l'assemblée *municipale*. (Lettre du contr. gén. à la comm. interm. de Caen, et instructions pour les assemblées municipales ; Arch. de Condé, Corresp. div., 1787-88, *liasse*.)

¹ Arch. de Condé, *ibid.* ; et Arch. Calv. C., comm. interm.

² Arch. de Condé, *ibid.* — M. l'abbé Huet (Condé, 183) a déjà publié ces chiffres. — En 1786, Demortreux, subdélégué de Vire, évaluait à environ 500 le nombre des protestants de Condé. (Affaire Lemarchand, Arch. Calv. C. 1546). M. Beaujour (p. 492) adopte ce chiffre de 500. Mais celui de 219 a un caractère plus officiel, puisqu'il émane de la municipalité.

³ Lettre du subdélégué Demortreux à l'intendant, 27 avril 1788. (Arch. Calv. C. 1516).

⁴ Lettre de Legeay à l'intendant, 11 janv. 1789. (*Ibid.*).

⁵ La commission intermédiaire avait envoyé, le 9 mai 1788, aux bureaux intermédiaires, 260 circulaires à répartir entre les syndics des municipalités intéressées. Le bureau de Mortain répondit (25 mai) qu'il y avait « quelques familles non-catholiques dans l'arrondissement de Tinchebray ». (Arch. Calv. C, comm. interm.). A Saint-Denis-le-Gast, élection de Coutances, il y avait, en 1788, 20 familles non-catholiques. (Dupont. *Cotentin*, IV, 556 n.).

nière, hameau du Chefresne. Cinq mois se passèrent; on n'en venait pas à l'exécution. De guerre lasse, les protestants des deux paroisses prirent la résolution de payer, avec leurs pauvres économies de paysans, ce cimetière que l'édit de 1787 leur donnait à titre gratuit. Ils feraient tous les frais : acquisition du fonds et entretien de la clôture. Les moins illettrés rédigèrent l'acte de délibération, qui commençait ainsi : « Nous soussignes nonts catholique et protestant des paroisse du Cheffresne et Montabot... » (1^{er} nov. 1788) ¹.

En transmettant cette pièce à la commission intermédiaire, les procureurs syndics de Saint-Lô ne purent « s'empescher » d'observer (21 nov.) qu'il ne leur paraissait pas juste « que les seuls non-catholiques fissent les frais d'achapt et de closture de leur cimetière, tandis qu'ils contribuaitent comme les autres à l'entretien du cimetière des catholiques, de l'église et du presbytère ² ».

Certes, il y avait du vrai dans les doléances que le pasteur de Condé, Gourjon de Monchamps ³, adressa, le 12 juillet 1789, à l'intendant de Launay :

« Lorsque le roi, dans sa bienfaisance, disait-il, donna l'édit de novembre 1787, il entendait sûrement que cet édit serait exécuté partout et dans toute sa teneur. S'il y a un article sur lequel S. M. ait daigné diriger son attention particulière, c'est celui des sépultures...; ses ordres paternels sont exprès à cet égard. Cependant, qui le croirait? Il y aura bientôt deux ans que cet édit est promulgué, et... nos morts s'enterrent encore ⁴ comme dans les temps ci-devant orageux, dans des cours, des jardins, des lieux isolés!... ⁵ »

¹ Voir *Pièce. justif.*, XXVI.

² Arch. Calv. C., comm. interm.

³ Aimé-Gédéon Gourjon, né à Genève, le 8 mai 1761, d'Antoine Gourjon, de Salles, près Grignan en Provence, et de Marie-Anne de Monchamps, de Dieulefit en Dauphiné, réfugiés pour cause de religion, fit ses études théologiques à Lausanne, où il prononça son « sermon d'épreuve », comme nouveau pasteur, le 18 sept. 1786. (Arch. part., Pap. Blanchard). — Par suite, il dut être installé à Condé vers la fin de 1786, ou au commencement de 1787.

Un colloque du 3 mars 1783 avait nommé Bellanger pasteur des quatre églises du Bocage. (*Pièce. justif.*, XXV). Or, une pièce sans date, mais postérieure à 1783, contient la protestation de six *anciens* de Montilly contre trois *anciens* de Condé qui ont fait schisme, répudiant le pasteur Bellanger. (Arch. part., Pap. Leboitteux). Ce fut peut-être à l'appel de ces mécontents que Gourjon vint en Normandie.

⁴ C'est seulement le 4 juin 1790 que le conseil de la commune de Condé adopta, comme cimetière protestant, le terrain, situé sur la *Motte de Lutre*, qui sert encore aujourd'hui à cet usage. (Arch. de Condé, reg. de la munic., mai-juin 1790).

⁵ Arch. Calv. C. 1516. — Beaujour, 493. — Abbé Huet, *Condé*, 132.

Ainsi, cette loi si longtemps attendue, et qui, prise à la lettre, ne donnait que l'indispensable, les « non-catholiques » de Basse-Normandie ne pouvaient même pas en bénéficier intégralement. Leur accordait-on « la validité de leurs mariages, et la certitude de l'état de leurs enfants ¹ » ? ceux des campagnes se voyaient forcés de payer très cher ce droit naturel. Prescrivait-on de leur fournir des cimetières ? ils rencontraient le mauvais vouloir ou l'inertie des autorités locales. Et le gouvernement, quoique bien disposé en principe, laissait faire, soit qu'il voulût éviter les « difficultés », soit qu'il eût d'autres soucis à la veille des Etats-Généraux. Réclamer n'était possible aux non-catholiques qu'à titre individuel ou officieux, l'édit leur interdisant de former des sociétés particulières. Un nouvel effort était donc nécessaire pour conquérir l'affranchissement définitif.

¹ Voltaire, cité par Anquez, *Etat civil*, 167.

CHAPITRE SIXIÈME

LA CONSTITUANTE ET LA LIBERTÉ DES CULTES

Le 12 octobre 1788, le Consistoire de Nîmes, représenté par le pasteur Gachon, adressa aux principales églises du royaume un mémoire qui pouvait se résumer ainsi : « La loi de 1787... n'accorde qu'une tolérance fort incomplète. Elle assure l'état civil et le droit d'exister dans le royaume, sans être troublés sous prétexte de la religion. Mais elle ne statue rien sur le culte commun; elle ne révoque point les lois pénales. Pour obtenir plus et mieux, ne serait-il pas opportun de nommer et d'entretenir, près de la cour, un correspondant général? ¹ ».

La plupart des églises ² agréèrent la proposition, et promirent de contribuer aux frais ³. Mais celle de Caen répondit que, « n'ayant point encore de consistance », il lui était impossible de « rien statuer à cet égard » (12 décembre 1788) ⁴.

Ce n'est pas que les réformés caennais n'eussent salué, dans l'édit « bienfaisant ⁵ » de 1787, le point de départ d'une ère nouvelle, l'aurore de la complète libération. Voici, en effet, ce qu'on lit sur le registre du Consistoire, dès le 8 décembre 1787 : « La société protes-

¹ *Lett. de P. Rabaut à div.*, II, 372, 373 n.; et *Bull. du Prot.*, XL, 488-489 n.

² Le mémoire les partageait en trois classes, selon leurs ressources. *Caen* était rangée dans la seconde.

³ *Lett. de P. Rab.*; et *Bull. du Prot.*, *ibid.*

⁴ Arch. de l'Egl. R. de Caen, Reg. du Cons., à cette date.

⁵ *Ibid.*, 16 avril 1789.

tante de Caen et ses annexes, gemissant depuis longtemps de ce que *le defaut de facilité dans ses oppérations et la disette des moyens* l'empêchait d'introduire dans son sein l'ordre et la discipline ecclésiastiques qui distinguent déjà les autres églises du royaume; *prévoyant que ces obstacles allaient disparaître* elle a cru pouvoir *se réunir en colloque* avec MM. les anciens des églises de campagne. ¹ » Ce même jour, après avoir réglé l'ordre et la police des colloques ultérieurs, on décide qu'à l'avenir le Consistoire de Caen tiendra séance, tous les mois, chez le pasteur Fontbonne-Duvernoy ². En fait, les réunions sont à peu près hebdomadaires, à partir du 16 janvier 1788.

Certaines résolutions du Consistoire témoignent d'une réserve moins grande que par le passé. — Bien que l'édit de 1787 permette de choisir, pour les déclarations de naissances, entre le curé et le juge du lieu, quelques fidèles continuent de présenter leurs enfants aux prêtres; une prédication sera faite pour leur rappeler que le baptême n'est pas seulement « le sceau de l'alliance de Dieu, mais le symbole de l'entrée dans l'Eglise ³ ». — Dans une autre circonstance, on n'hésite pas, malgré l'édit, à faire figure publique de congrégation. Un incendie a ravagé le faubourg de Vaucelles, et plusieurs familles se trouvent sans asile; le Consistoire décide de faire remettre au curé un secours, « *sous le nom de société protestante de Caen* » (2 juin 1788) ⁴. — Survient l'hiver et son cortège de souffrances. Tous les « citoyens » versent, entre les mains des curés, une « aumône extraordinaire ». Les pauvres sont appelés à y « prendre part », mais seulement ceux inscrits dans les presbytères. Alors Louis Lamy réclame, au nom du Consistoire, auprès des maire et échevins, « peres communs de tous les habitants de la ville »; il demande s'il y aura « un mur de separation entre l'indigent et l'indigent » (17 décembre 1788) ⁵.

Mais, quant à célébrer ouvertement leur culte, les réformés caennais n'osent encore s'y risquer. Le 12 décembre 1788, ils se bornent à louer « un lieu d'oraison » provisoire; c'est une salle située rue de la Poste ⁶, et qui, par prudence, sera appelée « maison de Chauvin », du nom d'un membre du troupeau. Assemblé, le 16 avril 1789,

¹ Il s'agit, bien entendu, des églises protestantes de la campagne de Caen (Beuville, Périers, Courseulles, etc.).

² Reg. du cons., 8 déc. 1787. — Beaujour, 487, 488.

³ Reg. du cons., 12 déc. 1788.

⁴ *Ibid.*, 2 juin 1788.

⁵ *Ibid.*, 17 déc. 1788.

⁶ Ancienne *Neuve-Rue*.

pour arrêter un local définitif, le Consistoire est d'avis qu'il ne faut pas le choisir au cœur de la ville, de peur que l'autorité ne le fasse fermer. On élit une commission, qui désigne plusieurs emplacements dans les faubourgs; mais les « chefs de famille », convoqués le 12 mai par le Consistoire, estiment qu'il sera « plus prudent » d'attendre la dissolution des Etats-Généraux ¹.

Excessivè peut-être, cette circonspection était en partie justifiée. Pour s'en convaincre, il faut songer qu'au début même de l'année 1789 le Parlement de Rouen, pris d'on ne sait quel retour de fanatisme, poursuivait le pasteur Mordant, du pays de Caux, pour avoir contrevenu, en bénissant un mariage mixte, à l'édit de novembre 1680 (1) ². Il faut lire aussi ce qui concerne les « non-catholiques », dans les cahiers des grands bailliages de Caen et de Coutances, ou du Cotentin (mars 1789).

Le clergé du grand bailliage de Caen n'a rien appris, ni rien oublié. « Que la Rel. cath., ap. et rom., dit-il, soit la seule religion reçue et dominante dans le royaume; qu'elle seule ait des temples, des ministres, un office public; que tout autre culte soit absolument défendu et prohibé ³. » — Voici maintenant quelques vœux particuliers. Les curés ne seront point tenus de marier les non-catholiques ⁴; mais on obligera ceux-ci à porter leurs enfants à l'église « immédiatement après la naissance, pour la sûreté du sacrement de baptême ⁵ ». — « On fera exécuter la loi ⁶ qui porte que lesdits enfants, quand ils auront atteint l'âge de puberté, s'ils veulent embrasser la religion catholique, seront reçus dans les maisons établies à cet effet, sans qu'on ait aucun égard aux réclamations des parents » ⁷. — Il faut « interdire aux protestants tous offices civils et de judicature qui exigent la prestation du serment de catholicité dans le royaume ⁸ ». — Le curé de Beneauville déclare tout net qu'il serait « fort

¹ Reg. du cons., aux dates ci-dessus. — Beaujour, 488.

² Bull. du Prot., XXVI, 220 sqq.

³ Assemblée gén. du 26 mars 1789, tenue à l'abb. de Saint-Etienne de Caen. (Hippeau, *Gouv. de Norm.*, VII, 152. Mavidal, II, 486). — Dans toute la Normandie, le clergé formula le vœu qu'entre cathol. et réformés on ne permit pas d'alliances. (Anquez, *Etat civil*, 261).

⁴ On sait que l'évêque de La Rochelle, s'insurgeant contre la loi de 1787, interdit à ses curés, le 28 févr. 1788, de recevoir les déclar. de mariages des non-cathol. (Anquez, *Etat civil*, 258).

⁵ Clergés de Saint-Pierre et de Notre-Dame de Caen; curé de Bretteville-sur-Odon. (Hippeau, VII, 160, 162, 171).

⁶ Déclaration de février 1669, art. 39.

⁷ Clergé de Saint-Pierre de Caen. (Hippeau, VII, 160).

⁸ Curé de Bretteville-sur-Odon. (*Id.*, VII, 171).

à propos de solliciter instamment S. M. à révoquer son dernier édit en faveur des protestants, comme étant trop propre à les faire renaître de leurs cendres ¹ ».

Plus tolérant, le clergé du Cotentin désire que cet édit « soit pris en considération, et qu'on y ajoute les modifications dont il paraît susceptible ² ». — A vrai dire, le vœu peut s'entendre de deux manières.

Prise en considération de l'édit de 1787, c'est aussi tout ce que demande la noblesse du Cotentin ³. — Celle du bailliage de Caen formule ce vœu : « La religion catholique sera toujours la *religion dominante* dans l'Etat; les autres seront *tolérées*, et il ne sera fait aucune violence à personne, quelle que puisse être sa croyance ⁴ .. »

Mêmes souhaits chez le tiers-état des deux bailliages : la religion catholique conservera « le culte public qui lui appartient dans le royaume » ; mais on suppliera le roi « de perfectionner la loi de nov. 1787 en faveur de ses sujets non-catholiques ⁵ ». — A Caen, ils sont très nombreux, et tiennent les principales maisons de commerce ; mais ils restent isolés, faute d'avoir le droit de former une chambre. Dès ce moment, et en attendant que le gouvernement, d'après sa promesse, ait plus particulièrement étendu les lois qui les concernent, ne pourraient-ils pas être élus juges-consuls et officiers municipaux ⁶ ?

Ainsi, pour la religion dominante, le privilège exclusif du culte public ; pour les non-catholiques, le « perfectionnement » de l'Edit de Nov. 1787, c'est-à-dire, une tolérance plus ou moins large, telle est la substance des cahiers ; aucun ne réclame la pleine liberté des cultes ⁷.

C'était donc aux réformés à plaider eux-mêmes leur cause. Il est, du moins, une question qui, fort débattue ailleurs, ne semble avoir été soulevée, en Basse-Normandie, ni par les cahiers des bailliages, ni par les brochures de circonstance : c'est celle de leur électorat et

¹ *Id.*, VII, 174.

² *Id.*, VIII, 2; et Mavidal, III, 48.

³ Mavidal, III, 53.

⁴ Mavidal, II, 490. — Hippeau, VII, 224.

⁵ Mavidal, II, 493. — Hippeau, VII, 240. — Delalande, 246.

⁶ Résolution adoptée à Caen le 4 mars 1789; 75 votants, dont 4 réformés : Louis Lamy, de Cussy, Chatry de la Fosse aîné et jeune. (Mavidal, II, 503).

⁷ « A la veille de la Révolution, dit M. Ravaisson, le gouvernement, et, il faut le dire, le sentiment populaire, étaient hostiles à la liberté des cultes. » (Arch. de la Bastille, VIII, Avertiss., p. v).

de leur éligibilité aux Etats-Généraux. Selon l'auteur de « *l'avis des bons Normands à leurs frères les bons Français* », peut être élu « *tout Français* jouissant du droit de cité et des effets civils », majeur et domicilié dans le royaume ¹. Sur six députés envoyés aux Etats-Généraux par le tiers-état du bailliage de Caen, deux étaient protestants : de Cussy, directeur de la Monnaie, et le négociant Lamy ².

Un autre réformé bien plus connu, Rabaut-Saint-Etienne, avait obtenu, dans le diocèse d'Alais, « la très-grande pluralité » des suffrages, même catholiques (27 mars 1789) ³. Doué d'une vive « netteté de vues », d'une parole à la « chaleur persuasive », avocat officieux de ses frères depuis la mort de Court de Gébelin (1784), collaborateur de Malesherbes pour l'édit de tolérance, choisi par les églises, en déc. 1788, comme leur « correspondant-général » près de la cour ⁴, nul n'était mieux qualifié pour défendre, à la tribune de l'Assemblée nationale, le principe de la liberté religieuse. On sait avec quel éclat il le fit triompher ⁵. La formule insérée dans la *Déclaration des droits* (23 août 1789) fut moins large que celle qu'il proposait ⁶; mais plusieurs décrets la complétèrent et l'étendirent; celui du 24 déc. 1789 ⁷ reconnut les non-catholiques admissibles à tous les emplois civils et militaires; celui du 22 juillet 1791 qualifia délit l'outrage à un culte quelconque ou à ses ministres. Pour couronner l'œuvre, la Constitution des 3-14 septembre 1791 déclara tout citoyen « libre d'exercer le culte religieux auquel il [était] attaché,... et d'élire ou choisir les ministres de son culte ⁸. »

¹ Hippeau, VI, 1-281, *passim*.

² *Moniteur Universel*, édit. orig., ann. 1789, p. 242, col. 2; et 243, col. 3.

³ *Bull. du Prot.*, XL, 491 et 492.

⁴ *Lett. de P. Rab. à div.*, II, 372, 373 n.; et Anquez, *Etat civil*, p. 184 sqq.

⁵ « La tolérance ! s'écria-t-il, le support ! le pardon ! la clémence ! idées souverainement injustes envers les dissidents, tant qu'il sera vrai que la différence des religions n'est pas un crime. »

⁶ Il formulait ainsi le principe : « Tout citoyen est libre dans ses opinions ; il a le droit de professer librement son culte, et il ne doit pas être inquiété dans sa religion. » L'assemblée y ajouta cette restriction : « pourvu que leur manifestation (des opinions religieuses) ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. » (Voir décl. des droits, art. 10; « *l'opinion de M. R. Saint-Etienne sur la motion du comte de Castellane* », Paris, 1789; le *Moniteur Univ.*, ann. 1789, p. 189, col. 2; et le *Bull. du Prot.*, XLVI, 549, 550.

⁷ Enregistré par les procureurs-syndics : à Vire, le 7 janvier; à Saint-Lô, le 17 janvier 1790. (Arch. Calv. C., comm. interm.).

⁸ Dalloz, *Répert. alphab. de législ.*, XIV, 665, 676, et XVIII, 288.

A Condé, vers la fin de 1791, le pasteur Gourjon, prenant pour texte 1 Pierre, 2, 13 (*Soyez soumis à tout ordre humain*), vante cette « Constitution sublime qui prépare le bonheur des peuples ». Il ajoute que « *la révolution est faite* »

Vers le même temps, on vit se désagréger et disparaître ces deux rouages essentiels de la persécution en Basse-Normandie : la régie des biens des fugitifs et les couvents des *Nouvelles-Catholiques*.

La régie fonctionnait encore en 1789. Louis XVI en avait renouvelé deux fois la ferme générale (29 août 1778 et 10 février 1787) ¹. A Caen, le fermier général était représenté, vers 1789, par un sieur de la Prade ². Au 1^{er} janvier 1778, la régie produisait, dans tout le royaume, 99.282 livres, dont 4.200 pour la généralité de Caen ³. Un état, dressé en 1780, montre que ces 4.200 livres correspondaient aux biens de 29 familles de fugitifs, sorties des élections de Caen, Vire et Mortain ⁴. Il est vrai que les mainlevées étaient devenues plus nombreuses ; c'est ainsi que, par brevet du 21 février 1777, la fille du fugitif Jean-Etienne Dan de la Vauterie était rentrée en possession des immeubles paternels, situés à Caen, à Sallen, à Planquery et à Bray-la-Campagne ⁵.

L'édit de nov. 1787 avait promis un règlement sur les biens confisqués ; le tiers-état du Cotentin inséra, dans ses cahiers, un vœu relatif à cette question ⁶.

La Constituante la résolut, comme tant d'autres, et fit œuvre de justice par son décret des 9-15 déc. 1790. Elle respecta les droits acquis, en déclarant que les propriétés vendues ne pourraient être revendiquées par les anciens possesseurs ; mais elle ordonna que toutes celles encore détenues par la régie seraient restituées aux protestants, ou à leurs parents de tout degré ⁷.

Citons un exemple de ces restitutions. Jean Jemblin, ancien

(sic), et qu'il reste à en recueillir les « heureux fruits ». — A propos du *Décret sur la liberté des cultes*, on lit, dans le même sermon : « Ce n'est point un de ces *Edits*... que la volonté d'un seul dictait, et que la volonté d'un seul venait annuler ensuite, mais une *loi*... fondée sur les bases éternelles de la justice et de l'équité ». (Arch. part., Pap. Blanchard).

¹ Arch. Calv. C. 1521.

² *Ibid.*, C. 1533.

³ *Ibid.* C. 1521.

⁴ Arch. Nat. TT. 233.

⁵ Arch. Calv. C. 1521.

⁶ Hippeau, VIII, 16.

⁷ Dalloz, *Rép. de lég.*, XXXIX, 72. — L'art. 22 de la loi du 15 déc. 1790 autorisait tout descendant de réfugiés à revendiquer la qualité de Français. Le 11 avril 1809, un jugement du tribunal de Caen reconnut cette qualité à Jean-Thomas et à Pierre-Jean Gaugain, nés à Londres du réfugié caennais Philippe Gaugain, et qui réclamaient l'héritage d'un de leurs parents au 7^e degré : Charles-François Fumée, décédé à Caen. (*Bull. du Prot.*, XLII, 612, 613).

ministre de Saint-Pierre-sur-Dives, étant sorti du royaume en 1685¹, un brevet royal du 25 sept. 1690 avait envoyé en possession de ses biens deux de ses cousins germains, Hue et Jemblin de Franqueville. Plus tard (1701), ces biens furent vendus, et les moines de l'abbaye d'Ardennes en achetèrent pour une valeur de 6.000 livres, à Caen et à Saint-Germain-la-Blanche-Herbe. En 1741, l'acquisition fut contestée par Jean-Jacques Bacon de Précourt de Saint-Manvieu, qui se disait le véritable héritier du ministre Jemblin. Les religieux obtinrent gain de cause en vertu de la possession quadragénaire. Nouveau procès en 1758 et en 1759, d'abord entre les Bacon de Précourt et les Leneuf, autres parents du même degré, puis entre les Leneuf et les religieux d'Ardennes. Cette dernière contestation durait encore, lorsqu'il fut question de vendre l'abbaye d'Ardennes comme bien national (mai 1791). Les immeubles ayant appartenu au ministre Jemblin furent alors exceptés de la vente, et attribués aux Leneuf et aux Précourt de Saint-Manvieu, par jugement du tribunal du district (18 déc. 1791), rendu sur ces conclusions du procureur-général syndic : « Considérant que l'intention de l'Assemblée Nationale a été de faire oublier les maux et les injustices d'un siècle d'intolérance et de fanatisme, et de rendre aux protestants, avec leur état de citoyens, les biens que la politique de ces temps malheureux leur avait enlevés...² »

Un autre décret de la Constituante prohibait l'émission des vœux monastiques (19 février 1790)³. Ce fut l'arrêt de mort des *Nouvelles Catholiques* de Caen et de Saint-Lô.

Elles firent leur possible pour détourner le coup fatal. « Notre institut, dirent celles de Caen, ne nous assimilant à aucun ordre religieux, nous espérons ne pas être traitées comme telles (*sic*) par les représentants de la nation. Nous ne faisons point les vœux suspendus par l'Assemblée nationale⁴. Nous ne sommes pas sujettes à

¹ Il mourut à l'étranger en 1711.

² Arch. Calv. C. 1537 et 1538; et H. 47 à 50. — Arch. du Ch. d'Harcourt, 179.

³ Ces vœux avaient d'abord été suspendus. (Décret du 2 octobre 1789).

⁴ C'était vrai pour les premiers temps de l'institut. Mais, dans la suite, les vœux devinrent au moins facultatifs. (Voir ci-dessus, p. 164 et 351). A Caen, le « registre des vestures » (1752-69) contient 12 noms de jeunes filles admises à faire « profession » dans la communauté. Le curé de Saint-Jean procède d'abord à leur « vesture d'habit »; puis, deux ou trois ans après, les sœurs assemblées « reçoivent leurs vœux ». (Arch. Calv. H, N. C.).

Les *Nouv. Cath.* de Rouen prétendirent aussi que le décret prohibitif ne les concernait point. « Notre maison, dirent-elles, n'est pas monastère, mais communauté laïque » (Arch. Seine-Inf., D. 490).

la clôture, mais filles séculières réunies en communauté. Nous n'avons ni terres, ni fiefs ; notre unique et très modique revenu consiste en quelques rentes hypothèques dont le total ne dépasse pas 4.000 livres. Sur les pensions des jeunes Calvinistes¹, il nous est dû, par le gouvernement, deux ans d'arriéré... Nous ne cesserons d'adresser à l'*Être suprême* les vœux les plus ardents pour votre prospérité, et nous redoublerons de zèle pour former *des citoyens et des citoyennes dignes de la patrie*. » (13 oct. 1790)².

Rien ne leur servit, hélas ! d'affecter ce langage révolutionnaire. Dès le 16 octobre 1790, les papiers trouvés dans leur communauté furent mis sous scellés, et, le 24 vendémiaire an V (15 octobre 1796), un sieur Thomas Liégard acheta le couvent « des ci-devant Nouvelles-Catholiques situé rue des ci-devant Carmes³ ».

Les sœurs de Saint-Lô durent également se disperser. Vainement avaient-elles décidé, le 21 janvier 1790, pour « satisfaire » leur « zèle et amour » envers l'Etat, d'offrir « une écuelle d'argent » comme « don patriotique » ; vainement fixèrent-elles, le 28 juin suivant, leur « contribution patriotique » à 300 livres ; on ne leur en sut aucun gré. Le 10 août 1792, la municipalité de Saint-Lô mit sous scellés leurs meubles ; le 15 mars 1793, inventaire fut dressé des titres de la « ci-devant communauté⁴ ».

Ainsi tombèrent ces monuments du fanatisme, qui avaient fait verser tant de larmes aux mères protestantes.

¹ En 1790, les sœurs de Caen avaient encore 23 pensionnaires nés protestants, dont 14 filles, âgées de 16 à 65 ans, et 9 garçons, âgés de 9 à 25 ans. — Tous ces pensionnaires étaient de Basse-Normandie, sauf deux Anglaises et un Anglais, Louis-Aug. Northey, « abandonné par ses parents à la nourrice de Coutances ». (Arch. Calv. H, N. C. *liasse*).

² Supplique des N. C. de Caen au Directoire du Calvados. (*Ibid.*).

³ Arch. Calv. H, N. C. *liasse*. — Un immeuble qu'elles possédaient rue Guilbert fut acquis par un sieur Lepage le 3 Thermidor an XIII, ou 22 juillet 1805. (*Ibid.*, et Beaujour, 383).

⁴ Arch. Manche, H, N. C., *liasse*.

CHAPITRE SEPTIÈME

DISCIPLINE INTÉRIEURE ET VIE RELIGIEUSE DES ÉGLISES VERS LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

Les réformés de Basse-Normandie pouvaient maintenant s'écrier, avec le doyen des pasteurs du royaume, Paul Rabaut : « Béni soit Dieu qui a brisé les chaînes de notre esclavage, et qui a dirigé les choses de manière que nous pourrons le servir sans crainte et sans empêchement ! ¹ »

Le 3 septembre 1789, le consistoire de Caen décida qu'il y aurait culte tous les dimanches et jours de fêtes solennelles ². Les réformés d'Athis avaient déjà leur temple, inauguré trois mois auparavant, le 31 mai, jour Pentecôte ³.

Quelle est, vers cette époque, l'organisation des églises ? Que sont devenues les croyances des fidèles ?

On a vu que les églises sont groupées en deux colloques ayant chacun leur pasteur, savoir :

1^o Colloque du *Bocage* (Eglises de Condé, Athis, Sainte-Honorine et Fresne) ;

¹ 3 juillet 1792. (*Lettre de P. Rab. à div.*, II, 384).

² Arch. Egl. Réf. de Caen, reg. du cons., 3 sept. 1789. — Après avoir occupé divers locaux, et, notamment, l'ancienne église de l'abbaye d'Ardennes (1799-1803), les réformés de Caen furent mis en possession, le 21 Messidor an XI (10 juillet 1803), d'une ancienne église de Bénédictines, située rue de Geôle, et qui leur sert de temple encore aujourd'hui. (Beaujour, 495-499).

³ Arch. part., Pap. Blanchard. — Le temple actuel d'Athis date de 1866; celui de Condé, de 1826. (Beaujour, 528, 543).

2^o Colloque de *Caen* (Églises de Caen, Beuville, Périers, Courseulles, etc.).

En dehors, végète la petite communauté du Chefresne, visitée, de temps à autre, par le pasteur du Bocage¹.

A examiner leur discipline intérieure, il semblerait que les fidèles n'ont fait que diminuer en nombre, et que la foi des ancêtres revit intacte chez les descendants.

Le ministre « reçoit vocation » des églises, et il est investi par les anciens réunis en colloque². Comme il est juste que « son travail ne reste pas sans récompense, et qu'il soit maintenu dans l'état honnête qui convient à sa situation³ », les fidèles se cotisent pour fournir à ses « honoraires ». A Caen, suivant « l'usage des aïeux » autorisé par Henri IV, chacun se taxe d'une somme égale à sa capitation envers l'Etat⁴. Le pasteur de Caen touche 2.400 livres, dont 400 pour son logement⁵; le pasteur du Bocage, 1.000 livres, fournies par ses quatre églises dans la proportion suivante :

Condé	380 l.
Sainte-Honorine.	305
Fresne.....	189
Athis	126 ⁶
Total.....	1.000 l.

Les anciens sont institués, suivant la *Discipline*, après trois publications faites dans les assemblées religieuses⁷. « Ils veillent sur le pasteur et lui administrent leurs avis »; ils recueillent les « contributions » destinées à son traitement. Ils recouvrent les « deniers des pauvres », et les répartissent selon les besoins. Ils s'efforcent « d'entretenir la paix dans l'Eglise ». Au culte, ils assurent « l'ordre et la

¹ Comme comparaison, voir à l'Appendice (VI) la liste des églises composant actuellement le Consistoire de Caen.

² Beaujour, 482; et *Pièce. justif.*, XXIV et XXV.

³ Arch. Egl. Réf. de Caen, Rég. du cons., 27 juin 1783.

⁴ *Ibid.*, 13 fév. 1781. — Le 3 sept. 1789, on renonce à ce mode de souscription, et l'on décide que la somme nécessaire sera prélevée, en totalité, « sur la location des bancs au lieu d'oraison ». (*Ibid.*, à cette date).

⁵ *Ibid.*, 27 juin 1783 et 3 sept. 1789. — Le pasteur de Caen touche son traitement « de trois mois en trois mois ». (*Ibid.*, 8 déc. 1787).

⁶ Coll. du 6 janv. 1776. (*Pièce. justif.*, XXIV).

⁷ Arch. Egl. Caen, reg. du cons., fév. 1786.

décence », lisent « les livres sacrés », dirigent le chant des psaumes. La veille de chaque Cène ou communion, ils distribuent des *marques* aux fidèles qui peuvent y prendre part¹.

Des peines soigneusement graduées frappent toujours ceux qui refusent de se soumettre aux arrêtés des consistoires ou colloques ; ceux qui négligent les assemblées religieuses, etc.². Un avertissement « fraternel » leur est d'abord adressé par le pasteur. Puis le consistoire leur députe un ancien pour les censurer. Ensuite il les mande à sa barre. S'ils s'obstinent, on les suspend de la Cène, d'abord sans les nommer, « pour les épargner encore davantage », puis publiquement. S'ils restent insensibles à tant de moyens employés « pour toucher leur cœur », le pasteur, après avoir pris l'avis du consistoire et du colloque, « déclare au peuple qu'on ne les reconnaît plus pour membres de l'Eglise³ ».

Afin de maintenir la pureté des mœurs, et de « rappeler chacun à son devoir », les colloques prescrivent, au besoin, des jeûnes ou pénitences extraordinaires. On les célèbre le dimanche, et le pasteur fait un sermon « convenable à la circonstance⁴ ».

Mais, de ce que les deux groupes de Caen et du Bocage observent la même discipline, il ne s'ensuit pas qu'ils s'accordent pour une action commune, et se prêtent mutuelle assistance. Rien ne subsiste de cette solidarité touchante qui unissait jadis les églises *fortes* et les églises *faibles*⁵.

En février 1781, le consistoire de Condé invite celui de Caen « à aider d'argent » Racine, son ministre, « pour les frais qu'il a dû faire à Paris⁶ ». Voici la réponse des réformés caennais : « Notre secrétaire marquera à ce très vénérable consistoire que... ne luy ayant donné aucune comission, ne nous ayant jamais communiqué aucunes de ses opérations, ne nous ayant jamais consultés sur rien, ayant

¹ *Ibid.*, 7 avril 1777. — Coll. du Bocage, 6 janv. 1776. — Formulaire de la « réception des anciens », dressé par le past. Gourjon de Monchamps. (Arch. partic., Pap. Blanchard).

² Coll. du 3 mars 1783, art. 2 et 3. (*Pièce. justif.*, XXV). — A Caen, le 25 mars 1778, on censure les fidèles qui négligent de se trouver aux assemblées. (*Bull. du Prot.*, XIII, 340).

³ Coll. du 3 mars 1783, art. 2.

⁴ *Ibid.*, art. 1. — Un jour de jeûne, le pasteur Gourjon prêche sur Joël, II, 15 : « *Sonnez de la trompette en Sion ! Publiez un jeûne* ». (Arch. part., Pap. Blanchard).

⁵ Voir ci-dessus, p. 70, 71.

⁶ Sans doute à cause des poursuites provoquées par le chapelain Armand.

toujours ignoré, ignorant encore ses démarches, nous ne pouvons [l'aider] à cet égard¹. »

Au commencement de 1789, le pasteur de Condé, Gourjon de Monchamps, prend l'initiative d'un synode provincial. Déjà, à deux ou trois reprises,² les réformés du Bocage ont pu « communiquer », par cette voie, avec leurs frères du pays de Caux. Les Caennais ont toujours fait bande à part; pour tâcher de les rallier, Gourjon vient lire, à leur consistoire, le 5 janvier 1789, un mémoire très-substantiel, et en forme de « discours ». Il montre que « le régime salulaire » des synodes n'a jamais cessé de fonctionner dans les pays protestants, tels que la Suisse, la Hollande; il évoque les souvenirs du passé, le synode national d'Alençon (1637) et Benjamin Basnage : « Environnés, comme nous le sommes, dit-il, d'ennemis puissants, nous ne pouvons nous défendre qu'à l'aide d'un accord mutuel, cimenté par les liens d'une confédération étroite et resserrée... D'ailleurs, avouons-le : si nos Eglises se sont trouvées pendant longtemps dans une anarchie cruelle et déchirante, si elles se sont vues en proie à des serviteurs mercenaires qui ont avili l'honneur du Saint Ministère et semé l'yvraie dans le champ du Seigneur³, c'est que l'ordre ne saurait se trouver où la règle manque. ... Faisons ici le sacrifice de nos préjugés, de nos petits intérêts, de nos vues particulières; n'écoutons que le bien public, et nous verrons peut-être revenir les beaux jours de la Réformation !⁴ »

Mais les Caennais demandent à réfléchir. « Il est impossible, disent-ils, de donner, sur ce projet, *une décision raisonnée*, sans avoir fait *un examen attentif* des principes sur lequel il repose. » On le renvoie donc à une séance qui doit se tenir deux mois plus tard (15 mars), et qui, bien entendu, n'aura pas lieu⁵.

Ainsi, on a reconstitué les colloques; mais ce sont comme des tronçons mutilés qui ont grand peine à se rejoindre; le synode provincial ne s'assemble que de temps à autre, et les réformés de Caen jugent superflu de s'y faire représenter.

Incomplet, cet organisme religieux est, de plus, une forme à peu près vide, un corps où la vie languit.

¹ Arch. Egl. Réf. de Caen, reg. du cons., 8 février 1781.

² Notamment en 1756 et en 1776. (V. ci-dessus, p. 387 et 429).

³ Voir ci-dessus, p. 382, 385.

⁴ « Discours sur la nécessité d'avoir un synode provincial en Normandie, prononcé dans le consistoire de l'Eglise de Caen, le 5 janv. 1789, par M. Gourjon, pasteur à Condé-sur-Noireau. » (Arch. part., Pap. Blanchard).

⁵ Arch. Egl. Réf. de Caen, reg. du cons., janvier-mars 1789.

Comment s'en étonner ? Jusqu'en 1777, les réformés de Caen ont été privés de toute direction spirituelle, ou peu s'en faut. Ceux du Bocage ont eu plus tôt des pasteurs consacrés. Mais ces pasteurs ne pouvaient prêcher ou catéchiser que de loin en loin, et en se cachant. Sur la plainte des députés de Condé, que beaucoup de jeunes gens se marient « sans avoir les principes de religion nécessaires », le colloque du 26 décembre 1750 prend la résolution suivante : « *Les anciens* veilleront encore plus exactement que par le passé à ce que *les pères et mères* instruisent les enfants dans les principes de notre sainte religion, afin que, l'ayant profondément gravée dans le cœur, ils en puissent transmettre le précieux dépôt à leur postérité à jamais ¹. »

L'avènement de Louis XVI fait espérer un meilleur avenir, et les réunions deviennent plus fréquentes. Mais la foi n'est plus celle du xvii^e siècle. Selon le mot d'Oberlin, c'est par l'incrédulité que Voltaire a écrasé la superstition ². Ministres et fidèles se laisseront d'autant mieux gagner à l'esprit philosophique, que la campagne en faveur de la tolérance a été menée par les philosophes.

A Condé, il est vrai, le pasteur Gourjon conserve quelque chose de la forte instruction chrétienne qu'il a reçue au séminaire de Lausanne. Prêchant, le 27 novembre 1790, sur « l'amour de Dieu et de Jésus pour le monde », il apostrophe ces « orgueilleux qui, obligés d'avouer que Jésus a été supérieur aux plus grands hommes, ne le regardent cependant que comme un simple homme ». — Le 10 mars 1791, il définit ainsi le *salut* : « une espèce de résurrection qui, d'une créature morte et défigurée, fait une nouvelle créature. » « Qui est venu nous l'annoncer ? dit-il. Ce n'est point un homme ordinaire, c'est le propre fils de Dieu ³. »

Mais voici en quels termes le Consistoire de Caen s'exprime, le 16 avril 1789, sur le compte de son pasteur, Fontbonne-Duvernét : « Il mérite notre attachement et notre confiance par sa douceur, son aménité, la connaissance que nous avons de ses *vertus morales*, et les preuves qu'il nous a données de la *sagesse de sa conduite*. » (On remarquera que le mot « *chrétien* » n'est même pas employé). — Quelques mois auparavant, l'*ancien* Louis Lamy, inaugurant une salle de culte, dit à ses coreligionnaires : « Vous n'y paraîtrés qu'avec les

¹ Hugues, *Syn.*, I, 332.

² Maury, I, 254.

³ Arch. part., Pap. Blanchard.

dispositions dont on doit être animé quand on se présente devant l'*Etre tout puissant* (26 décembre 1788) ¹. » — De cet *Etre tout puissant* à l'Etre suprême, il n'y a pas loin.

Les vrais croyants souhaitaient un « réveil ». Entreprise, sur d'autres points du territoire, par les Oberlin, les Daniel Encontre, etc. ², l'œuvre de rénovation religieuse fut commencée, en Basse-Normandie, par des missionnaires wesleyens ou méthodistes venus des Iles normandes.

Au cours de l'été de 1791, deux d'entre eux, Quetteville et William Mahy, débarquèrent à Courseulles, d'où ils se rendirent à Cresserons, à Périers, à Beuville, au Fresne-Camilly. Tout d'abord, ils reçurent bon accueil ; car, depuis septembre 1789, le pasteur de Caen ne visitait plus les communautés villageoises ³, qui devaient se contenter de sermons lus par les anciens. « Pendant quarante ans, dit une femme, j'ai été persécutée pour ma religion ; mais ce n'est que d'aujourd'hui que j'ai appris à connaître la vraie religion. » Les protestants de Cresserons fournirent à Mahy un cheval pour ses tournées, avec 400 livres pour son entretien ⁴.

Le culte était maintenant célébré deux fois chaque dimanche. On s'y rendait en nombre et avec assiduité, même l'après-midi, au lieu d'aller danser, comme naguère, avec les catholiques. Voulant une « réforme » encore plus complète, les méthodistes annoncèrent qu'ils tiendraient des conférences privées, où chaque fidèle serait invité à faire connaître l'état de sa conscience ; nul ne serait désormais reçu à la Cène, s'il ne prenait l'engagement formel d'abandonner « le péché » et de « chercher le Seigneur ». On trouva, en général, que c'était passer la mesure. « Une cinquantaine se sont soumis, écrit Quetteville ; ce sont les plus pauvres ; j'ai vu des larmes couler des yeux de plusieurs... Les autres sont trop orgueilleux, trop endurcis. Ils n'ont pas voulu être interrogés et nous ont quittés. *Ils disent que nous sommes trop dévots.* » A Beuville, peu s'en fallut qu'un des anciens n'expulsât Mahy du lieu de culte ⁵.

A Caen, on n'était pas mieux disposé à « recevoir l'Evangile », —

¹ Arch. de l'Egl. Réf. de Caen, reg. du cons., aux dates ci-dessus.

² Maury, I, 242 sqq.

³ On lit dans le premier registre du cons. de Caen, à la date des 1^{er} et 3 sept 1789 : « Le pasteur restera désormais attaché à l'Eglise de Caen *seulement* ;... les besoins de [cette Eglise] exigent qu'il y reste *singulièrement* attaché ; pour cet effet, la société de la ville doit seule contribuer à ses honoraires ».

⁴ M. Lelièvre, 403-405.

⁵ *Ibid.*, 405, 411, 412, 415.

tel, du moins, que le présentaient les méthodistes. Le pasteur de la ville dépeignit ces missionnaires comme des « fanatiques ignorants, comparables aux moines de l'Eglise romaine », et ne se servant de la religion que pour extorquer de l'argent; dignes disciples de leur maître John Wesley, qui était bien connu pour avoir volé une montre. — Or, s'il faut en croire les méthodistes, ce même pasteur de Caen aurait été arrêté, quelques mois plus tard, pour des spéculations financières plus ou moins louches, et conduit à Paris, menottes aux mains ! (1792) ¹.

A Condé et dans le Bocage, les méthodistes eurent plus de succès; mais ils prétendirent qu'au moment de la Terreur le ministre du pays avait, en déposant sa robe, déclaré à ses paroissiens « qu'il ne croyait pas un mot de ce qu'il leur avait prêché depuis vingt ans » ! ²

Ni l'un ni l'autre de ces singuliers pasteurs n'est désigné par son nom. De qui donc s'agit-il ? Sans aucun doute, de Fontbonne-Duvernet pour Caen ³, et de Gourjon de Monchamps pour Condé; nous savons même que Gourjon était alors seul à desservir les quatre églises du Bocage ⁴.

Pour ce qui concerne Fontbonne-Duvernet, nous n'avons rien trouvé qui nous permette de contrôler l'accusation portée contre lui.

Quant à Gourjon de Monchamps, remarquons d'abord que, n'ayant pu être installé, à Condé, avant la fin de 1786 ⁵, il ne s'y trouvait, sous la Terreur, que depuis *sept* ans environ, et non depuis *vingt* ans.

D'autre part, lorsque la commune de Condé fut requise, le 22 Brumaire an II (12 novembre 1793), d'ouvrir un registre où les ministres des cultes reconnaîtraient « renoncer au charlatanisme » qu'ils n'avaient jamais « cessé de prêcher », ce fut seulement six mois plus tard que Gourjon se fit inscrire (3 Prairial an II, 22 mai 1794); et il déclara simplement « renoncer à faire aucunes fonctions quelconques de ministre, désirant en tout se conformer aux décrets de la Convention ⁶ ». Ces termes plutôt mesurés, son hésitation à se démettre, son zèle à provoquer, en 1789, la réunion du synode pro-

¹ M. Lelièvre, 413-415.

² *Ibid.*, 413; cité par Maury, I, 407.

³ Beaujour, 495.

⁴ C'est ce qui résulte de ses sermons manuscrits (Arch. part., Pap. Blanchard), et des reg. munic. de Condé.

⁵ Voir ci-dessus, p. 446.

⁶ Arch. de Condé, reg. des délib. de la municipalité, aux dates ci-dessus. — Fontbonne-Duvernet cessa aussi de prêcher (Beaujour, 495); mais les registres municipaux de Caen ne portent pas trace de son acte de renonciation.

vincial de Normandie, tout semble démentir l'aveu cynique qu'il aurait proféré, en 1794, devant son troupeau.

Du reste, après la tourmente révolutionnaire, Fontbonne-Duvernet et Gourjon de Monchamps reprirent leurs prédications, l'un à Caen, l'autre à Condé ¹; auraient-ils pu le faire, s'ils avaient eu derrière eux un passé des plus compromettants?

Il y a donc tout lieu de croire que les méthodistes ont singulièrement forcé la note pour les besoins de leur cause ².

Ce qui, du moins, n'est pas contestable, c'est que, vers cette époque, chez la plupart des réformés de Basse-Normandie, la morale avait le pas sur le dogme, et la foi religieuse se réduisait à un déisme assez vague. On eût rougi de renier un culte pour lequel les aïeux avaient souffert, pour lequel on avait souffert soi-même; on y restait donc fidèle, mais surtout par tradition, par respect humain. C'était une « question engageant l'honneur de la famille, plutôt qu'une croyance profonde de l'âme ³ ».

¹ Beaujour, 496, 502.

² De son propre aveu (Préf., p. VIII), M. Lelièvre n'a guère consulté que des sources méthodistes.

³ Waddington résume, par cette phrase, l'état religieux de la Haute-Normandie protestante à la fin du XVIII^e siècle. (P. 138-140).

CONCLUSION

S'il y avait un milieu favorable à la pratique sincère et loyale de l'Edit de Nantes, c'était assurément la Basse-Normandie. Habitée par des populations « réfléchies, intéressées, prudentes ¹ », elle avait fourni au parti des *politiques* quelques-unes de ses premières recrues, au Béarnais ses plus fidèles soldats. Sous Charles IX et même en pleine Ligue, la ville de Caen avait gardé la paix.

L'Edit de Nantes promulgué, les Caennais n'en furent que plus déterminés à écarter tout ce qui pouvait compromettre cet heureux accord. Lorsqu'Henri IV voulut leur imposer un collège de Jésuites, catholiques et réformés s'entendirent pour faire de respectueuses remontrances, et ils ne cédèrent que sur un ordre formel du Roi (1608).

L'événement allait justifier cette résistance. A peine les Jésuites étaient-ils installés au cœur du pays, que s'accrut l'audace de l'ancienne minorité ligueuse, et que se compliquèrent les difficultés soulevées par l'exécution de l'Edit. A deux reprises, la Cour envoya des commissaires ; bien peu de leurs sentences furent suivies d'effet. Les réformés demandaient-ils des temples ? A Caen, on les forçait d'abandonner un terrain qu'ils possédaient près des murs, et d'aller bâtir dans un faubourg éloigné (1609-12) ; ailleurs, on leur contestait jusqu'au droit d'exercice. Demandaient-ils des cimetières ? Dans beaucoup de villages, ils auraient été contraints de s'en passer, sans la libéralité des seigneurs de leur religion.

Ces dénis de justice, joints à l'affaire du Béarn, expliquent la part

¹ Michelet, XIII, 472.

active que prirent leurs députés, et surtout Benjamin Basnage, aux actes de l'Assemblée de La Rochelle en 1621. Si, pendant les troubles qui suivirent, la Basse-Normandie ne connut guère d'autres combats que les polémiques entre moines, curés et ministres, c'est qu'on avait pris soin d'y désarmer les protestants, que plusieurs étaient sortis du royaume, que les nobles du pays, comme Gabriel II de Montgomery, tenaient peu à courir les aventures, et que la tentative de Montchrétien avorta par la mort tragique de son auteur.

Avec la chute de La Rochelle s'ouvre une nouvelle période. S'il importait à l'unité du royaume que cette place succombât, les réformés perdaient, avec elle, le dernier boulevard de leur liberté religieuse. Louis XIII leur laissait cette liberté, mais *par grâce*, et sans dissimuler son désir de les voir rentrer, quelque jour, au giron de l'Eglise ¹.

Comme Richelieu s'en tint, à leur égard, aux missions populaires, aux séductions individuelles, et que Mazarin fut forcé de les ménager pendant la Fronde, ils eurent plusieurs années de répit.

Ceux de Basse-Normandie en profitèrent pour resserrer leur organisation ecclésiastique. Ils restèrent groupés, au nombre de 15 à 20.000, en une trentaine d'églises et en trois colloques (*Caen, le Cotentin, Falaise*); mais les églises *fortes* soutinrent les *faibles*. Guidés par des pasteurs instruits et pleins de zèle, quoique très-pauvrement rétribués, ils eurent une foi vivante et agissante, qu'ils étaient presque tous capables de défendre en s'appuyant sur l'Ecriture. Soumis volontairement à une discipline rigoureuse, mais féconde en vertus, parce qu'elle flétrissait, au grand jour, les moindres faiblesses, ils se distinguèrent par la pureté de leurs mœurs et la correction de leur tenue. Les uns exercèrent dignement les professions dont on leur permettait encore l'accès; les autres, tels que Pierre Massieu, dirigèrent avec probité de grandes entreprises industrielles : les serges de Saint-Lô, les draps fins de Caen n'eurent de rivaux ni en Hollande, ni en Angleterre. Loin de s'isoler dans une sorte d'ascétisme hautain, les réformés recherchèrent la société de leurs concitoyens catholiques, et ce fut à l'un d'eux que l'Académie de Caen dut sa naissance. Elle n'eut pas d'orateurs plus distingués et de meilleur ton que le ministre Pierre Du Bosc, de savants plus originaux que l'orientaliste Samuel Bochart et l'érudit Jacques de Paulmier de Grentemesnil, ces maîtres de Daniel Huet : Samuel

¹ Préambule de l'Edit de grâce.

Bochart, grand philologue parce qu'il était grand théologien ; Jacques de Paulmier, précurseur de Louis de Beaufort. La différence des professions de foi entretint l'émulation, sans exclure la bonne harmonie : ce fut à qui se montrerait plus dévoué au Roi, plus fervent théoricien de son pouvoir absolu.

Hélas ! à cette réalité solide et tangible, Louis XIV et son siècle allaient préférer la plus vaine des chimères, celle de l'unité de croyance. Tandis que, dès 1661, missions et controverses se multipliaient, réchauffant le zèle catholique, les syndics du clergé apprirent au prince l'art de torturer les textes, et de n'appliquer l'Edit que « dans la rigueur des expressions ». Vainement Du Bosc, infatigable avocat d'une cause perdue d'avance, porta jusqu'au trône les plaintes de ses coreligionnaires ; Louis XIV admira l'orateur, et, bien vite ressaisi par son entourage, passa outre. Des chicanes de plus en plus subtiles minèrent les temples, désagrégèrent les troupeaux. Les arrêts du Parlement de Rouen renchérirent sur les déclarations royales, et, lorsque parut l'édit de Révocation, il ne restait pas une seule localité, en Basse-Normandie, où les réformés eussent conservé le droit de se réunir pour prier. Les missionnaires bottés eurent raison des dernières résistances, et la ville de Caen, approuvant une persécution qui s'était presque toujours déguisée sous les formes légales, dressa une statue au prince vainqueur de l'hérésie (1683).

A cette date, beaucoup de fidèles avaient déjà rejoint leurs pasteurs sur la terre d'exil. Emigration en masse des nobles du Bessin, du Cotentin et de l'Avranchin ; manufactures de Caen et de Saint-Lô ruinées au profit de l'étranger ; décadence de l'érudition au sein de l'Athènes Normande ; nouveaux-convertis soupçonnés d'intelligence avec Guillaume III, quelques-uns même, massacrés à Caen, dans une ville qui, selon toute vraisemblance, n'avait pas connu la Saint-Barthélemy ; dépouilles des réfugiés suscitant d'immorales convoitises, des abjurations hypocrites, de scandaleux procès entre parents ; tels furent, pour la Basse-Normandie, les bienfaits immédiats de la Révocation.

Quant à l'unité religieuse si chèrement achetée, il fut évident, dès 1686, qu'elle était toute en façade. Demeurés calvinistes dans l'âme, et secrètement encouragés par les ministres du Refuge, les nouveaux-convertis évitaient de faire « leur devoir de catholiques ». Si on les pressait, les uns demandaient du temps pour « s'instruire », les autres alléguaient différents prétextes, ou répondaient *à la normande*,

en termes d'une ambiguïté voulue. Parmi les plus « opiniâtres », ceux qui, bravant la potence ou les galères, osaient célébrer en commun le culte proscrit, on remarquait des paysans, des ouvriers, de simples journaliers, d'humbles servantes.

Comment venir à bout de ces « rebelles » ? Par la force brutale ? L'intendant de Gourgues en usa et abusa, comme si l'hérésie lui eût fait voir rouge ; il prétendit juger et condamner sans appel, multiplia les emprisonnements, amendes et confiscations, ravit les enfants, fit traîner sur la claie les cadavres des relaps. Foucault, qui le remplaça (mars 1689), ne valait guère mieux ; il venait de « dragonner » en conscience le Béarn et le Poitou. Ce fut lui pourtant que l'on chargea d'appliquer un nouveau système, celui des instructions pacifiques. Il fit patte de velours, seconda autant qu'il put l'évêque François de Nesmond, s'essaya même au rôle de prédicateur (1699-1701). Vains efforts ! la persuasion échoua comme la violence. Quelles que fussent les illusions de Louis XIV mourant ¹, le calvinisme, en 1715, n'était pas extirpé ; il conservait, en Basse-Normandie, surtout à Caen et dans le Bocage, 3 ou 4 milliers d'adhérents.

Etant donné ce petit nombre, le gouvernement de Louis XV garda quelque espoir de convertir, directement ou par l'exemple, les générations nouvelles. De toutes parts, on lui dénonçait des enfants à enlever. Relativement modérée jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle, la persécution se déclencha avec fureur en 1748. De nombreuses lettres de cachet signées du roi furent remises aux officiers de maréchaussée. Les poursuites eurent lieu de nuit. On enfonça, on rompit à grands coups de hache les portes des religionnaires. Cacher son fils ou sa fille, invoquer les droits les plus sacrés de la nature, c'était désobéir au roi ; les parents qui s'en rendirent coupables subirent une dure prison. Quant aux enfants traînés aux *Nouv. Catholiques* de Caen et de Saint-Lô, la plupart tombèrent malades et moururent. D'autres s'évadèrent. Ceux qui restaient firent abjuration, bon gré mal gré. Pour les empêcher de se « pervertir », on les transféra dans d'autres couvents, on les mit en apprentissage chez des patrons d'une orthodoxie vérifiée, on poussa les filles à épouser de bons catholiques ou à prendre le voile.

Salaires des archers de maréchaussée, pensions aux *Nouv. Catholiques* et chez les maîtres de métier, frais de maladie et d'enterrement,

¹ Déclaration du 8 mars 1715.

dots pour se marier ou pour faire profession, tout cela coûtait cher. Qui paierait ? Les parents ? ils aimaient mieux se laisser ruiner par les contraintes. Les sœurs ? peu sensibles aux « observations » des ministres, elles entendaient tout mettre au compte du roi, — même la reconstruction de leur couvent de Caen, évaluée à plus de 77.000 livres. Ce qui, d'après le règlement de 1747, devait être l'exception, allait devenir la règle ; le roi aurait à couvrir toutes les dépenses. Mais où trouver les ressources indispensables ? Il y avait beau temps que les revenus des biens confisqués sur les religieux, affectés par Louis XIV à ces sortes de « bonnes œuvres », se réduisaient à presque rien. Et comme le trésor était aux abois, on fut bien obligé de renoncer peu à peu, faute d'argent pour les entretenir, à faire le salut des jeunes calvinistes.

Dans ce retour à la tolérance, l'opinion des gens éclairés avait devancé la cour. Complice des oppresseurs au début, puis longtemps indifférente, elle se prononçait enfin pour les opprimés. Des intendants humanitaires, comme La Briffe, Fontette et Esmangart, voyant la plaie des émigrations toujours béante et saignante, opposaient aux dénonciateurs d'enfants une résistance passive d'abord, active ensuite et résolue. Même au Parlement de Rouen, jadis si fanatique, on se disait qu'après tout erreur n'est pas crime, et qu'il ne faut pas voir des coupables dans des égarés. A Caen, ces prétendus criminels ne respiraient que désintéressement, que zèle pour le bien public ; en temps de famine, loin de spéculer sur la misère du peuple, ils lui vendaient à bas prix, et quelquefois à perte, du blé qu'ils faisaient venir d'Angleterre. Ils occupaient les plus hauts grades de la milice bourgeoise, et ils étaient tellement considérés (au moins des principaux habitants), que l'Académie des Belles-Lettres, dût-elle mécontenter l'évêque de Bayeux son protecteur, n'hésitait pas à s'en adjoindre quelques-uns.

Et le gouvernement s'obstinait à les maintenir hors la loi ! Qu'ils ne pussent disposer librement de leurs biens, que leur inhumation fût entourée de formalités humiliantes, ce n'était rien auprès de l'odieuse fiction légale qui les empêchait de contracter des unions légitimes, et imprimait à leurs enfants la marque infamante de bâtards. Préparé par d'éloquents plaidoyers où se distingua l'avocat bas-normand Jacques Elie de Beaumont, l'édit qui leur accordait un état civil parut enfin, au mois de novembre 1787. Pour la première fois depuis la Révocation, le roi s'avouait vaincu, il reconnaissait l'existence de non-catholiques dans son royaume ; et si, en

Basse-Normandie, la loi nouvelle fut très mal exécutée, elle avait du moins l'avantage de contenir en germe la liberté de conscience.

Or, cette liberté ne peut se réduire à la simple tolérance des opinions individuelles; sans le droit de les professer publiquement, elle n'est qu'une décevante illusion. D'où la persistance des réformés du Bocage à se réunir « au désert ». Mais ils ne connurent point « l'exaltation » des Cévennes; ils tinrent leurs assemblées avec d'autant plus de prudence et de circonspection, que, même en Basse-Normandie, l'idée du libre exercice des cultes avait peine à se faire jour. Plus réservés encore, parce qu'ils se sentaient moins à l'abri des poursuites, les réformés caennais s'abstinrent de toute action collective et compromettante; ils n'envoyèrent aucun délégué au colloque qui, par les soins du pasteur Gautier, ce disciple favori d'Antoine Court, rattacha, en 1750, la Basse-Normandie protestante au groupement synodal du Midi; reconstitués en église à partir de 1777, ils restèrent à l'écart de leurs frères normands, et, jusqu'en 1789, conservèrent à leur culte un caractère privé. — Au reste, sauf de rares exceptions, la foi des uns et des autres s'était comme flétrie et desséchée au contact du siècle; lorsque la Constituante les eut définitivement affranchis, on vit que leurs croyances, transmises de père en fils par point d'honneur, n'avaient plus guère de chrétien que le nom. Triste résultat de la contrainte exercée sur les consciences: une persécution entreprise au nom de la religion aboutissait au triomphe momentané, mais à peu près général, de l'incrédulité!

Etant donnée une région de calme tempérament comme la Basse-Normandie, où l'Edit de Nantes avait porté des fruits si abondants et si savoureux, il a fallu, pour que la liberté religieuse y passe dans les mœurs, bien des larmes, sinon beaucoup de sang; il a fallu des douleurs qui ont duré plus d'un siècle. Ces douleurs, les réformés bas-normands les ont supportées, à défaut de l'enthousiasme du martyre, avec une patience prudente et ferme. Et quelle torture entre autres: l'enlèvement, l'arrachement de leurs enfants! Sous Louis XIV, on croyait racheter ces jeunes créatures, les sauver des flammes éternelles; sous Louis XV, à une époque de scepticisme railleur, on continua de les enlever, parce que l'habitude en était prise. Si, avec le temps, on se défit de cette habitude, ce ne fut pas uniquement pour des raisons morales, mais aussi pour des motifs tout matériels d'ordre financier: les frais de l'éducation catholique retombaient sur le roi seul, et son trésor se vidait de jour en jour.

Tant il est vrai que de toutes nos libertés, c'est celle de la conscience religieuse qui a été la plus pénible et la plus longue à conquérir. Nulle autre, par suite, n'a plus de prix. Et toutes les églises chrétiennes ont intérêt à ce qu'elle soit tenue pour inviolable; car toutes ont eu à souffrir de l'intolérance, aussi bien pour l'avoir pratiquée à leurs propres dépens, que pour en avoir été victimes.

APPENDICE

I

LA QUESTION DU MINISTRE SOLER, DE SAINT-LÔ.

Selon Toustain de Billy, le premier prédicateur de la Réforme à Saint-Lô aurait été un certain religieux apostat nommé Soler, « lequel, s'insinuant adroitement dans les maisons des gentilshommes et des personnes les plus distinguées, leur fit en très peu de temps recevoir sa doctrine ». Puis il ajoute : « Les registres des baptêmes faits au prêche de Saint-Lô, en 1600 et années suivantes, font foi que le fils de ce Soler était ministre en ce lieu ¹. »

Ce texte a été reproduit par tous les historiens locaux ², qui ont cru sur parole Toustain de Billy.

Cependant Delalande fait quelques réserves à propos du fils de Soler. Il observe d'abord ³ que T. de Billy écrit souvent d'après la tradition. Puis il rapporte ⁴ de longs extraits de la conférence qui eut lieu à Canisy, le 23 août 1624, entre le P. Archange, capucin, et Soler, ministre de Saint-Lô. — Selon le P. Archange, ce Soler (Joachim-Vincent) est né, non pas en Normandie, mais en Espagne ; son « naturel prince » est le Roi catholique. Avant de se faire ministre, il était dans l'ordre des Frères prêcheurs. Il a jeté le froc pour se marier. C'est donc un apostat, « un astre tombé du ciel de l'église ⁵ ».

S'appuyant sur ce *raconté*, Delalande suppose que T. de Billy a confondu le père et le fils. D'après lui, les deux Soler devaient exercer ensemble à Saint-Lô vers 1600, et c'est Soler père qui aurait disputé avec le capucin

¹ *Mém. sur le Cotentin*, imprimés à Saint-Lô en 1864 ; p. 76.

² Notamment Delalande, p. 3 ; — Dupont, *le Cotentin*, III, 321 ; — et E. Travers, *Not. sur qq. temples de B.-Norm.*, 20, 21.

³ P. 255.

⁴ P. 256-263.

⁵ *Ibid.*

Archange en 1624. Pour tout concilier, il propose de retarder de plusieurs années l'arrivée, à Saint-Lô, de ce premier Soler¹.

On peut aller plus loin, et dire que T. de Billy a commis une double erreur :

1^o Ni à l'année 1600, ni à celles qui suivent immédiatement, il n'est question, à Saint-Lô, de deux, ou même d'un seul pasteur Soler. Les ministres de cette ville étaient alors au nombre de trois, savoir : La Faye, Le Tellier et Moïse Cartaut².

2^o Joachim Soler naquit, non d'un pasteur, mais d'un marchand de « Valence en Aragon », comme le prouve l'acte de son mariage à Quevilly, près Rouen (23 juin 1619)³. — Né catholique, il entre d'abord dans l'ordre des Frères prêcheurs; puis il passe au protestantisme, et va étudier à l'académie de Saumur, qui, en 1617, lui délivre « un bon témoignage; sur quoy, la province de Normandie l'ayant demandé » comme pasteur, le synode national de Vitré (1617) ordonne qu'il sera « employé » dans l'église de Saint-Lô⁴. — C'est le 3 octobre 1618 que Soler signe pour la première fois, comme ministre, sur les registres de cette église⁵. En 1624, il dispute contre le P. Archange⁶. En 1631, il est appelé à desservir l'église de Condé-sur-Noireau, où on le retrouve en 1634⁷.

Reste à savoir si c'est un autre Soler qui a prêché le premier la Réforme à Saint-Lô. Nous ne connaissons pas de document contemporain qui permette de trancher cette question. Mais on a un registre d'état civil protestant de Saint-Lô⁸ qui commence en 1557, c'est-à-dire, deux ans après l'organisation de l'Eglise. Et voici les noms des pasteurs qui y figurent :

En 1557-1558 : Pierre Chrestien.;

En 1558-59 : Pierre Henrye.

De 1558 à 1594 : Jean Henrye.

De 1559 à 1603 : Matthieu de la Faye⁹.

D'ailleurs, ni le P. Archange, ni le Fr. Maillard, qui écrivit aussi sur la conférence de 1624¹⁰, ne font allusion à un autre Soler; Toustain de Billy

¹ P. 263-264.

² Arch. mun. de Saint-Lô, reg. d'état civil prot., ann. 1600 sqq. (voir ci-après, p. 478); et actes du Syn. nat. de Gap, 1603 (*Fr. Prot.*, 1^{re} édit., X, 273).

³ Note jointe par M. E. Lesens à la copie du syn. prov. de 1631. (Bibl. du Prot., mss. Pap. Norm.).

⁴ Aymon, II, 120.

⁵ Arch. mun. de Saint-Lô, reg. prot., à cette date.

⁶ Delalande, 256-263.

⁷ Actes des syn. prov. de 1631 et 1634. (Bibl. du Prot., mss., Pap. Norm.).

⁸ Conservé au greffe du tribunal civil de cette ville.

⁹ Ces noms nous ont été obligeamment fournis par M. Gast, pasteur à Rouen, ancien pasteur de Saint-Lô-Le Chefresne. — Quant au registre lui-même, nous n'avons pu en avoir communication.

¹⁰ Voir ci-dessus, p. 40.

est seul à en parler ; il n'indique pas sa source, et il écrit plus d'un siècle après les commencements de la Réforme ¹.

Nous croyons donc pouvoir conclure qu'un seul Soler a été ministre à Saint-Lô, et non au xvi^e siècle, mais au xvii^e (de 1618 à 1631).

II

LE NOM DE FAMILLE DU MINISTRE DU BOSQ.

Selon Daniel Huet², cité par Floquet³, le père du ministre Du Bosc se serait appelé, de son vrai nom, *Thomine*, et c'est sur les conseils de son fils qu'il aurait sollicité des lettres-patentes qui l'autorisèrent à prendre le nom de Du Bosc.

Legendre⁴ ne dit rien à ce sujet.

Béziers⁵ déclare avoir eu entre les mains l'*extrait* de baptême du pasteur *Du Bosc*, et constaté que l'enfant y était inscrit sous ce nom.

M. Beaujour⁶ objecte que Béziers n'a vu qu'un *extrait*, c'est-à-dire, une copie. « Cette copie, dit-il, en la supposant délivrée après des modifications apportées sur l'original, pourrait avoir transmis, non le texte primitif, mais un texte légalement et régulièrement rectifié. » Il ajoute que ses recherches, pour retrouver l'original, « sont demeurées sans résultat ».

A défaut de cet acte original, voici deux documents de nature à éclairer la question :

1^o Du Bosc s'étant réfugié en Hollande, ses biens *maternels* furent réclamés, en 1691, par son cousin-germain, François Gosset. — Ce François Gosset était fils d'Adrien Gosset et d'Anne Lhostelier, sœur de Marie Lhostelier, qui avait épousé, en 1612, Guillaume Du Bosc, et donné le jour, en 1623, à Pierre, le futur pasteur. — A l'appui de sa requête, François Gosset produisit l'*original* du contrat de mariage de son père. — Dans cette pièce officielle, qui date de 1628, le père de Pierre Du Bosc est appelé « *Guillaume Du Bosc, avocat*⁷ ». — Or, Pierre Du Bosc était né en 1623. Ce n'est donc pas lui qui aurait déterminé son père à changer de nom.

2^o Il n'en est pas moins vrai que le nom de la famille était bien *Thomine* ou *Thoumine*. En effet, par sentence de la vicomté de Bayeux du 15 juillet 1692, Jean et Guillaume *Thoumine*, *Suzanne Thoumine*, veuve Morel, etc.,

¹ Il a vécu de 1642 à 1709.

² *Orig. de Caen*, 439.

³ V, 419.

⁴ *Vie de Du Bosc*.

⁵ *Hist. de Bayeux*, 197.

⁶ P. 334. — Voir aussi *France Prot.*, 2^e édit., V, 540, 541.

⁷ Arch. Nat. TT. 103.

demeurant en la paroisse de Rubercy, furent envoyés en possession des biens paternels de « *deffunt Pierre du Boscq, dit Thoumine, vivant ministre*¹. »

III

LA FAMILLE DE FROTTÉ

(Additions au livre de M. de La Sicotière)

Les de Frotté étaient originaires du Bourbonnais. Le premier d'entre eux qui se fit protestant fut Jean de Frotté², secrétaire de Marguerite de Navarre, duchesse d'Alençon, sœur de François I^{er}. Venus en Normandie en 1434, ils y acquirent, entre autres terres, celles de *Couterne* (canton de La Ferté Macé, *Orne*) et de la *Rimblière* (commune de Damigny, près Alençon)³. D'où les deux branches de *Couterne* et de la *Rimblière*.

C'est de la branche de la *Rimblière* que naquit, en 1766, Louis Je Frotté, le fameux chef royaliste. Son père, Pierre-Henry de Frotté, chevalier (ou écuyer), sieur (ou seigneur) de la *Rimblière*, était fils de Jean de Frotté et de Françoise de la Pallu⁴. Et voici maintenant l'acte de baptême de Louis de Frotté : « Le mardi 5 aoust 1766, par nous (Gautier) vicaire soussigné, a été baptisé Marie-Pierre-Louis, né de ce jour *en légitime mariage*, fils de M. Pierre-Henry de Frotté, écuyer, sieur de la *Rimblière*, et de dame Agathe de Clairambault, *son épouse*⁵. »

Les mots soulignés ci-dessus prouvent que le père et la mère de Louis s'étaient mariés à l'église catholique. Mais, après la mort d'Agathe de Clairambault (1771), Pierre Henry de Frotté se remaria, sans ministère de prêtre, le 25 août 1777, avec Anne-Suzanne Dumont de Bostaquet de Lamberville⁶, jeune protestante qui descendait, par son père, de D. de Bostaquet, l'auteur des *Mémoires*, et, par sa mère, des Massieu de Clerval. — Le 17 février 1789, il fit légitimer cette union au bailliage de Caen⁷.

¹ Arch. Calv., série F. (Communiqué par M. A. Bénét).

² C'est lui qui fit construire le château actuel de Couterne.

³ La Sicotière, I, 2.

⁴ Arch. mun. de Caen, état civil prot., 8^e reg., 17 fév. 1789.

⁵ La Sicotière, I, 1.

⁶ *Ibid.*, I, 5.

⁷ Le 17 fév. 1789, se présentent devant le lieut. gén. du baill. « Messire Pierre-Henry de Frotté, chevalier, seigneur de la *Rimblière*, fils de Jean de Frotté et de feue Françoise de la Pallu, — et noble dame Suzanne Dumont, fille de messire Isaac Dumont, chevalier, seigneur de Bostaquet, de la Fontelaye-Lamberville et d'Angerville, ancien mousquetaire de la garde du roi, et de feue noble dame Aune Massieu de Clerval; — demeurant tous deux à Caen, paroisse Saint-Martin; — mariés du 25 août 1777. » (Arch. mun. de Caen, 8^e reg. prot., 17 fév. 1789).

Un de Frotté prend part, le 16 avril 1789, à une délibération du consistoire de Caen. (Arch. Egl. Rét. de Caen, Reg. du cons., à cette date). — C'est apparemment Pierre de Frotté.

Sans doute, Louis de Frotté demeura catholique. Mais son enfance, après la mort de sa mère, qu'il avait perdue à cinq ans, fut dirigée, au château d'Ifs, par deux protestantes, M^{lles} de Couterne et d'Ifs, ses cousines du côté paternel ¹. Et ce fut « un petit maître d'école protestant », nommé Boivier, qui commença, à Caen, son instruction ².

— A la branche de *Couterne* se rattachent :

1^o Benjamin de Frotté, dont la fille, Judith, épouse, au temple de Fresne, le 20 juillet 1670, Gabriel de Chalon, seigneur des Essarts ³;

2^o Gabriel de Frotté, dont la veuve, Suzanne de Baillehache, abjure à Biéville en novembre 1685 ⁴;

3^o Un autre Gabriel, marquis de Frotté, qui fait, en 1752, dix-sept lieues à cheval, de Couterne à Ifs-sur-Laizon, pour venir entendre le pasteur Gautier ⁵.

Ce marquis Gabriel avait épousé Elisabeth de Béron. Tous deux étaient morts, lorsque leur fils, Charles-Gabriel-Daniel de Frotté, seigneur de Couterne, fit légitimer, au bailliage de Falaise, le 22 août 1788, le mariage qu'il avait contracté (9 juin 1784) avec Henriette du Mesnil de Saint-Pierre, fille de Louis, et de Marie-Henriette Hue de Carpiquet; — mariage d'où était sorti, le 28 février 1785, Charles-Henry-Gabriel de Frotté, baptisé le 29, à Couterne, par le curé du lieu ⁶.

Vers 1781, le marquis Gabriel (l'aïeul), recevant, au château de Couterne, son jeune parent Louis de Frotté, lui avait tenu ce langage significatif : « Depuis plus de 150 ans, notre religion nous a malheureusement exclus des bontés du monarque... Nous avons été persécutés à outrance... Le grand-oncle de votre père, qui avait bien fait la guerre, fut obligé de quitter le service pour s'enlir en Irlande. *Votre grand-père* et vos grands oncles ont été enfermés, après avoir été enlevés des bras de leur mère. Mon grand-père et mon père l'ont été également. Pour éviter de l'être, j'ai été habillé en-fille et caché jusqu'à 14 ans... Je fus même forcé de prendre la fuite; vous le savez, puisque c'est chez vos parents que je trouvai un asile... Nous aurions pu, comme tant d'autres, chercher un refuge à l'étranger ou quitter notre religion; mais nous y étions trop attachés ⁷. »

¹ Le 21 janv. 1786, « messire Pierre-Henry de Frotté, chevalier, sieur de la Kimblière, capitaine d'infanterie », adresse requête au lieutenant-général du bailli. de Caen, pour faire inhumer, à Ifs-sur-Laizon, « Charlotte Costard, dame et patronne d'Ifs-sur-Laizon et de Favières, dame honoraire du Mesnil-Bacley, fille de feu Messire Costard, seigneur des lieux dénommés ci-dessus, et de noble dame Louise de Frotté, de Couterne », décédée à l'âge de 68 ans. en sa maison, place Saint-Sauveur, paroisse Saint-Martin, à Caen. (Arch. Calv. C. 1587).

² La Sicotière, I, 4, 7.

³ V. ci-dessus, p. 93.

⁴ *Ibid.*, p. 217.

⁵ *Ibid.*, p. 388.

⁶ Arch. Calv. B., Baill. de Falaise, reg. de 1788.

⁷ La Sicotière, I, 16.

On peut dire, en résumé, qu'aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles la famille de Frotté appartient presque tout entière à la Réforme. Si Louis de Frotté naquit et vécut catholique, ce fut comme par accident.

IV

LISTE DES PASTEURS DE CAEN ET DE SAINT-LÔ, DE 1598 A 1685

1^o Pasteurs de Caen ¹

Gilles Gautier, écuyer, sieur de la Benserrie.....	1571-1608
Jean de la Rue.....	1590-1599
Claude Parent.....	1600-1603
Jean Lebouvier, sieur de la Fresnaye.....	1602-162
Pierre de Licques, écuyer.....	1609-1616
Jacques Mahaut.....	1614-1616
Daniel Massys.....	1617-1621
Jean de Baillehache, sieur de Beaumont.....	1620-1661
Daniel Baudart, écuyer.....	1622
Samuel Bochart.....	1624-1667
Jacques Bridou.....	1638-1647
Philippe Lecouteur.....	1652-1661
Pierre du Bosc.....	1645-1685
Etienne Morin.....	1661-1685
Jean Guillebert.....	1666-1685

2^o Pasteurs de Saint-Lô ²

Matthieu de la Faye.....	1592-1603
Moïse Cartaut (ou Cartault)....	1599-1603
Jean Letellier, sieur de la Banque.....	1603-1609
Marc Maurice.....	1609-1628
Vincent-Joachim Soler.....	1618-1631
Michel Carue, sieur de Grandchamp.....	1631-1678
Jean Lebouvier, sieur de la Fresnaye.....	1637-1676
Pierre d'Arthenay.....	1672-1685
Louis Fleury.....	1678-1685
Jean Jembelin.....	1680-1685

¹ D'après Beaujour, 140, 185, 2^e 4, 295.

² D'après Arch. mun. de Saint-Lô, reg. d'état civil prot.

V

LISTE DES INTENDANTS DE CAEN, DE 1659 A 1789 ¹

De Champigny ²	1659-1661
Du Gué	1661-1666
De Chamillart (Guy).....	1666-1675
De Dreux (Philippe).....	1675-1676
Bazin (Louis)	1676-1677
Meliand (Claude).....	1677-1684
Barillon de Morangis (Antoine) .	1684-1686
De Gourgues (Amand Jacques), chevalier, marquis d'Aunay	1686-1689
Foucault (Nicolas Joseph).....	1689-1706
Foucault (Nicolas-Joseph), marquis de Magny	1706-1709
De la Briffe, Pierre-Arnault, marquis de Ferrières.....	1709-1711
Guynet (François), seigneur d'Arthel.....	1711-1723
Richer, seigneur d'Aube.....	1723-1727
Aubery (Félix), marquis de Vastan	1727-1740
De Barberye (François-Dominique), s ^r de Saint-Contest....	1740
De la Briffe, Louis Arnault, vicomte de Morsain.....	1740-1752 ³
De Fontette (Jean-François d'Orceau, baron)	1752-1775
Esmangart (Charles-François-Hyacinthe).....	1775-1783
De Feydeau (Charles-Henri), marquis de Brou, seigneur de Bordes.....	1783-1787
Cordier de Launay (Louis-Guillaume-René)	1787-1789

VI

LA BASSE NORMANDIE PROTESTANTE D'AUJOURD'HUI ⁴

Depuis l'ordonnance royale du 23 juin 1849, les trois départements du Calvados, de l'Orne et de la Manche forment le *Consistoire* de Caen.

Ce Consistoire comprend huit églises ⁵, savoir :

¹ D'après Arch. du Calv. (listes diverses).

² « Jean Bochart, *seigneur de Champigny*, Norrey, Boucon, Villers » (Beaurepaire, 33).

³ Mott à Caen le 28 juillet 1752; inhumé dans le chœur de l'église Saint-Jean. (Beaurepaire, 58).

⁴ Nous ne parlons que des églises du rite réformé, et dont les pasteurs sont salariés par l'Etat.

⁵ Chaque église est administrée, sous la présidence du pasteur, par un *conseil presbytéral*, qui correspond au *consistoire* d'autrefois. — Le *consistoire* actuel corres-

CALVADOS	{	<i>Caen</i>	} Eglises existant lors des articles organiques (1802).
		<i>Condé-sur-Noireau</i>	
		<i>Cresserons</i> , avec les annexes de Beuville, Périers, Courseulles, Fresne-Camilly. Eglise créée par ordonnance royale du 24 novembre 1819.	
	{	<i>Vire</i> . Eglise créée par décret du 28 octobre 1874.	
ORNE	{	<i>Athis</i> (et Sainte-Honorine). Eglise créée par ordonnance royale du 26 décembre 1836.	}
		<i>Montilly</i> (et Frênes). Eglise créée par ordonnance royale du 6 octobre 1846.	
MANCHE	{	<i>Cherbourg</i> . Eglise créée par ordonnance royale du 12 avril 1840.	}
		<i>Le Chefresne</i> (et Saint-Lô). Eglise créée par ordonnance royale du 31 mars 1842 ¹ .	

pond à l'ancien *colloque*. — Officieusement, le consistoire de Caen se rattache à la circonscription *synodale* de Normandie.

¹ D'après Beaujour, 502-518.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

UNE CENSURE DU CONSISTOIRE DE BASLY (25 DÉCEMBRE 1670) ¹

« Colas Le Gerf ayant commis un scandale esclatant avec plusieurs autres, et luy ayant été enjoint par le Consistoire d'en faire une reconnaissance publique, à laquelle se sont soumis ses compagnons, il a montré une rébellion manifeste audit ordre, s'est moqué de la censure et des avertissements particuliers qui luy ont esté faits par le sieur Binet ministre; c'est pourquoy la compagnie, contristée de son opiniastreté et endurcissement, a résolu d'exercer envers luy les rigueurs de la discipline, en le suspendant publiquement de la Sainte Cène. »

II

LEVÉE D'UNE CENSURE PAR LE CONSISTOIRE DE SAINT-PIERRE-SUR DIVES
(25 JUIN 1677) ²

« S'est présenté M. de Vaugoust demandant que fut levée la suspension de la sainte Cène que la Compagnie avoit prononcée contre luy a cause du mespris qu'il avoit fait paroistre pour les saintes assemblées et pour les exercices de la piété; sur quoy la Compagnie ayant délibéré, et voyant dans ledit sieur de Vaugoust les témoignages de repentance et d'un saint désir de s'amender pour vivre d'une manière plus remplie de piété, elle luy a remonstré la grandeur du crime qu'il avoit commis en négligeant le bien que Dieu lui acordoit de se pouvoir trouver dans sa maison pour luy ren-

¹ Arch. Calv. C. 1561.

² Arch. Calv., B., Baill. de Falaise, reg. du cons. de Saint-Pierre-sur-Dives.

dre ses hommages, et luy a fait promettre qu'à l'avenir il travaillera avec toute l'assiduité possible à l'ouvrage de son salut, quoy faisant elle l'a assuré qu'elle leve entierement la censure prononcée contre luy et luy donne la permission d'approcher de la table du Seigneur lorsque l'occasion s'en presentera. »

III

FORMULAIRE D'UNE ABJURATION DE CATHOLIQUE A SAINT-PIERRE-SUR-DIVES
(27 NOVEMBRE 1675) ¹

« Ce mesme jour, dimanche 27 novembre 1675, s'est présenté au Consistoire un jeune homme soy nommant Paul Garel, natif de Condé-sur-Noireau, porteur d'une attestation signée des ministres et anciens de l'Eglise réformée d'Alençon, qui nous a déclaré que depuis plusieurs années il a recognü des erreurs dans la Religion romaine, ce qui avec l'inspiration de l'Esprit de Dieu luy a donné la volonté de renoncer à ladite Religion pour embrasser la Vérité et faire à l'avenir proffession de la pure doctrine de l'Evangile telle qu'elle est enseignée au milieu de nous, declarant qu'il la croit la seule veritable et hors laquelle il ne croit pas pouvoir faire son salut, et nous a prié avec instance de recevoir les protestations quil en veut faire entre nos mains et de luy donner, suivant l'autorité que nous en avons recue, place entre les vrais membres de l'Eglise de Dieu. Surquoy ayant delibéré si nous pouvions luy acorder ce quil nous demandoit, nous avons resolu de l'examiner sur les principaux points de nostre Religion ou nous lavons trouvé assés bien instruit et avons vu en luy beaucoup de zele et dimpatience pour l'exécution du dessein quil dit avoir depuis longtems. Cest ce qui nous a fait juger que nous ne pouvions luy refuser sa demande, nous ayant protesté que le seul motif de son salut la porté a embrasser une religion ou dailleurs il scait quil ne peut trouver aucun avantage selon le monde, quil est dans une ferme et constante resolution de vivre et de mourir dans cette profession, de sy donner avec ardeur et de ne jamais rien faire qui puisse estre contraire à la pureté du service de Dieu que Dieu nous enseigne dans sa parole, ce quil a promis de ratifier Dimanche prochain publiquement. En foy de quoy il a signé le present acte. »

« Signé : Pol GAREL.

DU MESNIL JEMBELIN (ministre).

COSTARD et LOMPRÉ (anciens). »

¹ Arch. Calv. B., Baill. Falaise, reg. de Saint-Pierre-sur-Dives.

IV

UNE LETTRE DE SAMUEL BOCHART (13 OCTOBRE 1650) ¹

A M. Giraud chés M. Mesnage ² au cloistre N.-Dame devant le logis de M. le coadjuteur, à Paris. — Port : 2 sols.

Monsieur je n'ay point receu vos precedentes. Celles cy m'apreinent l'obligation que je vous ay de la peine que vous avés prise de voir M. Gaurmin, pour tascher a tirer de ses mains les livres qu'il m'avoit fait espérer, dont l'attente m'a fait différer jusqu'à present a revoir ce que j'avois esbauché il y a quelques anneés des animaux de l'Ecriture ³. Mais veu ce que vous me dites que ses livres sont si fort en désordre qu'il craint de ne pouvoir trouver aisement ce qu'il m'a promis, je ne m'y attendray que de bonne sorte, et entretemps je m'aideray de ce peu que j'ay de mss, et si ceux la ne viennent a temps ce sera pour une autre occasion. Pour une chose si incertaine il ne faut pas que je face une perte certaine du temps qui ne se peut rappeler. Je ne laisseray cependant de vous estre très obligé et a Monsieur Mesnage de tous vos soins. Dieu le veuille bien-tost ramener, et luy inspirer de prendre son chemin par icy, qui ne seroit de gueres plus long. Et je serois ravi de l'y voir. Vous ne me dites point à quoy il tient que son excellent livre ⁴ ne voye le jour.

De Caen, 13 octobre 1650.

BOCHART.

V

LETTRE DE D. HUET A S. BOCHART (SANS DATE) ⁵

Monsieur,

Si je n'estois d'ailleurs asseuré de vostre bonté, j'aurois sujet de craindre les justes ressentimens que vous devés auoir de ma negligence et de mon ingratitude, que je vous ay principalement temoignée en ce que ie ne vous ay point encore rendu l'argent que vous me fistes la grace de me

¹ Original conservé à la Bibl. du Prot. Franc., mss.

² C'est le fameux Gilles Ménage.

³ Cette ébauche devint plus tard l'*Hierozoicon*.

⁴ Il s'agit sans doute du *Dictionnaire étymologique* de Ménage (1650).

⁵ Bibl. de Caen, mss., in-4° 205, p. 159-160. — Copié, le 3 février 1873, par M. Baudement, sur l'original, qui lui a été communiqué par M. Jacques Charavay, libraire. (Catal. de l'intéressante collection de lettres autographes, etc..., composant le cabinet de M. Dufournel. Paris, Et. Charavay, 1873, n° 72. Vend. 30 fr.).

prester il y a environ un an, si j'osois vous prier d'escouter ma justification, je vous dirois que depuis ce temps, ou i'ay esté mal avec mon tuteur, ou il a esté embarrassé en de longs voyages, pendant lesquels i'ay eu mesme bien de la peine a tirer de luy ce qui m'a esté nécessaire pour mon entretien : Je n'allegue pas toutefois cecy comme pour me défendre, tout ce que je vous puis de cette intention n'est autre chose sinon que le temps de ma majorité s'approche ¹, dans lequel i'auray moyen de vous satisfaire : Je présume assés des faueurs que i'ay receues de vous pour croire que vous daignerés attendre ce temps. Je vous aurois dit cela de bouche, si je n'esprouvois en moy la vérité du proverbe qu'on applique d'ordinaire aux debiteurs, *semel rubidus, decies pallidus* : Rouge de honte en empruntant ² pasle de crainte, lors-qu'on luy redemande, ou quand il est question de rendre. C'est ce qui arrive principalement quand on est en presence de son creancier. Je vous prie pareillement de m'excuser, si je ne vous ay point encore rendu le Seldenus ³. Monsieur de Prémont ⁴ qui est homme d'honneur et de vos amis m'a obligé de luy prester, i'ay creu que vous ne le trouveriez pas mauvais. Croyez, s'il vous plaist, que je suis de tout cœur

Monsieur

Vostre tres obligé et tres

obéissant serviteur

HUET.

Si je scavois que les Epistres
de Scaliger vous fussent
inutiles, je me hazarderois
a vous les emprunter pour
peu de temps : il m'est tombé
entre les mains quelque chose
dont ie vous entretiendray la
premiere fois que je me donneray
l'honneur de vous voir.

A Monsieur

Monsieur Bochart

a Caen.

¹ Huet étant né en 1630, sa lettre a dû être écrite vers 1650.

² Il y a un trou dans le texte original. (Note de M. Baudement).

³ Jean Se'den (1531-1651), publiciste anglais, commentateur des marbres d'Arundel.

⁴ Prémont-Graindorge, médecin, fit partie de l'Académie de Caen.

VI

« LETTRE DE M^{me} DE TILLY ¹ A M. L'ÉVÊQUE D'AVRANCHES ² »

De Tergaut près Rotterdam le 19 juillet [1690] ³.

Je commence à croire Monsieur que vous n'avez point reçu ma dernière lettre dans laquelle je vous envoyois quatre des thèses de M. Wolder ⁴; car dans le désir où vous étiez de les avoir, vous m'auriez sans doute demandé les autres sachant que j'en étois saisie. Si le paquet a été perdu, la curiosité en aura été la cause, car on s'apercevoit bien qu'il y avoit un imprimé dedans. Je vous avois demandé si vous vouliez que je vous envoyasse toutes ces thèses à la fois ou seulement quatre à quatre. Vous me ferés savoir votre intention. Le petit ouvrage que vous avez fait contre Descartes ⁵ a bien remué les esprits, chacun en a voulu dire un mot : plusieurs pour se faire honneur, comme je crois vous l'avoir mandé, en écrivant contre un si grand homme que vous. L'on fait aussi grand état de ce livre que vous fîtes il y a environ vingt ans de *l'Origine des Romans* ⁶; vous me le donnâtes et je l'ai laissé en France. Je voudrais bien l'avoir ici ; plusieurs personnes me le demandent. L'on réimprime les ouvrages de M. Bochart; M. Morin s'est chargé de veiller sur cette impression ⁷. Il écrit la vie de cet excellent homme. Il a ramassé quelques dissertations qu'il y joindra; il y en avait en Français, il les a mises en latin; il dira un mot du Paradis terrestre. M. de Colleville, qui avait trente cinq ou quarante dissertations, n'en fournit pas une seule; il dit que tout a été perdu quand les dragons ont été chez lui. N'auriez-vous rien, Monsieur, de ce grand homme, qui a été de vos amis et avec qui vous avez été si familier? Il n'était pas chiche de ce qu'il avoit et en faisait volontiers part à ses amis.

Nous avons à Rotterdam le livre de M. de Meaux ⁸ contre M. Basnage ⁹. Je ne l'ai point vu, mais l'on m'a dit qu'il s'emporte fort et qu'il l'outrage beaucoup : il n'est pas si sage que vous, ni si près du royaume des cieux. M. Basnage m'a dit qu'il fait grand état de votre livre de *l'Accord de la*

¹ Née Barberye de Saint-Contest, amie du pasteur Du Bosc.

² C'est D. Huet. — Autographe non signé, et sans désignation d'année. Bibl. de Caen, mss., in-4° 206, I, 131-133; copie de M. Baudement. — Cette lettre et la suivante se trouvent à la Biblioth. Nation., mss. fr. 15183, f° 137-143.

³ Avec M. Baudement, nous estimons, d'après le contenu des deux lettres, qu'elles ont dû être écrites en 1690.

⁴ C'était sans doute un érudit hollandais.

⁵ *Censura philosophiae cartesianae*, 1689.

⁶ Paris, 1670.

⁷ C'est l'édition qui parut en 1692.

⁸ La *Défense de l'histoire des variations*.

⁹ Jacques Basnage.

*Raison et de la Foi*¹. Ce que vous prouvez, que les payens ont tiré leur culte de la religion judaïque et chrétienne, lui a donné lieu de penser que vous seriez très propre à réfuter Marchan² et Spencer³, qui tiennent un langage tout contraire. Je n'ai point lu Marchan, mais j'ai vu Spencer que je trouve ridicule; car est-il à croire que Dieu ait donné des lois à son peuple à l'imitation des nations payennes? Je crois Monsieur que vous feriez un fort bel ouvrage et fort utile à l'Eglise, si vous vouliez réfuter ces deux auteurs.

M. Basnage m'a prié de vous faire ses compliments : c'est un honnête homme et qui mérite votre estime; il a du savoir, un bon cœur et très droit. Ma fille me mande qu'elle ira vous voir. Faites-moi la grace, Monsieur, de lui donner ce billet. Ma famille va s'accroître par le mariage de mon fils. J'espère être grand'mère dans neuf mois. Nous n'avons point parlé du mariage de Madame de la G..., qu'en dites-vous? Cette pauvre femme a fait une grande faute; vous auriez bien fait de la réveiller, comme vous me reveillates quelques années avant que je partisse de France. Vous me mandates que je me gardasse bien de faire trois fautes que M. Justel⁴ avait faites, vendre mes livres, me marier et aller dans les pays étrangers. Je vous promis qu'il y en avoit deux que je ne ferois pas, mais que pour la troisième je ne vous en répondais pas.

Je suis ici fort doucement, à la réserve que je brule de chaud du tems qu'il fait. Je suis logée dans une chambre qui est de plein pied au grenier. Je cherche les bons marchés et j'en trouve plus au haut des maisons qu'en bas : un de mes amis qui me vint voir hier me dit que c'était le *non ultra*; en effet, je ne puis être plus haut, à moins que je ne sois sur la couverture. En quelque lieu que je sois, croyez, Monsieur, que je penserai toujours à vous avec plaisir, et que je vous estimerai et vous aimerai autant que durera ma vie.

VI bis

AUTRE LETTRE DE M^{me} DE TILLY A M. L'ÉVÊQUE D'AVRANCHES⁵

De Tergaut, le 3 d'aout [1690].

Je n'aurois jamais cru, Monsieur, qu'on eute l'insolence de se saisir de

¹ *De concordia rationis et fidei*. Caen, 1690.

² Ou plutôt *Marsham*, érudit anglais (1602-83), auteur d'un *canon chronicus aegyptiacus, ebraicus*, etc.

³ Spencer (Jean), hébraisant anglais (1630-95).

⁴ Henri Justel, conseiller secrétaire du Roy, dépossédé de sa charge le 19 janvier 1684, avec Antoine Massanes, Jacques Conrad, Gaspard Masclary, Abraham Tessereau, et le caennais Jean de Carbonnel. (*Edits*, p. 147).

⁵ Bibl. de Caen, miss, in-4° 206, I, 132-136. — Copie de M. Baudement.

vos paquets. Vous êtes un évêque fameux par votre savoir, qui avez commerce avec toute l'Europe, et qui par conséquent recevez des manuscrits et toutes sortes d'autres choses de conséquence, auxquels on doit être accoutumé. Ce n'est point en Hollande que l'on vous a fait ce tour. Messieurs les Hollandais ne se mettent point en peine de tous les imprimés que l'on envoie en France. Plusieurs de mes amis en ont envoyé de M. Jurieu et de M. Bayle, qui ont été reçus très-surement. Il y avoit quatre thèses dans le paquet qui a été perdu, savoir : les n^{os} deux, trois, quatre et cinq. Je ne vous les puis envoyer aujourd'hui : car je ne les ai pas ; mais je vous enverrai la septième et la huitième : j'ai celles là doubles, et si elles sont perdues, je pourrai encore les remplacer. J'ai bien aussi la sixième, mais comme elle est unique, je ne la veux pas hazarder. J'en ai jusques à dix-neuf de suite. Je pensois bien que je vous les pourrois envoyer quatre par quatre ; mais mon paquet étoit un peu mal fait, et on sentoît bien qu'il y avoit un imprimé dedans. Je le vais affermir par quelques feuilles de papier blanc.

Je vous mandois dans ce paquet perdu que j'étois fort contente de l'*accord de la foi et de la raison*. Votre raisonnement me semble juste et bon, et ce qui m'en plaît plus que tout le reste, ce sont les citations que vous faites de l'Écriture, que vous possédez parfaitement bien. C'est une joie pour moi, de voir que vous vous en servez si bien, et si à propos. Vous m'êtes cher, Monsieur, et très-cher ; je ne vous aime point comme les amis du monde aiment leurs amis, je vous aime pour desirer de vous voir heureux : la certitude de votre bonheur me donneroit une joie que je ne vous puis exprimer. Vous ne faites rien pour la gloire de Dieu que je n'y sois sensible, et il me semble que cela vous approche du ciel.

M. Beauval¹ m'a emprunté votre livre pour en faire un extrait. J'attends à voir ce qu'il en dira dans le mois prochain, que son livre paraîtra². Tous vos amis ont envie de le voir ; M. Guillebert³ m'a prié de le lui prêter ; il vous en a écrit. Sa lettre me fut rendue un jour après le paquet qui a été perdu, et je l'oubliai la dernière fois. M. Du Bosc m'a chargé de vous faire ses compliments ainsi que M. Morin. Ils se portent l'un et l'autre fort bien. Je me suis retirée à Tergaut pour deux raisons : la première est que ma bourse s'affaiblit beaucoup et on fait ici moins de dépense qu'à Rotterdam ; l'autre, qu'il n'y a pas un si grand concours de monde, et qu'on a un peu plus de tems de se recueillir. Je ne suis qu'à deux heures de chemin de Rotterdam ; mes amis m'y viennent voir et je puis les aller voir aisément quand l'envie m'en prend. C'est proprement une campagne que ce lieu-ci ; les dehors en sont fort agréables. Le Val passe proche la ville et l'on se promène sur la digue avec plaisir. Il y a sept ou huit familles de François réfugés.

¹ C'est le grand Jacques Basnage (dit : de Beauval).

² Il s'agit sans doute de l'*Histoire de la religion des églises réformées*. (Rotterdam, 1690).

³ Ancien pasteur à Caen.

giés fort honnêtes gens, qui lisent et qui ont tous les ouvrages nouveaux. Je suis fort doucement. Vous m'obligerez fort de m'envoyer l'*origine des Romans*. Vous le pourrez donner à M. Jaunisson.

Ma sœur de Saint-Contest vous fait ses amitiés. Je l'attends ici, elle y seroit sans sa femme de chambre qui est malade. Ma sœur de Montgomery est avec M. Oldembourg¹. Ma fille m'a mandé qu'elle vous veut aller voir. Je suis très aise quand je sais qu'elle est avec vous, elle ne peut être en meilleure compagnie. Croyez, Mr, que mon estime et mon amitié répondent à la vôtre, et que plus les années passent dessus, plus les nœuds s'en étreignent. Je vous aime beaucoup plus que je ne vous aimois il y a vingt ans. La qualité d'ancien ami a pour moi de grands charmes, et surtout d'un ami tel que vous. Je prie Dieu qu'il vous conserve.

C'est M. Turretin², le fils de celui qui était professeur à Genève, qui me fournit les thèses de M. Wolder. C'est un fort honnête jeune homme qui n'a pas vingt ans et est déjà très savant : il prêche fort bien. Mandez-moi les lieux du Phaleg où M. Bochart parle du Paradis terrestre³ et où il se contredit.

VII

PERMISSION DE SORTIR DU ROYAUME ACCORDÉE AU MINISTRE DU BOSQ⁴

« Aujourd'huy 18 juin 1685 le Roy estant a Versailles ayant esgard a la tres humble supplication que luy a fait faire le sieur Du Bosq cy devant ministre de la R. P. R. a Caen de luy permettre de vendre son bien et de se retirer ensuite en Hollande avec sa femme et ses deux filles Sa Majesté leur a accordé la permission qui leur est nécessaire a cet effet sans que pour raison de ce ils puissent estre censés avoir contrevenu a ses ordonnances de la rigueur desquelles nous les avons rellevez et dispensés en vertu du present brevet lequel pour assurance Elle a voulu signer de sa main et estre contre signé par moy son conseiller d'estat et de ses commandements et finances. Signé Louis et plus bas Colbert. »

¹ En Angleterre, où Oldembourg était secrétaire de la Société royale. (Note de M. Baudement).

² Turretini (Jean-Alphonse), né à Genève en 1672, mort en 1737 ; pasteur et professeur d'histoire ecclésiastique.

³ En 1691, Huet publia à Paris un traité sur la *situation du Paradis terrestre*.

⁴ Copie. Arch. Calv. B, Baill. Caen, *Police*, ann. 1685-87, à la date du 18 juin 1685.

VIII

LES CATHOLIQUES PERSÉCUTÉS EN ANGLETERRE EXTRAIT D'UNE LETTRE DE JACOB
LEBAILLY, RÉFUGIÉ D'ATHIS (1^{er} JANVIER 1689) ¹.

« J'estois a Londres il y a quinze jours ou je vis l'entrée de Mgr le prince d'Orange ². Il y avait là une belle assemblée de monde, il a esté bien receu partout ou il a esté. J'ay veu abattre des maisons a Londres ou il y a des chapelles papistes, enfin jay veu des choses quand je vous les manderais vous auriez bien de la peine a les croire. Il y a icy des cousins de l'Apocalypse aretez je croy qu'ils passeront mal leurs temps. Enfin les povres papistes sont aussy en peine icy comme nous estions en France lorsque les dragons y estoient pour nous faire signer et je vous diré que jay veu faire des choses qui mont faict avoir pitié d'eux quoy qu'ils n'en eussent pas de nous en France. »

IX

LE CURÉ CALLY (OU CAILLY) ET LES PROTESTANTS DE CAEN. LETTRE DE L'INTEN-
DANT DE GOURGUES AU CHANCELIER (8 AOUT 1686) ³.

Je me suis desia donné l'honneur de vous escrire sur le sujet du sieur Cailly. Et m'estant encore [fait] instruire plus particulièrement de ses meurs, de sa doctrine et de sa conduite, j'ay cru que mon devoir m'obligeoit de vous représenter une seconde fois la nécessité absolue qu'il y a d'empescher le progrès du venin qu'il glisse par sa doctrine. Je ne connais pas d'affaire plus importante dans ce departement que celle là et peut estre dans le royaume, car en fait de religion tout est de consequence et il n'est pas nouveau de voir renaistre une nouvelle heresie dans la descendance d'un chisme plus ancien.

L'on ne trouve rien a redire dans les meurs de cet home, qui est curé de Saint-Martin l'un des faux bourgs de cette ville, principal du collège des Arts. Et ce sont ces deux endroits qui luy fournissent les occasions de faire plus de mal du costé de sa doctrine. Il instruit des jeunes gens dans une Academie qu'il qualifie d'eloquence, et sous ce beau nom enseigne la

¹ Arch. part., Papiers J. Lefebvre. — Jacob Lebailly écrit à son beau-frère, Jacques Mollet de la Prairie, resté au Bocage.

² Le 18 décembre 1688.

³ Bibl. du Prot., mss.; Lettres de Gourgues au chancelier, 1684-86. f.° 132 v°, 133 sqq. (Minute non signée).

philosophie et les dogmes carthésiens, au lieu d'enseigner l'art de bien dire de bien penser et d'instruire la jeunesse sur cette matière. Il publie ouvertement la doctrine de Decartes et si attache si fort qu'il tasche de detruire les principes de nostre religion dans le plus essentiel qui est dans la réalité ¹.

C'est ce qui fait que les nouveaux convertis qui ont peine a s'assujettir au principal point qui est la base et le fondement de nostre religion, le demandent, le recherchent, et ne veulent pour la plupart des conférences qu'avec luy. Les empressemens sont sy reciproques que j'ai decouvert que ledit sieur Cailly fait des assemblées secrètes a des heures indues ou il n'y a que des nouveaux convertis et ou les anciens catholiques n'ont pas l'entrée, pour avoir plus de liberté de débiter ces nouveaux dogmes. C'est ce qui m'afflige d'autant plus que je vois les soins inconcevables de Sa Majesté et son application extraordinaire a extirper l'heresie de Calvin devenir inutiles et sans fruit, si cette nouvelle secte prenoit racine, et si l'on donnoit temps a ce venin de ce communiquer. Tous les nouveaux freres qui sont sous sa conduite et celle de deux autres curés nommés de Saint-Etienne et de Saint-Sauveur ² ne font aucun progrès dans la religion et nous donnent plus de peine que les autres. Ils établissent pour maxime qu'en fait de religion on peut dissimuler, et qu'on peut remplir au dehors les devoirs d'un chrestien, pourveu que l'on conserve dans son cueur les sentiments et la croyance de la religion abandonnée. Le sieur Cailly a un prosne fait le 26 May parlant de la persécution des premiers fidelles eschapa de dire : *Elle dure encore cette persecution. Je n'aprehende pas que l'on me punisse dans mes meurs, mais a l'egard de la foy, qui est ce qui peut me condamner puisque personne ne scait ce qui se passe au fond de mon ame.* Ces dernieres paroles furent prononcées avec chaleur parce que Mons^r de Bayeux l'avoit réprimandé sur certaines choses qu'il avoit dites avec equivoque, et de ce qu'il faisoit des prosnes avant la messe auxquels les nouveaux convertis assistoient, et sortoient d'abord pour éviter la messe. Plusieurs d'entre eux disent que c'est la seule consolation qu'ils ayent de la perte de leur ministre que de l'entendre prescher. J'en ay parlé à Mons^r de Bayeux et l'ay entretenu plusieurs fois sur la nécessité absolue de l'esloigner de ce pays. Ce n'est pas d'a present a ce que j'apprends que sa doctrine est censurée, car Messieurs les Eveques de Bayeux, Coutances et Lisieux ont refusé les ordres a ceux qui avoit estudié sous luy lorsqu'il professoit la philosophie. Il quitta cette chaire quelque temps et depuis peu pour couvrir son jeu. Il a repris la chaire de l'eloquence, ou il traite la pure doctrine de Descartes sans rhetorique.

J'ay cru qu'il estoit de mon devoir de me donner l'honneur de vous faire

¹ La présence réelle.

² C'est-à-dire, des curés Jacques Malouin, de *Saint-Etienne*, et Jean Rogier, de *Saint-Sauveur*; leurs noms nous sont connus par les reg. d'état civil cath.

ce detail un peu ample mais je serois inconsolable si les soins de Sa Majesté et les peines incroyables qu'elle prend pour extirper de son royaume l'heresie de Calvin demeurent infructueux et sans fruit en laissant prendre racine a cette nouvelle secte dans un lieu ou elle ma fait l'honneur de m'envoyer avec caractère. Je crois qu'il est absolument nécessaire pour empêcher l'effect de ce venin naissant d'esloigner Mess. les curés Cailly et Saint-Sauveur ¹, et les séparer, et de donner ordre qu'on veille a leur doctrine et a leur conduite dans des lieux ou il plaira à Sa Majesté les envoyer. Leur absance nous fera decouvrir des choses que je ne puis decouvrir par les soins qu'ils prennent a me les cacher, et au cas qu'ils neussent de quoy subsister Sa Majesté aura la bonté dy pourvoir.

X

LETTRE DE L'INTENDANT DE CAEN, RICHER D'AUBE, AU CONTROLEUR GÉNÉRAL,
AU SUJET DE LA DÉCLARATION DE 1724 ²

Monsieur je viens de recevoir la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 22^e de ce mois au sujet des connoissances que vous desirés d'avoir sur l'effet qu'a produit dans cette generalité la derniere Declaration rendüe contre les Religionnaires. Comme vous m'ordonnés de garder le secret sur ce que vous me faites l'honneur de me dire a cet égard, je croy ne pouvoir mieux faire que de vous répondre par une lettre écrite de ma main.

Il est certain que cette Declaration a jetté dans l'esprit de tous les Religionnaires du Royaume une Grande terreur. Ceux de ma generalité ont été aussy allarmés que les autres, et j'ai pris peu de temps après que cette Declaration eut été publiée que Beaucoup d'Entr'eux songeoient a sortir du Royaume, j'ai pris mesme que huit ou dix jours après la Publication une famille toute entiere de Bourgeois de Caën avait passé en Angleterre. J'en pris occasion de traiter cette matiere avec M. le marquis de la Vrillière a qui je representay tous les inconveniens qu'entraînerait necessairement l'Exacte execution de cette Declaration. Je le trouvay tres disposé a me croire sur tout ce que je luy dis a ce sujet, et nous convinmes Ensemble qu'il ne falloit pas faire executer la Declaration a la rigueur, qu'il falloit s'attacher a Punir seulement ce qui se feroit avec trop de scandale, Et qu'au reste le point presque uniquement Important estoit de procurer aux Enfans des Religionnaires l'Instruction necessaire a leur salut. M. le marquis de la Vrilliere me dit mesme que c'étoit a moy de juger par les con-

¹ C'est-à-dire, de la paroisse Saint-Sauveur.

² *Orig.* Arch. Nat. G 7. 220-222. (Intendance, Caen, Contr. gén.).

noissances particulieres que j'aurois de ce qu'il y auroit a faire Et des procédures qu'il seroit a propos de faire faire ou d'arrester.

Muny du Résultat de cette conversation que j'avois eüe avec M. de la Vrilliere Je fis dire aussytost dans les villes de cette Generalité ou il y a le plus de Religionnaires des choses vagues qu'ils ont assés bien entendües Et qui ont calmé leur Inquiétude, et depuis que je suis revenu dans cette Generalité Je me suis Expliqué avec Messieurs les Evesques, avec leurs Grands vicaires, avec les Curés qui se sont adressés a moy, Et avec les procureurs du Roy des Balliages, de façon a tenir tout tranquile. Le seul procureur du Roy du Balliage de Caën homme naturellement un peu Entrepreneant Et qui se flattoit que la declaration pourroit luy procurer une correspondance vive et directe avec M. le Garde des Sceaux luy a escrit pour luy demander ses ordres sur plusieurs cas qui se sont présentés, mais M. le Garde des Sceaux luy a mandé qu'il n'avoit qu'a me rendre compte de tout et qu'il eust a ne faire que ce que je lui dirois. J'ay trouvé par la plus de facilité a le conduire.

En un mot, Monsieur, il n'y a plus de terreur dans les Esprits des Religionnaires de cette Generalité. Chacun d'Eux ne songe qu'a vivre tranquile dans sa maison, et il n'est sorty du Royaume que cette famille de Bourgeois de Caën dont j'ay eu l'honneur de vous parler d'abord, Et c'étoient gens qui n'avoient aucune consideration. J'espere pouvoir entretenir ce calme heureux et j'y apporteray toute la circonspection dont je puis etre capable. Si cependant il arrivoit quelque chose que je ne prévois pas, j'aurois l'honneur de vous En Informer puisque vous le souhaitez.

Je suis avec bien du respect

Monsieur

Votre tres humble Et
tres obeissant serviteur
D'AUBE.

A Avranches le 28^e octobre 1724.

XI

FORMULAIRE D'UNE ABJURATION DE PROTESTANT A ATHIS (17 NOVEMBRE 1743) ¹

« Le Dimanche 17 novembre 1743 Pierre Lebailly, fils de feu Robert, du Val d'Athis, s'est présenté devant nous curé soussigné, et en presence d'un peuple nombreux assemblé pour la celebration de la grande messe, après avoir été cy devant deüement instruit des vérités de la foy de la seule et vraye église catholique apostolique et romaine, a abjuré, renoncé et ana-

¹ Arch. comm. d'Athis (Orne), à cette date.

thématisé toutes et chacune les erreurs des calvinistes prétendus réformés huguenots, et toutes et telles autres dans lesquelles il avoit esté imbu et instruit par ses pere et mere, et ensuite a fait profession de la susdite religion cath. apost. et rom., promis y vivre et mourir, se soumettant en cas d'apostazie et de rechutte a toutes les painnes portées par les edits et declarations du roy. En consequence de quoy, et veu sa perseverance, nous susdit curé luy avons donné l'absolution desdites heresies, et remis dans le sein de l'Eglise, vertu de la permission a nous adressée par M. l'abbé de Gràville grand vicaire de Bayeux. »

Signé : HOUVER, curé d'Athis.

XII

UNE DÉNONCIATION D'ENFANT. (LETTRE DE LA SUPÉRIEURE DES NOUV. CATHOL. DE CAEN, SŒUR DE MALFILLASTRE, A L'INTENDANT DE VASTAN, 28 MAI 1728) ¹.

Il y a plusieurs semaines que M. le curé de Saint-Pierre nous a avertye que la fille du sieur Bellefontaine est absente, elle devoit estre a Saint-Lô chés une tante, nos sœurs de Saint-Lô sen son informée, elle ni est point, le bruit est quelle va passer aus païs ettranger; ce qui cest de tous temps observé, est de mettre les paires en prison jusques a ten qu'ils aye représenté leurs enfans, il est facheus que le roy aye païé leurs pension pendant onze années, pour voir après cela des sujets rebelles et aussy hardi que sont les huguenos aus jourdhuy, jespere de votre zelle que cette afere sera exécutée, je vous en suplie.

XIII

AUTRE DÉNONCIATION D'ENFANT (LETTRE DE PAUL DE LUYNES, EVÊQUE DE BAYEUX A L'INTENDANT LA BRIFFE) ².

De Bayeux ce 21 octobre 1747.

Il y a, Mr, dans la paroisse de Sainte-Honorine de la Chardonne, une petite fille nommée Louise Aubraye, que sa tante qui est catholique a retirée chez elle pour la soustraire a la seduction de sa mere qui est protestante : la mere redemande cette petite fille, la tante qui ne peut se defendre longtems de la rendre a sa mere, a prié M. l'archidiacre de

¹ Arch. Calv. C. 1642. (Reproduction littéraire).

² Orig. Bibl. de Vire, mss.

Bayeux de la mettre sous ma protection : il me paroist que le meilleur moyen pour mettre le salut de cette enfant en sureté c'est de la recevoir dans l'hôpital de Vire, hôpital le plus prochain de Sainte-Honorine de la Chardonne, je vous prie de le proposer de ma part à M^{rs} les administrateurs, et de m'informer de leur réponse : je suis bien persuadé qu'ils se porteront avec zèle à concourir à une aussi bonne œuvre : je vous suis M^r bien sincèrement dévoué en N. S. J.-C.

† de LUYNES eveque de Bayeux.

XIV

AUTRE DÉNONCIATION. (LETTRE DE LA SUPÉRIEURE DES NOUV.-CATH. DE CAEN, SŒUR DE SIREME, A P. DE LUYNES, ANCIEN ÉVÊQUE DE BAYEUX, DEVENU ARCHEVÊQUE DE SENS). — LA LETTRE EST DU 6 NOVEMBRE 1753 ¹.

«... Voicy encore, Mgr, deux autres sujets de la paroisse de Coullon ² proche Bayeux, tout a fait dignes du zèle et de la charité de V. G.; c'est Marguerite Lefort, agée de 13 ans, et Marie Lefort, agée de 12, sa sœur, filles de feu Pierre Lefort, mort protestant, et de Marie Donnoit, aussy protestante, pauvre, et tout a fait hors d'état de donner à ses deux filles la moindre teinture d'éducation; aussy ces deux misérables sont-elles élevées de la manière la plus animale et la plus grossière. Mais il faudrait pour celles-là un ordre pour les prendre, n'étant pas assés advisées pour se prester d'elles-mêmes à leur bonheur. »

XV

ORDRES D'ARRESTATION ET D'ÉCROU

(A). — D. P. L. R. ³.

Il est ordonné à ⁴ d'arrestar la nommée Marie Madeleine Girard, de la ville de Caen, fille mineure de feus David Girard et de Marie Fallet, et de la conduire à ses frais dans la Maison des Nouvelles-Catholiques de laditte ville de Caen. Enjoint Sa Majesté au sieur intendant et

¹ Arch. Calv. H, Nouv.-Cath., reg. n° 10, à cette date.

² Coulombs.

³ Arch. Calv. C. 1639. — Copie informe, faite à l'intendance. Les lettres D. P. L. R. sont en abrégé pour *De par le Roy*.

⁴ C'était l'intendant qui inscrivait le nom de l'officier de maréchaussée chargé d'exécuter l'ordre.

commissaire départi pour l'exécution de ses ordres dans la généralité de Caen de tenir la main à ce que la pension soit exactement payée en la manière ordinaire à laditte maison des Nouvelles-Catholiques. Fait à Versailles le 20^e décembre 1747 ¹.

(B). — De par le Roy ².

Sa Majesté ayant donné ses ordres pour faire conduire dans la maison des Nouvelles-Catholiques de Saint-Lô la nommée Marie Charlotte Le Capelain, âgée d'environ sept ans, fille de Jacques Le Capelain, laboureur de la paroisse de Cambernon, et de Marie Anne Mauger, pour y estre instruite des vérités de la religion catholique, elle mande et ordonne à la supérieure de lad. maison de l'y recevoir, garder et retenir jusqu'à nouvel ordre de sa part, sans la laisser parler, écrire ou avoir autrement relation avec ses père, mère ou autres parents qui ne font pas leur devoir de la religion catholique, si ce n'est en présence de lad. supérieure, moyennant une pension de cent vingt livres par an pour sa subsistance, dont moitié sera payée de quartier en quartier par les père et mère de lad. Marie Charlotte Le Capelain, sans préjudice de l'entretien qui sera aussy fourni ou payé par sesd. père et mère, suivant qu'il sera réglé par le sieur intendant de la généralité de Caen, et sera pourvu par Sa Majesté au paiement de l'autre moitié de lad. pension de cent vingt livres pour subsistance en la manière portée par l'article onze du règlement du dix-huit mars mil sept cent quarante sept, à l'effet de quoi lad. Marie Charlotte Le Capelain sera employée pour la somme de soixante livres dans les états des jeunes filles dont Sa Majesté paye la pension dans lad. maison. Enjoint Sa Majesté au sieur intendant et commissaire départi pour l'exécution de ses ordres dans la généralité de Caen de tenir la main au paiement desd. soixante livres, et à ce que l'entretien qui sera par luy réglé soit ponctuellement fourni, et d'y contraindre les père et mère ou tuteurs, et tous ceux qu'il appartiendra. Fait à Versailles le onze juillet mil sept cent soixante un. — Signé : LOUIS. — Et plus bas : *Phélypeaux* ³.

XVI

ORDRE DE TRANSLATION ⁴

De par le Roy.

Il est ordonné au s^r Boullard demeurant à Caen paroisse St-Pierre de

¹ Les signatures du roi et du ministre ne sont pas reproduites sur cette copie.

² Arch. Calv.C. 1650. (Copie conforme, faite à l'intendance).

³ Nom de famille de Saint-Florentin.

⁴ Arch. part., *Lettre de cachet*, copie conf., communiquée par M. A. Gasté.

recevoir des mains du s^r Godard prestre professeur en l'Université de Caen le s^r Martingley ¹ pour le garder et retenir chez luy jusqu'à nouvel ordre de Sa Majesté moyennant la pension qui lui sera payée sur ses revenus : Enjoint Sa Majesté aud. s^r Boullard de le représenter toutes fois et quantes il luy sera ordonné : de faire connoistre ledit Robert Martingley au s^r curé de sa paroisse : de l'envoyer et faire conduire regulierement aux offices et instructions de l'Eglise et d'en envoyer tous les six mois au sieur Comte de St-Florentin ministre et secretaire d'Estat des certificats dudit s^r curé de sa paroisse le tout à peine de desobeissance. Fait à Versailles le 29 Xbre 1753.

Cachet sur papier
ou l'on voit encore
la couronne
royale

LOUIS.

PHÉLIPPEAUX.

XVII

PARENTS EMPRISONNÉS : AFFAIRE DU TILLOY (1759-60) ²

Un sieur Emery, qui s'emploie pour du Tilloy, lui écrit de Caen, le 26 avril 1759³:

« Monsieur, quoyque M. Lorge soit de retour d'il y a dix ou douze jours, j'ay toujours différé a vous écrire, ne m'ayant rien peu dire a son arivée de flateur pour vous, sinon que M. Quesnel, segretère de M. de Quincy, luy avoit promis de tascher d'engager Monsieur de Quincy a presenter luy mesme un plaset à Monsieur le comte de Saint-Florentin pour obtenir votre liberté; que pour l'engager a ce fere, le dit sieur Quesnel diroit que vous este son parent, mais que cependant il craignoit que M. de Quincy ne voulust point se charger de cette affaire, que s'il s'en chargés qu'il contés bien qu'il réussirés veu que M. de Saint-Florentin ne luy refusés rien, comme aussi M. de Quincy ne refusés rien de ce qui est de son departement a M. de Saint-Florentin. Une demoiselle que mon neveu a mise en mouvement pour vous s'est donné beaucoup de mouvement auprès du premier segretère du ministre, et n'a peu le bien disposer en vostre faveur. Elle doit parler un de sest jours la première fille de chambre de Madame la marquise de Pompadour pour l'engager à faire valoir la forte protexion de sa maitresse pour fere reussir cette affaire. Cest protexions me donnent une lueur d'esperance pour vous. Pendant le sejour de M. Lorge a Paris, et avant de faire agir par la recommandation sonnante, il fût voir dans le bureau pour scavoir si vos deux premiers plasets étoient

¹ Ou Mattinglay.

² Voir, au corps de l'ouvrage, p. 341, 342.

³ Arch. part., Pap. J. Lefebvre.

point repondeu. Ils n'avoient garde de l'estre, car ils se trouvoient dans le bureau encore cachetés, et le segretère dit que vous n'obtiendrez vostre liberté qu'aprest avoir fait revenir vost enfants, mais ces derniers mouvements et les engagements que M. Lorge a contracté sur ma parole pourront peuteestre changer l'état des choses. J'ay remboursé à M. Lorge 12 l. qu'il avoit debourcé pour ce premier mouvement. Envoyez moi 1200 l. afin que je sois en état de remplir les engagements constructés.

« J'oublis a vous dire que M. Quesnel a iugé a propos de changer quelque chose au conclusions de vostre plaset. Voisy ce qu'il a mis qui me parest moins obligatoire : « Suplie Votre Majesté de luy acorder la liberté de la personne aux ofre qu'il fait apres la guere finie de fere les demarche necessaire pour fere rentrer cest deux enfants en france, et il continuera cest veux au ciel pour V. M. »

XVII bis

MÊME AFFAIRE

Mis en liberté provisoire (1760), du Tilloy s'efforce d'obtenir une audience de Saint-Florentin. L'instruction qui suit, anonyme et non datée ¹, indique comment il devra s'y prendre :

« M. du Tilloy fera bien de s'habiller en noir pour aller à Versailles. Il conviendra qu'il se rende demain dimanche sur les 9 a 10 heures chez M. le comte de Saint-Florentin. Il demandera M. Bastier, premier valet de chambre de M. le comte, et luy dira que M. de la Chaud, qui s'intéresse à son état, luy a dit de s'adresser audit M. Bastier; il racontera en peu de mots son affaire a M. Bastier et luy fera sentir combien il est important pour luy d'avoir quelques moments d'entretien avec le ministre dans son cabinet, et il fera pour cet effet la politesse a M. Bastier de ce que l'on luy a dit. Il n'y a pas de doute que M. Bastier ne luy dise de revenir sur les trois heures, et qu'il le fera entrer dans le cabinet de M. le comte à l'issue de son diner. M. du Tilloy fera tres bien de se rendre plus tost que plus tard a l'heure qui luy sera indiquée. M. le comte reçoit pour l'ordinaire assez favorablement ceux qui s'adressent a luy. M. du Tilloy luy remettra le petit placet qu'il aura fait transcrire au net, et il insistera de bouche sur sa cruelle situation, sur les sept ans de prison qu'il a soufferts, sur les maladies dont il a esté assiégé, sur la perte de sa santé qu'il n'a pu recouvrer, sur son état qui est anéanti, sur sa fortune qui est détruite, et sur les suites funestes de sa detention. »

¹ Papiers J. Lefebvre.

XVIII

EXTRAIT DES RÈGLEMENTS DONNÉS PAR PAUL DE LUYNES, ÉVÊQUE DE BAYEUX,
AUX NOUVELLES-CATHOLIQUES (24 NOVEMBRE 1731) ¹

« On ne laissera jamais sortir seules les Nouvelles-Catholiques, et on ne les confiera même qu'à des personnes sages et dignes de confiance. Lorsqu'on leur permettra, pour de bonnes raisons, d'aller chez leurs parents protestants, on se souviendra qu'elles portent leur foy dans des vases fragiles que le moindre choq pourroit blesser, c'est pourquoy on ne les laissera jamais sortir que très rarement, et elles seront toujours accompagnées de sœurs de chœur ou converses; on fera faire de tems en tems des controverses pour l'instruction des Nouvelles Catholiques, et on tachera de s'adresser pour cela a des sujets capables de les bien faire, et de les rendre tout ensemble interessantes et instructives. »

XIX

L'ÉTAT CIVIL. — UN BAPTÊME PAR AUTORITÉ DE JUSTICE A SAINT-PIERRE-DU-REGARD (28 FÉVRIER 1697) ²

« Aujourd'huy vingt-huitième jour de febvrier mil six centz quatre vingt dix sept jay curé soubz signé baptisé un fils sorty de Louise Sebire des œuvres d'Isaac Lépage de la paroisse de Flers, tous deux de la religion pretendüe reformée, et a esté nommé Isaac Joseph par Joseph Roullin assisté de damoiselle Suzanne Brisset et de maistre Julien Roullin conseiller et procureur du roy a Vassy. Ledit Isaac Lepage et ladite Sebire ayant fait refus d'approcher ledit enfant je leurs fist donner assignation par Garel sergent a comparoir a heure d'audience devant mons^r le bailly de Condé pour dire les raisons dudit refus et furent condamnez de le faire baptiser en cette paroisse avant soleil couché a peine de cent livres d'amende et avec depens, ledit baptesme faict aux presences des parrin et marrine, Nicolas Simon custos, de la sage femme nommée Suzanne Brisset. » — Signé : SIMON.

¹ Arch. du Calv., H, Nouv.-Cath., reg. n° 3, p. 47.

² Arch. comm. de Saint-Pierre du-Regard, à cette date.

XX

UNE PROTESTANTE DE FRESNE, PRÈS TINCHEBRAY, VENANT DÉCLARER SA GROSSESSE
(24 MARS 1702) ¹

« Ce vendredy 24^e jour de mars 1702 devant nous François Blin prestre curé dudit lieu s'est présentée Magdelaine Leconte aagée de vingt six ans fille de Jacques Le Conte demeurants en la paroisse au village de la Queue, ne faisant aucun devoir de la religion catholique, non plus que son pere, ayant esté eslevés dans la religion prétendue réformée, laquelle Magdeleine Le Conte s'est présentée pour faire sa declaration qu'elle estoit enceinte des œuvres de Jacques Colin domestique de David Onfroy audit village de la Queue, ledit Colin ne faisant aussy aucun devoir de catholique, dans laquelle declaration elle a persisté presence de Judith Gallié qui est venue pour cet effect avec ladite Magdelaine, et Jacques Chesnel qui s'est trouvé dans la maison presbyteralle, qui a fait sa marque en notre presence et celles des susdittes, et ladite a promis de se conserver bien et deument. »

XXI

UNE RÉHABILITATION DE MARIAGE A SAINT-AIGNAN-DE-CRAMESNIL (30 MAI 1760) ²

« Le trente may mil sept cents soixante je curé de Saint-Aignan-de-Crasmesnil sous signé me suis exprès transporté au lieu du domicile de Francois Rames dit La Ramée agé d'environ soixante et sept ans, et de Marie Perier agée d'environ quatre vingt cinq ans, tous deux de cette paroisse, demeurants chez noble dame Le Duc, veuve de feu mons. de Lignerès, en qualité de domestiques, soy disants mariés ensemble, ledit François Rames catholique, et ladite Marie Perier faisant actuellement profession de la foy catholique apostolique et Romainne. comme il parroist par l'acte cy devant ³, aux fins de rehabiliter leur pretendu mariage, suivant et conformement a la commission ou pouvoir a moy donné a cet effet par Mgr l'Illustrissime et Reverendissime Pierre Jules Cezar de Rochechoüard, évêque de Bayeux, le traize de ce present mois et an, et en consequence dud. pouvoir, apres fiançailles préalablement celebrées

¹ Arch. de Fresne, à cette date.

² Arch. de Saint-Aignan-de-Crasmesnil, GG. 3.

³ Acte d'abjuration du 16 mai 1760. (*Ibid.*).

cejourd'hui, par permission dud. seigneur Evêque, jay curé susd. audit domicile, attendu les infirmités et grand age de lad. Perier, et aussi par permission dud. seigneur Evêque, receu le mutuel consentement ou Ratification de mariage, par paroles de present, desd. parties, et leur ay donné la benediction nuptiale, le surplus des ceremonies de l'Eglise dûement observées, en presence de M^{re} Jean Claudes Huet, prestre curé du Bû sur Rouvre, de M^{re} René Nicolas Poret, prestre curé de Notre-Dame de Quelly, de Joseph Michel et de Jean Poulain de cette paroisse temoins en presence desquels et de nous susd. curé de Saint-Aignan, lesd. françois Rames et Marie Perier ont reconnu pour leur enfant Jacqueline Marie Magdelainne, actuellement Epouze du sieur Vautier Bourgeois de Saint-Ouën de Caën, ici presente, née le vendredy vingt deux de novembre mil sept cents vingt cinq, baptisée le même jour et an en l'Eglise dud. Saint-Aignan, ce dont ils ont requis acte, le tout en presence des susdits temoins cy après signés avec nous, les susd. parties, et lad. Jacqueline Marie Magdelainne leur fille après Lecture. »

Suivent les signatures, dont celle de M. Poret, curé de Saint-Aignan.

XXII

LES ÉGLISES DU « DÉSERT » AU BOCAGE. — ACTES DU COLLOQUE TENU LE 2 FÉVRIER 1745 ¹

Nous le pasteur et les anciens des Eglises de basse Normandie assemblez en colloques le deuxieme jour du mois [de] février mil sept [cent] quarante cinq

Après linvocation du nom de Dieu père et fils et Saint Esprit un seul Dieu Benit Eternellement amen.

pour Entretenir la paix et lunion entre nous et en banir les disputes autant que faire se pourras, se sont assemblez pierre Morin, pasteur au ditte Eglise, et de l'Eglise de Sainte honorine sçavoir Jacque de La ferté, jacque le huteur, pierre le huteur, pierre Marchand, Louis le bailly, Louis Collin, jacque racine, Jean Le Marchand, thomas le bailly, Matthieu de La Ferté tous anciens

pour l'Eglise d'Athis, pierre Chauffrey, Gille Anne, Daniel Mollet, Charle Chénel, Guillaume Chénel, David Devère, tous anciens

¹ Arch. part., Pap. Blanchard. — Deux doubles feuillets in-f°, copie du temps, non signée. — Les actes de colloques et synodes du désert sont fort rares, parce qu'on écrivait le moins possible, pour ne pas se compromettre. Ils sont pleins de fautes, ayant été rédigés, en général, par de simples paysans. Comme les prédicants les colportaient d'une assemblée à l'autre, ils sont usés sur les bords et aux plis, élimés et déchirés. (Hugues, *Syn.* I, 421-426.)

pour l'Eglise de fresne, pierre Thoury, Charle Thoury, Jacque prunier, Jean fouray, tous anciens

En suite d'une mure deliberation, nous avons formé d'un commun accord les Reiglemens suivans auxquels nous promettons nous conformer

ARTICLES PREMIER

Il y tres longtems que les chretiens ont accoutumé de benir les mariages publiquement dans l'Eglise. Tertutien¹, dans le chap. 4 du livre de la pudicité, fait passer ceux qui ne l'ont pas été pour des adulteres. Le 4^e concile de Carthage enjoint de présenter lepoux et lepouze dont le mariage doit estre benis, année 398.

L'assemblées a delibéré que ceux qui auront droit de mettre oposition a un mariage doivent le declarer a un ou plusieurs anciens Douze jours après les accords afin que le consistoire en puisse juger avec les parties ; lesdits mariages seront Bénit publiquement en l'Eglise, et ce par le pasteur et non d'autres suivant l'article 23 du chapitre 13 de la Discipline.

ARTICLE DEUX

M. Herard eveque de Tour² dans son capitulaire de l'an 898 fait cette ordonnance : que personne ne soient reçu a la fontaine batismale quil ne soit bien instruit. M. l'archeveque de Milan veut qu'il soit de 14 ans. Le concile de Metz dit la meme chose tenu l'an 888.

Il faut que ceux qui presenteront des enfans au batême en qualité de parrein et mareine soient d'âge sufisant comme de quatorze ans ayant fait la Cène suivant l'art. 10 du chap. II de la Discipline.

ARTICLE TROIS

Le cardinal Borromée³ dans son premier concile de Milan qu'il fit tenir l'an 1565 defend la meme chose a tous ceux qui sont privé de la communion.

Ceux qui sont suspendu de la Sainte Cène ne pourront en qualité de parrein et de mareine presenter des enfans au Batême tems que durera leur suspension suivant l'article II du chap. II. de la discipline.

ARTICLES QUATRE

Puisque nous sôme obligé de laisser porter nos enfans a l'Eglise romaine contre notre volonté, l'as-

Qand au Batême des enfans il est expédient qu'il ne soit administré que par le pasteur tant que faire se pourras,

¹ Sic, pour Tertullien.

² Sur l'ev. Herard (*Herardus*), voir Baluze, *Capitulaires*, II, 612, 1257, etc.

³ Saint Charles Borromée (1538-84), archevêque de Milan.

semblée a jugé a propos qu'il valloit mieux les presenter a Dieu par le saint batême, avant qu'il soit porté au temple des ydoles.

et a son absance par un des anciens. Car le batême administré par une personne sans vocation est nul suivant l'art. 1 du chap. 2 de la discip^e.

ARTICLE CINQ

Les momerie et les licences du mardy gras et autres choses semblables. Les pères on dit et fait contre les chretiens qui se licencioient a lexemple des payens aux calendes de janvier, c'est a dire le premier jour du mois, qui faisait a peu pres ce que lon fait aujourd'hui a Carnaval. Lisé le sinode d'Auxerre de l'an 548, et le troisième concile de Carthage tenu l'an 388 defend formellement toutes ces choses dans le canon onze.

Les mommerie et batellerie ne seront point soufferte, ni faire le roy boit, ni le mardy gras, il n'est aussy loisible aux fidelles d'assister aux comedies tragedies farces moralitez et autres jeux jouez en public et en particulier, dautan que cela aporte de la depence et curiosité et perte de tems, veu que de tous tems cela a été defendu entre les chretiens, suivant l'art. 28 du chapitre quatorze de la discipline.

ARTICLE SIX

Le concile de laodicée a pourveu par les canons 53 et 54 aux dissolutions qui peuvent arriver aux festins, et a recommandé aux chretiens de ni pas participer, le sinode de laodicée l'interdit aussi aux chretiens dans les canons 37, 38, 39.

On n'assistera aucunement au noces et banquets de ceux qui pour Epouser une partie de contraire religion se révoltent de la profession de l'Evangile, suivant l'article 31 du chap. 14 de la d^e.

ARTICLE SEPT

Remarqués que les peres de Laodicée pretendent qu'on abandonne J.-C. quand on fait quelques démarches vers l'idolatrie surtout quand on est persuadé qu'il y en a. On ne doit pas s'en mêler n'y près n'y loin. Lisé le concile de Laodicée dans le canon trente-cinq.

Il n'est point loisible aux fidelles de s'entremeler d'aucune choses ou il y ait de l'idolatrie conjointe, directement ou indirectement, comme ce qu'on nome le baise-main ou le dedans de l'Eglise faire dire des messes vigile et nourrir les moines qui ne sont ordonnez que pour servir a cela; ceux qui sans rendrons coupables seront poursuivis par censure, même jusque a la suspensions de la Sainte Cene, suivans l'art. 2 et 3 du ch. 14 de la d^e.

ARTICLE HUIT

Saint Basile¹ dit que si un Lecteur² a connu sa fiancée avant les noces, il sera suspendu de sa charge pendant un an, au bout duquel il en reprendra les fonctions sans pouvoir monter plus haut. C'est dans la troisième épître canonique. Le moine Blatares³ veut qu'on traite comme fornicateurs ceux qui ont habité ensemble avant que d'être légitimement marié. [De même] le cardinal Borromée dans le 2^e concile qu'il fit tenir à Milan l'an 1569.

Ceux qui étant fiancés ou accordés ce qui est la même chose, auront abité ensemble avant que d'être légitimement mariés, soit que leur faute vienne à connaissance de vance ou après le mariage benit, en feront reconnaissance publique ou bien devant le consistoire, comme il le jugera à propos, conformément à l'art. 25 du chap. 1 de la d^e.

ARTICLE NEUF

Dans cet article on veut ôter aux chrétiens tout prétexte de superstition ou les hommes ne se laissent que trop aller comme cela se peut voir dans le concile d'Ep....⁴ tenu l'an 517 canon 27.

Il n'est aussi loisible de faire aucune prière ni prédication n'y aumône publique aux enterrements pour empêcher toutes superstitions suivant l'art. 5 du chap. 10 de la d^e.

ARTICLE DIX

Tout cet article se rapporte fort bien à l'ancienne église et aux 2^e conciles d'Antioche qui dit qu'il faut jeter hor de l'Eglise ceux qui entre dans l'assemblée et qui écoutent la parole de Dieu, mais qui par un certain dérèglement ne participent pas à la Sainte Cène. Combien plus ceux qui vivent comme des attés méritent-ils d'être retranchés de l'Eglise, [eux] qui scandalisent l'Eglise par leur conduite.

Ceux qui auront été Long temps en l'Eglise et ne voudront communier à la Sainte Cène, s'il le font par mépris ou de peur d'être obligés de renoncer à toute idolâtrie ou pour quelque haine ou pour ne vouloir rendre quelque bien qui ne leur appartient pas, après admonition et censures, seront retranchés du corps de l'Eglise, mais s'y c'est par infirmité, il seront supportés suivant l'art. 11 du chap. 12 de la d^e.

¹ Saint Basile le Grand, père de l'Eglise grecque (329-379).

² Dans l'Eglise grecque, l'office de *lecteur* est le premier degré pour parvenir à la prêtrise.

³ Blastares (Matthieu), moine grec du xiv^e siècle, de l'ordre de saint Basile.

⁴ La fin du mot est effacée dans le manuscrit. — Labbe (*Conciles*, IV, 1438-1439) fait mention, à l'année 516, d'un *synodus Veteris Epiri*.

ARTICLE ONZE

Cet article porte un grand règlement de prudence et de sages précaution pour éviter un plus grand inconvénient. Cela fut ainsi arrêté au synode de Saint-Maixant tenu l'an 1609.

D'autant qu'en la distribution de la Sainte Cene se presente plusieurs personnes malades, qui fait que plusieurs font difficulté de prendre le vin après eux, comme aussi ceux qui ont quelque mal a la bouche, le pasteur et les anciens doivent y pourvoir afin qu'ils communie les derniers, suivant l'art. 10 du chap. 12 de la d^e.

ARTICLE DOUZE

Cet article est tiré de la doctrine de saint Paul, qui exhorte les fidelles de terminer a l'aimable (*sic*) leurs procès et leur différent, et de choisir quelques uns de leurs freres, au jugement desquels ils pourront remettre la decision de toutes les choses qui font le sujet de leur querelle et de leurs divisions. Saint Chrisostome et Theodoret¹ expliquent les paroles de l'apôtre et confirment entièrement l'ordonnance de notre discipline. Cela fut arrêté au synode de Lyon 1563 et au synode de Saumur 1596.

Touchand les plaintes que quelques un auront a faire contre d'autres pour les empêcher de participer a la Sainte Cene, les feront aux Anciens tout au moins deux jour de devant la communion pour etre la question decidée, et savoir clèrement sy les plaintes son valide et solvable pour suspendre l'accusé de la Cene, faute de quoy ils ne seront point écouté, d'autant que la malice de quelcun est d'attendre a l'heure meme pour troubler toute l'Eglise, — suivant l'art. 14 du chap. 5 de la d^e.

ARTICLE TREIZIÈME

Entre tous les commandemens de la loy de Dieu il n'y en a point que Dieu ait tant recomandé que le dimanche, et duquel la transgression ait été plus severement punie dans toutes les nations du monde. Il n'y en a point qui transgressent plus ce comandement que les chretiens. C'est ce qu'on peut remarquer dans homere et hesiode (*sic*) et plusieurs autres qui disent qu'il s'observoit de leur tems. Tous les auteurs sont d'accord avec l'Ecriture qu'on ne peut violer ce coman-

Puis que Dieu a changé le jour du repos du Samedy au Dimanche, afin de distinguer les chretiens d'avec les juifs, puisque c'est un commandement de se reposer le septieme jour et de ne faire aucune œuvre ce jour-la, sinon celle qui conserne la gloire de Dieu et nôtre salut, l'assemblée a jugé a propos que désormais pas un protestans ne feron aucun commerce chez eux, ni au marche, par exemple Athis, Condé, Fresne, ou chacun fait marchandise au jour du dimanche comme dans une foire, et

¹ Théodoret, évêque de Cyr, en Syrie (387-458).

dement sans se rendre coupable d'un grand péché, disans qu'il ne suffit pas seulement de glorifier Dieu dans les saintes assemblées, mais aussy dans chaque familles en particulier par la lecture de la parole de Dieu, afin d'y attirer sa benediction. Ce n'est pas seulement les œuvres corporelles qu'on doit cesser ce jour là, mais c'est afin de s'employer a choses meilleures, pour la gloire de Dieu et le salut de nos ames. Lisé la théologie de M. *Pegorier* (?), pages 259 et 260.

aussi defendu de faire aucunes noces, ni accorts, ni termier aucune affaire quelquel puissent etres. Ceux qui se rendron coupables de ces choses seront censuré, et s'il y retombe, a moïn de grande nécessité, seront suspendu de la Sainte Cene. On ne s'absantera aussi de chez soy pendans ce jour sous aucun faux pretexte, mais on lyra soygneusement la parole de Dieu, [on] chantera ses louanges.

ART.CLE QUATORZE

Comme l'endureissement dans le péché rend plus criminel, on ne manquait pas d'auguementer la peine en prolongeant le tems de la penitence, afin que le pécheur, d'autant plus humilié, demande pardon a Dieu de tous ces pechez dans le sein de l'Eglise, comme cela se justifie par le canon 16 du synode d' ¹ l'an 344.

Quand a ceux qui font profession de la religion réformée, et néanmoins inenent une vie scandaleuse avec toutes sortes de gens, seront admonestés et censurés a meme tems, et s'ils ne changent de conduite on les priveras de nôtre compagnie, suivans l'art. 25 du chap. 5 de la discipline.

ARTICLE QUINZIEME

La compagnie a tres bien jugé de suivre l'ordres de la dicipline et defendres les disputes a certaines personnes qui se mellent de disputer contre les romains, bien qu'eux-mêmes ne savent pas leur religion, et ainsy ne sont pas en état de faire des questions, encore moins les soutenir.

Quand aux disputes avec les avversaires l'assemblée a jugé a propos qu'il n'est loisible de disputer avec eux d'autant que ce la aporte plutos querelles et debat qu'edification : on ne dira aussy aucune paroles contre eux n'y contre leur doctrine suivant l'article 4 du chap. 6 de la d^e.

ARTICLE SEIZE

Jesus-Christ et saint Paul nous defendent de porter aucun scandale contre aucun, puis que messieurs les romains sont autorisé par l'ordonnance du roy il faut aubéir

A aussy été areté par l'assemblée touchant les fêtes, les fidelles sont exhorté de ne commettre aucun scandale en travaillant ces jours la, puis que cela se pratiquoit bien dans le tems

¹ Le mot est effacé dans le manuscrit.

aussi a l'ordonnance du prince sous lequel nous vivons a cause de ses Edits. Lisé la conformité de M. Larroque ¹ et les sermon de mons Tillot son ² dans le premier tome.

que nous avien la Liberté, et combien plus puisque nous somme sou la croix, suivant l'art. 21 du chap. 14 de la dis-cip^e.

ARTICLE DIX SEPT

Cet article est fondé sur l'Evan-gile qui met au nombre des meur-triers ceux qui outragent leur pro-chain par ces paroles injurieuses. Matthieu, 5. — M. Tillotson dit que ne peut pas faire un plus grand outrage a un homme que d'outrager celui qu'il adore. Tachons de vivre en paix avec nos concitoyens s'il est possible.

Notre dicipline defend expressément dans l'article 23 du chap. 14 de ne pro-noncer des paroles injurieuses contre aucun de l'Eglise romaine mêmeent contre ses prêtres et moines. La com-pagnie a jugé que cela etoit très a pro-pos et que ceux qui seroit coupable de tels fait seroit censurez par le consis-toire.

ARTICLE DIX HUIT

Dans le cinquième concile de Nicée d'ou nous aprenons qu'un des motifs de la convocation des colloques ou assemblées etoit de passifier les differens et d'entrete-nir l'union et concorde. Le 20^e ca-non du synode d'Antioche envisage cette meme chose.

Les colloques que nous assemblons sont pour terminer les diférents et dif-ficulté qui surviennent aux dites Egli-ses, et generallent pour pourvoir a ce qui est expedient et necessaire pour le bien et entretiens des Eglises suivant l'art. 2 du chap. sept de la d^e.

Tous les articles posé si dessus ont etés fait et aprouvé et arrêté de toute la compagnie assemblée le deuxieme jour du mois de février mil sept cent qua-rante cinq.

¹ Il s'agit, sans doute, de Mathieu de Larroque, qui fut ministre à Rouen (1619-84). Son nom revient dans la lettre d'A. Court publiée ci-après (XXIII).

² Tillotson (Jean), célèbre prédicateur de l'Eglise anglicane (1630-94).

XXIII

LETTRE D'ANTOINE COURT « A MM. LES A. DE B. N. » ¹ (25 AVRIL 1754) ².

MM. la persone dont vous m'avés parlé m'avoit deja instruit des sages reglemens pris dans votre société du 26^e déc. dernier ³. Ce monument de votre piété m'a extrêmement édifié : on y voit briller tout ensemble l'amour pour l'ordre, le bon sens et un desir ardent d'annoncer le regne de notre auguste Maître. Quels motifs ! pour moi, MM., d'en benir le Seigneur, de louer et d'applaudir a des démarches si chretiennes et si édifiantes ! Je n'ai pas attendu jusques icy a le témoigner a M. Gaut^r ⁴. Je lui ai marqué en détail tout ce que je pensais sur ces sages arrêtés. Que j'ai désiré MM. de vous voir entrer comme vous venés de le faire dans une carrière ou de si beaux exemples, s'ils vous avoient été connus, vous auroient invités depuis si longtemps. J'avois pris la plupart de vos noms qui me furent dictés par le s^r Martin de Sainte-Honorée ⁵ la Chardonne, fils d'un Jean Martin qui, à ce qu'il me dit, étoit alors en charge et sur la conduite duquel il y avoit bien des choses a reprendre. J'avois pris de lui aussi un état des Eglises de votre canton. Cet Etat en contenait neuf : Condé sur Noireau, Sainte-Honorée la Chardonne, la Paroisse de Berjoux, Athis, Montilli, Fresne, Caen, Courseulle et un autre Frene ⁶. Je m'étois donné beaucoup de soins pour pouvoir me procurer un commerce de lettres avec M. Morin ⁷. J'en reçus enfin une de lui en datte du 14^e octobre 1746. Il m'y promettoit des Memoires : il m'y proposoit divers cas sur lesquels il me demandoit mon avis. Ces cas rouloient sur les batemes celebrés dans l'Egl. rom., sur un homme d'une conduite peu edifiante qui se méloit d'evangeliser, et sur un particulier qui benissoit des mariages sans vocation. Je repondis a tous ces cas. J'en pris occasion de parler de la necessité de l'ordre, et mettant en doute que M. Morin eut lui même reçu une vocation dans les formes, je lui indiquais deux voyes pour la recevoir : une dans le royaume même et l'autre dans le pays etranger, sur quoi je lui offrois mes services : et pour l'engager plus efficacement a suivre l'une ou l'autre voie, je lui representois qu'il ne sauroit le faire avec trop d'empressement, que son ministère en serait plus honorable, les fruits plus abondans : et qu'il en seroit

¹ *A Messieurs les anciens de Basse-Normandie.* — En suscription : « A. M. Mollet sieur de la Prairie, au port Saint-Ouen. »

² Bibl. du Prot. Fr., mss., Pap. Norm. — *Orig.* — Double feuillet in-4^e, écrit très serré, pour être plus facile à transporter et à dissimuler.

³ Le colloque du 26 déc. 1750. (Voir ci-dessus, p. 386, 387).

⁴ Gautier, pasteur.

⁵ Sainte-Honorine.

⁶ Le Fresne-Camilly.

⁷ Le pasteur Morin, dit *l'Epine*.

plus autorisé à s'opposer à ceux qui s'ingéroient d'eux memes dans l'Eglise sans vocation. Il est aparent que cette dernière proposition ne lui plut pas, ou qu'il se crut suffisamment autorisé par l'approbation que les Eglises lui avoient donné sans doute. Les choses en demeurèrent là et il ne fut pas à mon pouvoir par ce moyen de parvenir aux vues que je me proposois touchant votre Province. La chose n'en étoit pas moins gravée dans mon cœur. Je ne pouvois m'apriver avec l'idée qu'une portion si considérable de l'heritage du Seigneur ne marcha pas d'un meme pied avec les autres portions de cet heritage et n'harmonisa pas entierement avec elles. J'étois d'autant plus plein de cette idée, que les Egl. de la basse Normandie avoient été dressées dans les tems les plus apres de la persecution, sous le cruel regne d'Henri II en 1559, et notamment celles de Caen, de Luneray¹, de Vire, de Saint-Lô, d'Evreux et de Dieppe : qu'elles avoient toujours marqué beaucoup de courage et de zele ; que leurs pasteurs s'étoient montrés, dès les premiers tems de la bienheureuse reformation, les plus ardens promoteurs de l'ordre, plusieurs d'eux ayant assisté au premier synode nation. tenu à Paris en mai 1559, les plus zelés pour rendre publique la profession de l'Evangile, ayant dès 1560 commencé à tenir les assemblées religieuses en plein jour. C'est l'éloge que leur donne l'Historien des Egl. Ref. du Royaume². *Plusieurs assemblées* dit-il *se dispenserent* en Normandie jusques à prêcher publiquement es villes de S^t Lô, Caen et Dieppe. Il venoit de dire un peu plus haut une parole bien digne du zele qui régnoit alors dans cette province. *Quant à la Normandie*, dit-il, *il n'y avoit ville qui n'eut Eglise dressée*. Je savois avec quelle ardeur les Normands avoient embrassé la Reformation, puisqu'en 1560 on avoit assuré l'amiral de Coligni qu'il se trouveroit dans la Normandie seule 50 mille personnes qui signeroient la requete qu'il presenta à François II en faveur des Protestans dans l'assemblée tenue à Fontainebleau au mois d'Aout de cette année-là. Je savois que dans la Basse-Norm. il y avoit eu autrefois 4 colloques : celui de Caen, de Constantin³, d'Alençon, et de Falaise, Vitré⁴ ou Condé, que dans le premier il y avoit les Egl. de Caen, les Essarts, Trevieres, Colombieres, Bernieres, Baali⁵, Bayeux, Saint-Vast, les Veys et Geffosse, que dans le 2^e il y avoit les Egl. de Saint-Lô, Cheffresne, Sainte-Mère Eglise, Carentan, Pont-Orson, Fontenai, Ducé, La Haye du Puis, Gavray ou Gavré, Chassenay ou Castigné⁶, Bricqueville, Groussi⁷ et Montferville⁸, que dans le 3^e il y avoit les Egl. d'Alençon⁹, Montgoubert, Croissy, Séez, l'Aigle, Fontenay-Mesnil,

¹ Cant. de Bacqueville, arr. de Dieppe (Seine-Inf.).

² De Bèze.

³ Cotentin.

⁴ Vire.

⁵ Basly.

⁶ Chasseguay.

⁷ Groucy.

⁸ Montfarville.

⁹ Les églises du colloque d'Alençon ne rentrent pas dans le cadre de cet ouvrage.

Courtaumer et Imbert-Mesnil, que dans le 4^e il y avoit les Egl. de Falaize, de Condé sur-Noireau, Vire, Saint-Aubin, Athis, Dacqueville, Fresne, la Selle, Massières ou Mesnil, Moulines, Saint-Sylvain, la Motte, Saint-Pierre sur Dives, la Forest et les Vantes¹, outre quelques autres encore apartenantes a l'un ou l'autre de ces colloques. Dans l'idée de toutes ces choses, pouvois-je etre que dans un extreme desir de voir votre Province marcher dans le mesme ordre qui s'observe dans toutes celles du royaume ou il a plu a Dieu dans ces derniers tems de l'y recueillir et d'y retablir des Eglises : de vous voir faire corps et cause commune avec elles ? Cet evenement faisoit l'objet de mes vœux les plus ardens. C'est dans ce dessein que j'ai sollicité et encouragé le sage et digne M. Gault^r de se rendre auprès de vous et d'y travailler a cette bonne œuvre : il l'a fait, et le succès en surpassant mes espérances m'a comblé de joie. Il a trouvé chés vous les dispositions les plus favorables, et par d'heureux talens dont le ciel l'a orné, il a su les mettre en œuvre et en tirer tout le parti que j'en pouvois souhaiter. Permettés-moi de l'en féliciter et de vous en féliciter aussi. Vous voilà donc MM. entrés dans la confederation la plus louable et la plus interessante qu'on puisse concevoir. Vous voilà donc entrés dans cette sainte union si recommandée par saint Paul, lorsqu'il exhorte les chrétiens de garder l'unité de l'esprit par le lien de la paix ; d'estre un seul corps et un seul esprit, comme etant apelés à l'espérance d'une même vocation ; vous voilà affermis dans la resolution et dans l'interessant usage d'entretenir le ministere au milieu de vous, d'avoir dans chaque Eglise des anciens et des consistoires, de tenir de tems en tems des colloques et des synodes provinciaux, et d'envoyer dans l'occasion aux nationaux. Quel trésor, MM., ne vous procurés vous pas en cherchant a retablir et a conserver le ministère au milieu de vous. C'est par lui que doit se faire l'assemblage des saints : c'est par lui que les hommes doivent etre amenés à l'unité de la foi, a la connaissance du fils de Dieu et a la plenitude de la perfection. C'est par l'exercice du ministère que les augustes ceremonies de la Religion nous sont dispensées : que les sublimes vérités de l'Evangile sont exposées a nos yeux, et que les grandes et magnifiques promesses de l'Ecriture nous sont appliquées. Que deviendrait l'Eglise sans Pasteurs ? C'est leur autorité qui nous retient. C'est leur lumiere qui nous éclaire, leur direction qui nous guide, leur exemple qui nous incite, leur travail qui abrege le notre. Un troupeau sans pasteurs ne peut estre qu'en fort mauvais état : il court l'imminent peril de tomber dans la négligence et de la négligence dans l'oubli de ses devoirs. Ne consultons, MM., que l'experience. Hélas ! quelle est instructive sur ce sujet ! Que de troupeaux, autrefois nombreux et florissans, qui ont disparu et dont on ne conoit plus le moindre vestige. Oh ! qu'une

¹ Massières, pour *Maizières*. — Dacqueville, pour *Acqueville*. — *La Selle, Les Vantes*, quartiers de l'église d'Athis. — Quant aux noms de Saint-Aubin, de la Motte et de la Forest, nous ne pouvons les identifier.

expérience aussi funeste est capable de ranimer le zèle et de faire mettre en œuvre les plus grands ressorts pour se conserver un trésor aussi utile et aussi précieux que l'est le ministère. L'emploi d'ancien est fort ancien dans l'Eglise. Un savant de votre Province ¹ en fait remonter l'institution aux tems apostoliques. Il apuie son opinion de divers témoignages, en particulier de celui d'Hilaire, diacre Romain ², qui dit que l'Eglise aussi bien que la Synagogue a eu ses anciens, sans le conseil desquels elle ne faisoit rien : de celui de Firmilien ³, eveque de Césarée en Cappadoce qui dit : *Nous nous assemblons tous les ans et anciens et Pasteurs, pour disposer des choses qui ont été commises a nos soins et pour traiter par avis commun des plus grandes et des plus importantes.* Vous savés, MM. quel en est l'office, et l'article 3 du chapitre III de notre Discipline ne laisse rien a desirer a ce sujet. Ces fonctions trouvent leur fondement et dans l'edification et dans la pratique de l'ancienne Eglise. *Il y avoit dans les Eglises* dit Origène, *des gens établis pour s'informer de la vie et des mœurs de ceux qui embrassoient le christianisme, pour les chasser des saintes assemblées lorsqu'ils commettoient de mauvaises actions, et pour y recevoir au contraire avec affection ceux qui vivoient bien afin de les rendre meilleurs de jour en jour.* Vous n'ignorés pas non plus, MM. quelles sont les qualités requises a un si digne emploi, et comme le synode national tenu a Tonneins en 1614 enjoignit aux consistoires en l'election des anciens de faire choix de personnes irreprehensibles selon la Discipline. Les consistoires tiennent lieu dans l'Eglise d'un Senat ecclesiastique dont parle Origene écrivant contre Celse : ce Senat étoit composé d'un certain nombre de personnes qui étoient distinguées du reste du Peuple par les charges qu'ils exerçoient et par le choix qu'on avoit fait d'eux pour avoir soin de tout le troupeau. Les colloques ont beaucoup de rapport aux Synodes diocézains de chaque Evêque : ou bien, dit le celebre Larroque, aux assemblées de quelques evêques voisins qui s'assembloient pour terminer les différens qui naissoient dans le voisinage. Leur principal but est de pourvoir a ce qui est connu etre expedient et necessaire pour le bien et l'entretienement des Eglises. L'usage des synodes provinciaux est fort ancien : les chrétiens de tous les tems les ont estimé si nécessaires qu'ils ont été fort soigneux de les convoquer, toutes les fois que l'edification des Eglises le demandoit. L'usage des synodes nationaux est aussi fort ancien, et les anciens conciles les ont fort recommandés. Le savant dont j'ai parlé rapporte la dessus divers décrets.

Persévérés donc, Messieurs, dans ces salutaires et louables résolutions et dans une pratique si conforme à celle de l'ancienne Eglise : Travailés de tout votre pouvoir à réparer les brèches faites à Sion, à rétablir des Eglises qui foisoient autrefois la gloire de votre Province, et dont il ne

¹ Peut-être Mathieu de Larroque. A. Court le nomme plus loin.

² Est-ce saint Hilaire de Poitiers (iv^e siècle), ou le pape Hilaire (v^e siècle) ?

³ Il vivait au III^e siècle, et fut l'ami d'Origène.

reste aujourd'hui, en bien des lieux, que de faibles et imperceptibles traces. Ralumés s'il est possible dans tous ces lieux le divin flambeau de l'Evangile. Faites fleurir de plus en plus au milieu de vous la piété et toutes les vertus qui font la gloire du Christianisme. Encouragés de plus en plus et par vos discours et par vos courageux exemples les faibles à reprendre courage, les forts à ne point se laisser intimider aux menaces, à ne se jamais laisser ravir cette fermeté héroïque qui s'élève au dessus des épreuves et qui demeure toujours la même à quelque orage qu'elle soit exposée. Et veuille celui qui dresse les mains au combat et les doigts à la bataille vous revêtir lui-même de son esprit de force, et rendre efficaces et vos exemples et vos discours. Veuille le Père de lumière et l'auteur de tout don parfait, ce Dieu au nom duquel et pour lequel vous allés agir, répandre si abondamment ses bénédictions sur les soins empressés et pleins de zèle que vous allés vous donner : sur les efforts salutaires et redoublés que vous allés faire pour rétablir son règne au milieu de vous ! qu'il ne se passe point de jour que ces soins et ces efforts ne soient accompagnés des plus heureux succès ! Que ne puis-je vous secourir dans ce louable dessein selon toute l'étendue de mes vœux. Ce qu'il y a de bien certain c'est que vous pourrés toujours compter, c'est que je le ferai toujours selon toute l'étendue de mon pouvoir. Aussi ne puis-je rien pour vous procurer le plus tôt possible un sage missionnaire. Je n'en ai point encore : il s'en prépare un qui pourra vous estre utile : mais comme il faudra encore quelque temps pour l'amener à un certain point ou je souhaitterois qu'il parvint, si j'en puis disposer un autre, je ne manquerai pas de le faire. C'est un homme sage et zélé M. Gaultier n'oubliera rien de tout ce qui sera en son pouvoir pour suppléer à ce défaut et

à tout ce qui pourra servir à votre edification et à l'avancement du règne de J.-C. au milieu de vous. Je n'en saurois dire trop de bien : son zèle, sa prudence, sa capacité et son mérite vous sont déjà connus : et comme il vous a paru très recommandable par lui-même et par les heureux fruits qu'il a déjà produit au milieu de vous, il seroit superflu que je vous le recommandasse. Cependant par le tendre attachement que je conserve pour lui, par le cas que je fais de ses talens, de son zèle et de ses vertus, je ne laisserai pas de vous le recommander, comme saint Paul recommandoit Epaphrodite aux Philippiens : recevés le en Notre Seigneur avec toute sorte de joie, et ayés de l'estime pour ceux qui sont tels que lui. J'ajouterai avec le même apôtre recommandant Onésime à son bien aimé Philémon : recevés le comme mes propres entrailles. Je le regarde en effet comme un fils chéri et comme un fidèle serviteur de Christ qu'on ne saurait trop chérir. Mes sentiments pour vous, MM. sont au dessus de mes expressions : votre piété votre zèle votre courage me remplissent de la plus vive admiration. Aussi ne sauroit on rien ajouter aux vœux

¹ Cette partie du manuscrit est trouée en plusieurs endroits.

ardens que je fais pour la conservation, pour la prospérité de vos personnes, pour celle de vos cheres familles, pour celle de toutes les personnes qui vous sont cheres, et pour toutes les Eglises dont vous etes les sages conducteurs et les prudentes et vigilantes sentinelles, non plus qu'au sincere et parfait attachement avec lequel j'ai l'honneur d'etre

Messieurs,

Votre très humble et très obeissant serviteur,
COURT DE LINGEBES ¹.

XXIV

ACTES DU COLLOQUE TENU AU BOGAGE LE 6 JANVIER 1776 ².

Au nom de Dieu, Père, Fils et Saint-Esprit, soit honneur et gloire à jamais, Amen.

Le six janvier 1776, ce sont assemblés au dezeret en colloque les anciens des Eglises protestantes de Condé-sur-Noireau, Sainte-Honorine-la-Chardonne, Athis et Fresne.

Moi, secrétaire et ancien de l'Eglise de Condé-sur-Noireau, tenant les registres des colloque et consistoire, ateste avec l'assemblée les articles mentionnés au présent.

ART. 1.

Que Monsieur Gential dit Laroque ³, notre pasteur, a notifié, à son entrée aux Eglises susdittes, ses attestations ministérielles, qui lui ont été délivrées par ses supérieurs le Vénérable comité de Lausanne, de quoy l'Assemblée a été très satisfaite. Et ont délibéré ensuite de cette publication qu'il lui serait payé pour ses honoraires la somme de mil livres pour chaqu'un an, savoir :

L'Eglise de Condé s'est obligée de payer la somme de 380 livres.

L'Eglise de Fresne 189 l.

L'Eglise d'Athis..... 126 l.

L'Eglise de Sainte-Honorine..... 305 l.

Lesquelles sommes seront payées de six mois en six mois et par avance, à compter de Noël dernier et a la Saint-Jean prochaine, ainsi d'an en an, et lui seront remis par les anciens de chaque Eglise immédiatement après le recouvrement desdits deniers.

¹ Anagramme de Gêbelin. — La signature seule semble être de Court.

² Arch. part., Pap. Leboitteux. — Double feuillet in-4°. Copie du temps, non signée. On lit en marge : *Pour l'église de Condé.*

³ Ou plutôt *Lassaigne* (V. ci-dessus, p. 426).

ART. 2.

Il a été décidé que, dans nos exercices publics et solennels, l'Eglise recevra la communion trois fois par an : à Noël, à Pâques et au mois de septembre, vu les circonstances et la difficulté du temps présent.

ART. 3.

Les fideles, avant de s'approcher de la Sainte Table, seront tenus de prendre les marques de l'ancien de leur quartier parce que chaque ancien n'en pourra donner qu'à ceux de son quartier.

ART. 4.

Les mariages seront bénis selon l'usage de notre discipline, et comme chaque Eglise n'aura pas une prédication chaque Dimanche par le Pasteur, ils seront publiés par l'un des anciens qui fera la lecture.

ART. 5.

Notre pasteur s'est engagé de suivre ses fonctions de dimanche en dimanche successivement ; mais dans les cas où il ne pourrait fonctionner un Dimanche, le tour sera passé de l'Eglise où il prandra son congé.

ART. 6.

Sur la proposition faite par notre pasteur d'une lettre qui lui a été communiquée d'un des pasteurs des Eglises de Caux, pour savoir s'il y avait d'avis que les pasteurs du Bocage et du pays de Caux alternassent, il a été décidé par la Compagnie que quand à présent ils n'en étaient pas d'avis. Sur la question qui lui a été faite pour que les dites Eglises communiquassent entre elles, il a été décidé qu'elles communiqueraient.

ART. 7.

Il a été décidé que chaque Eglise enverrait chercher son pasteur la veille de son assemblée, et de le reconduire dans son domicile ; faute de ce, elle en sera privée pour cette fois seulement.

ART. 8.

Soit le pasteur ou les anciens se soumettent aux loix de la discipline les concernant dans la nature de leur charge pour recevoir censure ou approbation.

ART. 9.

Les Eglises établiront deux anciens dans chaque Eglise pour faire le recouvrement et distribution des deniers des pauvres, et pour cet effet ils auront chacun un registre tant pour la recette que pour la distribution, lesquels seront obligés de rendre compte au consistoire de six mois en six mois.

Fait et arrêté ce dit jour et an que dessus.

XXV

ACTES D'UN AUTRE COLLOQUE, TENU AU BOCAGE LE 3 MARS 1783¹.

Au nom de Dieu, amen.

Le troisieme jour de mars ce sont assemblés en colloque les eglises du bocage au desert scavoir Athis Condé frêne et Sainte Honorine, sous la favorable assistance de lesprit divin ont aretté les articles suivant :

ART. 1^{er}.

Vu la grande corubetion qui regne dans l'église, pour tacher d'y remédier et rappeler chacun a leur devoir, il sera publié un jour de jeûne pour estre célébré le premier dimanche d'après l'onze octobre de chaque année. Le pasteur fera un sermon convenable a la circonstance du jour, qu'il recitera successivement dans les quatre eglise ; mais elles le solemniseront ledit jour pour se conformer a l'eglise qui aura le pasteur.

ART. 2.

Quand a ceux qui refusent de se soumettre au bon ordre que Dieu a établi dans son Eglise et aux arettés des consistoires et colloque, et autres impenitens, on procedera contre eux de la manniere suivante :

1° Il leur sera adressé des avertissements fraternel par le pasteur ou les anciens avant que d'estre nommés en consistoire.

2° Si au mepris de sês avertissements fraternels il persevere dans leur endursisement on les nommera audits consistoire afin qu'au deffaut du pasteur il soit député un ancien ou plus si besoin est pour leur adresser des censures consistoriale selon lexigence des cas.

3° Après les avoir atendus quelque temps s'il ne donnent des marques de repantance il seront cité au consistoire pour y recevoir de nouvelles censure.

4° Sil refusent de rentrer a leur devoirs après de tel avertissements il seront alors suspendus de la Sainte Cène en particulier.

5° Sil persévère dans leur endurcissements il seront alors suspendus de la communion sans être nommés pour les epargner encore davantage mais les causes de cette suspension seront déclarées au peuple si besoin est.

6° Les consistoires jugeront alors du tems qu'il faudra attendre leur retour à Dieu, et ce tems expiré la suspension sera confirmée. Les pe-

¹ Arch. partic., Pap. Leboitteux. — Un double feuillet, petit in-f°. Copie du temps. Au verso de la 4^e page, on lit :

« A Monsieur

Monsieur Ferru, marchand feronnier de l'autre côté du pont [de Condé],
Pour remettre à M. Louis Delivet, laboureur, à la Louvetière, en deligence. »

cheurs seront nommé au peuple, et le peuple exorté de prier Dieu pour leur conversion.

7° Que si après les avoir atendus si long tems et employé tant de moyens pour toucher leurs cœur on pourra juger qu'ils sont dans un Etat d'impenitence, s'il ne rentre dans leur devoir, de lavis du consistoire et du colloque même s'il est posible le pasteur declarera au peuple que l'on ne les reconnait plus pour membre de l'Eglise, afin que les fautes qu'ils commettent ne lui soient point imputée.

ART. 3.

Touchant ceux qui néglige les assemblées religieuses on agira à leur égard de la maniere prescrite dans l'article precedent.

ART. 4.

Sur la demande faites a Monsieur Bellanger notre pasteur s'il vouloit bien deservir nos Eglises, il a accepté nôtre proposition, et en consequence il a été arretté qu'il restera parmi nous en cette qualité : son année commencera a courir le dix du present mois.

Fait et arretté entre nous en colloque ce trois de mars mil sept cent quatre vingt trois.

XXVI

L'ÉDIT DE TOLÉRANCE. — CIMETIÈRES. — DÉCLARATION DES NON-CATHOLIQUES DU CHEFRESNE (1^{er} NOV. 1788) ¹.

Du premier jour de novembre mil sept cents quatre vingt huit aux Chefresne

Nous soussignes nonts catholique et protestant des parroisse du Chefresne et Montabot, les soussigne, faisant fort pour les autres lesquelles suivant la laitre a nous adressée par Monsieur de Saint-Gille Du onzième jour de septembre dernier en consseance ² des deliberations faite par lesdittes parroisse les vingt deux et vingt sept may dernier par lequel il ont desiné ³ le jardin Geremie contenant environ demie verges ⁴ situe en la parroisse du Cheffresne aux village de la Crespiniere appartenant aux s^r Jean de La ferté, pour le Lieu de sepulture des dits nons catholiques, Lequel jardin Geremis nous acceptons pour notre lieu de sepulture des maintenant et a lavenir et nous obligons de maintenir Bien et deument clos ainsy que aux payment Du Dit fonts sil est exige par le s^r de la Ferté parce que cil produits quel que profit d'herbe ou de tonture il sera par nous employe pour L'entretien de la Dite closture,

(Suivent 14 signatures, dont 5 au nom de Villain, 6 au nom de Bourdon, etc.).

¹ Arch., Calv. C. Comm. interm.

² En conséquence.

³ Désigné.

⁴ Une demi-vergée, soit environ 4 ares.

CORRECTIONS ET ADDITIONS

- Page 7, note 2, ligne 7 : des villes et chasteau ; — *lire* : des ville et chasteau.
- P. 27, ligne 1 : par ledit sinode) » ; *supprimer la parenthèse*.
- P. 34, titre courant : L'ÉDIT ; — *lire* : L'ÉDIT.
- P. 69, notes, ligne 6 : aen ; — *lire* : Caen.
- P. 92, ligne 10 : Monfault ; *lire* : Montfault.
- P. 94, ligne 21 : Henriette de Belle ; — *lire* : de Belleau. — Sont « absous de l'heresie », à Clécy, les 19 et 21 déc. 1685 : Jacob Fortin, écuyer, sieur de Saint-Martin, de la paroisse du Vey ; Abraham de Henault, écuyer, sieur de Cantelou, et « danime Henriette de Belleau, son epouze ». (Arch. de Clécy, à ces dates).
- P. 98, ligne 24 : lui-même, Il dut ; — *lire* : lui-même. Il dut.
- P. 163, note 6 : (Le P. Le Tellier, né) en 1648 ; — *lire* : en 1643.
- P. 168, note 4. — C'est Mathieu Bochart, d'Alençon, et non Samuel Bochart, de Caen, qui est poursuivi, en 1657, pour un livre sur les saints.
- P. 196, note 6, ligne 2 : Sainte-Mère-Eglisc ; — *lire* : Sainte-Mère Eglise.
- P. 201, notes, ligne 2 : rétablir le chiffre 2 de la note.
- P. 206, ligne 6 : C'est à Saint-Waast ; — *lire* : Saint-Vaast.
- P. 209, ligne 13 (addition). Le 11 nov. 1685, le « prêche » de Trévières fut vendu 300 livres, au profit des hôpitaux de Bayeux. (Arch. Calv. H. Suppl. 1126).
- P. 215, note 7 : *effacer de à la fin de la ligne 3*.
- P. 217, ligne 16 (additions) : Abjurent : à Flers, du 1^{er} au 24 nov. 1685, environ 40 réformés de la paroisse, appartenant aux familles de Fourré, Gosselin, Hébert, Hélix, Sebire, etc. ; — à Saint Denis-de-Méré, les 20 nov. et 3 déc. 1685 : Gervais de (ou du) Prépetit, sieur des Bordeaux, et Jeanne Halbout, sa femme ; Abraham de

Prépetit, sieur des Morieux ; Jacques, Anne et Marguerite de Prépetit. (Arch. de Flers et de Saint-Denis de-Méré, 1685).

P. 226, note 1 : Genêts ; — *lire* : Genest.

P. 248, ligne 6 : Louit XIV ; — *lire* : Louis XIV.

P. 335, ligne 31 : *Caen et Saint-Lô* ; — *lire* : Caen et Saint Lô.

P. 369, ligne 7 : *supprimer la parenthèse*.

P. 380, note 3, ligne 3 : A.Caen ; — *lire* : A Caen.

P. 386, ligne 3 : « Caux adressèrent vocation » ; — *lire* : Caux « adressèrent vocation ».

P. 391, ligne 21 : à 1762 ; — *lire* : à 1760.

P. 459, ligne 26 : sur lequel ; *c'est le texte du manuscrit* (reg. du Cons.) ;
lire : lesquels.

P. 478, ligne 10 : 1602-162 ; — *lire* : 1602 1627.

P. 501, ligne 3 (Colloque de 1745) : *ajouter* à la liste des délégués : Pour l'église de Condé : Jean Delivet, Gervais Binard, Abraham Delivet, Gervais Brisset, tous anciens.

— Sur la carte, à la fin du volume :

1° *Souligner* d'un trait rouge Saint-Lô.

2° *Rectifier* l'emplacement de Condé-s.-N., qui est situé rive gauche, et non rive droite du Noireau.

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE LIEUX ET DE PERSONNES

(TEXTE ET NOTES)

A

NOMS DE LIEUX

(*De la Basse-Normandie seulement*) ¹

Acqueville, c. de Thury-Harcourt , 63, 509 (2).	Anneville-sur-Mer. c. de Lessay , arr. de COUTANCES, 227.
Agneaux, c. de SAINT-LO, xxi, xxvii.	Ardennes, h. de Saint-Germain-la- Blanche-Herbe, 178, 454, 456.
Agy, c. de BAYEUX, 62.	Arganchy, c. de BAYEUX, 22.
Aiguerville, c. de Trévières , 22, 62, 68, 217, 266, 299, 321, 361, 370.	Argences, c. de Troarn , 22, 63.
Allemagne, c. Est de CAEN, xxi, xxxv.	Argouges-sur-Mosles, h. de Russy, 68.
Amblie, c. de Creully , 25 62.	Asnelles, c. de Ryes , 22.
Anguerny, <i>id.</i> , 22, 25, 62, 93, 240, 370.	Asnières, c. d' Isigny , 370.
Anisy, <i>id.</i> , 22.	Athis , arr. de DOMFRONT, iii, vi, viii, xiv, xxi, 60, 63, 110, 159, 169, 198, 217, 219, 232, 238, 241, 246, 269, 289, 297, 330, 336 à 338, 341, 345, 346, 349, 358, 366, 369, 372, 381, 382, 386, 389, 405, 411, 426 à
Anneville-en-Saire, c. de Quette- hou , 23, 208, 275.	

¹ Les *hameaux* renvoient aux communes, les communes aux **cantons**, les **cantons** aux ARRONDISSEMENTS. — Voir aussi la carte.

² Les chiffres renvoient aux pages.

- 428, 437, 438, 456, 457, 480, 489, 492, 493, 500, 504, 507, 509, 512, 514.
- Aubusson, c. de **Flers**, 63, 386.
- Audrieu, c. de **Tilly-sur-Seulles**, 22, 62, 370.
- Aunay**, c. de **VIRE**, 230, 269.
- Authie, c. de **Tilly**, 22.
- Avenay, c. d'**Evrecy**, xxi, xxxv, 22.
- AVRANCHES**, iii, xxix, xxxiii, 23, 33, 64, 97, 193, 202, 207, 226, 240, 252, 254, 263, 278, 293, 443, 492.
- Baleine (La), c. de **Gavray**, 218.
- Balleroy**, arr. de **BAYEUX**.
- Banville, c. de **Ryes**, 23, 62.
- Barbery, c. de **Bretteville-sur-Laize**, 158.
- Barbeville, c. de **BAYEUX**, 68.
- Barfleur, c. de **Quettehou**, 23.
- Baron, c. d'**Evrecy**, xxi, xxxiv, 265, 370.
- Barre de Semilly (La), c. de **SAINT-LO**, 22.
- Basly, c. de **Créully**, 22, 25, 23, 54, 59 à 62, 66, 67, 69, 72 à 79, 82, 83, 88, 93, 96, 144, 147, 159, 171, 173, 174, 176, 190, 194, 195, 198, 206, 209, 210, 217, 219, 230, 240, 265, 273, 349, 358, 369, 370, 430, 481, 508.
- Bavent, c. de **Troarn**, 22, 178.
- BAYEUX**, iii, vi, vii, ix, xiv, xv, xviii, xx, xxii, xxiv, xxv, i, xxx, xxxi, xxxiv, xxxvi, 5, 21 à 23, 26, 62, 68, 69, 95, 96, 101, 110, 114, 147, 157, 158, 175, 188, 194, 206, 210, 211, 215, 216, 218, 226, 230, 232, 236, 237, 241, 245, 247, 254, 260, 263, 276, 283, 286, 291, 298, 367, 409, 443, 494, 508, 517.
- Bazenville, c. de **Ryes**, 68.
- Bazoge (La), c. de **Juigny**, arr. de **MORTAIN**, 254.
- Bazoque (La), c. de **Balleroy**, 62, 210.
- Beaumont**, h. d'Englesqueville, 60, 62.
- Bellengreville, c. de **Bourguébus**, 63.
- Beneauville**, h. de Chicheboville, 450.
- Bény-sur-Mer, c. de **Créully**, 22, 25, 61, 437.
- Bérigny, c. de **Saint-Clair**, 22.
- Berjou, c. d'**Athis**, viii, 22, 63, 253, 269, 289, 297, 356, 358, 359, 369, 384, 386, 432, 507.
- Bernesq, c. de **Trévières**, 22, 62.
- Bernières-sur-Mer, c. de **Douvres**, xxi, 4, 5, 22, 24, 60, 61, 65, 66, 72, 75, 82, 99, 117, 147, 173, 176, 198, 202, 208, 207, 209, 210, 217, 229, 232, 236, 246, 248, 369, 411, 422, 430, 508.
- Berville, c. de **Saint-Pierre-sur-Dives**, 63.
- Beuville, c. de **Douvres**, xxi, 22, 61, 178, 217, 265, 355, 356, 362, 365, 369, 380, 430, 449, 457, 464, 480.
- Biéville, *id.*, xxxv, 68, 93, 217, 265, 280, 477.
- Blainville, *id.*, 99, 357.
- Blainville, c. de **Saint-Malo-de-la-Lande**, arr. de **COUTANCES**, xxi.
- Bougy, c. d'**Evrecy**, 22, 236.
- Boulon, c. de **Bretteville-sur-Laize**, xxi, 93.
- Bourguébus-la-Hogue**, arr. de **CAEN**, 22, 63, 216, 265, 345, 370, 376.
- Bray-la-Campagne, c. de **Bretteville**, 22, 63, 453.
- Bréhal**, arr. de **COUTANCES**, 279.
- Bretteville-l'Orgueilleuse, c. de **Tilly**, 22.
- Bretteville-sur-Ay, c. de **Lessay**, arr. de **COUTANCES**, 23.
- Bretteville-sur-Dives, c. de **Saint-Pierre-sur-Dives**, 63.
- Bretteville-sur-Laize**, arr. de **FALAISE**, 22, 63, 237.
- Bretteville-sur-Odon, c. Ouest de **CAEN**, 450.
- Breuil (Le), c. de **Trévières**, 68.
- Bricquebec**, arr. de **VALOGNES**, 23.

- Bricqueville-sur-Mer, c. de **Bréhal**,
xxi, 64, 508.
- Brix, c. de **VALOGNES**, 23.
- CAEN, II, III, V à XXXVII, 3 à 13, 15
à 28, 30 à 32, 36, 40 à 54, 60, 61,
64 à 76, 78 à 83, 86 à 93, 95 à 121,
126, 128 à 130, 133 à 135, 138, 140
à 151, 156, 158, 161 à 166, 170 à
172, 176 à 179, 181, 182, 184 à
188, 190 à 195, 198 à 222, 225 à
230, 232, 234 à 242, 245 à 251,
253 à 265, 267 à 298, 303 à 312,
315 à 327, 330 à 336, 338 à 342,
344 à 358, 360 à 380, 382, 383,
388, 389, 392, 400 à 404, 407 à
418, 420 à 423, 425, 426, 429 à
445, 448 à 468, 476 à 480, 483 à
496, 507, 508, 517, 518.
- Cagny, c. de **Troarn**, 22, 93.
- Cahagnolles, c. de **Balleroy**, 22,
94, 283.
- Cainet, h. du **Fresne-Camilly**, 273,
358.
- Cairon, c. de **Creully**, 22, 163,
356, 370.
- Caligny, c. de **Flers**, 63, 110, 253,
257, 358, 386.
- Cambe (La), c. d'**Isigny**, 22, 62,
92, 94, 351, 359, 370.
- Cambernon, c. de **COUTANCES**,
xxi, 64, 91, 227, 255, 276, 369,
412, 495.
- Cametours, c. de **Cerisy-la-Salle**,
xxi.
- Camilly, h. du **Fresne-Camilly**, xxi,
62.
- Campigny, c. de **Balleroy**, 22, 23,
62, 68.
- Camprond, c. de **Saint-Sauveur-
Lendelin**, xxi.
- Canisy, arr. de **SAINT-LO**, 22, 40,
473.
- Canon, c. de **Mézidon**, arr. de
LISIEUX, 364, 370, 400.
- Carantilly, c. de **Marigny**, xxi, 22,
64, 278.
- Carcagny, c. de **Tilly-sur-Seulles**,
22.
- Cardonville, c. d'**Isigny**, 22, 62.
- Carentan, arr. de **SAINT-LO**, III,
xv, xxii, xxxiv, 5, 7, 16, 22 à 24,
28, 32, 60, 64, 66, 81, 100, 176,
186, 195, 196, 210, 211, 218, 219,
254, 400, 443, 508.
- Carneille (La), c. d'**Athis**, 22, 63, 163.
- Carpiquet, c. de **Tilly**, 22, 93.
- Castilly, c. d'**Isigny**, 22, 62.
- Cenilly. (*Voir* **Saint-Martin de**)
- Cérences, c. de **Bréhal**, xxi, 64.
- Cerisy (Belle-Etoile), c. de **Flers**,
6, 63, 110.
- Cerisy-la-Salle**, arr. de **COUTAN-
CES**, VII, xxi, 64, 72, 76, 92, 94,
104, 109, 174, 186, 196 à 198, 206,
210, 227, 238, 255, 369, 391.
- Champcervon, c. de **La Haye-Pes-
nel**, arr. d'**AVRANCHES**, 272.
- Chanteloup, c. de **Bréhal**, xxi, 279,
287, 412, 425.
- Chapelle-Enjuger (La), c. de **Mari-
gny**, 23.
- Chasseguay, c. de **Juvigny**, arr. de
MORTAIN, 64, 254, 508.
- Chaulieu, c. de **Sourdeval**, *id.*, 100.
- Chefresne (Le), c. de **Percy**, xxi,
64, 67, 68, 105, 169, 176, 194, 203,
206, 207, 210, 238, 296, 335, 336,
349, 353, 360, 369, 376, 391, 406,
409, 412, 419, 427, 428, 433, 445,
446, 457, 474, 480, 508, 515.
- CHERBOURG**, 33, 245, 443, 480.
- Cheux, c. de **Tilly**, 22.
- Chéreville, c. de **Saint-Hilaire-
du-Harcouët**, arr. de **MORTAIN**,
99, 252.
- Chicheboville, c. de **Bourguébus**,
xxi, xxxv, 22.
- Cintheaux, c. de **Bretteville**, 406.
- Clécy, c. de **Thury-Harcourt**, 93
à 95, 367, 517.
- Colleville, c. de **Douvres**, xxxiv,
246, 272.
- Colombelles c. de **Troarn**, 22, 370.
- Colombières, c. de **Trévières**,
xxxvi, 60, 62, 67, 68, 81, 173, 194,
285, 298, 508.

- Colomby-sur-Thaon, c. de **Creully**,
xxi, xxxiv, 22, 93, 370.
- Condé-sur-Ifs, c. de **Bretteville**, 63.
- Condé-sur-Noireau**, arr. de VIRE,
iii, v, vi, vii, viii, xiv, xxi, xxxvi,
5, 30, 38, 50, 53, 54, 60, 63, 71, 73,
88, 110, 148, 163, 171, 173, 174,
191, 194, 195, 198, 209, 217, 237 à
239, 253, 254, 269, 286, 289, 293,
296, 305, 306, 324, 330, 332, 335,
336, 343, 352, 355, 356, 358, 359,
366, 367, 369, 372, 381, 382, 386,
399, 411, 420, 423 à 429, 431, 437,
440, 443 à 446, 452, 456 à 460, 462,
463, 474, 480, 482, 504, 507 à 509,
512, 514, 518.
- Conteville, c. de **Bourguébus**, 63.
- Contrières, c. de **Montmartin**, xxi.
- Cormelles, c. Est de CAEN, 147, 162.
- Cormeray, c. de **Pontorson**, 33, 64,
66, 87, 169, 173, 198, 202, 207,
210, 250, 346.
- Cormolain, c. de **Caumont**, arr. de
BAYEUX, 22, 62.
- Cottun, c. de BAYEUX, 22, 23, 62, 68.
- Coulombs, c. de **Creully**, 178,
335, 370, 494.
- Courseulles, *id.*, xxi, xxxiv, 22, 25,
61, 265, 273, 360, 369, 375, 430,
449, 457, 461, 480, 507.
- COUTANCES, iii, vi, vii, xiii, xviii,
xx, xxi, xxxi, xxxiii, xxxiv, 4, 23,
51, 52, 54, 64, 89, 109, 172, 176,
186, 203, 206, 226 à 228, 241, 247,
253, 254, 263, 275, 292, 369, 443,
450.
- Couterne, c. de **La Ferté-Macé**,
arr. de DOMFRONT, 93, 217, 370,
388, 476, 477.
- Couvains, c. de **Saint-Clair**, 22, 64,
370.
- Crépon, c. de **Ryes**, 62.
- Cresserons, c. de **Douvres**, xxi, 22,
25, 62, 93, 206, 237, 265, 369, 370,
430, 461, 480.
- Creully**, arr. de CAEN, 22, 248.
- Cricqueville (ou Criqueville), arr.
d'**Isigny**, 22, 60, 62, 173, 194.
- Crocry, c. de **Morteaux-Coulibœuf**,
arr. de FALAISE, 340.
- Crouay, c. de **Trévières**, 68.
- Cully, c. de **Creully**, 22, 158, 358,
370.
- Cussy, c. de BAYEUX, 22.
- Cuerville, c. de **Troarn**, 158, 370.
- Dangy, c. de **Canisy**, xxi, 64.
- Délivrande (La)* (v. Douvres).
- Démouville, c. de **Troarn**, 25.
- Deux-Jumeaux, c. d'**Isigny**, 217,
219, 355, 370.
- DOMFRONT, xxix, 34.
- Donville, c. de **Granville**, xxi.
- Douvres-la-Délivrande**, arr. de
CAEN, 22, 62, 158, 236, 265, 293,
356, 398, 417.
- Ducé** (ou **Ducey**), arr. d'AVRAN-
CHES, xxiii, 6, 33, 64, 66, 72, 113,
174, 175, 198, 209, 254, 508.
- Ecajeul, c. de **Mézidon**, arr. de
LISIEUX, 22.
- Ecrammeville, c. de **Trévières**, 114.
- Englesqueville, c. d'**Isigny**, 22, 62.
- Epron, c. Est de CAEN, 336.
- Eraines, c. Sud de FALAISE, 63.
- Ernes, c. de **Morteaux-Coulibœuf**,
arr. de FALAISE, 22.
- Escures, *id.*, 22.
- Esquay-sur-Seulles, c. de **Ryes**, 62.
- Essarts (Les)*, h. de La Bazouque, ix,
31, 60, 62, 87, 169, 173, 194, 210,
508.
- Estreham (ou Etreham), c. de **Tré-
vières**, xxii, 207.
- Evrecy**, arr. de CAEN, 22, 279.
- FALAISE, iii, vi, xxi, xxx, xxxi,
xxxiii, xxxvi, 5, 12, 21, 22, 33, 55,
60, 63, 68, 94, 96, 102, 111, 136,
175, 198, 206, 218, 232, 237, 241,
255, 340, 466, 477, 508, 509.
- Favières, h. d'Escures-sur-Favières,
63, 370, 477.
- Feuguerolles-sur-Orne, c. d'**Evrecy**,
22.
- Fierville-la Campagne, c. de **Bret-
teville**, 63.
- Flers** arr. de DOMFRONT, iii, vi, vii,

- xiv, 30, 38, 53, 63, 93, 110, 151, 152, 279, 293, 299, 305, 357 à 359, 365, 498, 517, 518.
- Fontaine-Eloupefour, c. d'**Evrecy**, xxxv, 22.
- Fontenai (ou Fontenay), c. de **MOR-TAIN**, 7, 64, 72, 198, 508.
- Fontenay le-Marmion, c. de **Bourguébus**, 22.
- Fontenay-le-Pesnel, c. de **Tilly**, xx.
- Formigny, c. de **Trévières**, 22.
- Foucarville, c. de **Sainte-Mère-Eglise**, 23.
- Frénouville, c. de **Bourguébus**, 22.
- Fresne (Fresnes ou Frènes), c. de **Tinchebray**, vi, 30, 53, 63, 66, 74, 93, 110, 191, 194, 209, 217, 253, 257, 269, 289, 343, 357, 358, 363, 366 à 369, 372, 381, 382, 386, 422, 426, 428, 441, 456, 457, 477, 480, 499, 501, 504, 507, 509, 512, 514.
- Fresne-Camilly (Le), c. de **Creully**, 22, 53, 273, 357, 369, 430, 461, 480, 507.
- Fresney-le-Puceux, c. de **Bretteville**, 22.
- Fresney-le-Vieux (ou le Crotteur), *id.*, 22.
- Fresville, c. de **Montebourg**, 23.
- Galonnière* (La), h. de Neuville, c. de **VIRE**, 50.
- Gauteraye* (La), h. de Ronfeugerai, 60, 198.
- Gavray**, arr. de **COUTANCES**, 5, 64, 67 à 69, 176, 186, 195, 198, 203, 206, 210, 227, 286, 508.
- Géfosse (ou Geffosse, ou Geffosses-Fontenay), c. d'**Isigny**, vii, 22, 23, 60, 62, 68, 69, 75, 134, 135, 173, 194, 207, 210, 211, 230, 266, 276, 283, 320, 370, 508.
- Glatigny, c. de **La Haye-du-Puits**, 6, 64, 174, 196 à 198, 206, 207, 210, 218, 283.
- Gouberville, c. de **Saint - Pierre-Eglise**, xvii.
- Gourfaleur, c. de **Canisy**, 22.
- Gouvets, c. de **Tessy**, 422.
- Grainville-sur-Odon, c. de **Tilly**, 22, 62, 370.
- Grandcamp, c. d'**Isigny**, 22.
- Granville**, arr. d'**AVRANCHES**, iii, 425.
- Groucy*, h. d'Hebecrevon, xxi, 5, 6, 20, 24, 31, 50, 64, 173, 176, 186, 194, 199, 508.
- Guibray*, faub. de **FALAISE**, xxii, 63, 75.
- Hambye, c. de **Gavray**, xxi, 64.
- Harcourt** (v. **Thury**).
- Hautteville-la Guichard, c. de **Saint-Sauveur-Lendelin**, 22, 64.
- Haye** ou **Haie-du-Puits** (La), arr. de **COUTANCES**, 6, 7, 23, 47, 49, 64, 66, 70, 71, 508.
- Hebecrevon, c. de **Marigny**, 22, 299, 305, 370, 406, 413.
- Herenguerville, c. de **Montmartin**, xxi, 23.
- Hermonville*, h. d'Hiéville, 63.
- Hérouville, c. Est de **CAEN**, 370.
- Hérouvillette, c. de **Troarn**, 22.
- Hiesville, c. de **Ste-Mère-Eglise**, 23.
- Hiéville, c. de **Saint-Pierre-sur-Dives**, 63.
- Hocquigny, c. de **La Haye-Pesnel**, arr. d'**AVRANCHES**, xxi.
- Hommet d'Arthenay (Le), c. de **Saint-Jean-de-Daye**, arr. de **SAINT-LO**, 64.
- Hubert-Folie, c. de **Bourguébus**, 22.
- Hyenville, c. de **Montmartin**, xxi.
- Iffs-sur-Laizon*, h. de Condé-sur-Iffs, 370, 388, 477.
- Iles* (Les), h. de Saint-Germain-du-Crioult, 30, 174, 209.
- Isigny**, arr. de **BAYEUX**, 22, 47, 49, 68, 95.
- Juvigny, c. de **Tilly**, 47.
- Landes, c. de **Villers-Bocage**, 308.
- Landisacq, c. de **Flers**, 63, 317.
- Langrune, c. de **Douvres**, 338.
- Lantheuil, c. de **Creully**, 273.

- Lasson, *id.*, xxi, 4, 5, 22, 25, 69, 173.
- Lengronne, c. de **Gavray**, 54.
- Lion-sur-Mer, c. de **Douvres**, xxi, 22, 74, 93, 230, 338, 369, 371.
- Lison, c. d'**Isigny**, 22.
- Littry, c. de **Balleroy**, 62.
- Longueville, c. d'**Isigny**, 68, 94, 207.
- Loreur (Le), c. de **Bréhal**, xxi.
- Lozey (Le), c. de **Saint-Sauveur-Lendelin**, xxi, 22, 64.
- Louvetière (La), h. de **Condé-sur-Noireau**, 427, 514.
- Luc-sur-Mer, c. de **Douvres**, 22, 265.
- Magny, c. de **Ryes**, 260, 297.
- Magny-la-Campagne, c. de **Bretteville**, 63, 276.
- Maisons, c. de **Trévières**, 22.
- Maisy, c. d'**Isigny**, 62, 207, 217, 283.
- Maizet, c. d'**Evrecy**, 272, 360.
- Maizières, c. de **Bretteville**, iii, xxi, 22, 63, 94, 175, 509.
- Mancellière (La), c. de **Canisy**, 22.
- Mandeville, c. de **Trévières**, 325, 370.
- Manneville, h. de Lantheuil, xxi.
- Marcelet, h. de Saint-Manvieu, 118, 191, 370.
- Marigny, arr. de SAINT-LO, xxi, 22, 64, 370, 407.
- Marteauville, h. d'Orglandes, 23.
- Martigny, c. N. de FALAISE, 63.
- Martragny, c. de **Creully**, 93.
- Mathieu, c. de **Douvres**, 22 à 24, 440.
- Meauffe (La), c. de **Saint-Clair**, 93.
- Mesnil-Amey (Le), c. de **Marigny**, 23.
- Mesnil-au-Grain (Le), c. de **Villers-Bocage**, 272.
- Mesnil-au-Val (Le), c. d'**Octeville**, arr. de CHERBOURG, xvii.
- Mesnil-Garnier (Le), c. de **Gavray**, xxi.
- Mesnil-Hubert-sur-Orne, c. d'**Athis**, 63, 386, 404.
- Mesnil-Patry (Le), c. de **Tilly**, 22.
- Mesnil-Rouxelin (Le), c. de SAINT-LO, 23.
- Mesnil-Tôve (Le), c. de **Juvigny**, arr. de MORTAIN, 193.
- Mestry, c. d'**Isigny**, 62.
- Milly, c. de **St-Hilaire-du-Harcouët**, arr. de MORTAIN, 254.
- Moidrey, c. de **Pontorson**, 278.
- Molay (Le), c. de **Balleroy**, 62.
- Mondeville, c. Est de CAEN, 22.
- Mondrainville, c. de **Tilly**, 22, 62.
- Montabot, c. de **Percy**, xxi, 64, 279, 296, 349, 369, 391, 422, 427, 428, 445, 446, 515.
- Montaigu-les-Bois, c. de **Gavray**, xxi.
- Montbray, c. de **Percy**, 64.
- Montcuit, c. de **St-Sauveur-Lendelin**, xxi.
- Montebourg, arr. de VALOGNES, 108.
- Montfarville, c. de **Quettehou**, 23, 50, 508.
- Montiquet, c. de **Balleroy**, 22.
- Montilly, c. de **Flers**, 63, 269, 358, 365, 369, 386, 423, 437, 440, 446, 480, 507.
- Montmartin-sur-Mer, arr. de COUTANCES, xxi, xxix.
- Montpinchon, c. de **Cerisy-la-Salle**, xx, xxi.
- Montsecré, c. de **Tinchebray**, 63, 93, 110, 191, 227, 257, 279, 386.
- MORTAIN, iii, 23, 33, 103, 254, 255, 258, 292, 366, 453.
- Morville, c. de **Bricquebec**, 23, 210.
- Mosles, c. de **Trévières**, 22, 68.
- Moulines, c. de **Bretteville**, iii, 63, 69, 210, 509.
- Moyon, c. de **Tessy**, xxi, 76.
- Mutrécy, c. de **Bretteville**, 22, 309.
- Neuville-sous-Port, h. de Huppain, c. de **Trévières**, 50.
- Noron, c. de **Balleroy**, 22.

- Noyers, c. de **Villers-Bocage**, **XXI**, 22, 62, 93, 210, 269, 370.
- Orglandes, c. de **Saint-Sauveur-le-Vicomte**, 23.
- Orval, c. de **Montmartin**, **XXII**, 370.
- Osmanville, c. d'**Isigny**, 62, 229.
- Oubeaux (Les), c. d'**Isigny**, 68, 94.
- Ouilly-le-Tesson, c. de **Bretteville**, 22.
- Ouistreham, c. de **Douvres**, 32, 193, 246, 248.
- Percy**, arr. de SAINT-LO, **XXII**, 64, 276, 358.
- Périers**, arr. de COUTANCES, **III**, 23, 277, 315.
- Périers, c. de **Douvres**, **XXI**, 22, 184, 210, 277, 366, 369, 430, 449, 461, 480.
- Pernelle (La), c. de **Quettehou**, 23, 108, 282.
- Planquery, c. de **Balleroy**, 22, 453.
- Plumetot, c. de **Douvres**, 22, 62, 210, 369.
- Pontorson**, arr. d'AVRANCHES, **XXXIII**, **XXXVI**, 6, 7, 32, 33, 64, 71, 87, 210, 238, 254, 508.
- Proussy, c. de **Condé-sur-Noireau**, 5, 30, 93, 217.
- Putot-en-Bessin, c. de **Tilly**, 22, 99, 283, 364, 369, 430.
- Quettehou**, arr. de VALOGNES, 23.
- Quettreville, c. de **Montmartin**, **XXII**.
- Rampan, c. de SAINT-LO, 22.
- Ranville, c. de **Troarn**, **XXI**.
- Regnéville, c. de **Montmartin**, 47.
- Reviars, c. de **Creully**, 22.
- Rocquancourt, c. de **Bourguébus**, 22.
- Roncey, c. de **Cerisy-la-Salle**, **XXII**.
- Ronfeugeraï (ou Ronfeugeraï), c. d'**Athis**, 22, 60, 63, 217.
- Rosel, c. de **Creully**, 22, 370.
- Rots, c. de **Tilly**, 22.
- Rubercy, c. de **Trévières**, 22, 68, 476.
- Russy, *id.*, **XXII**.
- Ryes**, arr. de BAYEUX, 22.
- Saint-Aignan-de-Cramesnil, c. de **Bourguébus**, 22, 63, 93, 94, 216, 219, 272, 276, 356, 499.
- Saint-André-Fontenay, c. de **Bourguébus**, 22.
- Saint-Barthélemy, c. de MORTAIN, 332.
- Saint-Clair**, arr. de SAINT-LO.
- Saint-Clément*, h. d'Osmanville, **XXII**, 62.
- Saint-Contest, c. Est de CAEN, 22.
- Saint-Côme-Damien (ou du Mont), c. de **Carentan**, 89.
- Saint-Denis-de-Méré, c. de **Condé-sur-Noireau**, 358, 365, 517, 518.
- Saint-Denis-le-Gast, c. de **Gavray**, **XXI**, 208, 255, 275, 299, 320, 369, 382, 407, 409, 412, 445.
- Saint-Denis-le-Vêtu, c. de **Cerisy-la-Salle**, **XXI**.
- Saint-Ebremond-de-Bonfossé, c. de **Canisy**, 22, 370.
- Saint-Gabriel, c. de **Creully**, 22, 161, 162, 219.
- Saint-Georges-des-Groseillers, c. de **Flers**, 63, 382, 386.
- Saint-Georges-Montcoq, c. de SAINT-LO, 23.
- Saint-Germain-du-Crioult, c. de **Condé**, 195, 386.
- Saint-Germain-la-Blanche-Herbe, c. Ouest de CAEN, 356, 454.
- Saint Germain-sur-Ay, c. de **Lessay**, arr. de COUTANCES, 23.
- Saint-Laurent-sur-Mer, c. de **Trévières**, 22.
- SAINT-LO, **III**, v à VIII, **XIII**, **XVII**, **XIX** à **XXI**, **XXIII** à **XXV**, **XXVIII** à **XXXI**, **XXXIV**, 5, 6, 21, 24, 28, 31, 36, 40, 49, 50, 52 à 54, 61, 64, 67 à 71, 78, 80, 83, 88, 89, 93, 94, 99, 100, 102, 105, 108, 111, 157, 158, 163 à 166, 169, 171 à 173, 184, 186, 188, 192 à 194, 198, 203, 205 à 207, 209, 210, 212, 214, 218, 226, 227, 230, 232, 237, 240, 241, 251, 254, 257, 269, 276, 278, 279, 282, 283, 287, 293, 296, 304 à 307, 311, 312,

- 314, 323, 325 à 327, 331 à 333, 335, 336, 338, 341, 344 à 346, 348, 349, 351, 361, 362, 369, 371, 404, 406, 407, 409, 411, 413, 417, 419 à 421, 443, 454, 455, 466 à 469, 473 à 475, 478, 480, 493, 495, 508, 518.
- Saint-Manvieu, c. de **Tilly**, 92, 370, 439, 440.
- Saint-Marcouf, c. de **Montebourg**, 23, 92, 94, 218.
- Saint-Martin-de-Blagny, c. de **Balleroy**, 22, 62, 230.
- Saint-Martin-de-Bonfossé, c. de **Canisy**, **xxi**.
- Saint-Martin-de-Cenilly, c. de **Cerisy-la-Salle**, **xii**, 64, 279.
- Saint Martin-de-Fontenay, c. de **Bourguébus**, 22.
- Saint-Nicolas-de-Pierrepont, c. de **La Haye-du-Puits**, 23.
- Saint-Pierre-d'Entremont, c. de **Tinchebray**, 63, 110, 258.
- Saint-Pierre-du-Mont, c. d'**Isigny**, 207, 414.
- Saint-Pierre-du Regard, c. d'**Athis**, 54, 307, 359, 423, 498.
- Saint-Pierre-Eglise**, arr. de **CHERBOURG**, 16.
- Saint-Pierre-sur-Dives**, arr. de **LISIEUX**, **iii**, 22, 59, 63, 74, 78, 86, 87, 94, 133, 169, 175, 190, 191, 194, 198, 238, 454, 481, 482, 509.
- Saint-Planchers, arr. de **Granville**, **xii**.
- Saint-Quentin-les- (ou des) Char-donnets, c. de **Tinchebray**, 63.
- Saint-Rémy-des-Landes, c. de **La Haye-du-Puits**, 23.
- Saint-Romphaire, c. de **Canisy**, **xii**, 23.
- Saint Samson-de-Bonfossé, *id.*, **xii**, 22.
- Saint-Sauveur-Lendelin**, arr. de **COUTANCES**, **iii**, **vii**, 266.
- Saint-Sauveur-le-Vicomte**, arr. de **VALOGNES**, **iii**, 23, 314, 404.
- Saint-Sylvain, c. de **Bretteville**, **xxi**, 4, 22, 63, 68 à 70, 74, 82, 87, 93, 94, 99, 105, 133, 152, 198, 207, 210, 232, 237, 266, 509.
- Saint-Symphorien, c. de **La Haye-du-Puits**, 23.
- Saint-Ursin, c. de **La Haye-Pesnel**, arr. d'**AVRANCHES**, **xxii**.
- Saint-Vaast, c. de **Tilly**, **xxi**, 4, 22, 62, 66, 68 à 70, 74, 75, 81, 93, 198, 205, 206, 209, 210, 230, 232, 508, 517.
- Saint-Vaast- (ou Saint-Waast) la-Hougue, c. de **Quettehou**, 23, 60, 62, 108.
- Saint-Vigor-le-Grand, c. de **BAYEUX**, 22.
- Sainte-Croix-Grand-Tonne, c. de **Tilly**, 22.
- Sainte-Croix-sur-Mer, c. de **Ryes**, 370.
- Sainte-Honorine-des-Pertes, c. de **Trévières**, 226.
- Sainte-Honorine-du-Fay, c. d'**Evrecy**, **xxi**.
- Sainte-Honorine-la-Chardonne, c. d'**Athis**, 54, 60, 63, 194, 253, 297, 335, 358, 365, 366, 368, 369, 372, 375, 381, 382, 386, 426 à 428, 432, 437, 438, 456, 457, 480, 493, 494, 500, 507, 512, 514.
- Sainte-Marie-du-Mont, c. de **Sainte-Mère-Eglise**, **xxi**, **xxxiv**, 8, 23, 24, 37, 38.
- Sainte-Mère-Eglise**, arr. de **VALOGNES**, **vi**, 5, 6, 16, 23, 24, 60, 64, 68 à 70, 91, 150, 173, 194 à 196, 210, 211, 230, 232, 293, 508, 517.
- Sainte-Suzanne-sur-Vire, c. de **SAINT-LO**, 22.
- Sallen, c. de **Caumont**, arr. de **BAYEUX**, 453.
- Sallenelles, c. de **Troarn**, 226, 228, 276.
- Saon, c. de **Trévières**, 22.
- Saussey, c. de **COUTANCES**, **xxii**.
- Savigny, c. de **Cerisy-la-Salle**, **xii**, 64, 186, 218, 255.
- Secqueville-en-Bessin, c. de **Creully**, **xxxv**, 370.

- Soliers, c. de **Bourguébus**, 22, 272, 370.
- Sommervieu, c. de **Ryes**, 401.
- Sottévast, c. de **Bricquebec**, 23, 92, 232.
- Sourdeval**, arr. de MORTAIN, 208.
- Surraïn, c. de **Trévières**, 22, 68, 69.
- Taillebois, c. d'**Athis**, 22, 63, 355, 386.
- Tessy-sur-Vire**, arr. de SAINT-LO, xxii, 94, 296.
- Thiéville, c. de **Saint-Pierre-sur-Dives**, 63.
- Thury-Harcourt**, arr. de FALAISE, vi, vii, 22, 33, 50, 174.
- Tilly-sur-Seulles**, arr. de CAEN, xxi, 22, 62, 206, 402.
- Tinchebray**, arr. de DOMFRONT, iii, vi, xiii, 63, 110, 293, 366 à 369, 372, 386, 422, 445.
- Torigny** (ou Thorigny), arr. de SAINT-LO, iii, 210, 260, 286, 365.
- Touffréville (ou Touffréville), c. de **Troarn**, 22.
- Tour, c. de **Trévières**, 22, 62.
- Tourailles (Les), c. d'**Athis**, 34.
- Tournebu, c. de **Thury-Harcourt**, 22.
- Tourville, c. de **Saint-Malo-de-la-Lande**, arr. de COUTANCES, xxii.
- Tracy-sur-Mer, c. de **Ryes**, 22.
- Trelly, c. de **Montmartin**, xxii.
- Trévières**, arr. de BAYEUX, vii, 22, 60, 62, 67 à 69, 94, 94 à 96, 108, 110, 175 à 177, 198, 199, 207, 210, 254, 508, 517.
- Troarn**, arr. de CAEN, xxv.
- Troisgots, c. de **Tessy**, 296.
- Ussy, c. Nord de FALAISE, xxi.
- VALOGNES, iii, xxiv, 8, 22, 23, 32, 38, 40, 208, 212, 275, 443.
- Varenguebec, c. de **La Haye-du-Puits**, 286.
- Vaubadon, c. de **Balleroy**, 22, 62.
- Vaucelles, c. de BAYEUX, vii, ix, xxxvi, 22, 23, 26, 62, 68, 93, 95, 175, 188, 194, 210, 211.
- Vaussieu, h. de Vaux-sur-Seulles, c. de **Creully**, 23.
- Vendes, c. de **Tilly**, 62.
- Vendeuvre, c. de **Morteaux-Coulibœuf**, arr. de FALAISE, 22, 81, 136.
- Venoix, c. Ouest de CAEN, xxviii, xxxv, 22, 162.
- Verrières, h. de St-Martin-de-Fontenay, xxi, xxxv, 370.
- Verson, c. d'**Evrecy**, 22, 142.
- Vey (Le), c. de **Thury-Harcourt**, 95, 517.
- Veys (Les), c. de **Carentan**, xxii, 47, 60, 62, 83, 95, 135, 147, 173, 194, 508.
- Vicel (Le), c. de **Quettehou**, 23.
- Vierville, c. de **Trévières**, 62.
- Vieux, c. d'**Evrecy**, 260.
- Vieux-Fumé, c. de **Bretteville**, 22, 63, 216, 339, 353.
- Villedieu-les-Poêles**, arr. d'AVRANCHES, 105, 258.
- Villers-Ecage**, arr. de CAEN, 22, 92, 269.
- Villers-Canivet, c. N. de FALAISE, 22.
- Villiers-Fossard, c. de **Saint-Clair**, 23.
- VIRE, iii, vi, ix, xxiv, xxxi, 5, 23, 30, 50, 63, 69, 103, 111, 158, 194, 206, 218, 245, 253 à 255, 257, 258, 337, 404, 422, 440, 445, 453, 480, 508, 509.
- Vouilly, c. d'**Isigny**, 93.

B

NOMS DE PERSONNES ¹

- Abelin, 104.
 Adeline, 355, 359, 437.
 Agace (ou Agasse), 104, 251.
 Agneaux, et Aigneaux (d'), (*voir*
 Sainte-Marie-d'Agneaux).
 Aiguillon (le duc d'), 414.
 Alain, 28.
 Alexandre (le P.), 220.
 Allain (d'), 108, 193, 218.
 Allain d'Amonlaville (d'), 68, 94, 277.
 Allibert (d'), 238, 252.
 Allix, 276.
 Amelot (le min.), 307, 352.
 Amours (d'), 7, 218.
 Amyraut (le past.), 88, 112, 188.
 André (le P.), ix, xiii, 377 à 380,
 399.
 Angot, 104, 238, 253, 285.
 Anne, 500.
 Anne d'Autriche, 97, 150, 168.
 Anquetil, 279.
 Antherville (d'), 250.
 Archange (le P.), 40, 52, 53, 100,
 473, 474.
 Armand (le chapelain), 426, 431 à
 433, 458.
 Arthenay (le past. P. d'), 64, 205,
 478.
 Arthenay de la Hoguette (d'), 102.
 Artur, 110, 184, 362.
 Aubée, 351.
 Aubin, bailli de Condé, 423, 424.
 Aubraye, 335, 493.
 Aumont, 237.
 Aux-Epaules, de Sainte-Marie-du-
 Mont (Les), xxi, xxii, 8, 11, 16, 23,
 24, 32, 37.
 Azire, 110, 238, 268, 370, 372.
 Bacon, 237.
 Bacon de Précourt, 110, 226, 265,
 367, 370, 375, 376, 436, 439, 454.
 Badenhop, 284.
 Baillehache de Beaumont (de), past.
 de Caen, 31, 42, 76, 82, 95, 101, 478.
 Baillehache de Beaumont (de), past.
 des Veys, 95, 135, 147.
 Baillehache de Biéville (de), 68, 93,
 95, 217, 280, 477.
 Baillehache (*divers*), 91, 110, 141,
 178, 223, 370.
 Bain, 324.
 Barberie (ou Barberye) de Saint-
 Contest, 89, 100, 104, 110, 116,
 278.
 Barbeye de Saint-Contest (Fr.Dom.),
 intend. de Caen, 100, 479.
 Bardou (le curé), 144, 147.
 Baril, 102.
 Barillon de Morangis, intend. de
 Caen, 202, 207, 211, 214 à 217, 221,
 255, 256, 274, 479.
 Baron (de), 249.

¹ Nous limitons cette partie de l'*Index* aux xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles, et, quant aux noms, à ceux :

1° Des protestants de Basse-Normandie, de leurs parents ou alliés étrangers, et de tous les pasteurs dont il est question dans l'ouvrage ;

2° Des catholiques notables du pays (ecclésiastiques, etc.) ;

3° Des plus connus d'entre les autres personnages.

- Bary, 241.
 Basnage (le past. Ant.), 95, 211, 232, 364.
 Basnage (le past. Benjamin), 16, 28, 29, 37, 38, 49, 60, 66, 75, 89, 95, 112, 459, 466.
 Basnage (Henri), 50, 89, 93, 95, 364.
 Basnage (le past. Jacques), 95, 188, 229, 232, 234, 236, 244, 250, 485 à 487.
 Basnage de Flottemanville (le past. Samuel), 95, 188, 211, 232, 234 à 236, 250, 283.
 Basnage (*divers*), 218, 283, 364.
 Baudart (le past.), 478.
 Baudart (*divers*), 93, 96.
 Bayeux (le past. Ursin), xxxiv.
 Bayeux (le past. Pierre), 62, 96, 100, 230.
 Bayeux (le past. Samuel), 16, 96.
 Bayeux (*divers*), 96, 100, 102, 227, 229, 237, 240, 363.
 Bayle (Pierre), x, 37, 96, 121, 123, 129, 130, 134, 141, 146, 156, 169, 171, 188, 213, 222, 234 à 236, 259, 270, 272, 487.
 Bazin, intend. de Caen, 479.
 Bazin, 372.
 Bazire, 237, 238.
 Beaudenis de Montataire, 93.
 Beaufiles, 332.
 Beaufort (Louis de), 140, 467.
 Beaujour, 342, 366, 370, 430, 440.
 Beaulart de Maizet, xxix, 31, 73.
 Beaumer (la sœur), 326.
 Beaumont (le chevalier de), 338, 396, 397.
 Beaurepaire de Bordeaux (de), 69.
 Beauvoir (de), ambass., xxxv, xxxvi.
 Béchevel de la Motte Blagny, 68, 251.
 Bellamy, 306.
 Bellanger, 366.
 Bellanger (le past.), 428, 432, 433, 446, 515.
 Belle[au] (de), 94, 517.
 Bellefonds (*voir* Gigault de).
 Bellefontaine, 104, 110, 163, 247, 305, 493.
 Belot, 54.
 Bence (le past.), xxxiv.
 Bence, 110, 227.
 Benjamin (le past.), 55.
 Benoist (Elie), x, xv, 80, 111, 151, 155, 177, 179, 194, 197, 203.
 Béranger (de), 364.
 Beringhen (Ad. de), 70.
 Beringhen (dame de la Luzerne, née Marg. de), 277.
 Bernesent, 284.
 Bernières (de), 239, 348.
 Béron (de), 477.
 Berruyer (la sœur), 192.
 Berteau, 240.
 Berteville (Bertheville ou Bertreville), 27, 226.
 Berthelot (le prédicant), xxi.
 Bertin (le min.), 378, 404, 413 à 415, 417 à 420.
 Bertrand, 100, 218.
 Bérulle (le card. de), 52.
 Besnard, 406, 407.
 Besnard d'Amonlavielle, 90.
 Beuvron (H. d'Harcourt, marq. de), vii, 151, 214, 220, 226, 247, 269, 278.
 Beversluys (Suzanne de), 90, 96, 249, 287.
 Bèze (Th. de), xxiii, xxv.
 Béziers (abbé), x, xii, 475.
 Biard, 332.
 Biars (de), 241.
 Biéville (de), 282.
 Binard, 306, 307, 411, 518.
 Binet (le past. Benj.), 62, 195, 198, 202, 206, 208, 232, 236, 243, 481.
 Biron, 357, 360.
 Blagny (de), (*voir* Hue de Carpiquet).
 Blanchard (le past.), 38, 39.
 Blascher, 111.
 Blaschford, 111.
 Blin, 356.
 Blin de Fontenay, 324, 370, 372.
 Blondel, 312, 345, 404.
 Blouet, 102, 327.
 Bochart, 102.
 Bochart de Champigny, int. de Caen, 95, 479.

- Bochart (Samuel), II, IX, X, XV, 36, 40, 42 à 44, 49, 54, 61, 63, 80, 87, 89, 90, 93, 95 à 97, 99, 101, 113, 115, 120, 122 à 124, 126 à 134, 138, 140 à 146, 150, 159 à 162, 165, 177, 178, 215, 219, 235, 259 à 261, 275, 279, 287, 376 à 378, 466, 467, 478, 483 à 485, 488, 517.
- Bochart (Mathieu), past. d'Alençon, 95, 168, 517.
- Bochart (Anne), 217.
- Bocquemare (de), 110.
- Bocquet (et Boquet), 108, 257, 269, 295.
- Boiroussel (*voir* Lesens de).
- Boischapelle (de), 283.
- Boisdaune (de), (*voir* Daumesnil de)
- Boisdavid (de), 218.
- Boislambert-Boisserard, 370, 372, 375, 430.
- Boisne, 336, 372.
- Boissy (le P. de), 88, 159.
- Bonhomme (le past.), xxxiv.
- Bonnel de Cantebrun, de Valjoly, de Bressy, 73, 74, 100, 370.
- Bonnet, 282.
- Borromée (le card.), 384, 501, 503.
- Boscain (et Bosquain), 265, 362, 365.
- Boscroger (de), 70.
- Bosquet, 105, 365.
- Bossuet, 124, 156, 159, 180, 215, 243, 271, 273, 279, 485.
- Bostaquet (*voir* Dumont de).
- Bouch, 346.
- Bouchard, xxv.
- Boucher, rég. gén. des biens des fug., 316, 317.
- Boudier, 108, 332, 371.
- Bouet, 110.
- Bougran (de), 325.
- Bougy (*voir* Le Révérend de).
- Bouillon (Robert de la Marck, duc de), xxiv, xxvii.
- Bouillon (Fréd. de la Tour d'Auv., duc de), 21, 29, 35.
- Bouillon, 219, 306, 371.
- Bouilly, 430.
- Bouquet, 238.
- Bourdon, 108, 336, 346, 349, 409, 515.
- Bourgeois (le curé), 399.
- Bourget, 88, 340, 341.
- Bourgoing, év. de Coutances, 52.
- Boussel de Parfouru, 92, 93, 96.
- Bracmord, 345.
- Brais (le past. Sam. de), 63, 198, 199.
- Brantôme, xxiii.
- Bras (de), xvii à xix, xxiii, xxiv, xxvii à xxix.
- Brasnay (*voir* Canaye de).
- Brébeuf, xiv, 140, 162.
- Brémoy (le past. de), 199.
- Breteuil (baron de), 425, 438, 441, 444.
- Brévin (le Rév.), 113.
- Briand, 363, 372.
- Bricqueville-Colombières (de), xxi, xxiv, xxix, xxx, 28, 34, 67, 92, 218, 249, 283, 285.
- Bricqueville de la Luzerne, 54.
- Bricqueville-de Pienne, 47.
- Brideau, 276.
- Bridou (le past.), 478.
- Brisset, 110, 255, 336, 343, 346, 372, 518.
- Brisson, 237.
- Brossard de Grosmesnil, 440.
- Brouault, 7, 33.
- Brousson (Claude), 291.
- Brumoy, 69.
- Brunet de Saint-Maurice (*voir* Le Brunet).
- Brunville (de), xxvi, 370.
- Bucer, xx.
- Buffard, 372.
- Buisson, 110.
- Buquet, 237.
- Busnel, 110.
- Bussy-Cornet (de), 185, 186, 195, 211, 219.
- Cacherat (le past.), 31, 32, 55, 66.
- Caget, 219.
- Cagny (de), 282.
- Cahagne, 356.
- Cahaïgues (Jacques de), xxxvii, 101.

- Cahaignes (de) (*divers*), 89, 91, 97, 101, 147, 238, 241, 283.
 Cahaignes de Verrières, 93, 147, 305, 348, 352, 370, 376 à 378.
 Cahanel (Samson de), 73, 207, 214, 228, 278, 279.
 Caignard, 207.
 Cairon (le past.), 198, 206, 232, 241.
 Cairon de la Vaulgueux, 100.
 Cairon (de), 284.
 Calas, 380, 400, 402, 405, 413.
 Cally (le curé Pierre), 220, 270, 271, 489 à 491.
 Calmesnil d'Orval (de), 340, 367, 370.
 Calvin, xx, xxii.
 Caméron, 88, 112.
 Campigny (*voir* Meslin de).
 Canaye (et Canaie) de Brasnay, 98, 265, 283, 284, 370.
 Canon, 282.
 Cantelou, 241, 282.
 Cantepie, 108, 241.
 Carbonnel (Jean de), 122, 141, 247, 279, 486.
 Carbonnel (*divers*), 73, 74, 110, 111, 210, 362, 367.
 Cartault (le past. Jean), 68, 96, 199, 207.
 Cartault (ou Cartaut) (le past. Moïse), 474, 478.
 Carue de Grandchamp (le past.), viii, 64, 100, 158, 159, 478.
 Carue de Grandchamp, avocat, 100.
 Castellane (comte de), 452.
 Catherine de Médicis, xvii, xxiv, xxvi.
 Caumont-Laforce (marq. de Courtoimer, née de), 211.
 Cauvin, 102.
 Cerisy (*voir* Richer de).
 Chalon, et Chalons (de), 93, 94, 477.
 Chambrelan (de), 96.
 Chamillart (l'intend.), 72, 92, 107, 109, 162, 171, 177, 185, 186, 297, 479.
 Chamillart, contr.-gén., 295.
 Champcourt (de), 321.
 Champion de Crespigny, 239.
 Chantelou (de), 70.
 Chanterel, 372.
 Chapel (le prédicant), 382.
 Chapelain (Jean), xi, xiv, 117, 119 à 121, 129, 131, 135, 136, 140 à 142, 145.
 Charles I^{er}, 47.
 Charles II, 91, 111, 113.
 Charles IX, xiii, xxvi à xxix, xxxi, 398, 465.
 Charsigné de Piédoué, viii, 162, 250, 260, 261, 280.
 Chartier, 100.
 Chartier (le past.), 31.
 Chastrefou (et Chatrefou) des Foul-
 leries, 102, 184, 227.
 Châteauneuf (le min.), 177, 183, 230, 250, 269, 272, 280.
 Chatry de la Fosse (*voir* La Fosse-
 Chatry).
 Chaufray (Chaufrey et Chauffrey), 110, 336, 338, 346, 372, 500.
 Chaumont (le past. de), xxxiv.
 Chauvel, 439.
 Chauvelin (le min.), 305, 307.
 Chauvin, 430, 449.
 Chemin du Rocher, 279.
 Chénel (et Chesnel), 336, 338, 391, 426, 500.
 Chepmel, 413, 414.
 Cheux (de) 93.
 Chevalier, et Le Chevalier (past.,
 hébraïsant), xxv, xxxv.
 Chinard, 238.
 Chivré de Maransé (de), 92, 230.
 Choiseul, 413.
 Chrestien, 290.
 Chrestien (le past.), 474.
 Christine, reine de Suède, 129, 130, 141.
 Claude (le past.), 182, 189, 234, 268.
 Clerembault, 237, 320.
 Cognard, 94, 230.
 Coignard-Delions (de), 236.
 Coigny (marquis de), gouv. de Caen,
 373, 374.

- Colbert (le contr. gén.), XI, 104, 106 à 108, 110, 111.
 Colbert (le coadjuteur), 219.
 Coligny, XII, XXIV, XXV, XXIX, 508.
 Colleville, (*voir* Lesueur de).
 Collin (et Colin), 110, 372, 499, 500.
 Colombières (*voir* Bricqueville).
 Colté, 48.
 Condé (le prince de), XXIX.
 Conrart (Valentin), IX, XII, 81, 87, 117 à 119, 141, 142, 145, 148, 161, 162, 234.
 Constantin (Robert), XXVI.
 Corbel, 105, 237.
 Cordier de Launay, int. de Caen, 441, 444, 446, 479.
 Cornet de Bellefontaine, 68.
 Cornet de la Bretonnière, 217, 370.
 Cornet de Bussy, (*voir* Bussy-Cornet).
 Cornet d'Ecrammeville, 361, 370.
 Costard, 94, 217, 482.
 Costard de Vaurecent, 74.
 Costard d'Ifs, 370, 377 à 379, 388, 477.
 Costil, 102, 412, 419, 422.
 Cotin (le past.), 269.
 Coton (le P.), 11 à 15.
 Couillard de Chamotreux, 218.
 Coulombe, 241.
 Courcy (de), 276.
 Court (Antoine), IX, XII, XIV, 333, 338, 380 à 388, 390 à 392, 396, 398, 401, 470, 507, 512.
 Court de Gébelin, 388, 392, 400, 412, 432, 433, 432.
 Courtomer (*voir* Saint-Simon de).
 Cousin (le past.), XXIII.
 Couvains (de), 251, 365.
 Couvert (de), 16.
 Croisière, 296.
 Croisilles (de), 260 à 262.
 Croixmare (l'archev. de), XVIII.
 Crouay (de), 68, 94, 147.
 Cuminal, 346, 353, 430, 440.
 Cussy (de), 218, 362, 370, 373, 374, 380.
 Cussy (Robert de), 439, 440, 451, 452.
 Cussy de Boutteville, 370.
 Dalibert (*voir* Allibert).
 Damiens, 374, 397.
 Dan, 286.
 Dan de la Vauterie, 351, 370, 412, 430, 453.
 Daniel, 110, 215, 226.
 Daniel de Martragny, 93.
 Danson de Fontenay, 293.
 Daule, curé de Nullancour, 356.
 Daumesnil, 108.
 Daumesnil de Boisdaine, 94, 217, 219, 276, 283, 364.
 Daumesnil de Bretteville, 74, 93, 95, 217, 219.
 Davaux, 237.
 Davoye, 104.
 Debled (et Desbled), 237, 276, 357.
 Delaferté (*voir* La Ferté).
 Delalonde, 277.
 Delamare (*voir* La Mare-Julien).
 Delaperrelle, 237, 247, 266, 346, 411.
 Deliot, 237, 238, 268.
 Delivet, 365, 372, 387, 514, 518.
 Demortreux, subdél. de Vire, 423, 424, 445.
 Deneutville, 266.
 Denis, 345, 404.
 Denis Saint-Vast, 110, 296.
 Derefuge, 93.
 Dericq (*voir* Ricq).
 Derodon (le past.), 66, 70, 71.
 Des Carrières-Hardelay (*voir* Hardelay).
 Descartes, 270, 485, 490.
 Descostils-Brisset, 192.
 Désert, 110.
 Des Essarts de Montfiquet, 362.
 Des Glandes, 251.
 Des Isles-le-Bas, 163.
 Desjardins-Loysel, 74.
 Deslondes-Fumée, 371.
 Des Longschamps-Bosquet, 207, 283.
 Desmares, 104.
 Desmoulins (le past.), XXII.
 Desplanches, 264.
 Des Rosiers, 285.

- Des Vaux, 352.
 Déterville, 238, 371.
 Devère, 500.
 Dieu, 240.
 Dieu de Beauregard, 73, 99.
 Dieu de Bellefontaine, 109, 237, 296, 306, 332, 371, 372.
 Dillon, 356.
 Dollebec, 114.
 Donnoit, 494.
 Drelincourt (le past.), 31, 77.
 Dreux (de), int. de Caen, 479.
 Drouet, 227.
 Dubisson (et du Bisson), 237, 342, 371, 373.
 Dubois (Jean), 52.
 Du Bois, 99, 100, 306, 362.
 Du Bois de la Barre (*voir* La Barre du Bois).
 Du Bosc (Guillaume), 96, 475.
 Du Bosc (le past. Pierre), xi, xii, xiv, xxviii, 61, 66, 68, 76, 78 à 81, 83, 84, 86 à 90, 96, 98, 99, 113 à 116, 118, 122 à 126, 141, 144 à 146, 148, 149, 156, 157, 159, 162, 171, 172, 174, 177 à 184, 187 à 189, 192 à 195, 197, 200, 202, 204, 205, 208, 216, 222, 229, 232 à 234, 237, 241 à 244, 259, 277, 279, 309, 466, 467, 475, 476, 478, 487, 488.
 Du Bourget, 100.
 Du Bousquet, 100.
 Du Bousquet de la Ferrière, 296.
 Du Bousquet de Vienne, 93, 94, 365.
 Du Buisson, 426.
 Du Busc, 335.
 Du Candal, 44, 45, 50.
 Du Carel, 332.
 Ducé (de), 254.
 Duchemin, 110, 150, 334, 342, 348, 372.
 Du Chiron, 371.
 Du Coudray, 284.
 Dufour (et Du Four), 237, 332, 346, 348, 371.
 Du Fresmont, 217.
 Du Fresne, 104, 327.
 Du Gué, int. de Caen, 170, 177, 479.
 Du Gué (le past.), 90.
 Duhamel, 102, 336, 346.
 Du Haussey de Lignerolles, 94, 283.
 Duménil (et Du Mesnil), 101, 307, 361, 371.
 Du Mesnil de Saint-Pierre, 414, 477.
 Du Mesnil de Vadouville, 251.
 Du Mesnil-Jemblin (*voir* Jemblin).
 Du Mesnil-Morin, 339, 344, 353, 371, 373, 379, 400.
 Dumoncel, 371.
 Dumont de Bostaquet, xi, 89, 220, 227, 232, 370, 425, 476.
 Dumont de Rosel, 370, 389.
 Du-Moulin (le past. Pierre), 17, 43, 49, 73, 96, 113.
 Du Perron (le card.), 8, 43.
 Duplessis-Mornay, xi, xxxvii, 7, 8, 20, 21, 27, 269.
 Dupont de la Garancière, xxi.
 Duprey de la Seigneurie, 100.
 Du Puis de Sauvegrain, 218.
 Du Quesnay, 50.
 Durand, 359.
 Du Rocher, 298.
 Du Rocher-Gaillard, 332.
 Du Rosel de Lanfrérie (ou Lanfrairie), 227, 279.
 Du Rosel-Fréval, 227.
 Du Tilloy, 341, 342, 371, 496, 497.
 Du Trésor de la Roque, 241.
 Duval de Hauteclair, 370, 379.
 Du Vivier, 237.
 Du Vivier de Beaumont, 94.
 Du Vivier de Crouay, 211.
 Du Vivier de Ruel, 108, 275, 282, 284.
 Elie de Beaumont (l'avocat Jacques), 399, 400, 436, 469.
 Elisabeth (la reine), xxiv.
 Encontre (Daniel), 461.
 Eperton (d'), xxx, xxxi.
 Esmangart, int. de Caen, 416, 418 à 420, 422 à 424, 426 à 429, 469, 479.
 Esmery, 279.
 Espinoze (d') de Courtaunay, 94, 325.

- Essillard, 264, 270, 275, 356, 410.
 Eudelain, 109, 296.
 Eudes (le P.), xii, 52, 53, 55, 188.
 Fabre du Chiron, 306.
 Fallet, 336, 339, 358, 407, 494.
 Fauchon, 356.
 Fauchon de Hauteffollie, 99.
 Faucon, 184.
 Faucon de Ris (le prem. prés.), 32, 44.
 Faussillon, 332.
 Feillet, 238.
 Fénelon, 310.
 Ferru, 372, 425, 514.
 Ferraques (le maréchal de), 3, 5, 18, 19.
 Feu-Ardent (le P.), 6, 7.
 Feydeau de Brou, int. de Caen, 424, 425, 479.
 Fierville (de), 218.
 Fixot, 356.
 Fleury (le card.), 306, 308, 321, 435.
 Fleury (le past.), 186, 198, 205, 207, 232, 478.
 Fontaine, 296, 401, 410.
 Fontbonne-Duvernety (le past.), 434, 439, 449, 460, 462, 463.
 Fontenay (de), 193, 254, 293, 420.
 Fontette (de), int. de Caen, 321, 374, 377 à 379, 392, 395, 402 à 405, 408, 409, 411 à 418, 422, 469, 479.
 Fornet, 237, 371.
 Fortin de Saint-Martin, 517.
 Fouace (le past.), 48.
 Fouace, 237, 318, 352.
 Foucault, int. de Caen, viii, ix, xi, 109, 143, 151, 234, 247 à 249, 252, 253, 255, 258 à 262, 272, 278, 289 à 298, 303, 325, 355, 468, 479.
 Foucault de Magny, int. de Caen, 280, 297, 479.
 Fouquet, 299, 321.
 Fouray, 391, 501.
 Fourneaux, 78.
 Fourré (de), 93, 279, 299, 517.
 François I^{er}, xvii, xx, 396, 476.
 François II, xxi, 508.
 Fribourg, 422.
 Frigout, 239.
 Froger, 238.
 Froger d'Agnancourt, 491.
 Frotté (de), xiv, 93, 217, 370, 388, 476 à 478.
 Fumée, 100, 439, 453.
 Furége (le past.), xxiv.
 Galand (le past.), 148.
 Galard, 265.
 Galland (l'orientaliste Antoine), 259 à 261, 271.
 Gallier, 110, 290, 421.
 Gambier, 247, 282.
 Gardembas, 237.
 Gareil, 190, 482.
 Garnier, 193, 194, 216, 250.
 Gaspy (la sœur de), 165, 185.
 Gassion (le maréchal de), 73, 97.
 Gast, 207, 345, 360, 430.
 Gatebled, 325, 345, 346, 410.
 Gaugain, 342, 453.
 Gautier, 236, 268, 290, 336, 346, 355, 371, 373, 410.
 Gautier (le past. Boudet, *dit*), 338, 342, 374, 381, 385 à 390, 401, 470, 477, 507, 509, 511.
 Gautier de la Benserie (le past.), xxxv, xxxvii, 16, 478.
 Gential (*voir* Lassaigney).
 Gérard, 110.
 Gervaise, 78.
 Gigault de Bellefonds, 11, 13, 18, 24.
 G. de Bellefonds (le maréchal), 248.
 Girard, 110, 336, 340, 494.
 Giron (le past.), 66, 113.
 Godefroy (le past.), 342, 389 à 392, 404, 413.
 Gohier, 100, 237, 298, 316, 321, 360, 371, 373, 414.
 Gondouin, 76, 237.
 Gonnet (de), 69.
 Gontier (le P.), 11, 13, 15 à 17, 37, 73.
 Goré, 108.
 Gosselin, 238, 259, 517.
 Gosset, 237, 475.
 Gouberville (le sire de), xvii, xxii, xxiii, xxvii, xxxiii, 51.

- Gourgues (de), intend. de Caen, ix, 64, 69, 225, 226, 249, 252 à 254, 263, 269 à 271, 274, 276, 277, 281, 282, 285 à 289, 303, 468, 479, 489.
- Gourjon de Monchamps (le past.), viii, 446, 452, 458 à 460, 462, 463.
- Graindorge, 109.
- Grandcolas (l'abbé), 294, 295.
- Granger, 420.
- Grentemesnil (*voir* Paulmier).
- Gron (de), 102.
- Grou de la Rozière (de), 227.
- Groulart (ou Groulard), xxxi à xxxiv, xxxvii, 8, 11.
- Groussard, 372.
- Guérard, 89.
- Guérard (le past.), 207.
- Guernet (l'abbé), 358, 399.
- Guilbert (et Guillebert) de Secqueville, 75, 230, 266, 267.
- Guillain, 321.
- Guillaume d'Orange, Guillaume III, 232, 239, 244 à 247, 279, 291, 292, 467, 489.
- Guillebert (le past. Jean), xi, 64, 91, 188, 205, 208, 232, 243, 244, 267, 478, 487.
- Guillebert, 110, 217.
- Guise (les), xxii, xxiii, xxviii, xxx.
- Guitton, 290.
- Guyenet, int. de Caen, 362, 479.
- Hacquet, 266.
- Halbout, 110, 238, 269, 296, 306, 332, 355, 372, 437, 517.
- Hallée, 110, 320.
- Halley (Antoine), xi, 115, 117, 119, 141.
- Hamon, 74, 110, 194, 255, 371, 373.
- Harcourt (comtes et ducs d'), 33, 79, 97, 149, 220, 240, 345, 413, 417, 428, 431, 433.
- Hardel, 105.
- Hardelay, 406, 413.
- Hardi de la Valesquerie, 241.
- Hardy, 110, 296, 362, 366, 371.
- Hardy de la Coudraye, 100.
- Hardy-Lafosse, 337.
- Harivel (et Le Harivel), 336, 346, 410, 440.
- Haupais (le past.), 66.
- Haupoix, 411, 422.
- Bauton, 102, 218.
- Hayes, 440, 441.
- Hébert, 372, 517.
- Hébert de Beauvais, des Hameaux, 359.
- Hélix, 517.
- Hellouin de Complaire, 110, 282, 364, 370, 373, 374.
- Hélyes de la Catherie, 93.
- Hémery, 286.
- Henault (ou Henaut) de Cantelou, 94, 517.
- Henri II, xvii, xviii, xx, xxi, xxiii, 383, 508.
- Henri III, xi, xiii, xxix à xxxi, 398.
- Henri IV, ii, xi à xiii, xviii, xxviii à xxxiv, xxxvii, 1, 3, 6, 7, 11 à 14, 18, 19, 21, 50, 51, 113, 156, 171, 179, 180, 397, 398, 457, 465.
- Henrye (les past.), 474.
- Héricy de Marcelet, 68, 92, 93, 118, 191, 370.
- Héroult, 227.
- Hettier, 371.
- Hodierne, 100.
- Hollis (Denzil), 91.
- Hotman (Jean), xxix.
- Houard, xi, 354, 360, 363, 401, 438.
- Houel, 286, 287, 371.
- Houvet (le curé), 337, 338, 358, 493.
- Huard, 89, 372, 444.
- Hue, 104, 237, 454.
- Hue de Carpiquet, 93, 477.
- Hue de Carpiquet de Blagny, de Bougy, 371, 440.
- Hue de Carpiquet de Tournetot, 94, 370.
- Hue de Launey (l'abbé), 188, 201, 202, 309, 310.
- Hue de Longueville, 217.
- Hue de Montaignu, 91.
- Huet (l'évêque Daniel), viii à xii, xv, 10, 11, 15, 53, 89, 98, 104, 117, 119 à 123, 126, 128, 129, 131, 133, 135

- à 137, 141 à 147, 156, 160 à 162, 215, 235, 243, 244, 250, 259 à 261, 269, 270, 272, 279, 280, 291 à 294, 377, 466, 473, 483 à 488.
- Hugon (l'abbé), 348, 405, 412.
- Humières (l'év. d'), xviii, xix.
- Jacques II, 245, 247.
- James, 268.
- Jeanne d'Arc, 150.
- Jembelin (et Jemblin), past. à Saint-Lô, 205, 207, 478.
- Jemblin du Mesnil, past. à Saint-Pierre-sur-Dives, 65, 86, 87, 453, 454, 482.
- Jemblin, past. à Bernières, 198.
- Jemblin (*divers*), 73, 106, 110, 454.
- Josias (Manson ?), 73.
- Julien, 110.
- Jurieu, xii, 189, 232, 234, 235 245, 269, 487.
- La Banque (*voir* Le Tellier de).
- La Barre (le P. de), 150, 159, 165.
- La Barre du Bois (de), 348, 371.
- La Bazoge (de), 99, 252.
- La Bazonnière (et La Basonnière), 93, 283.
- La Benserrie (*voir* Gautier de).
- La Bouillonnière (*voir* Néel de).
- La Briffe (Pierre de), intend. de Caen, 479.
- La Briffe (Louis de), intend. de Caen, 321, 328, 334, 336, 339, 340, 347, 351, 379, 382, 383, 395, 402, 403, 407, 408, 469, 479, 493.
- La Chaussade de Callonge, 98.
- La Chesnaye, 67.
- La Chevalerie (de), 218, 283.
- La Conseillère (*voir* Mehérenc de).
- La Coudre (de), 237, 276.
- La Cour (de), 237.
- La Couture-Morel (de), 352.
- La Croisette (de), gouv. de Caen, 166, 245.
- La Croix (le past. de), 82, 87, 152, 232.
- La Croix (de), 225.
- La Douespe (de), 276.
- La Faye (le past. de), xxv, xxxiv, 474, 478.
- La Ferté, 110, 372, 387, 391, 404, 500, 515.
- La Fontenelle, 342, 343, 372, 422, 423.
- La Forest (de), 33, 47, 151.
- La Fosse, 343.
- La Fosse-Chatry (de), 370, 373, 451.
- La Gacherie (le past.), 269.
- La Hérissonnière, 275.
- Lainé, 218.
- Lair (le past.), xxxiv.
- Laisné (le curé), 305.
- Lalonde (de), 345.
- Lalouel (ou LaIouette), 99, 104, 279, 287.
- La Luzerne (*voir* Thioult et Moisant).
- La Marche-Louvel (de), 286, 287.
- La Mare des Marets (de), 356.
- La Mare-Julien (de), 184, 226, 237, 307.
- Lambert, contr. gén., 442.
- La Montaine (le past.), xxxiv.
- La Mothe (de), 94.
- Lamotte, 408.
- Lamotte Blagny (*voir* Béchevel de).
- Lamy (Louis), 439, 441, 449, 451, 452, 460.
- Lamy (*divers*), 102, 110, 191, 227, 237, 238, 340, 356, 371, 373, 374.
- Lancy, Lancey ou Lancey (de), 240.
- La Neuville, 427.
- Lange, 90.
- Langle, ou l'Angle (le past. de), 42, 90.
- Langlois, 237, 298.
- Languersy (*voir* Varignon).
- Laniece, 100.
- La Noë (le past. de), 198.
- La Noue, xxix.
- La Pallu (de), 476.
- La Pillière (de), 283.
- La Rivière de Crévecœur (de), 68.
- Larocque-Martin, 423.
- Larose, 332.
- Larpent (de), 237.
- Larroque (le past. Mathieu de), 506, 510.
- La Rue (le past. de), 478.

- La Rue (de), 102, 286, 287.
 La Sablière (M^{me} de), 54.
 La Selle, 33.
 Lassaigne (le past. Gential, dit), 426, 428 à 433, 437, 512.
 La Suhardière, 249.
 La Suze (M^{le} de), 87.
 La Tibaudière (le prédicant), 382.
 La Trémouille, év. de Bayeux, xviii, 308.
 Launay (de), 105.
 Launay, intend. (*voir* Cordier de).
 Launé-Hue (*voir* Hue de Launey).
 La Vauterie (*voir* Dan de).
 Lavergne de Tressan (l'archev.), 304, 314, 316 à 318, 401.
 La Vérune, gouv. de Caen, xxxii, xxxvi.
 La Voirie (de), 217.
 La Vrillière (ministres), 183, 272, 304, 491, 492.
 Law, 313, 371.
 Layard (l'explor.), 54.
 Le Bailly, 76, 110, 246, 336, 338, 343, 345, 346, 372, 489, 492, 500.
 Le Bailly de la Motte, 241.
 Le Bas (le past.), xix, xxxv.
 Le Bas (et Lebas), xxv, 91, 240, 279, 283, 285.
 Leboitteux, 371, 440.
 Lebourgeois, 102, 103, 118, 216, 264, 371, 372.
 Le Bouvier de la Fresnaye, past. à Caen, 16, 31, 478.
 Le Bouvier de la Fresnaye, past. à Saint-Lô, 64, 478.
 Lebrument, 239, 441.
 Le Brunet de Saint-Maurice, 150.
 Lecanu, 227, 332.
 Le Capelain, 105, 227, 276, 412, 420, 495.
 Le Cavelier (Nicolas), 89, 264, 362.
 Le Cavelier (*divers*), 103, 110, 238, 275, 282, 285, 290, 362, 371, 408, 430.
 Lecerf, 340, 363, 481.
 Le Cesne, 110.
 Le Chevalier, past., (*voir* Chevalier).
 Le Chevalier d'Agneaux, xxxiv.
 Lechevalier, 240.
 Le Cloustier (et Le Cloutier), 94, 175, 370.
 Lécuse, 227, 403, 407, 420.
 Lecointe, 336, 339, 340, 346.
 Le Comte (et Lecomte), 237, 238, 275, 279, 352, 372.
 Lecomte des Longsprés, 163.
 Lecomte-Vimondière, 407 à 409.
 Leconte, 105, 357, 499.
 Lecoq, 225.
 Lecoq de la Poterie, 216.
 Lecornu, 103, 365.
 Lecourt (le prédicant Israël), 269.
 Lecouteur (le past.), 90, 478.
 Le Crosnier, 100.
 Ledanois, 227.
 Le Duc de Bernières, 348, 370.
 Le Fanu (et Lefanu), 67, 93, 185, 237.
 Le Fanu de Montbénard, 370.
 Lefauconnier, 359.
 Le Faugueux, 327.
 Lefebvre (et Lefèvre), 279, 289, 342, 372, 426, 432.
 Lefeuvre, 359.
 Lefèvre (Tanneguy), 122, 131, 134.
 Lefort, 335, 346, 410, 494.
 Lefrançois, curé de Lantheuil, 273.
 Lefrançois, curé de Saint-Lô, 306.
 Legeay, 372, 391, 423, 426, 445.
 Le Gendre (le past. Phil.), xii, 97, 114, 115, 123, 149, 182, 187, 195, 205, 208, 220, 229, 234, 243, 280, 287.
 Legendre, 110.
 Legrand d'Agnerville, 93, 245.
 Legrand, 102, 298.
 Le Guerchois (av. et proc. gén.), 44, 115, 157, 204.
 Le Hardy de Quesney, 355.
 Leheup, 100, 109, 227.
 Lehugeur, 110, 372, 500.
 Le Hulle, 48, 184, 349.
 Le Hulle de la Mindelle, 370.
 Lejacq (le P.), 219, 220.
 Lelaisant (sœur), 351.

- Le Lou de Colombières, 91.
 Lemaigen, 237, 372, 423, 426.
 Lemaitre, 437.
 Lemarchand (le past.), 71, 159.
 Lemarchand (*divers*), 110, 255, 341, 343, 365, 372, 423, 424, 500.
 Lemarinier, 110.
 Lemenuet, 207, 327.
 Le Mercier, 104.
 Lemière de Basly, 90, 122, 141.
 Lemoine, past. à Gavray, 67 à 69.
 Lemoine (l'orient. Etienne), 122, 133, 134, 145, 146, 156, 235, 244.
 Lemoine, 410.
 Lemoine-Desjardins, 372.
 Lemonnier, 102.
 Lemoutonnier, 104.
 Lemoyne, 250.
 Leneveu (et Leneveu), 100, 104, 108, 325, 371, 379.
 Leneuf, 365, 454.
 Lenoble, 110, 193, 255.
 Lepage, 110, 359, 455, 498.
 Le Paulmier (*voir* Paulmier).
 Le Peltier, 304.
 Le Picard, 99, 116.
 Lepigault, 108.
 Le Prieur, 321.
 Le Quéru de Vallompré, 100.
 Le Renvoizé, 361.
 Le Révérend de Bougy (le lieutenant. gén.), 97, 98, 150.
 Le Révérend de Bougy (*divers*), xxxvii, 14, 79, 93, 98, 100, 122, 236, 244, 265.
 Le Roi de la Barrière, 99.
 Le Roux (et Leroux), 316, 321, 360.
 Le Roy, 186, 346.
 Lesage (le past.), 62.
 Lesage, 284, 354.
 L'Escrivain (le P.), 37, 38.
 Lesens, 96, 217, 238.
 Lesens, de Lion-sur-Mer (Jacques), 72, 74, 93, 198, 230.
 Lesens de Mons, 247, 309.
 Les Longschamps, 266.
 Lespingueur (et Lesplingueur), 106, 440.
 Lessiard, 327.
 Lesueur de Colleville, de Cormelles, de Petiville, 96, 99, 122, 144, 147, 162, 280.
 Lesueur de Colleville (Samuel), 65, 89, 96, 140, 141, 215, 219, 260, 261, 279, 280, 377, 485.
 Lesueur de Colleville (Guillaume), 141, 376.
 Lesueur (*divers*), 98, 100, 370.
 Le Tassey, 105.
 Le Tellier (le P.), 163, 517.
 Letellier (le chancelier), 183, 192.
 Le Tellier de la Banque (le past.), 76, 474, 478.
 Le Tellier de la Potherie, 100, 104.
 Le Tondou, 251.
 Letouzey, 299, 320, 382.
 Le Trésor (ou Le Thrésor), 76, 95, 110, 239, 279.
 Le Vachet (l'abbé), 164, 165.
 Levailant (le curé), 148.
 Levain, 336, 427.
 Le Vallois, 314.
 Levavasseur, 239.
 Le Vayr, xx.
 Le Vilain (ou Levillain), 238, 336, 345, 346, 353, 360, 419, 515.
 Le Vilain-Duhamel, 360.
 Lhonoré (ou Lhonorey), 290, 343, 345, 346, 353, 371, 413.
 L'Hôpital (le chancelier), xxii, xxvii.
 L'Hostelier (ou L'Hostellier), 96, 475.
 Licques (le past. de), 478.
 Lignerolles (*voir* Du Haussey de).
 Lilais, 268.
 Limarest (sœur de), 351, 417, 418, 422.
 Livrée de Lessey (de), 96.
 Lobel (Mlle de), 159.
 Loisel, 237.
 Loménie de Brienne, év. de Cou-
 lances, 272.
 Lompré (de), 79, 237.
 Longaunay (de), xxxi, 24, 37.
 Longschamps - Bosquet (*voir* Des
 Longschamps).

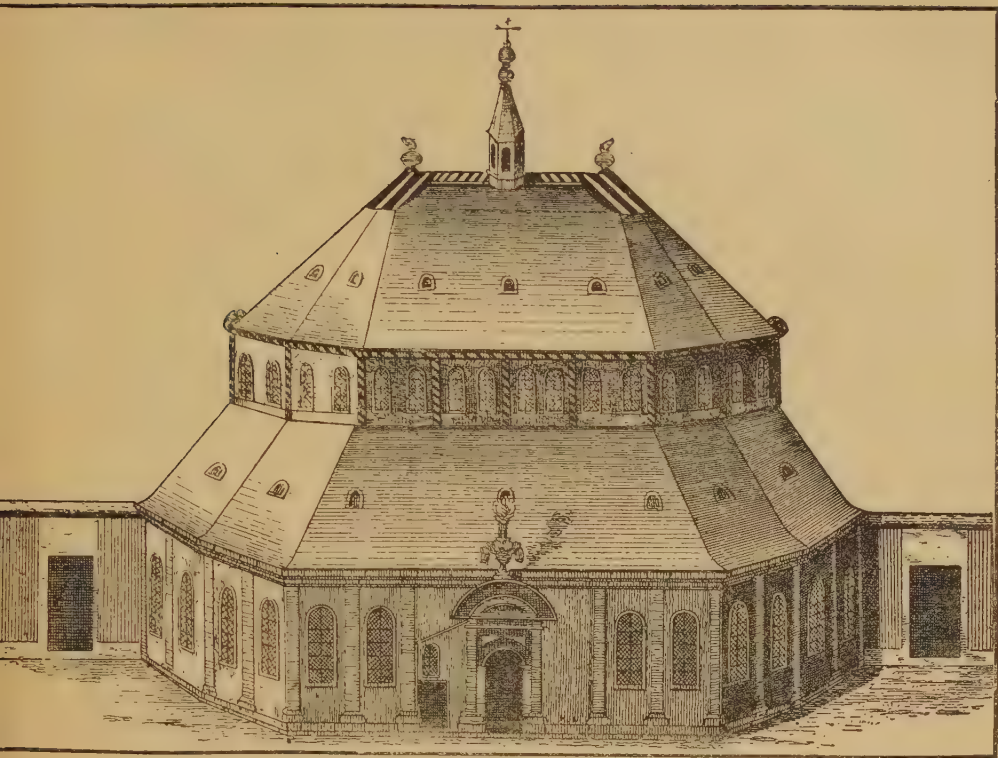
- Longuet, 101.
 Longueville (le duc de), 30, 33, 42, 44, 46 à 48, 115, 119, 120, 149.
 Longueville (duchesse de), 115, 116.
 Lorges (de), 254.
 Lormel (de), 227.
 Lorraine (l'évêque Franç. de), 308 à 310.
 Louis, 286, 287.
 Louis François (le P.), 113.
 Louis XIII, II, XI, 1, 20, 28 à 30, 33, 46, 47, 49, 86, 93, 105, 113, 127, 231, 397, 466.
 Louis XIV, XI, XIII, XIV, 93, 98, 103, 107, 123, 124, 142, 144, 150 à 152, 155, 156, 169, 178 à 183, 186, 187, 190, 195, 201, 211, 213, 214, 219 à 222, 225, 239, 244, 248, 251, 252, 260, 274, 281, 288, 290 à 292, 294, 297, 299, 308, 312, 314, 327, 354, 365, 372, 379, 397, 425, 438, 467 à 470, 488, 490, 548.
 Louis XV, III, XIV, 251, 301, 303, 310, 314, 326, 331, 333, 334, 339, 341, 344, 368, 373, 374, 378, 382, 395, 397, 398, 402, 414, 416, 421, 422, 425, 436, 468, 470, 495, 496.
 Louis XVI, 106, 361, 370, 416, 421, 422, 425, 426, 437, 438, 453, 460.
 Louvel, 266, 268. (*Voir aussi* : La Marche).
 Louvet (l'abbé), 437.
 Louvois, VII, 151, 215, 245, 289.
 Loyseleur (le past.), xxxiv.
 Lucas, 102, 239, 336, 338, 346, 411.
 Luther, xx.
 Luynes (Paul de), év. de Bayeux, ix, 310, 330, 335, 337, 340, 346, 347, 376, 377, 408, 493, 494, 498.
 Machault (le min.), 396.
 Madaillan de Montataire (de), 97.
 Magneville (de), 6, 7, 28, 49, 96.
 Magny (de), 226, 277.
 Mahaut (le past.), 478.
 Maheust de Vaucouleurs, 101.
 Mahy (le past. William), 461.
 Maillard (le Fr.), 40, 474.
 Maingot, 102, 247, 371.
 Maintenon (M^{me} de), 281, 296.
 Maizet (de), *voir* Beaulart.
 Malesherbes, 316, 433, 438, 452.
 Malet, 365.
 Malfillastre (sœur de), 312, 326, 493.
 Malherbe (François, sieur d'Igny), xxv.
 Malherbe (le poète), xxv, 259.
 Malherbe (*divers*), 104, 109, 241, 296, 371.
 Mallet, 106.
 Malouin (le curé), 221, 270, 490.
 Mangueville (de), 370.
 Mansfeld, 34, 35.
 Manson, 88, 110, 237, 366, 372, 444.
 Marancé, Maransé, Marancieu (*voir* Chivré de).
 Marcadé (de), 283.
 Marcel (le curé), 73, 83, 85, 147, 159, 173, 195, 209, 219, 240, 265, 273.
 Marcelet (*voir* Héricy de).
 Marchand, 237, 240, 336, 500.
 Marchand-La Fosse, 337, 345, 372.
 Maréchal, 238.
 Marguerite de Navarre, 476.
 Marie, 237.
 Marie (le curé), 437.
 Marie de Médicis, 19, 20, 28.
 Marillac, intend. de Rouen, 204, 214, 289.
 Marot, xxiv, 23, 24, 236.
 Martel de Montpinçon, 239.
 Martin, 237, 343, 372, 421, 507.
 Martin (le P.), VIII, 10, 261, 280, 291, 294.
 Martin (le past.), 429, 430.
 Masclary (de), 234, 486.
 Massieu (Pierre), 106, 107, 256, 295, 370, 371, 466.
 Massieu de Clerval, de Saint-Manvieu, 367, 370, 371, 373 à 375, 379, 389, 439, 440, 476.
 Massieu (*divers*), 81, 103, 106, 108, 110, 238, 267, 295, 367, 371, 372, 376.
 Masson (le past.), 269.
 Massys (le past.), 31, 478.

- Matignon (le maréch. de), xvii, xxiii, xxiv, xxvii à xxix.
- Matignon (Léonor de), év. de Coutances, 351.
- Matignon (*divers*), 47, 51, 149, 151, 175, 245, 257, 258.
- Matrouillet (le curé), 38, 73.
- Mattinglay, 349, 496.
- Mauduit (le P.), 126, 188.
- Mauger, 108, 110, 279, 425, 495.
- Mauny (marq. de), 31, 32.
- Maurice (le past.), 31, 478.
- Maurice, 412.
- Mayenne (le duc de), 16.
- Mazarin, 55, 97, 98, 115, 130, 150, 156, 168, 169, 466.
- Médavy-Grancey (l'arch. de), 220.
- Méhérenc, M. de la Conseillère, 68, 92, 94, 95, 108, 283, 351, 370.
- Meliand, intend. de Caen, 69, 195, 259, 479.
- Ménage (Gilles), xii, 120, 123, 129, 141, 148, 483.
- Mercier, 110.
- Meslin de Campigny, 68, 211.
- Meslin de Glatigny, 218, 239, 283.
- Mesnage de Cagny, 93, 100, 118, 239, 278, 279.
- Mesnil, 356, 426.
- Meynier (le P.), 171.
- Mézeray (l'hist.), 52, 117.
- Michel, et Michelle, 110, 265, 273, 314, 360.
- Miromesnil (le min. de), 427.
- Misson (le past. Jacques), 68, 70, 196, 232.
- Misson (Maximilien), 68, 232.
- Mitois (de), 78.
- Moisant de Brieux (le poète Jacques), xiii, 60, 61, 76, 79, 89, 97, 99, 101, 111, 116 à 122, 133, 136, 141, 142, 145 à 147, 162, 234, 258, 259, 261, 377.
- Moisant de Brieux (le past. Robert), 86, 215, 234, 243.
- Moisant de Brieux, de la Luzerne, 65, 97, 99, 115, 117, 173, 217.
- Moisson, 236, 238, 283, 286.
- Mollet, 349, 365, 372, 440, 500.
- Mollet de la Prairie, 387, 489, 507.
- Mombray (de), 105.
- Monmouth (duc de), 91.
- Montausier, 25, 99, 117, 119 à 121, 126, 135, 142, 145, 149, 151, 181, 187, 196, 205, 261.
- Montbert (de), 388.
- Monthray (de), 54.
- Montbrun, 193.
- Montchrétien, 28, 33, 34, 47, 466.
- Montesquieu, 399.
- Montfiquet (de), 321, 325, 360.
- Montgomery (Gabriel I de), ii, xvii, xxi, xxiii, xxiv, xxviii, xxix.
- Montgomery (Gabriel II de), xxxiii, xxxvi, 7, 8, 33, 66, 466.
- Montgomery (*divers*), 6, 92, 98, 175, 241, 254, 269, 278, 287, 293, 488.
- Montier, 357.
- Montmorency (le conn. de), xxvi.
- Montpensier (duc de), xxxi, xxxiii, xxxvi.
- Morangis (*voir* Barillon de).
- Mordant (le past.), 450.
- Morel, 475.
- Morel de la Champagne, 218, 283.
- Morel des Mares, 276.
- Morel d'Herondeville, 227.
- Morice (et Morisse), 104, 237, 345.
- Morin (le past. Etienne), orientaliste, 61, 66, 86, 87, 121, 122, 126, 128, 133, 134, 136, 137, 143, 146, 147, 161, 188, 199, 205, 207, 208, 215, 229, 232, 235, 244, 259, 309, 377, 379, 400, 478, 485, 487.
- Morin (le past. Henry), 207, 208, 229.
- Morin (le past. Pierre), 383, 385 à 387, 500, 507.
- Morin (Guillaume), 72, 74, 204, 215.
- Morin (*divers*), 100, 133, 284, 311, 407.
- Morley (le chapelain), 113, 150.
- Morrisse (le past.), 83.
- Morset, 356.
- Moulins, 415.
- Moysant, 104.
- Néel de la Bouillonnière, 89, 93, 97, 216, 229, 241 à 243.

- Néel de la Bouillonnière (M^{me}, née Anne Du Bosc), 97, 229.
- Nesmond (de), évêque de Bayeux, 147, 149, 158, 163, 166, 170, 217, 271, 272, 292 à 294, 308, 309, 468, 490.
- Neufville, et Neuville (de), 219, 389.
- Noël, 277, 334, 335, 355.
- Northey, 455.
- O (le lieut. gén. d'), xxix.
- Oberkampf, 106, 370.
- Oberlin, 460, 461.
- Onfroy, 110, 290.
- Orléans (Phil. II d'), ou *le Régent*, 303, 304.
- Osber du Manoir, 94.
- Osmond (et Osmont), 68, 93, 100, 102, 105, 110, 241, 284, 321, 324, 360, 371, 382, 429, 430, 438, 439.
- Osmont de Courtisigny, 283, 370.
- Ouézy (d'), 355.
- Ouille (d'), 404.
- Pagny, 110, 238.
- Paisan, Paisant ou Paysan, 91, 110, 237, 265, 284, 346, 351, 353, 371, 372, 410, 430.
- Pajon (le past.), 188, 189.
- Papillon, 240.
- Parent (le past.), 478.
- Paris (et Pâris), 276, 401.
- Paroissien, 237.
- Paulmier de Grentemesnil (Jacques de), xii, 91, 93, 120 à 123, 135 à 143, 145, 146, 170, 177, 259, 261, 466, 467.
- Paulmier (*divers*), 81, 98, 101, 135, 136.
- Payen de la Poupelière, xxi.
- Pelier, Pelier du Verger, 372, 440.
- Pellevé (de), 30, 38, 151.
- Pellisson, 66, 144, 148.
- Pelluet, 372.
- Péricard, év. d'Avranches, xxxiii, xxxiv.
- Périer, 356, 499, 500.
- Perrotte, 108, 296, 347, 371, 440.
- Petit des Etans, 239.
- Phélypeaux (*voir* La Vrillière et Saint-Florentin).
- Philippe, xxv.
- Phirmin, 364.
- Pierrepont (de), 33, 348.
- Pierrepont de Saint Marcouf (dè), 92, 94, 218, 283.
- Pierres de la Boyvinnière (de), 93.
- Pingault, 79.
- Pinson (le past.), xix.
- Platement, 74, 282.
- Plessart, rég. gén. des biens des fug., viii, 315, 316, 319 à 321.
- Pognant (et Poignant), 237, 297.
- Poisson, 24.
- Polaillon (M^{me} de), 164.
- Polier (les past.), 90, 386.
- Pompadour (M^{me} de), 341, 496.
- Pontchartrain (le min.), 255, 257, 260, 291.
- Postal (et Potel), 102, 110.
- Potier, 237.
- Potté, 108.
- Poulain (et Poullain), 36, 104, 193, 238, 255.
- Pouquet (le past.), 87.
- Précourt (*voir* Bacon de).
- Préfontaine (de), 283.
- Préneuf (le past. A. Migault, dit), 383, 386, 389.
- Prépetit (de), 517, 518.
- Profichet, 365.
- Prunier, 372, 501.
- Puchot, 94.
- Quénnot, 100.
- Quens (de), ix, 377.
- Quentin, 293.
- Quesnel (le past.), xxxiv.
- Quesnel (*divers*), 102, 108, 238.
- Quetteville (le past.), 461.
- Rabaut (le past. Paul), xii, 388, 390, 391, 400, 413, 428, 431 à 433, 436, 456.
- Rabaut-Saint-Etienne, 429, 433, 452.
- Rabec (Paul), xx.
- Racan (le poète), xxv.
- Racine (le past.), 428, 432, 458.
- Racine (*divers*), 372, 500.
- Radulph de la Rivière, de la Roche, 5, 93, 174, 217.

- Rambouillet (Nicolas de), 54.
 Rames, 356, 499, 500.
 Ravailiac, 19.
 Renémesnil (de), 99.
 Richard, 74, 105, 227, 265.
 Richelieu, 21, 45, 47, 51, 52, 55, 133, 156, 157, 163, 466.
 Richer d'Aube, int. de Caen, 304, 375, 479, 491, 492.
 Richer de Cambernon, 91.
 Richer (ou Richier) de Cerisy, de Colombières (ou Coulombières), 6, 92, 94, 109, 196, 199, 214, 238, 239, 247, 276, 349, 391.
 Richer de Cerisy (le past. Jacq.), 76, 94, 174, 232, 239.
 Ricq (de), 96, 99, 111, 239, 251.
 Rihouet (et Rihouey), 108, 332, 346.
 Rivière, 356.
 Robillard, 77.
 Rochechouart (de), év. de Bayeux, xi, 412, 499.
 Roger, 267.
 Rohan (chevalier de), 151.
 Rohan (abbesse de), 116, 145.
 Ronceray (de), 283.
 Roquelaure (duc de), 80, 149, 151.
 Rosel (*voir* Dumont de).
 Rouage (de), 279.
 Rouillé (de), 219.
 Roulin, 105.
 Rousseau (J.-Jacq.), 399.
 Roussel, 320, 356.
 Roussin, xix.
 Roux, 336, 346.
 Rouxel (le past.), 232.
 Rouxel, 227, 345.
 Rouxelin, 100.
 Rue (de), 133.
 Russey (de), 226.
 Ruigny, dép. gén., 179, 182, 187, 234.
 Saint, 100, 104, 105, 304, 420.
 Saint-Contest (M^{lle} de), 87, 100, 116, 118, 234, 488.
 Saint-Florentin (le min.), 304, 321, 326, 328, 330 à 342, 347, 348, 350, 351, 353, 361, 363, 382, 383, 397, 403 à 405, 407 à 410, 412, 413, 417, 495 à 497.
 Saint-Fresne (de), 360, 361.
 Saint-Georges (de), 78.
 Saint-Germain (de), 218, 269.
 Saint-Jores (ou Jorre), 371, 440.
 Saint-Marcouf (*voir* Pierrepont de).
 Saint-Martin (abbé de), 147, 193.
 Saint-Michel (de), 275.
 Saint Pierre du Hamel (de), 283.
 Saint-Simon (l'historien), xii, 220, 252.
 Saint-Simon de Courtomer, 21, 24, 29, 82, 97, 177, 185, 186, 196, 211, 287.
 Sainte-Marie d'Agneaux (de), xxi, xxvii, 32, 217, 219, 241, 335.
 Sainte-Marie du Mont (de), *voir* Aux-Epaulles.
 Salles, 77, 318.
 Samborne, 91, 103, 104, 240.
 Samson (et Sanson), 101, 102, 357.
 Samson des Maizerets, 99, 100.
 Sarrau (Claude), xii, 65, 113, 131, 136, 142, 151.
 Sartines (le min. de), 417.
 Saumaise, 128, 137, 141.
 Saurin (le past.), 380.
 Saurin, 234.
 Sautel 102.
 Schomberg (le mar. de), 98, 148, 239.
 Sebire, 359, 365, 372, 426, 498, 517.
 Segrais, xii, xiii, 73, 118, 120, 126, 138, 142, 148, 221, 222, 244, 258 à 261, 378.
 Seignelay (le min.), 225, 226, 269, 276, 278.
 Seigneurie, 345, 347, 371.
 Servien, évêque de Bayeux, 164.
 Sévigné (M^{me} de), 259.
 Signard d'Ouffières, 430, 437, 439.
 Simon, *dit* Triasnon, 290, 291.
 Sinard, 364, 365, 371, 372, 374.
 Siresme (sœur de), 335, 494.
 Soler (le past.), xix, 31, 40, 52, 53, 86, 100, 473 à 475, 478.
 Sorel, 110, 290, 343, 372.
 Soubise, 33.

- Soyer, 117.
 Stannhurst, 90.
 Sully, xxxiv, 8, 20, 21.
 Superville (le past. de), 380.
 Surville (la Mère de), 306.
 Talaru de Chalmazel, év. de Cou-
 tances, 433, 442.
 Talbot, 360.
 Tanqueray (ou Tanquerel), 299, 332,
 341, 371.
 Tapin du Manoir (le past.), 31, 60,
 87.
 Terray (l'abbé), 418.
 Thesart, 69, 210.
 Thibeau, 343.
 Thierry, 102 à 104.
 Thioult de la Luzerne, 116, 149, 277.
 Thomine (ou Thoumine), 475, 476.
 Thouri (ou Thoury), 387, 501.
 Thouroude, 137, 142, 259.
 Tillard des Noyers, 306.
 Tillaye, 102, 110.
 Tillotson (Jean), 384, 506.
 Tilly (M^{me} de), 100, 116, 118, 215,
 234, 242, 244, 485, 486.
 Tirl (le past. Jacq.), 62, 66, 70, 173,
 206, 229, 232.
 Tirl (le past. Jean), 67, 203, 206,
 227, 228, 241, 286.
 Tirl (Pierre), 104.
 Titieux (de), 67.
 Toulhier, 111.
 Toustain de Billy, xiii, xix, xxvii,
 473, 474.
 Tracy (de), 47.
 Trivulce, év. de Bayeux, xviii.
 Trouvé, 108.
 Tullon, 193, 194, 204.
 Turenne, 66, 84, 141, 148, 187.
 Turenne (la maréchale de), 83, 84,
 87, 148.
 Turquetil (l'abbé), 159.
 Vadouville (sœur de), 338.
 Valsemé (de), 298, 332.
 Valsemé (sœur de), 338, 351.
 Van der Thomb, 117.
 Vanier (et Vasnier), 345, 412.
 Vardon, 110, 336, 366, 372, 391, 405.
 Varennes de Mémont (de), 250.
 Varignière, et Varinière (de), 94,
 97.
 Varignon des Grez, de Languersy
 (de), 99, 100, 241, 283, 284, 364.
 Varin, 241.
 Vastan (l'intend. de), 307, 310, 347,
 362, 363, 371, 376, 380, 479, 493.
 Vauban, 258.
 Vaugoust (de), 78, 481.
 Vauloger, 110, 372.
 Vauquelin de la Fresnaye (Jean),
 4, 6, 11, 13.
 Vaussieu (de), 191, 277.
 Vautier, 108, 204.
 Vauxmichel (de), 282.
 Venable, xx.
 Vendeuvre (de), 283, 388.
 Veniard, 372.
 Vergennes (le min. de), 420, 424,
 424, 425, 431.
 Vermanoir (de), 251.
 Véron (le P. François), x, 36, 40 à
 44, 76, 188, 275.
 Verrières (voir Cahaignes de).
 Vicaire (l'abbé), 399.
 Vicquemand (de), 73, 101, 119, 121,
 241.
 Viel, 237, 345.
 Vierville (de), 239.
 Vilain, Villain (voir Le Vilain).
 Villedeuil (le min.), 444.
 Villiez (le past. de), xxii.
 Vimondière (de), 283.
 Vimont Bras-de-Fer, 33.
 Vincent, 110, 284, 330.
 Vincént de Paul (saint), 164.
 Voisin, 250, 346, 347.
 Voltaire, 399, 400, 460.
 Vossius (Isaac), 129, 131, 160.
 Voulan-la-Roche (le past.), 425, 430,
 432, 434, 437.
 Wesley (John), 462.
 Yon. Yon-Desjardins, 237, 371.
 Yvelin de l'Yvelinière, 186.
 Yver, 69, 290, 358.



« TEMPLE DE CAËN

construit au bourg labbé en 1611

et détruit en 1685 »

Orig. Biblioth. de Caen, *Recueil de vues pittor. et monum. du Calv.*, pl. 41. — M. Trébutien (p. 184) dit que cette gravure est devenue fort rare. — Les mots : *construit*, etc., sont écrits à la main, en écriture qui paraît du temps.

Notre reproduction, faite d'après le même cliché que celles de M. Beaujour (p. 184) et du *Bull. du Prot.* (XXXIX, 571), est exactement conforme à l'original, à cela près que, sur l'original, la croix du clocher est surmontée d'un coq. (Voir E. Benoist, IV, 54). — Ce coq regarde vers la droite du spectateur.

C'est le Journal de Simon Lemarchand, p. 30 (Bibl. de Caen, mss.), qui nous apprend que les catholiques caennais avaient donné à ce temple, à cause de sa forme, le surnom de « pasté ou godiveau ».

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	1
BIBLIOGRAPHIE....	v
INTRODUCTION.....	xvii

LIVRE PREMIER

L'EXÉCUTION DE L'ÉDIT DE NANTES SOUS HENRI IV ET LOUIS XIII ...	1
CHAPITRE I. — Les commissaires de l'Edit en 1600.....	3
CHAP. II. — Les Jésuites à Caen et l'emplacement du temple (1603-1609).....	10
CHAP. III. — Nouveaux commissaires de l'Edit; nouvelles difficul- tés (1611-1616)	20
CHAP. IV. — La Basse-Normandie et la prise d'armes de 1621. — Montchrétien.....	28
CHAP. V. — La guerre de plume; duels théologiques (1612-31) : Samuel Bochart et François Véron.....	36
CHAP. VI. — La prise de la Rochelle; son contre-coup en Basse- Normandie.....	46

LIVRE DEUXIÈME

LE RÉGIME DE L'ÉDIT	57
CHAP. I. — Les églises de Basse-Normandie; les « fortes » et les « faibles ». — Traitement des ministres.....	59
CHAP. II. — La vie intérieure. — Censures du Consistoire. — Le culte	72
CHAP. III. — L'instruction chez les ministres et les fidèles. — Re- lations universitaires et de famille avec l'Angle- terre et la Hollande.....	85

	Pages
CHAP. IV. — Noblesse et bourgeoisie : ministres, militaires, magistrats, avocats et médecins.....	92
CHAP. V. — Industriels et commerçants : les Massieu.....	103
CHAP. VI. — Les protestants et la fondation de l'Académie de Caen (1652).....	112
CHAP. VII. — L'éloquence, l'orientalisme et l'érudition : Pierre Du Bosc, Samuel Bochart, Jacques de Paulmier de Grentemesnil.....	123
CHAP. VIII. — Bonnes relations des protestants avec les catholiques vers 1661. Leur fidélité au roi et à la patrie.....	144

LIVRE TROISIÈME

	LA RÉVOCATION (1661-85).....	153
CHAP. I. — Le réveil du zèle catholique.....		155
CHAP. II. — Procès intentés aux temples par le clergé.....		168
CHAP. III. — La déclaration de 1666-69, et la suppression des chambres de l'Edit. Du Bosc harangue Louis XIV.....		178
CHAP. IV. — Redoublement de la persécution après la paix de Nimègue. — Le dernier synode de Normandie (1682).....		190
CHAP. V. — L'avertissement pastoral. Démolition des derniers temples. La curée des biens des consistoires (1682-85).....		201
CHAP. VI. — L'Edit de Révocation. Les logements militaires. Statue de Louis XIV à Caen.....		213

LIVRE QUATRIÈME

	LES SUITES DE LA RÉVOCATION (1685-1715).....	223
CHAP. I. — Les fugitifs.....		225
CHAP. II. — Les réfugiés.....		231
CHAP. III. — Français contre Français, parents contre parents (1688-98).....		243
CHAP. IV. — Pertes matérielles et intellectuelles : le commerce et l'industrie; l'Académie de Caen.....		253
CHAP. V. — L'unité religieuse n'a pas été obtenue.....		263
CHAP. VI. — La rigueur à outrance; l'intendant de Gourgues (1686-89). Profanation de la conscience, de la famille, du tombeau.....		274
CHAP. VII. — Essais d'instruction catholique (1699-1701) sous l'intendant Foucault. — La déclaration de mars 1715.....		289

LIVRE CINQUIÈME

	Pages
LA PERSÉCUTION SOUS LOUIS XV; LES ENLÈVEMENTS D'ENFANTS....	301
CHAP. I. — Premières années du règne; situation morale et financière des maisons de la Propagation (1715-31)....	303
CHAP. II. — La régie des biens des religieux (1716-33), et l'entretien des nouveaux et nouvelles-catholiques.	314
CHAP. III. — Règlement du 18 mars 1747 sur les maisons de la Propagation en Normandie	324
CHAP. IV. — Les enlèvements de 1748-56.....	333
CHAP. V. — Ce que deviennent les enfants enlevés.....	344
CHAP. VI. — Condition légale des pères et mères; l'état civil; la capacité d'aliéner.. ..	354
CHAP. VII. Vie publique et privée des religieux de Basse-Normandie sous Louis XV. Commerce. Milice bourgeoise. Académie de Caen.....	369
CHAP. VIII. La reconstitution des églises du Bocage. Colloques de 1745-47 et du 26 décembre 1750. Le pasteur Gautier	381

LIVRE SIXIÈME

LE RETOUR A LA TOLÉRANCE ET L'AFFRANCHISSEMENT DÉFINITIF.....	393
CHAP. I. — Premiers symptômes du retour à la tolérance, en Basse-Normandie, dans la seconde moitié du règne de Louis XV. — Avocats et magistrats. — Les intendants La Briffe et Fontette	395
CHAP. II. — Pourquoi les enlèvements d'enfants deviennent plus rares.....	406
CHAP. III. — Progrès des idées de tolérance à partir de l'avènement de Louis XVI	416
CHAP. IV. — Les assemblées religieuses au Bocage sous Louis XVI. — Reconstitution de l'église de Caen (1777). — Le chapelain Armand.....	426
CHAP. V. — L'Edit de tolérance (novembre 1787); son exécution en Basse-Normandie	433
CHAP. VI. — La Constituante et la liberté des cultes.....	448
CHAP. VII. — Discipline intérieure et vie religieuse des églises vers la fin du XVIII ^e siècle	456
CONCLUSION.....	465
APPENDICE :	
I. La question du ministre Soler, de Saint-Lô.....	473

	Pages
II. Le nom de famille du ministre Du Bosc	475
III. La famille de Frotté	476
IV. Liste des pasteurs de Caen et de Saint-Lô, de 1598 à 1685...	478
V. Liste des intendants de Caen, de 1659 à 1789	479
VI. La Basse-Normandie protestante d'aujourd'hui	479
PIÈCES JUSTIFICATIVES :	
I sqq. Actes de consistoires	481
IV sqq. Lettres de Bochart, de D. Huet, de M ^{me} de Tilly.....	483
IX. Le curé Cally et les protestants de Caen. Lettre de l'intendant de Gourgues au chancelier (1686)	489
X. Lettre de l'intendant Richer d'Aube au contrôleur général, au sujet de la déclaration de 1724.....	491
XII sqq. Pièces relatives aux enlèvements d'enfants	493
XIX sqq. L'état civil.....	498
XXII sqq. Eglises du désert au Bocage. Actes de colloques. Lettre d'A. Court (1751)	500
XXVI. L'Edit de tolérance. Cimetières.....	515
CORRECTIONS ET ADDITIONS	517
INDEX ALPHABÉTIQUE :	
A. Noms de lieux	519
B. Noms de personnes... ..	528
ANCIEN TEMPLE DE CAEN (<i>gravure</i>).....	545
CARTE DE LA BASSE-NORMANDIE PROTESTANTE.....	551

Vu et lu,
en Sorbonne, le 9 avril 1897,
par le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris,
A. HIMLY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

ALENÇON. — IMPRIMERIE GUY, VEUVE, FILS ET C^{ie}
